



**HAL**  
open science

# Agriculture irriguée et organisation de l'espace dans les Huertas de Valencia et de Castellon ( Espagne)

Roland Courtot

► **To cite this version:**

Roland Courtot. Agriculture irriguée et organisation de l'espace dans les Huertas de Valencia et de Castellon ( Espagne). Géographie. Université de Paris-VII, 1986. Français. NNT: . tel-04073197

**HAL Id: tel-04073197**

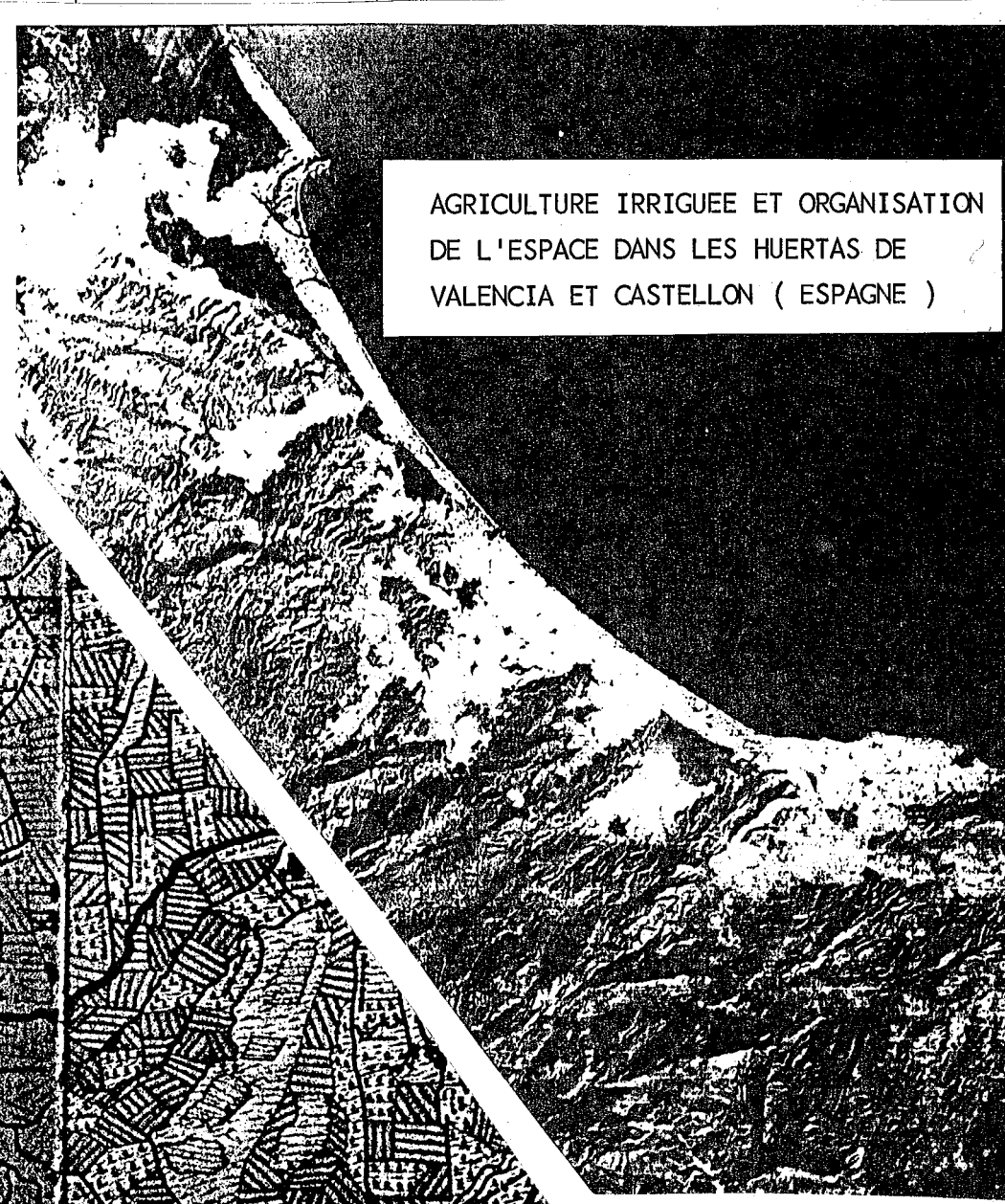
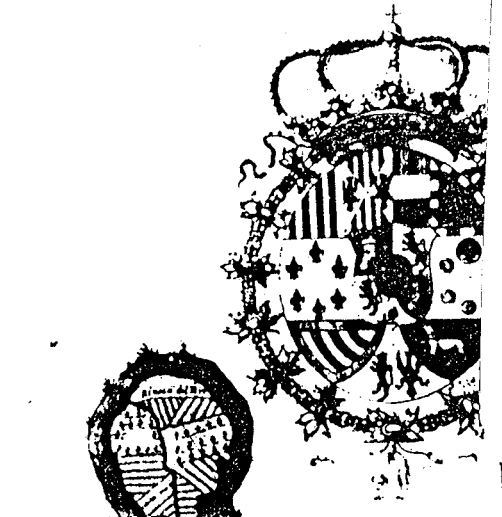
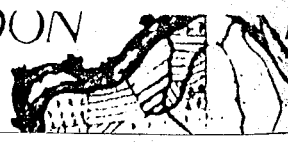
**<https://amu.hal.science/tel-04073197>**

Submitted on 18 Apr 2023

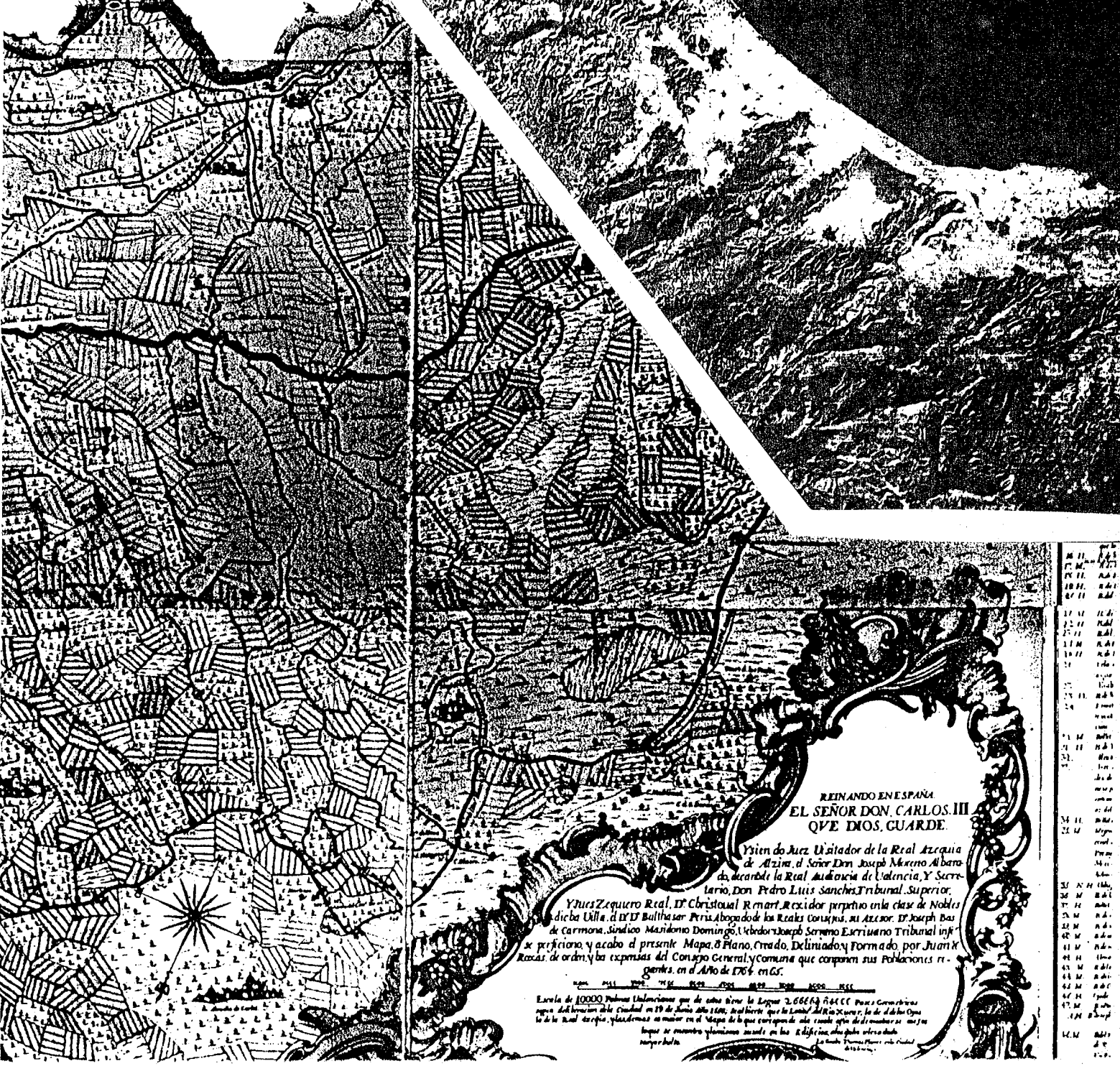
**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ADAYCONSTRUIDA POREL SERENISSIM° SENOR REY DON EL MISMO REY DON JAIME EXPELIO A LOS MOROS DEDI



AGRICULTURE IRRIGUEE ET ORGANISATION DE L'ESPACE DANS LES HUERTAS DE VALENCIA ET CASTELLON ( ESPAGNE )



17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

REINANDO EN ESPAÑA EL SEÑOR DON CARLOS III QUE DIOS GUARDE.

Yo el Juez Visitador de la Real Arzobispado de Aragon, el Señor Don Joseph Moreno Albaro de acuerdo de la Real Audiencia de Valencia, y Secretario, Don Pedro Luis Sanchez Tribunal Superior, Yutes Zequero Real, D. Christoval Remart, Rescador perpetuo en la clase de Nobles de dicha Villa, el D. D. Baltasar Peris Abogado de los Reales Consejos, su Asesor, D. Joseph Bas de Carmona, Sindico Mandonimo Domingo, Vicedor Joseph Serrano Escriuano Tribunal inferior perficioro y acabo el presente Mapa Plano, Croado, Deliniado y Formado, por Juan de Casas de orden y las expensas del Consejo General y Comuna que componen sus Poblaciones referidas, en el Año de 1764 en G.S.

Escala de 10000 Piesas Unidades que de cada Pie se Equiva 2,66667 Piesas Comunes segun del Arzobispo de Valencia en 19 de Junio año 1686. Real Cedula que la Llamada del Rio Xucar, lo de dicho Oficio de la Real Arzobispado, y las demas en el Mapa de lo que corresponde a los reinos referidos, segun los planos de orden y las expensas de los Reinos, para que se fuesen siempre habiles.

En Madrid, a diez y siete de Mayo de 1764.

Yo el Juez Visitador de la Real Arzobispado de Aragon, el Señor Don Joseph Moreno Albaro de acuerdo de la Real Audiencia de Valencia, y Secretario, Don Pedro Luis Sanchez Tribunal Superior.

Roland COURTOT  
Maître de Conférences à l'UNIVERSITE D'AIX-MARSEILLE II

**AGRICULTURE IRRIGUEE ET ORGANISATION  
DE L'ESPACE DANS LES HUERTAS DE  
VALENCIA ET DE CASTELLON (ESPAGNE)**

Thèse pour le Doctorat d'Etat es-Lettres et Sciences Humaines  
présentée à l'UNIVERSITE DE PARIS VII  
sous la direction de M. le Professeur E. DALMASSO  
UFR «Territoires, Administrations, Sociétés»

1986

## INTRODUCTION

Dans la littérature géographique, la ville de Valencia en Espagne, et la région qui l'entoure, n'ont cessé d'évoquer l'image des "riches" huertas\*: canaux d'irrigation courant parmi les vergers d'orangers et les cultures maraîchères, terre fécondée par le travail millénaire des hommes et rendant, sur des micro-exploitations, une production finale de valeur très élevée. En somme une agriculture hyper intensive nourrissant une masse de paysans laborieux et créant un tissu de relations étroites entre les villes et les campagnes, à tel point que cette huerta a été souvent présentée comme une forme achevée de l'organisation régionale de l'espace fondée sur l'agriculture irriguée.

Des voyageurs français du début du 19<sup>e</sup> siècle aux géographes du 20<sup>e</sup>, les superlatifs n'ont pas manqué pour décrire ces paysages. Pour le Comte de LABORDE, "cette province (est) un jardin magnifique, un séjour de délices... L'activité de ses habitants sait mettre à profit l'heureuse influence du climat; les terres même les plus ingrates sont cultivées, les productions de tout genre se multiplient partout, les manufactures, le commerce, la pêche, la marine, en augmentant les moyens de travail répandent l'aisance parmi les Valenciens. Les hommes de cette contrée ont une santé vigoureuse et une gaieté franche; les femmes y sont belles; leur embonpoint n'ôte rien de leur grâce; elles ont de la douceur, de l'aménité et un caractère enjoué" (1834, tome 2, p.197). Le ton était ainsi donné qui liait les faveurs du climat, l'ingéniosité des hommes, les paysages idylliques et l'importance des produits économiques en un tout parfaitement réussi. Un siècle plus tard, dans le volume de la Géographie Universelle qui traite de la Péninsule Ibérique, J. BRUNHES consacre l'essentiel de l'analyse économique des Pays Valenciens à la "richesse agricole" et aux "huertas", dont "la prospérité agricole est à la fois la condition et le résultat d'une formidable concentration de population" (1934, p.142). Encore en 1975, P. DEFFONTAINES s'attarde, dans sa "Méditerranée catalane", sur le "croissant fertile des planas littorales valenciennes, si merveilleusement productives et remplies de population" et sur les huertas "riches" et "plantureuses".

Si on ne considère que l'aspect agricole de l'espace valencien, cette image est encore justifiée par des résultats économiques bien tangibles. En 1985 la province de Valencia est toujours la première d'Espagne pour la valeur de la production agricole: sur 2,5% de la surface cultivée du pays, elle fournit 5% de la production finale agricole, dont l'essentiel provient des surfaces irriguées, du "regadio"\*, qui représentent un tiers des surfaces cultivées de la province. Les agriculteurs sont toujours présents en grand nombre (près de 100.000 actifs au



recensement de 1981) et leur densité, rapportée à la surface cultivée, est parmi les plus fortes de la péninsule. Là se trouve entre Castellón et Jávea, sur près de 200km du nord au sud, la plus grande région irriguée d'un seul tenant de la péninsule (plus de 100.000ha) et le premier verger d'agrumes de la Méditerranée (120.000ha). On y récolte aussi un quart du riz et des oignons et un dixième des produits maraichers d'Espagne.

On peut donc voir encore ces beaux paysages, d'autant plus aisément que le cadre montagneux toujours proche surplombe la plaine littorale et offre de magnifiques belvédères: le "Castillo" de Sagunto ou la "Muntanya" de Cullera sont des étapes obligées du géographe sur le terrain. Mais de là on peut voir, aussi, bien d'autres choses: des agglomérations tentaculaires, des zones industrielles, des réseaux modernes de communications, des "urbanizaciones"\* touristiques, même des "marinas". Bref, une urbanisation et une industrialisation croissantes, qui marquent le paysage des signes du développement économique et de la société de consommation. Les statistiques donnent aussi une autre image de la réalité valencienne: en 1981, à Valencia, la production agricole ne représentait plus que 6% du produit provincial brut et n'occupait plus que 12% de la population active (tab.1, p.90). Les secteurs d'activité secondaire et tertiaire se partagent maintenant l'essentiel de la production et de l'emploi. L'espace rural recule au bénéfice de l'espace urbain: les trois quarts de la population vivent dans des communes de plus de 10.000 habitants.

Cet espace a été en effet, depuis vingt-cinq ans, le siège d'une forte croissance économique, traduction valencienne de l'évolution générale de l'Espagne: c'est aujourd'hui la troisième province du pays pour le produit régional brut et pour la production industrielle, après Madrid et Barcelone. Elle le doit surtout à la présence d'une agglomération plus que millionnaire: Valencia et sa Huerta regroupent deux tiers de la population et du produit provincial brut. La place de l'agriculture dans les zones irriguées est donc fonction de la plus ou moins grande évolution urbaine et industrielle récente: on se trouve en présence d'un espace dont l'organisation, longtemps fondée sur l'économie agricole irriguée, a subi de profondes mutations qui remettent en cause cette base et provoquent l'émergence de nouvelles formes d'organisation. En même temps, cette agriculture, liée depuis longtemps par ses produits au marché européen, entame un long processus d'intégration dans le Marché Commun susceptible de lui fournir de nouveaux moyens de résistance.

Cet ouvrage se propose donc de mesurer quelle part l'agriculture irriguée conserve dans l'organisation actuelle de l'espace:

- par ses caractères économiques et sociaux et par ses relations avec les autres éléments du système régional;

- par le rôle qu'elle a joué dans l'évolution historique de cet espace et dans la permanence des structures spatiales qui lui sont liées;
- par sa place dans l'évolution économique et sociale actuelle, ses capacités de résistance et ses facultés d'adaptation.

Ce projet soulève immédiatement plusieurs remarques:

- S'agit-il de géographie agraire? Oui, dans la mesure où le point de départ de l'analyse est une certaine forme d'économie et de société agricole. Non, dans la mesure où l'étude s'attache surtout aux relations de ce système socio-économique avec le reste des éléments géographiques de l'espace étudié.

- S'agit-il alors de géographie régionale? Oui, dans la mesure où l'étude de l'agriculture irriguée est celle d'un "sous-système" dans le "système" régional existant. Non, dans la mesure où les autres sous-systèmes agissant dans le même espace ne sont étudiés que dans leurs relations avec l'agriculture et non pour la place qu'ils y occupent réellement.

- Le thème d'étude choisi va-t-il permettre d'éclairer de façon pertinente les formes d'organisation régionale de l'espace étudié? L'agriculture irriguée peut être considérée comme la base économique ancienne de la région, celle sur laquelle de nombreux éléments géographiques et sociaux se sont mis en place. Comme toutes les activités directement productrices, l'agriculture conserve une place économique plus importante que ne l'indiquent les statistiques, par le jeu des relations qu'elle entretient, à l'amont comme à l'aval, avec les autres secteurs d'activité, et qui sont ici particulièrement développées. Même si elle se trouve aujourd'hui en position de recul face aux autres éléments de l'économie dominante, son étude permet un bilan régional, et illustre en même temps l'évolution actuelle, fréquente en Méditerranée, des zones d'agriculture intensive et développée, face à la croissance de l'économie industrielle et urbaine. Le comportement des huertas valencienes a donc valeur d'exemple et peut être comparé à celui des autres espaces irrigués de la Méditerranée nord-occidentale, plus ou moins confrontés, du Vaucluse français à la Campanie italienne, aux mêmes évolutions.

Le problème des limites du terrain d'étude n'est pas simple, car les espaces irrigués n'ont cessé historiquement de s'étendre, et même de déborder hors du cadre strict des plaines littorales des provinces de Valencia et de Castellón. Globalement, ils sont assez bien circonscrits: de Benicarló au nord, au Cap de la Nau au sud, c'est une longue bande littorale, dont la largeur varie en fonction des avancées alternées du cadre montagneux et des plaines, ainsi que de l'extension variable de l'irrigation vers l'intérieur, le long des vallées ou sur les piémonts intermédiaires. Mais l'espace irrigué n'est pas fixé de manière intangible: il a suivi et ne cesse de suivre la dynamique spatiale de son agriculture, avec ses

centres, ses marges, ses progrès ou ses replis. Une limite stricte est celle qui, à l'échelle communale, retient les 142 communes dont le quart au moins de la surface cultivée était irriguée en 1970, et qui recoupe en gros celle des communes où les cultures irriguées représentaient plus de la moitié du revenu cadastral des terres agricoles (fig.1, p.69): en 1981, 2.131.000 habitants y représentent, sur 3.366 km<sup>2</sup>, une densité moyenne de 633 habitants/km<sup>2</sup>. Mais nous avons retenu en outre un cadre plus large, à l'échelle des "comarcas"\* définies par différents organismes régionaux, et qui se superposent à quelques nuances près: Plana de Castellón, Bajo Palancia, Huerta de Valencia, Campo de Liria, Ribera Alta et Baja du Júcar, Costera de Játiva, Safor (Huerta) de Gandía et Bajo Marquesado (ou Marina Alta) (voir Annexe 2, p.330). Celles-ci recouvrent 5.100km<sup>2</sup>, dont 2.800 cultivés et plus de 1.800 irrigués; 2,2 millions d'habitants, dans 206 communes, y représentent une densité moyenne de 430 hab/km<sup>2</sup>. Certaines analyses s'étendent même à l'ensemble des provinces de Valencia et de Castellon, chaque fois qu'il sera nécessaire de replacer les espaces irrigués dans les cadres régionaux plus vastes qui les contiennent.

Dans cette optique, nous avons donc adopté une problématique à la fois spatiale et temporelle, d'où découle un plan d'étude:

- la première partie sera consacrée à l'inventaire des caractères originaux actuels de l'espace irrigué valencien, dans ses structures géographiques, économiques et sociales;
- la seconde partie s'attachera à montrer la mise en place de la base économique agricole et les relations qu'elle a tissées dans l'organisation régionale de l'espace;
- les mutations récentes de la base économique régionale ont profondément transformé l'agriculture irriguée et provoqué l'émergence d'une nouvelle "géographie" de la région valencienne: c'est l'objet de la troisième partie.

Ce travail de recherche s'est étalé sur une longue période, puisque mon premier séjour à Valencia remonte à l'automne 1966. Des séjours ensuite annuellement répétés m'ont permis d'être le témoin des profonds bouleversements économiques, puis politiques de l'Espagne et en particulier de la Région Valencienne. J'ai été aidé par l'énorme effort de recherche scientifique accompli durant cette période par les Valenciens de toutes disciplines, mais gêné en partie par la lente émergence d'un appareil statistique moderne encore imparfait. Celui-ci était mal adapté à l'emploi, dans l'analyse régionale, de moyens mathématiques puissants, et a nécessité le recours à des méthodes plus simples (corrélation, matrices ordonnables). Les enquêtes de terrain et le recours aux sources originales ont donc tenu une

large place dans la recherche, en même temps qu'elles m'ont permis de me familiariser avec une population, une langue, une civilisation au départ méconnues.

Commencé sous la direction du regretté professeur H. ISNARD, ce travail se termine sous celle du professeur E. DALMASSO, qui a bien voulu en accepter la responsabilité. Il leur doit beaucoup, comme il doit aussi aux collègues espagnols de l'Université de Valencia, aux collègues de l'Institut de Géographie d'Aix-Marseille, et à tous les valenciens qui m'ont accueilli sur le terrain.

---

\* Les toponymes sont écrits selon la graphie espagnole, pour des raisons de compréhension internationale.

\* Les termes espagnols et valenciens suivis d'un \* lors de leur première apparition dans le texte sont expliqués dans le glossaire (Annexe 1, p.327).

\* Les documents d'illustration (figures, tableaux et photographies) sont numérotés selon l'ordre de leur pagination, qu'ils soient placés à la fin de chaque partie ou dans les annexes. Seules les figures n° 56, 70 et 71 ont été resituées dans le texte pour des raisons de présentation, mais sans changer leur numérotation.

\* Les travaux cités dans le texte sont classés par ordre alphabétique des auteurs dans les "REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES" (p.379).

## PREMIERE PARTIE : LES ESPACES IRRIGUES VALENCIENS

Leur situation sur la façade méditerranéenne les place depuis longtemps dans un espace historique de villes et de relations marchandes maritimes, et dans un espace climatique favorable aux cultures légumières et fruitières destinées à l'alimentation des centres urbains proches ou lointains. Mais leur position particulière, le long de ce littoral, à mi-chemin de la frontière française et du détroit de Gibraltar, leur confère une situation originale dans le champ des conditions naturelles comme dans celui des forces économiques et sociales. Climatiquement, ils sont moins secs que le sud et moins froids que le nord: les contraintes naturelles du froid ou de la sécheresse, dans le cas de cultures intensives délicates, y sont donc moindres. Socialement, les structures foncières de propriété et d'exploitation y sont moins inégalitaires qu'au sud, où les agricultures du Sureste et de l'Andalousie méditerranéenne présentent de forts contrastes sociaux; cependant les bourgeoisies urbaines et rurales y sont plus terriennes qu'au nord, où la bourgeoisie catalane s'est rapidement détournée de la terre pour investir dans le commerce et dans l'industrie. Economiquement, les niveaux moyens de revenu agricole sont plus faibles que ceux de la Catalogne, qui est la plus "européenne" des régions espagnoles, mais plus élevés que ceux de Murcie et de l'Andalousie, qui font partie des "suds" méditerranéens. Cette situation, "moyenne" à bien des égards, éclaire nombre de caractères de l'espace que nous allons analyser: ses produits, ses structures foncières, ses systèmes de production et la géographie de sa population.

## CHAPITRE I. PAYSAGES ET CULTURES

Par leur opposition tranchée d'avec les paysages de l'agriculture sèche, les paysages de l'agriculture irriguée, du regadío, forment un ensemble assez nettement défini, dont les limites sont souvent brutales, parfois progressives. Cet ensemble ne se présente pas comme un tout monolithique, bien que les vergers d'agrumes en soient la forme dominante. Les types de produits et les formes d'irrigation y introduisent des nuances facilement décelables.

### A. Le cadre géographique: un littoral méditerranéen

Les images fournies par les satellites américains de télédétection (LANDSAT I et II) donnent, depuis une quinzaine d'années, une bonne vue d'ensemble de notre terrain d'étude grâce à la signature spectrale particulière des cultures irriguées et des sols humides. Les outils antérieurs, cartes au 1/50.000° de l'Instituto Geográfico y Catastral et couverture photographique aérienne générale de l'Espagne, en offrent des images plus détaillées, mais moins à jour par leurs dates (SANCHO COMINS, 1979).

Des compositions colorées des canaux 4, 5 et 7, tirées des scènes concernant les provinces d'Alicante, de Valencia et de Castellon, permettent de cerner sur la figure 2 (p.70) l'extension du regadío, son insertion dans les unités naturelles régionales et ses nuances internes (photo 1, p.66 et Annexe 3, p.333). Le schéma général qui en ressort est celui de trois grandes bandes qui se disposent du littoral vers l'intérieur: plaine littorale, zone intermédiaire des piémonts et des sierras, zone intérieure des bassins et des massifs montagneux. Cependant ce gradient géographique littoral/ intérieur doit être nuancé par les variations nord-sud dans la distribution de ces trois zones. Nous distinguerons 4 nuances:

- Au nord, de Vinaroz à Benicasim, la plaine littorale est réduite à la portion congrue, sous la forme de quelques enclaves, tandis que la zone intermédiaire, démesurée, est faite de l'alternance, en bandes parallèles à la côte, de horsts calcaires allongés NNE-SSO, et de fossés étroits et cultivés. L'intérieur montagneux se présente comme massif et peu pénétrable: pas de grands organismes fluviaux entre l'Ebre et le Mijares, seulement quelques plaines littorales étroites, celles de Vinaroz-Benicarló et de Torreblanca-Oropesa. C'est le domaine des "ramblas"\* et des "ríos secos", qui rappelle le littoral sud de la province voisine de Tarragone.

- De Benicasim à Sagunto, la disposition principale du relief devient perpendiculaire à la côte, et le contact est beaucoup plus brutal entre les massifs

montagneux et la plaine littorale plus évasée (Plana de Castellón). Alors que le Mijares débouche d'une vallée étroite et encaissée, le Palancia représente une bande de cultures irriguées et sèches, ainsi qu'un axe de pénétration vers Teruel, entre la sierra de Espadan au nord, et celle de Javalambre au sud.

- Dans la partie centrale, de Sagunto à Tabernes de Valldigna, on retrouve une zonation parallèle au rivage. La plaine s'élargit au centre de la courbe du golfe de Valencia, où le débouché des deux fleuves principaux, Turia et Júcar, a construit une véritable plaine de niveau de base, dont la côte a été régularisée par un cordon littoral enfermant lagunes et marécages. Les piémonts intermédiaires sont très larges (plusieurs dizaines de kilomètres à l'ouest de Valencia) et développent de grandes topographies de glacis peu accidentés. Les sierras intérieures séparent de hauts bassins aux formes relativement planes, qui annoncent la Meseta dans la région de Requena-Utiel. Les cultures sèches dominent partout, mais sont pénétrées par les cultures irriguées le long des fleuves et sur les marges proches de la plaine (Campo de Liria, Canal de Navarrés).

- Au sud du Júcar, cette disposition cesse assez brusquement, et le contact se fait à nouveau de façon brutale entre les sierras et la plaine littorale, qui se réduit et se fragmente en une série de petits fossés (Valldigna, Costera, Safor, Bajo Marquesado). Dans l'intérieur, le cadre montagneux est de plus en plus élevé vers le sud: il sépare, par des alignements SO-NE, des bassins et des couloirs où les cultures sèches l'emportent largement (Valle de Montesa, d'Albaida). La terminaison du Système Bétique dresse donc de solides barrières montagneuses au-delà desquelles se fait une transition rapide vers le Sureste: le climat s'assèche et les paysages physiques et humains de la province d'Alicante annoncent déjà ceux de la région de Murcie.

On remarque donc la relative étroitesse de la bande irriguée, et le caractère parfois tranché, parfois diffus de ses marges. Ses limites sont nettes là où le regadío a occupé la totalité de la plaine littorale, par exemple dans la Plana de Castellón, la plaine de Valencia et du Júcar, la Huerta de Gandía, ou lorsqu'il s'allonge en rubans qui accompagnent les vallées des fleuves principaux à travers l'arrière-pays sec (Turia, Júcar, Cañoles). Par contre la limite est plus floue, les terres sèches et irriguées s'imbriquent les unes dans les autres, sur les marges nord et sud de l'espace étudié (Torreblanca, Bajo Marquesado) et sur les piémonts et glacis de l'arrière-pays (Campo de Liria, Hoya de Buñol, Costera de Játiva). Les nuances de la composition colorée permettent de distinguer dans cet espace les trois principaux types d'occupation agricole du sol, qui sont à la base des trois paysages différents du regadío valencien: les vergers d'agrumes, les zones de cultures maraîchères et légumières, les rizières.

## B. Les trois paysages irrigués

### 1. Les agrumes

C'est le trait dominant du paysage valencien. La marée toujours verte des orangers et des mandariniers apparaît de loin comme une large bande verte sombre, solide, continue, sans faille, et se divise de près en une multitude de vergers: ce sont les "huertos"\*, unités de base de ce paysage. Omniprésents de Benicasim à Denia, ils occupent deux tiers des surfaces irriguées, dans des situations naturelles très diverses. On les rencontre dans la plaine littorale où les vieux périmètres d'irrigation sont desservis par des canaux gravitaires et gérés par des communautés de propriétaires. Ils occupent aussi les sols sablonneux du cordon littoral qui régularise la côte du Golfe de Valencia, où l'irrigation se fait par pompage et par récupération des eaux de drainage. Enfin ils s'élèvent en gradins sur les versants des collines sèches et des sierras qui dominent les plaines littorales, et s'avancent vers l'intérieur sur les glacis de piémont. Dans ces deux derniers cas, ils ont été installés grâce à des puits et des pompes, et parfois à des constructions impressionnantes de terrasses de culture ("bancales"\*), qui s'élèvent en escalier jusqu'aux premiers abrupts calcaires.

### 2. Les cultures de huerta

Ce sont les cultures annuelles, légumières, maraichères, qui occupent le sol de façon intensive et qu'on désigne sous le terme de "huerta", ou "cultivos de huerta", car elles ont occupé l'espace irrigué avant que les agrumes ne l'envahissent depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Présentes à peu près partout, elles ne forment d'ensembles conséquents, susceptibles de faire apparaître un paysage agricole spécifique, que dans quelques cas toujours situés dans les vieux périmètres d'irrigation: la Huerta de Valencia (surtout dans sa partie nord) et ses marges internes (Campo de Liria), la Costera de Játiva, et quelques zones basses situées en bordure des rizières (Ribera Baja du Júcar, sud de la Plana de Castellón). C'est le domaine des micro-parcelles, des planches et billons de culture et d'arrosage, du chevelu des réseaux d'irrigation gravitaire et des rotations continues des cultures.

### 3. Les rizières

Ce qu'on voit apparaître sur les images satellites, ce n'est pas tant la rizière elle-même ("arrozal") que la zone de terres humides et inondables qui la porte, autour ou à la place des anciennes lagunes de la côte régularisée et qui forme le paysage de la "marjal"\*. L'énorme bloc de rizières qui entoure l'Albufera de Valencia et la basse vallée du Júcar est bien visible: ses 15.000 hectares forment l'essentiel des surfaces rizicoles, puisque les rizières ont disparu



des autres marjales dans les vingt dernières années. Leur trace est encore inscrite dans l'humidité et dans les sols. C'est là un paysage d'une grande homogénéité: une monoculture liée à des conditions de sol, d'irrigation et de drainage très contraignantes, et qui a dessiné un paysage original de casiers plus ou moins réguliers, séparés par les diguettes et les canaux, et dont le calendrier de culture va au même pas.

### C. La dominante agrumicole

Si on regroupe les produits agricoles en quatre catégories, par ordre d'importance des surfaces cultivées (agrumes, cultures de huerta, riz, fruits d'été), l'analyse statistique des dominantes par commune (tab.2, p.90) confirme l'approche globale des images de satellite. Sur les 142 communes étudiées, les agrumes dépassent le seuil de 50% de la surface irriguée dans 96 communes, les cultures de huerta dans 29, le riz dans 3 et les fruits dans une seule. La carte n°3 (p.71), construite d'après ce tableau, montre la place essentielle des agrumes: ils couvrent plus de 3/4 du regadío dans 44% des communes, et plus de 90% dans 1/4 d'entre elles. Cette quasi monoculture est à son maximum dans ses foyers traditionnels: elle occupe la majeure partie de l'espace, à l'exception des marjales, dans la Plana de Castellón, le Bajo Palancia et la Huerta de Gandía. Elle forme un ruban continu, de Cotes à Poliñá, dans la Ribera Alta du Júcar, et dans la périphérie intérieure de la Huerta de Valencia, de Rafelbuñol au nord à Picasent au sud (fig.4, p.72).

Cette dominante est moins marquée dans la Huerta de Valencia et dans la Costera, où les agrumes se combinent avec les cultures annuelles, et dans la Ribera Baja du Júcar, par suite de la présence des rizières. Les cultures maraichères forment en effet une couronne à peu près continue autour de Valencia, de Puig au nord à Beniparrell au sud, et la dominante rizicole apparaît dans les sept communes qui entourent l'Albufera, d'Alfatar au nord à Cullera au sud.

Actuellement cette agriculture irriguée présente donc, au plan des types de productions et des paysages, deux éléments secondaires, les cultures de huerta et les rizières, et un élément principal, le verger d'agrumes, qui est une monoculture dans une bonne partie de l'espace étudié. Ces trois produits représentent plus des 4/5 de la valeur de la production agricole finale dans les deux provinces; mais les agrumes constituent le système économique principal puisqu'ils représentent plus de la moitié de cette production, et confèrent ainsi aux huertas valenciennes leur première originalité.

## CHAPITRE II. LES STRUCTURES FONCIERES DU REGADIO

C'est dans les structures de la propriété agricole que le domaine irrigué valencien trouve sa seconde originalité. Elle n'est pas tant dans la répartition des propriétés selon la taille, qui privilégie le microfundium et qu'on retrouve dans d'autres espaces irrigués méditerranéens. Elle est surtout dans la présence d'une appropriation foncière citadine considérable dans toutes les catégories de propriétés, et qui pèse lourdement sur les systèmes agricoles des huertas. Petits paysans propriétaires et domaines citadins apparaissent comme les constantes principales de cette structure.

Pour tenir compte de la présence de cultures sèches dans un grand nombre de communes étudiées, plusieurs sources documentaires ont été utilisées conjointement (voir Annexe 4, p.335). Le cadastre, en évaluant, même de façon discutable, la richesse imposable des propriétaires, fournit un moyen de comparaison plus valide des propriétés: il permet de surmonter le problème statistique des grandes différences de valeur économique entre cultures sèches et cultures irriguées, et à l'intérieur même des cultures irriguées. Mais c'est alors de "surface économique" et non de surface réelle qu'il s'agit. On peut retrouver cette dernière en utilisant les registres des communautés d'irrigation mais leurs périmètres peuvent ne représenter qu'une partie des terres irriguées des propriétaires concernés; en outre ils sont généralement anciens, et c'est là que la pression agricole sur la terre a été la plus vive et que le morcellement foncier a eu le plus de temps pour s'effectuer. La vision qu'ils donnent du foncier irrigué est donc partielle.

Notons surtout que les données cadastrales ont été relevées à l'échelle communale, et ne tiennent pas compte des propriétés multi-communales, ce qui aboutit à surestimer les petites propriétés au détriment des moyennes et des grandes. Les recensements agraires (1962 et 1972) ont considéré les exploitations dans la commune où se situe leur siège et donnent de ce fait une image plus juste des structures foncières de celles-ci.

## A. Propriétés et exploitations

### 1. Un microfundium nuancé

#### a. Des propriétaires nombreux, une structure moyennement contrastée

On pourrait reprendre, à propos du regadío valencien, les expressions rapportées par R.HERIN pour les campagnes du Segura ("la terre est très partagée", 1975, p.321) ou par CH.MIGNON pour l'Andalousie méditerranéenne ("ici tout le monde est propriétaire", 1981, p.118), mais, comme eux, il faudrait nuancer cette vision schématique de la réalité.

Si on considère les 24 communes irriguées pour lesquelles J. ROMERO GONZALEZ a relevé en détail la structure de la propriété foncière en nombre et en surface possédée (1983, pp.358-359), le microfundium est une évidence (fig.5A, p.73) puisque les propriétés de moins d'un demi-hectare représentent plus de 60% du nombre total et celles de plus de 10ha moins de 1%. De sorte que les valeurs moyennes et médianes sont très faibles (1 et 0,4 ha) et que la fréquence de la moyenne est élevée: 79% des propriétés ont une surface inférieure à la valeur moyenne. Mais la surface occupée par ces catégories est faible: 14% pour les premières, 23% pour les secondes. Près de 2/3 des surfaces sont donc entre les mains de propriétaires qu'on peut considérer comme petits (de 0,5 à 2ha) et comme moyens (de 2 à 10ha), qui représentent respectivement 23 et 8% des cotes foncières (tab.3, p.91). Les propriétés, dans les communes irriguées, sont donc relativement concentrées dans les valeurs faibles en nombre et dans les valeurs moyennes en surface. Si on retient les indices proposés par L. BRUNET-LE ROUZIC (1979) pour comparer les structures des exploitations agricoles, le seuil de concentration (classe de la répartition à partir de laquelle les exploitations occupent plus de place dans les surfaces que dans les nombres) se situe entre 1 et 2ha et l'indice de dispersion (somme des écarts de la part des catégories d'exploitation entre les deux répartitions, en nombre et en surface occupée) a une valeur moyenne (90,6).

Ce sont des valeurs semblables qu'on retrouve dans les registres des communautés d'irrigation (voir tab.4, p.91 et Annexe 4, p.335). Sur un échantillon de 5 communautés regroupant près de 18.000 irrigants sur 19.500ha (Tormos-Valencia, Burriana, Sagunto, Carcer et Sellent, Sueca), la moyenne générale s'établissait en 1972 à 1,1ha par irrigant: 3/4 des propriétés avaient moins de 1ha et couvraient un peu plus du 1/4 des surfaces.

En tenant compte d'une richesse cadastrale imposable moyenne de 10.000 pesetas\* (= 800 F) par hectare de regadío, les seuils de surface définis plus haut, 0,5, 2 et 10ha, deviennent, en revenu cadastral, 5.000 (400 F), 20.000 (1.600 F) et 100.000 pts (8.000 F). Les propriétés additionnées de trois zones-témoins (Huerta

nord de Valencia, Ribera Alta et Baja du Júcar) se répartissent alors de la façon suivante: 55% des propriétaires ont moins de 5.000 pts de richesse imposable et représentent 12% de celle-ci; 1,5% d'entre eux ont plus de 100.000 pts et en représentent 15%. Entre ces deux extrêmes, 44% des cotes totalisent 3/4 de la richesse imposable (tab.5, p.92).

#### b. Des nuances selon les systèmes de cultures

Les structures foncières, en surface comme en richesse imposable, changent dans l'espace irrigué sous l'effet de plusieurs facteurs, souvent combinés. Le revenu moyen par hectare des différents types de cultures élève ou abaisse le seuil de rentabilité des exploitations, donc le revenu des propriétaires: la taille moyenne des propriétés augmente des cultures de huerta, les plus intensives, aux rizières en passant par les agrumes en position intermédiaire. Les types d'irrigation interviennent aussi, dans la mesure où, on l'a vu, les périmètres gravitaires anciens ont des structures beaucoup plus morcelées que les périmètres récents ou les irrigations par pompage, individuelles ou collectives. Enfin la proximité des agglomérations urbaines joue par l'intensité de la pression économique qu'elles engendrent sur la terre. Ces trois facteurs vont souvent de pair: c'est dans les vieilles communautés d'irrigation péri-urbaines que se sont maintenues le mieux les cultures de huerta, par suite de la faible taille des exploitations et de la proximité du marché urbain, tandis que les rizières se sont développées plus tardivement dans les marjales peu peuplées, et que le tandem agrumes/puits se développait d'abord au détriment du secano. Ainsi, dans le tableau 4 (p.91), la taille moyenne des propriétés est très faible dans les vieilles communautés de Tormos à Valencia ou de Burriana dans la Plana de Castellón. Elle s'élève dans celle de Sagunto ou dans les huertas plus tardives de la Ribera du Júcar, en particulier dans celle de Sueca, constituée en grand partie de rizières. Dans celle du Valle de Cárcer y Sellent (Ribera Alta), on peut même distinguer entre les vieilles terres irriguées, où la taille moyenne de la propriété se situe à 0,9ha, et les terres hautes plus récemment conquises sur les versants ("tierras altas") où elle s'élève à 1,5ha et où les propriétés citadines d'agrumes ne sont pas rares.

Si nous regroupons les communes étudiées plus haut par comarcas (Huerta de Valencia, Ribera Alta et Baja du Júcar) et que nous comparons leurs structures foncières en nombre et en surface, nous constatons que les courbes de fréquence (fig.5A, p.79) ont des formes voisines, mais qu'elles se déplacent sur le diagramme de la gauche vers la droite, des petites propriétés de la Huerta aux grandes propriétés de la Ribera Baja (rizières) en passant par les tailles intermédiaires de la Ribera Alta (agrumes). Les valeurs de l'indice de dispersion et du seuil de concentration évoluent de la même façon (tab.3, p.91). Dans la Huerta, les propriétés de plus de 5ha sont en nombre infime et n'occupent que 12% de la terre,

aucune n'atteint 50ha. Dans la Ribera Alta, les propriétés petites et moyennes, de 0,5 à 10ha, sont près de la moitié, et recouvrent 2/3 des surfaces; celles qui ont plus de 30 et même 50ha sont rares, mais ne sont pas absentes. Enfin, dans la Ribera Baja, les propriétés moyennes et grandes, au-dessus de 2ha, occupent 2/3 de la surface. Si la valeur moyenne des propriétés augmente, la dispersion augmente aussi, mais moins qu'on ne pourrait le croire: les écarts sont faibles entre les indices de dispersion calculés plus haut, qui passent de 79 pour la Huerta à 101 pour la Ribera Alta (tab.3, p.91).

Par rapport à l'ensemble de la province, les propriétés des zones irriguées présentent des valeurs cadastrales plus fortes et donc leur courbe de fréquence se déplace vers la droite de la figure 5B (p.73). Mais en outre leur concentration autour de la médiane est plus affirmée: la courbe de fréquence cumulée de leurs revenus cadastraux a une pente plus forte que celle de l'ensemble de la province. Les mêmes courbes tracées pour les propriétés des trois comarcas étudiées selon la richesse imposable (tab.5, p.92) donnent des résultats semblables à ceux de la figure 5A, mais les différences sont atténuées entre les trois paysages agraires: les indices de dispersion et les seuils de concentration évoluent de la même manière, mais seule la Huerta de Valencia se différencie vraiment, par une plus grande concentration des propriétés petites et très petites. Celle-ci est bien liée à l'intensivité des systèmes de production et à la pression foncière de la ville sur des terres à haute valeur marchande. La plus grande place des propriétés moyennes et grandes dans les agrumeraies et les rizières est liée à l'élévation des seuils de rentabilité de ces cultures, mais aussi à la présence de l'appropriation foncière des citadins.

## 2. Un faire-valoir direct dominant

Au Recensement Agricole de 1972, il représentait 94% des surfaces exploitées dans la province de Valencia et 82% dans celle de Castellón. Dans les comarcas irriguées, cette valeur n'était jamais inférieure à 89% (Ribera Baja du Júcar) et atteignait 99% dans la Plana de Castellón. Le faire-valoir indirect y est donc peu représenté, et presque exclusivement sous la forme du fermage. Le métayage, plus fréquent que le fermage dans les zones de secano pour des propriétés moyennes et grandes (de 50 à 200 ha), est à peu près inconnu dans le regadío. Ce fermage concerne rarement des exploitations entières et se rencontre dans toutes les catégories de taille, plus fréquent toutefois dans les petites, en dessous de 2 ha. Il s'agit en effet soit de petits propriétaires qui étendent leur exploitation, soit de journaliers qui s'assurent un revenu complémentaire plus stable que leur salaire saisonnier, en affermant une ou plusieurs parcelles. Les contrats sont saisonniers ou annuels et la plupart du temps verbaux. Ils ne concernent pratiquement jamais les

vergers d'agrumes, mais les cultures de huertas et les rizières. C'est pourquoi le fermage trouve ses valeurs les plus fortes dans la Ribera Baja du Júcar (8% des superficies en 1972) et dans la Huerta de Valencia, alors qu'il est à peu près inexistant dans les zones de monoculture des agrumes (fig.6, p.74).

Dans les périmètres irrigués par les acequias de la Huerta de Valencia, la place du fermage est renforcée par la persistance de contrats anciens, connus sous le nom d'"arrendamientos historicos" (fermages historiques) par lesquels des familles de colons se sont maintenues sur la même propriété depuis des générations, en versant des fermages de plus en plus dévalués. C'était une forme de faire-valoir très répandue dans les terres de polyculture des huertas péri-urbaines, lorsqu'elles appartenaient à des propriétaires citadins, membres de la noblesse, du clergé ou de la bourgeoisie. Ces formes de fermage "relique", heureusement peu nombreuses, posent par ailleurs aujourd'hui de sérieux problèmes juridiques lorsque le propriétaire citadin veut reprendre sa terre.

A l'opposé, on peut rencontrer des formes de fermage nouvelles: des firmes commerciales d'expédition des produits agricoles louent des terres pour s'assurer les produits que réclament leur industrie ou leur clientèle. Par un processus d'intégration remontante, et sans immobiliser de capital foncier, elles pratiquent une agriculture moderne, dont les surfaces varient en fonction des prévisions de vente, c'est-à-dire de la demande du marché. Ce phénomène est cependant peu répandu, et ne concerne que des firmes exportatrices ou des industries de la conserverie, dont les moyens financiers, les relations commerciales et le personnel technique déjà en place assurent une productivité et une rentabilité quasi-certaines. Il est cependant symptomatique d'un renversement des rapports entre la propriété et l'exploitation. Ce n'est plus le fermier traditionnel ("colono"\*), qui se trouvait sous la tutelle du propriétaire et cherchait à s'en libérer en devenant à son tour propriétaire lui-même, mais le fermage de l'entrepreneur, qui utilise son capital circulant pour louer la terre au gré de ses besoins, formule d'ailleurs plus souple dans une région où le prix du sol est très élevé et les structures foncières rendues rigides par une longue évolution historique.

### 3. Des exploitations calquées sur les propriétés

En fonction des sources dont on dispose, la structure foncière des exploitations est donc à la limite, et par suite de la prédominance du faire-valoir direct, plus représentative des structures de la propriété que les données du cadastre, où les chevauchements communaux des propriétés gonflent artificiellement le nombre des petites et réduisent celui des moyennes et des grandes. La répartition des exploitations selon la taille dans les 24 communes étudiées, d'après le Recensement agraire de 1972, présente donc un décalage général vers les tailles plus

grandes (tab.6, p.92): les valeurs moyennes et médianes de la répartition augmentent, et si le seuil de concentration s'élève (2-5 ha), l'indice de dispersion fait de même (99 contre 90,6). Mais le schéma général reste valide: on est dans le domaine des micro-exploitations par le nombre, car 4/5 d'entre elles ont moins de 2 ha, et dans celui des petites et moyennes par la surface occupée, car 2/5 de celle-ci appartient à des exploitations de 0,5 à 10 ha. La place des grandes exploitations (plus de 10 ha), qui occupent dans le tableau 26% des surfaces totales, est un peu faussée par la présence de quelques très grandes exploitations de cultures sèches, ou même de surfaces incultes; elle se ramène à des valeurs plus faibles, si on ne considère que des communes dont l'essentiel de la surface est irrigué.

C'est ce qui apparaît dans le cas de 3 communes-témoins, Beniparrell, Villanueva de Castellón et Sueca, qu'on peut retenir comme représentatives des 3 nuances, déjà signalées dans la structure foncière, entre les agrumes, les rizières et les cultures de huerta (tab.7, p.93). Beniparrell est une petite commune (366 ha), à la limite sud de la Huerta de Valencia, fortement marquée par la croissance industrielle récente (ARNALTE ALEGRE, 1980). Dans les surfaces irriguées, qui le sont essentiellement par le réseau gravitaire de la très ancienne Acequia Real del Júcar, les cultures de huerta l'emportent sur les agrumes. Villanueva de Castellón est un gros bourg de la Ribera Alta du Júcar, où les agrumes, irrigués en partie par l'Acequia de Escalona et en partie par des puits, sont une quasi monoculture. Enfin, Sueca est la plus grande commune rizicole et le centre de la Ribera Baja; dans les trois cas, l'appropriation foraine est relativement faible et les propriétaires résidents forment le gros des exploitants.

A Beniparrell, la structure foncière des exploitations est assez différente de celle des propriétés. Le morcellement de celles-ci est extrême, alors que les exploitations se regroupent autour de la catégorie de 0,5 à 2 ha, qui en représente le tiers, en nombre comme en surface occupée. Par contre, à Villanueva de Castellón comme à Sueca, compte tenu de la réduction du nombre des micro-exploitations par rapport aux micro-propriétés, la correspondance est bonne entre les deux distributions, pour les catégories petites et moyennes, de 0,5 à 10 ha. On constate bien à nouveau, pour les exploitations, le déplacement des profils de la figure 7 (p.74) vers les tailles plus élevées, de la huerta aux agrumes et aux rizières; en même temps que les valeurs moyennes et médianes, les seuils de concentration et les indices de dispersion s'élèvent selon le même ordre.

#### 4. Un parcellaire pulvérisé

Même si le parcellaire d'exploitation est parfois différent de celui de propriété, il l'est rarement dans le sens d'un regroupement: les huertas de Valencia et de Castellón n'échappent pas à l'image méditerranéenne de

l'enchevêtrement des micro-parcelles irriguées. Au Recensement Agraire de 1972, les parcelles de moins de 0,5 ha représentaient plus des 3/4 du total recensé dans les comarcas irriguées de la province de Valencia, et la taille moyenne était inférieure à 0,7 ha. On retrouve les mêmes nuances, calquées sur la structure foncière: le morcellement parcellaire est à son maximum dans les zones de cultures de huerta, en particulier dans les périmètres des plus anciennes acequias ou dans les marjales. A Albuixech, aux portes nord de Valencia, les exploitations de moins de 1 ha représentent deux tiers du total et 93% des parcelles ont moins de 0,5 ha. A Masalfasar, ces valeurs s'élèvent respectivement à 85% et à 96%. Dans les deux cas, les cultures de huerta occupent plus de 70% de la surface cultivée. En outre les parcelles sont souvent subdivisées à leur tour en planches qui portent des cultures différentes selon les saisons et les rotations du système cultural adopté. Dans les communes agrumicoles, la taille des parcelles est en général plus élevée, en particulier dans les vergers créés aux dépens des cultures sèches, sur les piémonts et les collines. Mais la topographie a parfois obligé à les partager en banquettes plus ou moins larges, dont certaines ne portent que quelques rangées d'arbres. Enfin, dans les rizières, la taille des parcelles s'élève encore: à Sueca, près de la moitié des parcelles ont plus de 0,5 ha. Mais elle varie avec l'ancienneté de la conquête sur le marais et la structure des propriétés. Les micro-rizières des petits propriétaires de la banlieue sud de Valencia s'opposent aux grands domaines des rizières proches de l'Albufera et de la mer à Sueca. Là encore la structure sociale des propriétaires est un élément déterminant: dans les rizières comme dans les agrumes, elle est souvent influencée par la présence de l'appropriation foncière des citadins.

## **B. Une appropriation foncière citadine omniprésente**

### **1. Une estimation malaisée**

Cette appropriation foncière est difficile à cerner exactement, non seulement par suite de l'imperfection ou de l'absence des sources de documentation, mais aussi par suite de la difficulté de définir le propriétaire "citadin", dans une région où les villes moyennes et petites, fortement intégrées dans l'espace agricole irrigué, abritent encore de nombreux agriculteurs. La seule résidence n'est donc pas un critère suffisant, et le problème est encore compliqué par le fait que nombre d'agriculteurs exercent aujourd'hui une activité secondaire ou même principale hors du secteur primaire: le Recensement Agraire de 1972 avait relevé que 67% des chefs d'exploitation agricole dans la province de Valencia, et 61% dans celle de Castellón, consacraient plus de la moitié de leur temps de travail à une activité extérieure à l'exploitation.



On se trouve donc en présence de plusieurs catégories de propriétaires fonciers "citadins", sans pouvoir les départager clairement:

- les agriculteurs purs, qui sont aujourd'hui une minorité,
- les agriculteurs à temps partiel,
- les participants de l'exode rural qui, devenus citadins, ont conservé une propriété agricole qu'ils continuent d'exploiter ou afferment,
- les citadins proprement dits, qui ont investi dans la terre ou conservé des biens de famille: ils peuvent vivre principalement de leurs revenus agricoles, autrefois par la rente foncière, aujourd'hui par l'exploitation directe, et on rencontre parmi eux à la fois des représentants d'une ancienne aristocratie et d'une bourgeoisie foncière plus récente.

Les propriétaires résidant dans des communes de plus de 10.000 habitants en 1960 (non comprises celles qui forment partie de l'agglomération de Valencia) ont donc été retenus comme citadins, avec toutes les réserves que cette limite statistique comporte. En fonction des sources utilisées (voir Annexe 4, p.335), leur étude s'est étendue différemment, afin d'en prendre la mesure la plus large, et de faire des comparaisons avec les zones non irriguées: les registres des communautés d'irrigation concernent les seuls espaces irrigués, l'enquête de la Chambre d'Agriculture s'étend à la province de Valencia, le Cadastre de 1964 à celles de Valencia et de Castellón, et le registre des propriétés de plus de 100.000 pesetas de revenu imposable aux trois provinces de la Région Valencienne.

## 2. La mesure de son importance

Le Cadastre de 1964 a servi de point de départ à cette étude. La revue de tous les registres communaux de la contribution foncière agricole des provinces de Valencia et de Castellón a permis de retenir 89 communes dans la première et 22 dans la seconde, pour lesquelles la résidence des propriétaires était indiquée. Cet "échantillon" de 111 communes n'en est pas véritablement un, bien qu'il représente une part acceptable de la surface cultivée totale, car le choix n'a pas été dicté par la théorie des sondages. Leur localisation (fig.8, p.75) montre une forte représentation du littoral irrigué dans le cas de Valencia et, à l'inverse, des régions sèches ou montagneuses dans celui de Castellón. L'échantillon est proportionnellement moins important dans cette dernière province, où il est cependant représentatif de la répartition moyenne des cultures, tandis que dans celle de Valencia le déséquilibre spatial se traduit par une sur-représentation des cultures irriguées.

Au total donc, au-dessus de 1.000 pts de richesse imposable en 1964, un

propriétaire sur huit était citadin et plus d'une peseta de revenu sur 5 lui appartenait (tab.8, p.94). Cet ordre de grandeur, valable pour les années 1960-1970, a été précisé et confirmé par les autres sources utilisées, partielles mais plus récentes. En 1970, les habitants de Valencia possédaient 18% des terres irriguées par l'Acequia Real del Júcar, principale communauté d'irrigation de toute la Région et une des plus importantes d'Espagne; ils possédaient en outre plus du quart, en moyenne, de celles des communautés de Cárcer et Sellent, Corbera de Alcira, Sagunto, Sueca et Villanueva de Castellón (COURTOT, 1972b). En 1971, d'après l'enquête de la Chambre d'Agriculture de Valencia, ils possédaient environ 17% de la surface agricole utile de la province, 14% des cultures irriguées et 19% des cultures sèches. Enfin, tant dans la province de Valencia que dans celle de Castellón, 9 propriétés sur 10 de plus de 100.000 pts de revenu imposable appartiennent à des citadins.

### 3. Un poids économique renforcé

#### a. Des propriétés plus vastes

Les propriétés citadines n'échappent pas au modèle général défini au chapitre précédent, mais elles présentent toujours des valeurs moyennes et médianes supérieures à l'ensemble, donc à celles des propriétaires ruraux. Les courbes tracées d'après le Cadastre de 1964 montrent que les fréquences des propriétés citadines sont nettement décalées vers la droite de la figure 9 (p.75). Les deux valeurs centrales (moyenne et médiane) sont nettement plus élevées, et la part relative des citadins dans le revenu foncier imposable s'élève avec l'importance de ce dernier: d'un dixième environ pour la tranche 1.000-2.000 pts à la moitié au dessus de 40.000, et à la quasi-totalité au-dessus de 100.000 (si on ne tient pas compte des biens communaux, parfois importants dans l'intérieur montagneux de la province de Valencia).

La même opposition se retrouve entre propriétaires urbains et ruraux sur les registres des communautés d'irrigation. Les courbes de fréquence des propriétaires résidant à Valencia, dans les communautés d'irrigation déjà signalées, sont tout à fait caractéristiques. Dans le périmètre de l'Acequia Real del Júcar (fig.10, p.76), les courbes de fréquence selon la taille des propriétés des habitants de Valencia sont nettement décalées vers les tailles supérieures par rapport à l'appropriation rurale (fig.10A). La figure 10B montre que, dans les propriétés de plus de 2,5 ha, la médiane de leur répartition augmente avec l'éloignement de la résidence du propriétaire et son caractère urbain. A Villanueva de Castellón, dans la Ribera Alta du Júcar, sur les 1.531 ha irrigués par la Real Acequia de Escalona, un dixième des irrigants sont des citadins, qui possèdent un cinquième des surfaces: si la propriété moyenne par irrigant local est de 0,9 ha, elle s'élève à 2,3 pour les résidents des communes urbaines, et à 2,8 pour les habitants de Valencia (tab.9,

p.95). Leur part est d'autant plus forte que la taille des propriétés est plus grande: un quart des propriétés de plus de 5 ha leur appartiennent (COURTOT, 1972b). Ces valeurs sont encore plus fortes dans la communauté voisine du Valle de Carcer et Sellent, dont le périmètre est pour plus du tiers aux mains des citadins, qui ne sont que 4% des irrigants: leur propriété moyenne s'élève à plus de 3 ha, contre 0,9 aux propriétaires locaux.

#### b. Des cultures plus spécialisées

Deux sources documentaires nous ont fourni des renseignements sur la nature des cultures dans les propriétés citadines: l'enquête de la Chambre d'Agriculture et le fichier cadastral des grandes propriétés. Bien que partiels, les résultats de la première, qui apparaissent dans le tableau 10 (p.95), montrent une orientation vers les terres cultivées en général et vers les cultures irriguées en particulier. La part relative de celles-ci est 1,7 fois supérieure à la moyenne de l'échantillon, et si la part des rizières est identique, celle des agrumes est deux fois plus forte: celles-ci occupent près des 2/3 des cultures irriguées des citadins. A l'inverse les cultures de huerta n'en occupent qu'un cinquième, et cela représente moins du dixième des cultures irriguées dans l'échantillon. Dans le cas des cultures sèches, seules les vignes (plus du tiers des surfaces) et les arbres fruitiers occupent une place relative supérieure à la moyenne provinciale.

Le fichier des grandes propriétés fournit des données plus homogènes et montre une répartition des cultures des propriétaires citadins qui n'est pas foncièrement différente (tab.11, p.95): on y note cependant une part plus importante du secano non cultivé, en particulier des bois et forêts. Parmi les cultures sèches, la vigne et les céréales viennent en tête. Dans les cultures irriguées, les changements sont plus notables, non dans leur part totale, qui est un peu plus faible, mais dans leur répartition interne: les agrumes augmentent de quelques points, la part des rizières double, par contre celle des cultures de huerta diminue de moitié.

On voit donc se dessiner une nette orientation des propriétaires citadins vers les cultures permanentes qui, seules, favorisent l'absentéisme. Il s'agit essentiellement de cultures arbustives: principalement les agrumes, et accessoirement les autres vergers irrigués. Même un fruit comme l'amande, qui a trouvé, grâce aux conditions nouvelles du marché, un regain de faveur parmi les agriculteurs du secano, intéresse aussi les propriétaires citadins qui cherchent à profiter, grâce à leurs moyens d'investissement, d'une spéculation nouvelle. Le riz y figure aussi: dans ce cas la permanence n'est pas celle de la plante, mais celle des rizières. Dans les zones anciennement marécageuses de la Ribera Baja du Júcar, celles-ci ne sont pas susceptibles d'accueillir d'autres cultures sans d'importantes transformations.

Il s'agit en outre de cultures susceptibles de fournir, selon les marchés, des revenus élevés par unité de surface (agrumes, vignes, rizières), d'autant que la prédominance du faire-valoir direct en réserve les bénéfices au propriétaire.

### c. Des exploitants directs

Comme dans l'ensemble de l'agriculture valencienne, le faire-valoir direct l'emporte nettement dans la propriété citadine. Les propriétés de plus de 100.000 pts de revenu imposable sont pratiquement toutes gérées par le propriétaire ou par l'intermédiaire d'un administrateur (conseil ou cabinet de gestion) lorsqu'il habite hors de la province. Sur place, l'exploitation est surveillée par un contre maître ("capataz") ou par un régisseur ("encargado") habitant sur la propriété ou au village. Il faut l'éloignement du propriétaire, le faible intérêt économique des cultures, ou la dissémination de nombreuses parcelles pour que le faire-valoir indirect apparaisse; encore ne concerne-t-il pas forcément toute la propriété, et sa part varie en fonction des cultures. L'enquête de la Chambre d'Agriculture permet de préciser ce point (tab.12, p.96): le faire-valoir indirect, essentiellement sous la forme de fermage, est plus développé dans les propriétés citadines, qui en représentent près du tiers dans la province de Valencia. Il est quasi absent pour les agrumes, dont le calendrier agricole simple et les possibilités de revenus intéressants n'incitent pas à abandonner l'exploitation à un tiers. Il augmente dans les cultures de huerta, dont le caractère intensif, annuel et délicat ne permet pas l'absentéisme. Il atteint la moitié des surfaces dans les rizières des citadins, alors que le riz est une culture qui permet l'absentéisme. Cela tient à plusieurs raisons:

- à un moindre intérêt pour une culture dont les revenus ont nettement diminué depuis une quinzaine d'années, alors que la pression agricole forte dans les zones rizicoles pouvait faire monter le loyer de la terre;
- au fait que le fermage touche surtout les petites propriétés, beaucoup moins rentables, dans les conditions actuelles, que les grandes, qui restent pour la plupart en faire-valoir direct (SERRA SISTER, 1971). A Sollana (Ribera Baja du Júcar) 9 grands propriétaires valenciens exploitent directement 494 ha de rizières, alors que les quelque deux cents autres propriétaires valenciens, qui se partagent 506 ha, les laissent souvent en fermage.

Dans les propriétés de secano, les tenures indirectes sont plus importantes et représentent près de la moitié des terres effectivement cultivées. Elles sont à peu près inexistantes dans les vergers de caroubiers, dont l'intérêt économique actuel est dérisoire, mais elles s'élèvent fortement dans le cas des céréales, de la vigne et de l'olivier. La situation est donc apparemment l'inverse de celle des cultures irriguées, mais s'explique aisément. De nombreuses propriétés

citadines appartiennent à d'anciens ruraux émigrés vers les villes littorales et ne peuvent, par suite de l'éloignement, être gérées directement: c'est la famille restée au village, ou un métayer, qui s'en charge. Par contre, les grandes propriétés sont exploitées directement, car elles ont une surface et une rentabilité suffisantes, surtout dans les zones viticoles, où l'appropriation foncière citadine a toujours été présente (PIQUERAS HABA, 1981). On retrouve, à cette taille et dans le cas de la vigne, la situation des cultures irriguées: les citadins ont cherché d'autant plus à se réserver les bénéfices de la terre que ceux-ci pouvaient être élevés.

#### 4. Propriétés et exploitations citadines

La propriété citadine existe donc à tous les échelons de taille dans le regadío, mais son poids dans les structures foncières et économiques de l'agriculture irriguée est d'autant plus grand qu'on s'élève dans les catégories de propriétés.

##### a. La petite propriété

Les propriétés citadines de moins de 2 ha ou de 20.000 pts (1.600 F) de richesse imposable sont relativement nombreuses, mais elles pèsent peu face aux propriétaires locaux. Elles ont d'ailleurs souvent une origine rurale, soit par exode vers les villes, soit par changement de statut de l'agriculteur sur place, dans le cas des communes péri-urbaines qui s'intègrent dans le bassin d'emploi d'un centre urbain. A Sueca, dans les rizières entre le Júcar et l'Albufera, la structure des propriétés foraines varie considérablement selon qu'il s'agit d'habitants de la ville de Valencia ou des faubourgs et hameaux de sa Huerta sud (Fuente San Luis, Castellar, Oliveral, Palmar etc...tab.13, p.96). Dans ce cas, il est impossible de distinguer la propriété citadine de la propriété rurale, car les petits cultivateurs de la Huerta passent progressivement de l'activité agricole aux emplois secondaires ou tertiaires que leur offre, en nombre croissant, l'agglomération. La condition de paysan-ouvrier ou de paysan-employé, qui soigne ses arbres ou moissonne son riz le dimanche ou pendant ses congés, n'y est pas rare. Ce phénomène, remarquable dans la Huerta de Valencia, se retrouve à une moindre échelle dans les autres villes de l'espace irrigué, qui ont toujours abrité de nombreux agriculteurs; dans ce cas, ce sont les périodes de crise des cultures principales (agrumes, riz) qui motivent la combinaison de l'activité agricole avec d'autres emplois.

La propriété d'origine citadine n'est pas inexistante, mais beaucoup plus faible. L'engouement pour certaines cultures a conduit les classes moyennes, fonctionnaires, commerçants, employés même, à investir parfois leur épargne dans l'achat de quelques "hanegadas"\* d'orangers, d'arbres fruitiers ou de vigne. Il n'est pas rare de rencontrer dans les administrations, en particulier celles qui sont liées

à l'agriculture, des petits propriétaires terriens de fraîche date, pour qui cet investissement est un signe d'identification sociale. Plus prosaïque, ce charcutier d'un faubourg de Valencia, rencontré sur la commune de Monserrat, dans l'arrière-pays de la capitale, plantait des orangers pour sa consommation personnelle et pour venir passer le dimanche à la campagne. Tout cela tisse des liens nombreux entre la ville et la campagne, mais compte peu au plan économique.

#### **b. La moyenne et la grande propriété**

Le seul outil d'analyse efficace a été ici le fichier cadastral des propriétés de plus de 100.000 pts (8.000 F) de richesse imposable, dont plus du tiers ont en fait moins de 10 ha et peuvent être considérées comme "moyennes" par la taille, si elles sont "grandes" par le revenu (GOZALVEZ PEREZ, 1981).

En centrant l'étude sur les propriétaires résidant à Valencia, on constate que l'orientation vers les agrumes est prédominante, puisqu'on les rencontre dans 9 exploitations sur 10, alors que les cultures de huerta n'apparaissent que dans une sur trois, et qu'aucune autre culture ne dépasse la fréquence de 15% des exploitations. Mesurée en richesse imposable, cette dominante est encore plus forte, puisque les agrumes représentent la moitié de cette richesse dans 86% des exploitations, plus des 4/5 dans 77%, et la quasi totalité dans 52%. C'est donc, dans plus de la moitié des cas, une quasi monoculture; dans les autres cas, elle est généralement associée à d'autres cultures irriguées, vergers ou cultures de huerta, plus rarement au riz qui est, avec la vigne, la seule autre culture principale de quelque importance, quoique de faible fréquence, par suite de sa localisation particulière.

Cette situation explique que la taille moyenne des exploitations valenciennes de plus de 100.000 pts de revenu soit assez basse (67 ha) comparativement à celle d'autres provinces espagnoles, traditionnellement latifonduaires. Le poids des cultures irriguées en général, et des agrumes en particulier, fait que la moitié de ces exploitations ont entre 8 et 30 ha, et que l'essentiel des cotes se situe dans les tranches de 100.000 à 400.000 pts (tab.14, p.96). Valencia et Castellón se distinguent nettement des provinces latifonduaires (Séville, Cordoue par exemple): même à ce niveau, elles se comportent comme des provinces de "petite propriété".

#### **c. Les grandes exploitations citadines**

Le fichier réunit, pour chaque exploitant propriétaire, toutes les parcelles qu'il possède dans la province, même si celles-ci forment plusieurs unités d'exploitation distinctes. Les exploitations réelles peuvent donc être plus nombreuses que les fiches étudiées, mais les ensembles d'un seul tenant ("finca"\*) et de même culture sont les plus fréquents, même si on rencontre aussi des

exploitations aux parcelles dispersées, du type "bien de village".

### \* Le huerto

C'est le verger d'agrumes, la forme la plus répandue de cette appropriation citadine. On le rencontre en général à l'écart des villages et des zones d'irrigation traditionnelle, car il est lié à l'irrigation par puits qui lui a donné naissance. Il forme la moitié des biens de plus de 100.000 pts de richesse imposable et se trouve sur les glacis et les pentes faibles qui dominent la plaine littorale, là où la mise à l'irrigation des terres sèches a été la plus intense. L'étude de la carte des orangeries valenciennes de la figure 11 (p.77) en montre les points forts:

- une demi couronne autour de la capitale, de Bétera au nord à Picasent au sud,
- deux zones de forte appropriation citadine: la basse vallée du Palancia et la Ribera Alta du Júcar, de Sumacárcel à Algemesí,
- deux zones où les propriétés paysannes et les petites villes sont plus nombreuses: la Plana de Castellón et la Huerta de Gandía.

Les plus anciens de ces huertos se trouvent sur les bords de la plaine littorale, quelquefois au milieu des irrigations traditionnelles. Au centre s'élève parfois une "maison de maître" (photo 2, p.67). Une rangée de palmiers, qui tranche par ses palmes sur le moutonnement vert sombre des orangers, y conduit depuis l'entrée sur la route, flanquée d'un portail monumental marqué du nom du fondateur. La présence d'une clôture distingue souvent le huerto du citadin, affirmation d'un droit de propriété que l'agriculteur n'éprouve pas le besoin de matérialiser. Une construction plus modeste abrite le régisseur, ainsi que les instruments de travail de l'exploitation; à proximité le puits et sa pompe sont signalés par une construction ("casa de motor") d'où pointe encore parfois l'ancienne cheminée de la machine à vapeur, ancêtre des actuels moteurs électriques ou diesels.

Les nouveaux vergers aménagés sur les glacis et les pentes sèches ont nécessité la construction de banquettes de pierres ou de ciment, et de coûteux travaux d'aplanissement au bulldozer ou même à l'explosif: ils tranchent nettement dans le paysage par leurs terrasses, réseaux d'arrosage cimentés, puits et pompe au centre du dispositif (photo 4, p.68). Le huerto remplit souvent une fonction de loisir (présence d'un "fronton" pour le jeu de la "pelota") en tant que résidence de fin de semaine ou d'été; elle n'est pas sans rappeler celle des "cortijos" et "haciendas" de l'aristocratie sévillane, et a conduit à des constructions parfois prétentieuses, parfois réussies, dont l'architecture "moderniste" est le pendant rural des constructions bourgeoises de l'"ensanche"\* de la ville de Valencia (SIMO, 1973).

Si on retient comme huertos toutes les propriétés uniquement agrumicoles du

fichier, on aboutit, dans le cas des propriétaires résidant à Valencia, à des exploitations étalées de 3 à 59 ha: mais leur distribution est bien centrée autour de la moyenne (14,5 ha), et mieux encore autour de la médiane (10 ha). La valeur économique réelle de ces vergers est très variable, selon leur taille et selon les soins qu'y apporte le propriétaire, en particulier dans la lutte contre les maladies et dans le renouvellement des variétés, dont l'évolution des cotations sur le marché international est un élément essentiel du revenu de l'exploitation.

\* Le mas de secano transformé

Plusieurs termes le désignent et permettent de le repérer sur les cartes au 1/50.000°: "Alquería"\*, "Masia"\*. Ces unités d'exploitation sont la plupart du temps d'un seul tenant, autour de la ferme au centre du domaine. Mais elles ne sont pas la règle de l'appropriation citadine dans le secano, au même titre que le "mas" viticole dans le Bas-Languedoc.

On le rencontre dans les régions intérieures de la province, où il est lié le plus souvent à la vigne, accessoirement aux cultures céréalières, avec parfois de grandes surfaces de bois et de garrigues. Dans les zones intermédiaires, proches de la plaine irriguée, et là où les nappes phréatiques et les sols l'ont permis, il a été souvent transformé en vergers irrigués d'orangers ou d'arbres fruitiers tempérés. Le Llano de Quart, vaste glacis à l'ouest de Valencia, a ainsi connu une transformation complète de secano en regadío, sous l'impulsion des grands propriétaires valenciens suivis par les agriculteurs des bourgs de la Huerta (BURRIEL, 1971a). La comparaison des cartes de l'Instituto Geográfico y Catastral de Valencia (N°722, 1944) et Chestre (N°721, 1947) avec les photographies aériennes récentes montre que le processus, déjà bien enclenché à la date des cartes, s'est poursuivi activement jusqu'à nos jours: il aboutit à une transformation quasi totale du paysage et à une véritable monoculture des agrumes (fig.12, p.78).

A Turís, la Masia de Calabarra est un grand domaine ancien (figurant déjà comme tel sur le cadastre communal au milieu du 19° siècle) appartenant à une famille de grands propriétaires terriens de Valencia. Ceux-ci l'ont transformé plusieurs fois: d'un mas de polyculture sèche ils ont fait, après la crise du phylloxera, un mas viticole au début du 20° siècle. Vers 1960, ils ont créé un verger d'orangers et de fruits à noyau de plus de 160 ha, après avoir mis en place une puissante installation de pompage et d'irrigation à partir de la nappe phréatique (MONTOLIU, 1968).

\* Le grand domaine rizicole

Il est, lui aussi, l'héritier d'une appropriation passée, et en aucune manière le fruit d'investissements récents ou actuels. L'énorme pression



démographique sur la terre des rizières, déjà signalée par R. DUMONT (1951) a rogné progressivement des domaines issus de l'appropriation aristocratique et bourgeoise du siècle dernier (COURTOT, 1972b) dont les revenus ont été surtout intéressants pendant les périodes de conflit ou d'économie autarcique.

Ici, pas de mas comme en Camargue: nous sommes dans une région d'anciens marécages conquis par une lente progression des rizières au détriment des marais et de la lagune de l'Albufera. L'investissement en travail humain a été énorme et ces grands domaines ont été souvent constitués par le labeur de nombreux petits colons qui les ont cultivés pendant longtemps en fermage. Aujourd'hui l'exploitation directe y domine, que seule la mécanisation peut rentabiliser, à partir d'un seuil de surface que P. SERRA SISTER (1971) fixait à 30 ha. Or, parmi les grandes propriétés, 23% seulement de celles où le riz est cultivé atteignent ou dépassent cette surface, et c'est pourquoi les plus petites continuent à affermer annuellement leurs rizières. Quelques grandes unités subsistent, qui se distinguent dans le paysage agraire par un parcellaire plus régulier et plus vaste, souvent situé dans les zones les plus proches des lagunes, parce que conquises et aménagées plus tardivement. Parmi ces dernières, les propriétés situées dans les petites marjales en voie de disparition abandonnent la riziculture au profit de spéculations plus rentables.

#### \* Les grandes exploitations de type capitaliste

La forme extrême des investissements dans l'agriculture irriguée est représentée par des sociétés anonymes, liées ou non à l'agriculture, et qui ont aménagé de grandes exploitations modernes sur les marges des périmètres traditionnellement irrigués: les marjales non aménagées, mais surtout les piémonts secs de la plaine littorale. Le prix du sol y était plus faible, et la main-d'oeuvre plus abondante par suite de la crise de l'agriculture traditionnelle de secano; mais les investissements restaient considérables, surtout en ce qui concerne l'irrigation par puits et pompage dans les nappes phréatiques.

#### - Les capitaux liés à l'agriculture

Dès avant 1936, la firme "Riegos y Energía de Valencia" (REVA), fondée par des capitaux étrangers pour la transformation de terres sèches à l'irrigation, et qui a participé activement à la conquête du Llano de Quart, a conservé plusieurs exploitations à Ribarroja del Turia (Masia del Oliveral). Avec 451 ha d'agrumes et 21 d'autres fruitiers, c'est le premier propriétaire de terres irriguées de la province de Valencia, et celui dont la richesse foncière imposable est la plus élevée (11,3 millions de pts = 900.000 FF 1972). Celle-ci a d'ailleurs été le point de départ des activités exportatrices de cette société.

La plupart des grands exportateurs de produits agricoles sont en même temps

propriétaires de vergers: "Pascual Hermanos" à Pego-Oliva, "Bordils S.A." dans la marjal d'Almenara (vergers de poiriers et élevage bovin), "Exportaciones Alavesas" à Puebla Larga; mais leur production ne représente en général qu'une faible part de leur activité commerciale.

#### - Les capitaux extérieurs à l'agriculture

La forte rentabilité des cultures d'exportation dans la période 1950-1970 et la faible imposition des bénéfices agricoles ont attiré vers l'agriculture des capitaux d'origine industrielle ou commerciale. Le premier cas notoire a été celui de la "Compañía Valenciana de Cementos Portland" (2° producteur espagnol de ciment) qui a acheté en 1960 280 ha au NO de Liria, dans une zone de secano, et qui l'a transformé, avec l'irrigation par puits, en une exploitation moderne de 150 ha. La finca "Edeta" (nom romain de la ville de Liria) comporte des serres florales et des vergers dont les produits sont commercialisés par l'exploitation elle-même. Celle-ci n'est qu'une filiale ("Pocopan") de la société-mère, et apparaît dans son bilan avec des bénéfices intéressants (JORDAN GALDUF, 1979).

Dans la même commune, et dans la même zone (touchée aujourd'hui par l'irrigation du canal de Benageber), le huerto "Santa Isabel" a été créé de 1966 à 1971 par un industriel de la conserverie, aidé par les crédits officiels et privés pour les transformations en regadio: 70 ha de vergers de fruits à pépins. La production est commercialisée directement sous la marque "HORTIBEL", dont elle ne représente que 50% du tonnage; l'autre moitié est constituée d'agrumes achetées dans les zones de production régionale. L'élevage est associé au regadio par la culture de fourrages et par la récupération de l'engrais animal, et se fait de façon semi-extensive sur 8.000 ha de secano et de "monte"\*, sous forme d'association avec les ouvriers permanents de l'exploitation. Un groupe de colonisation a été ainsi créé sur un grand domaine de la commune voisine de Altura (province de Castellón), acheté par le propriétaire du huerto Santa Isabel et partagé entre ses 28 salariés permanents. Ceux-ci y créeront de nouveaux vergers de fruits tempérés avec l'irrigation par pompage.

Dans le numéro spécial que la revue "Fomento de la Producción" réserve aux 1.500 premières sociétés espagnoles en 1981, la fiche signalétique de la société "Industrias Carnicas Roig", 23° par le chiffre d'affaire des firmes espagnoles du secteur de l'alimentation, est instructive:

"Siège: Puebla de Farnals (banlieue nord de Valencia)

Exploite un abattoir industriel frigorifique et produit de la charcuterie et autres dérivés du porc. Réseau de supermarchés, entrepôt frigorifique, séchage de jambons

et détaillant en comestibles. Possède des entrepôts de bétail à Valencia, quatre fermes d'élevage sélectionné à Bétera et Moncada, une fabrique à Jerez de la Frontera, et un réseau de supermarchés à travers la filiale Mercadona. Autre filiale: Industrias Carnicas del Sur (Alcala Guadaira). Production d'agrumes sur 1.000 hanegadas (environ 83 ha), possède un édifice à Jabugo et des succursales et des représentants dans toute l'Espagne. Exploite un grand complexe agricole à Requena".

Dans ce cas les agrumes ne sont qu'un investissement très secondaire à côté des fermes d'élevage (Bétera, Moncada, Requena) créées dans une stratégie d'intégration remontante de l'industrie agro-alimentaire. A Canals, à l'entrée du couloir de Montesa, les industriels du textile ont aussi investi dans les vergers d'agrumes (photo 4, p.68). Mais ils reconnaissent que les bénéficiaires agricoles ont parfois aidé au démarrage de l'industrie autochtone, avant que les bénéficiaires industriels ne se réinvestissent dans l'agriculture.

Si ces firmes ont créé un certain nombre d'emplois permanents et saisonniers dans des zones de secano où le sous-emploi était endémique, elles pèsent fortement sur le marché d'exportation des fruits et des légumes par l'importance de leur production et par leur capacité à suivre la demande et à innover techniquement. Remarquons que l'évolution récente de ces investissements est à un déplacement vers le sud, vers les provinces d'Alicante et de Murcie. Les firmes capitalistes n'ont pas attendu l'arrivée de l'eau du transfert Tago-Segura pour y créer de nouvelles exploitations à base d'irrigation et de serres, en bénéficiant des économies externes physiques et sociales (climat et niveaux de salaires): "Pascual Hermanos" à Torre Pacheco ou la "Valenciana de Cementos" à Orihuela, dans son domaine de "Lo Romero" (VERA REBOLLO, 1984).

#### \* Les propriétaires

On connaît de façon générale la place des professions libérales et commerçantes dans cette appropriation citadine. Le recoupement du fichier des grandes exploitations avec l'annuaire téléphonique a fourni quelques renseignements sur les propriétaires de plus de 500.000 pts (40.000 F) de revenu imposable. La profession n'est pas indiquée pour la moitié d'entre eux, et cela ne signifie pas qu'ils n'aient pas d'autre profession ni d'autres ressources. Mais certains d'entre eux sont effectivement exploitants agricoles: d'après le recensement de la population de 1975, la commune de Valencia abritait un dixième des patrons agriculteurs de la province employant des salariés permanents. Quelques-uns portent encore des titres de noblesse et sont, soit d'authentiques représentants de la noblesse terrienne régionale, qui ont su conserver les biens de famille à travers les vicissitudes de l'histoire récente, soit des nobles de plus fraîche date, des bourgeois anoblis depuis le

siècle dernier. D'autres sont liés aux activités commerciales, financières ou politiques de la cité: trois d'entre eux figuraient sur la liste des conseillers bancaires espagnols publiée par J. MUNOZ (1970). Pour le reste, le commerce vient en tête, avec 7 particuliers ou sociétés d'exportation de fruits et de légumes, suivi par les professions libérales (3 avocats et 1 médecin).

Malgré sa faible taille, cet échantillon confirme ce que les géographes valenciens avaient déjà signalé: la présence, dans la cité, d'un bon nombre de grands propriétaires, non tant par la surface que par les revenus, groupe social hétérogène, qui fait voisiner l'aristocratie traditionnelle, peu nombreuse, avec la bourgeoisie terrienne, commerçante ou des services, bien représentée dans les classes sociales dirigeantes de l'économie régionale. Son seul ciment est formé de son intérêt pour la terre, dont elle tire une partie de ses revenus. Cette orientation foncière de ses investissements, plus que séculaire, a fini par faire de la terre autre chose qu'une simple source de revenu: la marque de l'appartenance à une certaine catégorie sociale, à une élite valencienne, qui a entraîné à sa suite une bonne partie de la petite et de la moyenne bourgeoisie, avide de considération autant que de rente, selon un processus d'identification à la classe dominante.

## 5. Les rayons fonciers et le poids des villes

### a. Propriétés et propriétaires dans l'espace régional

La répartition des propriétés citadines en général n'est pas très différente de celle des grandes propriétés que nous venons d'étudier, qui en sont la forme la plus dynamique, donc celle qui en trace les limites extrêmes. Les cartes que nous en avons dressées dessinent une répartition assez simple:

- une énorme concentration dans la zone littorale et sub-littorale; l'essentiel des grandes propriétés citadines, en nombre comme en revenu cadastral, se trouve dans des communes dont plus de la moitié de la surface cultivée est irriguée;
- quelques avancées vers l'intérieur, en particulier dans le vignoble de Requena-Utiel.

Leur part dans le revenu agricole des communes (fig.13, p.79) est en relation à peu près directe avec la densité du verger d'agrumes, et les points forts en sont, du nord au sud: la Plana de Castellón, le Bajo Palancia, l'arrière-pays immédiat de Valencia, la Ribera du Júcar, la Huerta de Gandía. Au contraire, la Huerta plus maraîchère de Valencia et les pourtours rizicoles de l'Albufera apparaissent comme des taches claires sur la carte. Les seules grandes propriétés citadines représentent en moyenne 14% du revenu foncier imposable de la province de Valencia, mais cette proportion s'élève à plus de 30% dans les communes péri-valenciennes où ont été créés le plus de huertos appartenant à des citadins (Bétera: 34%, Picasent: 39%,

Picaña: 42%, Manises: 52%, Ribarroja del Turia: 91%), et dans toutes les communes urbaines agrumicoles, dont le rayon foncier se superpose à celui de la capitale (Sagunto, Alcira, Carcagente, Játiva, Gandía). Au total donc, la part de l'ensemble des propriétés citadines n'est pas loin d'atteindre le tiers du revenu agricole provincial, et plus encore dans les seules orangeries.

Il existe une relation directe entre la taille des villes et le nombre des grands propriétaires qui y résident, mais aussi les propriétaires les plus importants habitent dans les plus grandes villes. Les courbes de fréquence des grandes exploitations selon le revenu imposable appartenant à des valenciens ou à des madrilènes sont nettement décalées vers les tranches supérieures par rapport à la courbe générale. La carte de la fig.14 (p.80) résume cette situation et souligne la prépondérance écrasante des propriétaires résidant à Valencia, suivis de très loin par ceux du reste de l'Espagne, où domine Madrid, et par les villes de la région, dont ne se détachent pas les deux autres capitales de province, Alicante et Castellón.

#### b. La prépondérance valencienne

La capitale régionale l'emporte de très loin, puisque, en ce qui concerne les grands propriétaires fiscaux de sa province, elle en abrite la moitié, et que, dans les deux provinces voisines, elle arrive toujours en seconde position, après Burriana dans celle de Castellón, et après Orihuela dans celle d'Alicante. En Espagne, il n'y a certainement qu'à Madrid et à Séville qu'on puisse trouver une concentration supérieure de grands propriétaires citadins (tab.15, p.97).

Ces propriétés concernent 109 communes des 263 que compte la province (soit 2 sur 5), mais sont surtout rassemblées dans la zone irriguée agrumicole (fig.15, p.81). Les vergers d'orange<sup>s</sup> qui y sont inclus (fig.11, p.77) et qui représentent 8 à 10% de l'ensemble du verger provincial, sont présents partout où le verger est le plus dense, mais sa part est d'autant plus forte qu'il est plus récent, irrigué par pompage, ou qu'existent de grandes communautés d'irrigation dans des communes moyennement peuplées (Valle de Cárcer, Villanueva de Castellón, Corbera de Alcira). Nous retrouvons donc les deux alignements bordiers de la plaine littorale, au nord et au sud de Valencia. Leur part diminue au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la capitale, surtout aux extrémités de la zone orangère, où de petites villes viennent concurrencer l'emprise valencienne: au sud dans la Huerta de Gandía et le Bajo Marquesado, au nord dans la Plana de Castellón avec Burriana, Villareal et Almazora.

La carte de la part des propriétés valenciennes dans les surfaces irriguées (fig.16, p.82), dressée à partir des données communales de l'enquête de la Chambre d'Agriculture, confirme cette situation: on note toujours une concentration dans la plaine littorale, mais une répartition plus régulière dans ses valeurs et dans

l'espace. Une disposition grossièrement concentrique apparaît autour de la capitale, avec des taux élevés dans un rayon de 30 km, plus faibles au-delà, et des axes rayonnants, correspondant aux zones les plus irriguées et les mieux desservies par les communications: plaine et axe littoral, route de Madrid et Campo de Liria, Ribera Alta du Júcar et route d'Albacete.

### c. Les villes petites et moyennes

En dehors de Valencia, on tombe immédiatement à des valeurs faibles, en relation avec la taille des villes de résidence des propriétaires: 4 seulement abritent une cinquantaine de grands propriétaires représentant plus de 10 millions de pesetas de revenu imposable. Toutes ont plus de 20.000 habitants et sont parmi les principaux centres de l'agrumiculture: Sagunto, Burriana, Villareal et Alcira. Au-dessous, jusqu'à la vingtaine de grands propriétaires et 5 millions de revenu imposable, ce sont encore des centres agricoles (Carcagente, Gandía...). Les villes du riz, Cullera et Sueca, viennent ensuite, les villes du secano (Requena) en dernier (tab.15, p.97).

Leur rayon foncier est en général réduit, constitué pour la plus grande part de leur propre commune, souvent très vaste. L'appropriation extérieure, même valencienne, y est rarement forte, sauf lorsque la ville est petite: les propriétaires de Burriana sont nombreux à Almenara, ceux d'Alcira à Algemesí. Lorsqu'ils débordent du cadre communal, ils dépassent rarement les communes voisines ou la c o m a r c a, où peuvent se trouver de gros villages dépendants ou des bourgs concurrents. Cela conduit, dans la Plana de Castellón ou dans la Ribera du Júcar, dont les villes ont des "poids" fonciers voisins, à une juxtaposition de rayons fonciers restreints. Le Cadastre de 1964 nous a montré que l'essentiel de l'appropriation de ces villes ne dépasse pas un rayon d'une dizaine de Kilomètres, et le fichier des grandes propriétés qu'elles sont parfois concurrencées sur leur propre territoire communal par les habitants de Valencia: ceux-ci ont souvent des propriétés d'un revenu imposable moyen supérieur à celui des citoyens locaux.

La seule ville moyenne, Castellón, n'a pas, en ce qui concerne les grandes exploitations, un rayon foncier différent de celui des petites villes: il est même plus réduit que celui de ses voisines, Villareal et Burriana, et les habitants de Valencia possèdent plus de grandes propriétés dans la province de Castellón que ceux de Castellón eux-mêmes. Cela tient à ce que l'assise territoriale et agricole de cette ville n'est pas très considérable: elle a été pendant longtemps une ville de même ordre que ses voisines, et ne s'en est distinguée que tardivement, lorsqu'elle fut choisie comme capitale de province en 1833. Pour cette ville d'administration, de fonctionnaires et de services publics, les relations directes avec l'économie agricole sont moins importantes que dans les autres villes de la Plana, sur

lesquelles elle exerce une centralité surtout administrative. Elle reste cependant le premier centre d'appropriation foncière de sa province, si on considère l'ensemble des propriétés (Cadastre 1964), par suite de l'énorme attraction qu'elle a exercée sur l'exode rural provincial (TRULEN, 1961, BURRIEL, 1971b). La situation est à peu près identique à Alicante, ville de commerce et d'industrie avant tout, et qui abrite moins de grands propriétaires de sa province qu'un centre agricole comme Orihuela, ou même que Valencia.

#### d. L'appropriation extra-régionale

Les propriétaires résidant hors des trois provinces de la Région Valencienne sont peu nombreux: en 1964, ils ne représentaient que 4% du nombre et 9% du revenu imposable des propriétés de plus de 1.000 pesetas appartenant à des citoyens. Parmi les exploitations soumises à l'imposition proportionnelle, la part des résidents extra-régionaux ne représente qu'un dixième du nombre et du revenu cadastral imposable. Elle est essentiellement urbaine (2 propriétaires seulement résident dans des communes de moins de 2.000 habitants) et avant tout madrilène, puisque la capitale en abrite les deux tiers à elle seule. Barcelone vient en seconde position, très loin derrière Madrid, et des 14 autres villes de résidence qui apparaissent dans le fichier, seules Murcie et Palma de Majorque se détachent avec plus de 5 propriétaires, ainsi que Vitoria, siège de la société "Exportaciones Alavesas S.A.", deuxième propriétaire foncier de notre région: 797 ha dont 150 ha d'agrumes, et 3 millions de pesetas de revenu cadastral (240.000 F).

Les propriétés madrilènes ont la plus forte fréquence de grandes et de moyennes propriétés, au-dessus même des valeurs des résidents de Valencia. Barcelone au contraire, qui a été un puissant foyer d'attraction pour les populations rurales de la Région valencienne (FERRAS, 1976), abrite surtout des petits propriétaires. On retrouve donc, dans notre région comme ailleurs (Castille, Andalousie), l'omniprésence d'une capitale que M. DRAIN avait définie comme "une ville de fonctionnaires, de rentiers et de domestiques" (1967, p.53), mais cette présence est ici relativement ténue. Elle ne se distingue pas tellement, ni par ses structures ni par sa localisation, de l'appropriation valencienne, dont elle est en partie issue, par émigration vers la capitale nationale des familles aristocratiques ou bourgeoises depuis le siècle dernier. La taille et le revenu des propriétés sont en moyenne plus élevés, mais les cultures sont à peu près les mêmes et l'orientation vers les vergers d'agrumes presque aussi marquée. On notera toutefois une part plus grande des cultures sèches (vigne) ou des espaces de bois et de monte, liée à la présence de quelques grands domaines dans la comarca de Requena-Utiel. Il s'agit parfois de sociétés d'investissement agricole, mais c'est pour l'essentiel une propriété ancienne qui a des liens familiaux plus ou moins étroits avec celle de Valencia. On y rencontre beaucoup de femmes, par suite des dots, héritages ou "nécessités" fiscales; leur signification sociale et leur fonction

de loisir comme résidences d'été ou comme terrains de chasse sont aussi importantes que leur revenu économique, qui n'est pas négligeable, puisque ce sont les propriétés qui présentent le revenu cadastral moyen le plus élevé.

### Conclusion

"La tierra esta muy mal repartida y en manos de gente de fuera" (la terre est très mal répartie et aux mains de non résidents) selon le maire d'une commune de la Vallidigna: c'est résumer de façon abrupte une situation assez fréquente dans le regadío valencien. Il est en effet marqué par la juxtaposition d'une propriété rurale essentiellement petite, plus rarement moyenne, et d'une appropriation citadine qui accapare les domaines les plus importants. Sans que ceux-ci soient "grands", au sens méditerranéen du terme, ils représentent toujours, surtout par leur place dans la principale production, les agrumes, un poids économique considérable et une source de rente importante pour la ville. L'image traditionnelle d'une démocratie paysanne, d'un monde de petits propriétaires relativement égaux, a été effacée par toutes les études récentes sur les structures foncières de cette région.

Cependant, si on compare ces structures à celles des huertas plus méridionales d'Alicante ou de Murcie d'une part, et à celles des nouveaux périmètres irrigués de l'Andalousie ou du Bassin de l'Ebre d'autre part, on note que le domaine valencien présente une situation intermédiaire. Le déséquilibre entre la masse des petits propriétaires et les grands propriétaires citadins y est moins marqué que dans les huertas de Murcie, la catégorie moyenne étant plus étoffée. On est loin, toutefois, des structures plus vastes et mieux réparties des nouvelles zones irriguées de la péninsule, aussi bien en Andalousie (où la grande propriété l'emporte) qu'à Badajoz ou dans le Bassin de l'Ebre, où la surface moyenne des propriétés irriguées est plus élevée et leur répartition moins inégalitaire.

Quant à l'appropriation citadine, elle n'est pas originale dans une péninsule où la propriété non paysanne a toujours été très forte, mais elle est originale par son intensité: en dehors des grands domaines andalous, il est difficile de trouver des valeurs aussi fortes en Espagne. C'est un caractère "méridional" des relations ville-campagne dans une région qui se rattache à l'Espagne septentrionale, industrielle et urbaine. Il rappelle à bien des égards, par son importance et sa diffusion, l'appropriation foncière des citadins décrite par R. DUGRAND dans le vignoble bas-languedocien. Elle est cependant moins forte, et plus autochtone: on est au-dessous des valeurs languedociennes selon lesquelles 30% des terres labourables et 35% du vignoble appartenaient en 1960 à des propriétaires non résidents, dont plus des 7/10 étaient des citadins (DUGRAND, 1963, p.89). Et parmi ceux-ci, les citadins extrarégionaux possédaient 50% des terres et 30% du vignoble. A Valencia, si une bonne partie de la terre échappe aux paysans, elle reste aux mains des citadins de la région, à commencer par ceux de sa métropole.



### CHAPITRE III. LA COMPLEXITE DES SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLES

La province de Valencia présente, depuis longtemps en Espagne, le produit final agricole le plus élevé de la péninsule, loin devant les provinces de grande culture de l'Andalousie (Séville, Cordoue, Jaen) et les provinces de regadío méditerranéen plus méridionales (Almeria, Murcie): elle le doit à la place qu'occupe l'agriculture irriguée dans cette production agricole. Le produit moyen par hectare cultivé est aussi le premier d'Espagne, mais le produit net par actif ne se distingue pas de celui de provinces aussi diverses que Tolède, Almeria ou Navarre. Ces valeurs sont représentatives de systèmes de production globalement intensifs, mais la prédominance des agrumes, la présence de l'appropriation foncière d'origine citadine, et la faible taille des exploitations confèrent à ces systèmes des caractères différents de ceux de bien des huertas méditerranéennes.

#### A. Des systèmes de production intensifs

La carte de la figure 17 (p.89), construite à l'aide des valeurs de la production finale agricole rapportée à la surface totale des communes, dans la province de Valencia, souligne la rupture brutale qui existe entre les communes de regadío et celles de secano: dans les premières, cette "densité" économique agraire dépassait en moyenne 6.000 pts (480 F) par hectare en 1971, tandis qu'elle tombait à moins de 2.000 pts (160 F) dans l'intérieur de la province, tout en se situant entre 2.000 et 4.000 pts (320 F) dans les secanos intermédiaires du Campo de Liria et du Val d'Albaida. Une étude de l'Organisation syndicale donnait, pour 1973, des résultats plus précis: le produit final moyen par hectare cultivé s'élevait à 55.000 pts (4.550 F) pour le riz, à 97.000 pts (8.000 F) pour les agrumes et à 122.000 (10.000 F) pour les cultures de huerta. Celles-ci présentaient de fortes variations selon les produits: de 45.000 pts (3.720 F) par ha pour les légumineuses à 264.000 (21.800 F) pour les tomates ou les poivrons. Ces valeurs moyennes ont approximativement doublé depuis, et ces résultats sont le fruit de la productivité des surfaces et des prix obtenus par les produits récoltés.

##### 1. La "densité" de l'occupation du sol

Les rendements du regadío valencien, après avoir été longtemps les premiers dans l'agriculture espagnole, ne le sont plus forcément aujourd'hui. Ils

sont souvent dépassés par les rendements plus importants des régions méridionales du littoral méditerranéen, dont les périmètres irrigués sont plus neufs et les effets conjugués de l'eau et de la chaleur beaucoup plus efficaces. Mais l'expérience accumulée dans les cultures irriguées par la paysannerie valencienne continue à jouer en sa faveur: le littoral valencien reste en tête pour les rendements des agrumes et d'un certain nombre de cultures maraîchères. La productivité des surfaces passe par l'accumulation de travail humain et de capital circulant sur le sol agricole, mais aussi par une densification de son occupation.

La rotation saisonnière des cultures de huerta aboutit, dans les comarcas irriguées de la province de Valencia, à la mise en culture d'une surface supérieure de 60% à la surface réelle. Ce rapport est encore plus élevé dans les zones spécialisées: il atteint deux fois la surface réelle dans la Huerta de Valencia. Dans les vergers d'agrumes, la densité des arbres à l'hectare est parmi les plus élevées qu'on puisse rencontrer. Pour l'ensemble des deux provinces, les plantations ayant une densité supérieure à 800 arbres/ha représentent un tiers du verger, alors que les densités inférieures à 400 arbres/ha n'en représentent que 8%. Cette densité est encore plus forte dans le cas des mandariniers, plus récents et plus cotés sur le marché: la moitié du verger a plus de 800 arbres/ha. En pleine production, les arbres forment des rangées touffues, entre lesquelles il est difficile de circuler: c'est une gêne pour la mécanisation des travaux, en particulier pour l'emploi de matériel lourd. Mais ces densités élevées sont aussi dues à la pratique des plantations intercalaires, qui consiste à planter des rangées de jeunes arbres entre les rangées d'arbres en production. En 1979, d'après le recensement des agrumes, un quart des surfaces d'agrumes étaient ainsi "doublées" dans les provinces de Valencia et de Castellón, pour deux raisons convergentes:

- le besoin de productivité maximale de la terre conduit à limiter le plus possible la perte de revenu momentanée lors du renouvellement normal d'un verger;
- le développement, dans les années soixante, d'une maladie, la "tristeza"\*, qui a obligé les agriculteurs à remplacer rapidement les plantations par des arbres greffés sur des pieds résistants à cette épidémie.

Les pratiques culturales des rizières ont toujours tendu à obtenir les rendements les plus élevés, par une forte consommation d'engrais, par l'emploi des variétés les plus productives (parfois en contradiction avec l'évolution du marché de consommation) et surtout par un énorme investissement en travail humain. Le repiquage du riz, qui était un des travaux les plus pénibles et les mieux payés, s'est maintenu bien plus longtemps que la moisson à la main (à la faucille), car il était générateur de rendements élevés. Il a cependant disparu au bénéfice des semailles directes à la machine, à partir du moment où l'emploi des herbicides a permis de contrôler le développement des plantes parasites.

## 2. La recherche des prix intéressants

Elle est fondée depuis longtemps sur la primauté donnée aux cultures susceptibles d'offrir les revenus les plus élevés par la vente en frais d'une part, et par la vente sur le marché international d'autre part. C'était donc, et c'est encore en grande partie, une agriculture d'exportation. La première comptabilité régionale de la Région Valencienne, réalisée en 1969 et actualisée en 1971 (Organisation syndicale, 1971 et 1973), estimait que les expéditions des produits agricoles de la province de Valencia vers le marché national et international étaient égales aux inputs (ressources) de son agriculture. La part de la production agricole exportée à l'étranger s'élevait à 44% de sa valeur finale et à 30% dans le cas de la province de Castellón.

Cette proportion, très variable selon les produits, atteint les valeurs les plus élevées pour ceux du regadío. Les fruits et légumes commercialisés représentent chaque année des volumes considérables dans les zones irriguées des deux provinces: les quelque 150.000 ha irriguées de notre zone d'étude fournissent actuellement près de 2,5 millions de tonnes de produits frais, dont plus de la moitié sont des agrumes, le tiers environ des légumes et tubercules, le reste d'autres fruits. Leur transformation industrielle n'intervenant que pour une faible part (10% environ), l'essentiel de ces produits est expédié frais, à parts à peu près égales sur le marché intérieur et sur le marché international. Mais, sauf les oignons qui alimentent une exportation de plus de 100.000 t par an, presque aussi ancienne que celle des agrumes, les fruits et légumes sont en majeure partie destinés au marché intérieur. Les agrumes sont par contre destinés encore en majorité au marché extérieur, qui en absorbe plus de 60%, même si le marché national a vu sa place augmenter progressivement.

## B. Des coûts de production élevés

### 1. Le gonflement des consommations intermédiaires

L'intensivité de l'agriculture de regadío repose en partie sur un emploi abondant d'engrais, et le caractère délicat ou fragile des productions fruitières et légumières requiert de nombreux traitements phytosanitaires de protection. Les vergers d'agrumes reçoivent au moins 2 fumures par an, les rizières et les cultures de huerta 3 ou 4. L'emploi des produits de protection ne cesse de se développer, avec le danger sans cesse renouvelé des maladies et des parasites de l'oranger, dont la tristeza, et la "mouche blanche" sont les plus connues: dans certains cas, des traitements aériens ont été mis en place par les services agricoles pour l'ensemble du verger ou des rizières. Il y a là de quoi faire de l'agriculture

valencienne un bon client de l'industrie chimique, et la part des fertilisants et des produits phytosanitaires dans les coûts de production agricoles des deux provinces est nettement supérieure à la moyenne nationale (tab.16, p.97).

#### a. Les engrais: un marché ancien

Les agriculteurs valenciens ont été pionniers dans l'emploi des engrais en Espagne et la province de Valencia en a été, pendant longtemps et de très loin, la première consommatrice de la péninsule. Dès 1901 on y utilisait plus de 50.000 t d'engrais par an, surtout dans les périmètres irrigués, ce qui représentait déjà 10% de la valeur de leur production agricole. En 1931, la consommation avait triplé (167.000 t), et était réservée à près de 80% aux cultures irriguées, qui en absorbaient en moyenne plus d'une tonne à l'hectare.

Les agriculteurs du regadío se sont donc livrés à une véritable chasse à l'engrais. La pratique aujourd'hui disparue des "fematers" en fut longtemps une bonne illustration: les horticulteurs de la Huerta de Valencia parcouraient la ville au petit matin pour récolter l'engrais humain ("fem") nécessaire à leur véritable jardinage. Et l'usine de traitement des ordures ménagères de la capitale produit aujourd'hui un compost qu'elle a commercialisé, en toute logique, sous le nom de "fem d'or". Au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, l'introduction du guano comme engrais organique grâce à l'essor des relations maritimes a été un puissant stimulant des rendements dans les rizières et les huertas: par les contacts des commerçants valenciens avec l'Angleterre, cette introduction s'est faite très tôt, et sa diffusion a été aussi rapide que dans les autres agricultures européennes modernes (GIRALT, 1971). Les engrais figurent toujours en bonne place, aux entrées, dans le trafic du port de Valencia.

Les périodes de pénurie dans l'approvisionnement des engrais (conflits mondiaux, crises économiques, autarcie) ont été durement ressenties par les agriculteurs, et ont vu fleurir un véritable marché noir des engrais, que les agriculteurs étaient prêts à payer à des prix élevés. Aujourd'hui encore, les tensions sur le marché intérieur des engrais sont immédiatement repercutées sur les agriculteurs. Crise pétrolière et inflation interne ont provoqué une forte hausse des prix des produits chimiques en Espagne, en particulier de celui des engrais. Leur marché est relativement protégé, et beaucoup de produits intermédiaires nécessaires à leur fabrication sont encore importés. L'opposition entre les firmes industrielles qui cherchent à augmenter leurs prix de vente et le gouvernement qui veut limiter cette hausse a pu provoquer des difficultés d'approvisionnement. En 1977, les usines ne livraient plus au commerce et voulaient vendre directement aux agriculteurs au même tarif: le gouvernement accorda une subvention aux industriels pour qu'ils n'augmentent pas leurs prix. L'année suivante, les prix des engrais furent libérés, et

c'est aux agriculteurs qu'une subvention fut accordée pour l'achat des engrais. Devant la hausse croissante des prix, les agriculteurs valenciens ont tendance à réduire leur emploi: globalement, le tonnage d'engrais utilisé dans le regadio a cessé d'augmenter et on s'oriente vers des produits plus élaborés. Leur part relative dans les coûts de production diminue donc par rapport aux autres facteurs, à l'inverse de ce qui se passe dans l'agriculture espagnole en général, dont le niveau d'emploi des fertilisants, encore faible, continue à croître.

#### b. Les produits phytosanitaires: un emploi récent et massif

Dans ce registre encore le regadio valencien fait figure de pionnier pour l'emploi de produits chimiques destinés à traiter et à protéger les plantes des parasites et des maladies, en particulier le verger d'agrumes. L'extension rapide de ce dernier dans l'entre-deux-guerres et la tendance à la monoculture dans un certain nombre de foyers (Ribera Alta du Júcar, Huerta de Gandía, Plana de Castellón) posent rapidement le problème: dès 1930, la Chambre de Commerce de Valencia signale que les agrumiculteurs se plaignent de l'importance croissante des maladies du verger et qu'ils réclament de l'industrie chimique des moyens de lutte appropriés. On traite alors les vergers par le dégagement de gaz cyanhydrique sous des toiles couvrant les arbres. Cette méthode, décrite par V. FONTAVELLA (1952) dans la Huerta de Gandía, est encore employée dans les années 1960, mais cède rapidement la place à des produits spécifiques que la chimie agricole, surtout d'origine étrangère, déverse rapidement sur le marché avec l'ouverture de l'économie espagnole. Leur consommation s'accroît rapidement, car c'est avec la troisième grande croissance du verger (1950-70) que se développent deux grands fléaux:

- Un parasite, la mouche blanche ("mosca blanca" = ceratitis capitata), attaque le fruit et provoque en 1965 le refoulement d'oranges atteintes à la frontière allemande. Les organismes agricoles mettent alors au point, avec des subventions de l'Etat, des traitements chimiques aériens pour l'ensemble du verger.

- Une maladie virale, la tristeza, transmise par des pucerons, attaque l'arbre et le fait rapidement mourir. Elle commence à se développer en 1956, après de fortes gelées, dans le sud de la province de Valencia, et gagne lentement vers le nord. Malgré les nombreux cris d'alarme et mises en garde des services techniques, les services officiels sont lents à agir, et ce n'est qu'en 1968 que des mesures sont prises pour obliger et aider les agriculteurs à remplacer le porte-greffe d'orange amère, le plus couramment utilisé mais aussi le plus sensible à la maladie, par des portes-greffe plus résistants. Les pépinières d'agrumes, qui devaient fournir ces nouveaux pieds tolérants, ont été l'objet d'une réglementation dans leur nombre, leur production et leur localisation. Actuellement 9 groupements, qui représentent un dixième environ des quelque 2.000 pépiniéristes antérieurs, ont le monopole de cette

production et ont transféré leurs exploitations dans le nord de la province de Castellón et jusqu'à Tarragone: 4 à Alcanar, 3 à Vinaroz, 2 à Benicarló et 1 à Peñíscola. C'est cette replantation obligée ou préventive qui a développé la pratique des plantations intercalaires dans le verger valencien, signalée plus haut comme une source de densification temporaire des plantations.

Le manque à gagner provoqué par la maladie et les coûts de replantation ont donc représenté pour les agrumiculteurs valenciens des sommes énormes, de l'ordre de plusieurs milliards de pesetas. Et la pathologie du verger, comme celle des cultures maraîchères et des rizières, ne cesse de se développer et de réclamer sans cesse de nouveaux traitements: les agriculteurs sont donc entrés rapidement dans la spirale des achats de produits chimiques, que les industries concernées ne cessent de leur proposer.

Si on ajoute à cela l'abandon d'un certain nombre de façons culturales et l'essor, en remplacement, de la "culture chimique" par emploi massif de désherbants, on comprend que ces produits ont pris une place considérable dans les frais de culture: en l'espace d'une dizaine d'années, ils ont presque rattrapé les engrais dans les coûts directs d'exploitation. La province de Valencia, qui est aujourd'hui la 5<sup>e</sup> d'Espagne pour la consommation totale d'engrais, vient au premier rang, et de très loin, pour celle des produits phytosanitaires (tab.16, p.97).

## 2. Une mécanisation tardive et nuancée

"Le spectacle qui nous a le plus frappé, en traversant la huerta de Valence, fut celui d'une dizaine d'hommes (maigres) défouant la terre, en deux fers de pioche, d'action superposée, à 45 cm de profondeur; tandis qu'à côté d'eux, un cheval (gras) faisait un peu d'exercice physique, se promenant en tirant une toute petite herse, pour ameublir le piochage. Comme en Extrême-Orient et en Afrique, l'homme demeure ici la principale bête de somme", (DUMONT, 1951, p.598).

R. DUMONT soulignait ainsi, il y a 35 ans, la part encore prépondérante de l'énergie humaine dans le travail agricole des huertas valenciennes. Si cette agriculture a toujours été consommatrice de produits industriels, la situation est différente en ce qui concerne les moyens mécaniques destinés à remplacer cette énergie. Alors que les engrais et les produits phytosanitaires ont été très tôt employés en grandes quantités, la mécanisation a été beaucoup plus tardive. Dans ce cas, la substitution du capital au travail s'est faite récemment et de façon bien particulière.

a. Le rôle de la petite mécanisation et des travaux à façon

Les statistiques concernant les machines agricoles montrent un relatif sous-équipement des exploitations irriguées: au recensement agricole de 1972, et pour l'ensemble des comarcas irriguées de la province de Valencia, on ne trouvait que 3832 tracteurs, soit un pour 30 exploitations et pour 45 hectares cultivés. Les motoculteurs étaient beaucoup plus nombreux, 11.000 environ, ce qui représentait un motoculteur pour 10 exploitations et pour 16 hectares cultivés. Mais si on convertit l'ensemble de ces unités en cv, en les multipliant par les puissances moyennes, et qu'on les rapporte à la surface cultivée, on obtient des valeurs qui restent faibles: elles étaient inférieures à 2 cv/ha et s'accroissaient des rizières (1 cv/ha) aux cultures de huerta (3 cv/ha) en passant par les orangeries (1,5 à 2).

Il y a donc sous-équipement apparent, qui peut traduire le maintien de nombreuses façons culturales à la main, et l'insuffisance de moyens financiers de nombreuses petites exploitations. Mais cette vue schématique doit être considérablement nuancée pour deux raisons. Tout d'abord, sauf dans le cas des rizières qui nécessitent des machines puissantes, la petite mécanisation est bien adaptée aux structures d'exploitation et aux micro-parcellaires qui dominent dans les huertas et dans le verger d'agrumes. Ensuite, si une grande partie des exploitants ne possèdent pas de machines agricoles, c'est tout simplement parce qu'ils utilisent des machines de location, ou font faire le travail à façon par d'autres agriculteurs ou par des entreprises de travaux agricoles. Le recensement agricole de 1972 reflétait déjà cette situation: dans la province de Valencia, 5 exploitants sur 6 utilisaient un motoculteur de location, 7 sur 8 un tracteur de location, et 11 sur 12 une moissonneuse de location. Le seuil de surface des exploitations au-delà duquel le train de culture propre l'emportait sur les travaux à façon se situait à 10 hectares pour les motoculteurs et les tracteurs de moins de 25 cv, à 20 ha pour les tracteurs de 25 à 60 cv, et à 100 ha pour ceux de plus de 60 cv. Ce phénomène allait de pair avec le fait que plus de la moitié des motoculteurs et des tracteurs de moins de 25 cv se trouvaient dans des exploitations de moins de 3 ha, alors que cette surface est la limite inférieure de rentabilité d'un motoculteur de 7 cv, et que 60% des tracteurs de plus de 25 cv appartenaient à des exploitations de moins de 10 ha (seuil de rentabilité d'un tracteur de 25 cv).

Cela signifie donc que les exploitants utilisent une part importante de travail à façon pour les cultures et les traitements, même dans les exploitations de taille moyenne, et qu'une partie de ce travail est réalisée par des petits exploitants ou même des journaliers bien équipés; ils trouvent dans la location de leur matériel et dans l'exécution de ces travaux les revenus complémentaires de leur

exploitation trop petite ou de leurs salaires agricoles insuffisants à faire vivre une famille. Les propriétaires citadins absentéistes, en étant demandeurs de ce genre de travaux, ont certainement favorisé la diffusion de cette activité: en contrepartie, la possibilité de faire réaliser l'essentiel des travaux agricoles à façon, sans immobiliser de capital dans le train de culture, a favorisé l'investissement citadin dans les plantations d'agrumes.

Cette pratique a donc, d'une certaine façon soulagé de nombreux exploitants du problème financier des biens d'équipement et de leur amortissement, en même temps que le piège du suréquipement et du sous-emploi des machines dans une agriculture dominée par les petites et moyennes exploitations était contourné. Le problème des seuils de rentabilité n'en est plus un, puisque la rentabilité des machines est assurée en grande partie en dehors de l'exploitation; les coûts des travaux sont, pour le demandeur, des coûts horaires pratiquement indépendants de la surface de son exploitation: l'accroissement de productivité des machines avec la taille des exploitations ne se vérifie donc plus.

#### b. Une mécanisation tardive

Jusqu'en 1960, les machines étaient peu nombreuses dans le regadío valencien. L'énergie de traction était essentiellement représentée par les chevaux dans les rizières et par les mules dans les huertas et les vergers. Cette nombreuse cavalerie était le complément de la petite et moyenne exploitation, et la maison rurale traditionnelle, même dans les bourgs et les villes, lui faisait place dans son plan. Elle nécessitait le maintien de plantes fourragères dans les rotations des terres irriguées (la luzerne en particulier) et a consommé pendant longtemps les gousses des caroubiers qui tapissaient les pentes des collines sèches dominant la plaine littorale. Cet arbre a formé jusqu'à une époque récente une part non négligeable de l'économie agricole des communes de secano, en particulier autour de la Plana de Castellón (MIRA, 1974). La disparition des besoins du bétail de trait a entraîné la réduction des cultures fourragères et le quasi abandon des caroubiers, dont la production ne survit que par la demande, à bas prix, des industries agro-alimentaires. Leurs parcelles ont été en outre souvent transformées en vergers d'agrumes.

La réduction du nombre des chevaux et des mules a donc été rapide à partir de 1950, et va de pair avec la croissance du parc des machines, qui s'accélère dans les années soixante et soixante-dix: ce sont d'abord les tracteurs, puis les motoculteurs et les pulvérisateurs, enfin les moissonneuses dans les rizières. Cette mécanisation touche toute l'agriculture valencienne, mais elle prend dans le regadío des formes particulières, puisque la petite mécanisation y domine largement.



### c. Un impact différent selon les types de cultures

C'est dans les cultures arbustives et de huerta que la mini-mécanisation a été la plus profitable: mieux adaptée à la dimension spatiale et économique des exploitations, elle a permis de surmonter l'obstacle des structures agraires, taille des parcelles et densité de l'occupation du sol par les plantations. Cette mécanisation a entraîné une réduction considérable des frais de main-d'oeuvre: dès 1963, on estimait que le labour mécanique avait un coût inférieur de moitié à celui du labour traditionnel et qu'il réduisait de 15 à 20% les frais directs de culture dans les vergers d'orangers. Cette mécanisation a aussi affecté progressivement les autres façons culturales: l'épandage des engrais et les traitements phytosanitaires. Cela a même permis, dans une étape postérieure, de diminuer progressivement, dans certains vergers, les façons culturales concernant la terre: à partir de 1975, certains exploitants, pour pallier la hausse des salaires agricoles, sont passés au "semi-cultivo" et même au "no-cultivo", en compensant la réduction des façons culturales par l'emploi massif de désherbants. Le "no-cultivo" malgré son nom, ne supprime pas toutes les façons culturales, mais réduit de moitié le temps de travail nécessaire par hectare.

Dans la riziculture, les transformations liées à la mécanisation ont été rapides et radicales. Les trois façons culturales principales, le repiquage, le désherbage et la moisson, qui représentaient l'essentiel des coûts de production dans le système traditionnel, ont été progressivement remplacés par les procédés mécaniques et chimiques. On peut y distinguer deux étapes. Dans les années 1960-68, la moisson mécanisée s'étend rapidement à l'ensemble des rizières, grâce à l'apparition des moissonneuses-batteuses, qui économisent de 7 à 12.000 pts à l'hectare (560 à 960 F). Comme il faut au moins 40 ha de rizières pour rentabiliser une machine, seules les grandes exploitations en sont dotées. Les autres exploitants louent les machines et les équipes qui les servent aux coopératives ou à des entreprises de moissonnage qui se déplacent avec leurs machines et leurs équipes. Une partie d'entre elles viennent de l'intérieur de la province ou même des provinces intérieures voisines où elles moissonnent le blé auparavant. Cette migration des machines remplace en quelque sorte aujourd'hui les anciennes migrations des moissonneurs à la faucille, qui venaient du secano et des provinces pauvres de l'Espagne méridionale. Dans les années cinquante, on a compté jusqu'à 5.000 journaliers dans les rizières de Sueca au moment de la moisson, alors qu'on en compte aujourd'hui dix fois moins.

Dans une seconde étape, c'est le repiquage à la main, travail le plus pénible et le plus coûteux parce qu'il se faisait les pieds dans l'eau et la boue, qui disparaît à partir de 1970 pour être remplacé par les semis mécaniques directs. De la même façon le désherbage à la main est abandonné pour les traitements

chimiques, et certains traitements phytosanitaires sont exécutés par avion pour l'ensemble des rizières. La transformation des façons culturales du riz est donc totalement achevée, même si certains petits exploitants ont conservé plus longtemps les techniques traditionnelles, dans les rizières marginales en voie de disparition: ainsi dans la marjal d'Oliva et de Pego ou dans les rizières de la Costera de Játiva. Mais cette transformation ne va pas sans inconvénients. La taille des parcelles réduit la productivité des machines et augmente le coût de la location, la plantation directe suppose des rizières parfaitement planes et une grande maîtrise individuelle de l'irrigation de la parcelle: ces deux conditions sont rarement réalisées autour de l'Albufera, surtout la seconde par suite des contraintes de l'irrigation collective. Enfin les traitements chimiques massifs peuvent être préjudiciables aux cultures voisines, surtout lorsque celles-ci en extension s'imbriquent dans les rizières en régression.

Ces deux phénomènes, mécanisation tardive et mini-mécanisation, sont donc liés aux mêmes facteurs: la faible taille des exploitations, le morcellement des structures parcellaires et le nombre des journaliers sans terres ont retardé l'introduction des machines tant que le faible coût de la main-d'oeuvre a permis de maintenir des formes de cultures traditionnelles, dont l'intensivité était fondée sur le grand nombre de façons culturales et la débauche de travail humain. Mais lorsque la hausse des salaires agricoles et la stagnation des prix des produits a obligé les exploitants à accroître la productivité du travail, la mécanisation n'a pu se faire que sous des formes adaptées à la structure technique et sociale du regadío: la présence d'exploitants "équipés" et la généralisation du travail à façon ont facilité la rentabilisation des machines et favorisé l'exploitation à temps partiel ou même l'absentéisme.

### 3. Les nuances des trois systèmes de production

Par suite des conditions particulières de la production dans la majeure partie des exploitations, la mesure de ses coûts est malaisée et peu affectée par la dimension de l'exploitation, sauf lorsqu'il s'agit d'exploitations importantes ayant leur propre train de culture. Pour la majeure partie des autres, les coûts de production unitaires varient peu: simplement l'exploitant agriculteur réalise lui-même une partie des travaux que l'exploitant non agriculteur fait réaliser par des salariés. C'est pourquoi les exploitants, comme les services agricoles concernés, s'intéressent essentiellement aux frais directs par hectare, et que les budgets d'exploitation sont encore rares, sauf dans les entreprises modernes. Parmi les charges indirectes, l'impôt foncier et les taxes locales sur la terre sont faibles, mais la rémunération du capital foncier, pourtant énorme, est rarement prise en compte: avec un faire-valoir direct dominant, elle est en fait quasi nulle.

En outre, l'exploitant rémunère rarement son travail au taux des salaires agricoles actuels.

Le tableau 17 (p.98), qui réunit les coûts de production unitaires des principales cultures irriguées, permet de situer les différents postes les uns par rapport aux autres, en fonction des analyses précédentes. On peut résumer leur place respective de la façon suivante:

	Huerta	Agrumes	Rizières
Main-d'oeuvre	1 <sup>o</sup>	2 <sup>o</sup>	3 <sup>o</sup>
Consommations intermédiaires	2 <sup>o</sup>	1 <sup>o</sup>	2 <sup>o</sup>
Machines	3 <sup>o</sup>	3 <sup>o</sup>	1 <sup>o</sup>

Les coûts de main-d'oeuvre viennent donc largement en tête, sauf dans le cas de la riziculture, où ils ont été largement réduits par la mécanisation. Dans le cas des agrumes, leur importance serait encore plus grande si on tenait compte de la récolte, qui est à la charge de l'acheteur, et non à celle de l'agriculteur. Ils sont d'autant plus importants que le niveau des salaires agricoles est particulièrement élevé dans le regadío valencien: la concurrence des salaires des autres secteurs d'activité, la relative diminution des actifs dans l'agriculture, l'organisation nouvelle et la pugnacité syndicale des salariés font que la moyenne des salaires est nettement supérieure à la moyenne nationale. En 1980, cette différence était de 10% pour l'ensemble de la province de Valencia, mais dépassait 20% dans les communes maraichères.

On comprend l'importance des consommations intermédiaires, où l'irrigation compte peu, surtout lorsqu'il s'agit de l'eau des communautés d'irrigation traditionnelles. Sa part s'élève dans le cas des irrigations par puits individuels ou collectifs, à cause des frais d'amortissement des investissements de perforation et du coût d'extraction de l'eau. Mais ce sont surtout les produits phytosanitaires, et dans une moindre mesure les engrais, qui nécessitent aujourd'hui un important capital circulant. En face, le capital fixe, représenté par les machines, compte moins: d'abord parce qu'il s'agit de petites machines, ensuite parce qu'une partie du capital fixe est remplacée par du capital circulant destiné à louer les moyens mécaniques nécessaires.

## C. Le travail agricole dans les huertas

### 1. Une demande qui reste considérable

La consommation de travail humain reste donc forte dans les huertas valenciennes, car la substitution du capital au travail n'a pu se faire de la même façon que dans d'autres types d'agricultures, même irriguées: elle n'a pu diminuer le poids de la main-d'oeuvre dans les mêmes proportions. En outre, la mécanisation n'a pas réduit de la même façon tous les temps de travail des cycles de production: les gains de productivité se situent au stade des façons culturales, mais sont peu importants au départ et à la fin du cycle, dont l'essentiel des semis, plantations et récoltes est encore accompli à la main. Sauf dans le cas du riz, où la mécanisation a touché l'ensemble des travaux agricoles, le travail de récolte représente, dans les cultures légumières et fruitières, autant ou plus que tout le reste du cycle de production. Dans la commune de Benifairó de Valldigna, E. ARNALTE ALEGRE relevait en 1977, pour les actifs agricoles masculins, 26.640 "jornales"\* de récolte des agrumes, contre 22.165 jornales seulement pour les façons culturales du verger (1980, p.259).

Si on admet qu'un hectare d'agrumes nécessite en moyenne 720 heures de travail par an (récolte comprise), cela représente 150 journées (de 5,5 heures en moyenne). Pour une activité à temps complet de 275 journées par an, la densité est de 0,5 Unité-Travailleur-Année par hectare d'agrumes, ou de 2 hectares par U.T.A. C'est pour des vergers une densité considérable, puisqu'elle n'est que la moitié des densités rencontrées dans les zones maraîchères: 1 U.T.A par hectare dans la Huerta de Valencia.

### 2. Une demande saisonnière de travail salarié

La demande de travail agricole est variable selon la durée et selon la spécificité des tâches à accomplir. Certains travaux, comme la taille des arbres ou surtout la récolte des agrumes, s'étalent largement sur plusieurs semaines ou plusieurs mois, en faisant appel à des équipes plus ou moins nombreuses. D'autres présentent des pointes de travail considérables, qui s'accumulent sur de courtes périodes séparées par de longues périodes de faible activité, comme la récolte des oignons ou des produits maraîchers. Ces derniers travaux nécessitent en général une main-d'oeuvre abondante et peu qualifiée; d'autres, comme la taille, le greffage, les traitements phytosanitaires, nécessitent des équipes moins nombreuses mais plus qualifiées, pour un travail plus ou moins étalé.

Comme dans le cas des machines, cette demande ne peut être satisfaite que par le travail salarié d'actifs extérieurs à l'exploitation; lorsqu'il s'agit

d'exploitants citadins absentéistes, c'est l'ensemble du travail qui doit être réalisé de cette façon. Autrefois fourni par un prolétariat nombreux de journaliers agricoles sans terre, il l'est de plus en plus par des journaliers qui ont acquis des terres, par des petits exploitants ou par des fils d'exploitants attendant d'hériter de tout ou partie de l'exploitation familiale. Le schéma des rapports d'emploi qui en découle au sein d'une commune agricole est donc complexe: l'exemple de Benifairó de Valldigna, présenté par E. ARNALTE ALEGRE, est particulièrement probant (fig.18, p.83).

La majeure partie des jornales nécessaires à l'agriculture locale est accomplie par les journaliers avec ou sans terre et par les fils d'agriculteurs, qui forment une masse de salariés éventuels. Outre le travail de leur terre, lorsqu'ils en ont, ils accomplissent le travail à façon sur les grandes propriétés, une partie de celui des moyennes propriétés familiales, et même des petites propriétés de retraités et de non agriculteurs. Ils forment aussi le gros des équipes de spécialistes (taille, greffage, cueillette) que requiert maintenant le verger.

Le travail est donc, dans l'orangerie, de moins en moins une affaire d'agriculteurs propriétaires, travaillant leur fonds à temps complet, comme cela était présenté il y a une quinzaine d'années (HERIN, 1968), mais de salariés travaillant à façon indifféremment les vergers de tous les propriétaires. Qu'une partie de ces salariés soient en fait eux-mêmes des propriétaires petits et moyens n'a rien pour étonner. On a décrit le plus souvent, en Méditerranée, une relation de travail entre les grands propriétaires et les journaliers comme en Andalousie, ou entre les grands et les petits propriétaires comme à Murcie: ce qui est nouveau ici, c'est qu'à ces deux relations s'ajoute une relation réciproque de journalier à petit propriétaire. La notion d'agriculture à temps partiel doit donc être précisée, car deux éléments sont à la base de cette combinaison:

- le grand nombre, à tous les niveaux de l'échelle sociale, des exploitants non agriculteurs qui ont besoin de main-d'oeuvre salariée: ce sont des exploitants doubles actifs, ou des agriculteurs à temps partiel;
- l'importance des salariés, exploitants ou journaliers, qui peuvent donc être des "exploitants à temps partiel", mais encore des "agriculteurs à temps complet", puisque l'essentiel de leur activité est agricole.

Leur revenu provient de moins en moins de leur terre, de plus en plus du travail sur la terre des autres et des salaires payés hors des exploitations (commerce d'expédition, industrie). A Benifairó de Valldigna, la récolte des agrumes et le travail de conditionnement à l'entrepôt représentent la moitié du temps de travail des actifs agricoles de la commune, alors que le travail agricole proprement dit n'en représente plus qu'un tiers. Si on ajoute les revenus hors agriculture et ceux de l'émigration saisonnière en France, c'est <sup>les</sup> deux tiers du temps de travail qui sont réalisés en dehors des exploitations agricoles. J. MIRA, anthropologue

valencien, écrivait à juste titre: "Aujourd'hui, pour la masse des petits propriétaires des régions orangères, la terre en est venue à remplir, dans une large mesure, la fonction que l'industrie remplit en d'autres endroits: elle procure des revenus sous forme de journées, de salaires et de forfaits. Revenus relativement stables, et très supérieurs à ceux que leur fournit "leur terre" en tant que propriétaires" (1978, p.183).

Dans les huertas maraichères, le schéma est un peu différent. Les petits propriétaires et les journaliers trouvent la majeure partie de leurs ressources complémentaires ou principales en dehors de l'agriculture. D'abord parce que la structure des exploitations est ici moins inégalitaire que dans le verger d'agrumes, de telle sorte qu'il y a moins de moyennes et grandes exploitations susceptibles de demander du travail salarié. Ensuite parce qu'elles se situent en général dans les périphéries urbaines, où les emplois alternatifs dans les secteurs secondaire et tertiaire sont les plus nombreux. Mais là comme dans l'orangerie les propriétaires non agriculteurs font exécuter à façon une partie de leurs travaux par les agriculteurs purs, ou extensifient leur système de production pour ne pas empiéter sur leur temps de travail non agricole, qui leur fournit le plus clair de leurs revenus.

### 3. Rythmes d'emploi et chômage partiel

Le verger d'agrumes se différencie assez nettement des autres types de production en ce qui concerne la structure du travail. La part essentielle en revient à la récolte, qui n'incombe pas à l'exploitant, mais à l'expéditeur, commerçant ou coopérative: celui-ci recrute des équipes de cueilleurs, par l'intermédiaire de chefs d'équipe ("cap de colla") qui agissent comme des "sergents-recruteurs" parmi les actifs des communautés villageoises. En outre, cette récolte s'étale largement: d'abord parce que le fruit peut attendre la vente pendant un certain temps sur l'arbre, ensuite et surtout parce que les variétés du verger ont un éventail de maturité qui va de novembre à juin. En fait, les variétés précoces sont les plus importantes et le travail est maximum de novembre à janvier; il ralentit à partir de février pour s'arrêter en juin. C'est la période de la taille et des greffages, tandis qu'en été il ne reste plus que l'irrigation et les traitements de protection. Il existe donc un très net sous-emploi de juin à novembre dans les zones de monoculture orangère.

Dans les rizières, les temps forts se situent au printemps, pour les semis et les traitements herbicides, et à l'automne (septembre), pour la moisson. L'hiver et le début de l'été sont des périodes de chômage prononcé. Les cultures maraichères offrent un calendrier d'emploi plus continu, puisque la rotation des cultures laisse peu reposer la terre: les périodes de moindre activité varient selon les combinaisons adoptées par les exploitants. De manière générale, les mois d'hiver, de décembre à

février, sont les moins laborieux, ceux du printemps et du début de l'été les plus occupés.

La juxtaposition des trois types de produits dans une même commune, ou leur proximité à l'échelle des petites régions agricoles, atténuent les inconvénients du sous-emploi chronique, en provoquant des migrations journalières de travail agricole à courte distance. Mais elles ne suppriment pas le problème du chômage partiel, qui reste essentiel dans une bonne partie du regadío valencien. Les U.T.A. sont nombreuses, on l'a vu, mais les actifs présents le sont encore plus. A Benifairó de Vallidigna, E. ARNALTE ALEGRE est catégorique: "Nous estimons que ces journaliers travaillent environ 225 jours par an. Le sous-emploi qu'indique déjà ce chiffre apparaît encore plus évident si nous considérons que ces journées sont de 5,5 heures de travail... Nous pouvons conclure en affirmant que les niveaux d'emploi de la population active agricole locale sont réellement bas et peuvent aider à expliquer le processus d'émigration et la situation générale de la commune" (1980, p.260)

Une étude sur le chômage agricole dans le Pays valencien, publiée en 1979 par la "Conselleria de Treball", a montré que les "poches" de sous-emploi se situent à la fois dans le secano viticole et dans le regadío littoral, c'est-à-dire dans les régions où une accumulation ancienne d'actifs agricoles s'est maintenue tardivement alors que la mécanisation commençait à réduire le volume total de l'emploi. De Sagunto à la Ribera du Júcar, le taux de chômage des actifs agricoles était supérieur à 10% en 1978; et atteignait même près de 20% dans la Ribera Alta. Au troisième trimestre 1978, en été, la zone orangère, qui rassemble un tiers de la population active agricole du Pays valencien, abritait la moitié de ses chômeurs.

#### 4. Les palliatifs

##### a. Le développement de l'agriculture à temps partiel

Le recensement agraire de 1972 avait déjà souligné l'importance de ce phénomène à travers une question portant sur l'activité principale des exploitants. Dans les provinces de Valencia et de Castellón, le taux d'exploitants ayant une activité principale non agricole était supérieur à la moyenne espagnole, et les valeurs les plus élevées se situaient en général dans les communes du regadío.

Les statistiques plus détaillées des Services d'Extension Agraire, publiées par J. ROMERO GONZALEZ (1983), permettent de placer les petites régions agricoles de la province de Valencia sur un diagramme triangulaire, d'après l'occupation principale des exploitants (fig.19, p.84). Quatre groupes de régions apparaissent:

- un groupe où dominant les exploitants non agriculteurs (plus de 50%): la Huerta de Valencia et son arrière-pays, et le Val d'Albaida;
- trois groupes qui s'étagent de la dominante des agriculteurs à temps complet dans l'intérieur montagneux (los Serranos, Requena-Utiel, Ayora) à celle des journaliers dans les huertas urbanisées (Bajo Palancia, Huerta de Gandía, Costera de Játiva), en

passant par la situation intermédiaire des zones agrumicoles (Ribera du Júcar).

#### b. Les migrations saisonnières

Si le taux de migration permanente vers l'étranger est, pour le pays valencien, inférieur à la moyenne nationale, il n'en est pas de même pour les migrations temporaires, vers la France en particulier. Valencia, Castellón et Alicante font partie du groupe des provinces espagnoles qui envoient encore plus de 2.000 travailleurs saisonniers en France chaque année, et qui se situent exclusivement dans la partie sud et est de la péninsule: l'Andalousie et le littoral méditerranéen de Cadiz à Castellón (fig.20, p.84). Agriculture sèche latifondiaire et système irrigué microfondiaire se rejoignent pour envoyer leurs chômeurs agricoles vers la France, en particulier vers les vignobles méridionaux, et les cultures légumières et fruitières du sud-ouest et du sud-est. Valencia est même la seconde province après Grenade pour l'importance du flux migratoire.

#### 5. Une main-d'oeuvre mal cernée: les aides familiaux et les femmes

La part des aides familiaux et des femmes dans l'emploi agricole est difficile à mesurer. Elle est d'abord rarement prise en compte par les recensements: d'après celui de 1975, il n'y avait, dans toute la province de Valencia, que 252 femmes exploitantes agricoles sur 20.654, et 2.371 salariées agricoles sur 77.551. Dans son étude sur "La renta nacional de España y su distribución provincial", le Banco de Bilbao dénombrait 21.429 emplois agricoles d'aides familiaux en 1979 dans la province, mais les ramenait à 2334 en 1981 sans justification apparente. Les ouvrages qui traitent de l'agriculture et de l'emploi agricole restent en général pratiquement silencieux sur cet aspect du problème. Cela tient au fait que l'activité extra ménagère des femmes était traditionnellement réduite dans le regadío, et que si elle s'est développée récemment, c'est sous des formes difficiles à mesurer.

Dans l'économie traditionnelle des petits paysans propriétaires et des journaliers, il y avait peu de place pour le travail féminin, par suite d'un sous-emploi masculin très précoce. Les récoltes des produits maraîchers dans la huerta et les entrepôts de conditionnement des agrumes dans les centres d'expédition fournissaient déjà des emplois surtout féminins, mais dans les rizières la femme était confinée dans les travaux ménagers: "sus labores" ("ses travaux"), selon l'expression toujours employée dans les registres de recensement. R. DUMONT signalait en 1951 que "dans une commune de Sueca, située dans une zone basse de la huerta de Valence et, de ce fait, consacrée au riz, les trois cinquièmes des riziculteurs cultivent moins d'un hectare et ceux qui veulent mieux vivre doivent chercher au dehors un travail supplémentaire (ils n'en trouvent qu'à certaines saisons)", et que "Les femmes de Sueca "ne sortent de leur maison que pour aller aux courses ou au cinéma", nous dit le Directeur de la station de riziculture" (1951,



p.598). Nous sommes là, comme ailleurs en Méditerranée, dans une société paysanne où la place de la femme est au foyer, même si sa condition n'est certainement pas aussi enviable que peut le laisser supposer le ton de la remarque rapportée par R. DUMONT.

Mais la situation actuelle est en partie changée et le travail féminin s'est développé de plusieurs façons. Dans les petites exploitations maraîchères intensives, les aides familiaux (conjoint, enfants) participent aux façons culturales et aux récoltes encore peu mécanisées, pour réduire l'appel à la main-d'oeuvre salariée. Dans les zones orangères, les femmes ne travaillent en général pas dans les vergers, mais la multiplication et la diffusion spatiale des entrepôts de conditionnement des fruits leur ont ouvert de nouvelles possibilités d'emploi. Cela ne représente qu'un travail saisonnier, de trois ou quatre mois par an, mais cela touche de nombreuses familles, tant par les conjoints que par les filles avant mariage. Enfin, dans la zone rizicole, il reste le travail à domicile et la participation aux migrations saisonnières vers la France, dont les femmes ont fourni le tiers du contingent. Rien d'étonnant à ce que ces ressources, qu'on peut rencontrer dans tout le regadío, aient affecté particulièrement la zone rizicole de la Ribera Baja du Júcar.

#### 6. Les systèmes agricoles: exploitants et salariés

##### a. Les exploitations du regadío

Une première approche typologique peut conserver la taille, ou le revenu cadastral imposable, comme éléments de classification, en tenant compte des analyses antérieures.

Les petites exploitations ont moins de 0,5 à 1 ha de cultures irriguées, ou moins de 20.000 pts (4.800 F) de revenu cadastral imposable. Ce sont les plus nombreuses, mais celles qui occupent en surface le moins de place. Elles ne sont pas suffisantes pour faire vivre une famille d'agriculteurs, ni pour entretenir un train de culture. L'exploitant doit donc s'employer comme journalier dans les autres exploitations, participer à des migrations saisonnières, à moins qu'il ne soit agriculteur à temps partiel et bénéficie d'une activité principale dans le secteur secondaire ou tertiaire. Il peut aussi posséder un train de culture pour compléter ses revenus par des travaux à façon sur les autres exploitations. Un certain nombre de ces petites exploitations sont le fruit d'investissements d'origine citadine dans l'agriculture, car c'est une constante de l'agriculture irriguée valencienne.

Les exploitations moyennes (de 1 à 10 ha, de 20 à 100.000 pts -8.000 F- de revenu cadastral) sont beaucoup moins nombreuses que les précédentes, et occupent environ la moitié de la surface irriguée. Elle sont capables de faire vivre une famille d'agriculteurs selon l'intensité du système de culture adopté, et supportent un train de culture, qui peut être amorti par des travaux hors de l'exploitation.

L'agriculteur n'a pas forcément besoin de travailler comme salarié, mais il est obligé d'embaucher des salariés pour certaines façons culturales et de mettre à contribution la main-d'oeuvre familiale, afin de ne pas trop augmenter ses coûts de production.

Les grandes exploitations ont plus de 10 ha irrigués ou plus de 100.000 pts de revenu cadastral; leur dimension et leurs ressources sont telles qu'elles peuvent dégager un autofinancement important et supporter un train de culture complet. Si l'exploitant n'est pas agriculteur, un ou plusieurs salariés permanents surveillent l'exploitation et embauchent les travailleurs journaliers nécessaires lorsqu'il le faut. Elles appartiennent, pour une bonne part, à la bourgeoisie citadine traditionnelle, en particulier aux membres des professions libérales, ou à des firmes du commerce et de l'industrie agro-alimentaire. Certaines d'entre elles sont de véritables entreprises agricoles, mais elles sont rares.

#### b. Une nouvelle typologie

La très sérieuse étude d'E. ARNALTE ALEGRE, sur l'économie et la structure sociale des exploitations de six communes du regadío valencien (1981), débouche sur une autre classification des exploitations irriguées. Dans les communes étudiées, qui sont représentatives des systèmes agricoles de l'agrumiculture pour Benifairó de Valldigna, Almoines (Huerta de Gandía) et Bechí (Plana de Castellón), et des huertas maraichères pour Masamagrell, Vinalesa et Beniparell (Huerta de Valencia), il a montré que les exploitants à temps complet sont une minorité (tab.18, p.99). Les plus nombreux sont, de loin, les journaliers exploitants ("jornaleros con tierra"), suivis par les retraités et les actifs des autres secteurs d'activité, secondaire et tertiaire. La taille moyenne des exploitations varie fortement avec les catégories sociales, de sorte que certaines d'entre elles pèsent plus fortement dans les surfaces exploitées: c'est le cas des agriculteurs purs, des patrons de l'industrie et du commerce, des cadres. C'est l'inverse pour les journaliers, les ouvriers et les employés. En définitive au plan de la surface occupée et sans tenir compte des propriétaires forains, qui sont le plus souvent des citoyens, il s'établit un certain équilibre dans la surface occupée entre les agriculteurs purs, les journaliers et tous les autres exploitants.

Les communes choisies par E. ARNALTE ALEGRE différencient clairement, dans l'espace irrigué, les systèmes agricoles selon deux nuances principales (tab.19, p.99):

- Selon les productions dominantes: c'est essentiellement une opposition agrumes/ cultures maraichères, ou huerto/huerta. La riziculture ne donne jamais lieu à un système original, dans la mesure où elle est toujours combinée, à l'échelle communale, avec les cultures maraichères et les agrumes dans la Ribera Baja du Júcar. Lorsque les agrumes l'emportent, la place des journaliers avec terre et des

grands propriétaires non agriculteurs (commerçants, professions libérales) augmente fortement, au détriment des agriculteurs à temps complet. Dans la huerta, ces derniers résistent mieux: ils adoptent un système de production plus intensif sur des surfaces plus réduites, et les journaliers agricoles sont moins nombreux par suite des possibilités d'emplois non agricoles dans les périphéries urbaines.

- Selon l'importance des exploitants non agriculteurs: celle-ci traduit une opposition entre les communes purement rurales et celles où l'influence urbaine se fait sentir.

Le traitement de l'information réunie par E. ARNALTE ALEGRE, selon une matrice ordonnable des catégories socio-professionnelles des exploitants résidents (fig.21, p.85), rassemble ces dernières en deux groupes: d'un côté le rapprochement des exploitants à temps complet, des journaliers et des commerçants expéditeurs désigne des communes dont l'économie essentielle est l'agriculture et les activités qui lui sont liées. De l'autre, la prédominance des actifs des secteurs secondaire et tertiaire parmi les exploitants désigne une économie communale de type "urbain". Les réponses des communes sur ces deux groupes de variables différencient nettement trois comportements:

- Un comportement agricole pur, représenté par Benifairó de Valldigna: la monoculture des oranges y est à peu près parfaite.

- Trois communes mixtes, à la fois agricoles et péri-urbaines: Masalfasar, dans la Huerta nord de Valencia, est une commune maraîchère relativement préservée de la péri-urbanisation, tandis que sa voisine Vinalesa abrite depuis longtemps des industries. Bechí, dans la zone de monoculture des agrumes de la Plana de Castellón, est le lieu de résidence d'un certain nombre d'ouvriers de l'industrie céramique de Onda.

- Deux communes à dominante industrielle: à Almoines, dans la Huerta de Gandía, une vieille industrie textile a depuis longtemps développé la catégorie des ouvriers-paysans agrumiculteurs. A Beniparrell, dans la Huerta sud de Valencia, l'irruption récente de l'industrie différencie clairement les ouvriers propriétaires qui, faute de temps, extensifient leur exploitation en passant des cultures maraîchères aux agrumes (par exemple), des agriculteurs à temps complet qui conservent des productions intensives.

### Conclusion

Les rapports entre la propriété foncière, le travail agricole et les autres activités sont donc au coeur du fonctionnement actuel des systèmes de production de l'agriculture irriguée valencienne. L'agriculteur y est de moins en moins un exploitant au sens traditionnel du terme, et de plus en plus une sorte de salarié propriétaire fortement intégré dans les relations entre l'agriculture et les autres activités, entre son espace villageois et les espaces urbains qui l'entourent.

#### CHAPITRE IV. VILLAGES ET VILLES DES HUERTAS

La carte des densités humaines dans les provinces de Valencia et de Castellón fait apparaître une franche opposition entre le littoral et l'intérieur (fig.22, p.86): les huit comarcas irriguées regroupent les 4/5 de la population totale sur 1/5 de la surface. Les densités y dépassent couramment 200 habitants au km<sup>2</sup>, alors qu'elles tombent rapidement au-dessous de 20 dans l'arrière-pays, en particulier dans l'hinterland montagneux de Castellón. Trois points forts jalonnent ce littoral, à intervalles réguliers, qui sont trois aires d'accumulation urbaine: celle de Valencia au centre, la plus importante (près d'1,3 million d'habitants), Castellón au nord (216.000 habitants dans les cinq agglomérations du centre de la Plana), Gandía au sud (48.500 habitants dans la commune, près de 100.000 dans la Huerta). Entre ces pôles démographiques, le ruban de fortes densités est continu. Il se prolonge vers le sud jusqu'au cap de la Nao où il se rattache au littoral touristique de la Costa blanca (province d'Alicante); il se continue vers l'intérieur par la Ribera alta du Júcar, les comarcas de Játiva et Albaida, où il rejoint les noyaux de peuplement de la montagne alicantine. Partout ailleurs, le gradient des densités démographiques est brutal, seulement atténué au droit des grandes agglomérations et le long des principaux axes de pénétration vers l'intérieur (arrière-pays immédiat de Valencia, vallée du Palancia et couloir de Montesa)

Il y a donc corrélation apparente entre irrigation et densité, mais celle ne doit pas être acceptée comme un déterminisme. D'une part ces fortes densités, effectivement liées à l'emploi agricole et aux activités induites par l'agriculture, incluent d'importants noyaux urbains, qui ne sont plus que très secondairement liés à celle-ci. D'autre part, dans les secanos intérieurs, des densités relativement fortes peuvent s'appuyer sur le développement historique d'une industrie de main-d'oeuvre, relancée souvent par la croissance économique des années soixante: textile dans la comarca d'Albaida-Onteniente, industrie de la céramique sur les marges de la Plana de Castellón. Dans les secanos côtiers encadrant l'espace irrigué, dans le littoral nord de Castellón comme dans la Marina d'Alicante, le développement du tourisme balnéaire a maintenu ou accumulé des densités non négligeables.

L'espace irrigué apparaît cependant comme une zone d'accumulation de populations urbaines et rurales peu commune et dont on trouve, à cette échelle, peu d'exemples dans les autres régions irriguées de l'Espagne, sinon dans les huertas de Murcie (HERIN, 1975).

## A. Les formes de l'habitat

### 1. Une faible dispersion

L'habitat dispersé, qui avait tant frappé les voyageurs dans la Huerta de Valencia, et popularisé l'image de la "barraca"\* au toit de chaume et aux murs de pisé, ne représente en fait qu'une part infime de l'habitat du regadío valencien. Jamais plus de 5% de la population ne s'y abrite, et moins de 3% dans la commune de Valencia. Il est historiquement lié à certains types d'appropriation et de production agricole (CASAS TORRES, 1944):

- la barraca : c'est l'habitat traditionnel du "colono"\* ou "arrendador"\* de la Huerta de Valencia, celui qui cultive la terre des propriétaires citadins selon un contrat de fermage traditionnel. Elle a été immortalisée par un ouvrage du romancier valencien de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, V. BLASCO IBANEZ ("La barraca"), qui décrivait les conditions d'existence de ces colonos. Remaniée et transformée, elle abrite encore un certain nombre de petits agriculteurs maraîchers de la périphérie valencienne (photo.3, p.67), mais la croissance urbaine les submerge peu à peu. A l'ancien hameau rizicole du Saler, devenu une banlieue de Valencia, les barracas ont cédé la place à des immeubles collectifs et la dernière d'entre elles est pieusement conservée pour être visitée par les touristes.

- l'alquería d'origine musulmane, grosse ferme bougeoise<sup>v/</sup>, qui correspond à peu près à la masia du secano.

- la casa de huerto : les vergers d'orangers créés par les propriétaires citadins ont été souvent accompagnés de la construction d'une maison de maître (casa de campo), résidence des fins de semaine et des étés chauds, dont certaines traduisent encore dans leur architecture les prétentions et les modèles d'identification de leur propriétaire. Elles abritent souvent dans leurs dépendances le ménage de l'encargado, contremaître chargé de la gestion du verger. Ainsi des pentes de la vallée du Júcar entre Corbera et Alcira, ou à Carcagente, dont la population dispersée s'accroît à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, à proportion de la création de vergers d'agrumes.

### 2. Les agglomérations

Les hameaux, les communes à agglomérations multiples sont rares: cela concerne surtout des communes urbaines, sous la forme de noyaux agricoles dans leur huerta, de projections portuaires ("grao") ou touristiques ("playa") sur le littoral proche. Dans l'espace rural, la règle est que la majeure partie de la population est concentrée au chef-lieu: on peut donc étudier la répartition de la population sur la base communale.

L'étude de la fréquence des communes selon leur taille démographique (tab.20,


p.99) oppose dans la province de Valencia les zones de regadío au reste: plus de la moitié des communes (55%) y ont entre 1.000 et 5.000 habitants, alors que dans le secano la moitié ont entre 500 et 2.000. Les communes de 10.000 à 50.000 habitants y sont nettement plus fréquentes (19 % contre 4 %), même si on ne tient pas compte de l'aire métropolitaine de Valencia, où elles sont particulièrement nombreuses. On voit ainsi apparaître les deux types d'agglomérations des zones irriguées, en dehors des aires métropolitaines: de gros villages et de petites villes. Le problème est alors de savoir où se situe la limite entre le rural et l'urbain:

- limite spatiale dans le cas des périphéries des grandes agglomérations, où l'ex-urbanisation produit des imbrications complexes et intègre progressivement d'anciennes communes rurales;
- limite statistique du passage des gros bourgs agricoles aux petites villes, dans les regadíos où l'économie fortement fondée sur l'agriculture de marché donne des traits urbains aux villages et des traits ruraux aux villes.

La statistique espagnole esquive ce problème en introduisant, entre les communes définies comme rurales (moins de 2.000 habitants agglomérés) et celles considérées comme urbaines (plus de 10.000 habitants), une catégorie "intermédiaire". Celle-ci est essentiellement localisée dans les zones de regadío (49 sur 78 communes de la catégorie dans la province de Valencia, voir fig.29, p.87). Le tableau 21 (p.99) montre que la structure socio-professionnelle de l'ensemble de ces communes était en 1970 relativement équilibrée entre les trois secteurs d'activités: 31% d'actifs agricoles, 41% d'ouvriers, 27% d'autres catégories. Ce sont des données qui caractériseraient assez bien une bonne partie des communes rurales du regadío. Il est remarquable que, dans la province de Valencia, les actifs agricoles se répartissent en gros par tiers entre les trois catégories de communes: c'est-à-dire que 70% de ceux-ci se trouvent dans des communes de plus de 2.000 habitants. C'est là un trait éminemment méditerranéen: en majorité les agriculteurs ne se trouvent pas dans des communes essentiellement rurales, mais dans des communes à caractère urbain ou semi-urbain. Ils sont, paradoxe apparent, les plus nombreux là où leur part relative dans l'emploi et dans l'économie locale est la moins grande.

## B. Les gros villages

### 1. Un semis dense

Le cas le plus fréquent est donc le village de 1.000 à 2.000 habitants.  répartition dans l'espace est en rapport avec la surface cultivée, de telle sorte que les plus grandes agglomérations ont de vastes communes, alors que les autres ont des finages plus réduits, et peuvent de ce fait s'agglutiner en noyaux

très proches les uns des autres, jusqu'à former de véritables "conurbations" rurales: c'est le cas des Huertas de Valencia et de Gandía, ou de celle de Los Valles, à quelques kilomètres au nord de Sagunto. Cinq villages qui regroupent aujourd'hui près de 8.000 habitants se sont développés dans un rayon d'un kilomètre autour d'une énorme source, la "Font de Quart", qui irrigue leur finage (Benavites, Benifairó, Quart, Quartell et Faura). La densité des communes rurales peut donc atteindre des valeurs dignes des aires métropolitaines de l'Europe industrielle ou des deltas de l'Asie des Moussons; les agglomérations se pressent à moins d'un kilomètre les unes des autres, et la densité générale dépasse souvent 500 habitants au km<sup>2</sup> (fig.24, p.88).

Cela conduit à une juxtaposition de grandes et de petites communes, parfois même de micro-communes: nombreuses sont celles qui ont moins de 500 ha de superficie, ou même moins de 200 (fig.23, p.87), tandis que Sagunto, Alcira ou Onda en étalent plus de 10.000. Ce fait est caractéristique des regadíos méditerranéens: dans la carte des communes espagnoles, ils se distinguent nettement, par cette dualité communale, des petites communes de la moitié nord et des grandes de la moitié sud de la péninsule.

## 2. Des villages peu "campagnards"

Ce qui frappe, dans le paysage et sur les photographies aériennes, c'est l'aspect très tassé, très dense, de ces agglomérations. Parfois accrochées aux pentes d'une colline escarpée, ou nées d'une butte ou d'une terrasse à peine perceptible dans la plaine alluviale, elles enferment une population nombreuse dans des maisons de faible hauteur. Celles-ci s'alignent, identiques, le long de ruelles au tracé souvent géométrique, signe d'une colonisation tardive, postérieure à la Reconquête. Aspect uniforme des constructions, aspect peu "agricole", peu "paysan", lié à un système de production plus coûteux en travail humain qu'en machines, et spécialisé dans des produits frais, immédiatement pris en charge par le négoce ou les coopératives, donc non stockés. La quasi-absence d'élevage vient renforcer l'aspect "urbain" de ces villages, qui rappellent par bien des points ceux du vignoble Bas-languedocien.

De la rue, peu de choses sont visibles: seul le grand porche et les encoches du passage de la charrette dans son seuil trahissent la fonction agricole, présente ou passée. Le faible train de culture n'a jamais obligé à de grandes surfaces abritées: l'agriculteur des huertas est un "labrador", un laboureur, et non un "campesino", un paysan. Le porche du rez-de-chaussée donne directement accès par un large couloir à la cour intérieure où on range facilement les quelques outils et où s'abritait autrefois le mulet, remplacé aujourd'hui par le motoculteur (la "mula mecánica"). Au recensement de 1970, certaines communes des huertas n'avaient

pratiquement plus d'édifices communs au logement et à la fonction agricole.

Le rythme de travail de la journée continue, qui laisse l'après-midi de libre, favorise la vie sociale et la fréquentation du "casino" ou du "bar" par les hommes: le casino est traditionnellement le lieu de réunion des propriétaires, le bar celui des salariés, des petits exploitants, qui jouent aux cartes ou aux dominos. La vie communautaire est forte autour de ces points de fixation de la communauté agricole: le syndicat agricole (la "hermandad") et la communauté d'irrigation autrefois, la coopérative et la "caja rural" aujourd'hui, le bar surtout, qui est le centre des discussions et le lieu de recrutement des journaliers pour le lendemain.

### 3. Un peuplement et des équipements plus "urbains"

Aujourd'hui, nombre de ces habitants ne sont plus des agriculteurs ou des agriculteurs purs. La composition socio-professionnelle de ces villages montre que les agriculteurs y représentent rarement plus de la moitié de la population active. La statistique espagnole ne fournit pas de données de population active relatives aux communes de moins de 50.000 habitants, mais les sources administratives, les travaux des géographes valenciens et nos enquêtes personnelles convergent et conduisent à dresser le tableau de villages où les activités non agricoles tendent à l'emporter: soit qu'il s'agisse d'activités de services à l'amont ou à l'aval de l'agriculture, soit qu'il s'agisse d'activités industrielles, agro-alimentaires ou non, dans les zones fortement touchées par les transformations économiques récentes, comme la Huerta de Valencia et la Plana de Castellón.

De ce fait les agglomérations ont un aspect de plus en plus urbain: les rues sont bordées de trottoirs, empierrées ou asphaltées, les services urbains sont présents (eau courante, assainissement...), les commerces sont relativement nombreux, groupés autour de la place de la Mairie et de la grande rue (calle "Mayor"). A volume égal de population, les communes du regadío bénéficient en général d'équipements tertiaires supérieurs aux communes du secano intérieur. En outre, la distance aux services urbains est toujours plus faible, par suite de la présence de nombreuses petites villes centres. En 1973, le secteur tertiaire représentait toujours plus du quart de la population active des petites régions agricoles irriguées, contre moins de 10% dans celles de l'intérieur montagneux.

Même intégrées dans un genre de vie et de consommation de plus en plus urbain, ces communautés rurales cherchent à conserver leur identité par le maintien d'un certain nombre de manifestations publiques de leur cohésion: la fête du village, qui est celle de son saint patron, est encore l'occasion de nombreuses festivités, qui durent une semaine: course de "toros", élection d'une "reine", etc.. Cela ramène au village les jeunes installés en ville ou les travailleurs temporairement émigrés à l'étranger.



### C. Les villes "agricoles"

C'est une réalité difficile à cerner, faute de statistiques détaillées pour la période actuelle. Les données concernant la structure démographique, fonctionnelle et sociale de la population n'existent, pour les communes de 10.000 habitants, qu'aux recensements de 1950 et 1960, c'est-à-dire avant les profondes mutations de l'économie régionale, à une époque où on pouvait reconnaître sans difficulté des "villes agricoles": agglomérations profondément enracinées dans l'espace rural encadrant, avec une forte part de population active dans l'agriculture, une appropriation foncière citadine non négligeable, et des activités secondaires et tertiaires fortement liées à l'agriculture (industries agro-alimentaires, ateliers de machines agricoles, commerce et transport d'expédition des produits frais).

Cette limite statistique s'élève ensuite, à partir du recensement de 1970, aux communes de plus de 50.000 habitants, et nous avons dû procéder à une série d'analyses statistiques et graphiques (voir Annexe 5, p.337) en utilisant toutes les données disponibles, de 1950 à 1980, sur les communes de plus de 10.000 habitants, dont le nombre n'a d'ailleurs cessé de croître.

#### 1. Un maillage urbain très serré

La courbe rang-taille construite pour les agglomérations des deux provinces de Valencia et Castellón (fig.25, p.88), fait apparaître deux caractères spatiaux importants du réseau urbain de la région valencienne. La distribution des villes est très déséquilibrée par la macrocéphalie d'une énorme métropole régionale, Valencia (752.000 habitants en 1981 pour la commune seule). Elle est suivie de loin par la ville de Castellón (126.500 habitants), elle-même détachée par rapport aux villes de moins de 50.000 habitants. Le second fait marquant est donc la densité des petites villes, parmi lesquelles on note plusieurs paliers: quelques villes "moyennes" à l'échelle régionale, entre 30.000 et 50.000 habitants, un grand nombre de petites villes entre 15 et 20.000, enfin des bourgs, en dessous de 15.000 habitants, qui passent progressivement aux gros villages, sans qu'il y ait de rupture statistique nette. La densité de ces petites villes est telle qu'elles ont pu se développer à proximité des grandes ou à proximité les unes des autres. Dans la Plana de Castellón, 6 villes accumulent 233.000 habitants (1981) dans un triangle de 20 km de côté: Castellón, Almazora, Burriana, Villareal, Nules et Onda. Des doublets ou même des triplets apparaissent dans le coeur des huertas: Sueca-Cullera, Gandía-Oliva, Carcagente-Alcira-Algemesí. Dans les zones irriguées, la distance à la

ville est donc faible, et n'excède jamais 10 à 15 km.

## 2. Les villes et l'agriculture :

Il n'est pas facile de mesurer ce qui peut apparaître aujourd'hui comme antinomique: des villes "agricoles" peuvent-elles encore exister dans les huertas de l'Espagne méditerranéenne? En fait il faut considérer, dans les fonctions urbaines, donc dans la population active, celles qui sont proprement agricoles d'une part, exercées dans le finage: souvent vaste de la ville, et les emplois liés à la production agricole d'autre part, dans le commerce, les services et l'industrie. Si la première catégorie d'emplois prédomine, on a affaire à un "bourg agricole", dont la proportion d'actifs dans l'agriculture est encore élevée et dont les services sont surtout banaux, destinés à la population résidente. Si c'est la seconde qui l'emporte, c'est un "centre de région agricole", dispensateur de services à une aire plus ou moins vaste, et animé par les fonctions secondaires et tertiaires dépendantes de celle-ci. Le premier cas se rapproche des agglomérations d'agriculteurs telles qu'on les rencontre encore en Andalousie et en Italie du sud; le second peut être comparé aux petites villes-marchés de la plaine comtadine du Vaucluse ou des Bouches-du-Rhône (Cavaillon, Chateaubert, Isle-sur-Sorgue :).

L'analyse fonctionnelle de la population des communes de plus de 10.000 habitants, menée à partir de la population active totale des recensements de 1960 et 1970, ou seulement à partir de la population des couples mariés pour les années 1975-77, permet de classer les villes retenues selon trois types. Les communes satellites de l'agglomération de Valencia ont été placées à part, même si par leur taille et leur population agricole elles sont comprises dans les limites de l'analyse.

### a. Les centres régionaux

Ce groupe comprend à la fois les deux capitales de province, Valencia et Castellón, et les deux centres sous-régionaux les plus importants, Gandía et Alcira. Chacune de ces villes joue un rôle de centre à peu près identique, pour ce qui est des services directs à l'agriculture ou des activités commerciales et industrielles induites. Elles sont toutes quatre "capitales" d'une huerta, d'un des quatre grands périmètres agricoles: la Huerta de Valencia, la Plana de Castellón, la Huerta de Gandía, la Ribera du Júcar. Mais la différence est énorme entre Valencia et les autres. La première assume en effet toutes les fonctions supérieures de l'administration et de la gestion de l'économie régionale: son pouvoir de commandement foncier, financier et politique en fait une des grandes capitales régionales de l'Espagne, et le lieu où se nouent la majeure partie des fils économiques de l'agriculture irriguée. Castellón est la petite capitale d'une petite province, au sens démographique et économique, qui n'abrite que 432.000 habitants.

Elle vit donc dans l'ombre de Valencia, dont elle n'est séparée que par 60 km d'autoroute. Elle possède les services publics d'une capitale de province, mais l'autonomie régionale a renforcé sa dépendance vis-à-vis de sa grande voisine: le tertiaire supérieur et le quaternaire ont du mal à se dégager de cette tutelle et de cette proximité. La ville de Gandía, plus éloignée de la métropole, a toujours connu un développement plus indépendant, grâce à sa situation excentrée et à son port. Elle a toujours joué un rôle de centre pour la partie sud du littoral valencien, et le niveau de ses services est assez semblable à celui de villes de même taille en Vaucluse, comme Carpentras ou Cavaillon. Alcira, plus proche de Valencia, est, dans la Ribera du Júcar, en concurrence avec d'autres agglomérations proches, dont le poids démographique et les fonctions ont été longtemps identiques. Valencia projette d'ailleurs son influence sur toute la Ribera du Júcar, et la centralité d'Alcira, fortement concurrencée, s'affirme mal: les journaliers agricoles y restent nombreux et la rapprochent du second groupe d'agglomérations.

#### b. Les agglomérations à tendance agricole

Toutes les nuances sont possibles entre le gros village tel qu'il vient d'être décrit plus haut, le bourg agricole ne rayonnant guère au-delà de son finage, et le centre agricole dont l'influence s'étend plus largement, sans atteindre le niveau des centres régionaux. On peut cependant introduire trois nuances en s'aidant de la part de la population active agricole et de celle des services, dont l'évolution est à peu près inverse:

- Les bourgs agricoles proprement dits: les emplois du tertiaire ne dépassent pas le quart de la population active, et le secteur primaire est toujours supérieur à 20% (Alginet, Benifayó, Carlet, Sueca, Villanueva de Castellón...).

- Les bourgs agricoles proches des centres régionaux, mais qui conservent des services agricoles considérables: Burriana près de Castellón, Carcagente près d'Alcira, Oliva près de Gandía, Puzol près de Valencia.

- Les bourgs agricoles ayant une orientation industrielle ou touristique, qui gonfle leur secteur secondaire ou tertiaire: Almazora, Algemesí, Villareal, Liria dans le premier cas; Cullera, Benicarló dans le second.

#### c. Les villes à dominante industrielle

Plus de la moitié de leur population active est formée d'ouvriers. Certaines d'entre elles sont des villes industrielles isolées, attachées à une activité spécialisée, parfois à un établissement: Vall d'Uxó et l'industrie de la chaussure, Tabernes de Valldigna et celle du bois et de ses dérivés, Onda et la céramique, Sagunto et la sidérurgie. Des villes industrielles plus diversifiées ont en même temps, du fait de leur situation, des fonctions de centre agricole ou des

fonctions touristiques: Játiva dans le premier cas, Denia, Jávea ou Vinaroz dans le second.

La cartographie des résultats de cette analyse montre la position souvent marginale, par rapport à l'espace irrigué, des villes à fonction complexe, industrielle et touristique (fig.26, p.89). Les bourgs agricoles sont les plus nombreux au centre des huertas, à proximité des centres régionaux qui leur fournissent les niveaux supérieurs du tertiaire et les cantonnent dans un tertiaire plus banal. La proximité d'un grand centre se traduit par la croissance des emplois non agricoles dans leur population active et des migrations journalières de travail. C'est le cas des bourgs de la couronne externe de l'aire métropolitaine de Valencia ou de la Plana de Castellón. Mais ils peuvent aussi se trouver sur les marges de l'espace irrigué, à l'écart des centres et des axes de communication, comme Carlet ou Villanueva de Castellón.

### 3. Un zonage urbain marqué par l'histoire des huertas

La morphologie urbaine est un excellent réactif de l'histoire sociale et économique des huertas, qu'on peut lire assez aisément dans le cheminement à travers les agglomérations ou dans la pratique des photographies aériennes. Pour ce qui est de la période récente et actuelle, l'espace urbain est fortement marqué par la dualité des fonctions et des groupes sociaux: selon que l'ancienne relation à la terre conserve une grande importance, ou que la croissance urbano-industrielle des vingt dernières années l'emporte, l'aspect actuel de la ville en est considérablement changé (voir Annexe 5, fig.78, p.342).

#### a. Le centre historique

C'est le "casco antiguo", qui correspond en général à l'extension de la ville jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire avant l'évolution économique liée à l'arrivée du chemin de fer et à l'essor de l'agriculture d'exportation. C'est une évolution identique à celle des villes françaises du Vaucluse ou du Roussillon, à cette différence près que les transformations économiques ont été moins fortes, et la croissance postérieure à l'arrivée du chemin de fer, plus modeste.

C'est donc la zone la plus marquée par les formes traditionnelles de la relation ville-huerta: vieux hôtels particuliers des anciennes familles de propriétaires terriens, souvent blasonnés, à portail et balcon, regroupés le long de la grande rue ("calle mayor") ou de la place ("plaza mayor"), autour de laquelle s'élèvent la cathédrale et la mairie ("ayuntamiento"). C'est le lieu ancien des commerces et des cafés, autour d'une place souvent agrémentée d'une fontaine. Autour, c'est le dédale des petites rues qui vont vers la campagne, le long desquelles s'alignent des maisons identiques, semblables à celles des villages, dans un cadre à

peine plus urbain: c'est l'habitat des petits agriculteurs, des journaliers, des immigrés récents venus de l'Espagne méridionale. Dans les villes au passé historique moins affirmé, la mairie est souvent à la périphérie du quartier ancien, et marque la transition avec les zones de croissance moderne, dans lesquelles on peut distinguer deux étapes.

#### b. La périphérie ancienne

Sous l'effet de l'essor des cultures irriguées et de l'économie agricole d'exportation, les villes des huertas se développent à un rythme lent et plus ou moins régulier, de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup>. Les activités de commerce et de service liées à l'agriculture forment un nouveau quartier, qui s'installe à la sortie du bourg la mieux située dans le système des relations avec l'extérieur, à proximité immédiate de la gare, ou sur le chemin de la gare: il s'agit essentiellement d'entrepôts d'expédition des agrumes et d'ateliers de réparation de machines agricoles. En périphérie, de nouveaux quartiers d'agriculteurs et d'ouvriers agricoles apparaissent, mais la croissance spatiale reste faible, par suite du prix très élevé de la terre agricole. Cela conduit déjà à des agglomérations très "tassées", peu aérées, comme Sueca ou Burriana. Lorsque l'agglomération est proche du secano, il y a création de quartiers satellites pauvres sur les terres et les pentes sèches, là où le prix du sol n'est pas un obstacle: les "grupos" de Castellón, les "colonias" d'Alcira.

#### c. La périphérie récente et actuelle

Avec le développement rapide des fonctions secondaires et tertiaires dans les années 1960 et 1970, de nouveaux quartiers, plus ou moins planifiés, se greffent sur l'agglomération existante. Alors que la période d'économie autarcique de 1940 à 1950 avait été marquée par une croissance très faible des villes, et même un renforcement de leur caractère rural et agricole, c'est une véritable explosion démographique qui marque les villes de huerta: on dresse des plans d'urbanisme ambitieux, on ouvre des avenues. Celles-ci attirent les nouveaux services, les nouveaux commerces et les nouveaux riches: cadres, fonctionnaires, professions libérales, industriels et commerçants d'exportation. Mais le sol reste cher, le parcellaire étroit et les nouveaux immeubles collectifs sont souvent élevés et denses. En même temps, les nouvelles catégories sociales d'ouvriers et d'employés sont logées dans des collectifs de type H.L.M., qui fleurissent rapidement au hasard des programmes subventionnés et de la spéculation foncière. Le décor est peu urbanisé et les rues non asphaltées et sans trottoirs se terminent en cul-de-sac sur la huerta omniprésente.

Les zones d'activités se développent en périphérie sous la forme de zones

industrielles et commerciales, à proximité des principaux accès de l'agglomération (photo.5, p.68). Si la ville possède un port, le quartier portuaire se développe et l'axe qui le relie à la ville tend à s'urbaniser de façon continue.

### Conclusion

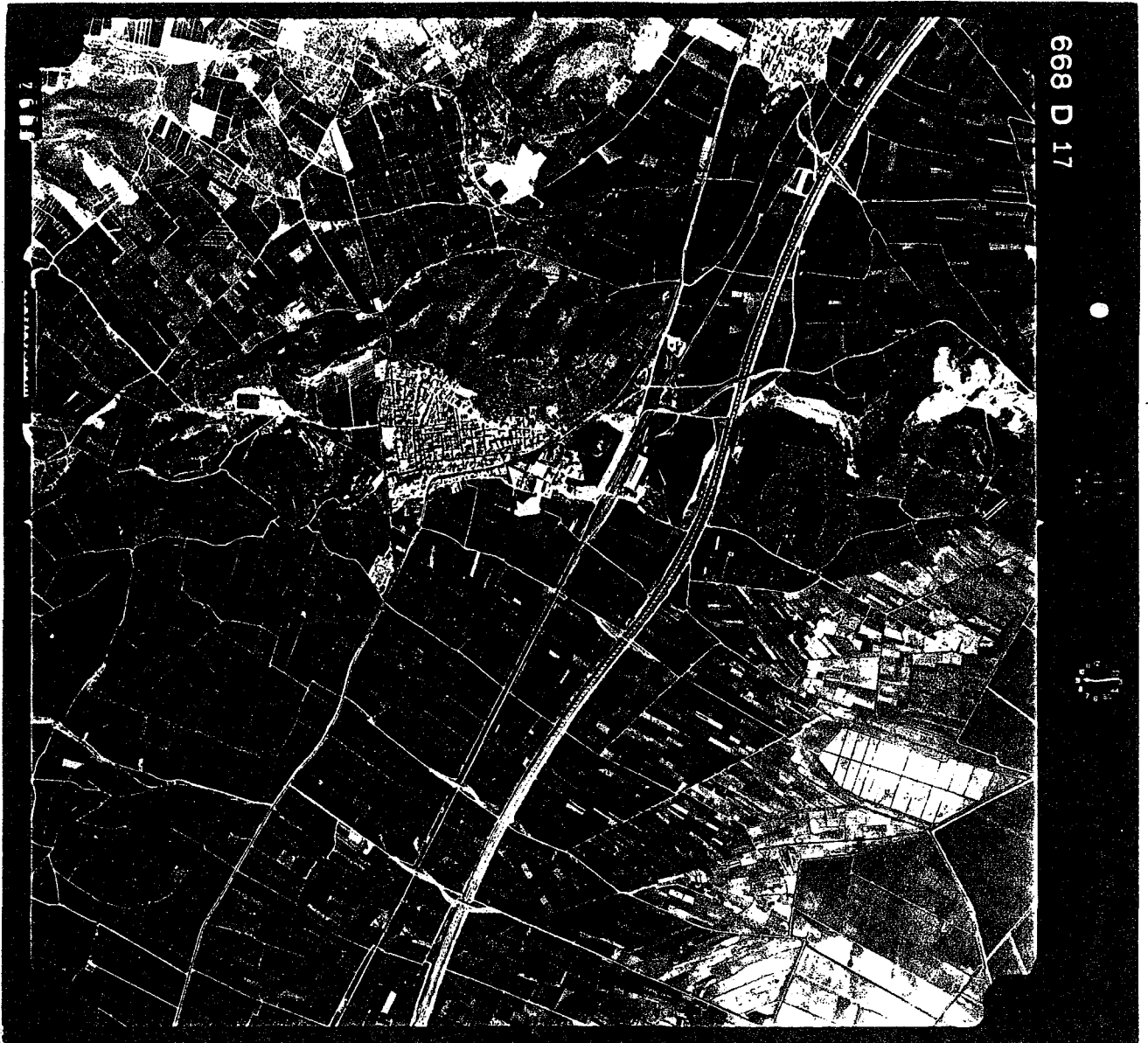
Les huertas valenciennes présentent donc des agglomérations rurales encore fortement agricoles, mais aussi bien équipées en services et même en industries. Par la taille de ces agglomérations, on est proche des villes d'agriculteurs de l'Espagne du sud, mais par la structure professionnelle et les équipements, on est proche des petites villes des huertas plus septentrionales de Catalogne et de la France méditerranéenne.

La difficulté même de séparer clairement le rural de l'urbain dans les zones irriguées montre que l'agriculture irriguée situe les agriculteurs dans des espaces relativement urbanisés, et qu'un grand nombre de ceux-ci se trouvent habiter des communes qu'on peut qualifier d'urbaines ou de péri-urbaines. En effet, l'évolution récente et la dynamique des petites villes tendent à "dé-ruraliser" une bonne partie des communes de l'espace irrigué, en les intégrant dans ce qu'on appellerait en France des "zones de peuplement industriel et urbain". L'espace rural est de moins en moins agricole, et les agriculteurs sont ici les plus nombreux dans des espaces qui sont de moins en moins ruraux.

## CONCLUSION DE LA 1<sup>o</sup> PARTIE

L'organisation actuelle de l'espace rural valencien présente tous les traits des agricultures irriguées méditerranéennes: intensivité des systèmes de production agricoles, accumulation du travail et des hommes sur une terre limitée, intensité des rapports fonciers entre la ville et la campagne, économie ouverte depuis longtemps sur l'extérieur. Mais cette image de la huerta n'a rien de "classique", si on considère les rapports de production et de travail au sein des communautés villageoises. Alors qu'ailleurs, en Espagne comme en Europe, la taille des exploitations agricoles augmente, le capital se substitue au travail et l'exploitation devient de plus en plus familiale, on se trouve ici en présence d'une situation particulière: des exploitations qui restent petites ou qui se morcellent encore, une forme lente et nuancée de mécanisation, la prédominance chez les agriculteurs d'une condition mixte d'exploitant-salarié peu commune. Elle fait de l'agriculteur valencien une sorte de "Maître Jacques" obligé de tirer parti de toutes les possibilités d'emploi dans et hors de l'exploitation, dans et hors de l'agriculture. On est loin de l'exploitation familiale au sens français de l'expression, telle qu'elle se maintient et se renforce dans les périmètres irrigués de la France méditerranéenne: celle-ci n'est pas absente, surtout dans les zones maraîchères, mais elle est globalement minoritaire. Elle cède la place à un système complexe d'échange de travail et de salaires, entre les exploitations paysannes et les exploitations citadines.

Cette complexité ne peut être dénouée que si on considère qu'elle est à la fois le signe d'une longue histoire et de mutations actuelles en cours: c'est la marque d'une imbrication entre un héritage agricole profondément inscrit dans les structures régionales, et des transformations économiques récentes et considérables. C'est la superposition, la combinaison de deux types d'organisation spatiale, l'une agricole et ancienne, l'autre industrielle, urbaine et récente, qui nous servira de fil conducteur dans notre analyse.



1 km

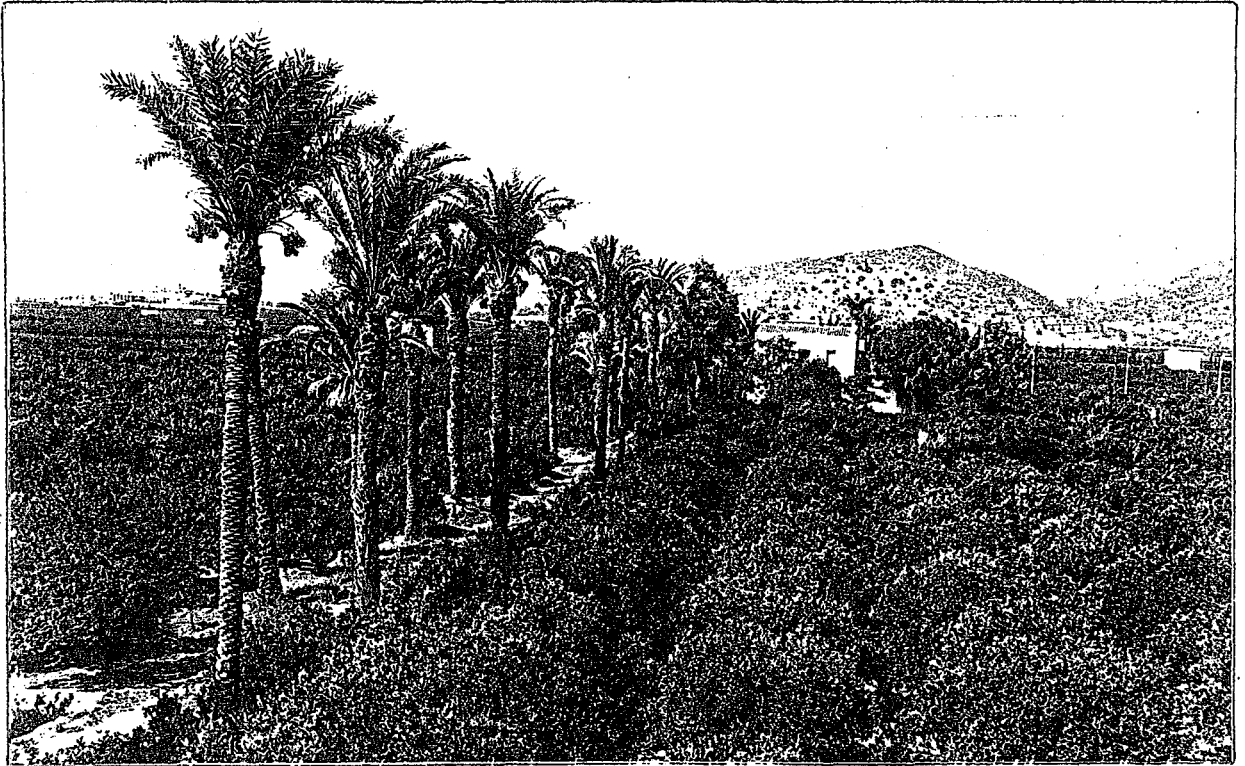
Cliché AZIMUT-Ministerio de Agricultura, août 1977.

Photo.1: La plaine littorale à Almemara (sud de la province de Castellón).

Les formes d'occupation agricole de l'espace irrigué sont disposées en bandes parallèles, des collines vers la mer:

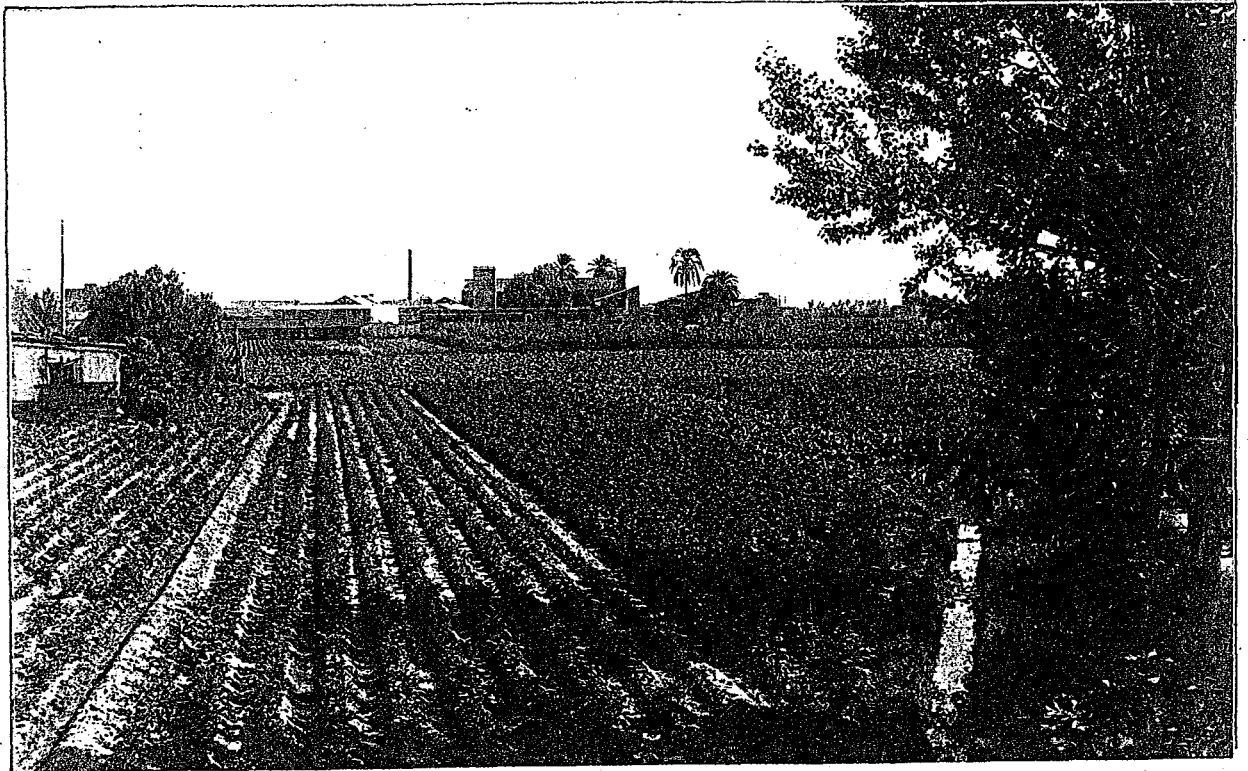
- les agrumes à l'ouest, sur les basses pentes (vergers en terrasses irrigués par des puits) et dans la huerta traditionnelle (parcelles en lanières)
- les cultures de huerta au centre, qui débordent sur la marjal;
- la marjal à l'est, qui est occupée ici par de petits exploitants (cultures saisonnières) et par le grand domaine de Casa Blanca (vergers, rizières, élevage), propriété d'un exportateur d'agrumes.





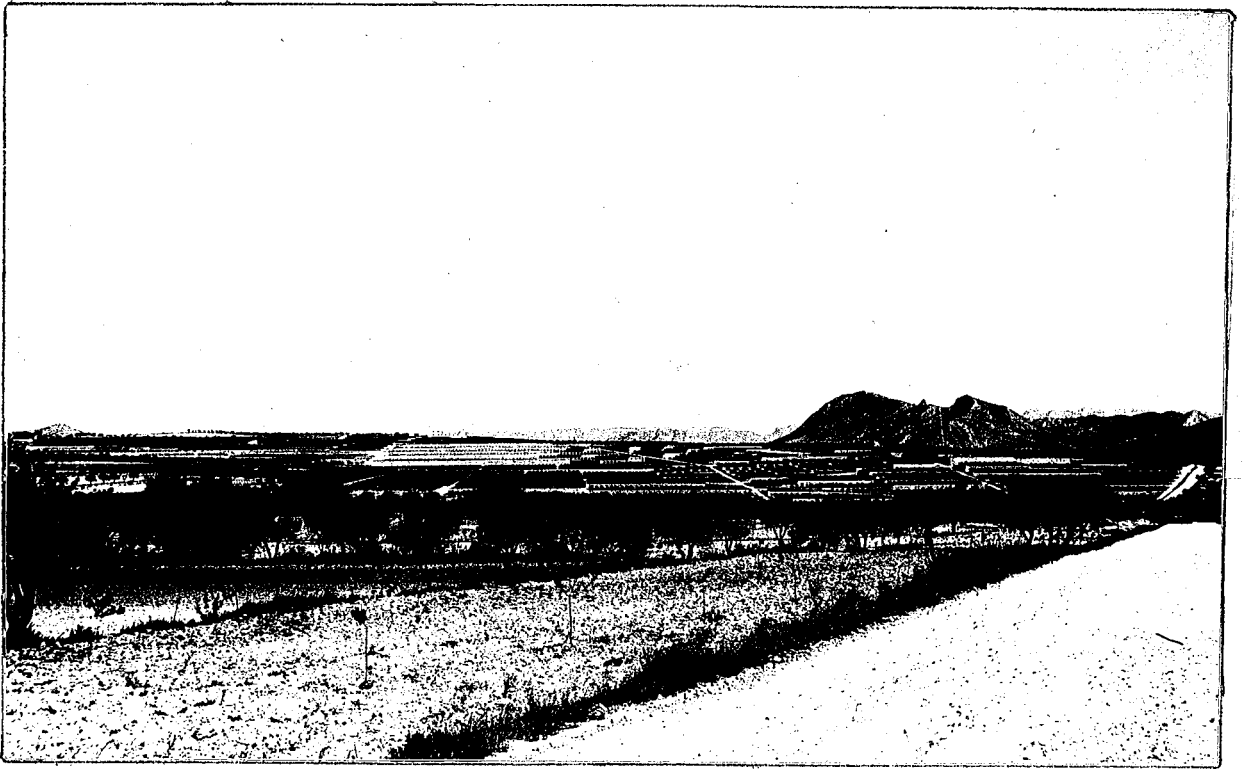
Cliché de l'auteur, 1975

Photo.2: Un huerto d'agrumes traditionnel dans la plaine littorale au nord de Valencia (commune de Puzol)



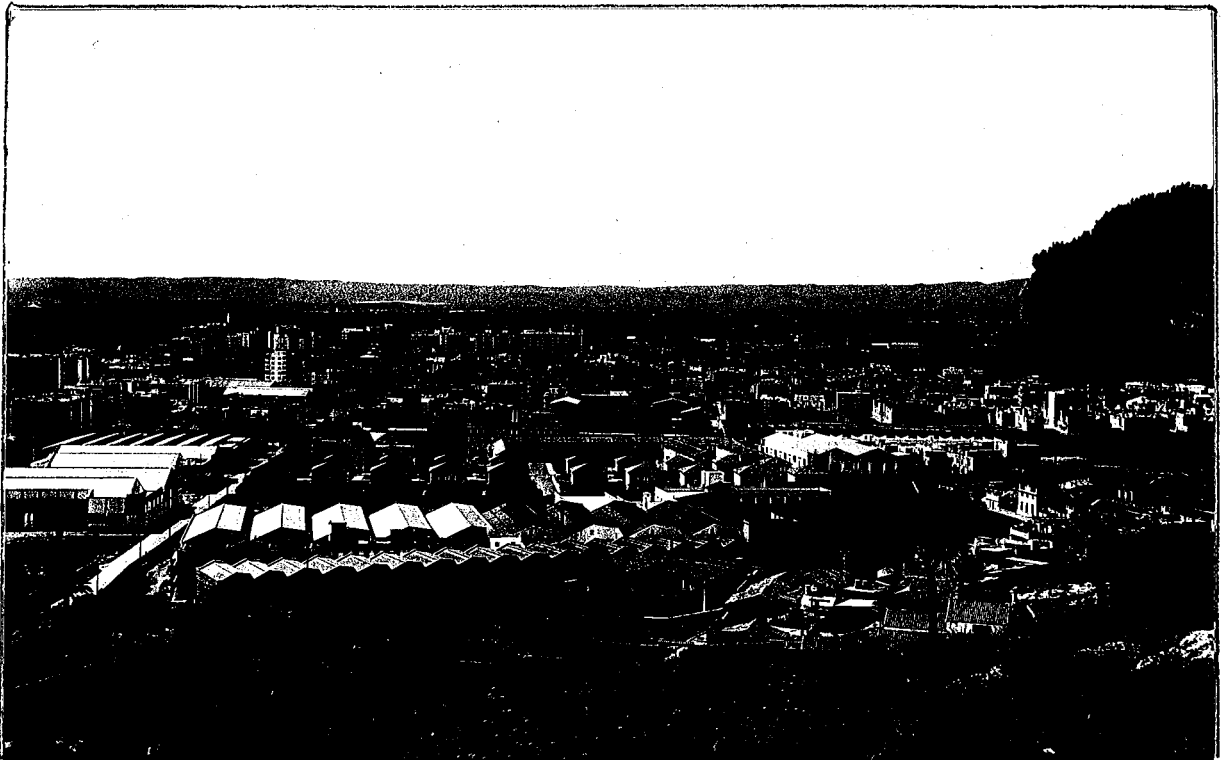
Cliché de l'auteur, 1977

Photo.3: Un paysage historique: la Huerta de Valencia.  
Irrigation gravitaire, cultures maraichères, habitat dispersé (alquería)



Cliché de l'auteur, 1975

Photo.4: Une grande exploitation d'agrumes: la finca "Ferry", propriété d'un industriel du textile de Canals. Sur les basses collines marneuses du couloir de Montesa, les vergers en terrasses, irrigués pas puits, tranchent par leur géométrie sur le paysage de secano traditionnel du premier plan.



Cliché de l'auteur, 1975

Photo.5: Alcira, l'ancien et le nouveau dans le panorama urbain (vue prise vers l'ouest depuis la Muntanyeta). La partie ancienne est peu visible, au milieu des immeubles collectifs et des nouveaux quartiers d'industries et d'entrepôts.

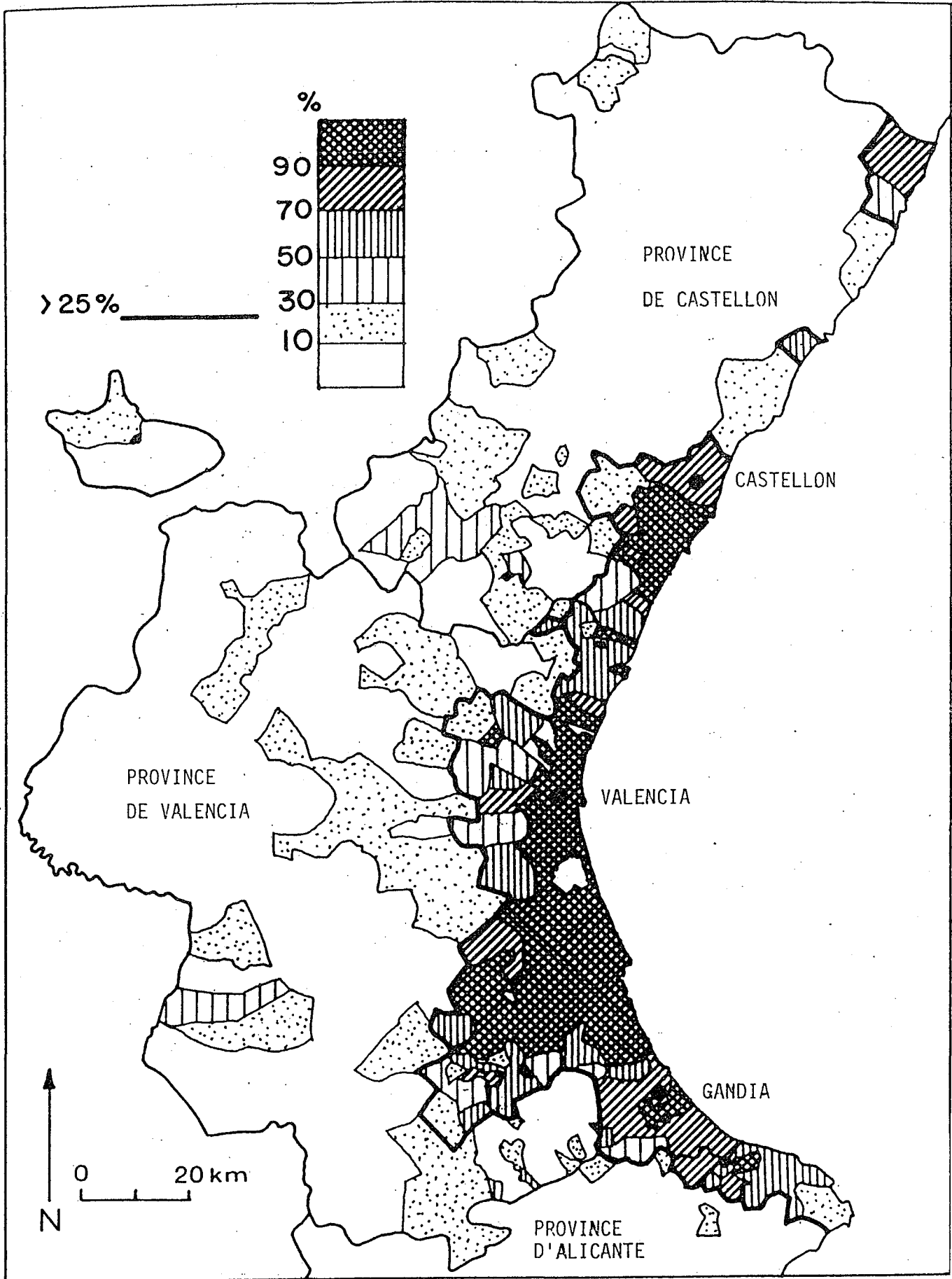


Fig.1: Les surfaces irriguées et les limites du terrain d'étude.  
Part (%) de la surface irriguée dans la surface cultivée des communes  
en 1970.  
Source: C.O.S.A. Valencia, 1973.

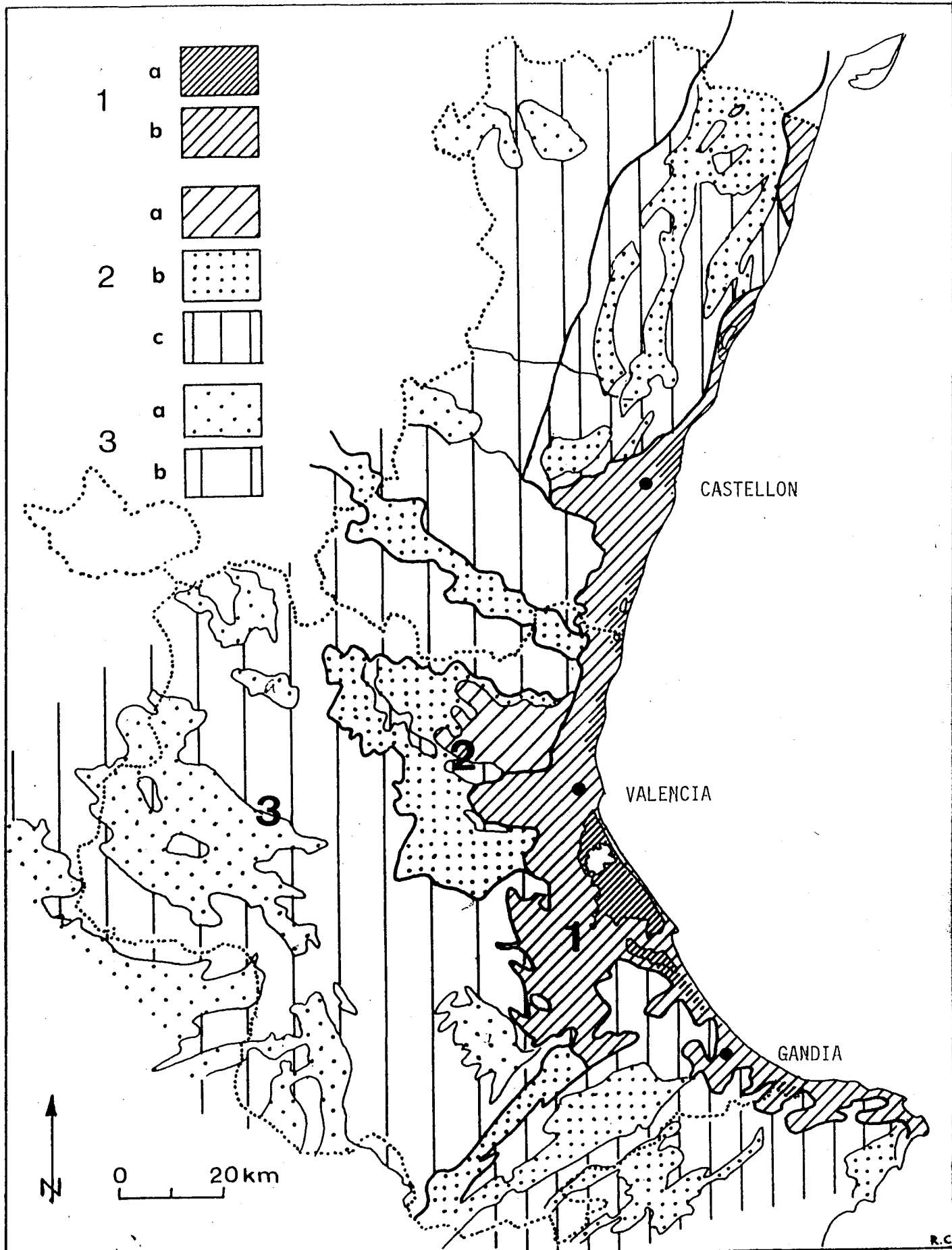


Fig.2: Les zones homogènes d'après l'interprétation des images LANDSAT (1979)  
-1: Plaine littorale, -a: zone côtière humide (lagunes, marécages, rizières),  
-b: plaine où dominent les orangeraias et les cultures irriguées.  
-2: Zone intermédiaire: piémonts et sierras littorales, -a: espaces irrigués,  
-b: cultures sèches, -c: collines et sierras (végétation naturelle plus ou moins dégradée et roches à nu)  
-3: Zones intérieures, -a: bassins et plateaux cultivés, -b: massifs boisés

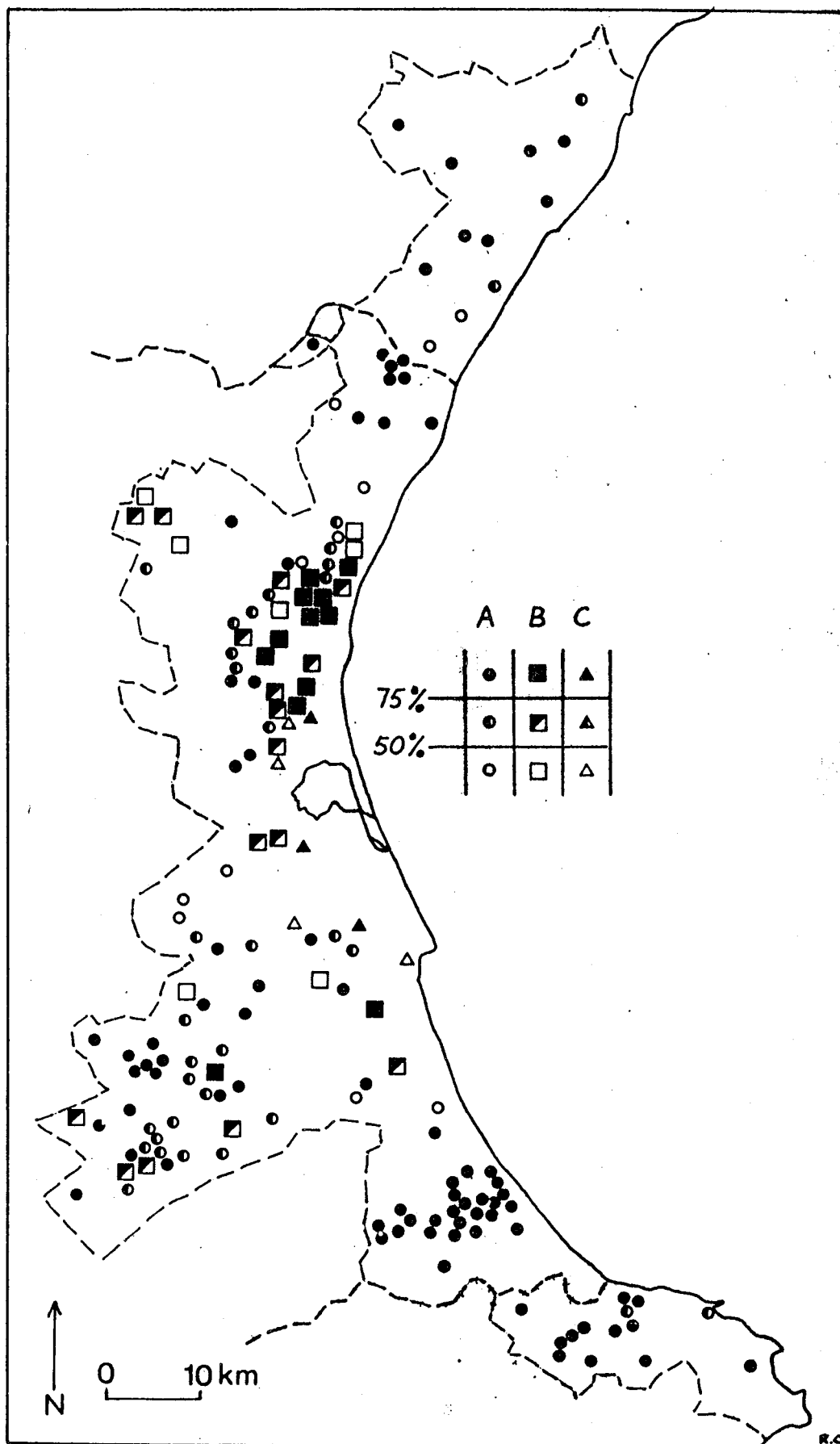


Fig.3: Les cultures dominantes dans les communes irriguées  
Part des agrumes (A), des cultures de huerta (B) et des  
rizières (C) dans les surfaces cultivées en 1970.  
Source: C.O.S.A. Valencia, 1973.

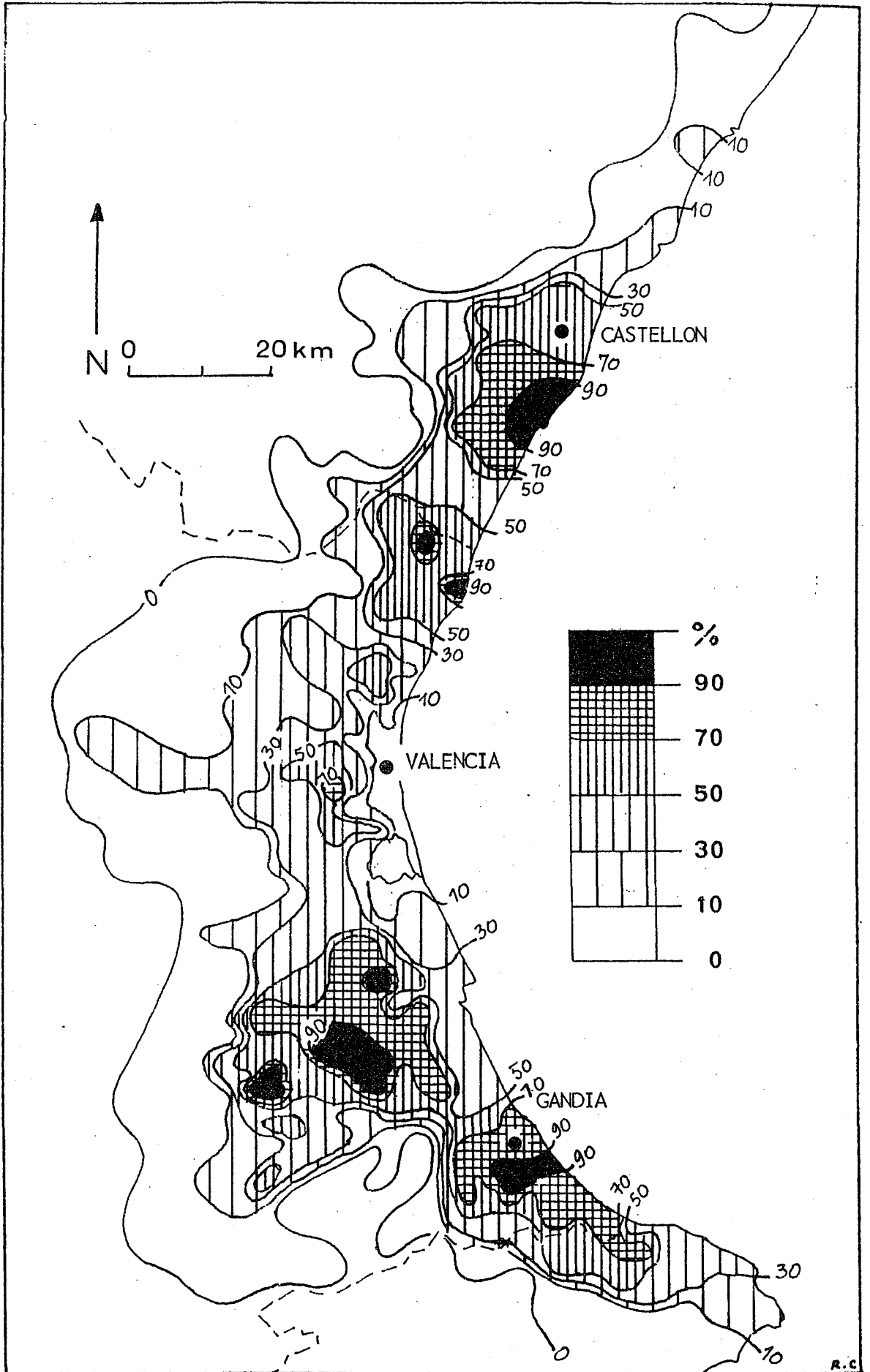


Fig.4: Les agrumes dans les surfaces cultivées (1970): carte en isolignes des valeurs communales.

Sources: C.O.S.A. Valencia et Alicante, I.N.E. Castellón.

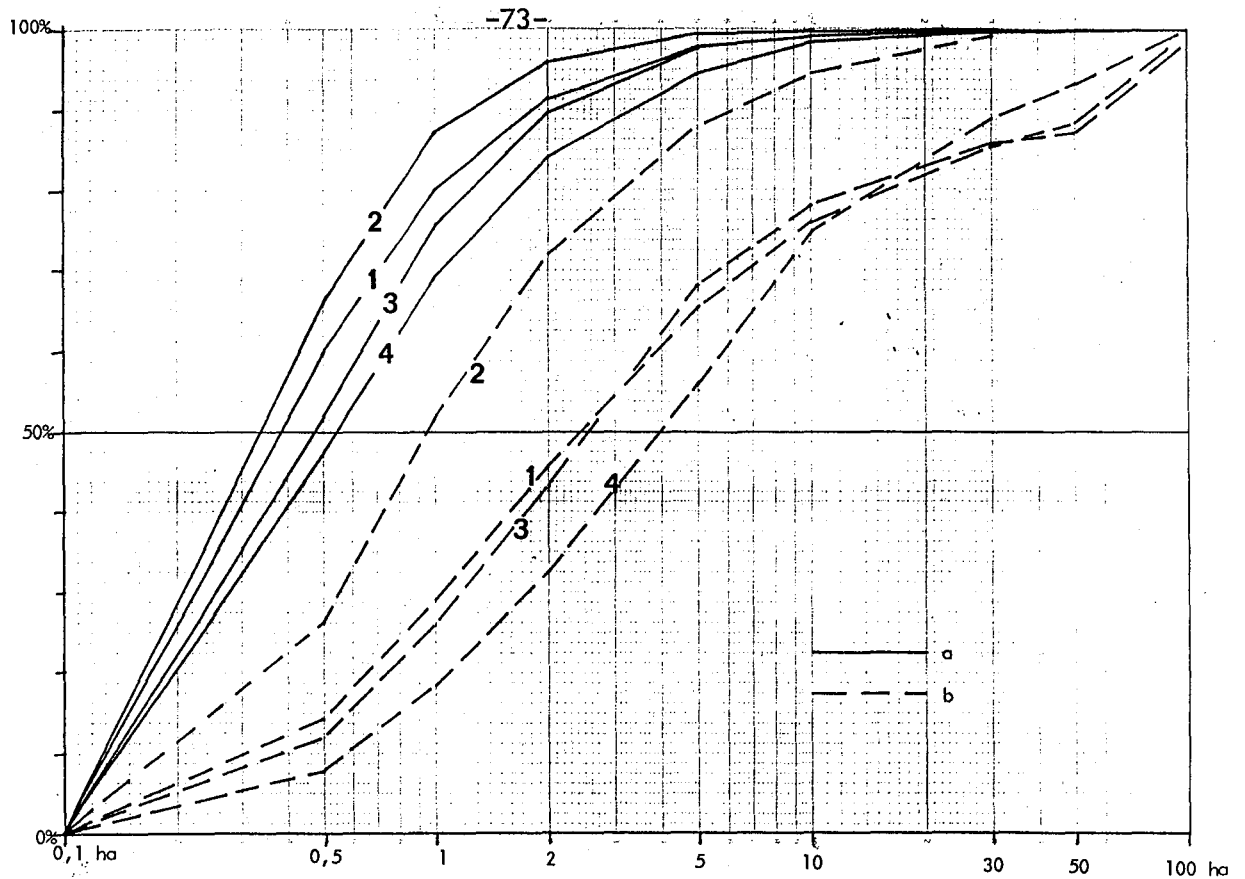


FIG.5A: Répartition des propriétés agricoles dans 24 communes irriguées de la province de Valencia: selon le nombre (a) et selon la surface occupée (b) par chaque catégorie (courbes de fréquence cumulée).  
 -1: 24 communes, -2: communes de la Huerta de Valencia, -3: c. de la Ribera Alta du Júcar, -4: c. de la Ribera Baja du Júcar

Source: Tableau 3, p.91

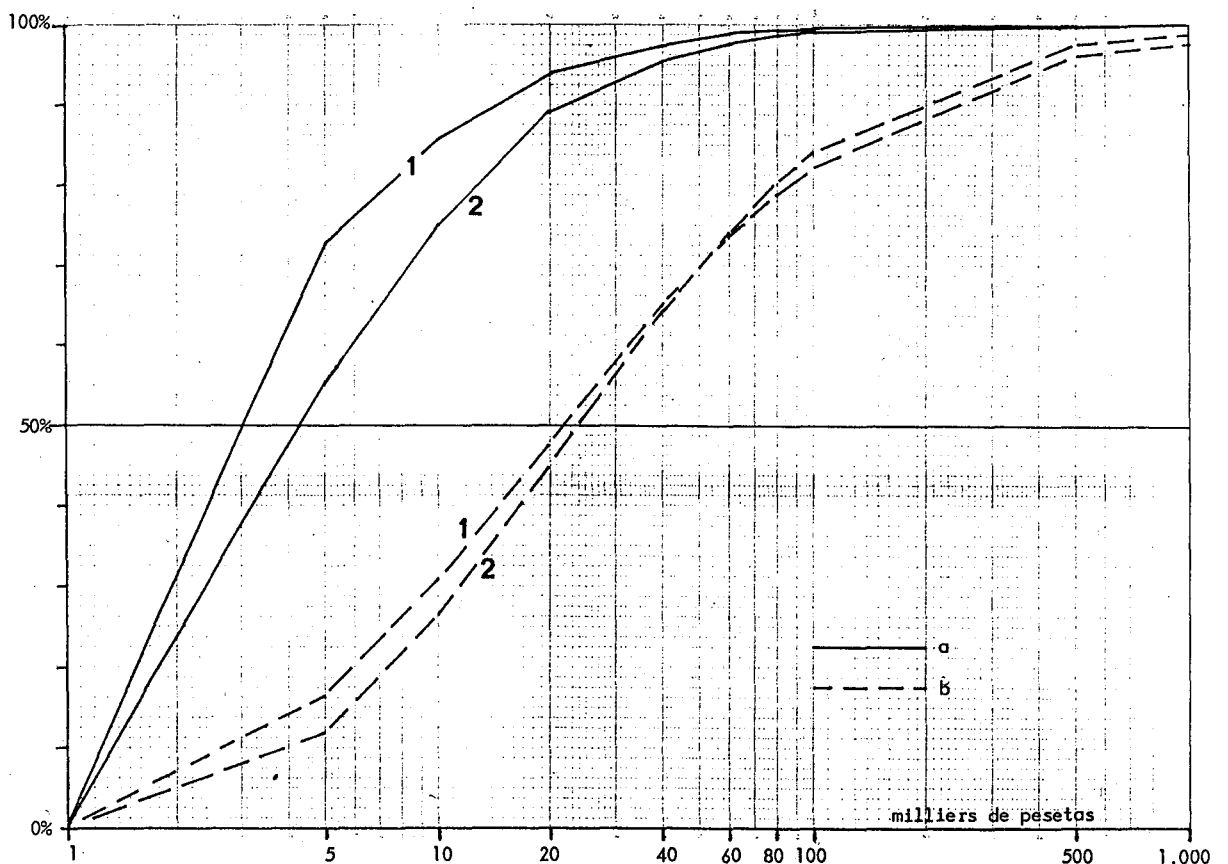


Fig.5B: Répartition des propriétés agricoles selon le revenu cadastral dans la province de Valencia (1) et dans 3 zones irriguées (2): courbes de fréquence cumulée selon le nombre (a) et selon le revenu (b) de chaque catégorie.

Source: Tableau 5 (Cadastre 1976), p.92

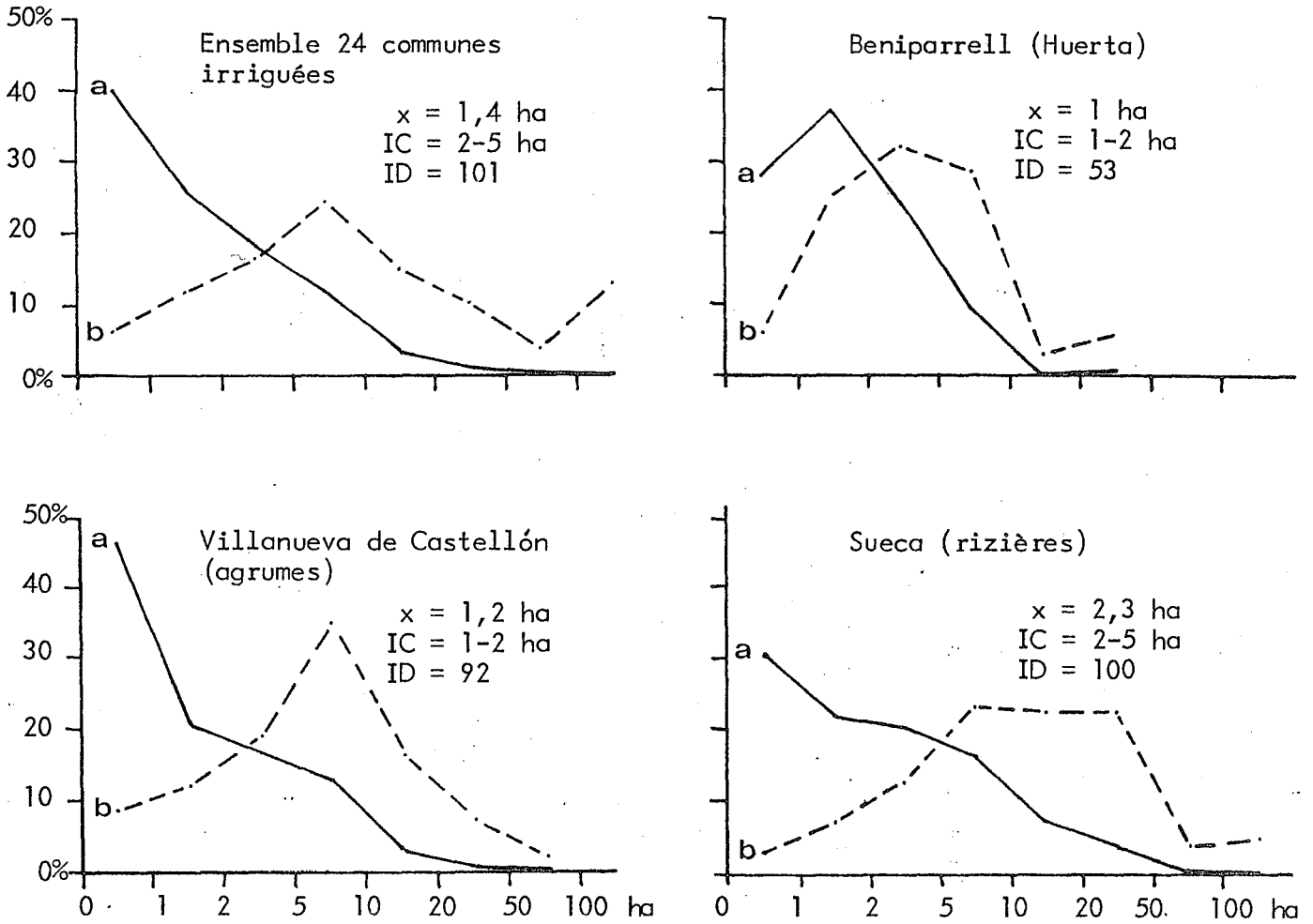


Fig.6: Les exploitations agricoles dans 24 communes irriguées (ensemble) et dans 3 communes témoins: selon le nombre (a) et selon la surface occupée (b) par catégories de taille.

x = surface moyenne, IC = indice de concentration, ID = indice de dispersion

Source: Tableau 6 (Recensement agricole de 1972), p.92

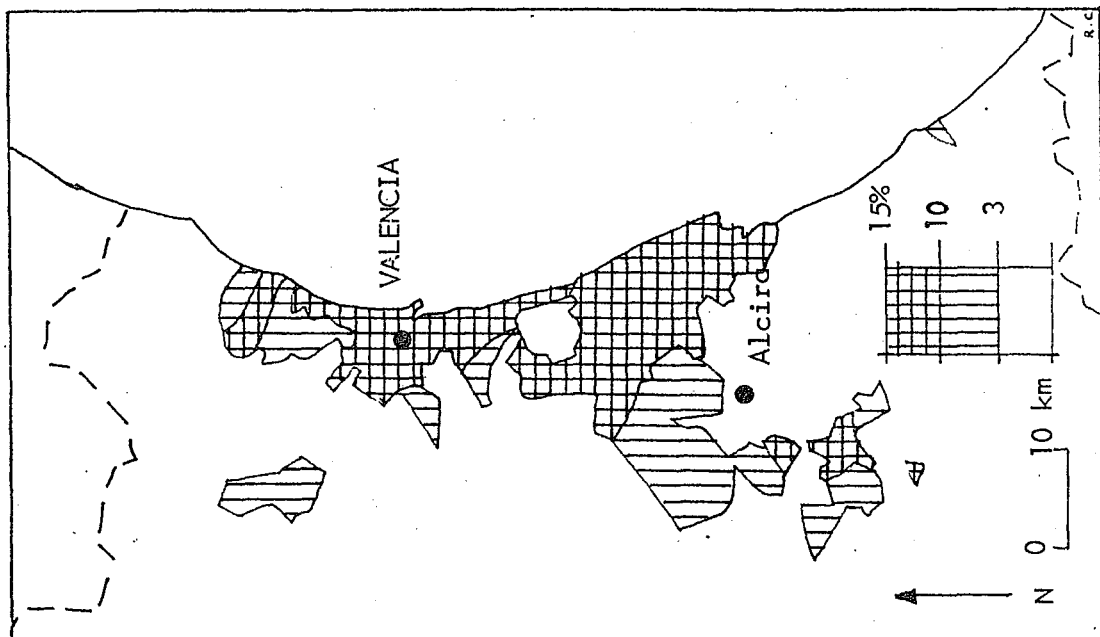


Fig.7: Le fermage dans les zones irriguées de la province de Valencia (en % de la superficie des exploitations par commune)

Source: Censo agrario 1972



Fig.8: Les communes prises en compte dans l'étude cadastrale de l'appropriation foncière des citadins.

Source: Cadastre 1964.

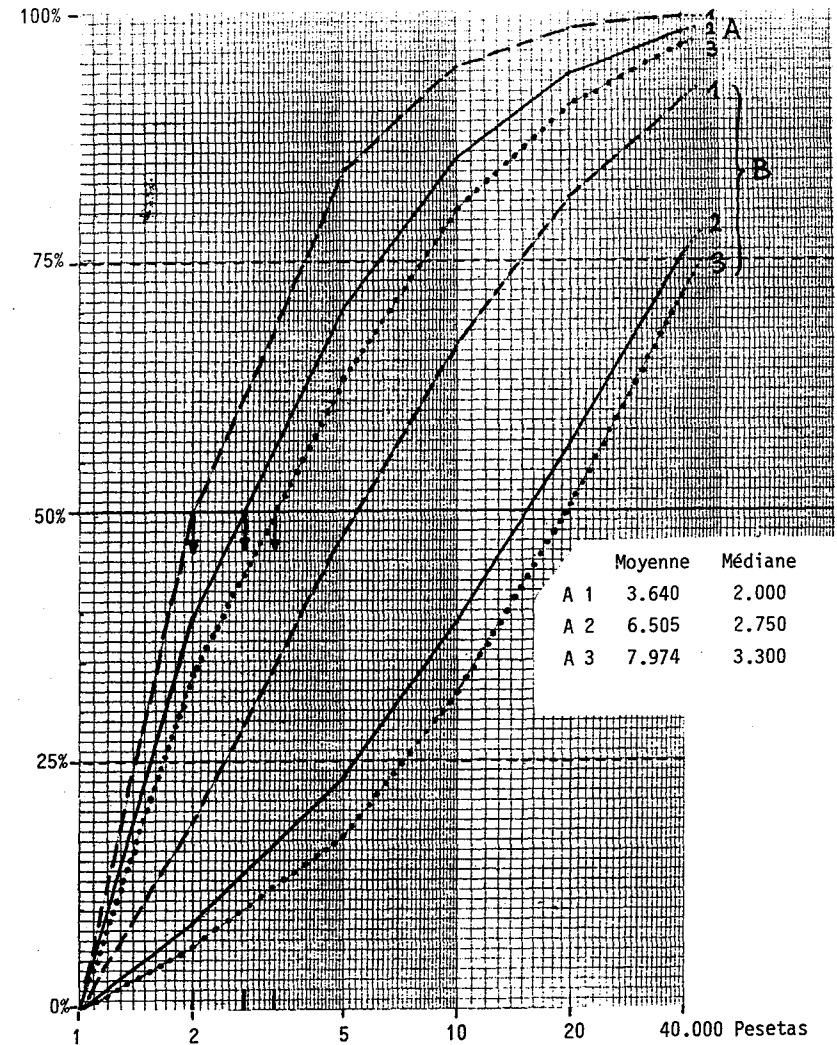
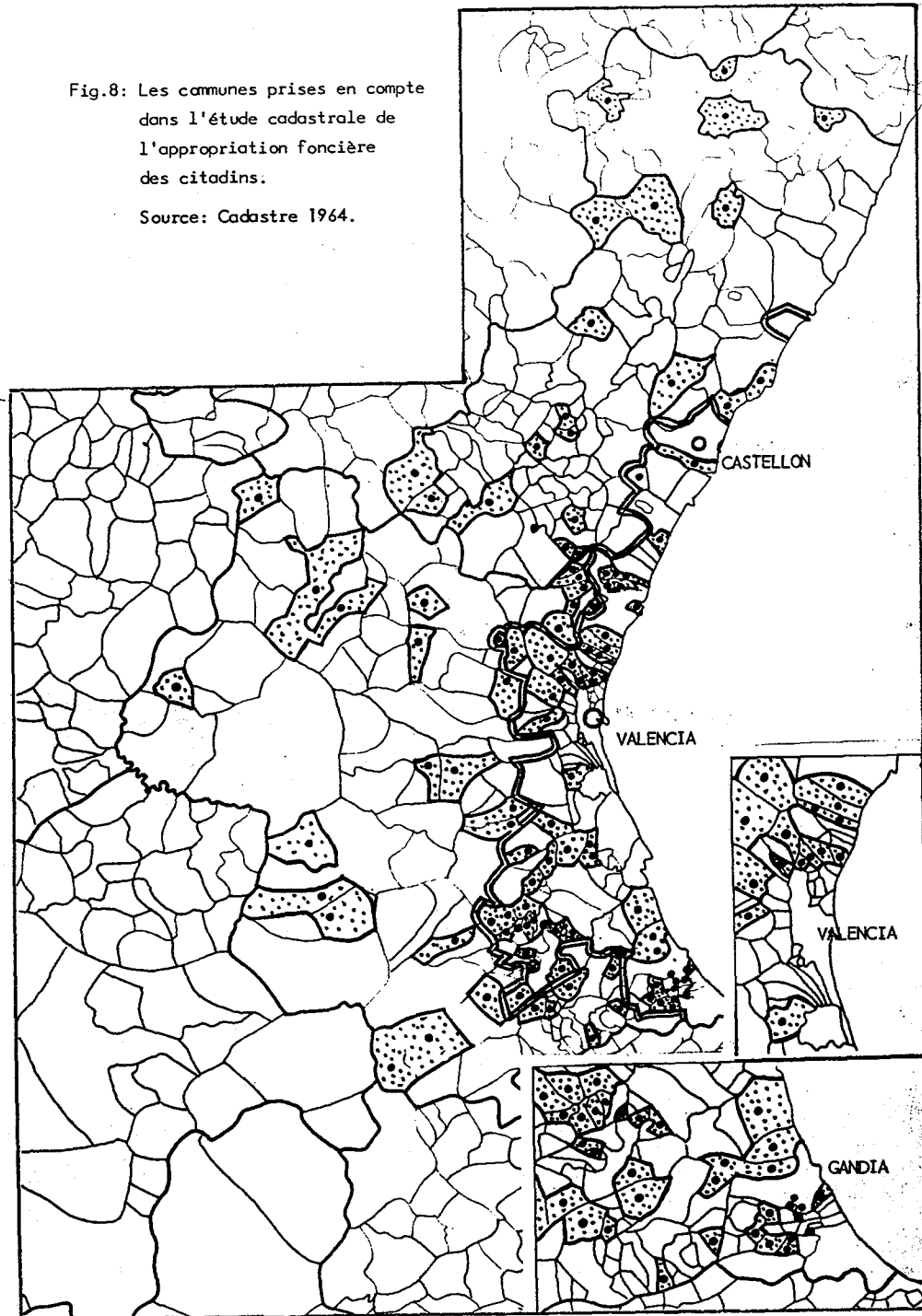
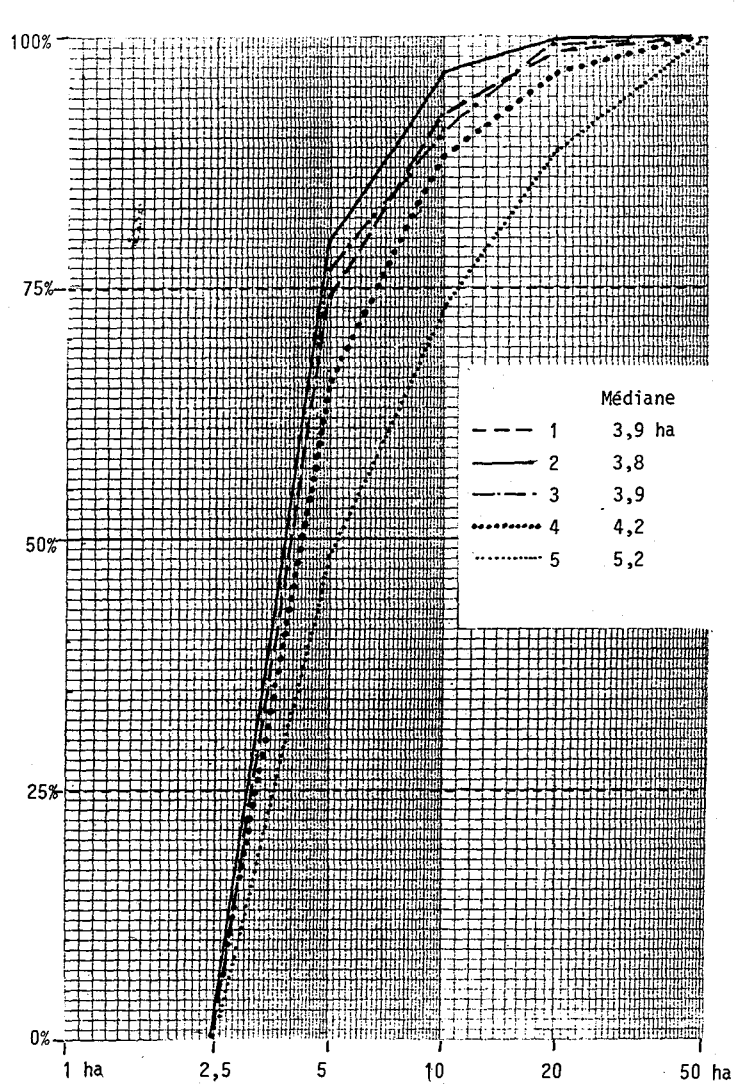
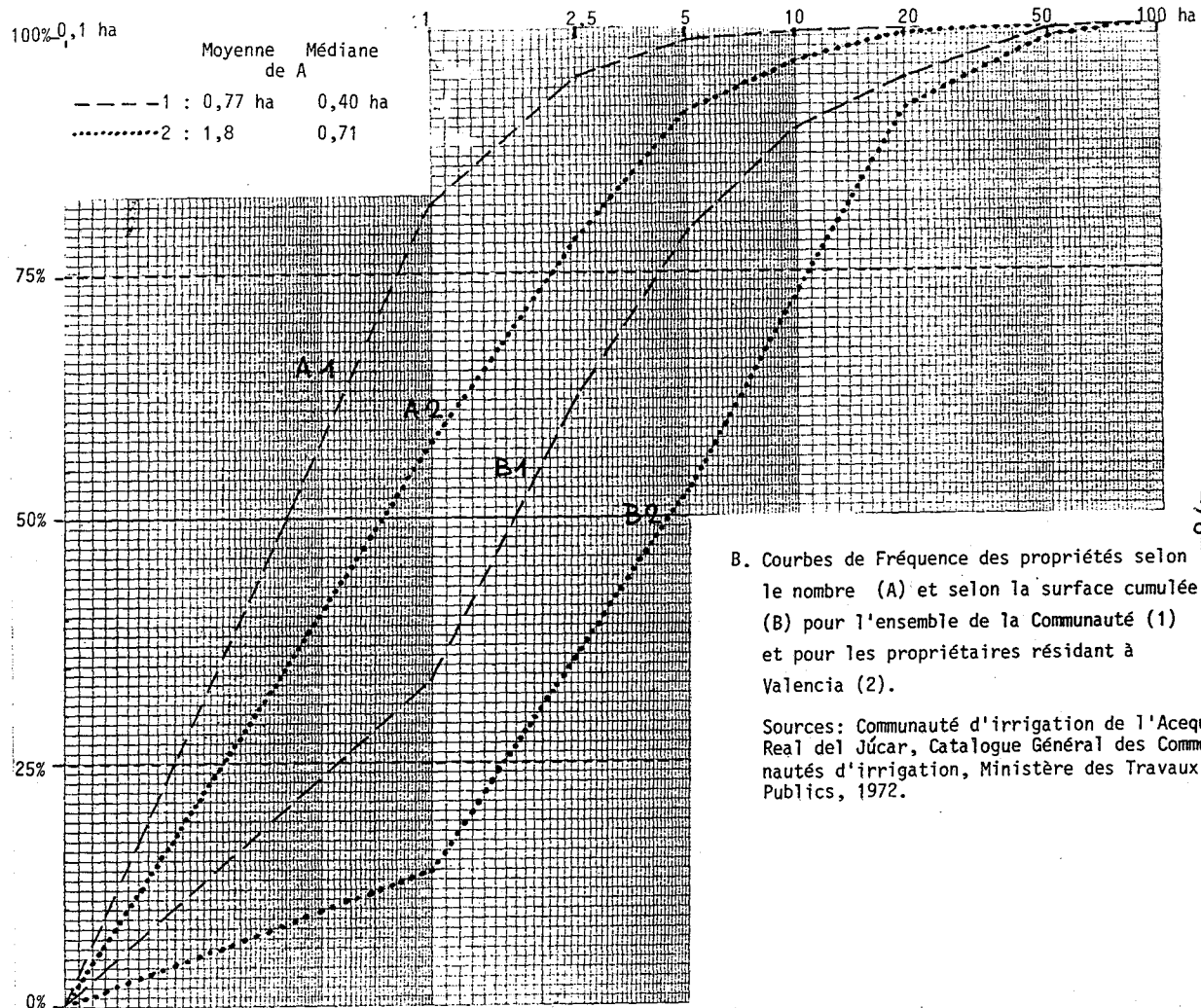


Fig.9: La répartition des propriétés foncières des citadins d'après le revenu cadastral de 1964 (plus de 1.000 pesetas): courbes de fréquence cumulée selon le nombre des propriétaires (A) et selon leur revenu cadastral (B)  
 -1: total de l'échantillon  
 -2: propriétaires résidant dans des communes de plus de 10.000 habitants en 1970  
 -3: propriétaires résidant à Valencia  
 Source: Cadastre 1964.



A. Courbes de fréquence des propriétés de plus de 2,5 hectares selon le lieu de résidence des propriétaires.  
 -1: ensemble des propriétaires de la communauté, -2: propriétaires résidant dans la même commune, -3: propriétaires résidant dans les autres communes de l'Acequia, -4: prop. résidant à Valencia, -5: prop. résidant hors de la province de Valencia.



B. Courbes de Fréquence des propriétés selon le nombre (A) et selon la surface cumulée (B) pour l'ensemble de la Communauté (1) et pour les propriétaires résidant à Valencia (2).

Sources: Communauté d'irrigation de l'Acequia Real del Júcar, Catalogue Général des Communautés d'irrigation, Ministère des Travaux Publics, 1972.

Fig.10: Les propriétés foncières des irrigants dans le périmètre de l'Acequia Real del Júcar (1969)

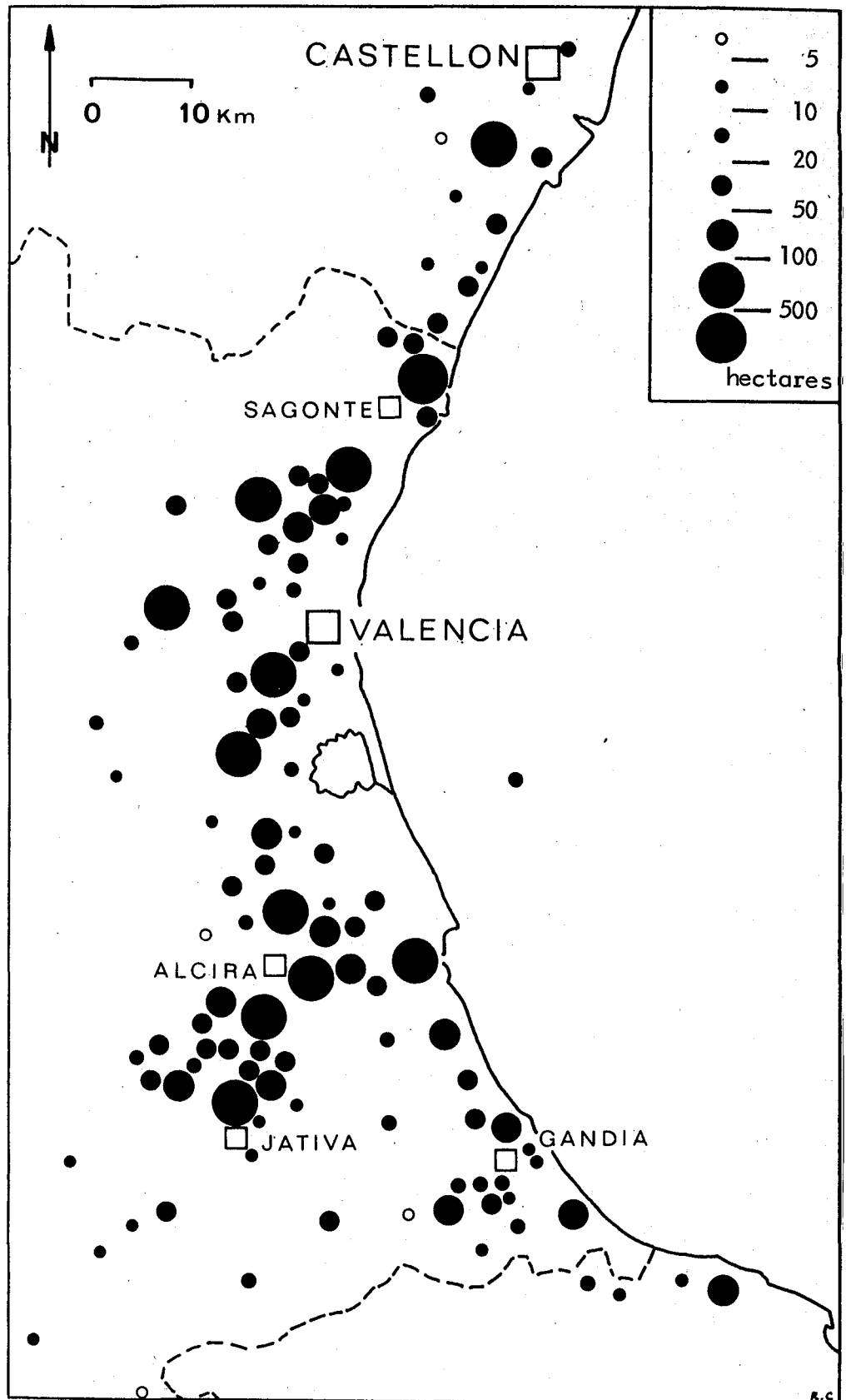


Fig.11: Les vergers d'agrumes appartenant à des propriétaires résidant à Valencia (plus de 100.000 pesetas de revenu cadastral): surfaces totales par commune  
Source: Cadastre 1972.

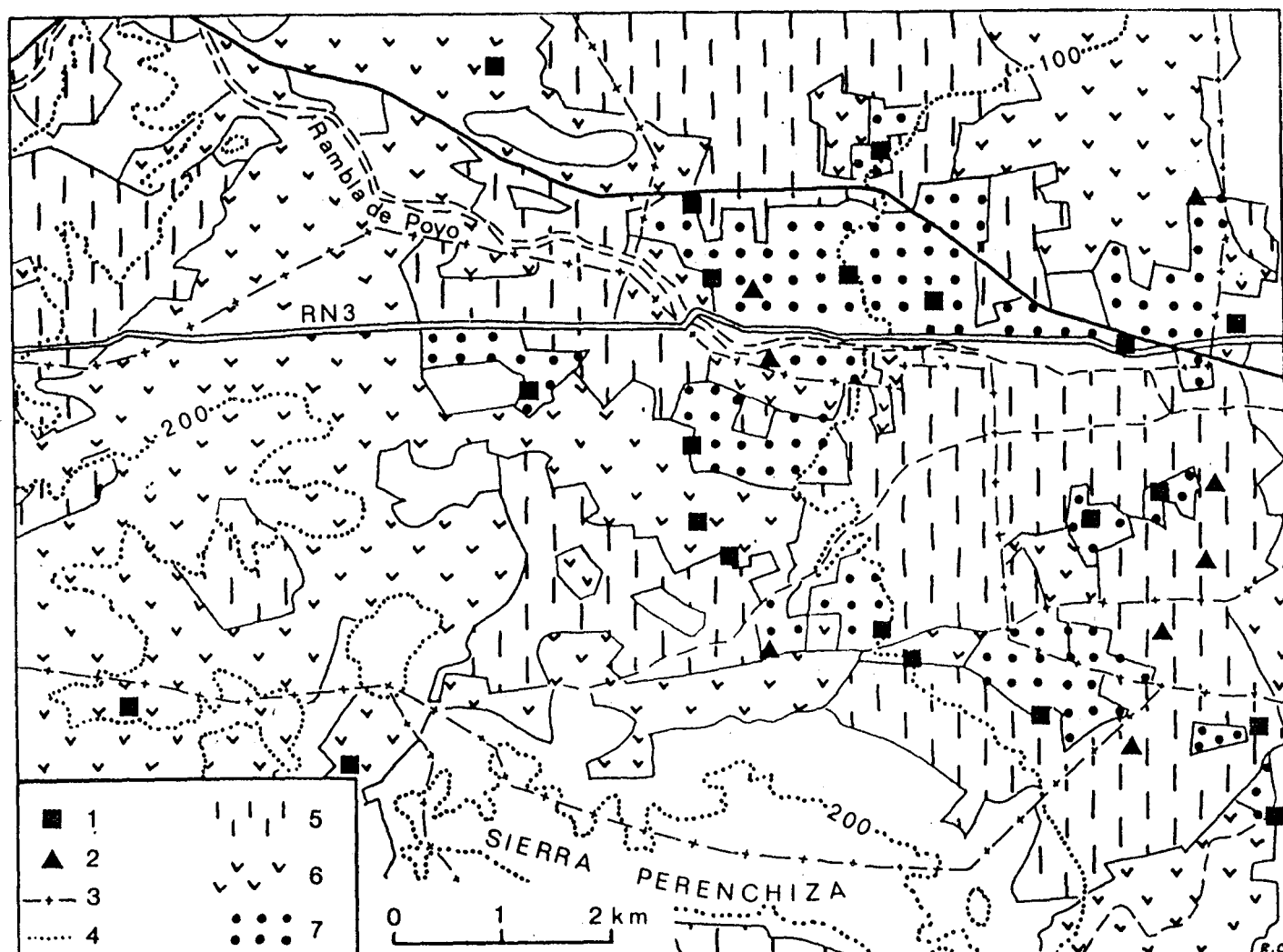


Fig.12: La transformation du Llano de Cuart: du secano aux agrumes  
(D'après la carte au 1/50.000° del'Instituto Geográfico y Castastral, feuille de Cheste,n° 721, 1° edit. 1947).  
-1: Masia (grand domaine), -2: principaux puits, -3: limite de commune,  
-4: courbe de niveau, -5: terres labourées (céréales), -6: vignes,  
-7: agrumes.

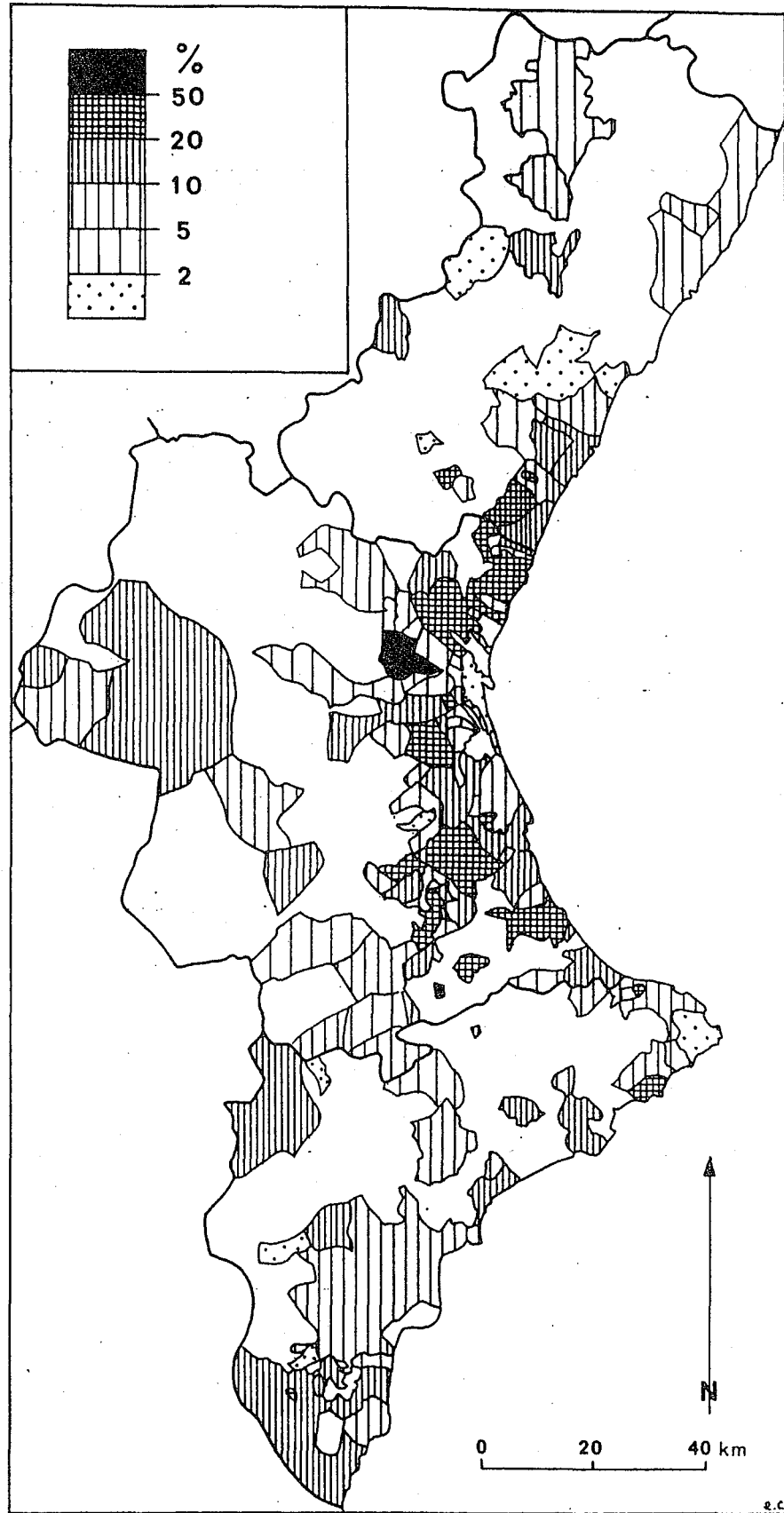


Fig.13: Les grandes propriétés des citoyens dans la Région Valencienne en 1972: part des propriétés de plus de 100.000 pts de revenu cadastral, appartenant à des citoyens (villes de plus de 10.000 habitants), dans le revenu cadastral des communes.  
Source: Cadastre 1972.

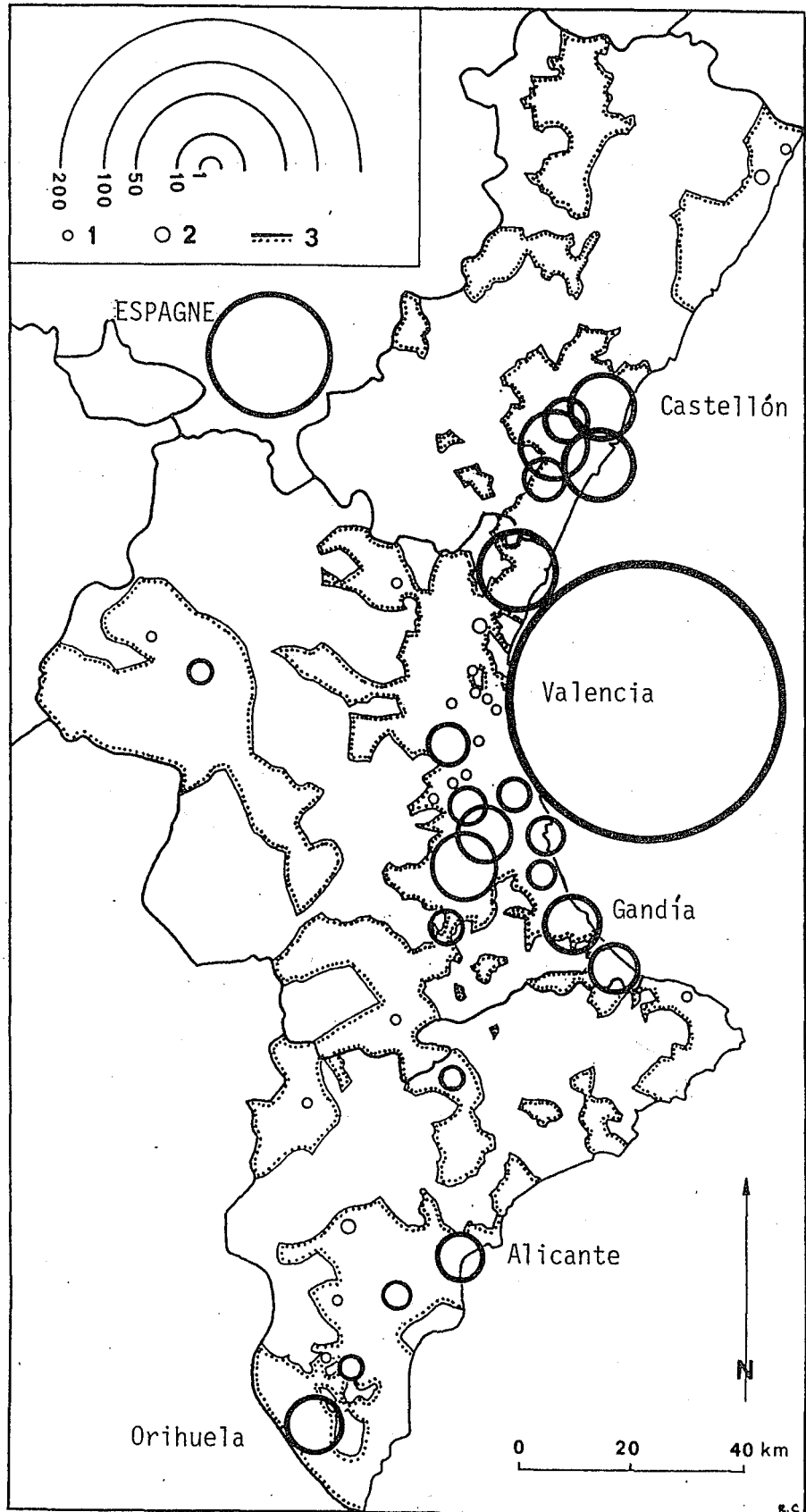


Fig.14: Le poids foncier des villes de plus de 10.000 habitants: somme du revenu cadastral des grandes propriétés (plus de 100.000 pts) des résidents. Cercles proportionnels (en millions de pts), sauf pour 1 (= 0,1 à 0,5 million) et 2 (= 0,5 à 1) .3: limite des communes concernée. Source: Cadastre 1972.

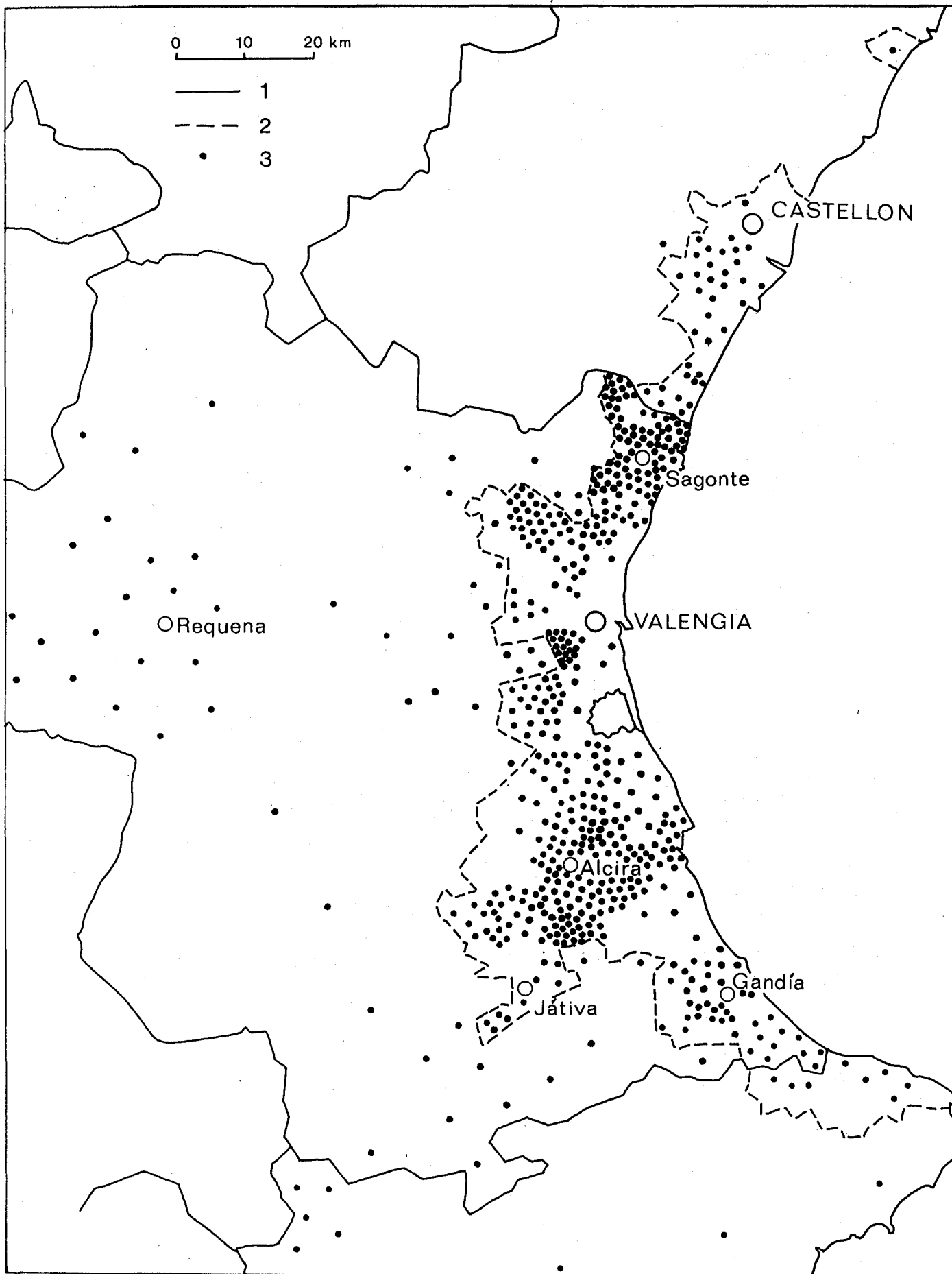


Fig.15: Les grandes propriétés (plus de 100.000 pts de revenu cadastral) appartenant à des habitants de Valencia (1972): -1: limite de province, -2: limite des communes dont plus de la moitié de la surface cultivée est irriguée, -3: une propriété (localisée dans la commune d'extension principale)



Fig.16: L'appropriation foncière des habitants de Valencia dans les communes de la province (en % de la surface cultivée communale)

Source: C.O.S.A. Valencia, 1971.

o = absence de surface irriguée dans la commune

- = absence de réponse à l'enquête

+ = absence de propriétaires valenciens dans la surface irriguée



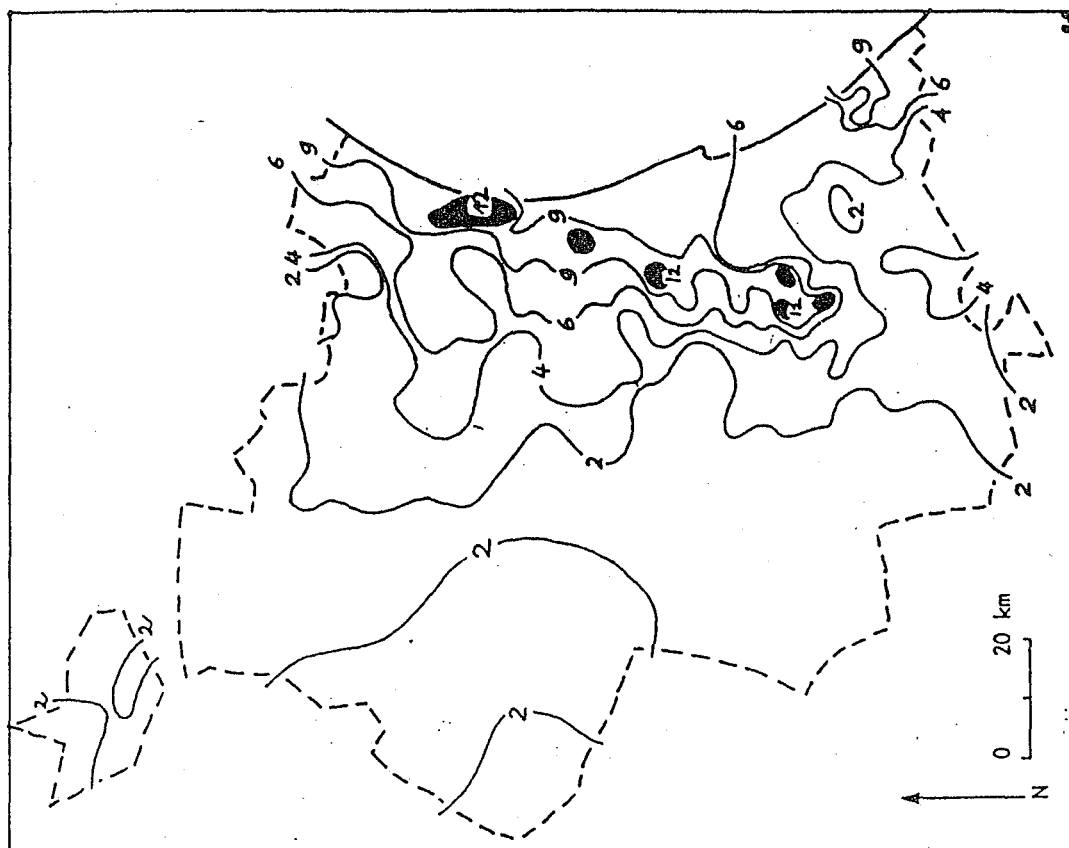


Fig.17: La densité de la production agricole dans la province de Valencia en 1971: carte en isoligne des valeurs communales en milliers de pesetas par km<sup>2</sup> (surface totale)  
Source: Caja de Ahorros, Informaciones, Valencia, 1974.

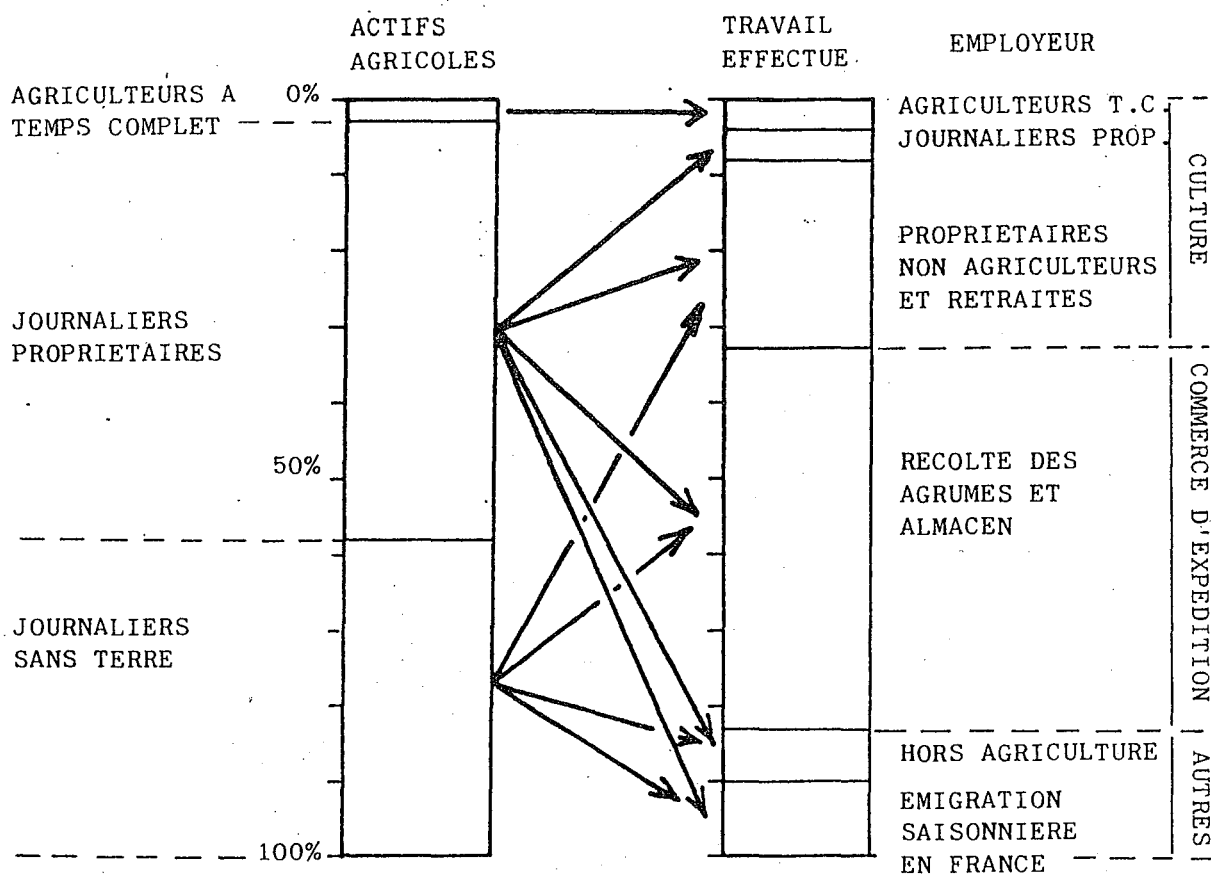


Fig.18: Actifs agricoles et emploi dans une commune agrumicole: Benifairó de Valldigna (1977)  
Source: E. ARNALTE ALEGRE, 1980, pp.370-371.

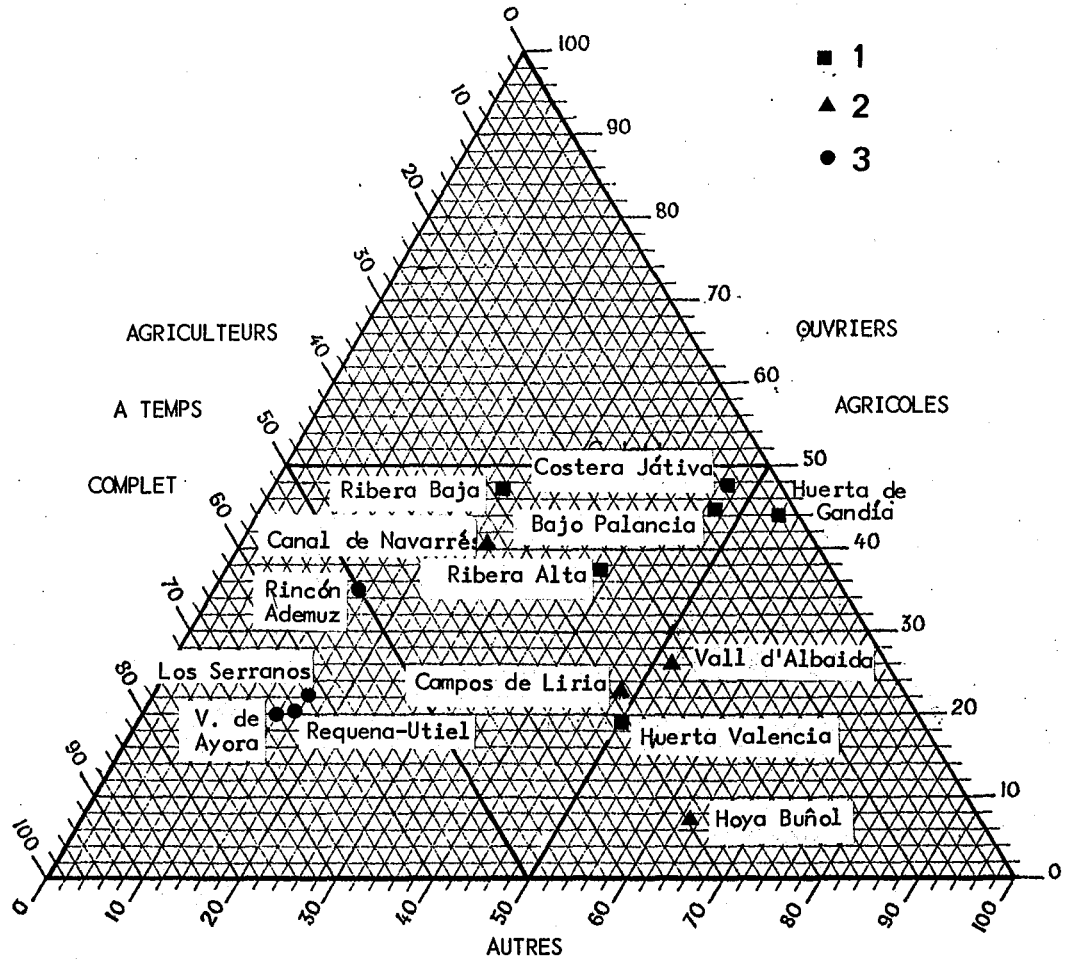


Fig.19: Statut professionnel des exploitants agricoles dans les comarcas de la Province de Valencia en 1976: diagramme triangulaire (-1: comarcas irriguées, -2: secanos intermédiaires, -3: secanos profonds)  
 Source: J. ROMERO GONZALEZ, 1983, p.395.

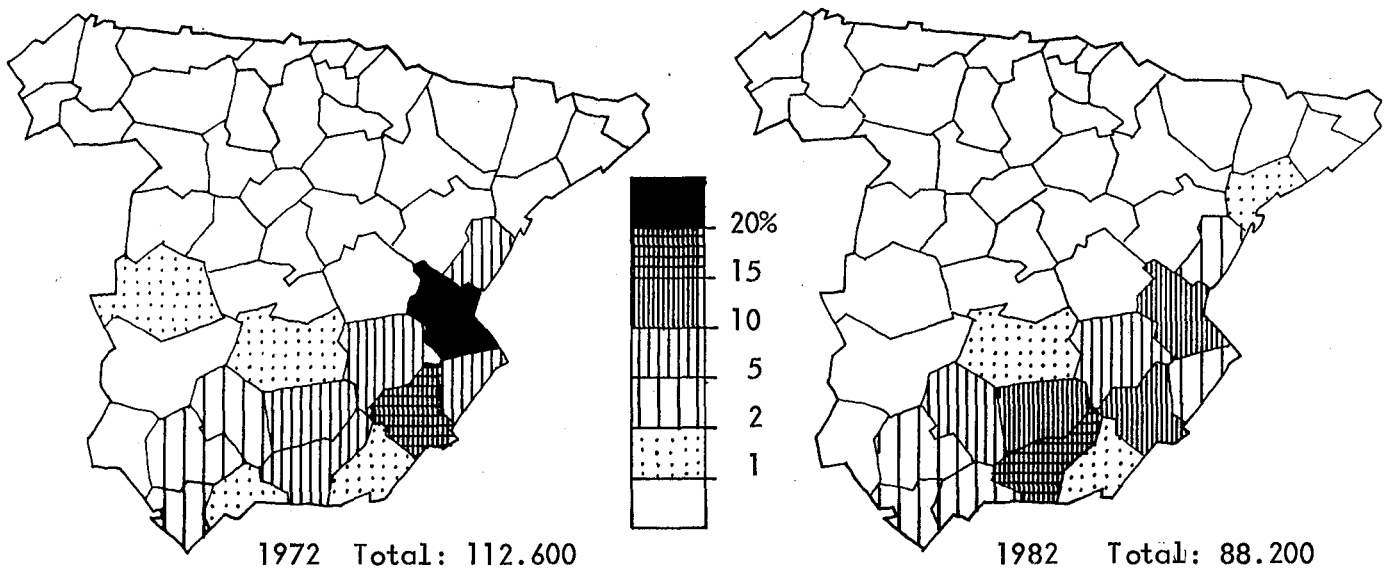
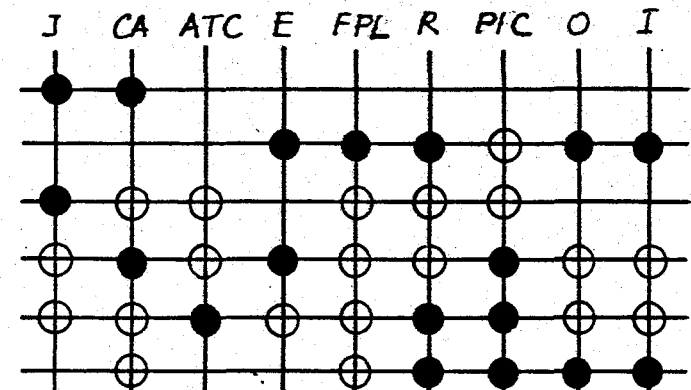
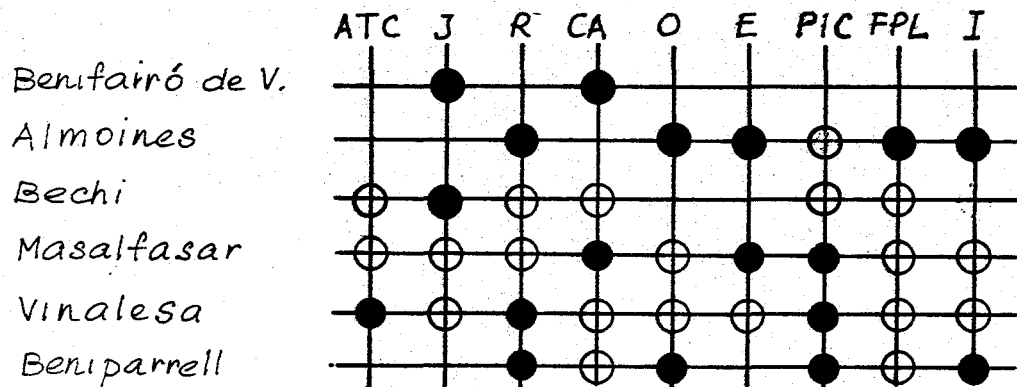


Fig.20: Les migrations saisonnières de l'Espagne vers la France en 1972 et 1982: part de chaque province dans la migration totale annuelle.

Source: Institut National d'Emigration, Madrid.

1. MATRICE ORDONNABLE

2. CLASSEMENT DES VARIABLES

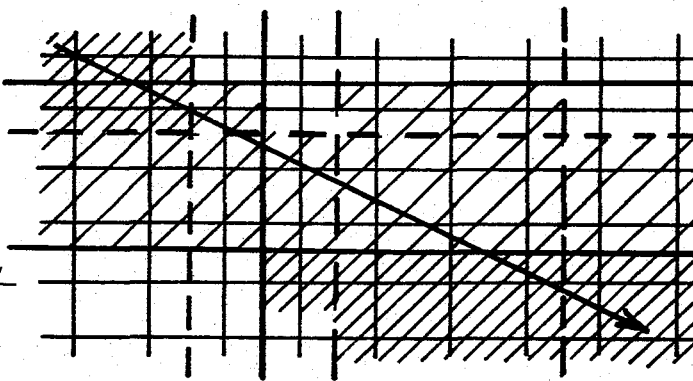


4. MATRICE ORDONNÉE

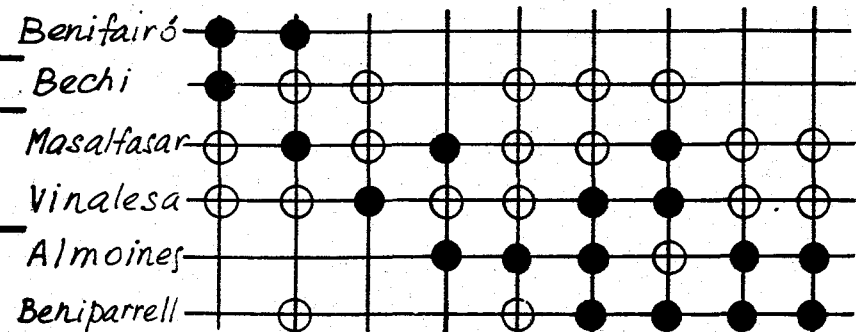
3. CLASSEMENT DES COMMUNES

Système :

AGRICOLE  
RURAL  
MIXTE  
INDUSTRIEL  
URBAIN



CSP "AGRICOLAS"      CSP NON AGRICOLAS



a ●      b ○      c ⊕

Fig.21: Typologie des communes irriguées selon l'occupation professionnelle principale des exploitants agricoles résidant: Matrice ordonnée construite à partir du Tableau 18, par transformation graphique de ses valeurs numériques: fortes (a), moyennes (b), faibles (c) (voir Annexe 5, p.337)  
Variables professionnelles: ATC = Agriculteurs à temps complet, J = Journaliers, R = Retraités, CA = Commerçants agricoles, O = Ouvriers, E = Employés, PIC = Patrons de l'industrie et du commerce, FPL = Fonctionnaires et Professions libérales, I = Inactifs et autres.

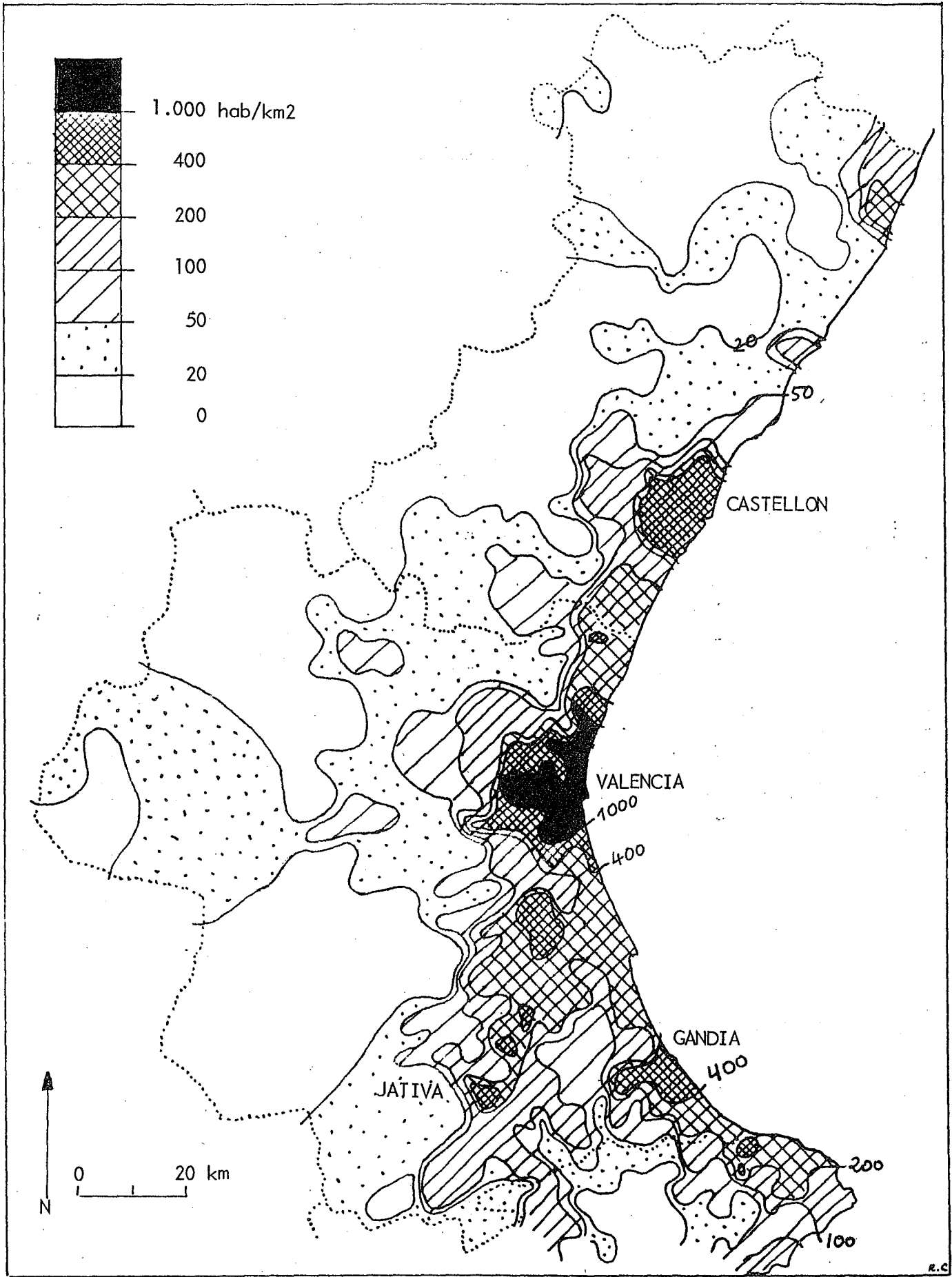


Fig.22: Densité de la population dans les provinces de Valencia et Castellón en 1970: carte en isolignes des valeurs communales

Source: I.N.E., 1972.

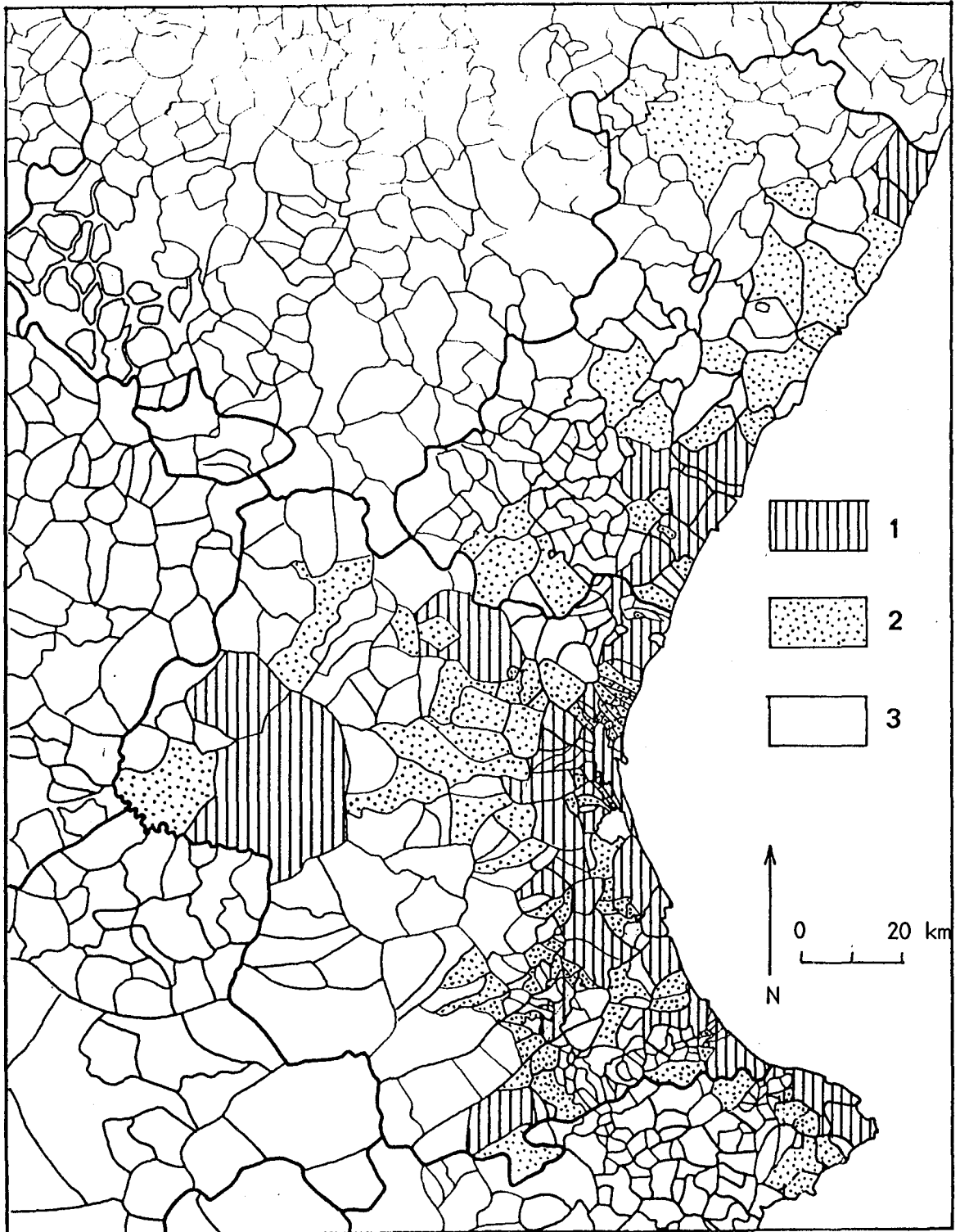


Fig.23: Les communes selon l'importance de leur population dans les provinces de Valencia et de Castellón en 1981(classification I.N.E.):  
-1: plus de 10.000 habitants = communes urbaines  
-2: de 2.000 à 10.000 hab. = communes intermédiaires  
-3: moins de 2.000 hab. = communes rurales

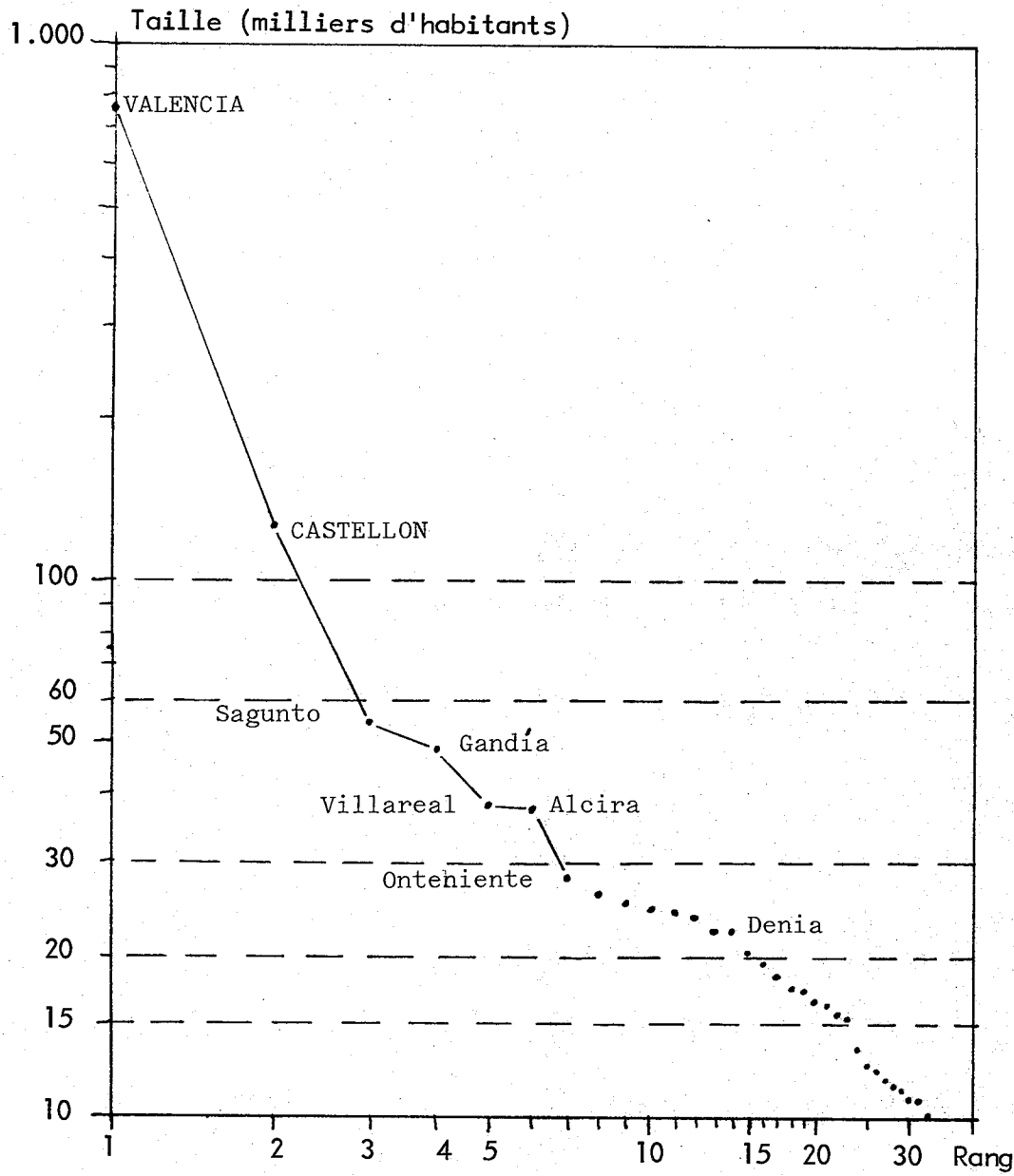
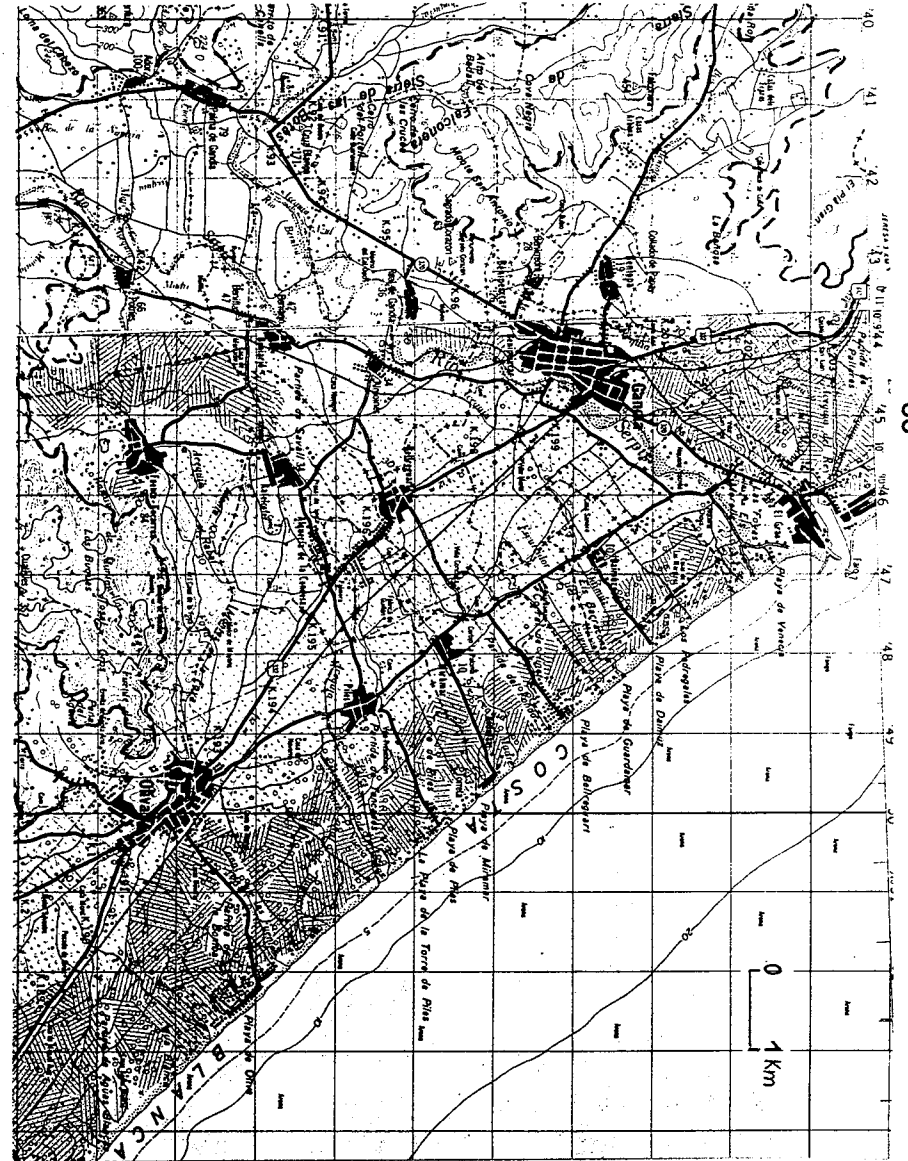


Fig.25: Les communes urbaines selon le rang et la taille dans les provinces de Valencia et de Castellón, et dans le Bajo Marquesado (Alicante).

Source: Recensement de la population 1981.

Fig. 24: Les agglomérations dans la Huerta de Gandía (Extrait des cartes au 1/50.000° du Service Géographique de l'Armée, JATIVA, n°795, 1971 et GANDIA, n°796, 1969)



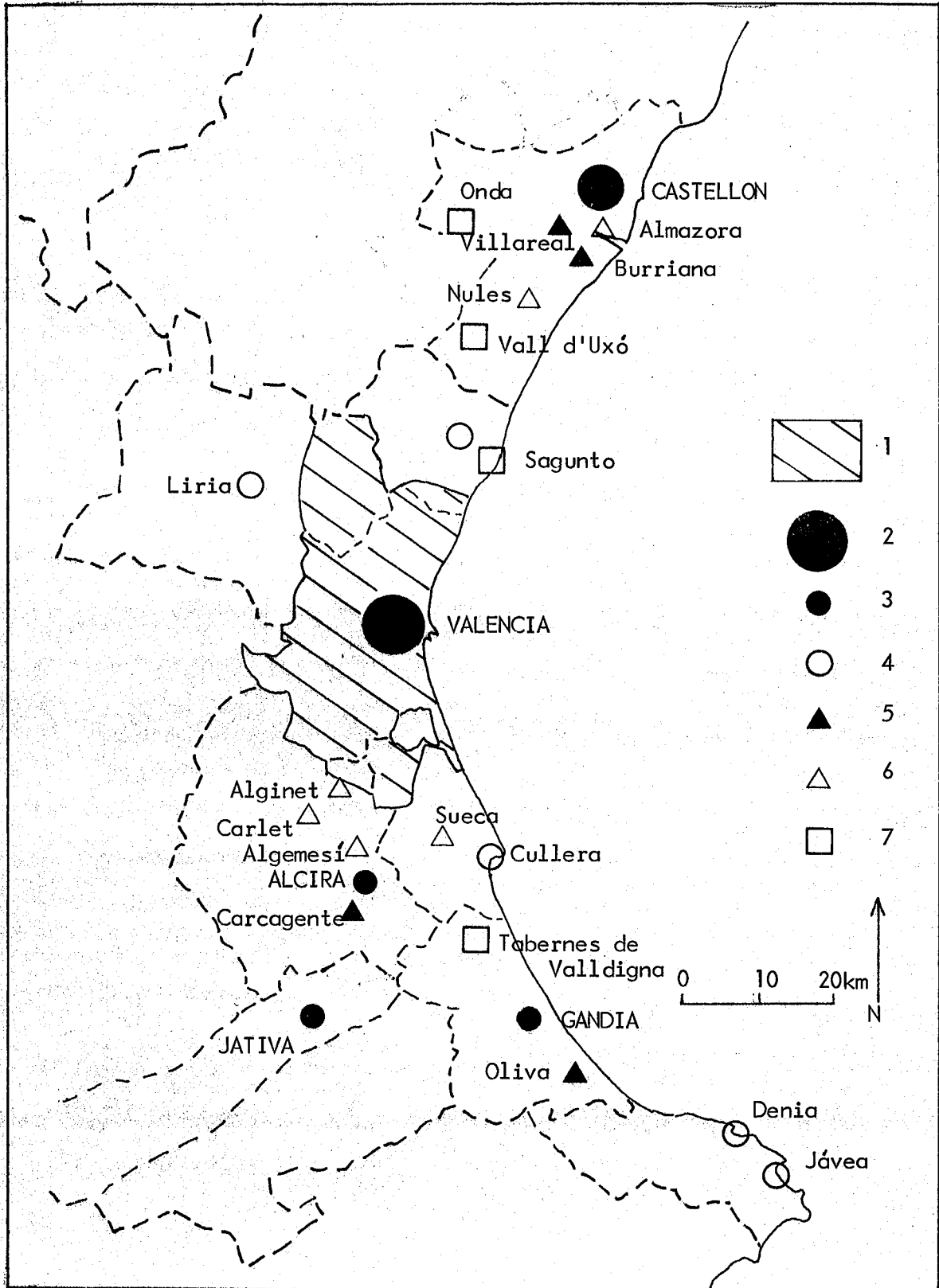


Fig.26: Le réseau urbain des huertas de Valencia et de Castellón (typologie des villes d'après la matrice ordonnable de l'Annexe 5, fig.77, p.339)  
-1: aire métropolitaine de Valencia, -2: capitale régionale,  
-3: centre sous-régional, -4: ville à tendance industrielle ou touristique,  
-5: ville à tendance agricole bien équipée, -6: ville "agricole"  
-7: ville industrielle

TABLEAUX 1<sup>re</sup> PARTIE

Tab.1: Emploi et production par secteurs d'activité dans les provinces de Valencia et de Castellón en 1981

Provinces	Population active			Production provinciale		
	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Valencia	12%	43%	45%	6%	34%	60%
Castellón	24	38	38	9	41	50
Espagne	18	37,5	44,5	16	34	60

Production = valeur ajoutée brute.  
Source: Banco de Bilbao, 1983.

Tab.2: Fréquence communale des principales cultures irriguées dans la province de Valencia (selon la part qu'elles occupent dans la surface irriguée des 142 communes de la zone étudiée)

Fréquence	Riz	Fruits d'été	Cultures de huerta	Agrumes
1% -----	4	19	6	-
5 -----	2	32	13	3
10 -----	3	18	14	6
25 -----	7	14	33	13
50 -----	8	6	37	24
75 -----	-	1	16	33
90 -----	3	-	13	26
	-	-	-	37
Communes	27	91	132	142

Source: Chambres d'Agriculture de Valencia, Castellón et Alicante, 1971.



Tab.3: La propriété foncière dans les communes irriguées

Surface	24 communes		Huerta Valencia		Ribera du Júcar			
	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce	Alta		Baja	
	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce
0,5 ha	59,3%	14,2%	66%	26,3%	53,8%	12,2%	47%	7,8%
1	20,3	14,4	21	25	22	13,6	22,2	10,6
2	11,7	16,8	9	20,7	14	17,6	14,7	14,5
5	6,4	20,1	3,3	16,1	8	24,6	10,8	23
10	1,5	10,7	0,5	5	1,6	9,7	3,8	18,6
30	0,6	9,4	0,2	5,7	0,5	7,8	1,2	14,3
50	-	2,4	-	1,2	-	1,5	0,2	4,3
	-	12	-	-	0,1	13	0,1	6,9
Total	42324	40944	12421	7262	14970	16297	6445	9264
Moyenne	1 ha		0,6 ha		1,1 ha		1,4 ha	
I.C.	1-2 ha		0,5-1 ha		1-2 ha		2-5ha	
I.D	91		79		101		97	

Source: Cadastre 1978, J. ROMERO GONZALEZ (1983)

I.C.: Indice de Concentration = valeurs limites de la catégorie à partir de laquelle la fréquence en surface occupée devient supérieure à la fréquence en nombre.  
 I.D.: Indice de Dispersion = somme des écarts, pour une répartition en classes, entre les fréquences en nombre et les fréquences en surface occupée (BRUNET-LE ROUZIC, 1979).

Huerta de Valencia (10 communes): Alboraya, Albuixech, Aldaya, Almácer, Beniparrell, Bonrepós, Burjasot, Masamagrell, Puzol, Valencia.  
 Ribera alta du Júcar (7 communes): Alcira, Antella, Benimuslem, Carlet, Villanueva de Castellón, Gabarda, Enova.  
 Ribera baja du Júcar (3 communes): Albalat de la Ribera, Fortaleny, Sueca.  
 Total 24 communes: les 3 groupes précédents + Benifairó et Tabernes de Valldigna, Potries et Villalonga.

Tab.4: La propriété dans les communautés d'irrigation: répartition des propriétés en nombre selon leur taille

Communauté	Surface	Irrigants	moyenne	1 ha	2,5	5	10	20	50 ha	
Tormos (Valencia)	945 ha	1504	0,6 ha	89,2%	9,1%	1,1%	0,4%	-	-	
Burriana	3652	5854	0,6	85,2	10,4	3	0,9	0,4	-	
Sagunto	4728	4217	1,1	76,3	16,5	4,5	1,6	0,7	0,3	
Cárcer y Sellent	2021	1629	1,2	74	17	5,3	2,3	0,7	0,1	
Sueca	8268	4769	1,7	64	21	8,5	4,5	1,3	0,6	
Total Echantillon	19518	17973	1,1	77	15	5	2	0,7	0,3	
Fréquence selon la surface occupée				28,3	22,3	15,6	13,5	9	7,4	3,8

Source: Catalogue des Communautés d'irrigation, 1972.  
 (les surfaces occupées par chaque catégorie ont été estimées à partir de sa valeur centrale)

Tab.5: Les propriétés foncières selon leur revenu cadastral dans 3 comarcas irriguées de la province de Valencia

Revenu	Province de Valencia		Huerta nord de Valencia		Ribera du Júcar			
	Nbre	RC	Nbre	RC	Alta		Baja	
					Nbre	RC	Nbre	RC
5000 Pts	73%	16,5%	55%	16,3%	54,5%	13%	55%	10,5%
20000	24	31,5	37,1	41,6	34,6	33	34	33
60000	5	26	6,7	24,8	8,5	27,6	9	29,5
100000	0,7	8,5	0,7	6,3	1,5	11,2	1,5	10,4
500000	0,5	13,4	0,4	10	0,8	14,4	0,8	13,5
	-	3,5	-	0,7	-	3	-	0,5
Total	353517	2258560	8671	70961	50362	513932	20915	210105
Moyenne (pts)	6390		8180		10045		10200	
I.C.	5000 pts		10000		10000		10000	
I.D.	113		84		96		102	

Source: Cadastre 1978

Nbre = nombre de propriétaires dans chaque catégorie

RC = revenu cadastral imposable (total des colonnes en milliers de pts)

Huerta nord de Valencia (13 communes): Alboraya, Almacera, Albalat dels Sorells, Albuixech, Bonrepós, Foyos, Masalfasar, Masamagrell, Meliana, Museros, Puebla de Farnals, Tabernes Blanques, Vinalesa.

Ribera alta du Júcar (31 communes): Alberique, Alcántara, Alcira, Alcudia de Carlet, Alfaró, Algemesí, Alginet, Antella, Benegida, Benifayó, Benimodo, Benimuslem, Carcagente, Cárcer, Carlet, Catadau, Cotes, Gabarda, Guadasuar, Llombay, Masalavés, Mon serrat, Montroy, Puebla Larga, Real de Montroy, San Juan de Enova, Sellent, Senera, Sumarcárcel, Tous, Villanueva de Castellón.

Ribera baja du Júcar (11 communes): Albalat de la Ribera, Almusafes, Corbera de Alcira, Cullera, Favareta, Fortaleny, Llaurí, Riola, Sollana, Sueca.

Tab.6: Les exploitations dans les communes irriguées de la province de Valencia: répartition selon leur taille, en nombre et en surface, des mêmes communes que le tableau 3

Surface	24 communes		Huerta de Valencia		Ribera du Júcar			
	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce	Alta		Baja	
					Nbre	Sfce	Nbre	Sfce
0,5 ha	40%	6%	44,7%	9,3%	37%	5%	30%	4%
1	26	11,5	26,5	16,5	27	11	22	7,5
2	18	16	17,8	23	18	3,5	21	14
5	12	24,5	9	26,5	13	24	16,5	24,5
10	3,4	15,5	2,2	13,7	3,5	14	7,7	21,5
30	1,2	11	0,5	6,2	1,1	7,5	3,2	21
50 ha	0,1	3,5	-	2,3	0,2	4	0,2	3,5
	0,1	12	-	2,5	0,2	20	0,1	4
Total	28290	47781	10360	10606	9335	17775	4409	9817
Moyenne	1,7 ha		1 ha		1,9 ha		2,2 ha	
I.C.	2-5 ha		1-2		2-5		2-5	
I.D.	101		88		103		96	

Source: Recensement agraire 1972.

Tab.7: Propriétés et exploitations dans 3 communes irriguées de la province de Valencia: Beniparrell (Huerta de Valencia), Villanueva de Castellón (Ribera alta du Júcar), Sueca (Ribera baja): répartitions selon le nombre et la surface occupée.

Surface	BENIPARRELL				VILLANUEVA DE CASTELLON			
	Propriétés		Exploitations		Propriétés		Exploitations	
	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce
1 ha	94,4%	83%	65,5%	31%	74,4%	28,3%	87,2%	21%
10	3,6	17	33,5	63,5	24,9	59,2	32,2	70
	-	-	0,8	5,5	0,5	12,5	0,6	9
Moyenne	0,3		1		1		1,2	
I.C.	0,5-1 ha		1-2		1-2		1-2	
I.D.	59		53		92		92	
Sfce irriguée	297 ha				1641 ha			
Huerta	55%				32%			
Agrumes	45%				68%			
	SUECA							
	Propriétés		Exploitations		Propriétés		Exploitations	
	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce	Nbre	Sfce
1 ha	65%	15%	52,5%	9,8%				
10	33,2	56	43,5	58,6				
	1,8	29	4	26,6				
Moyenne	1,7		2,3					
I.C.	2-5		2-5					
I.D.	106		100					
Sfce irriguée	8427 ha							
Huerta	11%							
Agrumes	13%							
Rizières	76%							

Sources: Recensement Agricole 1972, Cadastre 1978 (ROMERO GONZALEZ, 1983)

I.C.= Indice de Concentration

I.D.= Indice de Dispersion (voir tableau 3).

Tab.8: L'appropriation foncière des citoyens dans les provinces de Valencia et de Castellón d'après le Cadastre de 1964

		1000 pts	2	5	10	20	40000 pts	TOTAL	
PROV. VALENCIA	PC	VA	1266	1092	557	315	165	84	3479
		FQ	36,4	31,4	16	9	4,8	2,4	100
	NB	VA	14511	10158	2997	1143	392	142	29334
		FQ	49,5	34,6	10,2	3,9	1,3	0,5	100
	% PC		9	11	19	28	42	59	12
	RC	VA	1798	3362	3819	4483	4536	6570	24568
		FQ	7,3	13,7	15,5	18,2	18,5	26,8	100
	EC	VA	19970	30832	20788	15766	10674	10230	108260
		FQ	18,4	28,5	19,2	14,5	9,9	9,5	100
	% PC		9	11	18	28	42	64	23
PROV. CASTELLON	PC	VA	409	240	85	42	24	5	805
		FQ	51	30	10,5	5	3	0,5	100
	NB	VA	2485	1609	540	169	52	16	4871
		FQ	51	33	11	3,7	1	0,3	100
	% PC		16	15	16	25	46	34	16
	RC	VA	586	712	534	565	638	233	3268
		FQ	18	22	16	17	20	7	100
	EC	VA	3559	4775	3391	2272	1383	854	16233
		FQ	22	29	21	14	9	5	100
	% PC		16	15	16	25	46	27	20
TOTAL ECHANTILLON	NB	PC FQ	39	31	15	8,3	4,4	2,1	4284
		EC FQ	50	34	10	4	1,5	0,5	34205
	% PC		10	11	8	27	43	53	12
	RC	PC FQ	9	14	16	18	19	24	27836
		EC FQ	19	29	19	14	10	9	124492
	% PC		10	11	18	28	43	61	22

Source: Cadastre 1964.

NB = propriétés classées selon leur nombre, RC = idem selon leur revenu cadastral (en milliers de pesetas),  
 PC = propriétaires citoyens, EC = ensemble des propriétaires de l'échantillon,  
 VA = valeur absolue, FQ = fréquence (en %).

Tab.9: La propriété foncière dans la communauté d'irrigation de Villanueva de Castellón

Résidence des propriétaires	Catégories de taille			Total				
	0	2	5 ha	Nombre	%	Surface	%	Moyenne
Villanueva	1046	105	28	1179	80	1104 ha	72	0,9 ha
Communes vois.	144	6	1	151	11	108	7	0,7
Communes urb.	100	29	9	138	9	319	21	2,3
dont: Valencia	50	21	8	79	5	223	15	2,8
autres	50	8	1	59	4	96	6	1,6
Total	1290	140	38	1468	100	1531 ha	100	1 ha

Source: Archives de la Communauté, 1970.

Tab.10: la propriété foncière des habitants de Valencia dans leur province d'après une enquête de la Chambre d'Agriculture

	1/Total communes de l'enquête	%	2/Propriétaires valenciens	%	% 2/1
Surface cultivée	444176 ha	100	59735 ha	100	13,5
Cultures sèches	304080	31	40627	57	13,4
Cultures irriguées	140096	15	19108	27	14
dont: agrumes	74711	8	12537	18	17
riz	15574	2	2281	3	15
autres	49811	5	4290	6	9

Source: Enquête C.O.S.A. de Valencia, 1971.

Tab.11: Les grandes propriétés dans la province de Valencia, selon les cultures et le domicile des propriétaires

Cultures	Lieu de résidence des propriétaires						Total Fichier		Total Province	
	Valencia		c. urbaines		autres					
Agrumes	5547 ha	17%	9375 ha	18%	1336 ha	10%	10711 ha	17%	51000 ha	5%
Autres fruits	273	1	402	1	96	1	498	1	5500	1
Cult.huerta	575	2	938	2	212	2	1150	2	65500	6
Riz	1547	5	2023	3	115	1	2138	3	27500	3
CULT.IRRIGUEES	7922	25	12738	25	1758	14	14497	23	149500	15
Céréales	1892	6	3347	7	671	5	4018	6	126000	13
Vignes	1918	6	2557	5	259	2	2816	4	78471	8
Caroubiers	690	2	1423	3	181	1	1604	2	73000	7
Oliviers	502	1,5	693	1	218	1,5	911	1	44500	5
CULT.SECHES	5092	15	8210	16	1370	10	9580	15	332509	33
Forêts	9496	29	16602	33	3217	24	19819	31	165000	16
Paturages	6876	21	8545	17	3272	25	11817	18	191000	19
Friches	2684	8	3585	7	3521	27	7105	11	157752	16
NON CULTIVE	19748	60	30021	59	10018	76	40039	62	515554	52
TOTAL	32766 ha	100	50970 ha	100	13146 ha	100	64116 ha	100	997563 ha	100

Source: Fichier des propriétés de plus de 100.000pts de revenu cadastral, Valencia, 1972.

Tab.12: Les modes de faire-valoir dans l'appropriation foncière des habitants de Valencia: selon les surfaces concernées et les types de cultures

	Faire-valoir direct	Fermage	Métayage
C. IRRIGUES	84 %	15 %	0,3 %
Agrumes	99	1	-
C.huerta	72	26	0,8
Riz	50	50	-
C. SECHES	70	2	29
Vignes	44	2	54
Céréales	55	-	45
TOTAL	78	5	17
PROVINCE 1972 Censo agrario	95	2	3

Source: Enquête C.O.S.A. Valencia, 1971.

Tab.13: Les habitants de Valencia dans le périmètre de la communauté d'irrigation de Sueca

Lieu de résidence	Nombre	%	Surface	%	Moyenne
Centre ville	278	6	1833 ha	22	6,6 ha
Faubourgs sud	243	5	311	4	1,3
Huerta sud	322	7	427	5	1,3
Total valenciens	843	18	2571	31	3
Total communauté	4783	100	8423	100	1,8

Source: Communauté d'irrigation, Sueca, 1968.

Tab.14: Les grandes propriétés foncières des provinces de Valencia et de Castellón: comparaison avec deux provinces andalouses et l'Espagne

		0,1	0,2	0,4	1 million pts	Total
Castellón	NB	315	77	18	2	412
	RC	42	20	10	3	75
Valencia	NB	992	348	103	10	1453
	RC	134	93	59	19	305
Cordoue	NB	1017	496	233	63	1809
	RC	140	136	134	100	511
Seville	NB	1153	639	356	76	2224
	RC	160	179	213	146	698
Espagne	NB	14311	5675	2344	567	22897
	RC	1975	1588	1365	1283	6211

NB = nombre de propriétés, RC = revenu cadastral ( en millions de pesetas)  
Source: Cadastre 1972.

Tab.15: Le poids foncier des villes dans les provinces de Valencia et de Castellón (somme du revenu cadastral des grandes propriétés appartenant à des résidents, en milliers de pesetas)

Villes	Nombre	Revenu	Villes	Nombre	Revenu
Valencia	554	173708	Vitoria	1	3128
Madrid	70	24172	Cullera	15	3126
Sagunto	52	15423	Játiva	16	3090
Burriana	50	13445	Sueca	11	2419
Villareal	50	11386	Barcelone	10	1905
Alcira	47	10490	Elche	8	1775
Castellón	32	9022	Pampelune	6	1750
Carcagente	30	7481	Tab.Vallidigna	5	1428
Gandía	32	7461	Murcie	5	1339
Orihuela	33	7087	Almoradi	4	1315
Oliva	26	5083	Alcoy	2	1195
Alicante	23	4936	Requena	5	1094
Vall d'Uxó	10	4793	Villes Région	1098	307115
Picasent	20	4272	Villes Espagne	106	36062
Almazora	18	3920	Total villes	1204	343179
Nules	11	3729	Total Région	2153	432240
Algemesí	13	3153			

Source: Cadaste 1972.

Tab.16: Les consommations intermédiaires de l'agriculture dans les provinces de Valencia et de Castellón (non compris les aliments pour le bétail)

	Engrais	Traitements sanitaires	Semences	Machines	Autres
Valencia	26 %	25 %	6 %	27 %	16 %
Castellón	29	19	8	26	19
Espagne	29	12	10	37	11

Source: Banco de Bilbao, 1979.

Tab.17: Les coûts de production par hectare des principaux produits du regadío valencien

	Orange navel		Clementine	
	(culture réduite)		(irrig. gravité)	
	Irrig. gravité	Puits	Cult. conv.	Cult. réduite
Main d'oeuvre	47 %	40 %	48 %	50%
Traction	4	3	3	5
Matières premières	49	57	49	45
dt: engrais	34	26	30	29
pesticides	14	10	18	15
irrigation	2	20	1	1
FRAIS DIRECTS (pesetas)	91306	120381	119287	123438
FRAIS INDIRECTS "	91207	105879	83345	86951
TOTAL "	182513	226260	205132	210400
	Oignons	Haricots verts	Artichauts	Riz
Main d'oeuvre	65,5 %	76 %	43 %	20 %
Traction	5,5	1	4	41
Matières premières	29	23	53	39
dt: engrais	5	10,5	26	11
pesticides	3	2	4	16
irrigation	1	5	12	7
semences	20	3	11	5
FRAIS DIRECTS (pesetas)	133017	512654	325094	46288
FRAIS INDIRECTS "	26175	60672	56509	26555
TOTAL "	159192	573326	381602	72848

Source: Délégations provinciales de l'Agriculture de Valencia et de Castellón, 1978. /

Ces données statistiques sont des moyennes obtenues par enquête des services du Ministère de l'Agriculture auprès des exploitants agricoles des zones principales de production.

Les frais directs ont été détaillés en % de leur total, afin de les comparer d'un produit à l'autre: il faut cependant tenir compte du fait que les frais de récolte n'y entrent pas dans le cas des agrumes, puisqu'ils ne sont pas à la charge de l'agriculteur. Les frais indirects sont plus difficiles à comparer, car ils incluent la rente foncière, estimée ici de plusieurs façons: 4% de la valeur moyenne d'un ha de verger pour les agrumes, loyer de la terre pour les cultures de huerta et le riz. Dans le cas des agrumes, l'amortissement du verger y est en outre compris.

On a distingué, pour ces derniers, entre la culture "conventionnelle" (toutes les façons culturales classiques sont exécutées) et la culture "réduite" (un certain nombre de façons concernant la terre sont supprimées et remplacées en partie par des traitements chimiques).



Tab.18: Les exploitants agricoles résidents selon leur activité principale, dans 6 communes irriguées

	ATC	J	R	CA	O	E	PIC	FPL	I	Total
Benifairó de V.	2,8 %	74,6 %	9,2 %	4,1 %	3,2 %	1,8 %	1,8 %	0,5 %	1,8 %	217
Almoines	1,6	24	17,8	1,6	27,7	12,6	5,2	4,2	5,2	191
Bechí	8,8	58,7	12,7	2,7	5,4	2,9	4,5	2,5	1,6	441
Masalfasar	9,8	40	12,4	3,5	12,4	10,7	6,2	2,2	2,7	225
Vinalesa	19,4	34,1	15,9	2,9	8,2	5,9	6,7	2,3	4,6	170
Beniparrell	5,4	27,9	16,2	2,7	31,5	0,9	6,3	2,7	6,3	111

ATC = Agriculteur à temps complet, J = Journalier, R = Retraité, CA = Commerce d'expédition agricole, O = Ouvrier, E = Employé, PIC = Patron de l'Industrie et du Commerce, FPL = Fonctionnaire, Profession Libérale, I = Inactif.  
Source: E. ARNALTE ALEGRE, 1980.

Tab.19: Résumé du tableau 18 par zones et par groupes d'activités principales

Communes agrumicoles	Nombre	ATC	J	R	O + E	Autres	Total
		5,6 %	55 %	13 %	14,6 %	11,8%	849
Sfce exploitée	23	35	11	8,7	22,3	667 ha	
Moyenne (ha)	3,2	0,5	0,6	0,5	1,5	0,8	
Communes de la Huerta	Nombre	12 %	35 %	14 %	22 %	17 %	506
Sfce exploitée	32	23	12	9	24	529 ha	
Moyenne (ha)	2,8	0,7	0,9	0,4	1,5	1	

Même légende et même source que le tableau 18.

Tab.20: Répartition des communes selon leur population dans la province de Valencia

	500	1000	2000	5000	10000	20000	50000	Total	
Province	37	45	69	53	25	20	13	1	263
Regadío	16	16	43	34	15	17	12		154
Secano	21	29	26	19	10	3	1		109

Le regadío est constitué des 6 comarcas du Bajo Palancia, de la Huerta de Valencia, de la Ribera alta et baja du Júcar, de la Costera de Játiva et de la Huerta de Gandía.  
Source: I.N.E., Recensement de la population, 1970.

Tab.21: La population active agricole selon la dimension des communes dans les provinces de Valencia et de Castellón

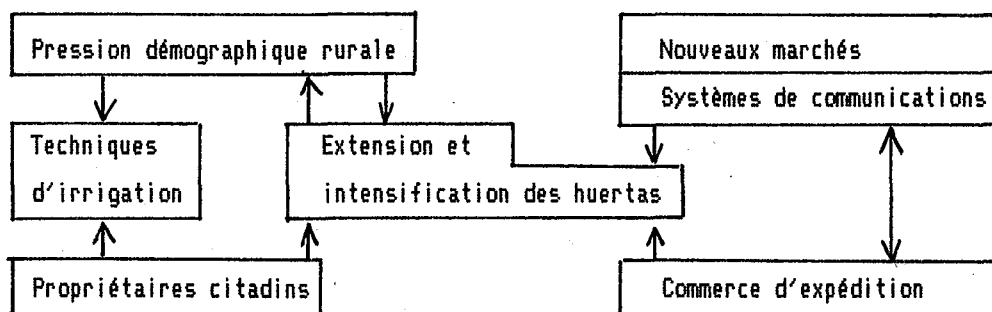
Zone	Pop. communale	Valencia	%	Castellon	%
Rurale	< 2000 hab.	37712	52	23092	61
Intermédiaire	2 - 10000	41131	31	11372	38
Urbaine	> 10000	41875	10	14054	18
Province		120718	19	48516	33

(les % sont calculés par rapport à la population active totale de chaque zone)  
Source: I.N.E., Recensement de population, 1970.

## DEUXIEME PARTIE: LA MISE EN PLACE DU SYSTEME SPATIAL DES HUERTAS

Comme bien d'autres régions agricoles méditerranéennes animées par le commerce et les villes, la Région de Valencia a été très tôt orientée vers des productions spécialisées, favorisées par l'irrigation et tournées vers les marchés extérieurs. Productrice d'une rente foncière et commerciale considérable, cette agriculture ne peut être dissociée de l'accumulation des hommes et des activités sur des espaces restreints: celle-ci est le fruit de l'intensité des travaux agricoles et des activités de service et d'industrie qu'ils ont suscité<sup>es</sup> à l'amont comme à l'aval de l'agriculture.

Ces éléments sont étroitement imbriqués dans un système d'organisation géo-économique qui les place dans d'étroites inter-relations les uns par rapport aux autres, et qu'on peut résumer dans un schéma:



Il s'agit donc, à partir du processus de l'intensification et de la spécialisation de la production agricole des huertas, d'analyser la mise en place et le fonctionnement actuel des différents éléments du système qui lui sont liés. Nous serons ainsi amenés à considérer différentes échelles géographiques, puisque ce système est foncièrement ouvert, en relation par ses marchés avec le cadre national et international, essentiellement européen.

## CHAPITRE I. L'ÉVOLUTION GÉNÉRALE DES PRODUITS DU REGADIO VALENCIEN

On assiste, en un peu plus d'un siècle, au passage d'une économie agricole encore vivrière, fondée sur les céréales et de portée régionale ou nationale, à une économie plus spécialisée de portée nationale et internationale, dont les productions les plus dynamiques sont les agrumes et les légumes frais. Par le jeu des prix à la production, les irrigants s'orientent vers les cultures dont le produit final par unité de surface est le plus élevé: cette sélection s'opère au bénéfice de quelques produits seulement, et l'ancienne diversité des cultures irriguées est restreinte aux productions les plus susceptibles d'atteindre de hauts prix sur les marchés extérieurs. Cette évolution ne s'est pas faite de façon régulière, mais par une succession d'avancées et de reculs, calquée sur la conjoncture économique espagnole et internationale: les périodes de crises et de conflits, en fermant les marchés extérieurs, ont provoqué un reflux vers les productions vivrières plus traditionnelles, tandis que les périodes de croissance économique ont favorisé le développement de l'agriculture irriguée d'exportation.

### A. De la polyculture irriguée aux systèmes spécialisés

Au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, le Dictionnaire de MADDOZ (1842) trace un tableau de l'économie agricole valencienne dans lequel les cultures irriguées ont déjà une place considérable, mais où les cultures de marché, susceptibles d'animer un commerce important et rentable, sont les céréales, avec le riz au premier plan, et le mûrier, qui alimente l'industrie de la soie. Les cultures légumières et fruitières n'ont encore qu'un marché local ou régional, et les plantes industrielles comme le chanvre tiennent une place non négligeable, par les activités artisanales qu'elles soutiennent. Au cours de la seconde moitié de ce siècle, un profond changement se produit avec le développement d'une culture qui va marquer le regadio valencien jusqu'à nos jours: les agrumes. Avec la croissance des relations maritimes grâce à la navigation à vapeur, vers l'Angleterre d'abord, les pays d'Europe occidentale ensuite, commence une ère de plantation de vergers d'agrumes qui alimentent un commerce d'exportation sans cesse croissant. A la fin du siècle, ces vergers ne représentent encore qu'une faible part des surfaces irriguées: 10 % environ dans la province de Valencia, loin derrière le riz et les autres céréales. Mais leur part dans la valeur de la production, et surtout leur impact dans l'économie régionale, sont déjà beaucoup plus considérables.

C'est le 20<sup>e</sup> siècle qui marque, malgré les reculs dus aux deux guerres mondiales et à la guerre civile espagnole, le triomphe de l'agrumiculture en premier lieu, et l'extension des cultures maraîchères en second lieu, stimulées par la demande en produits frais des marchés extérieurs, avant tout européens. Dans le cadre de la province de Valencia, l'évolution, déjà nette si on considère l'ensemble des surfaces irriguées (tab.22, p.233), est renforcée au plan de la production finale dans les comarcas littorales (tab.23, p.233): les agrumes et les légumes frais y représentent près des 9/10 de la valeur de cette production. La prépondérance des agrumes est acquise très tôt: dès 1930, ils représentent près de la moitié de cette valeur dans les 9 cantons dont plus du quart de la surface cultivée est alors irriguée (Alberique, Alcira, Carlet, Gandía, Játiva, Sagunto, Sueca, Torrente et Valencia). Ils atteignent même les deux tiers de la production dans le canton de Gandia, et les trois quarts dans celui d'Alcira: une quasi-monoculture se dessine déjà dans certains périmètres. Par contre, les cultures maraîchères et les fruits d'été sont plus lents à s'étendre: ils le font surtout après 1950, lors de la réduction des surfaces consacrées au riz et aux plantes industrielles.

L'extension des surfaces irriguées s'est donc accompagnée d'une nette évolution de la production et d'une redistribution des cultures:

- Les céréales ont perdu la première place qui était la leur au début du siècle, dans une économie encore tournée vers l'alimentation de base à l'échelle surtout régionale et nationale. C'est là un héritage du 19<sup>e</sup> siècle, où la fonction des terres irriguées était d'assurer et d'amplifier la récolte alimentaire de base, celle des céréales, que se partageaient à Valencia le riz et le blé, et secondairement le maïs. Avec la suprématie des blés castillans sur le marché national, le second a totalement disparu des périmètres irrigués, tandis que le maïs s'y est maintenu et même étendu récemment avec la croissance des besoins en aliments pour les élevages industriels. Le riz, qui s'était maintenu, et même étendu à chaque période de crise ou de conflit international en conquérant les anciens marécages, a nettement reculé devant la concurrence des nouvelles régions rizicoles du sud-ouest de l'Espagne, Andalousie et Estrémadure, dans les années 1950-1970.

- Les plantes industrielles (chanvre, cacahuète) et les cultures fourragères ont considérablement diminué devant la réduction ou même la disparition de leur consommation: la luzerne en particulier, qui était la quatrième production parmi les

cultures irriguées, en valeur, en 1904, est réduite à peu de chose avec la mécanisation des cultures et la quasi-disparition du bétail de trait.

- Il en va de même pour les légumineuses (fèves, pois, haricots), nourriture traditionnelle et rustique: avec le changement des habitudes alimentaires des espagnols depuis une vingtaine d'années, leur production recule fortement.

- A l'inverse, cultures maraîchères et légumes de plein champ ont progressé, surtout après 1950, avec les progrès de la commercialisation en frais sur le marché national et international, jusqu'à se situer au deuxième rang des productions irriguées. Une place à part doit y être faite aux oignons, dont la production, spécialité de la Huerta de Valencia et du Campo de Liria, a très tôt donné lieu à un commerce d'exportation florissant, au même titre, mais à un moindre degré, que les agrumes. Ces deux-ci ont vu leur superficie multipliée par 8 en 70 ans (de 1910 à 1980), jusqu'à occuper près des deux tiers des surfaces irriguées et imprimer à l'ensemble de la région littorale une profonde originalité (fig.27, p.210).

## B. Le rôle des marchés: l'exemple des agrumes

### 1. La prépondérance des exportations

Pendant toute la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, production et exportation des agrumes vont de pair: les deux courbes de la figure 28 (p.210) croissent et évoluent de concert jusqu'à la guerre civile espagnole. Si en 1904 il n'y a que quelque 25.000 ha d'agrumes dans l'espace étudié, ces surfaces sont en pleine croissance jusqu'à la première guerre mondiale, qui provoque une première grande crise dans l'agrumiculture. Le blocus des puissances alliées par la guerre sous-marine allemande provoque en 1917 un arrêt presque total des exportations par voie maritime, alors que le chemin de fer est incapable de prendre la relève (voir Annexe 8, p.355 et ABAD GARCIA, 1984).

La période de l'entre-deux-guerres (1921-1936) est celle de la seconde grande poussée du verger d'agrumes, favorisée par la reprise économique et l'accroissement de la capacité d'absorption des marchés européens. Mais dès 1931 la crise économique mondiale se fait sentir et retentit, surtout à partir de 1934, sur le volume des exportations. Et la guerre civile, puis la deuxième guerre mondiale ramènent la production et l'exportation au même niveau que lors de la crise de 1917. Malgré l'autarcie économique qui suit la fin de la guerre, la reprise se fait rapidement

pour l'agrumiculture, qui retrouve dès 1950 ses niveaux de 1930. Ceux-ci ne cessent ensuite de croître jusqu'en 1975, date à partir de laquelle ils plafonnent.

Pour ce qui est des marchés, c'est donc l'Europe occidentale qui, depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, en absorbe la majeure partie, sinon la quasi-totalité. La seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle et la première du 20<sup>e</sup> sont marquées par une nette prépondérance de l'Angleterre, initiatrice de la demande et des relations maritimes nécessaires pour la satisfaire: le Royaume Uni absorbe couramment la moitié des agrumes exportés par l'Espagne, grâce à ses liens privilégiés avec l'économie ibérique et au rôle de ses compagnies maritimes dans le transport des fruits. Ce dernier n'est alors qu'un des aspects de la dépendance économique de l'Espagne vis-à-vis des puissances industrielles de l'Europe occidentale en général et de l'Angleterre en particulier. Après 1945, le Royaume Uni perd sa place au bénéfice de la France et de l'Allemagne Fédérale, qui absorbent conjointement les deux tiers des agrumes exportés, au sein de la Communauté Economique Européenne qui en absorbe près de 90% (tab.50, p.325). Cette nouvelle phase est cependant marquée par deux éléments nouveaux: le développement du marché national et de la concurrence internationale.

## 2. La croissance du marché intérieur

Ce marché, qui absorbait avant 1936 quelques % seulement de la production, passe rapidement à plus de la moitié pendant la guerre mondiale, faute de pouvoir exporter (61% en 1944-45): s'il régresse ensuite en valeur relative, par suite du très fort redémarrage des exportations, et tombe à 30% de la production en 1954-55, il ne cesse de croître en tonnage, à proportion de l'évolution économique de l'Espagne des années 1960 et 1970, et de la hausse générale du niveau de vie qu'elle entraîne. Il absorbe 500.000 tonnes d'agrumes dans les années soixante, 750.000 t en 1975-79, pour atteindre le million de tonnes en 1982-83 (tab.24, p.233). En valeur relative, sa position se situe depuis une vingtaine d'années autour du tiers de la production, ce qui en fait le premier marché en tonnage, devant l'Allemagne fédérale, mais pas en valeur, car les prix du marché extérieur sont toujours plus élevés que ceux du marché intérieur. Celui-ci a d'ailleurs été longtemps considéré, par le commerce d'expédition, comme un pis-aller alimenté par les rebuts de l'exportation. Celle-ci absorbe les meilleures qualités, les plus précoces, et en particulier la proportion de mandarines exportées est nettement supérieure à celle des oranges: 79 % contre 45 % en 1982-83.

## 3. L'essor de la concurrence sur les marchés extérieurs

Jusqu'à la Conférence d'Ottawa qui ferme en 1932 le marché britannique aux agrumes valenciens, la production espagnole était à peu près la

seule présente sur les marchés européens. La situation change complètement après le long intermède de la crise économique et de la guerre, avec l'apparition, après 1945, de concurrents sans cesse plus actifs, ou avantagés sur le marché européen au plan politique ou douanier. Dans le total des exportations des pays du bassin méditerranéen, l'Espagne ne cesse de perdre des points: elle tombe de 53 % à 35 % du marché de 1954 à 1976, tandis qu'Israël passe de 13 à 30% et le Maroc de 7 à 13 %.

Parmi ses concurrents, on rencontre d'une part des pays à faibles coûts de production, avantagés en outre par des liens privilégiés avec le Marché Commun, en particulier au plan douanier: les agrumes du Maroc, de Chypre, de Grèce (intégrée dans le Marché Commun en 1981) et de Turquie ne versent que 8 % de droits d'entrée, alors que ceux d'Espagne acquittent un droit de 20 %, ramené à 12 % en 1970. D'autre part, la production israélienne, dont les coûts sont plus élevés, a bénéficié d'une forte rationalisation de son commerce d'expédition, d'un accès longtemps privilégié au marché britannique et de bonnes relations maritimes avec l'Europe du nord.

Cependant, par sa proximité du marché, la précocité de sa production et l'ancienneté de ses relations commerciales, l'Espagne demeure le principal fournisseur d'agrumes de la Communauté Economique Européenne, qui en reçoit près de la moitié de ses propres importations. Cette situation ne peut être que confortée par l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun, effective depuis ce 1<sup>er</sup> Janvier 1986 (tab.50, p.325).

### C. L'agriculture d'exportation valencienne dans l'Espagne méditerranéenne

L'évolution des communications et des systèmes de transport a été un élément déterminant dans l'évolution des choix de production de la part des agriculteurs valenciens, mais aussi de ceux de toute la façade méditerranéenne de l'Espagne. Deux étapes ont été déterminantes, par les mutations qu'elles ont introduites dans les systèmes de transport, donc dans les coûts de l'accès au marché de consommation européen, et par les répercussions qu'elles ont eu<sup>es</sup> sur l'organisation de l'espace irrigué valencien et sur sa place dans le littoral méditerranéen.

#### 1. L'évolution du transport maritime au milieu du 19<sup>e</sup> siècle

Avec le développement de la navigation à vapeur, l'Espagne méditerranéenne entre de plain-pied dans le champ d'approvisionnement de l'Europe industrielle du nord, et en particulier de l'Angleterre (PEET, 1969, MOINDROT, non daté). Ce marché de consommation se développe avec la révolution industrielle et

l'urbanisation, et les compagnies maritimes britanniques sont au premier rang dans l'essor du commerce et, par contre-coup dans la croissance de l'agriculture valencienne d'exportation. Alors que les modestes envois d'agrumes valenciens des années 1830 se faisaient par voiliers vers Marseille, l'exportation vers l'Angleterre démarre au milieu du siècle et devient rapidement le courant principal (PIQUERAS, 1985). La suprématie des compagnies anglaises est telle qu'en 1933 J. BELLVER MUSTIELES décrit encore le système d'exportation des agrumes sous la forme de trois "cercles concentriques". Au centre, le petit groupe des "vaporistas", représentants des compagnies anglaises, qui fournissent par anticipation de l'argent aux exportateurs valenciens. Ceux-ci, qui forment le deuxième cercle, un peu plus nombreux, sont chargés d'acheter les oranges, de les faire emballer et de les amener à quai en fonction des rotations des navires. Ils font donc travailler les confectionneurs et toutes les autres activités liées à l'expédition des agrumes, qui forment ainsi le troisième cercle, le plus nombreux, mais le plus dépendant de ce système organisé de l'extérieur. C'est en quelque sorte le temps des "compradores".

Mais la navigation maritime ne crée pas un "champ" de communication continu: elle privilégie des points, les ports, qui se trouvent d'ailleurs d'autant plus éloignés de l'Angleterre qu'ils sont septentrionaux: la distance maritime par Gibraltar est donc inverse de la distance terrestre. Le chemin de fer pourrait compenser ce caractère ponctuel des transports maritimes, mais sa mise en place dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle est lente en Espagne, son efficacité réduite par la différence d'écartement des voies entre l'Espagne et le reste de l'Europe. Il joue surtout son rôle à partir du début du 20<sup>e</sup> siècle dans la partie du littoral la mieux équipée, entre Valencia, Barcelone et la frontière française.

On assiste donc de ce fait au développement d'un certain nombre de zones spécialisées dans la production de fruits et produits frais peu périssables, autour des ports d'exportation, vers lesquels routes et voies ferrées drainent les produits d'une auréole plus ou moins vaste: ainsi des agrumes dans la Plana de Castellón, autour des ports de Castellón et de Burriana, dans les huertas du Turia et du Júcar autour du port de Valencia, dans la Safor autour de celui de Gandía. Elles s'y développent à la fois au détriment des autres cultures irriguées, ou des cultures sèches comme la vigne.

Mais ce phénomène peut toucher les cultures sèches comme les cultures irriguées, dès lors qu'un marché d'exportation existe. C'est le cas du vignoble de raisins secs (la "pasa") de Denia (Bajo Marquesado), que J. COSTA MAS décrit en des termes qui rappellent tout à fait le système d'exportation des agrumes:



"A la fin de la guerre d'indépendance (contre Napoléon), le commerce de la pasa connaît une authentique éclosion par l'impulsion de l'essor du marché britannique et... continue ses progrès jusque vers 1890, en conquérant de nouveaux et importants marchés, comme ceux d'Amérique du Nord, des pays de la Baltique, etc... Le paysage agraire subit de profondes transformations: une avalanche de reconversions et de défrichements impose pratiquement la monoculture de la vigne de moscatell et détruit l'économie d'autoconsommation. Le commerce déplace des capitaux considérables et, quoique la Grande Bretagne contrôle en grande partie les canaux commerciaux, elle ne laisse pas pour autant d'enrichir une bourgeoisie autochtone, plus ou moins dépendante de l'anglais. Denia se transforme en une ville cosmopolite, avec un port très fréquenté" (1977, p.191).

Mais dans ce cas, le système de la pasa, semblable d'ailleurs à celui du vignoble de Malaga décrit par Ch.MIGNON (1981), trop dominé et spatialement peu étendu, ne parvient pas au degré de complexité et d'indépendance suffisant pour résister aux "agressions" extérieures: conjoncture économique et concurrence internationale amènent son effondrement au début du 20<sup>e</sup> siècle, tandis que les zones d'approvisionnement du marché international se déplacent alors vers la Méditerranée orientale (Grèce, Turquie).

Entre ces flots tournés vers l'extérieur, l'agriculture méditerranéenne traditionnelle se maintient et évolue lentement dans le cadre régional puis national. Les produits périssables (légumes, maraîchage) ne peuvent se développer pour l'exportation que dans la zone drainée par le chemin de fer. C'est le cas du littoral de la Catalogne de part et d'autre de l'agglomération de Barcelone:

"A l'instar de ce qui se passait déjà pour la production maraîchère de la zone littorale de la Maresme au Nord-Est de Barcelone, les récoltes du delta (du Llobregat) prirent, pour une part de plus en plus importante, la direction des pays de l'Europe du Nord...Le delta du Llobregat fut longtemps la zone la plus méridionale d'Espagne affectée à la production maraîchère d'exportation". (DEFFONTAINES, 1949, pp.167-168).

## 2. L'intégration complète de la façade méditerranéenne dans le marché européen au milieu du 20<sup>e</sup> siècle

La croissance rapide de la demande en fruits et légumes méditerranéens dans l'Europe occidentale, favorisée par la prospérité de l'après-guerre, va de pair avec une amélioration considérable des transports ferroviaires, mais surtout avec la révolution du transport routier à longue distance: le camion gros porteur transforme complètement les conditions d'accès de ces produits au marché européen. Le transport maritime des produits agricoles décroît rapidement, tandis que le train et surtout la route prennent sa place. Le marché d'expédition n'est donc plus ponctuel et centré sur les ports, mais s'organise selon un gradient à peu près continu sur toute la façade maritime, du nord au sud. En outre, l'augmentation des coûts de transport avec la distance tend à s'atténuer au fur et à mesure de l'amélioration des moyens de transport: c'est-à-dire que les zones septentrionales, Catalogne, Région de Valencia, avantagées dans un premier temps par leur proximité du marché extérieur, voient cet avantage fondre progressivement par rapport aux régions plus méridionales, Murcie et Almeria. On vérifie en quelque sorte le schéma théorique de Von Thünen, selon lequel "une diminution du coût de transport se traduira par un relèvement de la rente d'autant plus sensible que l'éloignement du marché est plus grand. La pente de la courbe de rente devient moins forte et l'espace occupé par la culture concernée s'agrandit" (BAILLY et BEGUIN, 1982, p.100). C'est ce qu'illustre le passage de la figure 29A à la figure 29B (p.211). Mais ce déplacement des zones de culture est renforcé par les différences de coûts de production agricole, moins élevés au sud qu'au nord, pour deux raisons:

- des coûts salariaux plus faibles, dans une économie moins développée, plus agricole, avec un fort sous-emploi rural: la rémunération moyenne du travail dans l'agriculture conserve ce gradient nord-sud pour les provinces littorales de l'Espagne méditerranéenne de 1962 à 1982 (voir figure 30, p.212);

- des avantages naturels de précocité considérables, qui permettent d'ailleurs de se situer à contre-saison des mêmes productions dans le Marché Commun et donc de ne pas en subir les contraintes réglementaires en bénéficiant des meilleurs créneaux d'accès à ce marché. Pour protéger la production agricole des pays membres de la Communauté, les autorités économiques ont en effet mis en place un calendrier qui interdit ou taxe les importations étrangères pendant les périodes de production interne. Les producteurs à contre-saison du sud sont donc moins pénalisés

que ceux du nord, dont le calendrier de production se rapproche de celui des pays du Marché Commun. Mais cela ne pouvait se faire qu'à condition que soit levé l'obstacle de la sécheresse estivale: les aménagements hydrauliques ont été, dans ces régions, la préoccupation permanente de l'investissement agricole privé et de la politique de développement rural de l'Etat espagnol durant les vingt dernières années. Le transfert des eaux du Tage vers le Segura en a été la réalisation la plus considérable (HERIN,1975).

Ces "économies externes" se sont donc traduites par un abaissement des coûts de production plus rapide que l'augmentation des coûts de transport, du nord vers le sud. On assiste donc à un déplacement chronologique des cultures de fruits et légumes d'exportation le long de la côte méditerranéenne, illustré sur la figure 29C (p.211) par le déplacement du point où se recoupent les courbes de coûts de transport et de coûts de production agricole. Le lieu de leur croissance maximum s'est donc historiquement déplacé de la Catalogne (19<sup>e</sup> siècle), à la région de Valencia (1<sup>e</sup> moitié du 20<sup>e</sup> siècle), puis au Sureste et à l'Andalousie depuis 1970: les provinces d'Alicante, de Murcie et d'Almería sont celles qui ont connu le plus fort taux d'accroissement des cultures irriguées dans les dix dernières années. Alors que les provinces de la moitié nord de la façade méditerranéenne (de Gérone à Valencia) voient leur part dans la production légumière et fruitière de celle-ci diminuer depuis 1962, celle des provinces méridionales (d'Alicante à Malaga) ne cesse de croître (fig.31, p.212). Le dernier recensement des agrumes en est un bon témoin: pour la période 1971-1979, la surface du verger a reculé de 3 % dans la province de Valencia, mais a augmenté de 23 % dans celle d'Alicante.

Les huertas de Valencia et de Castellón perdent donc progressivement leur situation de "sud agricole" de l'Espagne au bénéfice des provinces plus méridionales. Comme le Roussillon et le Vaucluse sont devenus le sud agricole du marché français dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle grâce au chemin de fer, le sud géographique de la péninsule devient vraiment aujourd'hui le sud agricole de l'Espagne, et en partie de l'Europe occidentale, grâce à l'évolution des moyens d'accès au marché européen. Et c'est à juste titre que Ch.MIGNON qualifie le Campo de Dalias, dans la province d'Almería, complètement transformé par les cultures irriguées depuis 1950, de "nouveau sud" (1975). Avec un énorme décalage historique, le sud de l'Espagne profite de ses rentes "climatiques" et "sociales". En prolongeant le modèle d'évolution décrit ci-dessus, on peut se demander pendant combien de temps encore il en profitera: de l'autre côté de la Méditerranée, se profile un autre sud, le Maroc en particulier, qui se posera et se pose déjà en concurrent des producteurs espagnols; d'ailleurs ceux-ci s'opposent au passage des produits marocains à travers la péninsule, comme les producteurs français s'opposent parfois au passage des produits espagnols à travers l'hexagone.

### 3. Les conséquences pour le regadío valencien

Devant cette concurrence de plus en plus méridionale, les zones de production centrales et septentrionales de la façade méditerranéenne peuvent évoluer de plusieurs façons:

- soit en s'orientant vers des productions moins intensives, où la substitution du capital au travail peut s'effectuer plus aisément et diminuer les coûts de main-d'oeuvre: mais cela supposerait, pour des agriculteurs à temps complet, une forte réduction du nombre des exploitations et des actifs agricoles. Ce n'est pas, nous l'avons vu, la tendance observée à Valencia, où les formes d'agriculture irriguée moins intensive sont le fait des agriculteurs à temps partiel;
- soit en recherchant au contraire des productions encore plus intensives: cultures sous serres, floriculture, dont le développement est patent depuis une dizaine d'années dans la province de Barcelone puis dans celle de Valencia, où il s'appuie sur les grands marchés urbains locaux;
- soit en se posant en intermédiaires commerciaux et industriels des producteurs du sud: les expéditeurs et les exportateurs valenciens traitent les produits des provinces d'Alicante, de Murcie ou même d'Almeria, et déplacent leurs activités de production ou de collecte vers le sud.

"L'autonomie commerciale du Campo de Dalias est cependant encore imparfaite, car l'essentiel du trafic d'exportation reste aux mains du négoce murcien ou valencien, dont les grandes entreprises expédient le meilleur de la production almeriense sous leur propre label" (MIGNON, 1981, p.418).

Le schéma théorique de Von Thünen est donc fortement déformé par les phénomènes sociaux et politiques. La région valencienne, qu'on peut considérer comme une aire de production de plus en plus proche des marchés européens depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, a d'abord vu se développer un système agricole de plus en plus intensif. Mais maintenant que le même système se développe avec succès plus au sud, ses agriculteurs se tournent vers des formes plus intensives (serres), ou plus extensives, en relation avec l'agriculture à temps partiel. Les formes de gestion et de transformation de la production agricole continuent à croître: ceci est une autre façon d'accroître la rente régionale, mais cela se passe en dehors de l'activité purement agricole. On pourrait donc ajouter une nouvelle auréole interne au schéma de Von Thünen: celle où prédomineraient les activités tertiaires liées au primaire, et où une bonne partie du revenu des agriculteurs ne procéderait plus exclusivement de leur exploitation: c'est justement le cas du regadío valencien.

## CHAPITRE II. L'HOMME ET L'EAU

Une des conditions nécessaires à l'évolution des spéculations agricoles depuis plus d'un siècle a été la présence relativement abondante de l'eau et la possibilité d'étendre l'espace irrigué au détriment du secano et des marécages littoraux. La civilisation de l'eau est ici ancienne, puisque la période musulmane, qui prend fin avec la Reconquête, a fourni l'essentiel des techniques et du vocabulaire de l'irrigation gravitaire. Celle-ci n'a jamais cessé de se développer, mais sa croissance a été renforcée au 20<sup>e</sup> siècle par la maîtrise tardive et partielle des eaux de surface. L'irrigation par pompages et par puits a connu au contraire un essor récent et rapide, corrélatif du développement séculaire des agrumes, et cette juxtaposition des deux types d'irrigation est une des originalités du regadío valencien.

### A. Les besoins en eau agricole

#### 1. Climat et précipitations

Le littoral de Valencia et de Castellón présente, sur la côte méditerranéenne de l'Espagne, une situation pluviométrique intermédiaire entre le régime catalan et le régime murcien (tab.25, p.234). Le premier, plus humide et plus froid, présente un nombre de jours biologiquement secs (indice xérothermique "x" de GAUSSEN et BAGNOUL, 1952) inférieur à 75 et se classe dans le climat mésoméditerranéen atténué sur la Carte Bioclimatique de la Région Méditerranéenne (EMBERGER et alt., 1962). Des hauteurs de pluie supérieures à 600 mm/an le situent dans le subhumide d'après le coefficient pluviométrique d'EMBERGER, "Q", supérieur à 70 (1955). Le second, plus sec et plus chaud, plus aride en un mot, voit ses précipitations annuelles tomber en dessous de 300 mm et son indice xérothermique dépasser 150: on entre dans l'aride selon EMBERGER et on passe du mésoméditerranéen accentué au thermoméditerranéen, puis au xérothermoméditerranéen sur la carte bioclimatique.

La station de Valencia, avec 421 mm de moyenne pluviométrique et un "x" de 80 est donc représentative de la nuance accentuée du climat mésoméditerranéen ("x" entre 75 et 100), qui s'étend sur le littoral et sur l'intérieur de la péninsule vers l'ouest. Cependant l'opposition y reste très nette entre un été sec (12 % du total annuel de précipitations) et un automne très arrosé (45 %). L'hiver et le printemps se partagent le reste à parts à peu près égales. D'après le diagramme ombrothermique de Valencia (fig.32, p.213), la saison sèche dure 4 mois, de mai à août. Mais ces

valeurs moyennes masquent un certain nombre de caractères méditerranéens dont les conséquences sont graves au plan biogéographique.

La variabilité interannuelle des pluies est grande: l'histogramme de fréquence des pluies annuelles pour la période 1900-1967 (fig.33, p.213) présente un écart-type de 134 et un coefficient de variation (rapport de l'écart-type à la moyenne de la distribution) de 32 %. C'est une valeur proche de celles que R. HERIN (1975) a relevées dans le Sureste (Murcie: 35 %, Jumilla: 31 %). La courbe est gaussienne mais elle présente une forme aplatie: dans l'intervalle  $-1$  et  $+1$  écart-type, qui regroupe 79% des valeurs de la variable, toutes les tranches, à part la tranche modale (350-400 mm), ont une fréquence à peu près identique, variant de 8 à 11%.

La variabilité interannuelle des pluies mensuelles et saisonnières est aussi forte: la Région Valencienne a été affectée, comme l'ensemble de la péninsule ibérique, par une période sèche qui s'est étalée sur près de 3 ans, de 1978 à 1981: les précipitations totales ont été inférieures à la moyenne, d'un quart sur le littoral et d'un tiers à la moitié sur les massifs montagneux. Les effets en ont été catastrophiques sur les réserves hydriques du sol et sur les ressources en eau pour l'irrigation (BOIX FERRERO et alt., 1982).

Les précipitations, souvent torrentielles, tombent en un petit nombre de jours (50 à 60 en moyenne) et parfois sous forme d'orages de grêle dévastateurs, surtout à la fin de l'été. Elles nuisent aux cultures par les méfaits du ruissellement sur les sols peu profonds des versants, et surtout par le caractère toujours catastrophique des grandes inondations: les deux dernières, celle du Turia en 1956 et celle du Júcar en 1982, ne sont pas près de s'effacer des mémoires valenciennes.

## 2. Les nuances régionales

A la latitude de Valencia, la croissance des précipitations vers l'intérieur reste faible, car le relief s'élève lentement, par gradins successifs (Porta Coeli: 409 mm/an, Requena: 418 mm), et la durée de la saison sèche reste aussi longue. Par contre, vers le nord comme vers le sud, le resserrement du cadre montagneux provoque un accroissement très net des précipitations, sans changer leur régime. La Plana de Castellón a une saison sèche réduite à 3 mois et un indice xérothermique de 65: on passe, à partir d'Almenara, au climat mésoméditerranéen atténué. Le littoral au sud de Cullera est celui qui reçoit les précipitations les plus abondantes (737 mm à Gandía), mais les températures printanières et estivales plus élevées maintiennent le littoral dans le climat mésoméditerranéen renforcé, alors qu'il s'atténue immédiatement dans les proches massifs côtiers. Mais ces nuances très générales ne rendent pas compte des véritables nuances biogéographiques,

dans lesquelles le relief, l'exposition et les sols ont leur mot à dire, et qui sont essentielles pour l'agriculture irriguée intensive. Or elles sont multipliées ici par le compartimentage du relief, les nombreuses situations d'abri, d'exposition, de versant, de fond de vallée ou de plaine de niveau de base. Ainsi à Alcira, les agrumiculteurs ont planté des agrumes dans les hauts couloirs de la sierra littorale de las Agujas, à plus de 200m d'altitude, mais à quelques kilomètres de la mer à vol d'oiseau, et les vendent sous le label de qualité d'"oranges de montagne".

### 3. Le bilan hydrique et l'irrigation

Les bilans hydriques calculés selon la méthode de THORNTHWAITE (ELIAS CASTILLO, GIMENEZ ORTIZ, 1965) montrent que, pour la station de Valencia, des précipitations moyennes égales ou supérieures à 400 mm par an ne sont pas suffisantes pour maintenir en permanence des réserves hydriques dans le sol, ou pour les reconstituer, au moins jusqu'aux 100 mm théoriques de THORNTHWAITE. Dans le cas présent, elles ne dépasseraient pas 60 mm et seraient consommées rapidement, après une période de recharge qui va d'octobre à février, en mars-avril-début mai; de la mi-mai à la fin septembre, le déficit en eau ne cesse de croître car l'évapotranspiration potentielle (calculée selon THORNTHWAITE) représente, pour les 4 mois de juin à septembre, une tranche de 429 mmm, supérieure aux précipitations annuelles et 4 fois supérieure aux précipitations mensuelles. Or il s'agit d'année moyenne, et la situation peut être encore plus critique lorsque le total des pluies tombe en dessous de 400mm, ce qui peut se produire une année sur deux. Nous ne sommes pas cependant dans la situation du bassin aval du Segura où l'irrigation, "de complémentaire qu'elle est à l'amont, devient ici vitale" (HERIN, 1975, p.74). L'humidité relative est, sur la frange littorale, toujours supérieure à 60 %, même pendant les mois d'été, ce qui explique que le coefficient xérothermique de GAUSSEN dépasse nettement le nombre moyen de jours de pluie (80 contre 66 à Valencia). Les rendements des cultures sèches ne sont donc pas très différents de ceux de bien d'autres régions espagnoles non méditerranéennes, et les cultures arbustives traditionnelles prospèrent aussi bien qu'ailleurs dans les secanos et les bassins tertiaires de l'intérieur. Mais si l'obligation "vitale" de recourir à l'irrigation était, d'après les moyennes, moindre qu'au sud, il reste que l'irrégularité interannuelle des précipitations pouvait compromettre les cultures une année sur deux, et que tout effort d'intensification de la production passait obligatoirement par l'irrigation.

## B. Les ressources en eau

### 1. Des eaux de surface irrégulières

Les provinces de Castellón et de Valencia se partagent entre des organismes de taille (longueur et superficie des bassins versants) et de débit très variés:

-un fleuve d'échelle nationale, le Júcar, dont le bassin versant dépasse 20.000 km<sup>2</sup> et dont le réseau comporte quelques affluents de taille (Cabriel, Magro);

-deux fleuves d'échelle régionale, le Turia et le Mijares (bassin entre 4.000 et 8.000 km<sup>2</sup>);

- deux rivières d'échelle provinciale, le Palencia et le Serpis (environ 1.000 km<sup>2</sup>);

- enfin une série de petits organismes côtiers dont le bassin dépasse rarement 500 km<sup>2</sup> et dont le nom ("rambla, barranco, rio seco") est évocateur du régime irrégulier et torrentiel.

A l'état naturel ces organismes souffrent de graves défauts, qui s'accroissent avec la réduction de leur bassin versant.

#### a. La faiblesse des débits

Seuls le Júcar et le Turia ont un module supérieur à 10 m<sup>3</sup>/s, car une bonne partie de leur bassin versant est comprise dans les massifs montagneux du Système Ibérique, où les précipitations dépassent en moyenne 600 à 800 mm/an. Pour les autres organismes, dont les modules tombent rapidement à 1 m<sup>3</sup>/s, les bassins sont de plus en plus circonscrits à la façade littorale; enfin, pour tous les organismes de la dernière catégorie, on passe de l'écoulement permanent à l'écoulement intermittent, avec une très longue sécheresse d'été. L'importance de l'évaporation et la grande étendue des surfaces calcaires expliquent que les coefficients d'écoulement sont bas (0,16 à 0,18) et les débits spécifiques de l'ordre de 2,5 à 3 litres/s/km<sup>2</sup> de bassin. Comparés aux précipitations moyennes, les déficits d'écoulement sont énormes: de 300 à 500mm/an.

On se trouve donc, comme pour le climat, dans une situation intermédiaire entre l'Aragon et la Catalogne d'un côté, et le Sureste de l'autre. Dans le premier cas, le système de l'Ebre, bien alimenté par ses affluents pyrénéens (615 m<sup>3</sup>/s à l'embouchure), est capable de supporter des saignées considérables pour alimenter des périmètres irrigués en plein développement: en 1982, pour l'importance des surfaces irriguées en Espagne, la province de Saragosse était au 2° rang, celle de Huesca au 3° et celle de Lérida au 5°. Dans le second cas (provinces d'Alicante, Murcie et Almeria), en dehors du Segura, aucun fleuve n'atteint 5 m<sup>3</sup>/s de module, et l'extension des irrigations passe par le recours aux nappes souterraines et à l'eau du bassin du Tage.



## b. L'irrégularité des débits

Le régime des organismes hydrographiques, essentiellement pluvial méditerranéen, suit de très près la courbe des précipitations et subit de fortes variations interannuelles:

- étiajes marqués en été, qui transforment la plupart des fleuves côtiers en "ríos secos" aux larges lits caillouteux parsemés de lauriers roses;
- hautes eaux de saison froide souvent inaugurées par des crues d'automne.

Celles-ci sont parfois catastrophiques, car elles sont capables d'écouler des volumes d'eau dévastateurs pouvant atteindre plusieurs milliers de m<sup>3</sup>/s. Ainsi de la tristement célèbre crue du Turia qui, en Octobre 1957, noya la ville et la Huerta de Valencia sous un torrent d'eau et de boue, causant une cinquantaine de victimes et des dégâts matériels évalués à l'époque à plusieurs milliards de pesetas. Le Jucar devait s'illustrer plus récemment par une crue centenaire qui ravagea sa Ribera en Octobre 1982 (voir Annexe 6, p.349).

## 2. Des eaux souterraines abondantes

La géomorphologie particulière du littoral valencien juxtapose brutalement deux types de reliefs:

- Des massifs et des sierras littorales qui se caractérisent par une grande importance des séries calcaires et des intercalations imperméables, dans une structure complexe, riche en plis et en fractures, dont les montées triasiques jouent un rôle non négligeable. Elles sont le fruit de la rencontre de deux grands systèmes structuraux dans cette région: le Système Ibérique au nord, d'orientation dominante NE-SO, et le Système Bétique au sud, d'orientation SO-NE. On y trouve donc tout le cortège des phénomènes karstiques, et ils constituent de bons réservoirs hydrogéologiques.
- Des piémonts et des plaines littorales, d'origine détritique et fluviatile, dont les formations caillouteuses, sableuses, limoneuses et argileuses constituent autant de réceptacles pour les nappes phréatiques alimentées par les fleuves et les massifs réservoirs bordiers. Les eaux souterraines ne manquent pas, et les aquifères représentent, dans la plaine littorale comme sur les piémonts secs, plus de la moitié des ressources en eau disponibles.

Les sources et les résurgences sont nombreuses dans un relief fortement karstifié: elles se trouvent soit au contact du cadre montagneux ("font"), soit sous forme de résurgences dans la plaine littorale et jusque dans les lagunes ("ullal"). Les agriculteurs les ont mises à profit pour l'irrigation, en créant des communautés autour d'elles. Quelques unes dépassent la centaine de litres/s et alimentent des périmètres à l'échelle communale ou même pluricommunale. La Font de Quart, au nord de Sagunto ("los Valles") reste ainsi l'exception par l'importance et la régularité

de son débit: son module supérieur à 1,5 m<sup>3</sup>/s permet d'arroser plus de 2.000 hectares sur les territoires de 7 communes. Elle a servi de base agricole à 5 d'entre elles: Benifairó, Benavites, Quart, Quartell et Faura regroupent aujourd'hui 8.000 habitants dans un rayon d'1km (PEREZ PUCHAL, 1966). La plupart des sources fournissent des débits de quelques dizaines de litres/seconde seulement, sont plus irrégulières et peuvent souffrir d'étiages estivaux: elles ont été souvent aménagées avec des galeries de captation ("minas") ou même des puits avec pompage forcé en été.

### 3. Le bilan dans le bassin moyen et aval du Júcar et du Turia

Dans le cadre du Plan national de recherche des eaux souterraines, l'I.G.M.E. et l'I.R.Y.D.A. ont dressé un bilan des ressources hydrauliques des bassins moyen et aval de l'ensemble Júcar-Turia (1975). Cet ensemble s'étend sur 32.000 km<sup>2</sup> et recouvre la totalité des provinces de Valencia et de Castellón, le nord-est d'Alicante et le sud de Teruel. Le schéma de la fig.34 (p.214), (COMAGUILLEN et alt.,1976), montre que l'eau n'est pas rare dans le bassin, et que les ressources souterraines (2.114 Hm<sup>3</sup>) sont presque aussi abondantes que les ressources superficielles (2.882 Hm<sup>3</sup>). L'eau de surface est surtout utilisée à des fins agricoles, pour irriguer près de 100.000 ha, avec un important débit non employé: des 2.600 Hm<sup>3</sup> dérivés, moins de la moitié (1.100 Hm<sup>3</sup>) est effectivement utilisée. Les eaux souterraines pompées sont beaucoup moins importantes (620 Hm<sup>3</sup>) et utilisées pour 39 % par les agglomérations (231 communes) et l'industrie. Elles sont cependant plus efficaces que les eaux de surface puisqu'elles irriguent pour une bonne part des vergers d'agrumes moins exigeants en eau que les cultures de huerta.

## C. Aménagements et gestion de l'eau

### 1. Les eaux de surface

#### a. Des barrages-réservoirs tardifs

Dans sa thèse, J. BRUNHES présentait comme un avantage le fait qu'"il n'y a pas, du cap de la Nao au delta de l'Ebre, un seul grand barrage-réservoir" (1902, p.80). Les prises directes, créées en dérivation par les différentes communautés au long des fleuves, lui semblaient un système souple et bien adapté aux conditions naturelles régionales, dont il faisait un "type valencien" dans son classement des formes d'irrigation. C'était toutefois faire peu de cas des insuffisances notoires de l'irrigation que chaque période de sécheresse faisait apparaître, et de la complexité, de la minutie et du caractère souvent coercitif des règlements d'arrosage; d'autant qu'à cette date, l'irrigation par puits et pompes ne cessait de se développer en dehors des périmètres des canaux: elle couvrait déjà

une dizaine de milliers d'hectares dans la province de Valencia.

En fait, les projets de barrages-réservoirs existaient déjà, puisqu'ils remontaient au milieu du 19<sup>e</sup> siècle (1855 pour le Turia). Mais rien de décisif ne fut mis sur pied avant le grand Plan de Travaux Publics de 1902, à la suite duquel les premiers projets se concrétisèrent. Mais ce furent, dans un premier temps, de quasi-échecs:

- le barrage de Buseo, terminé en 1912, sur un petit affluent de rive gauche du moyen Turia, était, avec une capacité de 7,5 Hm<sup>3</sup> et un taux de remplissage très variable, incapable d'influer valablement sur le régime du Turia;

- le barrage de María-Cristina fut construit en 1925 sur la Rambla de la Viuda, affluent principal du Mijares, dans l'immédiat arrière-pays de la Plana de Castellón. Des fuites importantes dans le substratum calcaire, et le régime d'oued de la Rambla, plus capable de remplir ses 27 Hm<sup>3</sup> de sédiments que d'eau, lui ont enlevé une bonne partie de son efficacité. Il fallut attendre que le barrage de Schar dérive vers lui une partie des eaux du Mijares pour que le lac joue un rôle dans la régulation des eaux d'irrigation de la Plana.

Ce n'est qu'après la guerre civile que les idées et les projets de M. LORENZO PARDO (1933), dont certains avaient connu un début de réalisation, aboutissent, sous la forme d'ouvrages régulateurs adaptés à la taille des organismes à domestiquer (voir tab.26, p.234 et fig.35, p.216). Outre la fourniture d'électricité, considérable dans le cas du Júcar, du Cabriel et du Turia, l'intérêt de ces barrages était multiple:

- régularisation des débits intermensuels des fleuves, en retenant les hautes eaux d'hiver et en alimentant les débits d'été à l'aval, selon les besoins des canaux d'irrigation;
- diminution du danger des crues dans les plaines littorales;
- régularisation des apports d'eau agricole et extension des périmètres d'irrigation par la construction de nouveaux canaux;
- satisfaction des besoins accrus en eau urbaine et industrielle.

#### b. La fin des étiages

Le premier objectif a été à peu près réalisé, et les périmètres irrigués par les eaux de surface redoutent moins, depuis une vingtaine d'années, le manque d'eau estival, sauf si une sécheresse persistante vient compromettre la reconstitution des réserves hivernales des grands barrages. Cette situation n'est cependant pas l'exception, puisqu'elle s'est déjà rencontrée deux fois depuis: après les années relativement sèches de 1972 à 1974, les débits moyens du Júcar et du Turia ont baissé fortement en 1974 et 1975: respectivement 28 et 10,5 m<sup>3</sup>/s. Mais surtout à la suite de la sécheresse générale de 1978 à 1981, les réserves des barrages ont été

réduites à néant et les communautés d'irrigation de la plaine littorale ont été obligées de remettre en vigueur certaines dispositions restrictives dans la répartition de l'eau ("tandeo"\*)

Mais la qualité de la régulation dépend de la taille des réservoirs: seuls les plus vastes, sur le Júcar et le Turia, ont été capables de renverser le régime naturel des fleuves en emmagasinant les hautes eaux hivernales pour les reporter sur l'été à l'aval (PEREZ PUCHAL, 1967). Les barrages plus modestes sur le Palancia, le Serpis, et le Mijares (jusqu'en 1977) doivent laisser échapper une bonne partie des hautes eaux d'hiver, alors qu'ils terminent presque à sec la saison estivale. Ils ne régulent donc qu'une partie des débits et ceux de l'été sont à l'aval souvent proches du module ou même inférieurs. Dans le Bajo Palancia, le déficit en eau de surface de la huerta de Sagunto est toujours d'actualité et des puits sont venus suppléer à l'insuffisance de l'alimentation estivale de l'Acequia Mayor. Les communautés d'irrigation de la Plana de Castellón ont dû attendre la construction du barrage d'Arenos (1977), dont la capacité est trois fois supérieure à celle de Schar, pour que la situation estivale de leurs dotations en eau ne fasse plus problème.

### c. Les inondations: un danger toujours présent

La réalisation du second objectif dépend beaucoup de la situation géographique des barrages. Proches de la plaine littorale, donc de la base de l'éventail des rivières affluentes, ils écartent l'essentiel du danger des crues, comme sur le Mijares. Situés plus à l'amont, sur le cours moyen ou supérieur, ils ne jouent qu'imparfaitement ce rôle, car les pluies méditerranéennes d'automne sur la plaine littorale et les piémonts peuvent être d'une rare violence.

Le barrage du Generalísimo, à Benagéber, n'a pas empêché la terrible crue du Turia de 1957: elle fut alimentée en grande partie par le bassin versant moyen et par le río Tuéjar, affluent de rive gauche venu de la Sierra de Javalambre. Elle a, par contrecoup, entraîné la réalisation de deux projets:

- la construction à Loriguilla d'un second grand barrage (71 Hm<sup>3</sup>) sur le Turia, qui sert de contre-barrage à la production électrique de celui de Benagéber et de régulateur, étant donnée sa position, des eaux du Tuéjar;
- la déviation du cours du Turia à Valencia: l'ancien tracé au nord de la vieille ville est détourné au profit d'un nouveau cours creusé au sud de l'agglomération et capable d'écouler un débit de 10.000 m<sup>3</sup>/s, largement supérieur à celui de la crue de 1957. Cette "solución sur" est un vieux projet enfin réalisé et intégré dans un plan d'urbanisme complet, dont elle est le premier élément (BURRIEL, 1968).

Sur le Júcar, le barrage d'Alarcón, situé sur le cours supérieur du fleuve,

dans la province de Cuenca, ne pouvait en rien empêcher les crues du bassin moyen et de ses affluents (Cabriel, Albaida, Magro) d'inonder périodiquement la Ribera Alta et Baja. En octobre 1969 et 1971, en novembre 1977, des crues de plus de 500 m<sup>3</sup>/s inondèrent les zones basses, noyant les arbres jusqu'aux feuilles et anéantissant les cultures de huerta. Un progrès est intervenu avec la régulation du Magro par le barrage de Forata (1965) et du Cabriel par celui de Contreras (1974), mais leur situation amont ne résolvait pas le problème des crues aval. Le barrage de Tous, construit de 1973 à 1978 à la sortie en plaine du Júcar, à 60 km de son embouchure, avait plusieurs finalités:

- réguler l'alimentation en eau des canaux agricoles de la Ribera (face à l'exploitation hydro-électrique des barrages du cours moyen, Embarcaderos, Millares);
- alimenter par pompage le nouveau canal Júcar-Turia;
- laminer les crues de la partie moyenne du bassin du fleuve.

Mais il avait, dans sa première phase de réalisation, une capacité totale réelle (53 Hm<sup>3</sup>, contre 135 Hm<sup>3</sup> initialement prévus) trop faible pour l'importance des crues du fleuve; et sa situation sur le réseau hydrographique lui enlevait toute influence sur les affluents de rive droite de la Ribera Alta, rios Sellent, Canóles, Albaida, venus des sierras du sud de la province de Valencia. Près des deux tiers du bassin du Júcar n'étaient donc pas suffisamment régulés, et la terrible crue d'Octobre 1982 est venue le rappeler en emportant le barrage et en provoquant une inondation catastrophique dans toute la Ribera: 300 km<sup>2</sup> inondés, 100.000 habitants et 25 communes affectées, plus de 60 milliards de pesetas de dégâts (3,2 milliards de F) (voir Annexe 6, p.349).

#### d. Les travaux récents et l'extension des irrigations

Le troisième objectif est celui qui a reçu le moins d'attention de la part des pouvoirs publics jusqu'à une date récente. Si les communautés d'irrigation ont pu supprimer l'irrigation éventuelle et étendre leurs périmètres grâce à l'amélioration de leur dotation en eau, les huertas valenciennes n'avaient pas connu de nouveau canal depuis la construction de celui qui était issu du barrage de Maria Cristina en 1925, et qui arrosait la "huerta nueva" de Castellón (LOPEZ GOMEZ, 1957).

Projetée là encore depuis bien longtemps, l'irrigation du Campo de Liria, sur la rive gauche du moyen Turia, n'a été réalisée que tout récemment après bien des atermoiements. Commencé immédiatement après la mise en service du réservoir de Benagéber, le canal-maître était destiné à apporter quelques 13 m<sup>3</sup>/s pour irriguer environ 15.000 hectares de secano sur le territoire des communes de Villar del Arzobispo, Casinos, Liria dans un premier temps, puis Benaguacil, Puebla de Vallbona, Paterna, Bétera et même Moncada et Sagunto dans un second (PEREZ PUCHAL, 1966). Mais les travaux furent lents, et l'opposition des communautés de la Huerta de

Valencia, qui craignaient d'être lésées dans leurs droits sur l'eau du Turia, farouche. De sorte que le réseau, quoique très avancé dès 1970, ne fut mis en service qu'en 1978, lorsque la réalisation du canal Júcar-Turia vint lever l'hypothèque des irrigations aval et qu'on eut remis le réseau secondaire en état (photo 6, p.205). Faute d'utilisation, celui-ci s'était dégradé et les agriculteurs du périmètre, avec ou sans l'aide de l'I.R.V.D.A., avaient suppléé par des puits aux retards du projet, diminuant ainsi l'intérêt de la nouvelle irrigation collective. La mise en eau de ce nouveau réseau a correspondu avec la période de sécheresse persistante de 1978 à 1981, et la rupture du barrage de Tous (1983) a compromis l'alimentation du canal Júcar-Turia, de sorte qu'on a dû faire appel à des pompages de l'I.R.V.D.A. Mais il semble que l'essor des surfaces mises à l'irrigation est en bonne voie: malgré les difficultés rencontrées, les surfaces irriguées ont augmenté de 2.800 hectares (+ 41 %) de 1977 à 1982 (PENA GIMENO, 1983).

Quant au canal Júcar-Turia, il a plus servi à satisfaire la demande en eau urbaine et industrielle croissante de l'aire métropolitaine de Valencia, qu'à compenser les déficits en eau agricole, dont la demande diminue avec les progrès de l'urbanisation. Il avait aussi pour but d'arroser par gravité les terres du piémont sec de la plaine littorale, entre les deux fleuves, situées au dessus de la vieille Acequia Real del Júcar: c'est en fait une zone où les irrigations par puits se sont développées très tôt et où, de ce fait, les gains de l'irrigation collective ne peuvent être que réduits.

## 2. Les communautés d'irrigation

### a. Une grande diversité de tailles

L'annuaire des communautés d'irrigation dressé en 1972 par le Ministère des Travaux Publics recensait, dans les deux provinces de Valencia et de Castellón, 233 communautés: elles regroupaient environ 170.000 irrigants sur 121.200 hectares, et dérivait des débits de l'ordre de 133 m<sup>3</sup>/s, somme totale des concessions accordées par l'Etat. Le calcul d'une communauté moyenne, qui aurait 804 irrigants sur 520 hectares pour 571 litres/s concédés ne signifierait pas grand'chose, car la distribution des communautés selon leur taille montre de grands contrastes: la moitié d'entre elles gèrent moins de 100 hectares, soit au total 4 % seulement des terres ainsi irriguées, tandis que les communautés de plus de 1.000 hectares, qui ne représentent qu'un dixième du total, gèrent 4/5 des périmètres gravitaires. Mais il faut souligner que la majeure partie des petites communautés se trouve dans la partie intérieure des deux provinces, où elles arrosent des huertas de vallée de faible dimension, à partir de rivières souvent peu abondantes, tandis que les grandes communautés se situent toutes à l'aval des fleuves et dans les plaines littorales (tab.27, p.234). C'est là que se situe l'essentiel de l'irrigation

traditionnelle par canaux en dérivation, ou "riego de pie"\*. Chaque fleuve alimente ainsi, à proportion de son débit, un éventail de canaux, dont les plus anciens et les plus connus sont les huit acequias qui arrosent, depuis le Moyen Age, la Huerta de Valencia (fig.36, p.216). Ces périmètres le saignent progressivement de son eau, jusqu'à lui laisser un débit estival extrêmement faible à l'embouchure, quand il n'est pas nul: le module du Júcar est de plus de 50 m<sup>3</sup>/s à son entrée en plaine à Antella, mais tombe à moins de 30 m<sup>3</sup>/s à son embouchure à Cullera, après avoir alimenté 7 grandes communautés et irrigué 40.400 hectares (fig.37, p.217 et photo 7, p.205).

#### b. Le partage de l'eau

Historiquement, les communautés ont eu pour fonction de veiller à l'approvisionnement en eau de leur réseau, à proportion des droits qu'elles possédaient sur les débits fluviaux et des quotas qui leur étaient concédés selon des règles remontant souvent à la Reconquête, et de distribuer cette eau entre leurs irrigants.

Jusqu'à la régularisation récente des débits fluviaux, la première fonction n'a pas été exempte de difficultés lors des sécheresses estivales prononcées, sources de conflits entre les communautés d'amont, premières servies, et les communautés d'aval qui s'estimaient souvent lésées. Sur le Palancia et le Turia, les procès et le recours à la force publique ne furent pas rares, car ils se doublaient d'une opposition entre les villages de droit seigneurial, "Pueblos Castillos" sur le Turia et "Pueblos de las Baronías" sur le Palancia, et les grandes communautés urbaines de la plaine littorale: Valencia dans le premier cas, Sagunto dans le second. Les irrigants de la commune de Sagunto, privés d'une partie de leur eau par les empiétements des villages d'amont, durent recourir très tôt à l'irrigation par puits pour compenser ce déficit. Sur le Mijares et le Júcar, les conflits ne furent pas aussi aigus car, jusqu'à l'entrée en plaine, le cours montagneux et accidenté de ces deux fleuves ne favorisait pas l'implantation de périmètres irrigués considérables.

A l'intérieur de chaque communauté, la nécessité de parvenir à une utilisation totale et équitable de cette précieuse ressource a conduit à des systèmes minutieux et rigoureux. Ils ont été largement étudiés par les juristes, les historiens, les géographes, et ont façonné une des images géographiques les plus tenaces de la région: le "Tribunal de las Aguas", qui se réunit tous les jeudis à midi sous le porche des Apôtres de la cathédrale de Valencia, et qui juge des conflits dans les huit acequias de la Huerta, figure dans tous les guides touristiques depuis un siècle et continue d'attirer touristes et enfants des écoles.

Un véritable droit de l'eau, autant coutumier qu'écrit, s'est mis

progressivement en place au cours de l'histoire, formalisé par les nombreuses interventions du pouvoir central (JAUBERT DE PASSA, 1823, AYMARD, 1884). Les ordonnances qui régissent le fonctionnement actuel des communautés sont presque toutes issues du 19<sup>e</sup> siècle, et forment un compromis entre le respect de la coutume et le besoin d'une administration rationnelle et plus uniforme issue du "Siècle des Lumières". A l'inverse de ce qui s'est produit dans les huertas du Sureste, le droit à l'eau n'a jamais été dissocié, dans les communautés valenciennes, de la propriété de la terre à irriguer. La pression sur les droits d'eau, la rareté de celle-ci n'ont jamais été telles qu'on aboutisse aux ventes d'eau que dénoncent A. LOPEZ GOMEZ (1951) dans la province d'Alicante ou R. HERIN (1975) dans celle de Murcie. Chaque parcelle reçoit une dotation qui n'est pas un volume, mais un temps d'arrosage, et qui forme un tantième de la dotation globale de la communauté. Elle peut varier aussi selon le type de culture (huerta, rizière, vergers), mais ces distinctions, d'ailleurs très générales, ont souvent disparu.

L'eau elle-même est gratuite: les droits d'arrosage ("canón de riego") ne concernent que le fonctionnement administratif de la communauté et l'entretien de ses ouvrages. Cette forme d'irrigation n'est donc pas chère: on estime son coût à environ 200 F par hectare. La répartition de cette eau se fait selon une réglementation rigoureuse et étroitement surveillée, qui a été d'autant plus sévère que l'eau était plus rare: en période de sécheresse, un calendrier restrictif est mis en place, c'est le tandeo, ou la "tanda"\*, pratiquement disparus avec les grands barrages, et resurgis à l'occasion de la grande sécheresse de 1979 dans quelques communautés de la plaine littorale. Aujourd'hui donc, et sauf exception, les conflits touchant le partage de l'eau entre les irrigants sont rares, car l'eau gravitaire est abondante.

### c. La gestion des communautés

La participation des irrigants au fonctionnement des communautés est en théorie assez démocratique, dans la mesure où les seuils de surface possédée imposés pour cette participation en tant qu'électeurs ou éligibles sont assez bas. Si l'accès aux assemblées générales n'est guère limité, le nombre de votes y est souvent proportionnel à la surface possédée et l'accès aux charges électives de décision ("juntas de gobierno") plus restreint. Ces règlements favorisent souvent les propriétaires les plus importants, fréquemment citadins, dans la mesure où toutes les grandes acequias ont leur siège dans une ville. Si les communautés de la Huerta de Valencia sont relativement démocratiques, le cas extrême est représenté par la plus grande communauté de la région, celle de l'Acequia Real del Júcar: le minimum nécessaire pour voter, 30 hanegadas (environ 2,5 ha), est nettement supérieur à la propriété moyenne des irrigants (0,8 ha) et exclut les 4/5 des irrigants de toute



participation.

La "démocratie paysanne" des communautés d'irrigation était donc relativement "encadrée", d'autant plus que les périmètres étaient grands et que les propriétaires citadins absentéistes y étaient nombreux. E. BURRIEL parle à juste titre des classes sociales d'irrigants dans la Huerta Sud de Valencia au 19° siècle: les différentes catégories de propriétaires, bourgeois citadins, nobles, ecclésiastiques, agriculteurs, élisaient leurs représentants aux "juntas de gobierno" selon un véritable vote par ordre (BURRIEL, 1969).

Mais le 19° siècle libéral est passé là-dessus et il semble que, malgré leurs imperfections, ces communautés aient été un ciment assez puissant de la société paysanne fondée sur l'agriculture irriguée, autant ou même plus que les structures administratives et politiques civiles: elles géraient en effet un bien fondamental selon des règles immuables, compréhensibles par tous. Il ne s'agit pas d'y voir un modèle de démocratie directe, mais il n'est pas moins vrai que, dans le regadío valencien, l'anarchisme agraire a revêtu des formes modérées et organisées, et que la tradition républicaine y a toujours été forte. Dans l'ordre économique, la coopération agraire, pourtant peu développée en Espagne, y a connu un développement modeste mais précoce, sous différentes formes: sociétés et syndicats d'arrosants autour des premiers puits, caisses d'épargne rurales, coopératives d'expédition des fruits et légumes.

### 3. Les puits: une croissance continue depuis la fin du 19° siècle

#### a. Puits individuels et collectifs

L'ancêtre du puits est ici la noria, qui pouvait chercher l'eau à quelques mètres de profondeur, rarement plus de 6, et qu'on rencontrait surtout dans la plaine littorale, où la faible profondeur de la première nappe phréatique facilitait l'extraction de l'eau. Celles qui subsistaient ont été transformées à l'aide de moto-pompes, mais souvent abandonnées par suite de leur trop faible profondeur. L'approfondissement des puits a tari rapidement les nappes superficielles qu'elles pouvaient atteindre.

Le puits individuel reste cependant la forme la plus répandue dans le littoral valencien. Le Recensement agricole de 1962 enregistrait déjà, dans la province de Valencia, 4.783 exploitations dotées d'un puits particulier, qui irriguaient ainsi 11.000 hectares, soit 2,3 ha en moyenne par puits. A part les grands propriétaires citadins qui ont foré des puits capables d'arroser plusieurs dizaines d'hectares, il s'agit surtout de puits de débit faible ou moyen, dont la puissance installée ne dépasse par la dizaine de CV, et qui irriguent des surfaces allant de 2 à 10 ha.

Les puits collectifs, moins nombreux mais plus puissants, sont en général issus de l'association de propriétaires limitrophes, qui se sont réunis pour réaliser en commun une perforation et redistribuer l'eau ainsi obtenue par un système d'actions: une société se forme autour du puits, dont chaque propriétaire acquiert des parts en fonction de la surface qu'il veut irriguer. Il peut d'ailleurs les revendre ou vendre à d'autres agriculteurs l'eau en supplément: le vieux principe valencien de l'eau liée à la terre n'est donc plus respecté dans ce cas. Le puits est en général profond et puissant: son débit se chiffre en milliers de litres par minute, et la surface irriguée en dizaines et quelques fois en centaines d'hectares.

Ces groupements ont été d'abord le fait de propriétaires paysans incapables d'assumer individuellement, comme les propriétaires citadins, les frais d'une perforation et d'un réseau d'irrigation. Dans quelques cas, des sociétés se sont formées pour creuser des puits et aménager des systèmes d'irrigation à la demande, comme "Riegos y Energía de Valencia". Cette société à capitaux belges a participé dans l'entre-deux-guerres à la mise en valeur des secanos de l'arrière-pays de Valencia. Elle est devenue elle-même propriétaire de domaines irrigués et exportatrice d'agrumes. Les communautés d'irrigation elles-mêmes ont perforé des puits pour pallier les insuffisances de leur alimentation en eau ou pour étendre leur périmètre irrigué (Valle de Cárcer y Sellent, Plana de Castellón). Dans certains cas, les pompes peuvent venir à l'appui d'une irrigation gravitaire insuffisante, comme à Sagunto, ou irriguer un espace situé à l'aval des acequias, comme les rizières et le cordon littoral.

Alors qu'on ne disposait, jusqu'à une date récente, que d'une estimation du nombre des puits d'irrigation et des surfaces concernées, les études menées dans le cadre du "Proyecto de Investigación Hidrogeológica de la Cuenca Media y Baja del Júcar-Turia" (I.G.M.E., 1975) ont fourni une cartographie précise des puits dans les provinces de Valencia et de Castellón. La figure 38 (p.218), qui en est une généralisation, montre que la carte des puits est complémentaire, dans l'espace irrigué, de celle des irrigations gravitaires: ceux-ci se situent, sauf dans le cas des marjales et du cordon littoral, au contact de la plaine alluviale et de son cadre collinaire et montagneux. Les points forts en sont les glacis et les piémonts de la Plana de Castellón, l'arrière-pays de Valencia et la frange littorale du Júcar au cap de la Nao.

#### b. La forme d'expansion la plus remarquable

C'est avant tout par les puits que l'irrigation s'est développée depuis un siècle dans notre région: la proportion du "riego de motor"\*, qui n'était que de 10 % au début de ce siècle, est passée à 40 % en 1962 et peut être estimée actuellement à près de la moitié de l'espace irrigué (tab.28, p.235). Alors que le

riego de pie a peu évolué, celui de motor a multiplié ses surfaces par 7 depuis le début du siècle. Cet essor a été lié à la conjonction de l'économie et de la technique: le développement de l'exportation des agrumes a entraîné une vague de plantation de nouveaux vergers, qui se sont étendus hors des périmètres gravitaires traditionnels dès que l'amélioration des techniques de perforation et d'extraction de l'eau l'a permis. L'évolution des moteurs a été une condition nécessaire à cette croissance: machine à vapeur jusqu'à la première guerre mondiale, puis gaz pauvre, huile lourde et enfin électricité qui l'emporte aujourd'hui, surtout dans les installations les plus puissantes.

#### \* Les périodes de croissance

La courbe de croissance de l'irrigation par puits est donc à peu près parallèle à celle des vergers d'agrumes (fig.27, p.210): elle présente comme elle trois périodes de forte progression: de la fin du 19° siècle à 1914, de 1920 à 1934, et de 1950 à 1970. Ce sont bien les périodes d'essor de l'économie agricole d'exportation, de développement des relations économiques de la Région Valencienne avec le monde extérieur, séparées par deux crises: la première guerre mondiale d'une part, la guerre civile espagnole, la seconde guerre mondiale et son après-guerre d'autre part.

Pendant la seconde moitié du 19° siècle, le développement des puits est lent, par suite du coût élevé des installations nécessaires, et des possibilités de planter des orangers dans les parties moins arrosées des périmètres d'irrigation gravitaire, car l'arbre exige moins d'eau que les cultures de huerta. On recense en 1904 300 puits dans la province de Valencia, qui irriguent environ 10.000 hectares. L'expansion est beaucoup plus rapide après la première guerre mondiale, en particulier de 1921 à 1927: les nouveaux moyens techniques, plus au point et de coût plus faible, permettent à un éventail de plus en plus grand d'agriculteurs d'avoir recours à cette forme d'irrigation:

"La majorité (des puits) appartient à de petits propriétaires qui, sans l'aide de personne et seulement au prix de grands sacrifices, ont dû chercher l'eau pour arroser leurs propriétés et en obtenir un rendement qui, sans cela, n'aurait pas été possible" (GARCIA ROS, 1928).

J. GARCIA ROS, bien que minimisant le rôle des propriétaires citadins, souligne, aux III° et V° Congrès Nationaux d'Irrigation, en 1921 et 1927, l'importance à Valencia des petites irrigations par pompage, dont les délégués valenciens sont à peu près les seuls à se préoccuper: les surfaces ainsi irriguées auraient augmenté de 40% de 1921 à 1927, malgré le coup de frein imposé à ce

mouvement par les gelées qui ont marqué la campagne orangère de 1925-26. Dans certains cas, la revente de l'eau en excédent devient lucrative, et des sociétés se créent pour la perforation des puits, l'installation des pompes, les travaux de nivellement, comme ces "Riegos y Energía de Valencia", qui participent activement à la transformation du Pla de Quart dans les années 1930, à l'ouest de Valencia.

La longue période d'autarcie économique de la guerre civile et de son après-guerre, si préjudiciable au commerce des agrumes avec l'Europe, se termine avec les années cinquante lorsque le commerce d'exportation reprend et avec lui les plantations d'agrumes. C'est alors une véritable fièvre, qui provoque une transformation intense des terres sèches en vergers irrigués. D'abord réalisées avec une débauche de travail humain tant que le sous-emploi et la politique économique maintiennent des salaires peu élevés, ces transformations font de plus en plus appel aux moyens mécaniques puissants et coûteux, au fur et à mesure que le coût de la main-d'oeuvre augmente et que les sites transformables le sont de plus en plus difficilement. Bulldozers, perforatrices, explosifs sont mis en oeuvre par des sociétés spécialisées, tandis que les investissements privés nécessaires, aussi bien citoyens que paysans, sont soutenus par le crédit public ou privé: Instituto Nacional de Colonización, Banco de Crédito Agrícola, caisses d'épargne, banques privées.

Dans la province de Valencia, les surfaces ainsi irriguées augmentent de près de 40 % entre 1960 et 1970, les puits passant de 2.639 en 1962 à 4.493 en 1970; dans celle de Castellón, elles augmentent de 11 % de 1962 à 1965, et concernent essentiellement des vergers, dont plus de la moitié sont des agrumes. Des versants, des collines entières sont transformées en escaliers de terrasses, où on apporte jusqu'au sol arable, pour y planter les rangées d'agrumes. Dans la province de Valencia, ceux-ci voient leur surface augmenter d'un tiers de 1960 à 1970.

Mais à partir de 1970, la tendance se renverse à nouveau et les transformations de secano en regadío ralentissent fortement, sous l'effet de la crise du marché des agrumes. Les perforations de nouveaux puits à usage agricole, enregistrées par la Délégation Provinciale du Ministère de l'Industrie à Valencia, connaissent une baisse sensible, alors que les puits à usage industriel ne cessent de se développer: de 1969 à 1975, les premiers sont tombés de 115 à 39 par an, tandis que les seconds passaient de 38 à 49 par an. La même évolution est observée à Castellón, où les nouvelles perforations à finalité agricole deviennent rares après 1971, en même temps que la progression des agrumes ralentit.

#### \* Les zones de croissance

La transformation progressive des anciens secanos en regadío par les puits a déplacé progressivement les zones de conquête de cette nouvelle irrigation. Avant 1936, celle-ci s'était développée surtout dans les communes déjà en

partie irriguées de la plaine littorale, sur les bas glacis et versants qui échappaient, par leur altitude, au riego de pie. Ainsi, le piémont des collines tertiaires situées au sud de Valencia, entre Torrente et Carlet, et non irrigué par l'Acequia Real del Júcar qui en longeait le pied, a été progressivement occupé par les vergers d'agrumes et le riego de motor depuis le début du siècle, mais surtout dans la période 1920-1930. Les cartes au 1/50.000° de l'Instituto Geográfico y Catastral publiées postérieurement, celle de Valencia en 1944 et celle de Sueca en 1947, enregistrent fidèlement cette conquête (fig.39, p.219).

La croissance postérieure à 1950 a continué à escalader ces pentes jusqu'à recouvrir parfois totalement les anciens secanos, comme sur les collines bordières de la plaine littorale au nord de Valencia, entre Moncada et Puzol: elles portent encore des cultures sèches sur la carte de Burjasot publiée en 1943, alors que les agrumes ont tout submergé dès 1975 (photo.8, p.206). Les pentes des sierras littorales ont été transformées en véritables escaliers de vergers en terrasses, d'Alcira à Jávea (fig.40, p.220), jusqu'au pied même des escarpements calcaires (GOZALVEZ PEREZ, 1980). Mais ils ont pénétré aussi dans les vallées des massifs côtiers, en particulier dans la région d'Alcira et de Gandía, et débouché sur les piémonts et bassins secs de l'intérieur: Vall d'Albaida, Canal de Navarrés, Hoya de Buñol et Campo de Liria (photo.9, p.206). La figure 41 (p.220) rend compte de cette extension progressive de la culture des agrumes, donc de l'irrigation par pompage, dans les communes de l'espace étudié. Ce mouvement du littoral vers l'intérieur s'est accompagné d'une extension le long du littoral vers le nord, dans la province de Castellón, et vers le sud, dans la Marina d'Alicante. On a assisté à un processus caractéristique de diffusion du riego de motor à partir des centres initiateurs de la plaine littorale, de Castellón à Gandía, dans toutes les directions possibles, autant par contagion touchant les agriculteurs locaux que par dispersion des investissements citadins allant chercher, de plus en plus loin, de nouveaux sites aménageables.

Dans la province de Valencia, le rythme de croissance du regadío dans les différentes comarcas, entre 1965 et 1970, rend bien compte de cette pénétration vers l'intérieur: les taux les plus élevés sont atteints dans le Campo de Liria (+ 31 %) et la Costera de Játiva (+ 18%) alors que la croissance a été plus faible dans le Bajo Palancia (+ 7 %) ou dans la Ribera Alta du Júcar (+ 4 %), où les sites aménageables sont de plus en plus coûteux, et quasi nulle dans la Huerta de Valencia, celle de Gandía et la Ribera Baja, où il reste peu de secano à transformer. Dans la province de Castellón, l'extension des puits s'est faite autant sur les marges intérieures de la Plana (Onda, Bechí, Vall d'Uxó) que le long du littoral vers le nord, dans les petites plaines littorales de Torreblanca et de Vinaroz: par suite de conditions climatiques moins favorables, les fruits d'été y ont

de la vallée du Júcar. Mais par la suite l'écrémage des sites transformables, l'obligation de rattraper des pentes de plus en plus fortes par des terrasses de plus en plus étroites ont pu conduire dans certains cas à une structure presque anti-économique des nouveaux vergers d'agrumes. La photographie aérienne de la commune de Sagunto (photo.10, p.207) en est une bonne illustration: les parcelles de la plaine irriguée par l'Acequia Mayor sont plus vastes que celles des vergers créés à grands frais sur les pentes des collines bordières.

#### \* La surexploitation des nappes aquifères

La multiplication des perforations, l'absence de législation et de contrôle ont livré les nappes souterraines, longtemps mal connues par ailleurs, à une exploitation désordonnée et parfois source de gaspillage. Avec l'extension des pompages, les nappes superficielles (entre 5 et 10 m de profondeur), atteintes autrefois par les norias, ont été rapidement épuisées et les puits ont dû aller chercher l'eau à des profondeurs de plus en plus grandes. Dans les années 1920, la profondeur moyenne des puits se situait à 20-30 m dans la province de Valencia: "24 m à Alcira, avec un minimum de 4 et un maximum de 64, les plus de 50 m étant l'exception" (GARCIA ROS, 1922). Aujourd'hui la moyenne des perforations se situe entre 90 et 100 m, et dans certains cas les 200 m sont atteints. Cela dépend beaucoup des sites aquifères exploitables, mais, dans les zones de transformation récente, la profondeur est souvent moins grande que dans les périmètres déjà bien exploités: certains puits ont dû y être recreusés par suite de la surexploitation des nappes, surtout sensible en été.

#### \* Le coût croissant des transformations

Le prix de revient de la transformation du secano en regadío n'a cessé d'augmenter, dans la mesure où celle-ci était de moins en moins le fruit d'un investissement en travail de la part de l'agriculteur, ou du paiement d'une main-d'oeuvre salariée de la part du propriétaire citadin, et de plus en plus le fruit d'un investissement en capital faisant appel à des firmes spécialisées et à des machines, aussi bien pour le puits que pour les aménagements de surface: le premier, qui a longtemps représenté l'essentiel de l'investissement de transformation, n'en représente plus que 20 %, tant l'équipement de pentes fortes et souvent rocheuses a obligé à de coûteux travaux d'aplanissement à la mine et au bulldozer, et à l'apport de terre pour constituer un sol sur les banquettes; il s'agit là d'une véritable création "ex nihilo" d'un paysage agraire, fabriqué de toutes pièces, sous l'aiguillon économique du marché d'exportation (GOZALVEZ PEREZ, 1980).

#### d. Les conséquences économiques

La diffusion de l'irrigation par puits a eu pour conséquence d'étendre les périmètres irrigués hors du domaine traditionnel des grandes acequias de la plaine littorale, et de transformer l'économie agricole des anciens secanos en les intégrant dans le système des huertas irriguées: c'est donc une sorte de front pionnier qui s'est développé à partir des noyaux traditionnels de l'irrigation, une marge qui a progressé par à-coups vers l'intérieur, beaucoup vers le nord, un peu vers le sud du littoral valencien.

Le résultat de cette expansion essentiellement individuelle, désordonnée et hâtive, est un coût de l'irrigation relativement élevé, d'autant plus élevé que les installations sont plus récentes. On estime que le prix de l'irrigation par puits est 6 à 7 fois plus élevé que celui de l'irrigation par acequia: il peut varier de 15.000 à 25.000 pesetas par hectare (750 à 1.250 F). Il représente en moyenne 20 % des coûts directs de culture d'un hectare d'agrumes, contre moins de 10 % dans le cas du riego de pie. Nous en trouvons confirmation dans le fait que les provinces de Valencia et de Castellón sont au premier rang des provinces espagnoles pour le coût moyen de l'irrigation par hectare (tab.29, p.235): il y est aussi élevé que dans les provinces du Sureste (Alicante, Murcie) pourtant plus pauvres en eau. Au contraire, les provinces qui ont bénéficié de grands travaux hydrauliques destinés à créer de vastes périmètres collectifs (Saragosse, Séville, Badajoz, Lérída), ont des coûts unitaires d'irrigation beaucoup plus faibles.

Par la recherche constante des expositions et des pentes au détriment de la taille des parcelles, le riego de motor a contribué indirectement à accroître les frais de culture et de récolte des vergers d'agrumes. Ce qui n'était pas un problème dans une région de sous-emploi agricole et de bas salaires le devient dans une conjoncture nouvelle de réduction de la population active agricole et de hausse des salaires stimulés par la croissance économique à base industrielle.

Et si l'agriculteur petit et moyen a pu participer aux premières extensions de l'irrigation par pompage, de façon individuelle, par un énorme investissement en travail personnel, il n'a pu le faire dans la dernière phase que de façon collective, en achetant des parts dans les groupements qui se constituaient pour forer les puits. Faute de quoi, il ne lui restait plus qu'à acheter de l'eau selon ses besoins au puits le plus proche. L'irrigation par puits a donc réussi à dissocier le droit à l'eau du droit de propriété, ce qui n'était jamais arrivé, nous l'avons vu, dans le riego de pie traditionnel.

#### D. Défrichements et drainages

La "faim de terre" a conduit les agriculteurs valenciens à occuper tous les sols cultivables, en aménageant, au prix de coûteux efforts, les zones encore incultes, dont la propriété communale ou domaniale n'était pas une protection suffisante contre ces empiètements. Ainsi les lits majeurs et même mineurs des fleuves et des ramblas ont été progressivement occupés et rétrécis par des champs et des vergers, surtout dans leur partie aval, où les écoulements étaient fortement réduits par les aménagements hydrauliques et les prélèvements de l'irrigation de l'amont. On avait déjà relevé la conquête des lits abandonnés ou des petits affluents du Jucar par les rizières dans la Ribera Alta (COURTOT, 1970); le boom de l'oranger, après 1950, a vu la création de vergers en terrasses dans les barrancos, et des agriculteurs ont même installé des parcelles jusque dans les embouchures deltaïques du Mijares et du Palancia: là où les cartes au 1/50.000 de 1942 et 1945 n'indiquent que des bancs d'alluvions, les photographies aériennes de 1956 montrent des petites parcelles de huerta et celles de 1972 des vergers d'orangers, entre les bras du fleuve.

Mais parallèlement à la poussée des terres cultivables et de l'irrigation vers l'intérieur des terres, le littoral valencien a été le lieu d'une autre conquête agricole liée à sa configuration particulière. Vaste golfe de comblement dont la côte a été régularisée par des cordons littoraux appuyés sur des pointements rocheux isolant des lagunes, il a offert à la faim de terre des agriculteurs deux espaces à aménager: le cordon littoral et les marais côtiers, où deux paysages différents ont été créés, l'"arenal"\* et la marjal.

##### 1. L'arenal

Les cordons sablonneux, dunaires, étaient occupés naturellement par une végétation arbustive halophile ou, dans le meilleur des cas, par une pinède ("dehesa"\*), et utilisés pour le pâturage commun ou privé du bétail, et éventuellement pour le bois. Du fait de la pauvreté de leurs sols, de la sécheresse estivale et de la salure du vent marin ("levante") ils ont été conquis tardivement, en fonction de la pression foncière des agriculteurs sans terre. Les espaces protégés par une appropriation résistante, publique ou privée, ont pu conserver tant bien que mal leur couvert forestier jusqu'à nos jours, mais les autres ont été occupés depuis le 18<sup>e</sup> et surtout le 19<sup>e</sup> siècle, plus ou moins tôt selon la proximité et la "pression" des agglomérations agricoles. Au nord de l'embouchure du Serpis, aux confins des communes de Gandía et de Jeresa, le cordon littoral est encore



incomplètement défriché au début des années cinquante: il est, par contre, depuis longtemps totalement cultivé au sud, où il forme une grande partie des finages communaux de Daimuz, Guardamar, Miramar et Piles.

Les cultures sèches ont été implantées en premier: la vigne en particulier, colonisatrice par excellence des terres peu fertiles, des sols minces, sablonneux ou caillouteux, et dont le calendrier agricole, les temps de travail bien groupés sont compatibles avec l'éloignement du chef-lieu communal. Elles ont été suivies, depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, par les cultures irriguées: cultures de huerta d'abord (melons, tomates, cacahuètes), puis vergers d'agrumes. Les agrumes, qui apparaissent sur les cordons littoraux à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les envahissent dans les années 1950 et 1960, sauf là où des maraîchers professionnels ont maintenu des cultures délicates, en les abritant de plus en plus sous serre (Gandía, Cullera). Favorisées par les conditions climatiques littorales d'humidité et de température, ces cultures nécessitent cependant une fertilisation abondante et une protection efficace contre le levante.

Les conditions foncières du défrichement de parcelles minuscules par de nombreux petits exploitants et journaliers ont été bien étudiées dans la commune de Cullera, pour le cordon qui s'étend au sud de l'embouchure du Júcar ("el Brosquil"), par A. CUCO GINER et J. ROMERO GONZALEZ (1978). A celles-là s'ajoutent les conditions techniques d'un véritable jardinage pour créer un paysage très particulier: petites parcelles grossièrement carrées, dépassant rarement une haneqada, entourées de haies vives de lauriers roses ou de cannisses (photo.11, p.208). L'irrigation, d'abord fournie par des moyens rudimentaires, des norias puisant l'eau dans la nappe phréatique, s'est alimentée ensuite de pompages dans les canaux de drainage de la marjal proche ou de l'aval des réseaux gravitaires: à Valencia, au sud de l'embouchure du Turia, la communauté des "muntanyars" (les "montagnes" n'étant ici que le relief dunaire du cordon littoral), ou "Junta del Sequiol de l'Arena", utilisait les excédents de l'Acequia del Oro, dernière dérivation de rive droite du Turia avant la mer (BURRIEL, 1971a).

Mais une forme d'occupation du sol plus récente a tendance à l'emporter sur l'agriculture: l'urbanisation des agglomérations portuaires et touristiques. Si les premiers "chalets"\* et cabanes de vacances apparues à la fin du siècle dernier prenaient peu de place (LOPEZ GOMEZ, 1978), le boom touristique récent a créé des "urbanisations" autrement encombrantes et créatrices d'un nouveau paysage "bétonné" de "playas" et de "marinas" qui s'allongent en front de mer, sur le cordon littoral, à intervalles réguliers, au droit de chaque agglomération importante.

## 2. La marjal

Les lagunes littorales et les marécages qui les entourent ont été affectés par un processus historique de conquête agricole qui ne laisse subsister aujourd'hui que les plus grandes d'entre elles, Estany de Torreblanca (au nord de Castellón) et Albufera de Valencia. Toutes les autres, s'il en subsiste encore des zones marécageuses qui s'inondent en hiver, ont été conquises à peu près totalement et transformées en espaces agricoles. Cette réduction des marécages s'est faite de façon à la fois individuelle et collective: individuelle pour le travail de défrichage et d'exhaussement des parcelles, collective pour la mise en place des digues et des réseaux de drainage et d'irrigation correspondants. Elle a été favorisée par la pression démographique des journaliers sans terre, par la présence d'une propriété communale ou royale qui ne s'est pas opposée en général à ces défrichements, et par la dynamique d'une culture propre à valoriser ces terres une fois drainées, la riziculture.

### a. Les nuances de la marjal

Cette conquête historique a donc créé des paysages agraires qui ont repoussé la lagune et le marécage vers le cordon littoral et la mer, selon des modalités et des techniques qui ont évolué avec le temps et qui se traduisent aujourd'hui par des nuances qui s'échelonnent du cordon littoral vers l'intérieur.

Autour de la lagune, les rizières se situent au niveau de la nappe d'inondation et ont été la première forme de conquête des marécages. Leur parcellaire, dessiné par le réseau des digues de terre, des chemins en chaussée et des canaux, est plus ou moins vaste selon le type d'appropriation: grandes parcelles-blocs des propriétés aristocratiques ou bourgeoises anciennes, marquetterie des conquêtes laborieuses et individuelles des petits colons et des journaliers, dont le romancier valencien V. BLASCO IBANEZ a rendu compte dans "Cañas y barro" ("Roseaux et boue", 1902).

Plus en retrait, la "marjal de saó" ("de sazon" = suffisante) est un paysage alterné de terre et d'eau assez semblable aux hortillonnages: chaque parcelle a été exhaussée en utilisant la terre d'une large bande de marécage: l'agriculteur y circulait en barque et les cultures étaient irriguées par capillarité pour l'essentiel. La sécheresse estivale obligeait à des irrigations d'appoint faites avec des moyens rudimentaires, d'origine musulmane (LOPEZ GOMEZ, 1966).

Plus élevée, donc plus sèche, la "marjal de rec" (de regadío) n'a pas nécessité de travaux d'exhaussement et présente des canaux de drainage moins importants. La capillarité ne suffit plus à irriguer les cultures et l'irrigation, de complémentaire, devient nécessaire: elle est obtenue par pompage des eaux de colature des réseaux gravitaires de la huerta voisine.

### b. Un paysage menacé

Cette succession spatiale est aussi une succession chronologique, puisque ces différentes formes de mise en valeur ont pu historiquement se déplacer de l'intérieur vers la mer aux dépens les unes des autres. Les parties les plus internes

sont les plus anciennement conquises et ce schéma a été modifié par les formes successives, individuelles ou collectives, que ces aménagements ont pris dans l'histoire.

Si les réseaux de drainage ont toujours nécessité une intervention collective des communautés agricoles, pour l'exhaure vers la mer en particulier, l'aménagement des parcelles s'est fait le plus souvent de façon individuelle. Après une forte poussée des défrichements au 18<sup>e</sup> siècle sous la pression démographique, le milieu du 19<sup>e</sup> siècle voit apparaître, avec les nouveaux moyens de pompage, les premiers grands projets d'assèchement. Mais, qu'ils soient publics ou privés, ils donnent rarement de bons résultats. Il faut attendre la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle et la politique d'aménagement agricole mise en oeuvre par l'I.N.C., puis par l'I.R.Y.D.A.: afin de faire l'économie d'une réforme agraire, le pouvoir politique favorise systématiquement les travaux d'hydraulique susceptibles d'étendre les surfaces irriguées, en même temps que les procédures foncières de remembrement. On assiste donc à une cascade d'interventions dans les marjales :

- aménagement des "golas" (graus) de l'Albufera: ouverture du Pujol en 1958;
- assèchement définitif des rizières de Puig et de Puzol en 1960-70;
- drainage des marais de Tabernes de Valldigna et transformation en huerta après remembrement parcellaire (1970-80);
- mise sur pied d'un projet ambitieux d'aménagement des rizières de l'Albufera et de la Ribera Baja du Júcar, au vu de la mauvaise conjoncture économique de la riziculture.

Les vingt dernières années ont donc vu reculer fortement les zones de marjal pour deux raisons essentielles. D'une part la conjoncture économique a fait disparaître les rizières de toutes les petites marjales susceptibles d'être transformées sans trop de difficultés, et a fait progresser les agrumes partout, même sur les marges humides des rizières (COURTOT, 1979, et photo.12, p.208). D'autre part l'essor de l'urbanisation touristique sur le littoral a conduit à la consommation d'espace marécageux pour les fonctions récréatives: marinas, ports de plaisance (Tabernes Blanques), parc zoologique (Oliva-Pego), terrains de sport et de loisir (El Saler, Perelló, El Palmar). De même les sorties autoroutières de l'agglomération valencienne vers le nord, vers le sud et vers les plages du Saler ont été tracées à travers la marjal. Elles ont entraîné l'implantation de zones industrielles spontanées ou planifiées: "pista" de Silla au sud, "polígono industrial del Mediterráneo" au nord.

A travers cette transformation systématique de la marjal au bénéfice de fonctions qui la détruisent en tant que paysage agraire et naturel, c'est tout le problème du maintien de ces espaces lagunaires, et de l'Albufera en particulier, sur un littoral très densément peuplé et aux portes d'une agglomération plus que

millionnaire, qui est posé (ROSSELLO VERGER, 1976).

c. Des situations variées

La situation actuelle de chaque marjal est donc le fruit de l'histoire de son aménagement et du stade auquel la conquête agricole des terres, ou la transformation au bénéfice de la nouvelle société urbano-industrielle sont parvenues.

\* Les marjales anciennes presque ou totalement conquises

De faible étendue, ou proches d'agglomérations rurales importantes, elles ont été transformées en hortillonnage ou en huerta, et ne se distinguent plus que par la structure parcellaire et le réseau de drainage. Les parties les plus basses et les plus humides n'ont pas toujours été totalement mises en valeur, et peuvent s'inonder pendant l'hiver: c'est le cas des "estanys" d'Almenara, au sein d'une grande propriété (photo.1, p.66). Des menaces d'urbanisation peuvent peser sur elles, si elles sont proches d'une grande agglomération, comme à Castellón, ou des menaces de salinisation des eaux et des sols, si elles restent purement agricoles, comme à Moncófar. On peut ranger dans cette catégorie les marjales de Peñíscola, d'Oropesa, celles qui encadrent le delta du Mijares, de Benicasim à Castellón et de Burriana à Sagunto, enfin la marjal d'Oliva-Pego et celle de Jávea.

\* Les marjales bonifiées ou en cours de bonification

Elles ont été affectées par des opérations d'aménagement planifié qui conduisent à leur disparition en tant que telles, et à leur remplacement par un nouveau paysage, agricole ou non. Ainsi de la marjal entre Palancia et Turia, qui subsiste encore au début des années soixante sous la forme de 1.200 hectares de rizières, sur les territoires littoraux des communes d'Albuixech à Sagunto. Ces rizières, qui n'étaient pourtant qu'un élément secondaire du système agricole de la Huerta nord de Valencia, ont été difficilement abandonnées par les agriculteurs, au bénéfice de plusieurs opérations qui en ont pris la place:

- le passage de la voie rapide d'accès nord à Valencia, établie de 1964 à 1966 (et transformée ensuite en autoroute);
- l'aménagement, par l'I.R.Y.D.A., de 1966 à 1976, d'une zone agricole nouvelle de 265 ha, par assèchement et remembrement des anciennes rizières: cultures de huerta et vergers se partagent l'espace, parmi lesquels dominent les poiriers, qui supportent bien l'humidité des sols;
- la création, par l'I.P.I. (Instituto de Promoción Industrial), d'une zone industrielle de grande taille, de 1971 à 1977: le "polígono del Mediterráneo", qui s'étend sur les communes d'Albuixech et de Masalfasar, abrite sur 200 hectares des firmes industrielles qui abandonnent une localisation intra-urbaine, des services gros consommateurs d'espace et liés à la croissance de l'aire métropolitaine de Valencia (commerce de gros et entrepôts), et une foule de petites et moyennes entreprises issues de la croissance industrielle régionale;

- enfin l'apparition du tourisme, avec la plage de Puebla de Farnals, qui démarre en 1965, puis celle de Puig, enfin la marina d'Albuixech, qui représentent au total aujourd'hui plusieurs milliers d'appartements.

Moins transformées, par suite de leur relatif éloignement de l'agglomération valencienne, les marjales entre Júcar et Serpis ont été aussi fortement réduites au cours des vingt dernières années. L'aménagement des rizières de Tabernes de Valldigna par l'I.R.Y.D.A., de 1968 à 1973, a transformé près de 1.000 hectares appartenant à 1.357 propriétaires: une opération de remembrement a réduit de moitié le nombre des parcelles, et le drainage et l'irrigation enterrée ont permis l'extension des cultures de huerta et des vergers. En outre, le développement des urbanisations touristiques de Gandía, Jeresa et Tabernes de Valldigna a créé un front à peu près continu d'immeubles et d'emprises de loisir sur le littoral (ARROYO ILERA, 1979).

\* Les grandes marjales et les lagunes permanentes

Deux seules subsistent: le Prat de Cabanes-Torreblanca et l'Albufera de Valencia. Cette dernière est le témoin de toutes les formes successives et aujourd'hui antagonistes de la mise en valeur des marjales par l'homme:

- la survie difficile d'une activité de pêche lagunaire, autrefois vivante dans la communauté d'El Palmar, aujourd'hui complètement transformée par le tourisme de fin de semaine et la péri-urbanisation;
- la conquête agricole ancienne de la lagune par les rizières, elles-mêmes conquises à leur tour par la huerta et les agrumes (photo.12, p.208);
- l'essor sans précédent des activités touristiques liées à la proximité immédiate de Valencia: plage du Saler, urbanisation de la Dehesa, agglomérations touristiques du Perelló et du Perellonet. Elles "grignotent" la marjal depuis le cordon littoral, tandis que l'agriculture et les besoins de sol industriel la grignotent depuis l'intérieur des terres.

L'Albufera et ses marges sont donc devenues aujourd'hui l'enjeu d'un conflit entre les usages traditionnels et modernes de l'espace. Celui-ci résume les menaces qui pèsent très fortement sur ces espaces fragiles à bien des points de vue: menaces sur l'agriculture par suite de la mauvaise conjoncture rizicole et de la salinisation des terres par les pompages accrus des cultures de huerta, menaces sur les milieux naturels par la pollution urbaine et industrielle des eaux et par les remblaiements à des fins non agricoles. Il souligne la nécessité urgente d'une politique d'aménagement cohérente, qui définisse des options claires en fonction des formes antagonistes d'occupation de cet espace et en fonction de l'évolution géomorphologique des lagunes et des marécages, dont le destin est d'être, à une échelle chronologique différente de la nôtre, comblés par les apports alluviaux continentaux.

## Conclusion

La situation actuelle de l'eau est donc passablement embrouillée, et la cohérence n'est pas la qualité majeure des plans et des travaux qui ont eu lieu dans les bassins du Júcar et du Turia. Les communautés d'irrigation sont dans l'ensemble assurées de leur approvisionnement en eau, mais elles sont confrontées à des plans et à une gestion d'ensemble qui tiennent compte de plus en plus de la croissance urbaine et industrielle, et de moins en moins des intérêts agricoles. Les problèmes récents soulevés par l'alimentation en eau de la nouvelle usine sidérurgique intégrée de Sagunto, ou par l'évacuation des eaux usées de l'usine d'automobiles "Ford" d'Almufés, en sont la preuve tangible.

On peut donc s'interroger sur cette sorte d'impuissance des communautés à envisager de façon globale les problèmes de l'eau. Est-elle due à l'absence de l'esprit de coopération? Le fait de partager trop longtemps la pénurie estivale n'a pas facilité les ententes entre communautés d'un même fleuve, mais a plutôt exacerbé les conflits entre l'amont et l'aval. E. BURRIEL (1971a, p.253 sqq.) relate les échecs successifs des tentatives pour regrouper les communautés du Turia dans un organisme commun: il fallut attendre le début de la construction du barrage de Benagéber, en 1934, pour que se constitue un syndicat des usagers du Turia. L'apparition des grands barrages a conduit les usagers à se mettre d'accord pour utiliser au mieux les réserves ainsi accumulées. Aujourd'hui c'est au sein de la Confédération Hydrographique du Júcar, dont la juridiction couvre tous les bassins versants du Cenia (Castellón) au Vinalopo (Alicante), et de sa "Comisaría de Aguas", que se retrouvent les irrigants. Face à l'administration et aux autres utilisateurs (villes, industries), ils y ont une place de moins en moins grande.

Peut-on invoquer le manque de vues à long terme des élites locales, dirigeants des communautés et notables ruraux? La relative démocratie paysanne des communautés favorisait plus le gouvernement à court terme que les grands projets; mais quand on sait la somme de travail et d'investissements qu'ont représentées les irrigations par pompage, on ne peut s'empêcher de penser qu'on aurait pu étendre les irrigations à moindres frais en améliorant les périmètres gravitaires. Les communautés d'irrigation du Júcar ne s'enorgueillissent-elles pas d'avoir été à l'origine de la construction et d'une partie du financement du barrage géant d'Alarcón?

Il semble plutôt que la base essentiellement communale des communautés ne favorisait pas les ententes, d'autant que la maîtrise de l'eau ne pouvait se faire que par des ouvrages souvent éloignés et dans des plans d'ampleur régionale ou nationale. C'est donc aux échelles supérieures de la province et de l'Etat qu'il faut chercher des réponses à ces carences, non de projets et d'idées, mais plutôt de volonté soutenue et de moyens de réalisation. L'histoire espagnole du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècle semble bien présenter comme trait permanent le sacrifice des équipements économiques et sociaux aux nécessités d'une gestion politique à court terme. Même la 2<sup>e</sup> République n'a pu mettre à exécution bon nombre de ses projets par suite des nécessités de l'économie de guerre civile. Ceux-ci furent systématiquement repris par le régime franquiste, dont la politique de l'eau a couvert l'Espagne de grands barrages et d'énormes lacs-réservoirs. Mais il s'agissait de favoriser et de faire durer la base agricole de l'économie autarcique, source de stabilité sociale et politique, en faisant l'économie d'une réforme agraire.

### CHAPITRE III. LA MISE EN PLACE DE L'APPROPRIATION FONCIERE DES CITADINS

A l'instar de beaucoup de régions ibériques et méditerranéennes, le poids des citadins dans la propriété foncière rurale est un phénomène ancien: il s'est, au travers d'une évolution complexe, renforcé jusqu'à nos jours. Le point de départ de cette évolution peut être situé au début du 19<sup>e</sup> siècle, lorsque la guerre d'indépendance pose les bases de l'évolution et des problèmes politiques et sociaux qui affectent tout le 19<sup>e</sup> siècle espagnol. Il s'agit à ce moment là d'une propriété essentiellement noble et ecclésiastique. Elle va progressivement disparaître en un siècle et demi, pour laisser place à une appropriation citadine moderne, de structure beaucoup plus variée.

#### A. La problématique générale de la propriété foncière et de son évolution

L'évolution des droits seigneuriaux et de la propriété foncière agricole dans la région de Valencia, encore peu connue il y a une vingtaine d'années, a fait récemment l'objet d'une série de travaux et de publications des historiens et des géographes espagnols, dont R. GARRABOU a fait un excellent résumé critique (1983): J. BRINES BLASCO (1978), A. GIL OLCINA (1979), P. RUIZ TORRES (1981), M. PESET REIG (1982), J. ROMERO GONZALES (1983) apportent une vision claire des origines de la structure foncière actuelle, en insistant sur l'importance de l'emphytéose dans les relations entre le seigneur de la terre et l'exploitant, et sur celle de la législation abolitionniste du 19<sup>e</sup> siècle libéral. La période de 1820 à 1840, qui voit l'abolition des majorats, des aliénations, le rachat des censives et des droits seigneuriaux, permet aux exploitants de transformer le domaine utile en propriété pleine et entière, tandis que la vente des biens du clergé ("desamortización"), des associations et des biens communaux ("bienes de propios") permet à une nouvelle bourgeoisie foncière citadine d'apparaître.

Ce processus, qui aboutit à une structure foncière morcelée, mais en même temps marquée par la présence d'une moyenne propriété relativement forte et la faible importance de la grande propriété, est donc différent de celui qui a affecté la Nouvelle Castille ou l'Andalousie: dans ces deux régions, la noblesse a su, par l'usage de baux à court terme, conserver le domaine utile et le transformer en propriété directe, perpétuant ainsi la structure foncière latifundiaire originelle. J. ROMERO GONZALES résume en quelques phrases l'essentiel de la question (1983, p.294):

"Les conséquences de la fragmentation de la majorité des domaines seigneuriaux, de la liquidation de bon nombre de patrimoines nobiliaires, de la disparition de la propriété ecclésiastique, des biens communaux, des biens des associations de bienfaisance et d'enseignement, allaient être le point de départ d'un nouveau schéma de propriété agraire à la fin du siècle passé, qui correspondait à l'existence d'un double mécanisme. D'une part, la grande masse des emphytéotes, et à un moindre degré des fermiers, journaliers, commerçants et professionnels sans terres, qui allait donner lieu à une structure foncière d'allure minifondiaire, à la suite du rachat du domaine direct pour les premiers, et de l'achat de petites parcelles pour les seconds. D'autre part, le développement et la consolidation dans certaines zones d'une grande propriété "citadine": soit grâce au propre mécanisme du rachat des censives (il ne faut pas oublier que des représentants des classes urbaines étaient emphytéotes dans certaines seigneuries), soit grâce à l'acquisition directe des terres de la noblesse, ou provenant des désamortissements ecclésiastiques et civils, à un moment où l'introduction et l'expansion de quelques cultures commerciales (spécialement la vigne et l'oranger) faisaient de l'investissement dans la terre une affaire rentable".

#### B. La situation au début du 19<sup>e</sup> siècle

L'excellent travail d'observation de l'abbé J. CAVANILLES, qui voyage à travers le Royaume de Valencia de 1791 à 1794 (CAVANILLES, 1795-96/1956) évoque, dès l'introduction, et en quelques lignes d'une grande clairvoyance, les principaux problèmes de l'agriculture valencienne:

"Malgré l'abondance, la variété et la richesse des récoltes du Royaume (de Valencia), la majeure partie de ses citoyens vit dans la nécessité et dans la pauvreté. Ce fait consternant semblera incroyable à celui qui ne tient pas compte du fait que ceux qui vivent du royaume sont innombrables. Outre le nombre prodigieux de ses habitants, il y en a un autre très grand de seigneurs qui tirent des sommes considérables de leurs rentes. Le royaume serait heureux si tous ceux qui en profitent y vivaient ou si au moins une bonne partie de leurs rentes était employée à développer les fabriques et l'agriculture, et à couvrir les nécessités de ces agriculteurs".

Tout y est: les fortes densités agricoles des zones de regadío (qu'il oppose à l'insuffisance du peuplement de certaines régions sèches) sont le fait de la croissance démographique de la fin du 18<sup>e</sup> siècle, et conduisent au morcellement des propriétés, au surpeuplement et à l'accroissement du nombre des journaliers et des



colons des grands propriétaires. Ces propriétaires absentéistes, noblesse, clergé, bourgeoisie, pèsent lourdement sur l'agriculture, et leurs rentes foncières ne se réinvestissent pas dans le royaume, au détriment de l'agriculture et de l'industrie.

Dans la suite du texte, l'observateur perspicace de la réalité sociale confirme par des faits patents ses affirmations de caractère général. Ainsi, lorsqu'il compare les communes de Puzol et de Puig, dans la Huerta nord de Valencia, il oppose la situation plus favorable des nombreux agriculteurs propriétaires de la première commune, à celle des colons de la seconde, dont la majeure partie des terres est aux mains des ordres religieux et des "riches de la cité". A Catarroja, aux confins de la Huerta sud et de la lagune de l'Albufera, le surpeuplement d'un finage exigü oblige de nombreux habitants à trouver des ressources complémentaires dans la pêche quand, sur 700 citoyens, on ne trouve que 12 à 20 "aisés".

Nos propres recherches dans les archives des communautés d'irrigation, lorsqu'elles remontaient jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle, comme à Villanueva de Castellón et à Sueca, et les travaux des géographes espagnols, permettent de mieux préciser la réalité de cette appropriation citadine.

#### 1. La situation à Villanueva de Castellón

Dans ce gros bourg de la Ribera Alta du Júcar, traversé par la Real Acequia de Escalona, on compte en 1799 environ 500 familles et 359 propriétaires d'une huerta de 678 ha. Mais 132 d'entre eux seulement sont des villageois, soit une famille sur 4: ils ne possèdent que le tiers de la surface irriguée, tandis que, parmi les 187 propriétaires forains, on rencontre 49 habitants de Valencia, qui s'en partagent autant à eux seuls. Le tableau 30 (p.235) fait donc ressortir une structure très contrastée de la propriété dans la communauté d'irrigation:

-les propriétaires résidents ne sont pas les plus nombreux et ont en général des propriétés de petite taille;

-la surface moyenne des propriétés est plus grande chez les forains que chez les villageois, et elle est d'autant plus grande que l'agglomération de résidence des propriétaires est plus peuplée: Valencia vient en tête, et de loin, devant les bourgs et petites villes voisines de la Ribera Alta (Játiva, Carcagente).

Parmi les propriétaires citadins, la noblesse, le clergé et les administrations civiles de tous ordres (fondations pieuses, d'enseignement, de santé) sont les plus importants. Sept nobles domiciliés à Valencia rassemblent 48 ha, soit 7% du périmètre. Le clergé séculier, représenté par 10 paroisses, l'emporte sur le clergé régulier (une vingtaine de communautés) dans un total de 109 hectares irrigués, mais ils opposent tous deux le clergé urbain, toujours mieux loti, au clergé rural. Le clergé de Valencia vient en tête pour le nombre de propriétés et la surface possédée, le chapitre de Valencia étant, avec 28 ha, le second

propriétaire de la huerta. Le clergé local n'est pas pour autant oublié: il figure parmi les gros propriétaires du lieu, avec 10 ha pour l'église paroissiale et 16 pour le couvent.

Quant au reste des propriétaires de Valencia, dont la surface moyenne possédée est encore le double de la moyenne générale, la plupart d'entre eux reçoivent dans le registre le qualificatif de "Don", qui est le signe d'une position sociale aisée, et on rencontre parmi eux le premier propriétaire de la communauté avec 47 ha, soit 7 % de la superficie de cette dernière.

Voici donc une huerta, qui doit fournir une bonne partie des ressources économiques du bourg, largement dominée par l'appropriation extérieure: elle appartient pour les deux tiers à des non-résidents et pour la moitié à des non-agriculteurs, dont les plus importants sont des nobles, des ecclésiastiques ou des bourgeois de la ville de Valencia.

## 2. La grande propriété locale dans les rizières de Sueca

Dans ce gros bourg de la Ribera Baja, de près de 3.000 habitants en 1850, les ressources sont là encore presque exclusivement agricoles et découlent pour l'essentiel des rizières, intégrées dans le périmètre de la communauté locale d'irrigation. L'absence de localisation précise des propriétaires forains dans les registres antérieurs à 1856 n'a pas permis une analyse aussi complète qu'à Villanueva de Castellón. Mais on y relève à la fois des caractères communs et des divergences: les grands propriétaires sont là encore le clergé et la noblesse, mais les propriétaires résidents sont prépondérants, et on relève la présence d'une petite bourgeoisie rurale parmi les plus gros propriétaires locaux. Les habitants de la Plaza Mayor ou ceux de la grande rue (rue de Valencia), paient plus de droits d'irrigation que tous les propriétaires forains réunis. Encore doit-on tenir compte du fait que le premier propriétaire foncier, le marquis de Jura Real, seigneur du lieu et possesseur de 161 hectares de rizières et de huerta, possède une résidence à Sueca, mais vit le plus souvent à Valencia.

## 3. Le poids de Valencia dans sa huerta

Dans son travail sur la Huerta sud, E. BURRIEL est parvenu à des conclusions semblables, renforcées par la proximité immédiate de la grande ville: en 1794, la noblesse possédait 31%, et le clergé 15% des terres irriguées de la Communauté de Benatchar y Faitanar, une des acequias dérivées du Turia. Ces deux catégories de propriétaires possédaient alors 60% des biens de plus de 10 ha, dont le reste était aux mains de la bourgeoisie citadine, laquelle possédait l'essentiel des biens de 1 à 10 ha, ne laissant aux agriculteurs que des micro-propriétés (BURRIEL, 1969)

L'analyse exhaustive, par J.L. HERNANDEZ MARCO et J. ROMERO GONZALES, du registre de la "Particular Contribución" de Valencia (1980) leur permet de dresser un tableau complet de l'appropriation foncière dans la Huerta au début du 19<sup>e</sup> siècle: la noblesse et le clergé, qui ne représentent que 5% de l'ensemble des propriétaires, possèdent 2/5 des terres. La bourgeoisie urbaine (1/4 des propriétaires) en possède autant, et les ruraux, c'est-à-dire les habitants des communes péri-urbaines, qui forment le gros des propriétaires (les deux tiers), n'ont qu'un quart des terres irriguées. La plupart des propriétaires absentéistes afferment alors leurs biens à des colons, qui exploitent souvent de façon héréditaire les mêmes terres. Cette situation est ancienne, puisqu'un recensement de 1735 dans la province de Valencia, qui distingue entre faire-valoir direct et indirect pour la valeur de la production des biens fonciers appartenant à des non-résidents, montre que dans ce cas le faire-valoir indirect l'emporte souvent dans les zones irriguées.

Faiblesse de la taille moyenne des exploitations, importance de la propriété noble et des biens de main morte, et présence d'une bourgeoisie citadine déjà rentière du sol, face à une masse de petits paysans et de colons, d'où émergent quelques agriculteurs aisés, voilà, semble-t-il, les traits essentiels de la campagne irriguée valencienne du début du 19<sup>e</sup> siècle. Une triple évolution allait s'y faire sentir: noblesse et clergé, bourgeoisie citadine, propriétaires paysans voient leur situation respective changer considérablement en un siècle et demi.

### C. La quasi-disparition des grands propriétaires traditionnels

#### 1. La vente des biens du clergé

Il s'agit d'un fait historique d'importance, par la masse des biens mis en vente en plusieurs étapes au cours du 19<sup>e</sup> siècle, et qu'on peut comparer, au plan de l'histoire agraire, à la vente des Biens Nationaux par la Révolution française. Mais le rôle économique et social de ce "désamortissement" commence seulement à être connu et précisé par des études historiques récentes ou en cours (PONSOT, 1972). Pour le Pays de Valencia, la thèse de J. BRINES (1978) fournit la première analyse détaillée du phénomène, après que E. GIRALT (1968) ait tenté une première approche économique de cet énorme transfert foncier, qui situe la province de Valencia parmi les premières d'Espagne quant à la valeur des biens désamortis.

Le Royaume de Valencia, terre de Reconquête ancienne, offrait en effet une bonne densité de grands monastères (Santa Maria del Puig, La Valldigna, Porta Coeli) et la capitale ne comptait pas moins de 14 églises paroissiales, outre la cathédrale, et d'une trentaine de couvents (HOUSTON, 1951). Une certaine partie de leurs biens consistait en immeubles citadins ou villageois, en granges, moulins, etc...mais l'essentiel était fait de bien fonciers, surtout dans les périmètres irrigués, dont

les bénéfiques étaient de loin les plus intéressants. Eglises, chapitres, couvents étaient tous, on l'a vu, possesseurs d'un certain nombre d'hectares irrigués, à proportion de l'importance de leurs bénéfiques. Si la paroisse rurale n'avait que quelques haneqadas dans la huerta communale, les grandes paroisses urbaines et les couvents figuraient dans toutes les grandes communautés d'irrigation et parmi les grands propriétaires fonciers de la province. Le Chapitre de Valencia, l'église de San Martin, celle de San Andrés, sont souvent apparues au fil de nos recherches dans les archives des communautés d'irrigation (COURTOT, 1971, 1973). Dans l'Acequia Real del Júcar, au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, toutes les paroisses de Valencia sont propriétaires, et on note une assez bonne corrélation entre le nombre de leurs bénéficiaires et la superficie de leurs biens.

L'importance de ces biens de main-morte nous est confirmée par le fait qu'au milieu du siècle, alors que le processus de désamortissement est déjà bien entamé, ils représentent encore près de 10% de la superficie de certaines communautés d'irrigation (Villanueva de Castellón, Corbera de Alcira). D'après le Dictionnaire de MADDOZ (1842), la valeur des biens fonciers du clergé dans la province de Valencia est estimée à près de quatre fois le revenu agricole imposable de toute la province, ou à 17% de son capital foncier agricole.

C'est donc entre un cinquième et un sixième des biens fonciers de la province, en valeur, qui ont changé de main au cours du 19<sup>e</sup> siècle par suite de ce désamortissement. Au plan financier, l'achat de ces biens s'est traduit par une certaine décapitalisation de la province au profit de l'Administration centrale, dans laquelle E. GIRALT (1968) voit la première vague d'investissements citadins vers la terre et un des freins à l'industrialisation régionale. Au plan social, le travail pionnier de J. BRINES (1978), bien que limité au "trienio constitucional" (1821-1823), donc à la vente de quelque 7.000 ha, dont 500 irrigués, appartenant aux communautés religieuses masculines dans les trois provinces de Castellón, Valencia et Alicante, apporte des conclusions intéressantes. Parmi les acheteurs, il relève un grand nombre de membres de la haute bourgeoisie urbaine, surtout valencienne: le commerce, les professions libérales, les hauts grades de l'administration et de l'armée y sont bien représentés. Viennent ensuite la moyenne bourgeoisie et la noblesse, et en dernier lieu les propriétaires ruraux et les colons. Comme en France, les biens mis aux enchères ont été rarement morcelés, et le plus souvent vendus en bloc ou en lots inaccessibles aux faibles moyens financiers de la paysannerie locale.

La comparaison des listes d'acheteurs dressées par J. BRINES avec les listes des propriétaires citadins relevées dans les communautés d'irrigation, ou celle des membres de la Société Economique des Amis du Pays, ne fait apparaître que de rares concordances, et le plus souvent parmi la noblesse. Il semble que les acheteurs citadins sont de nouveaux propriétaires, et que beaucoup profitent de l'occasion pour

investir dans la terre, soit afin de spéculer par sa revente, soit comme point de départ d'une appropriation qui, dans certains cas, a perduré jusqu'à nos jours. A l'instar de la vente des Biens Nationaux en Bas-Languedoc (DUGRAND, 1963), le désamortissement s'est donc traduit en gros par un transfert de la propriété ecclésiastique à la bourgeoisie citadine, dont le rôle économique et politique a été en s'affirmant tout au long du siècle: celle-ci a tiré pour elle seule le bénéfice de l'évolution libérale, prenant la place de l'ancienne aristocratie en faisant l'économie d'une Révolution.

## 2. La lente décroissance de la propriété nobiliaire

Sans avoir la place qu'elle a tenu<sup>e</sup> et tient encore dans les régions du sud-ouest de l'Espagne (Andalousie, Estrémadure et Nouvelle-Castille), la noblesse avait à Valencia de fortes positions au début du 19<sup>e</sup> siècle. La réaction nobiliaire de la fin du 18<sup>e</sup> siècle, qui visait surtout au renforcement des droits seigneuriaux, explique en partie la virulence des députés valenciens aux Cortés de Cadix contre ces mêmes droits. Au milieu du siècle, les contribuables fonciers les plus taxés, les propriétaires les plus importants dans les périmètres irrigués sont toujours des nobles. Leur part globale dans les surfaces agricoles, difficile à évaluer, doit se situer alors autour d'un dixième de celles-ci. Même si elles ne concernent pas que les terres agricoles, ni a fortiori que les terres irriguées, les listes des principaux contribuables provinciaux pour la richesse "territoriale" en 1875, publiées récemment par R. CONGOST (1983), signalent encore l'importance de l'appropriation foncière de la noblesse dans la province. Elle fournit 20 des 50 premiers contribuables (et plus de la moitié de leur richesse imposable cumulée), occupe les trois premières places, et sept parmi les dix premières. Or, parmi ces nobles, 13 apparaissent comme membres de la communauté de l'Acequia Real del Júcar en 1855, ce qui souligne la part du regadío dans leur patrimoine foncier, et le caractère traditionnel de l'appropriation foncière citadine dans les vieilles communautés d'irrigation.

Leur petit nombre est donc contrebalancé par une place économique non négligeable. La taille moyenne de leurs biens fonciers est en général élevée et ils dominent largement la grande propriété, aussi bien dans les terres irriguées que dans les terres sèches. Les courbes tracées à partir des données de l'Acequia Real del Júcar le montrent (COURTOT, 1972a): la propriété noble y a une surface moyenne de 11,4 ha, presque 8 fois supérieure à la moyenne générale et presque 3 fois supérieure à celle des propriétaires citadins de Valencia. Le faire-valoir indirect, qui repose sur de nombreux colons, n'est pas partout la règle, et certains nobles suivent eux-mêmes l'exploitation de leurs terres: inspirés par l'idéal physiocratique du 18<sup>e</sup> siècle français, ils cherchent à introduire de nouvelles cultures et de nouvelles

méthodes dans l'économie agricole valencienne, ne se distinguant pas en cela de la nouvelle bourgeoisie terrienne, qu'ils côtoient dans la Société Economique des Amis du Pays, dont la présidence leur est en général réservée.

Cette noblesse "régionale" réside encore en partie à Valencia, tandis que le reste, d'origine madrilène ou émigré à la cour, considère la terre comme une simple source de rente et la loue à un grand nombre de colons. La noblesse locale, bien implantée dans les périmètres anciens d'irrigation, suit de près l'administration de ses propriétés: à Corbera de Alcira, le Marquis de Jura Real, seigneur de la ville voisine de Sueca, administre directement ses terres irriguées, alors que le Comte de Tolède et le Marquis de la Regalia, de noblesse madrilène, louent les leurs à des colons.

Au cours du 19<sup>e</sup> siècle, la situation de ces biens a peu évolué dans l'ensemble, et l'évolution a pu être différente d'un point à un autre: dans la seconde moitié du siècle, la noblesse perd près de la moitié des terres irriguées (229 ha) qu'elle possédait dans la première section de l'Acequia Real del Júcar, alors qu'elle accroît ses biens dans les communautés d'irrigation de Sueca et de Villanueva de Castellón. Mais comme les surfaces irriguées ont augmenté partout, c'est d'un recul relatif dans certains cas, absolu dans d'autres, qu'il faut parler.

Au 20<sup>e</sup> siècle, cette décroissance s'accélère avec la dislocation d'un certain nombre de grandes propriétés par le mécanisme des héritages, la vente de parcelles aux colons qui les cultivent dans les huertas, et la vente en bloc de grands domaines de secano à des citoyens qui visent à les transformer par l'irrigation. Dans les communautés d'irrigation anciennes, cette appropriation noble a disparu à peu près complètement après la guerre civile et ne se maintient que dans quelques rares cas. Ce transfert, qui a surtout profité à la paysannerie locale, a été favorisé par les périodes de crise, donc d'érosion de la rente foncière en argent, au bénéfice du colon, et par la législation nouvelle sur les baux ruraux, qui protégeait mieux le locataire en lui facilitant le rachat des terres qu'il cultivait.

Certaines de ces propriétés ont pu être reprises par la nouvelle "noblesse" issue de la bourgeoisie acheteuse de terres au 19<sup>e</sup> siècle: ses attaches avec la terre se sont traduites par une identification à l'ancienne aristocratie et par la recherche de titres nobiliaires. Cette dernière ne joue donc pratiquement plus aucun rôle aujourd'hui, et si nobles il y a dans l'appropriation foncière, ils sont le plus souvent issus de la bourgeoisie, qui s'est hissée au 19<sup>e</sup> siècle au rang de l'ancienne aristocratie.

## D. Les citadins et la terre

### 1. La situation au milieu du 19<sup>e</sup> siècle

La présence d'une appropriation foncière citadine déjà forte au milieu du siècle dans les huertas montre que le processus d'orientation des capitaux urbains vers la terre n'est pas récent, favorisé qu'il est par la présence d'une capitale terrienne qui rassemble déjà plus de 100.000 habitants, et d'un certain nombre de villes-bourgs localisées pour la plupart dans la plaine littorale. Le capitalisme valencien pré-industriel, qui est essentiellement commerçant, financier et, dans une moindre mesure, fabricant, recherche souvent la rente foncière, dont l'intérêt va en s'accroissant avec la croissance des cultures d'exportation, l'intensification de l'irrigation et des cultures, la densification de la population des huertas. En 1857, les densités dépassent déjà 100 hab/km<sup>2</sup> dans toute la plaine littorale de Gandia à Castellon, et se renforcent au coeur des périmètres irrigués: elles atteindront 150 en 1900 et 250 en 1965 (PEREZ PUCHAL, 1976).

Les listes des principaux contribuables évoquées plus haut contiennent en 1875, dans la province de Valencia, 30 propriétaires non nobles parmi les 50 premiers, qui résident presque tous dans la capitale. Certains de leurs patronymes se suivent pendant un siècle dans les documents cadastraux, et figurent encore aujourd'hui parmi les premiers contribuables de la province au titre de la propriété foncière. Les zones de regadío sont celles où cette pression de la ville sur la campagne est la plus forte, par suite de la densité des villes et de la plus-value conférée à la terre et à la rente foncière par l'irrigation.

Cette appropriation est donc avant tout valencienne, comme le montre l'étude détaillée que nous avons conduite dans les archives de la plus grande communauté d'irrigation de la région, l'Acequia Real del Júcar (COURTOT, 1972a). Les villes extra-régionales n'y apparaissent pratiquement pas, sauf Madrid, dont les résidents possèdent une centaine d'hectares irrigués, mais qui sont pour le tiers formés de biens nobles. Et c'est essentiellement cette appropriation valencienne que nous suivrons dans son évolution, car c'est le meilleur réactif de l'ensemble de l'appropriation foncière citadine, plus difficile à suivre dans le cas des villes-bourgs fortement intégrées dans leur cadre rural.

Le secano n'est pas non plus négligé par la bourgeoisie valencienne: quelques sondages à Requena, centre urbain d'un vaste vignoble dans l'intérieur de la province, à Turís, gros bourg de secano intermédiaire, et à Torrente, sur le bord de la Huerta de Valencia, confirment que la part foncière des valenciens, presque partout présente, augmente avec la proximité de la ville. Le revenu imposable moyen de leurs propriétés est toujours supérieur à la moyenne générale, et en particulier aux propriétés des résidents. A Torrente, en 1861, les contributions foncières des valenciens, supérieures à 300 reales de vellón, ne représentent que 8% du nombre total des cotes, mais près de la moitié de leur valeur. Il est évident que nous sommes là dans des communes bien reliées à Valencia, et où les cultures de marché, la vigne en particulier, rendaient la terre attractive. Dans les secanos plus profonds ou montagneux, la propriété foraine était peu présente.

Donc au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, aucun espace irrigué n'échappe à l'appropriation citadine. Nous avons relevé, dans un certain nombre de communautés d'irrigation, des valeurs allant de 25 à 50% de la surface irriguée pour l'appropriation des valenciens:

- Valle de Cárcer et Sellent	(1861) : 14 %
- Villareal	(1851) : 14
- Villanueva de Castellón	(1845) : 23
- Sueca	(1856) : 27
- Acequia Real del Júcar (1 <sup>o</sup> Section)	(1855) : 35
- " " " (2 <sup>o</sup> " )	(1865) : 45
- Corbera de Alcira	(1856) : 47

On notera que l'importance de cette appropriation est une fonction directe de la proximité de la capitale: les valeurs relevées dans la Huerta de Valencia sont nettement supérieures (BURRIEL, 1971a, HERNANDEZ et ROMERO, 1980). Mais elle est influencée par l'importance des périmètres irrigués et la pression démographique locale qui s'y exerce: celle-ci est faible dans les petites communautés villageoises comme à Corbera de Alcira, forte dans le cas des villes- bourgs (Sueca).

L'évolution postérieure de la propriété citadine a été en général croissante, orientée surtout vers les cultures irriguées, et selon deux processus divergents. Dans un premier temps et jusqu'au tournant du siècle, elle s'accroît dans les périmètres des communautés d'irrigation traditionnelles, où elle est en concurrence avec la masse des petits paysans, dont elle réduit un certain nombre à la condition de journaliers et de colons. Dans un deuxième temps, depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les citadins participent au grand mouvement de conquête de nouvelles terres à l'irrigation par les puits, dont ils se révèlent les principaux acteurs.



## 2. L'évolution de l'appropriation citadine dans les communautés d'irrigation

### a. Les conquêtes progressives de la propriété locale

Le cas de l'Acequia Real del Júcar est à cet égard exemplaire: nous avons examiné la situation de la propriété foncière dans son vaste périmètre depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, et nous avons pratiqué, dans les registres d'irrigants ("padrones de regantes"), trois coupes exhaustives (1855-65, 1900 et 1969), assorties de quelques sondages intermédiaires pour vérifier les tendances de l'évolution (tab.31, p.236).

Il ressort de cette analyse chronologique que, dans un premier temps qui correspond à la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, la propriété citadine, en particulier valencienne, ne cesse de croître en valeur absolue, à un rythme légèrement supérieur à celui des surfaces irriguées: les citadins ont profité de l'extension des périmètres, mais ils se sont aussi rendus acquéreurs de terres déjà irriguées, au détriment des autres catégories de propriétaires.

Un sondage intermédiaire, à la date de 1885, montre que la croissance de cette appropriation s'arrête: la tendance se renverse et, à partir des années 1880, sa part relative n'augmente plus et stagne. A partir de 1900, c'est sa valeur absolue qui commence à régresser: sa part relative décroît encore plus rapidement, puisque les surfaces irriguées par la communauté continuent à s'étendre. Cette évolution se traduit dans la structure des propriétés valenciennes: leur courbe de fréquence reste toujours supérieure à celle de l'ensemble des propriétés de la communauté (fig.10, p.76), mais leur valeur moyenne est déjà inférieure en 1900 à ce qu'elle était au milieu du siècle précédent, alors que la moyenne générale a légèrement augmenté. Là encore, le sondage de 1885 montre que le tournant se situe dans les années 1880: la surface moyenne des propriétés des habitants de Valencia, qui n'a pratiquement pas bougé jusque là, commence à décroître. On peut y voir l'effet de la crise agricole des années 1880, qui détourne les citadins de l'investissement foncier dans les zones où dominant les systèmes agricoles traditionnels, au moment où la création de vergers d'agrumes hors de ces périmètres devient une affaire rentable.

Les valenciens ne sont pas seule partie prenante dans l'appropriation citadine, mais nous avons vu que l'appropriation extra-régionale y a toujours été faible, même si elle est faite de propriétés de grande taille. Le reste est formé par les habitants des gros bourgs ou des petites villes situées au milieu des périmètres irrigués: Alcira, Algemesí, Carcagente... Dans ces grandes communes, il est difficile de distinguer la propriété "paysanne" des agriculteurs de la propriété "urbaine" de la bourgeoisie locale rentière du sol: toutes les deux ont dû jouer pour faire en sorte que la propriété des terres de la communauté passe de plus en plus aux mains des habitants des huertas, après la poussée des "terratenientes"

durant le 19<sup>e</sup> siècle. Dans certaines communautés, les propriétaires locaux perdent du terrain dans leur propre finage jusqu'en 1900, et ce n'est qu'ensuite, surtout après les années 1920, qu'ils réduisent la propriété foraine à peu de chose.

Les trois cartes de la figure 42 (p.221) résument cette évolution pour les propriétés des valenciens dans les terres de l'Acequia Real:

- croissance ou maintien de 1850 à 1900, sauf à Alcira, qui est la plus importante ville agricole du périmètre;
- réduction généralisée de 1900 à 1969, sauf à Sollana, où la propriété rizicole résiste mieux.

Ce schéma d'évolution, nous l'avons retrouvé, à quelques nuances près, dans les autres communautés d'irrigation dont nous avons pu étudier les archives depuis le milieu du siècle dernier: les six communautés retenues se situent de façon très diverse dans le domaine d'étude (tab.32, p.237). Malgré les nombreux trous dans l'information recueillie, l'évolution décrite dans l'Acequia Real n'est pas contredite: si les dates du maximum de l'appropriation citadine varient, les courbes de son évolution restent voisines (fig.44, p.223). On notera cependant que la part des propriétaires locaux est d'autant plus forte, et la décroissance des valenciens d'autant plus précoce, que la communauté est animée par un centre plus peuplé (Villareal, Sagunto) sauf quand un élément particulier interfère: à Sueca, le poids de l'agglomération est contrebalancé par la présence des grands domaines rizicoles de l'aristocratie valencienne.

Dans les communautés d'irrigation proches de la capitale, l'évolution est à peu près identique, mais plus tardive, dans la mesure où l'influence urbaine s'y exerçait de façon quasi tyrannique. Il est d'ailleurs aujourd'hui impossible de distinguer, dans la Huerta de Valencia, ce qui est appropriation citadine de ce qui ne l'est pas, par suite de l'extraordinaire imbrication socio-professionnelle des propriétaires, comme de l'imbrication spatiale des parcelles irriguées, cernées et refoulées de plus en plus par la croissance de l'agglomération.

#### b. La fin du colonat

La pression démographique rurale qui ne cesse de croître et la pression des petits paysans sur la terre des huertas ont donc fait reculer la propriété citadine dans les communautés d'irrigation. Par de gros sacrifices en travail et en épargne, ces agriculteurs ont fait disparaître progressivement le colonat en rachetant aux propriétaires citadins les parcelles qu'ils cultivaient:

"On calcule que dans la région d'Alcira près de 60 p.100 des terres appartiennent déjà à ceux qui les cultivent. Autour de Valence, le nombre des paysans propriétaires augmente ainsi sans arrêt. La propriété est en train de se modifier profondément

dans la huerta; au lieu du fermage de jadis, on se dirige vers deux types d'exploitation qui se développent parallèlement: 1° les petites propriétés possédées par ceux qui les cultivent; 2° les grandes propriétés qui, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, ne cessent d'augmenter en nombre;" (HALPERN, 1934, p.161).

Les colons ont été aidés en cela par les conjonctures inflationnistes de guerre ou de crise, qui faisaient augmenter les prix des produits agricoles, donc le revenu du colon, tandis qu'elles réduisaient la valeur réelle de la rente foncière exprimée en argent, donc le revenu du propriétaire. Ce dernier, s'il ne voulait pas reprendre l'exploitation à son compte et s'il ne pouvait déloger l'exploitant, d'ailleurs protégé par la nouvelle législation sur les baux ruraux de la République puis du Franquisme (lois de 1935 et 1940), n'avait d'autre solution que de vendre à ce dernier, lequel avait momentanément des moyens financiers suffisants. C'est ce que signale explicitement, dans son étude sur le "fermage consuetudinaire valencien", R. GARRIDO JUAN (1943): de 1941 à 1943, de nombreux colons ont acheté la terre qu'ils cultivaient, à Jativa, à Alcira et dans les communes de la Huerta sud de Valencia.

La conséquence en est donc la diminution ou même la disparition du faire-valoir indirect dans les zones d'irrigation traditionnelle. A Algemesí, dont les terres sont irriguées par l'Acequia Real, V. CASTELL LLACER (1971) a montré que le fermage n'a cessé de décroître parallèlement à l'appropriation foncière des habitants de Valencia, à laquelle il était essentiellement lié. Il est passé, sur le territoire de la commune, de 625 ha en 1861 à 269 en 1964, tandis que cette appropriation tombait dans le même temps de 1092 à 137 ha. A Torrente, le faire-valoir indirect représentait encore 28% du regadío et 13% de l'ensemble des terres cultivées en 1931, mais avait pratiquement disparu au Recensement agraire de 1962.

Il a mieux résisté dans les communautés d'irrigation de la Huerta de Valencia, comme le montrent leurs archives: en 1921, le faire-valoir indirect affectait 85 % des 444 ha irrigués par l'Acequia de Mestalla, dans la périphérie nord de la ville de Valencia. La majeure partie de ces 376 ha appartenait à des habitants de la ville, parmi lesquels 24 nobles possédaient encore 71 ha, et une vingtaine de propriétaires, médecins, avocats, commerçants, possédaient plus de 5 ha chacun. C'est d'ailleurs surtout dans cette Huerta nord que se pose encore aujourd'hui le problème des derniers colons traditionnels. Exploitants depuis des générations, par l'intermédiaire de baux le plus souvent verbaux, les parcelles des propriétaires citadins, pour des fermages très dévalués, ils sont maintenant incapables de racheter les terres qu'ils exploitent, car leur valeur "urbaine" est devenue énorme: ils sont donc menacés, par la croissance de l'agglomération, d'une expulsion peu indemnisée. Cette situation juridique, héritée de l'histoire foncière, est peu ordinaire et sans

équivalent dans le reste de l'Espagne: elle a donné lieu à un regroupement des colons, encore présents dans la périphérie nord de la commune de Valencia et les communes limitrophes (Alboraya, Albuixech, etc...), pour la défense de leurs intérêts et la reconsidération légale de leur situation dans le cadre de la nouvelle loi sur les baux ruraux (ROMERO GONZALEZ, 1981b).

L'"arrendador"\* valencien est celui qui exploite la terre selon un fermage qualifié d'"historique", tandis qu'en castillan l'"arrendador" est celui qui donne la terre en fermage (le locataire étant l'"arrendatario"). Cette inversion de sens montre bien le caractère dynamique que la langue confère à l'exploitant par rapport au propriétaire.

Ce n'est donc que tardivement que le petit agriculteur des huertas traditionnelles est devenu propriétaire de la terre qu'il cultivait, surtout parce que les propriétaires citadins n'y avaient plus d'intérêt. Le système de production et la faiblesse des rentes détachaient ces derniers de leurs terres, car d'autres possibilités s'offraient de bénéfices beaucoup plus substantiels, avec la création des vergers d'agrumes.

#### c. La permanence des citadins à la tête des grandes communautés

Malgré le net recul de leur appropriation dans ces communautés, les citadins y conservent un rôle actif car ils participent à leur gestion dans une proportion nettement plus forte que celle des surfaces qu'ils y possèdent. Deux faits favorisent et perpétuent cette situation acquise en général très tôt.

- La plupart des grandes communautés (plus de 1.000 ha irrigués) ont leur siège dans des villes (fig.44, p.222). Dans les deux provinces, les 47 communautés qui ont leur siège dans une ville de plus de 10.000 habitants (sur un total de 218), regroupent les deux tiers de la surface totale des communautés.

- Les règlements ("ordenanzas"), sauf dans les communautés très anciennes et relativement démocratiques de la Huerta de Valencia, ont souvent tendance à favoriser les grands propriétaires, en liant le droit de vote à la surface possédée. Dans l'Acequia Real, le nombre de votes par irrigant augmente avec cette surface: 1 vote de 30 à 59 hanegadas, 2 de 60 à 89, 3 de 90 à 99, 4 de 100 à 179, 5 à partir de 180 hanegadas. L'obligation d'allonger les listes des participants aux "juntas locales" (assemblées des irrigants de la communauté dans chaque commune) jusqu'à ce qu'elles comptent au moins 12 résidents, la possibilité d'associer des propriétés jusqu'à obtenir une voix montrent que l'importance de l'appropriation foraine, et en particulier celle des citadins, risquait d'en exclure les agriculteurs locaux. Les

propriétaires citadins ont d'ailleurs eu un nombre de voix nettement supérieur à leur nombre réel: 1,8 voix par propriétaire valencien en moyenne. Avec 28% des propriétés de plus de 30 haneqadas dans la communauté, les valenciens portent ainsi 33 % des votes: s'ils n'en portent que 31 % dans les assemblées locales (où la limite d'admission peut s'abaisser, comme nous l'avons dit plus haut, en dessous de 30 haneqadas), ils représentent près de 36 % des éligibles dans l'assemblée générale (tab.33, p.237). De ce fait, ils ont toujours dominé l'administration de l'Acequia, autant par le nombre de leurs représentants à l'assemblée générale que par leur place prépondérante dans la "junta de gobierno" et à la présidence, très souvent occupée par un notable de Valencia.

### 3. Les citadins et l'irrigation par puits

Dans l'essor des irrigations par pompage, décrites au chapitre précédent, les citadins ont joué un rôle essentiel par l'exemple qu'ils ont donné aux autres agriculteurs et l'impulsion qu'ils ont donnée à cette forme d'irrigation et à la culture qu'elle supporte, les agrumes. Les références historiques ne manquent pas, qui signalent la présence d'un propriétaire citadin, aristocrate ou bourgeois, au point de départ du mouvement, aussi bien dans les plaines littorales où il débute que dans les secanos intérieurs où il s'étend plus tardivement.

La première pompe à vapeur est installée vers 1850 par le Marquis de Montortal, grand propriétaire foncier de la Ribera du Júcar, pour irriguer un verger d'orangers sur le territoire de la commune de Carcagente (GARCIA ROS,1922). A Guadasuar, en 1909, c'est un valencien, dont le père réclamait dès 1851 un barrage régulateur sur le Turia, qui fore le premier puits. A Anna (Canal de Navarrés), le premier puits est creusé par la "Sociedad de Fomento y Defensa Agrícola", appartenant à deux frères d'une famille valencienne de grands propriétaires, sur les propriétés rachetées à la fin du 19<sup>e</sup> siècle au Comte de Cervellón. Notons au passage l'intérêt pédagogique de cet exemple, emprunté à A. GIL OLCINA (1971): l'ancien seigneur territorial, représentant de la vieille noblesse foncière, cède des terres sèches et exploitées de façon extensive à une bourgeoisie plus moderne qui y introduit une nouvelle forme d'irrigation et un système de production plus intensif, sous la forme d'une société au nom évocateur du rôle qu'elle entend faire jouer à l'agriculture ("Développement et Défense Agricole"). Anna est ainsi la première commune de cette petite région intérieure où des puits modernes sont forés: l'exemple des citadins y est ensuite suivi par des groupements d'agriculteurs locaux.

Dans les secanos bordiers de la Huerta de Valencia, les citadins ont été les initiateurs de leur conquête à l'irrigation et de l'extension des vergers d'agrumes. Dès les dernières années du 19<sup>e</sup> siècle les communes les plus proches de la ville sont touchées, surtout dans la banlieue sud-ouest:

"Le début se situe, d'après nous, dans les huertos de Picaña et de Catarroja entre 1880 et 1900. Des habitants de Valencia, des classes moyennes et supérieures (presque tous membres des professions libérales) décidèrent d'investir une partie de leurs revenus dans l'achat de terrains pour les transformer en vergers d'orangers, irrigués par l'eau des nappes élevée mécaniquement" (BURRIEL, 1971a, p.398).

Le mouvement se propage plus loin dans l'entre-deux-guerres, mais c'est surtout après 1950 qu'il déborde largement sur les secanos plus éloignés, de Bétera au nord-ouest, du Pla de Cuart à l'ouest et de Picasent au sud.

Le résultat de ce mouvement est donc une emprise croissante des citadins dans ce véritable front pionnier qui associe le riego de motor et les agrumes. A Corbera de Alcira (Ribera Baja du Júcar) un document cadastral de 1921 enregistre, selon le domicile des propriétaires, les orangeraias qui se sont développées sur des puits à l'écart de la huerta traditionnelle de l'Acequia Mayor: sur 349 ha, 60 seulement appartiennent à des habitants du village, contre 289 à des propriétaires résidant à Valencia et dans les deux petites villes voisines, Alcira et Sueca. Dans le Valle de Cárcer y Sellent (Ribera Alta du Júcar), la zone dite des "tierras altas", irriguée par pompage et occupée essentiellement par des orangers depuis 1930, présente une structure différente de celle de la vieille Acequia Mayor: les propriétés y sont plus vastes et les propriétaires citadins plus nombreux. Les valenciens y maintiennent leur position relative depuis 1930, alors qu'ils reculent nettement dans la huerta ancienne (tab.34, p.237).

Le développement de l'exploitation directe des propriétaires citadins entraîne aussi une transformation sociale dans les campagnes: par l'essor du salariat agricole, et un renforcement des relations ville-campagne par l'extraction directe de la rente foncière:

"Alors que la terre de huerta est divisée en parcelles qui sont parfois plus petites qu'une hanegada ..., il n'y a aucune propriété d'orangers dont la superficie soit inférieure à un quart d'hectare; la majorité ont de 1 à 2 ha.; on en voit un assez grand nombre qui ont 10, 20, 30, 40 ha.; la plus étendue a 100 ha. Toutes ces terres sont exploitées directement par le propriétaire, alors que les champs destinés aux autres cultures sont en général affermés. Quand l'orangeraias est trop grande pour qu'un seul homme la puisse exploiter directement, le propriétaire y installe une ou deux familles pour en prendre soin, et il emploie des ouvriers agricoles pour tous les travaux d'entretien. De plus, il dirige tout lui-même. Habitant généralement la ville, il se rend chaque jour dans ses champs, examine, surveille; il serait, au besoin, capable de faire lui-même les travaux de ses ouvriers" (HALPERN, 1934, p.154).

Les transformations récentes ou actuelles sont aussi en grande partie le fait des propriétaires citadins, comme l'ont montré les géographes valenciens (GOZALVEZ PEREZ, 1980, DOMINGO PEREZ, 1983) et nos propres enquêtes à Liria et à Puebla de Vallbona. Les investissements nécessaires à la conquête de terres sèches à l'irrigation et à la plantation d'agrumes ont été d'autant plus élevés que les sites facilement transformables ont été de plus en plus rares, et que les coûts de transformation en main-d'oeuvre et en matériel ont augmenté avec l'essor économique des années 1960 et 1970. Si on y ajoute le prix du sol, gonflé par la spéculation sur les terrains susceptibles d'être transformés, on arrive très tôt à des coûts que l'on peut qualifier d'anti-économiques: J. COSTA MAS signale dès 1969 un coût de 288.000 F à l'hectare pour passer de la parcelle de mauvais secano au verger d'agrumes, dans le Bajo Marquesado; L. FONT DE MORA relève en 1971 des coûts de 53.000 F par ha en moyenne, dont 22.000 pour le prix du sol, 24.000 pour les terrassements et 7.000 pour le droit à l'eau d'irrigation. On comprend qu'à ce prix -là, "la transformation en orangeraias est de plus en plus affaire de capitalistes", comme le notait justement P. PEREZ PUCHAL dans sa thèse (1968, p.119), et que les citadins, seuls capables de mobiliser des ressources financières extra-agricoles ou d'obtenir le crédit nécessaire auprès des banques ou des organismes officiels, s'y soient taillé la meilleure part.

#### Conclusion:

La constance de ces investissements nous interroge sur le rôle des citadins dans l'orientation et dans la structure de l'économie agricole, et sur ses répercussions dans l'organisation régionale de l'espace irrigué.

De toute évidence, les villes ont été les centres d'impulsion de bon nombre de transformations et d'innovations dans l'espace rural valencien. Nous venons d'étudier le cas des irrigations par puits et des vergers d'agrumes; on pourrait en évoquer d'autres:

- la généralisation de l'emploi du "guano" comme fertilisant dans les cultures irriguées (en particulier dans les rizières), après son introduction par une maison de commerce valencienne (GIRALT, 1971);

- l'introduction de la charrue à soc et versoir, et du cheval breton plus résistant et plus puissant que les chevaux espagnols dans les terres lourdes de la marjal.

Sauf dans le cas du guano, la géographie de ces innovations reste à faire, mais il semble aussi que les nouveautés se soient répandues rapidement, car elles étaient soutenues à la fois par les agriculteurs ruraux et par les propriétaires citadins. La paysannerie du regadío était déjà relativement "urbanisée", familiarisée avec des formes d'économie monétaire ouvertes sur l'extérieur, et en même temps forcée en quelque sorte d'intensifier par tous les moyens ses systèmes de production sous la pression des densités rurales croissantes. Les propriétaires citadins, possesseurs d'une partie de cet espace, qu'ils exploitaient souvent directement, en tiraient une rente appréciable, qu'ils accroissaient par des réinvestissements de bénéfices agricoles ou non agricoles.

C'est donc un double courant d'argent qui, par cette appropriation citadine, lie la ville et la campagne. De la première à la seconde, c'est d'abord un mouvement d'achat de terres et de transformation des cultures. La masse monétaire ainsi mobilisée ne revient qu'en partie aux ruraux: au 19<sup>e</sup> siècle, l'argent du désamortissement va dans les caisses de l'Etat, et les autres achats de terres ont pu se faire de citadins à citadins. Après cette première grande vague d'investissements, ceux-ci suivent en gros le mouvement du verger d'agrumes et des nouvelles irrigations par puits. Pour la dernière grande vague de plantation (1955-1970), L. FONT DE MORA (1971, p.43) avance des chiffres propres à souligner l'ampleur du phénomène: il estime à 3,5 milliards de pesetas par an (280 millions de F) les sommes dépensées dans le Pays Valencien pour la création des nouveaux vergers d'agrumes: cela équivaldrait à 13 % de la production agricole brute, et absorberait une bonne partie de la formation de capital fixe agricole, que la Comptabilité de la Région Valencienne (C.E.S.S., 1971) évaluait plus modestement à 2,5 milliards de pesetas en 1969 (200 millions de F). R. PEREZ CASADO, économiste valencien, a pu comparer ce mouvement d'argent de la ville vers la campagne à un "second désamortissement", par ses effets d'"enterrement" d'une bonne partie de l'épargne régionale dans des investissements agricoles de rentabilité aléatoire, au détriment des autres secteurs d'activité (PEREZ CASADO, AVELLA ROIG, 1973). Mais plus que par les achats de terre, qui ont pu être faits en partie à des citadins, ce courant monétaire est alimenté maintenant de deux façons: par les salaires que les propriétaires citadins versent aux nombreux journaliers et travailleurs à façon de leurs propres terres, et par les crédits et prêts dont bénéficie l'agriculture de la part des organismes officiels (Instituto Nacional de Colonización, Banco de Crédito Agrícola) et des organismes bancaires ou d'épargne. Une part non négligeable de ces aides financières est d'ailleurs allée à des propriétaires citadins, souvent mieux informés et mieux placés pour en bénéficier.



Le second courant a été d'abord essentiellement formé par la rente foncière, selon le schéma décrit par E. JUILLARD (1961), puis par les revenus agricoles directs des exploitations appartenant à des citoyens. Mais ce mouvement, fortement dépendant des types de cultures et de la conjoncture des marchés d'exportation, est certainement peu de chose aujourd'hui auprès des ressources que les citoyens tirent des activités induites par les agriculteurs et la production agricole: les services à l'agriculture, à l'amont comme à l'aval de la production, représentent une part non négligeable des activités de base des villes du regadio.

Cette orientation historique constante de la bourgeoisie citadine vers la terre n'est donc pas un phénomène nouveau, ni un phénomène relique. Les classes citadines dirigeantes ont entraîné vers la terre, vers l'économie agricole, bon nombre d'imitateurs parmi les classes moyennes, et joué ainsi un rôle essentiel dans la mise en place de l'armature économique régionale. Il ne s'agit pas, en effet, de n'importe quelle agriculture, mais d'une agriculture intensive, tournée vers les marchés d'exportation, et comme telle nécessitant de très nombreux services à la production. En outre cette orientation a privilégié l'espace seul capable de répondre au développement de cette économie, c'est à dire la zone littorale et sub-littorale, à l'intérieur de laquelle les relations ville-campagne ont atteint une intensité maximum; à l'inverse les zones intérieures, le secano, étaient sauf rares exceptions laissées en marge de ce processus, sinon pour en subir les conséquences et en accepter les dépendances.

## CHAPITRE IV. L'ECONOMIE REGIONALE ET L'AGRICULTURE IRRIGUEE

Le système de production irrigué et l'ancienneté de son extension ont fait de l'espace qu'il occupe le lieu privilégié d'intenses échanges intersectoriels, qu'on peut résumer par un graphe (fig.45, p.233), dans lequel on a distingué schématiquement les secteurs d'activité selon la localisation de leurs centres de décision. On remarquera, dans ce graphe de relations, la position centrale du commerce d'expédition, qui est un des sommets essentiels, celui qui porte le plus d'arêtes, car il est le point de contact obligé entre la production agricole et la majeure partie des activités qui lui sont liées. En ce qui concerne la base spatiale des activités, on soulignera le caractère régional du tertiaire lié à l'agriculture, tandis que les activités industrielles, dont la place est réduite, sont souvent liées à des firmes d'origine nationale ou internationale.

Dans ce schéma, notre analyse portera donc, pour le secteur tertiaire, sur le commerce d'expédition des produits agricoles irrigués. Sans y consacrer d'analyse, nous ne méconnaissons pas l'importance des sommes et des mécanismes financiers depuis longtemps liés à cette agriculture irriguée, et nous les évoquerons chaque fois que nécessaire, car ils font actuellement l'objet d'études de la part des chercheurs valenciens (RODENAS, 1982).

### A. Le commerce d'expédition des produits agricoles

De toutes les activités liées de près ou de loin à l'agriculture, c'est certainement la plus importante, par la demande de travail, de biens intermédiaires et de services qu'elle adresse aux autres secteurs: c'est ce qui en fait encore aujourd'hui un des secteurs-clefs de la conjoncture économique régionale. Dans le secano, le vin est la seule production qui fasse l'objet d'un grand commerce d'exportation, tandis que dans les zones irriguées, pratiquement tous les produits, et particulièrement les agrumes et les cultures maraîchères, participent de cette situation. Nous centrerons notre étude sur le commerce des fruits et légumes, et essentiellement sur celui des agrumes, qui sont au premier rang pour le volume et la valeur de la production, pour la "portée" du commerce, qui touche l'ensemble du marché européen, et pour la demande de biens et de services aux autres secteurs d'activité.

Dans cette branche, le commerce d'exportation est beaucoup mieux connu que celui d'expédition sur le marché national: le franchissement de la frontière donne lieu à des statistiques douanières d'autant plus importantes que l'exportation des agrumes a été pendant longtemps une des grandes sources de devises du commerce extérieur de l'Espagne. A l'échelle régionale, le poids économique de cette activité a constamment attiré sur elle l'attention des autorités et des chercheurs, et l'orange, dans sa production comme dans son exportation, est certainement le sujet qui a alimenté à Valencia la littérature la plus abondante.

Les sources documentaires ne manquent pas, qui permettent de suivre cette exportation depuis le 19<sup>e</sup> siècle: depuis l'enregistrement des caisses aux bascules de la gare du Cabañal au port de Valencia à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, jusqu'aux "Mémoires de campagne" que publie chaque année la délégation régionale du Ministère du Commerce à Valencia. Mais elles sont inégales, et parfois incomplètes: si on peut connaître, avec un grand luxe de détails, les tonnages d'exportation à l'échelle provinciale et nationale, on est beaucoup moins renseigné sur la structure des entreprises commerciales, leur volume de vente et leur chiffre d'affaires.

#### 1. Un grand nombre d'intermédiaires

La commercialisation de ces produits frais et périssables repose sur des circuits complexes que résume, pour les agrumes, le graphique de la figure 46 (p.224) pour le début des années 1970. On y remarque immédiatement le grand nombre d'intervenants et la diversité des canaux de commercialisation, qui multiplient les intermédiaires entre le producteur et le consommateur: la majeure partie de la production passe par deux ou trois intermédiaires avant de parvenir au détaillant du marché national ou à l'importateur du marché extérieur. Dans le cas des agrumes, on pouvait définir à cette date pas moins de 15 intervenants différents, dont 11 entre la production et la vente au détail. Dans les circuits des différents produits, on retrouve, avec quelques nuances, des figures centrales qui dominent les courants principaux:

- pour les agrumes, l'exportateur, par lequel passent les deux tiers de la production;
- pour les pommes de terre, c'est l'acheteur-conditionneur, qui alimente trois chemins d'égale importance, dont deux vers le marché intérieur;
- pour les oignons, l'acheteur-conditionneur et l'exportateur se partagent le travail d'expédition.

On retrouve donc trois intermédiaires plus ou moins liés, qui réalisent les trois principales étapes de la commercialisation sur les lieux de production: l'acheteur ("corredor"), le conditionneur ("confeccionador") et l'expéditeur ("exportador" sur le marché extérieur, "remitante" sur le marché national). Ces

personnages peuvent exister indépendamment l'un de l'autre, ou coexister dans un même agent: "corredor-confeccionador" pour la pomme de terre, exportateur pour les agrumes.

Les canaux plus directs, faibles il y a encore une dizaine d'années, se sont développés avec l'essor des coopératives et des groupements de producteurs du côté espagnol, et avec l'intervention croissante des centrales d'achat des chaînes de magasins à grande surface du côté des importateurs européens. On assiste donc à une certaine simplification et à un raccourcissement des canaux de commercialisation: les coopératives de producteurs commercialisent déjà un cinquième de la production des agrumes et de l'exportation, mais beaucoup moins dans le cas des autres fruits et des légumes. L'expéditeur tend de plus en plus à intégrer les activités situées à l'amont, en transformant les anciens intermédiaires en simples salariés: ainsi l'acheteur de fruits sur l'arbre ("corredor de fruta"), personnage-clef du verger d'agrumes par la connaissance qu'il a de la production dans la petite région où il exerce, devient souvent le salarié des grands expéditeurs. Les relations de ces réseaux commerciaux avec l'espace rural et avec l'extérieur ne sont donc pas identiques et tissent des relations variées, et qui se superposent, entre les villes et les campagnes.

L'intervention de l'État a été, dans ce domaine, tardive et modeste. La mise en place d'un réseau de marchés d'expédition ("mercados en origen de productos agrarios") confiée à une société nationale en 1971 (MERCORSA) a abouti; dans la province de Valencia, à l'apparition d'une nouvelle structure commerciale. MERCOVALENCIA, société d'économie mixte, a créé deux centres d'achat à la production: à Masamagrell pour les artichauts (MERCOTURIA), à Alberique pour les agrumes (MERCOJUCAR). En 1978, cette structure a été réformée; un bureau de gestion a été installé à Valencia, et trois zones d'action ont été retenues, avec des entrepôts loués, et une activité plus ou moins saisonnière:

- Alberique (Ribera Alta du Júcar) pour les agrumes, et les autres fruits et légumes (entrepôt fixe permanent);
- Liria pour les oignons et les artichauts (saisonnier);
- Moncada (Huerta nord de Valencia) pour les pommes de terre et les artichauts (saisonnier).

Cet organisme a rapidement accru ses volumes de commercialisation (20.000 tonnes en 1980, dont 40 % à l'exportation) car il présente des avantages pour le petit agriculteur là où les coopératives sont absentes et où ce dernier dépend du commerce privé. Mais il ne remplit pas les mêmes fonctions que les marchés d'intérêt national français, c'est-à-dire concentration de l'offre et de la demande à la production, autour des infrastructures nécessaires. C'est un canal de commercialisation de plus.

## 2. Produits maraîchers et légumes de plein champ

A quelques exceptions près, ces produits ne donnent pas lieu à une exportation notable et alimentent surtout le marché intérieur, tant régional que national. Artichauts, salades, poivrons, tomates prennent aussi le chemin de l'étranger, mais la région valencienne ne joue dans cette exportation qu'un rôle secondaire, après les huertas de Murcie et d'Almería.

Ce sont à peu près les seuls produits à passer au départ par des marchés d'expédition ("centros de contratación"), qui fonctionnent d'ailleurs autant pour l'approvisionnement régional que pour les marchés lointains. Celui de Valencia, dont le volume de transaction est lié au débouché des produits de sa Huerta, et surtout à l'approvisionnement d'une agglomération plus que millionnaire, dépasse les 100.000 t de transaction par an (dont plus de 35.000 t de légumes d'origine provinciale). Tous les autres commercialisent moins de 10.000 t/an.

Trois d'entre eux sont des marchés plus ou moins spécialisés, situés dans des bourgs agricoles de la Huerta nord de Valencia, où l'absence de structures d'expédition organisées a provoqué l'apparition de marchés "spontanés" (FENOLLOSA, 1981): Masamagrell pour les artichauts, Museros pour les tomates, et Rafelbuñol pour les haricots verts drainent la production d'une dizaine de communes maraîchères. Au sud de Valencia, la création d'un certain nombre de coopératives dynamiques et bien gérées à Torrente, Benifayó ou Alginet a attiré vers elles la production maraîchère, et les marchés ne réapparaissent que sur la Ribera du Júcar et plus au sud, dans les villes-centres des huertas: Sueca, Cullera, Alcira, Játiva, Gandía. Les plus importants se situent dans la Ribera Baja, où les agrumes n'ont pas totalement éliminé les cultures maraîchères.

Oignons et pommes de terre: sont deux cultures de plein champ dont le volume de production dépasse les 100.000 t par an et alimente une exportation considérable: la moitié des oignons et plus du quart des pommes de terre. La structure de la commercialisation fait apparaître ici le rôle essentiel du conditionneur et de l'exportateur, les marchés d'expédition et les coopératives n'intervenant que pour une faible part.

Dans le cas des oignons, dont la zone de production est relativement circonscrite à la Huerta de Valencia et au Campo de Liria, on ne relevait pas moins de 82 conditionneurs ayant travaillé pour l'exportation en 1973: pour une exportation totale de 126.400 t, cela représentait une moyenne de 1.500 t par conditionneur. Ils se répartissent dans les villages de la zone de production en fonction de l'importance de cette dernière: seul Puebla de Vallbona, à mi-chemin entre Valencia et Liria, fait figure de pôle important par sa situation centrale dans l'aire de production, et abrite 26 conditionneurs. Leur activité, qui consiste à peler et à

emballer les oignons dans des filets synthétiques, ne demande pas de gros investissements en bâtiments et en matériel: il s'agit surtout de petits et moyens grossistes de fruits et légumes, travaillant pour le marché intérieur, pouvant être à la fois "corredores", transporteurs ou même agriculteurs. Très peu d'entre eux sont en même temps exportateurs: 8 seulement sur les 78 exportateurs d'oignons pour la même année.

La taille des firmes est difficile à estimer car, à l'inverse de ce qui se passe pour les agrumes, ceux-ci sont rarement spécialisées et commercialisent une gamme étendue de produits, tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur. On y remarque cependant une distribution statistique très étendue; un grand nombre de petites firmes (moins de 1.000 t exportées par an), un nombre plus restreint de firmes moyennes (de 1.000 à 10.000 t), et quelques grandes (plus de 10.000 t), qui traitent une part considérable du marché.

La distribution spatiale de ces firmes est contrastée: les petites et moyennes se situent en grand nombre, et de façon assez régulière dans les zones de production, avec une certaine concentration dans les bourgs ruraux bien situés (Puebla de Vallbona pour les oignons, Puzol pour les fruits, Benifayó pour les cultures maraîchères) et dans les villes centres de petites régions agricoles (Gandía, Alcira, Cullera, Játiva). Mais une bonne partie de la commercialisation, surtout à l'exportation, est aux mains de firmes valenciennes, parmi lesquelles on rencontre les plus importantes. Celles-ci traitent en effet les 4/5 de l'exportation des pommes de terre de la province, les 2/3 de celle des oignons, plus du tiers de celle des fruits en général, agrumes compris. On notera que cette proportion diminue au fur et à mesure que les lieux de production principaux sont éloignés de la capitale.

### 3. L'exportation des agrumes

Bien que l'évolution actuelle du marché des agrumes donne une importance croissante au marché intérieur, et l'industrialisation de la production restant encore faible, le marché-roi reste celui de l'exportation, celui par lequel le "País Valenciano" est le plus connu en Europe occidentale et celui qui a le plus contribué à son "image agricole" (tab.24).

#### a. Le système d'achat à la production

Il a été clairement décrit par M. LINIGER-GOUMAZ dans un ouvrage désormais classique sur l'orange d'Espagne (1962). Sur beaucoup de points les choses n'ont guère changé: essayons de les résumer rapidement.

L'exportateur achète la récolte d'un verger, soit directement par un salarié, soit par l'intermédiaire d'un "corredor", qui parcourt la zone de production dont il suit régulièrement la situation et recherche les fruits demandés. C'est un personnage important, rémunéré à la commission par l'agriculteur: il réside dans les bourgs-centres du verger, dont il connaît parfaitement l'état (variétés, maturation) dans sa zone d'action. L'achat du fruit sur l'arbre peut se faire de deux façons:

- "a ojo" ("à l'oeil", c'est-à-dire à l'estime): l'acheteur estime approximativement le nombre d'"arrobas"\* (approximativement 12,8 kg) de fruits que donnera la récolte, parfois bien avant la maturation, et en offre un prix global, payable immédiatement. Cette méthode, autrefois générale, a fortement régressé et ne se maintient que pour les qualités précoces, toujours très demandées, et qui peuvent être achetées "en fleurs", dès le mois de mai, c'est-à-dire six mois à l'avance: elle représente actuellement moins du quart des ventes;

- "a peso" (au poids): l'acheteur offre un prix applicable au poids exact de la récolte, qui se mesure et se règle au moment de celle-ci, moins une avance au moment de l'achat, qui peut s'élever à 40% de la somme globale.

La récolte est toujours à la charge de l'acheteur, qui recrute ses propres équipes de cueilleurs et la transporte jusqu'à son entrepôt de conditionnement. Les fruits y subissent un certain nombre de traitements destinés à leur permettre de supporter le transport et à les présenter avantageusement sur les marchés de consommation. Selon l'état de maturation, ils peuvent subir, surtout au début de la campagne, pour hâter les premiers envois à l'étranger, un "déverdissement" dans des chambres spéciales à atmosphère et température contrôlées. Ils sont ensuite conditionnés et emballés: calibrage, lavage, traitements chimiques de conservation et de brillance; étiquetage, emballage (caisses de carton ou de bois, filets ou "box-palettes"). De là les fruits sont expédiés par camion, train ou bateau (ou plusieurs moyens de transport à la fois) vers les marchés extérieurs, où ils sont pris en charge par les firmes importatrices étrangères.

L'exportateur apparaît donc comme le personnage-clef de ce système, puisqu'il prend les fruits en charge sur le verger, pour les mener jusque sur les marchés extérieurs de consommation. Bien qu'elle ne favorise pas la transparence du marché, la vente du fruit sur l'arbre présente un certain nombre d'avantages pour l'agriculteur: elle le décharge de tout problème de récolte et lui permet d'obtenir rapidement de l'argent frais, tandis que les risques climatiques postérieurs à la vente courent à la charge de l'acheteur. Mais elle le place, pour ce qui est de la fixation du prix de vente, et malgré l'information économique dont il dispose sur l'état du marché, dans une situation dépendante de l'exportateur: celui-ci fixe ses prix d'achat de façon "remontante", en se basant sur les cotations des marchés extérieurs, qu'il suit en permanence. La marge de manoeuvre des agriculteurs est réduite, puisqu'ils ne peuvent jouer, à court terme, que sur le moment de la vente (car les agrumes peuvent rester sur l'arbre avec une marge de temps plus ou moins longue selon les variétés et la climatologie) et à long terme sur les changements de variété en fonction de l'évolution générale de la demande des consommateurs.

C'est donc au niveau de l'exportateur que peut se faire une spéculation sur les prix de vente, par des achats anticipés ou même des reventes. L'orange n'est donc pas une culture directement spéculative, mais elle a été parfois commercialisée

de façon spéculative. Les marges de cette spéculation sont aléatoires, dans la mesure où la formation des prix sur les marchés européens dépend de nombreuses variables:

- volume des envois espagnols et de leurs concurrents sur un marché dont l'élasticité n'est pas grande,

- qualité des produits expédiés,

- attirance de la clientèle pour les variétés offertes,

- situation douanière de l'Espagne vis-à-vis du Marché Commun, où figure l'essentiel de sa clientèle.

Pour l'exportateur, le système d'achat, souvent anticipé pour les variétés précoces, afin de s'assurer à temps la marchandise des premières expéditions de la fin octobre, et le paiement total ou partiel du fruit avant même sa récolte posent de sérieux problèmes de financement: ils ne peuvent être résolus que par le recours aux banques, dont les crédits de campagne aux exportateurs représentent une masse financière considérable, et pour quelques-unes d'entre elles une part non négligeable de leur activité. Les milieux du commerce de l'orange ont d'ailleurs participé activement à la création du "Banco de la Exportación", en 1964 à Valencia: on comptait, en 1975, 7 exportateurs d'agrumes parmi les 16 membres de son conseil d'administration.

## **b. Les firmes**

### **\* Un groupe contrasté**

On compte actuellement, pour les provinces de Valencia et de Castellón, près de 500 exportateurs de fruits et légumes, soit plus de la moitié des exportateurs d'Espagne: plus des 4/5 exportent des agrumes, et le plus souvent de façon exclusive. Ces exportateurs d'agrumes représentent 4/5 du total national des firmes de la branche et du volume d'agrumes exporté .

Nous connaissons la répartition des exportateurs selon le tonnage d'agrumes annuellement exporté, par les Mémoires de campagne du Ministère du Commerce (tab.35). Cela ne correspond pas exactement à la taille des entreprises, puisque certaines, en particulier dans la province de Valencia, exportent d'autres produits irrigués, et en particulier les oignons, et travaillent aussi sur le marché intérieur. Mais les agrumes représentent le plus souvent la principale activité et la première source de revenu, et il y a toujours une certaine séparation des deux marchés, national et international.

Même si les limites de classe retenues par les statistiques officielles de la campagne d'exportation de 1982/83 masquent une partie de la réalité aux deux extrémités du tableau, la répartition des firmes selon le volume exporté est très contrastée: deux tiers d'entre elles exportent moins de 3.000 t, et 14 exportateurs de plus de 15.000 t manipulent ensemble un tiers du volume des exportations, le reste étant le fait d'une centaine de firmes moyennes. Les firmes sont donc d'autant plus



nombreuses que les volumes exportés sont plus faibles, mais au-dessous de 1.000 t/an on rencontre en fait des "remitantes" qui font, à l'occasion, des opérations ponctuelles sur le marché extérieur, ou des petites coopératives de commercialisation très diversifiées. Dans une tendance générale à la diminution du nombre des firmes, ce groupe varie de façon aléatoire d'une année sur l'autre. Dans le groupe de tête, une firme, "Pascual Hermanos" exporte plus de 100.000 t d'agrumes par an, plus du dixième de l'exportation espagnole d'agrumes, suivie d'assez loin par quelques autres entre 20 et 60.000 t. La valeur FOB de ces exportations a valu à ces firmes de figurer souvent au palmarès des exportateurs espagnols: en 1980, "Pascual Hermanos", premier exportateur d'agrumes, était au 17<sup>e</sup> rang de toutes les sociétés espagnoles.

On se trouve donc en présence d'un marché d'expédition dominé par quelques grandes firmes en situation oligopolistique, au milieu d'un groupe réduit de firmes moyennes et d'un grand nombre de petites et même très petites entités. La comparaison de cette structure à celle de la campagne 1973/74 ne montre pas de grands changements (tab.35, p.237): après une diminution du nombre des firmes, par disparition des plus petites et par croissance du nombre et du tonnage expédié des moyennes et des grandes, on assiste, depuis 1981, à une certaine stabilisation. En outre, la part relative des provinces de Valencia et de Castellón, toujours prépondérante dans l'exportation nationale, diminue lentement au profit de celle de Murcie, par suite du déplacement des nouvelles plantations vers le Sureste, et de l'essor des exportations de citrons: pour la première fois en 1982/83 les firmes de la province de Murcie ont exporté plus d'agrumes que celles de la province de Castellón.

#### \* Les catégories d'exportateurs

La surface économique et les moyens de tous ordres (techniques, financiers, informatiques) des firmes sont extrêmement variables et sans aucune commune mesure du haut en bas de l'échelle, puisque la valeur des produits exportés peut varier de 1 à 40.

- Les petits exportateurs ne le sont pas à temps plein et exercent ce métier en marge d'une autre activité: ce sont en général des grossistes du marché intérieur, qui interviennent occasionnellement sur le marché extérieur. Ils peuvent être aussi de simples correspondants de firmes étrangères importatrices d'agrumes. Ils ont rarement leur propre magasin de conditionnement et peuvent faire réaliser ce travail à façon ou louer un entrepôt pour l'opération. Lorsqu'ils en possèdent un, ils le louent à leur tour pour compenser la faible activité qu'ils y entretiennent.

X..., exportateur à Cullera:

Origine: agrumiculteur local associé à une firme française d'importation de fruits et légumes de Lyon (liens familiaux), liée à la Compagnie Fruitière (Marseille), et qui a financé la création d'un verger irrigué sur pentes de 33 ha (1959) et d'un entrepôt moderne de 6.000 t de capacité (1973).

Ce cas est représentatif à plusieurs titres. On y voit le rôle des investissements non agricoles dans le défrichement et la création des nouveaux vergers de pente irrigués par pompage: ce cas n'est pas isolé et nombreux sont les exportateurs en même temps producteurs car ils ont créé de grands vergers d'agrumes dans les années 1950 et 1960. Le renouvellement des entrepôts intervient dans les années 1970, avec la modernisation des chaînes de conditionnement. Enfin il s'agit d'un cas d'intégration remontante par le capital étranger importateur.

- Les firmes moyennes

Avec la taille des firmes grandie<sup>sent</sup>/celle des magasins et leur nombre, les moyens techniques de communication et de transport, tandis qu'apparaît le réseau des agents et des correspondants sur les marchés européens. Dans la province de Valencia, dès la campagne 1973/74, un exportateur sur cinq bénéficiait d'un télex, et 3 sur 5 parmi les 50 premières firmes.

Y.S.A., à Villareal

Origine: 11 sociétaires, industriels locaux dirigeants des petites et moyennes entreprises dans les machines agricoles (motoculteurs) et dans la céramique, propriétaires au total de 200 ha d'agrumes, rachètent à un exportateur sa marque, son entrepôt et son réseau commercial. Toutes les exploitations sont mises en commun sous la direction d'un chef de culture et de quelques salariés permanents, et l'entrepôt est modernisé.

Commercialisation: les volumes expédiés (3 à 5.000 t par an) sont fournis à 60% par les propriétés des sociétaires (surtout pour la première "temporada", car ce sont essentiellement des vergers de mandarines) et à 40% par des achats aux producteurs régionaux pour la deuxième temporada. La vente se fait à prix ferme: à la centrale d'achat de la société Mammoth à Lyon (60% de l'exportation), à un acheteur hollandais (18%), à trois acheteurs allemands (16%).

Ce cas est encore représentatif des relations entre les exportateurs et la production agricole, des investissements d'autres secteurs d'activité (ici l'industrie) dans la production et le commerce agricoles, de l'évolution des pratiques commerciales. On évolue de plus en plus vers la vente ferme et les canaux de distribution sont raccourcis: les box-palettes métalliques remplis à Villareal de 380 kg d'agrumes en filets de 2 ou 3 kg, et transportés par camion, seront mis en place tels quels dans le supermarché de la région lyonnaise ou d'ailleurs.

- Les grandes firmes

Ce n'est qu'au-dessus de 10.000 ou de 15.000 t exportées annuellement qu'on peut parler de grands exportateurs. Les sociétés perdent leur caractère presque exclusivement familial et recherchent pour leur siège une localisation favorable dans

les principaux centres de production ou dans la métropole régionale, Valencia. Elles possèdent un entrepôt géant (une "centrale fruitière") ou plusieurs entrepôts stratégiquement disséminés dans les zones de production, participent à l'industrie de la conserverie ou des jus de fruits et sont présentes dans d'autres régions de production, en particulier dans les provinces d'Alicante et de Murcie. Les plus importantes sont des firmes d'envergure nationale et internationale, opérant sur l'ensemble des fruits et légumes frais. Elles sont issues des zones de production ("Pascual Hermanos" à Valencia, "Antonio Muñoz y Cía" à Murcie) ou des grands centres de consommation: "Frutos Españoles" (Madrid) est présente à Valencia et Murcie, "Bargosa" (Barcelone) à Gandía, Alicante, et Tenerife.

**\* Un cas particulier: le groupe "Pascual"**

Au sommet de cette hiérarchie, la firme "Pascual Hermanos" présente aujourd'hui un cas suffisamment à part pour qu'on lui réserve un traitement particulier. Le total de ses ventes, environ 250.000 tonnes de fruits et légumes, s'est élevé en 1980 à 6,5 milliards de pesetas (370 millions de F), dont 87% à l'exportation, ce qui la situait au 280° rang des sociétés espagnoles pour le chiffre d'affaires (au 18° de la branche de l'alimentation), mais au 17° rang pour la valeur des exportations. Celles-ci, qui sont formées pour plus des 3/4 par des agrumes (136.500 t en 1980), représentent 10 % de l'exportation régionale d'agrumes, et quatre fois plus que le second exportateur, la coopérative d'Algemesí. Les frères Pascual dirigent donc un véritable empire de la commercialisation des fruits et légumes, et des agrumes en particulier, qui va de la production agricole à la distribution en gros sur les marchés étrangers, en intégrant la majeure partie des plus-values engendrées en cascade par le cheminement des produits.

Producteurs agricoles, ils le sont, sur le littoral valencien, uniquement pour des produits bien précis (haricots verts à Castellón, fraises à Denia), pour lesquels ils ont un écoulement assuré sur les marchés extérieurs. Mais ils le sont de plus en plus dans les provinces plus méridionales, d'Alicante à Malaga (fig.47, p.225), où ils ont créé plusieurs exploitations agricoles modernes et des centres d'expédition, afin de bénéficier des rentes de situation agricoles les plus importantes. Dans les "vieilles" provinces irriguées, ils se contentent de drainer les produits existants, en particulier les agrumes et les oignons, en laissant aux agriculteurs locaux les aléas de la production. Ils peuvent intervenir de façon ponctuelle dans la production, dans le cas de demandes précises de leur réseau commercial, non satisfaites par la production locale: ils louent alors des terres pour la durée d'une campagne, et les font travailler par des journaliers sous la direction de leurs techniciens agricoles, afin de produire par exemple des haricots

verts pour le marché anglais dans la Plana de Castellón. L'ensemble de leurs exploitations espagnoles représente actuellement plus de 2.000 ha irrigués et 590 ha de serres. Elles produisaient plus de 50.000 t de fruits et de légumes par an dès 1971.

Pour ce qui est des agrumes, ils ne sont pratiquement pas producteurs, mais possèdent, dans la région valencienne, cinq entrepôts qui emploient plus de 800 personnes et sont capables de conditionner près de 200.000 t de fruits par an. Celui d'Almenara, créé en 1966 à mi-chemin entre Valencia et Castellón, fut en son temps la première "central hortofrutícola", forme moderne de l'"almacén": employant 400 personnes durant la campagne des agrumes, capable de traiter 400 t de fruits par jour, elle dispose d'un embranchement ferroviaire particulier sur la ligne de Valencia à Barcelone. Sans cesse agrandis et modernisés (les chambres froides y ont une capacité totale de 1.500 t) ces entrepôts forment, de Pego (Bajo Marquesado) à Vall d'Uxó (Plana de Castellón), une chaîne qui alimente les exportations de la firme: celles-ci utilisent en partie une flotte de camions spécialisés dont le tonnage total dépasse 300 t.

Les activités de la firme n'ont donc cessé de se développer spatialement et économiquement: le déplacement des établissements de production et de commercialisation vers le sud permet de produire tout l'éventail des fruits et légumes tempérés, méditerranéens et semi-tropicaux, et d'occuper les créneaux du marché les plus intéressants. En même temps, elle n'a cessé d'intégrer et de développer les activités de service nécessaires à cette commercialisation, en créant ses propres filiales: transport routier, gestion informatique, recherche agro-alimentaire, marketing... Cette organisation lui permet de pénétrer sur les autres marchés: fruits secs, huiles, vins, épices.

Sur les marchés étrangers, la firme a fondé des succursales aux points névralgiques: Perpignan, Bordeaux, Rungis, Bruxelles, Cologne, Rotterdam, Londres, Copenhague, Prague. Les principaux clients sont ainsi atteints par une politique commerciale dynamique. "Pascual Hermanos" s'est installé, dès leur création, sur les nouveaux marchés-gares qui servent de portes d'entrée des fruits et légumes espagnols dans le Marché Commun: Perpignan-Saint-Charles, à la frontière française du Perthus, Paddock-Wood à proximité de l'agglomération londonienne. La firme ne se contente pas d'y commercialiser ses propres exportations, mais aussi ce qu'elle vend en consignment ou qu'elle conditionne sur place, comme à Chateaurenard (E-du-Rhône) ou à Lectoure (Gers). Les bureaux centraux sont situés à Valencia, avec le centre de gestion et de calcul, mais l'organisation internationale est faite de sociétés filiales dans chacun des principaux pays importateurs. L'antenne madrilène se conçoit pour les besoins du marché national et pour les contacts avec les nouveaux marchés de l'Europe de l'Est, traités officiellement à l'échelle des gouvernements.

Nous sommes donc en présence d'une firme très dynamique, dont la croissance n'a pas cessé depuis la petite société d'expédition de Pego des années 1950. Depuis 1981 c'est un "holding" qui coiffe 11 sociétés de production et d'exportation en Espagne, 11 sociétés et succursales de commercialisation en Europe, et 7 sociétés de services, dans lesquelles travaillent plus de 5.000 personnes au total. Cette véritable multinationale de l'agro-alimentaire a donc mis à profit le système de commercialisation à l'exportation pour intégrer au maximum les plus-values qu'il est susceptible d'engendrer, en intervenant à toutes les étapes de la chaîne, comme exportateur en Espagne et comme importateur dans les pays européens, où les niveaux de vie et de consommation engendrent les plus-values les plus intéressantes.

#### \* Les relations avec l'étranger

L'activité exportatrice actuelle est fortement enracinée dans le milieu humain et économique régional. Le schéma décrit par J. BELLVER MUSTIELES (1933) ou R. FONT DE MORA (1938), qui plaçait l'exportation valencienne sous la tutelle des importateurs étrangers, n'est plus valide: les firmes régionales sont les plus nombreuses, sinon les plus grandes, et leur financement est fortement soutenu par des banques à caractère régional, le "Banco de Valencia" ou le "Banco de la Exportación". Il y a d'ailleurs une continuité familiale dans de nombreuses firmes, de véritables dynasties d'exportateurs, dont les patronymes se suivent depuis un siècle, et dont les enfants ont fait et font encore l'apprentissage du métier dans les réseaux de commercialisation européens, chez les correspondants ou les clients étrangers. Il y a ainsi une mini-diaspora valencienne dans les principales places européennes d'importation des agrumes, renforcée parfois par le fait que certains y ont créé leur propre firme. De la même façon, en ce qui concerne la diffusion des agrumes et la recherche sur leur culture, les valenciens ont toujours été présents au plan national comme au plan méditerranéen.

La présence du capital étranger dans l'exportation des agrumes reste cependant un fait patent, sous plusieurs formes:

- une firme étrangère peut créer une filiale espagnole, ou s'associer avec un exportateur local, qui est son fournisseur exclusif: elle pratique ainsi une intégration remontante, qui peut aller jusqu'à l'exploitation de vergers d'agrumes;
- une société d'importation étrangère crée une simple agence dans un centre de production ou à Valencia, pour faciliter ses contacts et ses commandes aux exportateurs régionaux. Ce n'est alors qu'un élément du réseau de la firme, et les exemples en sont nombreux: "Nordisk Andelsforbund" (Fédération de coopératives des pays scandinaves), "Fyffes-Omer Decugis" (France), "Pomona" (France) entretiennent des délégations à Valencia. Le volume d'achat de fruits et légumes d'une firme comme "Pomona" dans la région valencienne la situerait dans les 5 ou 6 premiers

exportateurs espagnols;

- création d'une société mixte, dont le capital est apporté par le participant étranger: elle sert d'intermédiaire entre les exportateurs espagnols et les acheteurs européens. C'est une activité de services, indépendante mais rémunératrice, qui s'est développée dans les dix dernières années: "Medex" pour la Suisse à Castellón, "Hit International" pour la Grande Bretagne à Burriana.

D...S.A., à Castellón:

Création en 1974 d'une firme hispano-suisse par deux cadres helvétiques, issus d'une firme d'importation de fruits et légumes de Coire, en Suisse alémanique: ils apportent le capital et installent à Castellón une agence d'exportation. Celle-ci sert d'intermédiaire entre les exportateurs espagnols d'un côté, les acheteurs suisses, allemands et autrichiens de l'autre.

#### \* Les coopératives

Actuellement, les coopératives de commercialisation des fruits et légumes sont au nombre de 40 dans la province de Valencia et de 22 dans celle de Castellón, pour l'essentiel localisées dans le regadío. Elles regroupent plus de 20.000 agriculteurs et commercialisent à peu près 10 % de la production totale de légumes et fruits irrigués des deux provinces. Leur part est plus importante dans la commercialisation des agrumes, dont elles traitent 1/5 de la production et 18% de l'exportation: elles sont pratiquement toutes polyvalentes, mais les agrumes forment l'essentiel de leur activité, qui est plus orientée vers le marché intérieur que celle des firmes privées.

#### - Des structures contrastées

La taille des coopératives est extrêmement variée quant au nombre de participants et aux volumes de production manipulés, car elles sont représentatives des communes où elles sont implantées: dans la province de Valencia, une douzaine de coopératives de plus de 1.000 membres, situées dans les centres agricoles et les gros bourgs (Algemesí, Alginet, Carcagente, Alcira, Gandía), rassemblent 80% des coopérateurs. A Castellón, leur taille est plus réduite et leur place dans le commerce moins grande: certaines d'entre elles abritent plusieurs sociétés d'exportation, formées de petits groupes d'agriculteurs ayant des exploitations considérables. De ce fait, la répartition des coopératives selon le volume d'agrumes exportés est assez semblable à celle des firmes d'exportation en général. En 1982/83, 57 sur 69 ont exporté moins de 3.000 t chacune, et ensemble moins du tiers du total des coopératives: par contre 3 d'entre elles ont exporté à elles seules plus de la moitié de ce tonnage total. Cela tient au fait que seules les grandes coopératives sont capables d'avoir une production suffisamment importante et suffisamment variée pour couvrir la majeure partie de la campagne. La première

d'entre elles, la "Cooperativa Agrícola Sagrado Corazón de Jesús" d'Algemesí, figurait en 1980 au 110<sup>e</sup> rang des firmes espagnoles de l'alimentation, avec un chiffre d'affaires de 1.625 millions de pesetas ( 92,6 millions de F), réalisé avec 65.000 t d'agrumes, 5.200 t de légumes et 2.500 de riz.

Les petites coopératives (ou les différentes sociétés d'exportation d'une même coopérative), limitées dans les variétés et dans le calendrier de production par le verger de leurs membres, ont été les principales intéressées par la création, sous l'égide de l'Union Territoriale des Coopératives de Valencia, d'une coopérative d'exportation de deuxième degré en 1975, ANECOOP: dès la première campagne, elle regroupait 31 coopératives agrumicoles sur 87 et exportait 12.000 t d'agrumes. En 1980, avec 56 coopératives associées, elle exportait 50.000 t de fruits (en particulier vers les pays de l'Europe de l'Est), ce qui la plaçait au 3<sup>e</sup> rang des exportateurs de la campagne. Elle se diversifie à son tour et dès 1978/79 exporte 3.000 t de fruits et légumes divers.

#### - Un rôle positif croissant

Le mouvement coopératif agricole est ancien dans la région valencienne: il trouve son origine dans les mouvements d'entraide: d'origine catholique à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et dans la "ley de sindicatos" de 1906. Mais il n'a affecté que tardivement la commercialisation des agrumes, alors que les coopératives vinicoles s'étaient développées dans l'intérieur provincial dès la première guerre mondiale et l'entre-deux-guerres. Les coopératives offraient surtout des services à la production: machines, consommations intermédiaires (engrais en particulier), afin de concentrer la demande et de mieux résister au commerce de distribution. Les activités de commercialisation se sont développées seulement après 1960, lorsque la crise de l'exportation des agrumes, en pesant très fortement sur les prix à la production, a obligé les petits producteurs à chercher ailleurs que dans le commerce privé une solution à la baisse de leurs revenus. D'une dizaine en 1960, les coopératives de commercialisation des fruits et légumes sont passées à 62 en 1978. Les investissements principaux concernant les entrepôts ont été aidés par les organismes officiels (Banco de Crédito Agrícola), mais surtout par l'argent des coopérateurs déposé dans les sections de crédit des coopératives ou "cajas rurales".

Les coopératives ont donc pris une place grandissante dans l'activité économique liée à l'agriculture irriguée. Elles ont conquis assez rapidement une place sur le marché de la commercialisation des agrumes: bien implantées sur le marché intérieur, elles sont passées de 3% de l'exportation en volume en 1965 à 11% en 1970, pour se stabiliser aujourd'hui autour de 18%. Au plan local, elles interviennent en fonction de leur taille et de leur dynamisme:

- au stade de la production, en fournissant un éventail de plus en plus grand

de services à l'agriculteur (consommations intermédiaires, machines, travaux à façon) et en favorisant l'essor de productions fruitières et légumières variées, destinées à élargir leur gamme commerciale et la durée annuelle de leur temps d'activité,

- au stade de la commercialisation, en achetant toute la production du coopérateur à des prix aussi, sinon plus, intéressants que ceux du commerce traditionnel,

- dans les circuits financiers, en drainant l'épargne agricole et en la réinjectant dans l'agriculture sous forme d'auto-financement et de crédits de campagne.

Sociedad Cooperativa Agrícola "Nuestra Señora del Oreto", Alcudia de Carlet (Ribera du Júcar).

Création: 1932, service de tracteur pour les labours.

1968: début de la commercialisation des agrumes; avec l'aide financière de la "Caja Rural", construction d'un entrepôt de 1.200 m<sup>2</sup>, avec deux chaînes de conditionnement d'une capacité de 120 t/jour et 500 m<sup>3</sup> de chambres de pré-réfrigération.

1982: elle regroupe 2.300 membres, qui représentent la quasi-totalité des exploitants agricoles résidant dans la commune; 60% d'entre eux tirent l'essentiel de leurs revenus de l'agriculture, 40% sont des agriculteurs à temps partiel.

Pendant la campagne 1977/78, elle a manipulé 15.900 t de fruits et légumes, dont 6.400 t d'agrumes. Les coûts de conditionnement ont représenté 119,5 millions de pts (7 millions de F), dont 33 millions (1,9 MF) de salaires de récolte, 26,4 millions (1,5 MF) de salaires de conditionnement, et 31,3 millions (1,8 MF) de produits de conditionnement. Les sommes versées aux coopérateurs pour la vente de leurs produits se sont élevées à 208 millions de pts (12,3 MF).

Son activité a fait disparaître 7 commerçants expéditeurs locaux, mais favorise le maintien des petits exploitants agricoles, l'activité des firmes de transport local, et la Caja Rural prête de l'argent aux petites et moyennes entreprises industrielles récemment installées dans la commune par d'anciens exploitants agricoles.

Cela a donc réduit relativement le travail des intermédiaires, supprimé même certains d'entre eux, et diminué le drainage de l'épargne agricole par les banques. En contrepartie, le petit producteur a été libéré des soucis de la commercialisation et même d'une partie de ceux de la production. Les coopératives dynamiques et bien gérées sont devenues le pôle d'emploi et d'animation de certaines bourgades, développant souvent des activités sociales et culturelles.



#### 4. Exportation et économie régionale

##### a. Firmes et centralité

A la grande variété de taille des firmes exportatrices répond une grande dispersion géographique: dans les deux provinces, sur 215 communes agrumicoles, 85 abritent au moins une firme, soit plus d'une sur trois. Mais bon nombre d'entre elles n'abritent que de petites unités: en 1977, 32 communes retiennent les 100 premières firmes (mesurées par le tonnage exporté), et 22 les 50 premières (fig.48, p.226). Il n'y a pas de relation directe entre le nombre et la taille des firmes, et celle des agglomérations qui les abritent: les 50 premiers exportateurs de la campagne 1976/77 se rencontrent de Valencia à Beniarjó (1.500 habitants). Mais, si de grandes firmes peuvent se localiser dans de petites agglomérations bien situées au coeur des zones de production, et si tous les bourgs de quelque importance dans la zone agrumicole ont leurs commerçants exportateurs, une certaine hiérarchie existe (tab.36, p.238): la capitale régionale l'emporte de très loin, non tant par le nombre que par la taille des firmes, qui commercialisent 2/5 des agrumes exportés par les deux provinces, et qui comptent 5 des 10 premières. Au-dessous, une quinzaine de centres traitent de 20 à 100.000 t d'agrumes à l'exportation, soit environ la moitié du tonnage total. On y trouve en tête les villes-centres du verger, celles qui bénéficient des meilleurs équipements de transport et sont les principaux ports, gares et stations routières d'expédition: Burriana, Villareal, Sagunto, Alcira, Gandía.

Dans le tableau 36, deux exceptions de sens contraire: Beniarjó, à proximité de Gandía, est la seule agglomération de petite taille qui abrite un important commerce d'agrumes, et Castellón, bien que capitale provinciale, ne se distingue pas des autres villes de la Plana dans le commerce d'expédition.

##### b. Firmes et emploi

Dans la province de Valencia, on comptait, en 1964, 575 entrepôts et 33.000 emplois; en 1971, 279 entrepôts et 27.500 emplois (fig.49, p.229). Le nombre des magasins et de l'emploi global a donc fortement diminué, mais leur capacité et la productivité par emploi ont augmenté avec la modernisation et la mécanisation généralisée des processus de conditionnement.

Jusque dans les années 1960, la présence d'une main-d'oeuvre féminine rurale sous-employée et mal rétribuée avait dispensé les expéditeurs de faire des investissements en capital dans leurs entrepôts. Dans une étude publiée en 1965, J. NOSTI NAVA et M. VIDAL HOSPITAL soulignaient le caractère encore archaïque des équipements de conditionnement des fruits et l'importance du travail humain.

La croissance des tonnages exportés, les exigences plus grandes du marché extérieur quant à la qualité et à la présentation des fruits, et la hausse des coûts de la main-d'oeuvre, ont entraîné une transformation rapide de cette activité. D'importants investissements ont été réalisés par les exportateurs dans la modernisation ou la création de nouveaux entrepôts: pour la période de 1969 à 1972, on relève, dans la rubrique des investissements industriels supérieurs à un million de pesetas publiée par la revue "Economía Industrial", 19 créations d'entrepôts dans notre région d'étude, pour un total de 51,3 millions de pts (4,1 MF) et 900 emplois nouveaux.

On est ainsi passé de l'almacén traditionnel à la "central hortofrutícola", capable de traiter plusieurs centaines de tonnes par jour, équipée de chaînes de conditionnement assistées électroniquement, de chambres froides et de mûrissement, et dotée d'embranchements ferroviaires particuliers quant la localisation le permet. Dans les bourgs agrumicoles, ces énormes établissements sont devenus, par les salaires de récolte pour les hommes, et par ceux du conditionnement pour les femmes, les premiers employeurs et les premières sources de revenus dans la commune: "Antonio Muñoz y Cía" à Cárcer, "Sanz S.L." à Chilches, "Pascual Hermanos" à Sueca. Ce dernier établissement compte 35 emplois permanents, mais 350 à 400 femmes et 150 hommes pendant la campagne d'exportation: il a exporté 45.000 t d'agrumes pendant la campagne 1978/79, versé en salaires 157 millions de pesetas (9,42 MF) pour la récolte et 100 millions (6 MF) pour le conditionnement, et acheté pour plus de 600 millions de pts (36 MF) de fruits dans un rayon de 100 km autour de Sueca.

Cette transformation des établissements s'est accompagnée d'une certaine redistribution géographique: l'ancienne localisation à proximité des gares d'expédition n'a plus le même caractère d'obligation. Le boom du transport routier a favorisé les implantations en rase campagne, sur les grands axes de circulation, au coeur des zones de production, mais à proximité des agglomérations susceptibles de fournir la main-d'oeuvre saisonnière nécessaire. Il n'y a donc pas corrélation étroite avec la carte de localisation des firmes exportatrices (fig.48, p.226): les huit premiers centres de conditionnement (tab.38, p.239) rassemblent encore la moitié des entrepôts et de l'emploi afférent dans les deux provinces, et les firmes valenciennes, qui possèdent des entrepôts disséminés dans toute la zone de production, en dirigent à peu près le quart.

#### c. L'almacén au centre des relations intersectorielles

Le fait que l'expéditeur se charge de la récolte des agrumes et que leur conditionnement soit une étape importante du processus de leur commercialisation fait donc de l'almacén le lieu privilégié des relations avec les autres branches d'activité. Le tableau 37 (p.238) détaille le prix de revient, avant expédition,

d'un Kilog d'oranges "navel" et de clémentines pour un exportateur expédiant environ 2.000 t par an, pendant la campagne 1979/80. Schématiquement, le prix d'achat au producteur en représente la moitié, les salaires de récolte 10 à 15 %, ceux de l'almacén 7 à 8 %, les achats de biens intermédiaires à l'industrie 8 à 11 % (en particulier les emballages), les frais de transport 3 %, et les frais généraux 10 %. Cela signifie qu'une part importante des salaires agricoles régionaux est représentée par la récolte des agrumes: celle-ci représente 10 à 20 % de l'ensemble des salaires agricoles de la province de Valencia, mais peut atteindre jusqu'à 50 % dans les zones de monoculture. De la même façon, une part non négligeable des salaires du commerce est versée par les expéditeurs: près de 10 % dans la province de Valencia.

## B. L'évolution des systèmes de transport

Par les tonnages et le caractère périssable des denrées expédiées en frais, cette commercialisation demande des moyens de transport puissants et rapides: la demande de transport s'accumule sur des périodes assez courtes, et pour des produits qui doivent arriver très rapidement sur les marchés de consommation. Au plan national, le camion en assure l'essentiel, après avoir presque totalement détrôné le chemin de fer. Au plan international, la situation est beaucoup plus nuancée, comme le montre la répartition, selon les moyens de transport, des exportations d'agrumes et d'oignons, principaux produits expédiés (tab.38, p.239).

Le bateau, qui assurait plus de 60% des exportations d'agrumes au début des années 1950, a été réduit en l'espace de 20 ans à la portion congrue (moins de 5%), tandis que le train se substituait à lui pour en occuper la première place. Mais le transport routier, qui commence à intervenir vers 1955, fait une percée très rapide de 1962 à 1966 et se taille une place de plus en plus considérable. En fait, le camion a pris la place du train sur les distances moyennes, et le train a pris celle du bateau sur les longues distances, vers l'Europe du nord et l'Europe orientale. Mais à partir de 1971 le chemin de fer cède du terrain au bénéfice du camion, qui réalise plus de 60% des expéditions dès la campagne 1982/83 (fig.50, p.228).

Pour les oignons, moins périssables et exportés surtout vers la Grande-Bretagne, la voie maritime a conservé plus longtemps la première place: plus de 80% des exportations pendant la campagne 1968/69. Mais elle tombe rapidement à 36% en 1973/74 devant la concurrence du transport terrestre: là encore, le chemin de fer l'emporte d'abord grâce aux efforts de la firme de transport ferroviaire spécialisée, TRANSFESA ("Transportes Frigoríficos Españoles S.A."), qui s'intéresse sérieusement à ce marché et réalise la moitié des exportations. Il recule ensuite devant le transport routier et on s'achemine donc actuellement, en ce qui concerne la

répartition des modes de transport, vers la même situation que celle des agrumes.

## 1. Le déclin du transport maritime

### a. Les ports et l'économie agricole

Dans les ports des deux provinces, la part du trafic qui est liée directement ou indirectement à l'activité agricole n'apparaît plus que comme secondaire. Peu facile à mesurer, elle a tendance encore à diminuer avec l'importance du trafic portuaire. En effet, si tous les ports ont participé et participent encore à l'économie agricole, celle-ci y tient une place très différente selon qu'il s'agit d'anciens ports spécialisés (Castellón, Burriana et Gandía) ou d'un grand port multifonctionnel (Valencia).

#### \* Les anciens ports de l'orange

Les trois ports cités plus haut ont, jusqu'à la guerre civile, fondé l'essentiel de leur trafic sur l'exportation de l'orange et l'importation de biens intermédiaires pour l'agriculture: engrais, bois de caisserie et pâte à papier pour les emballages. Sauf pendant la crise économique de la première guerre mondiale, les agrumes n'ont jamais représenté moins de 60% de leur trafic total. L'évolution de leur trafic traduisait fidèlement la conjoncture économique de l'agriculture des huertas, et la courbe du trafic global était parallèle à celle des exportations d'agrumes.

Cette dépendance n'allait pas sans de sérieux inconvénients pour la vie même de ces organismes: activité saisonnière de novembre à mai, prépondérance écrasante des navires étrangers dans le trafic, les agences locales étant réduites au rôle de consignataires des compagnies étrangères, surtout britanniques. Le coup a été rude lorsque le bateau a été supplanté après 1950 par les transports terrestres dans l'expédition des agrumes. Mais les caractères originaux de ces trois ports leur ont fait décrire à partir de là des trajectoires différentes.

Burriana, dont la dépendance vis-à-vis de l'exportation d'agrumes était la plus forte, a vu son trafic, déjà relativement faible (moins de 100.000 t en 1964), réduit de moitié en l'espace de 5 ans: les expéditions d'agrumes disparaissent presque complètement (650 t en 1972/73). Actuellement, le trafic se redresse légèrement et le port change de fonction: d'exportateur, il devient importateur. Mais la faiblesse de son hinterland, due à la proximité du port de Castellón, mieux équipé et plus dynamique, lui enlève toute chance d'avenir. Seule trace de son rôle passé, lorsqu'il était le premier port d'exportation des agrumes de la Plana: le maintien d'un bureau de la "Mac Andrews Lines", firme britannique spécialisée dans le transport des fruits et légumes vers le marché anglais.

Le port de Gandía, plus modeste mais à l'écart de la concurrence de Valencia,

a vécu au rythme de son aire d'influence. La part des agrumes dans le trafic total était moins élevée qu'à Burriana, car les importations de matières premières et de biens intermédiaires pour son hinterland y étaient plus étoffées: en 1931, les agrumes, qui formaient 90% des sorties du port, représentaient 58% de son trafic global. Après la guerre civile, Gandía est devenu le premier port exportateur d'agrumes en Espagne, grâce à sa proximité des zones de production, à l'extension de son hinterland par l'essor du transport routier et à un coût moins élevé des services portuaires. Mais en même temps ses fonctions d'importation s'amenuisaient devant la concurrence du port de Valencia, dont l'hinterland s'étendait aussi grâce au camion. La chute du trafic oranger, brutale de 1967 à 1971, a entraîné comme à Burriana un changement de fonction: il semble ici mieux réussir, car la situation de Gandía peut en faire un petit port multifonctionnel pour le sud de la province de Valencia et le nord de celle d'Alicante. La remontée du trafic après le creux de 1971 a été spectaculaire.

La fonction portuaire de Castellón a été, pour sa Plana et jusqu'à la guerre civile, assez semblable à celle du port de Gandía pour sa Huerta. Mais, après le creux très prononcé de 1945, les agrumes ne retrouvent qu'un trafic passager (50.000 t en 1957) avant de disparaître en 1963. A ce moment-là, survient l'installation d'une raffinerie de pétrole, dont la mise en service en 1967 transforme Castellón en un port d'hydrocarbures. Son trafic total, qui dépasse 5 millions de tonnes dès 1968, le situe alors avant celui de Valencia.

#### \* Un port multifonctionnel, Valencia

Le port de Valencia n'a pas ressenti comme les trois précédents la disparition des exportations maritimes d'agrumes. Port de la métropole régionale, il avait déjà un trafic suffisamment diversifié pour en amortir les conséquences, comme le montre la courbe de son trafic (fig.51, p.228). L'étude de cette courbe fait apparaître deux situations différentes, qui se substituent progressivement l'une à l'autre.

Depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'activité portuaire est dominée par le trafic d'exportation, qui en représente toujours plus du tiers en volume et plus de la moitié en valeur. La fonction portuaire est fortement liée à l'activité agricole de son hinterland: elle en exporte les produits de regadío (fruits, légumes, riz) et de secano (vins), et importe les biens intermédiaires (engrais), l'énergie (charbon) et les machines nécessaires à la production agricole. La courbe du trafic total est sous la dépendance des exportations, dont elle épouse les variations: accidents climatiques, guerres, crises économiques. Valencia est, dans la première moitié du siècle, le premier port exportateur de fruits et légumes d'Espagne: ses relations se font essentiellement avec les ports européens qui reçoivent les produits

agricoles et expédient les biens importés, et le trafic péninsulaire de cabotage ne dépasse jamais 30% du volume total (photo.13, p.209).

On peut cependant distinguer, dans cette période de près d'un demi-siècle, une certaine évolution. Dans un premier temps les exportations, qui n'ont cessé de se développer rapidement à partir de 1870, avec l'essor des expéditions d'agrumes, représentent plus de 40% du trafic total et les sorties plus de la moitié. C'est l'époque où les bascules du port pèsent plus de 4 millions de caisses de fruits par an. Après la première guerre mondiale et la crise du blocus maritime allemand qui paralyse l'exportation des agrumes en 1917, l'économie agricole reprend sa place dans le trafic portuaire, mais les exportations représentent maintenant moins du tiers du trafic et les entrées ont tendance à l'emporter sur les sorties: aux besoins de l'agriculture irriguée s'ajoutent ceux d'une agglomération commerçante et industrielle en pleine croissance. Mais le port reste essentiellement tourné vers l'étranger, le cabotage représente toujours moins du tiers du trafic, et les sorties l'emportent toujours, en valeur, sur les entrées. Cette situation se retrouve un court laps de temps après la guerre civile et V. VICENT CORTINA (1954), qui étudie le port en 1950, le caractérise encore comme un port éminemment exportateur, bien qu'il souligne déjà l'évolution nouvelle des importations (tab.39, p.239).

En fait, c'est à partir de 1950 que les courbes des entrées et des sorties divergent, sous le poids sans cesse grandissant des importations de matières premières industrielles et des entrées en cabotage des produits énergétiques, le charbon étant relayé par les produits pétroliers. Les exportations agricoles sont progressivement supplantées par les exportations industrielles, et le commerce international, dont les importations dépassent en valeur les exportations, est rattrapé, en volume, par le cabotage. Le port n'est donc plus le reflet d'un hinterland agricole, mais d'un espace de plus en plus urbanisé et industriel (MARTINEZ RODA, 1980).

#### **b. Agents et compagnies: les restes d'une fortune passée**

La demande aujourd'hui réduite de transport maritime de fruits et légumes est satisfaite par un petit nombre de compagnies, quatre au total, dont trois sont espagnoles. La TRAFRUME ("Transportes Frutereros del Mediterráneo") est une filiale spécialisée de la "Transmediterránea", dont le siège est à Madrid. Deux compagnies ont une origine régionale, "Viuda de Gimeno" et COFRUNA ("Compañía Frutera de Navegación"). La première est une vieille maison consignataire valencienne qui a, jusqu'à une date récente, programmé chaque semaine un "navire fruitier" pendant la campagne de l'orange. La seconde fut fondée en 1944 avec l'aide du Banco de Valencia et des milieux exportateurs d'agrumes, pour relancer l'exportation maritime à la fin de la deuxième guerre mondiale. La seule des grandes compagnies

anglaises d'avant-guerre à continuer le trafic fruitier est la "Mac Andrews Lines", qui a conservé longtemps un bureau à Burriana, mais dont l'activité est réduite à peu de chose. Ce fut une des premières compagnies britanniques à organiser à son profit l'exportation des agrumes à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, alors qu'elle était déjà présente sur le marché espagnol pour l'exportation des vins andalous.

L'essentiel du transport fruitier est donc aujourd'hui assuré par des compagnies espagnoles sur des navires espagnols adaptés à ce genre de transport: cales réfrigérées, rotations rapides. Mais la réduction de la demande leur pose de sérieux problèmes de reconversion et a pu provoquer des pertes financières sérieuses: dès 1967, COFRUNA accusait un déficit de 100 millions de pts (BONO, ROSSELLO, 1969). Elles les pallient en utilisant leurs navires pour d'autres transports fruitiers en Méditerranée ou en se spécialisant dans les transports rapides (roll-on, roll-off) de marchandises diverses en conteneurs, en grand cabotage et sur les lignes qui ont été celles des agrumes, car les relations tissées par cette exportation se sont maintenues.

### c. Un bilan mitigé

D'une part, il est évident que, sans l'essor de la navigation à vapeur, les marchés européens n'auraient pas été aussi rapidement accessibles aux denrées périssables de l'agriculture valencienne irriguée, et que le développement de son économie d'exportation en aurait été considérablement ralenti: ce n'est qu'après 1920 que commence véritablement l'exportation par voie terrestre. De plus, les exportateurs valenciens ont tissé le long de ces voies maritimes un réseau de relations qui font encore de Rotterdam, Londres, Brême, Hambourg ou Stockholm des places de référence du marché des fruits et légumes espagnols exportés.

D'autre part, les aspects négatifs ne sont pas minces. Les compagnies étrangères de navigation ont exercé jusqu'à la guerre civile un véritable monopole de transport, qui leur a permis d'intervenir dans le circuit commercial par des prêts aux exportateurs et corredores espagnols chargés de leur préparer la marchandise à embarquer. Leur puissance économique, face à une demande de transport pléthorique et inorganisée, a rarement favorisé leurs partenaires valenciens et par contre coup les producteurs d'agrumes: elle leur a permis de prélever une grande partie des bénéfices commerciaux liés au transport, qui échappaient ainsi à l'économie régionale.

De plus, et pendant longtemps, peu d'efforts ont été faits pour améliorer les conditions de ce transport. Les navires, inadaptés à ce genre de marchandise délicate, prenaient souvent les agrumes comme fret de retour et les ont longtemps chargés dans des conditions peu économiques: au moyen de gabarres dans le port de Valencia, ou même de barques sur la plage de Burriana. Ce trafic a été un des stimulants de la modernisation quasi générale des ports valenciens dans la seconde

moitié du 19<sup>e</sup> siècle, mais seul il n'aurait pas suffi: à Burriana, il faut attendre les embarquements records de 1921/22 pour qu'un nouveau port soit créé, tandis qu'à Gandía on n'a fait que profiter d'une création portuaire liée à un trafic charbonnier. Malgré son importance économique considérable, ce trafic n'a été doté de conditions techniques correctes qu'au moment où la concurrence des moyens de transport terrestres allait lui ravir la première place et le réduire à peu de chose.

## 2. La faiblesse relative du chemin de fer

C'est dans le trafic ferroviaire que la part des produits agricoles est la plus élevée. Dans l'ensemble de la 4<sup>e</sup> zone de la RENFE, qui comprend les provinces de Castellón, Valencia, Murcie, Alicante, Albacete, Cuenca et Teruel, les fruits et légumes frais occupent la deuxième place des expéditions, avec 22% de l'ensemble du trafic marchandises et plus d'un million de tonnes par an. Cette proportion s'élève à plus de la moitié du trafic dans les seules provinces de Valencia et de Castellón, et à plus de 90% pour les gares qui y expédient des fruits et légumes sous le régime "Iberiatarif".

### a. L'infrastructure ferroviaire

#### \* Les gares d'expédition

Le réseau ferré de la région valencienne est formé d'une étoile de voies au départ de Valencia, dont l'axe principal est représenté par la ligne Valencia-Barcelone, qui draine toute la partie nord du littoral (fig.52, p.229). En seconde position vient la ligne Valencia-Játiva-Almansa, vers Alicante et Madrid, qui draine la partie centrale des huertas. Le sud, vers Gandía, est desservi par une voie prolongée tardivement à partir <sup>de</sup> Cullera. La disposition longitudinale des huertas a donc favorisé un véritable porte-à-porte du chemin de fer qui, en se greffant sur le réseau urbain existant, a multiplié les gares d'expédition de Castellón à Játiva ou à Gandía. Celles-ci, souvent proches les unes des autres, ont des fonctions et des tonnages voisins: ainsi des trois gares de la Ribera Alta, Algemesí, Alcira et Carcagente, échelonnées sur 13 km seulement, et qui expédient chacune environ 100.000 tonnes d'agrumes par an (photo.14, p.209).

Chaque ville anime par ses expéditeurs le trafic de sa gare, et il n'y a pas hiérarchisation, mais juxtaposition d'organismes identiques. Cette situation, favorable pour chacun des organismes urbains voisins et concurrents, présente l'inconvénient de multiplier à faible distance des équipements identiques et d'empêcher la concentration des moyens et des investissements sur quelques points privilégiés. En outre, ces gares ont un trafic presque exclusivement formé de l'expédition des fruits et légumes, ce qui se traduit par un trafic déséquilibré, limité en volume et saisonnier.



Le déséquilibre est presque total entre les sorties, essentielles, et les entrées, à peu près nulles: à Alcira, dont le trafic est pourtant le moins déséquilibré, les entrées en représentent seulement un quart. Ce trafic présente un maximum hivernal (janvier-février) très prononcé, et un minimum en août-septembre. La courbe est d'autant plus étalée que les fruits et légumes expédiés sont plus variés, et les gares de huerta (Silla, Puzol) ont un trafic moins saisonnier que celles des zones de monoculture des agrumes (Alcira, Sagunto, Villareal, Burriana).

#### \* Les moyens de transport

Les agrumes, moins périssables que les autres fruits et légumes frais, peuvent supporter des temps de transport plus élevés et ont donc une "portée" plus grande; mais leur cot. à l'arrivée dépend de leur état de présentation, donc des conditions et de la rapidité du transport. Actuellement l'essentiel du transport ferroviaire se fait par les wagons ventilés de la firme TRANSFESA, et un peu par les wagons frigorifiques de la firme INTERFRIGO. TRANSFESA, dont le siège est à Madrid, a pour activité essentielle l'expédition des fruits et légumes du littoral méditerranéen vers les pays d'Europe occidentale, où elle entretient un réseau de filiales et de correspondants. Avec un parc de près de 5.000 wagons, elle assure l'essentiel de l'exportation par fer des fruits et légumes espagnols, et en particulier des agrumes, en versant à la RENFE et aux autres compagnies de chemin de fer européennes une redevance par km parcouru. Ces wagons sont équipés d'essieux interchangeables qui permettent, par une opération rapide aux gares-frontière, de surmonter le principal obstacle au trafic ferroviaire espagnol avec l'étranger: l'écartement différent de ses voies (1,672 m contre 1,44 pour l'écartement européen). Les expéditions sont faites de plus en plus sous la forme de trains complets, qui bénéficient de meilleures conditions de circulation, et en particulier d'horaire.

Au départ de Valencia, il y a donc deux trajets possibles: l'un par Irun, via Saragosse et Alsasua, vers Bordeaux, Paris et l'Europe du nord-ouest, l'autre par Cerbère, via Barcelone, vers Perpignan, Marseille, Lyon, l'Allemagne rhénane et les pays de l'Europe centrale et orientale. Cette dernière voie, qui est l'accès le plus court au réseau européen (535 km contre 687 pour Irun), est la plus utilisée, d'autant que la France et l'Allemagne sont les principaux destinataires de ces exportations ferroviaires, dont elles reçoivent plus de la moitié. C'est sur ce trajet que les améliorations récentes des infrastructures ont essentiellement porté. Dans le cadre d'une politique générale d'amélioration du réseau et des moyens de traction destinée à pallier les insuffisances criantes des chemins de fer espagnols, qui n'ont jamais pu se hisser au niveau européen depuis le siècle dernier, l'axe littoral Valencia-Cerbère a été équipé avec des rails plus lourds, la traction diesel puis la traction électrique. Le doublement de la voie, encore unique sur une bonne partie du trajet, est en cours. Les trains ont donc gagné en régularité et en

rapidité; en 1971, la vitesse commerciale des trains d'agrumes entre Valencia et Perpignan n'était que de 34 km/heure: elle dépasse aujourd'hui 50 km/heure. L'ouverture, en 1973, de la nouvelle voie Cullera-Gandía a désenclavé la partie sud de la province de Valencia, en l'intégrant dans le réseau RENFE, et a suscité immédiatement un trafic d'exportation de 90.000 t d'agrumes dès la campagne 1973/74.

#### b. Chemin de fer et économie agricole

La situation actuelle, qui fait de la voie ferrée un moyen de transport quasi monofonctionnel pour la majeure partie des gares de l'espace irrigué, avec les inconvénients que cela suppose, est un phénomène récent. L'histoire des chemins de fer passe dans cette région par plusieurs étapes.

Lors de la création du réseau ferroviaire, la région de Valencia ne fut pas défavorisée par rapport au reste de la péninsule, et les premières lignes y apparurent aussi tôt qu'à Madrid ou à Barcelone: Valencia-Játiva fut inaugurée en 1854, et reliait la métropole à la deuxième ville de la province, à travers les huertas les plus peuplées. L'essentiel du réseau fut mis en place dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle: Valencia fut relié à Madrid et Alicante en 1858, à Barcelone et à la frontière française en 1868, à Saragosse enfin en 1902. Les initiatives locales et régionales n'y firent pas défaut: si la liaison avec Madrid, réalisée en premier et pour d'évidentes raisons politiques, fut le fait d'une compagnie nationale financée par des capitaux étrangers, la liaison avec Barcelone fut entreprise par un homme d'affaires valencien, J. CAMPO (plus connu sous le nom de "Marqués de Campo"), qui la mena à bien avant de céder la ligne à la "Compañía del Norte" dominée par les intérêts catalans. Cet axe essentiel du pays valencien, vers le nord et vers Madrid par Almansa, fut complété par une série de bretelles locales, à voie large ou étroite, qui dessinaient une vaste étoile autour de la métropole. Ce réseau allait jouer, pendant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, un double rôle au plan régional, comme mode d'expédition des produits agricoles irrigués et comme source d'approvisionnement de l'agriculture en moyens de production.

Dans le premier cas, les produits de l'agriculture irriguée trouvèrent un accès au marché national, et surtout, par leur drainage plus facile vers les ports d'exportation, un accès plus aisé au marché international. Le port qui tira le plus grand profit de cette situation fut celui de Valencia, placé au centre de cette étoile ferroviaire, et qui fonctionna autant comme exportateur de produits agricoles que comme importateur de biens intermédiaires nécessaires au développement de l'économie agricole irriguée. Cette seconde fonction du chemin de fer fut augmentée de la redistribution, dans les campagnes irriguées, des biens de consommation et des produits alimentaires déficitaires parce que déplacés par les cultures d'exportation (les grains en particulier). Le trafic des gares de la "Compañía del Norte" traduit

bien cette double fonction: à Alcira, qui est en 1929 le premier centre expéditeur d'agrumes de la Ribera du Júcar, le trafic est déjà déséquilibré par les sorties, presque/exclusivement formées de fruits, mais les entrées, encore très variées, soulignent le rôle d'approvisionnement régional du chemin de fer.

Ce n'est qu'après la première guerre mondiale que le chemin de fer commence à intervenir modestement dans les exportations d'agrumes alors qu'il s'était révélé incapable de prendre le relais de l'exportation maritime lors du blocus allemand de 1917. Les exportations commencent à partir de 1923 vers la France uniquement, mais se développent lentement à cause de l'obstacle majeur de la frontière et de ses nombreuses insuffisances techniques. Tout en étant le seul acteur sur le marché national, il ne joue qu'un rôle de second plan à l'exportation, dont il n'assure que le tiers environ avant 1936 (LINIGER-GOUMAZ, 1962). L'évolution de l'économie des transports espagnols dans les années 1950 et 1960 bouleverse rapidement la situation: le chemin de fer est rapidement dépossédé par le camion de sa fonction régionale d'importation et de redistribution, ainsi que de sa fonction d'expédition vers le marché national. Il gagne en échange, en s'équipant et en se spécialisant, une fonction d'expédition internationale, qu'il a du mal à préserver de la concurrence grandissante du camion.

Le chemin de fer, par suite de conditions historiques particulières, n'a pas joué ici le rôle de premier plan qu'il a joué dans l'essor des huertas françaises du Roussillon et du Vaucluse dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Les chemins de fer espagnols ne peuvent être comparés au P.L.M., puis à la S.N.C.F., qui assure encore aujourd'hui le tiers des expéditions de fruits et légumes en Provence.

### 3. La révolution des transports routiers

Dernier venu, le camion s'est rapidement taillé une place de premier plan dans le transport régional et l'expédition des produits agricoles, par suite de sa souplesse et de sa rapidité d'une part, et des carences du chemin de fer d'autre part. Il a rapidement accaparé le trafic régional avant 1936, puis l'essentiel du trafic national de 1950 à 1960, et pris la première place du trafic international depuis 1976.

#### a. Trois sortes de transport

##### \* Un trafic provincial

Il est destiné au ramassage des récoltes et à leur transport vers les marchés d'expédition et les centres de conditionnement. Pendant longtemps il fut assuré par des voitures à chevaux, qui limitaient le rayon d'action des commerçants expéditeurs et l'aire d'influence des marchés urbains, en favorisant la multiplication des bourgs concurrents. Mais sa conquête par le camion, à partir des années 1920, n'a pas entraîné, comme dans les huertas comtadines, une concentration

des expéditeurs dans quelques centres privilégiés. L'absence de grands marchés d'expédition, et le système de vente des agrumes à la production en sont les raisons principales. Le camion a quand même, à cette échelle, étendu le rayon de collecte des exportateurs, et favorisé concentration et hiérarchisation au sein de la profession, d'où se sont dégagées assez tôt de grandes firmes, valenciennes en particulier.

#### \* Un trafic national

Ce n'est qu'après 1950 que se situe la véritable révolution du camion, dans les transports liés à l'agriculture, comme dans l'économie espagnole en général. Les importations d'abord, la constitution d'une industrie nationale du poids lourd ensuite, fournissent des engins de plus en plus puissants et rapides.

En moins de 10 ans, dans les années 1950, le camion devient le maître du trafic intérieur des fruits et légumes, où il supplante presque totalement le chemin de fer. Bien que datant déjà de 1969, l'Enquête nationale de transport par route du Ministère des Travaux Publics, dépouillée exhaustivement par nos soins (COURTOT, 1972c), permet de mesurer l'importance de ce trafic vers les autres provinces espagnoles, en tenant compte du fait que les exportations sont comptabilisées dans le trafic vers les provinces frontalières. Il faut donc considérer que la majeure partie des expéditions vers les provinces de Gérone (frontière du Perthus) et de San Sebastian (frontière d'Irun) est en fait destinée à l'exportation. Les fruits et légumes représentent 30% des expéditions interprovinciales au départ de la province de Valencia, et 24% au départ de celle de Castellón. La portée des fruits et légumes (nombre moyen de km parcourus par tonne transportée) est d'ailleurs la plus grande de tous les produits expédiés de ces deux provinces.

Ce trafic interprovincial approvisionne les principaux marchés nationaux. La Catalogne absorbe 23% des expéditions des deux provinces, le Pays Basque (Alava, Guipuzcoa et Vizcaya) 15% et Madrid 14%. Les expéditions vers le sud et l'Andalousie sont très faibles, par suite de la production locale, et pour le reste on remarquera une certaine complémentarité entre les expéditions valenciennes et castellonnaises, qui ont tendance à se compléter sur le marché national.

#### \* Un trafic international

Au départ des deux provinces, il est presque essentiellement constitué de fruits et légumes, qui sont expédiés de deux façons différentes.

La première consiste à transporter les produits jusqu'à la frontière française: là ils sont, soit vendus et réexpédiés par le marché de gros de Perpignan, soit directement chargés à la station du Boulou sur les wagons de la S.N.C.F. pour des expéditions plus lointaines. Ce système permet de pallier les insuffisances de l'expédition ferroviaire directe, surtout en période de forte demande de transport,

lorsque les récoltes se "télescopent" dans les zones de production.

La seconde manière est l'expédition directe par camions gros porteurs, en régime TIR (Transports Internationaux Routiers) vers les clients européens. Favorisée par l'absence de transbordement à la frontière, la généralisation des car-ferries pour franchir les détroits vers la Grande-Bretagne et les Pays Scandinaves, cette forme d'expédition n'a cessé de se développer. Mais elle est limitée par les contingents TIR, les autorisations de passage à travers la France, et le coût élevé des carburants: elle est d'autant moins importante que les pays de destination sont plus éloignés, et le chemin de fer conserve encore l'avantage dans les exportations vers les Pays Scandinaves et ceux de l'Europe de l'Est.

## b. Les outils

### \* Camions, firmes et emploi

La mesure de la part du secteur agricole dans la demande générale de transport est malaisée, car les produits agricoles ne font pas l'objet d'un traitement particulier, sauf dans le cas des camions réfrigérés pour les longues distances, et sont pris en charge par des firmes polyvalentes. On peut cependant retenir comme ordre de grandeur la part des fruits et légumes dans le mouvement total de marchandises transportées par la route, d'après l'Enquête nationale de 1969: 12% dans la province de Valencia, et 16% dans celle de Castellón, ce qui est nettement supérieur à la moyenne nationale (3%).

L'économie du transport routier a donc été considérablement stimulée par cette demande, et en particulier par le besoin d'expéditions rapides de denrées périssables. La courbe des immatriculations de camions a cru rapidement dans la province de Valencia, et une partie de cette croissance est bien dûe aux besoins de l'économie agricole, comme le montre la répartition du parc de camions. Si la majeure partie d'entre eux se situent à Valencia et dans les villes de la plaine littorale, ce n'est pas dans la capitale que la densité de camions pour 1.000 habitants est la plus forte (2,4), mais à Gandía (4,5), Alcira ou Sueca(4,4), qui sont les principaux centres d'expédition des produits de l'agriculture irriguée (voir Annexe 5, p.338)

Cette branche d'activité présente des firmes d'une taille très variée, mais souvent très petite, réduite même à l'artisan indépendant propriétaire de son camion. L'essor rapide du transport routier a favorisé ce genre d'entreprise individuelle, qui représente plus de la moitié du transport routier en général, le reste étant le fait de quelques entreprises moyennes ou grandes, pouvant avoir jusqu'à plusieurs dizaines de camions. Cette accumulation de petites entreprises ne va pas sans une âpre concurrence, ni surexploitation des capacités du matériel et surtout des hommes, dont certains accomplissaient en 1975 deux allers et retours Oliva-Rungis (soit 4 fois 1450 km) dans la semaine. La première grève générale des

transporteurs routiers de mars 1976, qui a considérablement gêné l'économie espagnole et l'économie valencienne en particulier, a été le reflet des problèmes de cette branche.

Pour les fruits et légumes, la nature des firmes expéditrices varie selon qu'il s'agit de transports intra- ou inter provinciaux (et internationaux). Dans le premier cas, le drainage des récoltes vers les centres d'expédition ou la livraison sur les marchés de gros sont assurés pour un tiers par les firmes commerciales elles-mêmes. Dans le second cas, cette proportion tombe à moins de 10% et ce sont les firmes de transport qui en assume la majeure partie. Au plan national, les transporteurs valenciens sont en concurrence avec ceux des régions de Barcelone, de Madrid ou du Pays Basque qui, venus livrer des produits industriels au Levant, prennent des fruits et légumes en fret de retour vers les marchés urbains de consommation. De même, les camionneurs des provinces voisines viennent chercher du fret au moment des pointes de récolte: les semaines précédant Noël dans le cas des agrumes. Il n'y a pas de bourse d'affrètement, mais le téléphone en tient lieu, et les points de concentration des moyens de transport sont les stations d'inspection douanière et phytosanitaire installées aux principaux carrefours des zones de production (fig.52, p.229). Au plan international, une bonne partie du trafic est assurée par des firmes spécialisées, souvent importantes, qui entretiennent un réseau d'agents aux frontières et dans les principaux marchés européens.

Les stations d'inspection des zones de production ne contrôlent pas la totalité des exportations, car celles-ci peuvent être contrôlées à la frontière, ce qui fait apparaître la province de Gérone comme exportatrice de nombreux produits dans toutes les statistiques douanières! Mais l'évolution des tonnages qu'elles traitent, et la localisation des nouvelles créations, montrent là encore la rapide désaffectation des ports et la concurrence très vive de la route et du chemin de fer. A Gandía, alors que la station maritime, seule en 1965 (227.000 t d'agrumes inspectées), ne cesse de décroître, une station routière est créée en 1968 à Jaraco et une station ferroviaire en 1974 à Gandía, lors de l'ouverture de la voie ferrée Silla-Gandía. Celle-ci prend rapidement la première place des centres d'expédition, devant Castellón qui draine sa Plana, Sagunto le Bajo Palancia et Silla la Ribera du Júcar.

#### \* Le réseau routier

Cet essor du transport routier a été à la fois cause et conséquence des améliorations apportées au réseau routier tant local que national: celles-ci ont affecté tout particulièrement les provinces de la Région Valencienne, où l'économie régionale et le tourisme international se sont conjugués pour provoquer un gonflement rapide des trafics routiers.

Les cartes anciennes montrent déjà un réseau nettement déséquilibré au profit de la zone littorale et des huertas: un maillage dense s'y développe, tandis que vers l'intérieur les pénétrantes sont plus rares et se terminent parfois en cul-de-sac. Jusqu'aux années soixante, l'état des routes était très variable et peu dépendant de leur classification officielle: d'après la carte Michelin de 1965, les routes "locales" de la plaine côtière sont pavées ou déjà goudronnées, alors que les routes "comarcales" de l'intérieur sont encore simplement empierrées.

A partir du "Plan General de Carreteras" de 1962, l'effort d'investissement routier a d'abord porté sur les grandes liaisons nationales et sur les relations avec l'extérieur. Le plan REDIA de 1967 ("Red de Itinerarios Asfálticos") a transformé la radiale Valencia-Madrid et l'axe littoral Alicante-La Junquera. Celui-ci est en effet un des deux axes de pénétration du flux touristique européen dans la péninsule par la route, en même temps que le principal moyen d'accès routier des fruits et légumes de l'Espagne méditerranéenne au marché européen. C'est d'ailleurs, dans le "Plan de Autopistas Nacionales Españolas" (PANE), celui qui a bénéficié du maximum d'investissements, et qui offre depuis peu l'axe autoroutier le plus long d'Espagne: Alicante-La Junquera, 680 km. La mise en service très échelonnée des différents tronçons, qui ont progressé du nord vers le sud de 1970 à 1985 (Valencia étant directement liée à la frontière française seulement en 1978), et la cherté des péages n'ont cependant pas facilité le transfert de trafic vers l'autoroute, qui ne prend que très progressivement une fonction régionale.

Condition nécessaire de l'accès des produits de l'agriculture irriguée au marché européen, le système de transport a joué un rôle nuancé dans l'évolution de la localisation des pôles d'expédition. Le bateau et le train ont eu un effet assez semblable, par la mise en place d'un chapelet d'organismes concurrents, ports le long du littoral, gares le long de l'axe ferroviaire nord-sud. Le camion a favorisé, au contraire, la diffusion des points d'expédition dans toute la zone irriguée: ceux-ci ne sont plus forcément liés aux villes, mais aux établissements des grandes firmes d'expédition.

## C. Les activités industrielles liées à l'agriculture

Par ses besoins amont et aval, l'agriculture irriguée valencienne est un client obligé et important du secteur industriel: la comptabilité régionale établie pour les provinces de Valencia et de Castellón en 1972 (C.E.S.S., 1975) estimait à près d'un tiers de la production brute agricole la valeur des inputs industriels qui lui étaient nécessaires. En outre, l'activité de commercialisation de ses produits est aussi grosse consommatrice de biens intermédiaires. Mais la situation des firmes industrielles qui satisfont cette demande est très diverse: on y rencontre des petites entreprises d'origine régionale et des grandes sociétés nationales ou multinationales; certaines se sont implantées dans la région avec la croissance ancienne de l'agriculture d'exportation, d'autres sont nées avec le boom industriel des années soixante (tab.40, p.220).

### 1. La chimie agricole

Les activités industrielles situées à l'amont de la production agricole sont les plus tardives à se mettre en place, car le développement de l'agriculture d'exportation coïncide avec la pénétration des produits industriels étrangers, dans une Espagne du 19<sup>e</sup> siècle incapable de les produire: la chimie et la mécanique agricole sont des activités qui supposent un environnement industriel évolué, que la Région Valencienne ne connaîtra qu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle.

L'approvisionnement de cet important marché a été pendant longtemps assuré par des importations: mais on est passé progressivement de l'importation du produit fini à celle des produits de base destinés à l'industrie nationale ou régionale. Toutes les branches ne sont pas parvenues à ce stade de substitution des importations.

#### a. L'industrie des engrais

##### \* Le temps des importations

La province de Valencia fut parmi les premières d'Espagne à importer des engrais de l'extérieur pour les besoins de son agriculture: les importations du guano péruvien, commencées au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, n'ont cessé de se développer jusqu'à la fin du siècle, à partir de laquelle elles furent progressivement remplacées par les engrais minéraux: le port de Valencia importait déjà plus de 100.000 tonnes de ces derniers avant 1910. Les tonnages importés ont suivi jusqu'à une date récente les hauts et les bas de l'économie agricole. Mais, après être passées par un maximum dans les années soixante, avec une nette prédominance des



engrais étrangers, ces entrées ont diminué à partir de 1970, et les engrais proviennent maintenant pour les 2/3 du marché national. Ceci est le résultat de la création d'une industrie chimique nationale, capable d'alimenter son propre marché, et même d'être excédentaire pour quelques produits.

#### \* Les implantations industrielles d'origine régionale

Si dès avant 1860 une firme valencienne fabriquait de l'engrais artificiel, il fallut attendre la création, par une société barcelonaise, de l'usine "Cros" au Grao de Valencia pour qu'apparaisse la première unité importante de production d'acide sulfurique pour les superphosphates, à partir de phosphates importés et de pyrites de fer espagnoles. Elle fut suivie par d'autres usines de moindre importance: "Abonos Medem" à Silla, "Industrias Químicas Canarias" à Valencia.

Mais c'est surtout depuis une quinzaine d'années que de grosses unités de chimie de base pour les engrais et de production d'engrais composés ont été créées à Valencia et à Castellón. Autour de la raffinerie et de la centrale thermique de la zone industrialo-portuaire du Serrallo, au Grao de Castellón, s'est constitué un important complexe pétrochimique: "Fertiberia" (engrais composés), "Unión Explosivos Río Tinto" (nitrate ammonique), "Productos Químicos del Mediterráneo" (sulfate ammonique), "Industrias Químicas Canarias" (superphosphates). Leur capacité tranche nettement sur celle des usines plus anciennes: l'établissement de "Unión Explosivos" de Castellón est la plus importante unité du groupe industriel (qui en compte 21 en Espagne), et peut produire 300.000 t d'engrais composés par an, contre 60.000 t à l'usine valencienne des "Industrias Químicas Canarias".

La localisation portuaire reste nécessaire pour l'importation des matières premières ou des produits intermédiaires, mais les firmes recherchent de plus en plus de bonnes communications avec le marché national et surtout celui de la façade méditerranéenne. Car il s'agit pour l'essentiel de firmes extérieures à la région, dont la stratégie économique est avant tout nationale: les usines d'engrais valenciennes dépendent de sociétés et de groupes industriels nationaux dominés par les banques et plus ou moins liés au capital étranger.

Cet essor de la production régionale a donc participé largement de la croissance générale de la chimie agricole espagnole, dont la production n'a cessé de se développer depuis les années soixante, pour devenir excédentaire. En ce qui concerne les engrais azotés, dont la production nationale ne couvrait que la moitié de la consommation en 1961, les importations ont pratiquement disparu en 1975.

## b. La chimie de protection

Il n'en va pas de même pour les produits phytosanitaires, dont la mise au point et la production sont encore le fait des grands groupes industriels multinationaux. Pendant longtemps, les moyens de lutte sanitaire des agriculteurs du regadío furent réduits et souvent artisanaux. L'emploi massif des produits modernes ne remonte pas au-delà des années cinquante, lorsque l'ouverture de l'Espagne aux échanges internationaux a permis l'importation de produits étrangers ou leur fabrication sur place sous licence. Un certain nombre d'établissements de taille modeste sont alors apparus, où les initiatives régionales ("Trigo", "Serpiol", "Argos", "Afrasa") voisinent avec les initiatives nationales et internationales: "Decco Ibérica" (Cuart de Poblet) est une filiale de "Pennwalt International" et "Food Machinery Española" (Valencia) appartient à une firme de Chicago.

Les firmes étrangères sont d'ailleurs partout présentes, soit directement par des filiales industrielles ou commerciales, soit indirectement par des licences de fabrication ou de commercialisation de leurs produits par des firmes valenciennes: "Serpiol" exploite des licences italiennes, "Abonos Medem" des licences allemandes de "Hoescht". La dépendance est ici très étroite vis-à-vis de l'étranger: les firmes espagnoles ne font donc souvent que conditionner des mélanges chimiques dont les matières premières et les formules leur sont fournies de l'extérieur. Les firmes étrangères sont en effet plus intéressées à vendre leurs propres produits qu'à développer une industrie espagnole autonome: en Espagne, les importations de pesticides sont passées de 100 à 600 millions de pesetas de 1961 à 1970, alors que la production nationale avait tendance à stagner. Valencia est d'ailleurs le premier centre d'importation de ces produits en Espagne, et la presse agricole y est le véhicule d'un véritable "matraquage" publicitaire.

On retiendra donc qu'il n'y a plus, comme par le passé, de goulot d'étranglement en ce qui concerne l'approvisionnement du marché régional par les produits de la chimie agricole. Mais cela n'a pas arrêté pour autant les importations et la dépendance étrangère est toujours présente, qui risque de croître avec l'intégration de l'Espagne dans le Marché Commun. Moins directe que lorsque la fertilisation du regadío valencien dépendait du guano et des nitrates déchargés dans ses ports, elle n'en reste pas moins réelle.

## 2. Le matériel agricole

La place de l'industrie valencienne dans le secteur des machines agricoles se résume à quelques fabriques de petit matériel (motoculteurs, pulvérisateurs, remorques), qui dépassent rarement la centaine d'employés, et à une foule de petits ateliers dont la réparation est le travail essentiel. Seules les sociétés "Ideal" (Valencia), dans le secteur des pompes d'irrigation, et IMCASA

(Castellón), dans celui des structures métalliques pour l'agriculture (serres), ont su se tailler, par leur spécialisation, une place sur le marché national, et même accéder au marché international.

IMCASA ("Industrias Metalúrgicas de Castellón, S.A."), établissement de 200 emplois qui produit des structures métalliques pour la construction et pour l'agriculture, a pour origine (1959) un groupe d'entrepreneurs locaux qui travaillent le métal pour le secteur de la construction. La firme passe en 1964 sous le contrôle de la société navarraise qui lui fournit les biens intermédiaires, "Laminaciones de Lesaca", et entre ensuite dans le groupe des "Altos Hornos de Vizcaya". Tout en amplifiant la division construction avec le développement rapide de son marché urbain, la firme développe ses productions liées à l'agriculture, au moment où les mutations qui affectent ce secteur ouvrent d'importants marchés. Les nouvelles exploitations d'élevage demandent des structures métalliques pour les hangars et les étables, mais surtout l'essor des cultures protégées demande des structures métalliques pour les tunnels de plastique et pour les serres vitrées. Ce dernier marché se développe au plan régional et national, surtout sur la côte méditerranéenne et dans l'archipel des Canaries.

Mais la Région Valencienne n'a accueilli aucune des industries récentes de tracteurs et de machines agricoles qui se sont développées en Espagne depuis deux décennies. Les filiales de firmes étrangères ou les sociétés espagnoles utilisant des licences étrangères ont fixé leurs établissements de production dans les grands centres, susceptibles de fournir d'importantes économies externes: "John Deere Ibérica" s'est installé à Getafe dans la banlieue de Madrid, et "Motor Ibérica" (36% du capital à "Massey-Ferguson" puis à "Nissan Motors") à Barcelone. Ces deux firmes approvisionnent l'essentiel du marché national des tracteurs et du gros matériel agricole.

Cependant les firmes productrices de petit matériel, et de motoculteurs en particulier, sont bien intégrées dans l'économie régionale, parce qu'elles sont la plupart du temps nées d'initiatives locales et qu'elles ont trouvé sur place un marché important. Elles sont localisées dans les villes-centres des huertas, avec une tendance au groupement dans quelques agglomérations, dont Villareal, proche de Castellón, est une bonne illustration. Cette ville compte aujourd'hui trois fabriques de motoculteurs ("Macaper", "Cavasola" et "Truss") et trois de pompes et de matériel de pulvérisation ("Cabedo", "Carvill" et "Mavi"). Il s'agit pour la plupart d'anciens ateliers de mécanique et de réparation automobile nés au bord de la route nationale 3 et au milieu d'un espace irrigué par des puits et des pompes. La symbiose y est forte avec le secteur agricole: les employés sont souvent petits propriétaires et les patrons ont parfois investi dans le commerce d'exportation des agrumes.

### 3. Les industries agro-alimentaires

Bien qu'elle soit toujours la première province d'Espagne par la valeur de sa production agricole, Valencia n'en est que la quatrième par celle de son industrie alimentaire. Alors qu'elle fournit 14% de la production espagnole de fruits et légumes, elle ne réunit que 10% de l'emploi national dans les conserveries de fruits et légumes, contre 45% à la province de Murcie et 14% à celle de Navarre: cette proportion est identique à celle de toute son industrie alimentaire, qui par ailleurs tient une place non négligeable dans l'emploi industriel provincial, par les activités liées au marché de consommation et aux importations de produits extérieurs (céréales, produits tropicaux). Ceci tient, nous l'avons vu, à la faible industrialisation des produits de son agriculture irriguée, essentiellement vendus en frais, en particulier le premier d'entre eux, les agrumes.

#### a. Les firmes

D'après le Recensement industriel de 1978, les provinces de Valencia et de Castellón comptaient 69 établissements dans la branche agro-alimentaire des fruits et légumes (tab.40, p.239). Leur localisation est en gros calquée sur les zones de production (fig.53, p.230): Huerta de Gandía, Ribera Alta, Huerta de Valencia et Plana de Castellón pour les jus de fruits et les extraits d'agrumes, proximité des agglomérations de Valencia et de Castellón pour les conserveries, Valencia abritant d'ailleurs un certain nombre de sièges sociaux.

Ils regroupent quelques 6.000 emplois, qui sont en partie des emplois saisonniers et féminins: l'emploi total, qui est à 80% occupé par des femmes, varie du simple au double selon les périodes de l'année, et on estime à 100-130 jours par an le temps moyen de travail. La taille des établissements varie fortement, de quelques emplois à plusieurs centaines (fig.54, p.231), et beaucoup de petits établissements n'ont pas encore atteint le seuil de rentabilité, qui se situe à 4.000-5.000 tonnes de capacité annuelle de transformation. A l'inverse, un petit nombre de grands établissements assurent une part importante de la production: dans l'industrie des jus et concentrés d'agrumes, 5 entreprises sur 22 assurent 70 % de la production totale. La production agricole traitée par cette industrie présente des volumes variables d'une année à l'autre, mais qui sont actuellement de l'ordre de 300 à 350.000 tonnes de fruits et légumes par an. Ils reflètent en gros la structure de la production régionale de l'agriculture irriguée: les agrumes en représentent l'essentiel (80%), tandis que le reste se partage dans l'ordre entre les tomates, les abricots, les raisins, les poivrons, les haricots verts et les artichauts. Les firmes traitant les agrumes sont donc les plus nombreuses et les plus importantes, et plus

de la moitié des établissements n'ont que cette activité. Les conserveries polyvalentes sont moins nombreuses et de taille plus modeste.

#### b. Une matière première insuffisante

De façon générale, l'industrie agro-alimentaire liée à l'économie agricole irriguée a été traditionnellement considérée comme une activité marginale, destinée à absorber les produits excédentaires ou de qualité insuffisante pour l'exportation. Dans le cas des agrumes, la production n'est orientée ni par ses variétés, ni par ses prix de revient vers l'industrialisation. Les variétés les plus aptes à la production de jus de fruits, "blancas" et "sanguinas", moins appréciées du consommateur, ont vu leur superficie diminuer jusqu'à n'occuper que 13% du verger d'agrumes des provinces de Valencia et de Castellón (1979). Leur part dans la production de ce verger est tombée de 64% en 1960/61 à 28% en 1972/73 et à 9% en 1982/83, alors que cette production totale augmentait dans le même temps de 70%. Leurs plantations ne sont pas renouvelées et leur verger vieillit de plus en plus: les vergers improductifs (moins de 5 ans) n'en représentent que 5%, alors que la moyenne générale est de 10%. Seules les "blancas selectas" résistent un peu mieux, car d'importantes plantations de "salustianas", variété industrialisable, ont eu lieu dans la période 1950-1970.

De façon générale, la production de fruits et légumes est rarement organisée en vue d'un approvisionnement industriel: les cultures sous contrat n'ont fait jusqu'ici qu'une apparition timide et récente dans le regadío valencien. En 1973, elles ne représentaient que 7% du total des fruits et légumes transformés par l'industrie (agrumes non compris...). Elles concernent surtout les tomates et les haricots verts, pour des livraisons faibles et morcelées: la même année les contrats de tomates concernaient 380 hectares plantés et 1.100 agriculteurs, pour 9.000 tonnes récoltées, soit une moyenne de 8 tonnes par producteur.

Les industriels se trouvent donc dans une situation difficile: pour acheter leur matière première, ils sont en concurrence avec le commerce d'expédition et ne peuvent rivaliser au plan des prix d'achat. Ils doivent donc se contenter des fruits de rebut, des fruits atteints par les gelées, ou des fruits dont le retrait du marché est subventionné par le Fond d'Orientation des Prix des Produits Agricoles (FORPPA). Aucune programmation économique valable ne peut être mise en oeuvre dans une telle situation.

#### c. Un marché difficile

Comme les fruits et légumes frais, la production des industries agro-alimentaires du regadío valencien s'est orientée aussi vers le marché extérieur, faute d'un marché intérieur suffisamment développé: près de 70% de la

production des jus de fruits sont exportés, car ils sont concurrencés sur le marché intérieur par des boissons moins coûteuses, qui intègrent une faible proportion de jus de fruit. Ces exportations n'ont cessé de croître en tonnage et en valeur, en même temps que celles des conserves de fruits et légumes, dont elles représentent environ 10%. Mais la concurrence internationale est vive: sur le marché nord-européen, et le Marché Commun en particulier, l'Espagne est concurrencée par les autres pays méditerranéens (Italie, Grèce, Maroc) et par le Brésil, dont les jus d'oranges sont exportés à bas prix. En outre, dans le cas des dérivés des agrumes, les jus de fruits ont été longtemps exportés à l'état brut et réélaborés dans les pays de destination, de telle sorte qu'une partie des plus-values intéressantes échappaient à l'industriel valencien: un effort a été fait dans la production de jus réfrigérés, congelés, concentrés, mais ce n'est pas encore suffisant.

#### d. L'évolution récente

La période qui va de 1960 à aujourd'hui a été marquée par deux évolutions de sens contraire. Tout d'abord ce fut un renouveau, une croissance des établissements et de l'emploi. A cela plusieurs causes:

- la croissance de la production agricole en général, l'apparition de nouveaux produits (les quartiers de "satsumas" en conserve), la levée progressive des obstacles techniques à la transformation industrielle des autres variétés d'oranges ("navel" en particulier);
- les difficultés progressives de la commercialisation en frais des agrumes, et les prix souvent peu rémunérateurs des marchés extérieurs, qui ont conduit les organismes officiels de régulation des marchés, FORPPA et Comité de Gestion, à intervenir dans la campagne pour subventionner certaines variétés et les orienter vers l'industrie: ces interventions ont concerné plus de 200.000 tonnes d'agrumes dans les campagnes de 1972 à 1978, et porté la part transformée de la récolte à près de 10 %;
- les incitations publiques et privées à l'investissement industriel dans un créneau dont le marché se développait rapidement, qui ont entraîné la branche de l'industrie des fruits et légumes dans le courant de croissance industrielle de la Région Valencienne.

Si on ne retient que les investissements industriels dont le capital fixe dépassait le million de pesetas (80.000 F), on relève dans la province de Valencia, de 1969 à 1974, l'agrandissement de 23 établissements (680 emplois supplémentaires) et la création de 11 nouveaux (près de 1.000 emplois). Parmi ceux-ci, 5 unités modernes de production de conserves de "satsumas", qui traitent plus de 60.000 tonnes de fruits par an. Pour les deux provinces, les surfaces plantées en "satsumas" ont en effet augmenté de 16% entre 1971 et 1979, et la production de 28% entre 1973 et 1976. Cette forte progression a relevé de deux types d'initiatives: des initiatives

d'origine extérieure à la région, comme celle de "Trinaranjus", lié à "Gallina Blanca", dont 50% du capital appartient au groupe américain "Borden", et des initiatives régionales. Parmi celles-ci, on relève des firmes déjà installées, qui accroissent leur potentiel, comme "Interfruit" à Oliva, et des exportateurs d'agrumes qui pratiquent une intégration remontante avec l'appui des banques régionales:

CIVAL, à Canet de Beranger (Bajo Palancia)

Unité de production de quartiers de "satsuma" en boîte, créée en 1972 par 6 exportateurs (et producteurs) d'agrumes, avec l'appui du Banco de la Exportación, dont plusieurs sont membres de son conseil d'administration.

La technologie est japonaise et a nécessité 75 millions de pts (6 MF) d'investissement en capital fixe. La main-d'oeuvre, essentiellement féminine, est recrutée sur place et dans les agglomérations voisines de Sagunto-ville et Sagunto-port: 800 emplois en 2 postes.

Dès 1975, l'établissement traitait 7.000 tonnes de fruit pour en tirer 251.600 caisses de 48 boîtes de 11 onces de quartiers de "satsumas" au jus, dont la majeure partie est exportée sur le marché européen.

Mais la fin des années 1970 voit un renversement de cette tendance et un ralentissement de l'activité des industries agro-alimentaires, surtout celles qui traitent les agrumes. Les prix remontent sur les marchés extérieurs, donc à la production, les rebuts et les retraits suventionnés par le FORPPA diminuent: le marché extérieur stagne ou régresse, et le marché intérieur devient le plus important. L'industrie alimentaire des fruits et légumes n'est certes plus aussi "microfundiaire, marginale et sous-utilisée" que ne le dénonçaient R. ROMERO VILLAFRANCA et J. CARLES GENOVES il y a plus de dix ans (1973), mais ses goulots d'étranglement subsistent, le premier étant celui de l'approvisionnement en matière première. Un approvisionnement régulier à des prix compétitifs supposerait, dans le cas des agrumes, une composition variétale différente, des plantations moins denses, plus mécanisables, des prix de revient moins élevés, en un mot une agriculture moins intensive dans des exploitations plus vastes: c'est-à-dire un changement profond des structures sociales et économiques du regadío valencien, ce qui n'est actuellement pas le cas.

#### 4. Les activités liées au commerce d'expédition

Dans la Région Valencienne, trois branches industrielles ont connu de ce fait un certain développement, soit qu'il s'agisse d'industries traditionnelles stimulées par ce nouveau marché, comme c'est le cas de la papeterie, soit qu'il s'agisse d'activités nouvelles, comme celle des emballages ou des machines de conditionnement des produits agricoles.

##### a. Papier fin et impression

La papeterie est une activité ancienne dans le Pays Valencien, puisque Játiva fut le premier foyer connu de cette activité en Europe, dès le haut

Moyen Age. Elle s'est développée sur des localisations qui correspondent au modèle d'industrialisation des régions montagneuses, pauvres en ressources naturelles, mais riches en hommes, en eau, et en initiatives (ARACIL et GARCIA BONAFE, 1974). Les centres principaux étaient alors Alcoy, Onteniente et Játiva.

Cette activité, déjà orientée vers les papiers fins (papier à cigarette en particulier), a dû sa survie, après la grave crise économique des années 1880, à l'introduction des machines à papier continu et à l'essor du papier de soie destiné à emballer les oranges exportées. Cette demande s'est donc fortement accrue au 20<sup>e</sup> siècle, lors des périodes de croissance des exportations d'agrumes, et des firmes se sont alors installées dans les centres d'expédition pour profiter de ce marché : Villalonga, Villanueva de Castellón, Alcira, Burriana, Villareal (BOTELLA GOMEZ, 1981). Cette nouvelle localisation était facilitée par le fait que ces papiers fins sont fabriqués à partir de pâtes de paille (riz, céréales) et surtout de vieux papiers et chiffons, dont la transformation ne nécessite pas les puissants équipements des papeteries travaillant la cellulose du bois.

A quelques exceptions près, il s'agit de petites entreprises d'origine et de capital régional. Quelques phénomènes de concentration apparaissent cependant dans cette branche. A l'échelle régionale, les "Papeleras reunidas" d'Alcoy sont le groupe le plus important: 16<sup>e</sup> société papetière d'Espagne, issue de la réunion d'un certain nombre d'entreprises anciennes et d'un capitalisme local modeste mais entreprenant, elle possède trois établissements dans la province d'Alicante (deux à Alcoy, un à Cocentaina) et un à Villalonga (141 emplois) dans la Huerta de Gandía. Beaucoup plus modeste, la "Clariana del Palancia" possède deux établissements, à Villareal (62 emplois) et à Valencia (98 emplois). Deux sociétés d'origine basque, principal centre de l'industrie du papier en Espagne, ont créé des établissements dans la région valencienne: la "Papelera Española" première firme espagnole de la branche, possède un établissement de 130 emplois à Villanueva de Castellón, et la "Papelera del Mijares" à Burriana est une filiale de la "Papelera del Norte" dont le siège est à Hernani (Guipuzcoa).

La protection douanière et les hauts prix dont a bénéficié l'industrie papetière espagnole se sont combinés avec un créneau de production très particulier pour expliquer le maintien de ces petits établissements industriels. Il s'agit en effet d'un marché bien spécialisé, dont le Pays Valencien est le principal fournisseur et consommateur: alors qu'il produit 15 % du papier national, très loin derrière le Pays Basque et la Catalogne, cette proportion s'élève à plus de la moitié pour les papiers fins et à plus du quart pour les papiers chiffons.

A l'aval de ces papeteries se sont installés des ateliers d'impression pour les emballages d'exportation, car ceux-ci, qui étaient au départ un moyen de protéger les fruits du pourrissement pendant le long et pénible voyage par mer, sont devenus



ensuite des supports publicitaires intéressants pour les exportateurs. Chaque ville-centre possède au moins un ou deux ateliers spécialisés: à Alcira, la "Papelera de Exportadores de Naranja" (PAPENSA) couvre l'ensemble du processus en produisant le papier fin et en l'imprimant à la demande. Mais aujourd'hui cette activité se distingue de moins en moins de l'activité graphique en général, fortement développée dans la province de Valencia, en particulier dans sa capitale.

Ces activités fondées sur le papier ont donc beaucoup progressé dans les années 1960, et certaines firmes en ont profité pour s'équiper et moderniser leurs équipements, dont le vieillissement était une faiblesse. Mais leur activité aujourd'hui plafonne en même temps que plafonne la production agricole et certains établissements sont en difficulté. En outre elle subit la concurrence des nouvelles étiquettes auto-adhésives sur les fruits, dont plusieurs fabriques sont rapidement apparues dans les centres d'exportation: à Sueca (PLACOFÉ, ETIVAL) et à Alcira. Ce marché a d'ailleurs tendance à se déplacer vers le sud, le long du littoral méditerranéen, avec les nouvelles zones d'agriculture d'exportation du Sureste et de l'Andalousie méditerranéenne.

#### b. L'industrie des emballages

Pour beaucoup, il s'agit encore de caisserie en bois, mais le carton, jugé plus fragile au départ, a fait sa percée sur le marché du conditionnement des fruits et légumes grâce à la création d'un certain nombre d'établissements spécialisés: "Ibero-Americana de Cartonajes" à Murcie, "Cartonajes Unión" à Gandía (1967), "Cartonajes Suñer" à Alcira, et à la création d'une foire-exposition annuelle des emballages à Alicante ("ALIPACK"). Les produits ont en effet considérablement évolué: les lourdes caisses de bois du début du siècle, de 50 à 70 Kg ("bultos", "cajas" ou "medias"), propres à supporter les aléas d'un transport maritime peu délicat, sont devenues après 1945 les "américaines standard" de 25 Kg, pour être progressivement remplacées par des caisses et des plateaux plus légers et plus maniables, rigides ou pliables, de 10-15 Kg.

Dans le cas de la caisserie de bois, la faiblesse du niveau technique et de la valeur ajoutée d'une industrie surtout fondée sur la main d'oeuvre et sur une demande géographiquement diffuse, ont multiplié les établissements dans tout le regadio, avec des concentrations dans les principaux centres d'exportation: on en compte près de 170 dans la province de Valencia, qui regroupent 5.100 emplois, soit une moyenne de 30 par établissement. Il s'agit le plus souvent de petites entreprises d'origine familiale, autofinancées pour la plupart, et dont beaucoup d'entrepreneurs sont d'anciens ouvriers sortis du rang ou venus des autres industries du bois, scierie ou meuble. L'essentiel de la matière première est fourni par les pinèdes de l'intérieur des provinces de Valencia et de Castellón, où se trouvent les

scieries, ou des provinces voisines et montagneuses de Cuenca et de Teruel. L'essor récent du contreplaqué au détriment du bois scié se traduit par des achats de bois de peuplier dans les régions plus humides de l'Espagne septentrionale.

La production couvre très largement les besoins du commerce d'expédition, et l'activité comme les prix suit une courbe à peu près parallèle à celle de la campagne des agrumes. En été, la baisse d'activité et le sous-emploi obligent les ouvriers à s'employer à l'extérieur, en particulier comme journaliers dans les travaux agricoles. La situation économique de cette branche, qui n'est en rien liée à l'industrie du meuble, plus importante et plus prospère, est donc assez instable, car les fortes capacités de production pèsent sur l'offre, tandis que la demande est saisonnière. En outre, de nouvelles formes d'emballage se développent: les sacs de mailles plastiques de 5 kg et les énormes box-palettes métalliques qui simplifient au maximum les opérations de manipulation des fruits puisqu'ils sont remplis dans l'al mac é n et installés tels quels dans le magasin de vente au détail à l'étranger.

Malgré cela, la croissance de la production agricole irriguée et l'évolution des conditions de transport des fruits, qui a vu disparaître totalement le transport en vrac, se sont traduites par des créations d'établissements et des investissements en machines: de 1969 à 1972, on avait relevé dans cette branche 23 créations d'établissements et 13 agrandissements dans la province de Valencia. Cette croissance est donc en partie responsable des surcapacités de production et certaines firmes, pour pallier la saturation du marché de la caisserie agricole, s'orientent vers l'emballage industriel en général, pour lequel la croissance de l'industrie valencienne depuis une vingtaine d'années offre de bons débouchés.

### c. Les équipements de conditionnement des produits agricoles

Resté longtemps artisanal et beaucoup plus demandeur de main-d'oeuvre que d'équipement industriel, le conditionnement des fruits et légumes utilisait un matériel assez rustique, que les ateliers locaux étaient capables de construire et de monter, encore que les modèles en aient été souvent importés de l'étranger. Mais la pression des coûts de conditionnement et en particulier la hausse des salaires, a provoqué le renouvellement des équipements et la création de nouvelles "centrales horto-frutícolas"; cette substitution du capital au travail a suscité un regain d'activité industrielle, en même temps que l'augmentation rapide de la consommation des produits intermédiaires nécessaires au conditionnement des fruits et légumes.

Cette demande a été satisfaite de deux façons différentes:

\* Par extension des anciens ateliers locaux, qui accèdent au niveau industriel par autofinancement et en exploitant des licences étrangères. Ils restent de taille modeste, sans jamais dépasser la cinquantaine d'emplois, et se spécialisent souvent dans un maillon de la chaîne de conditionnement:

- calibreuses ("Ramos" à Burriana, "Tormo" et "Arcot", "Garcia" à Villareal)
- bandes transporteuses ("Manufacturas de Precisión" à Valencia)
- machines à étiqueter ("Mecatronica" à Valencia)
- machines à ceinturer les emballages ("Mecánica la Plana" à Castellón, et "Tamarit Falaguera" à Valencia).

Si l'initiative et le financement sont d'origine locale, les produits sont souvent fabriqués sous licences étrangères (américaines en particulier), ce qui limite ces firmes au marché régional et national, et empêche d'accéder au marché international. Peu d'entre elles figurent au registre des exportateurs: seule IMAD (Valencia), dans le créneau bien particulier du traitement et du stockage du riz, a su accéder au rang international.

\* Par intervention directe des firmes étrangères: elles profitent, après 1950, de l'ouverture du marché espagnol, sur lequel leur avance technologique et leurs capitaux les placent en position de force. La "Food Machinery Company", d'origine californienne, mais dont le siège est à Chicago, fonde en 1955 son premier établissement espagnol à Valencia, avant de s'installer ensuite à Madrid et à Barcelone. Sa filiale "Food Machinery Española" (FOMESA) compte 120 emplois à Valencia et fournit l'équipement complet des chaînes de conditionnement, ainsi que les produits chimiques nécessaires: elle peut livrer pratiquement à l'exportateur un al macén "clefs en main". "Roda Ibérica", installée à Alcira (94 emplois) est une filiale d'une firme italienne, liée à "Decco Ibérica", émanation de "Penwalt international", société américaine spécialisée dans les produits chimiques de conservation des fruits.

### Conclusion

A première vue, les industries liées à l'agriculture n'ont pas, dans le secteur secondaire, la place que pourrait leur conférer l'importance de la production agricole, si la demande de produits industriels, tant à l'amont qu'à l'aval, avait été exploitée au maximum. Aucune branche industrielle, à part l'alimentation, ne consacre le tiers de ses emplois à satisfaire les besoins agricoles ou induits par l'agriculture. En ce qui concerne la valeur de la production industrielle, cette proportion ne doit pas dépasser 10% de l'ensemble de la production industrielle des deux provinces: d'après la comptabilité régionale (C.E.S.S., 1975), le secteur agricole de la province de Valencia a reçu, en 1972, des inputs industriels qui équivalaient à 6 % de la valeur totale de la production industrielle provinciale.

Il est cependant incontestable que ces activités ont progressé en valeur absolue au cours des deux dernières décennies, et que la région est devenue autosuffisante et même exportatrice pour un certain nombre de produits et de biens

d'équipement nécessaires à l'agriculture , à ses fournisseurs amont et à ses clients aval: en particulier engrais et produits phytosanitaires, machines et produits de conditionnement des fruits et légumes. Un gros effort d'investissement a été réalisé dans ces branches: on a vu l'équipement des almacenes et les techniques du conditionnement se renouveler complètement, et une industrie des jus de fruits et de la conserverie se mettre en place. Il en a été de même dans dans le secteur des produits chimiques agricoles et dans celui des emballages (bois, carton, plastique).

Ces branches industrielles restent cependant affectées d'un certain nombre de handicaps:

- le handicap général de l'industrie valencienne, de faible capacité financière et technologique, qui la place sous la tutelle des organismes bancaires et des patentes étrangères, et la rend très sensible à la conjoncture économique en général et agricole en particulier;
- le caractère saisonnier de certaines activités, qui entraîne suréquipement, sous-utilisation et sous-emploi.

En outre, dans les deux provinces, la part des investissements nouveaux dans ces branches ne correspond pas à leur place dans l'emploi et dans la production industrielle. A quelques exceptions près, ces industries liées à l'économie agricole se sont développées moins vite que la production industrielle globale. C'est ce que confirme la comptabilité régionale évoquée plus haut: les "inputs" industriels de l'agriculture valencienne ont reculé, en valeur relative par rapport à l'ensemble de la production industrielle, de 9 % en 1967 à 6 % en 1972.

Une faible partie du secteur secondaire régional est donc aujourd'hui liée à l'agriculture irriguée même si, parmi les branches concernées, certaines ont suivi la croissance générale de l'industrie valencienne et si quelques réussites ont vu le jour. Par contre le secteur tertiaire s'est fortement développé et restructuré dans ses relations avec l'économie agricole, aussi bien à l'amont qu'à l'aval de la production. Mais ce qui est une force au plan commercial, peut devenir un poids lorsque les prix augmentent peu et que les marges bénéficiaires se réduisent à la production. Ce suréquipement tertiaire, fortement lié aux marchés extérieurs, est confronté, lui aussi, au problème du déplacement des zones de cultures d'exportation vers le sud: les grandes firmes ont déjà pris pied dans ces nouveaux centres de production (Alicante, Murcie, Almeria), mais les petites firmes privées et les petites coopératives risquent de se trouver confrontées à des problèmes d'approvisionnement et de rentabilité.

## CONCLUSION DE LA 2<sup>e</sup> PARTIE

Le poids énorme de l'agriculture irriguée pendant près d'un siècle (1850-1950) dans l'économie régionale est un élément essentiel de la compréhension de la dynamique passée et de la situation actuelle des formes d'organisation de l'espace littoral valencien. Ses conséquences ont été nombreuses.

### La zonation des paysages agraires

On assiste, de 1850 à 1950, à la mise en place d'un schéma général organisé selon un gradient littoral/intérieur, où se définit une série de bandes parallèles: arenal, arrozal, marjal, huerta vieja, huerta nueva, orangiers, vergers en terrasses, cultures sèches. La figure 56 (p.201) résume l'évolution séculaire de cette structure, par déplacement successif des zones dynamiques au détriment des autres: l'arrozal au détriment de la lagune, la huerta au détriment de l'arrozal, les agrumes au détriment de toutes les autres. Ces derniers se substituent vers le littoral aux cultures de huerta et à l'arrozal, et vers l'intérieur, aux cultures sèches (à la vigne et aux caroubiers). Il y a donc, à l'échelle locale et régionale cette fois, vérification du modèle de Von Thünen, si on tient compte du fait que ces "bandes" de cultures différentes sont fortement "déformées" par la localisation des centres d'expédition des produits agricoles et par la structure générale du réseau de communications.

### L'évolution de la population régionale

L'accumulation des hommes dans les zones irriguées, déjà nette au 19<sup>e</sup> siècle, ne fait que se renforcer pendant un siècle, en rapport direct avec la croissance de l'économie agricole irriguée. Voisines de 100 hab/km<sup>2</sup> en 1857, les densités moyennes dépassent déjà 200 en 1950 (PEREZ PUCHAL, 1976). Les courbes d'évolution de la population des zones littorales sont nettement différentes de celles des zones intérieures: elles présentent une croissance à peu près continue, d'autant plus forte que les surfaces irriguées sont plus importantes et les centres urbains plus dynamiques.

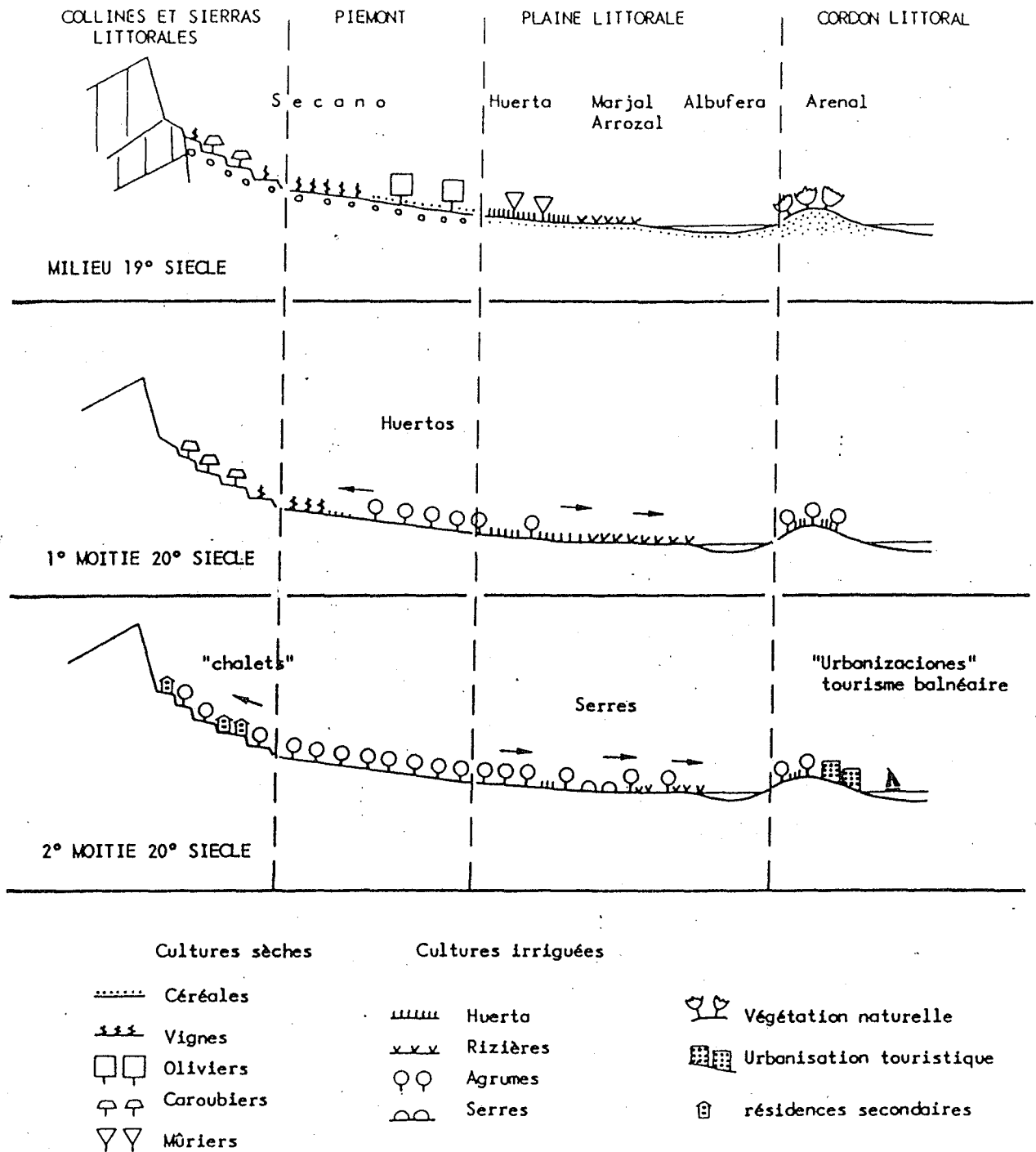


Fig.56: Evolution des formes d'occupation de l'espace rural dans la zone littorale des provinces de Valencia et de Castellón de 1850 à 1980 (aires métropolitaines non comprises)

L'étude graphique de l'évolution de la population des partidos judiciales des deux provinces de 1900 à 1980 fait apparaître six types de comportement (fig.57A, p.232):

\* une croissance à peu près continue:

- forte (plus de 80 %) dans les zones urbaines et industrielles de Valencia, Torrente, Sagunto, Castellón (type 1);
- moyenne (plus de 40 %) dans les huertas anciennes et animées par des villes-centres (Gandía, Alcira, Nules, type 2);
- faible (moins de 40 %) dans les huertas plus intérieures ou d'extension plus récente :Carlet, Játiva, Alberique (type 3);

\* une stagnation suivie d'une croissance plus ou moins rapide (type 4) dans les littoraux peu irrigués (Vinaroz au Nord, Pego et Denia au Sud) et dans les secanos qui associent cultures sèches et industrie (Albaida, Onteniente, Chiva, Liria);

\* une croissance lente suivie d'une décroissance rapide (type 5), dans les secanos intérieurs peu évolués et d'exode rural tardif (Enguerra, Ayora, Requena, Segorbe, Viver);

\* une décroissance à peu près continue (type 6), par suite d'un exode rural très précoce, dans l'intérieur montagneux du nord-est de la Région Valencienne (Chelva, Lucena, Albocácer, San Mateo et Morella).

La distribution spatiale de ces comportements (figure 57B) traduit à la fois le gradient littoral/intérieur et une disposition concentrique autour du pôle valencien, selon un modèle centre-périphérie assez clair.

L'analyse des composantes démographiques de cette évolution montre que le bilan naturel a été le facteur principal de cette croissance de la population des zones de regadío (voir Annexe 8, p.355): souvent supérieur à la moyenne provinciale dans les communes rurales, il se caractérise par une baisse plus précoce de la natalité et de la mortalité que dans les régions intérieures. Il a pu être renforcé par un bilan migratoire variable. Celui-ci est positif dans les périodes de conjoncture économique favorable, lorsque la production agricole et les surfaces irriguées s'accroissent, de même que les activités urbaines induites. L'immigration est, dans cette première moitié du siècle, originaire des régions intérieures dont le bilan migratoire est très tôt négatif, et dont la population est attirée vers le littoral par les emplois et les salaires agricoles supérieurs (fig.55, p.231). E. BURRIEL (1971b) a montré la "descente" des populations de l'intérieur montagneux de la province de Castellón vers la Plana et en particulier vers sa capitale.

Ce bilan migratoire a été nul ou même négatif durant les crises de l'agriculture d'exportation: celle de la première guerre mondiale est suffisamment forte pour faire diminuer la population de certaines communes agrumicoles (en

particulier les gros bourgs les plus spécialisés) par suite d'un bilan migratoire fortement négatif, et retentir même sur l'évolution de la population provinciale, nettement plus faible que la moyenne nationale entre 1910 et 1920 (voir Annexe 8). L'émigration, quand elle se produit, se fait vers l'agglomération valencienne, la Catalogne industrielle, ou déjà la France méditerranéenne.

#### La structure de la base économique régionale

Un des thèmes d'histoire économique qui a connu un grand succès et suscité de nombreux travaux parmi les chercheurs valenciens a été celui du relatif échec de la révolution industrielle au 19<sup>e</sup> siècle dans la Région Valencienne, où la base agricole de l'économie s'est renforcée et où la véritable révolution industrielle a été reportée en quelque sorte à la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle (TOMAS CARPI, 1978). Cette situation n'est d'ailleurs pas originale en Espagne, où la révolution industrielle n'a affecté au 19<sup>e</sup> siècle qu'un petit nombre de régions, qu'on peut qualifier aujourd'hui de "vieilles régions industrielles": la Catalogne, le Pays Basque et les Asturies.

Dans le cas valencien, on peut y voir une évolution de type bas-languedocien, telle que R. DUGRAND (1963) l'a décrite pour le vignoble de masse français: les investissements citadins dans la terre et dans le commerce d'expédition des produits agricoles depuis un siècle ont pesé lourdement sur l'économie régionale et favorisé la constitution d'un système spatial fondé sur les cultures irriguées d'exportation, au sens où F. AURIAC (1983) parle du système viticole bas-languedocien. Il façonnait en même temps une image "agricole" et prospère des huertas valenciennes ("Levante feliz"). Les orangers à Valencia auraient donc joué le même rôle que la vigne en Bas-Languedoc, mais dans une structure agraire un peu différente, de type plus "Comtadin" que "Bas-Languedocien", par l'importance de la petite paysannerie et la faiblesse relative des grands domaines; de même, les villes ont été à la fois rentières du sol comme en Bas-Languedoc, mais aussi centres d'expédition et d'activités induites par l'économie agricole irriguée, comme en Comtat vaclusien. Gandía, Alcira, Burriana, rappellent par bien des aspects et des fonctions Carpentras, Cavaillon, ou Châteaurenard.

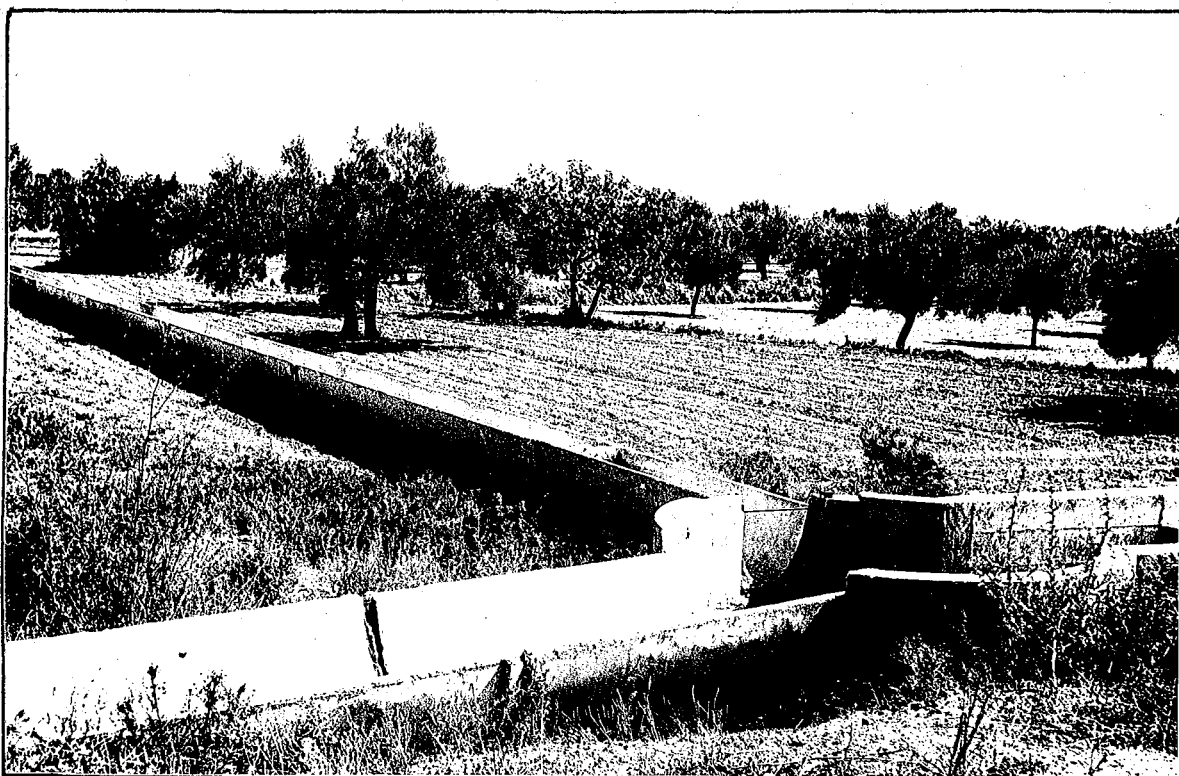
E. BONO (1974), qui insiste sur la situation dominée de l'économie valencienne vis-à-vis des marchés extérieurs, et sur le rôle des économies étrangères (anglaise en particulier) dans l'essor des cultures d'exportation, va jusqu'à parler de croissance extravertie ("crecimiento hacia afuera") et à comparer l'économie valencienne à certaines économies sud-américaines, comme celle de l'Uruguay ou de l'Argentine. On a pu parler effectivement de "cycles" dans les productions agricoles de marché du regadio valencien: A. LOPEZ GOMEZ (1957) en a étudié la traduction spatiale dans la Plana de Castellón, et J. PIQUERAS (1985) en a



décrit le commerce d'exportation. Mais si les produits changent, le système irrigué se maintient et se développe: c'est une réponse des agriculteurs irrigants à l'évolution de leurs marchés. Si les capitaux et les firmes étrangères ont participé et participent toujours aux activités du regadío valencien, celui-ci ne s'est pas trouvé en situation "coloniale", même s'il a été, et est encore par certains aspects, "dominé". La part autochtone des activités, des initiatives, des financements et des résultats est telle que le système est fortement "enraciné" et relativement "indépendant".

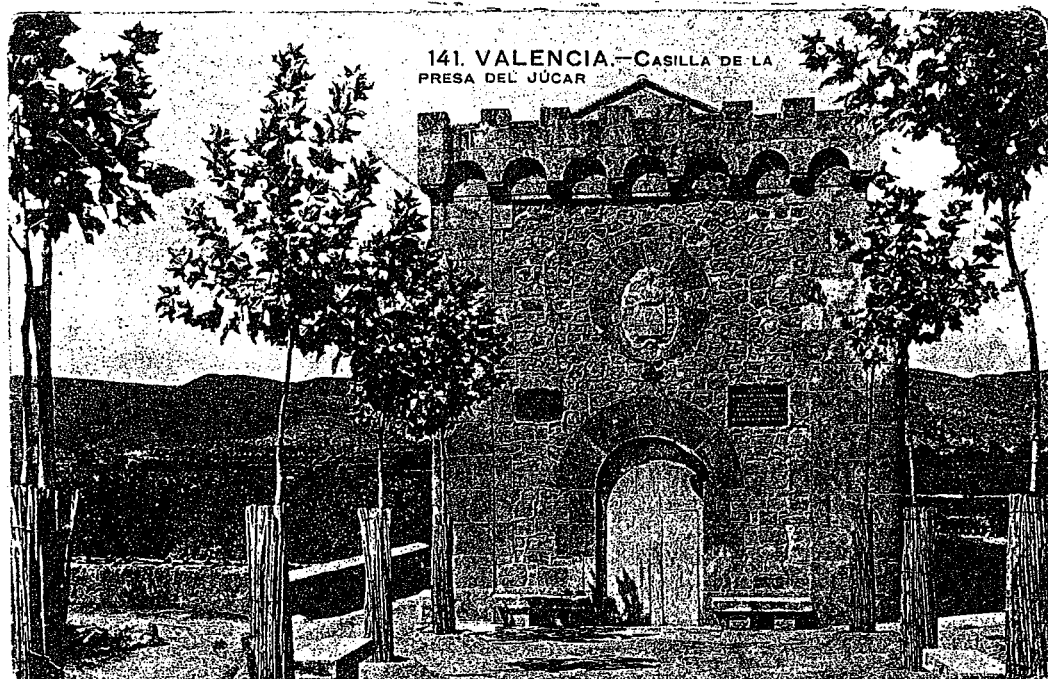
Il est vrai que l'industrie valencienne s'est développée à l'écart de l'activité agricole selon un schéma propre ("La via valenciana" de E.LLUCH, 1976) et que les branches qui y sont liées ne représentent qu'une faible part de la production totale. Il y a là deux systèmes économiques qui se sont plus ou moins ignorés et qui ont cohabité dans le même espace; les inputs industriels de l'agriculture sont bien réels, et ont soutenu une activité non négligeable, mais le regadío valencien a été surtout client de l'industrie étrangère puis nationale, et les transferts de capitaux de l'agriculture vers l'industrie ont été peu importants, tandis que les cas de transferts de sens contraire ne sont pas rares.

L'agriculture irriguée a été par contre la base de développement du commerce d'expédition et des activités tertiaires, et ses infrastructures, sa population active et ses marchés ont été des facteurs favorables au déclenchement du boom industriel des années soixante et soixante-dix, qui a correspondu d'ailleurs à une période de mutation profonde et de crise de l'agriculture irriguée. C'est la thèse de J.TOMAS CARPI, pour lequel l'essor séculaire de l'agriculture n'a pas été un obstacle à l'industrialisation, mais a favorisé au contraire l'émergence lente d'une activité industrielle qui "explosera" dans la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle. C'est cette mutation de la base économique régionale et ses répercussions dans l'espace irrigué qui constituent la troisième partie de notre propos.



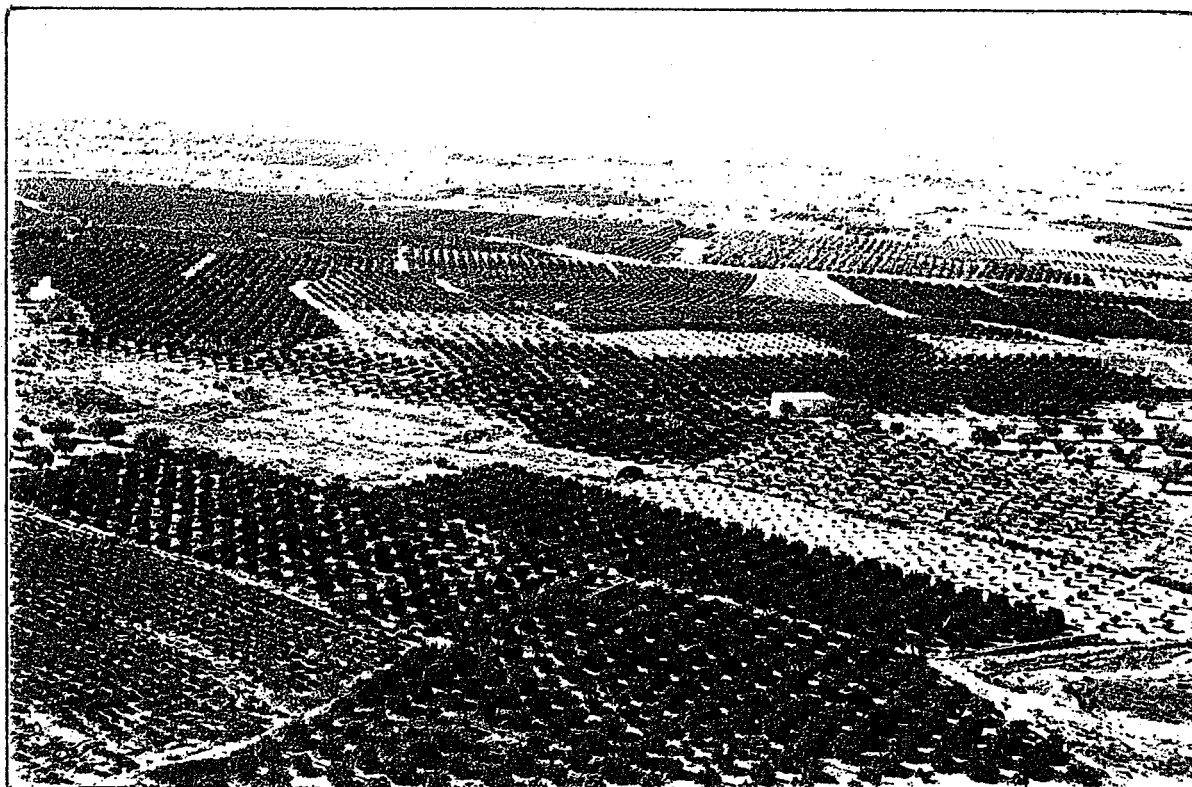
(Cliché de l'auteur, 1977)

Photo.6: Le réseau d'irrigation du canal de Benagéber dans le secano de Liria  
Ce réseau secondaire, déjà en place, attendait son eau au milieu des cultures sèches (oliviers).



(Carte postale datée 1921, Collection de l'auteur)

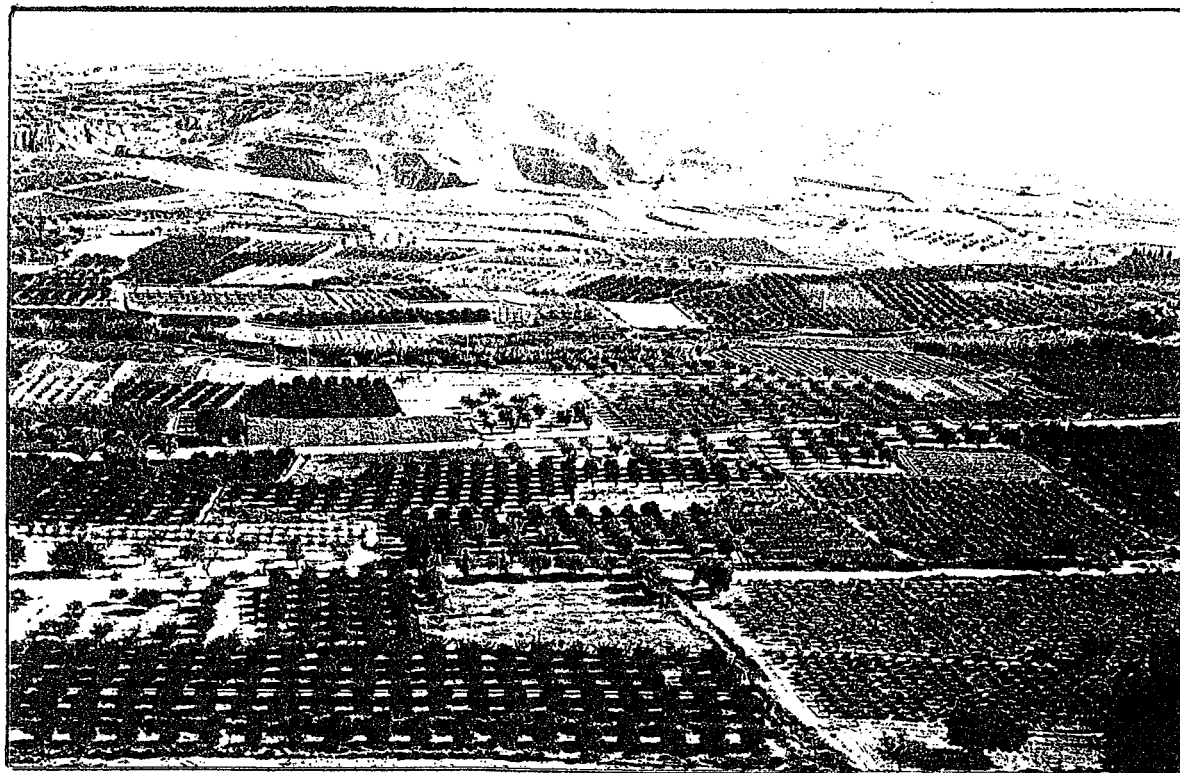
Photo.7: La "Casa del Rey" de l'Acequia Real del Júcar à Antella  
Cet édifice abritait les vannes de dérivation de l'acequia au barrage d'Antella sur le Júcar: construit à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, lors de la prolongation du canal par le Duc de Hijar, il fut détruit par la crue catastrophique d'octobre 1982.



(Cliché de l'auteur, 1970)

Photo.8: Les vergers d'agrumes irrigués par puits à Nàquera (Campo de Liria)

La progression des vergers, soutenue par des investissements d'origine citadine, se fait au détriment des cultures sèches, dont certaines sont encore visibles (vignes et oliviers). On notera la présence de jeunes plantations et des constructions abritant puits et pompes.



(Cliché de l'auteur, 1972)

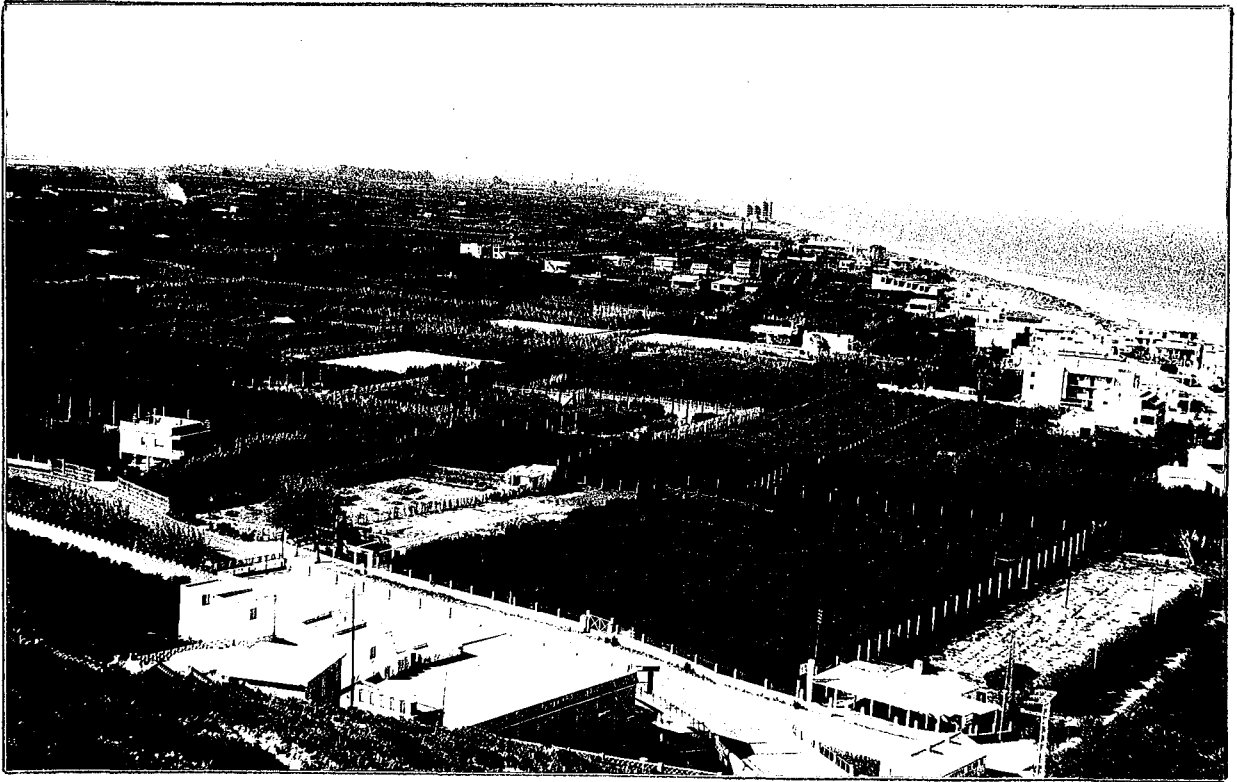
Photo.9: Les vergers d'agrumes au milieu des cultures sèches à Monserrat  
Les agrumes pénètrent au milieu des cultures de secano dans une structure agraire de petites exploitations paysannes, dans l'arrière-pays deValencia;



(Photographie aérienne, Ministère des Travaux Publics, Avril 1972)

Photo.10: Huerta traditionnelle et vergers de pentes à Sagunto

Les vergers de la plaine sont irrigués par un réseau gravitaire issu du Palancia (Acequia Mayor) divergeant en éventail à partir de Sagunto. Les versants des collines qui dominent la plaine à l'ouest sont progressivement occupés par des vergers en terrasses construites récemment ou en cours de construction, et irriguées par des puits et des pompes qui remontent l'eau sur les pentes.



(Cliché de l'auteur, 1977)

Photo.11: L'arenal du cordon littoral au nord de la "muntanya" de Cullera  
Les vergers d'agrumes et les cultures délicates sont protégées par des haies  
vives et des canisses. Les constructions touristiques se développent sans ordre  
sur le bord de mer.



(Cliché de l'auteur, 1972)

Photo.12: Les rizières de la Ribera du Júcar et la "muntanya" de Cullera  
Au premier plan, les vergers d'agrumes progressent au détriment de la  
huerta et pénètrent même dans les rizières (vue prise du "castillo" de  
Corbera de Alcira).



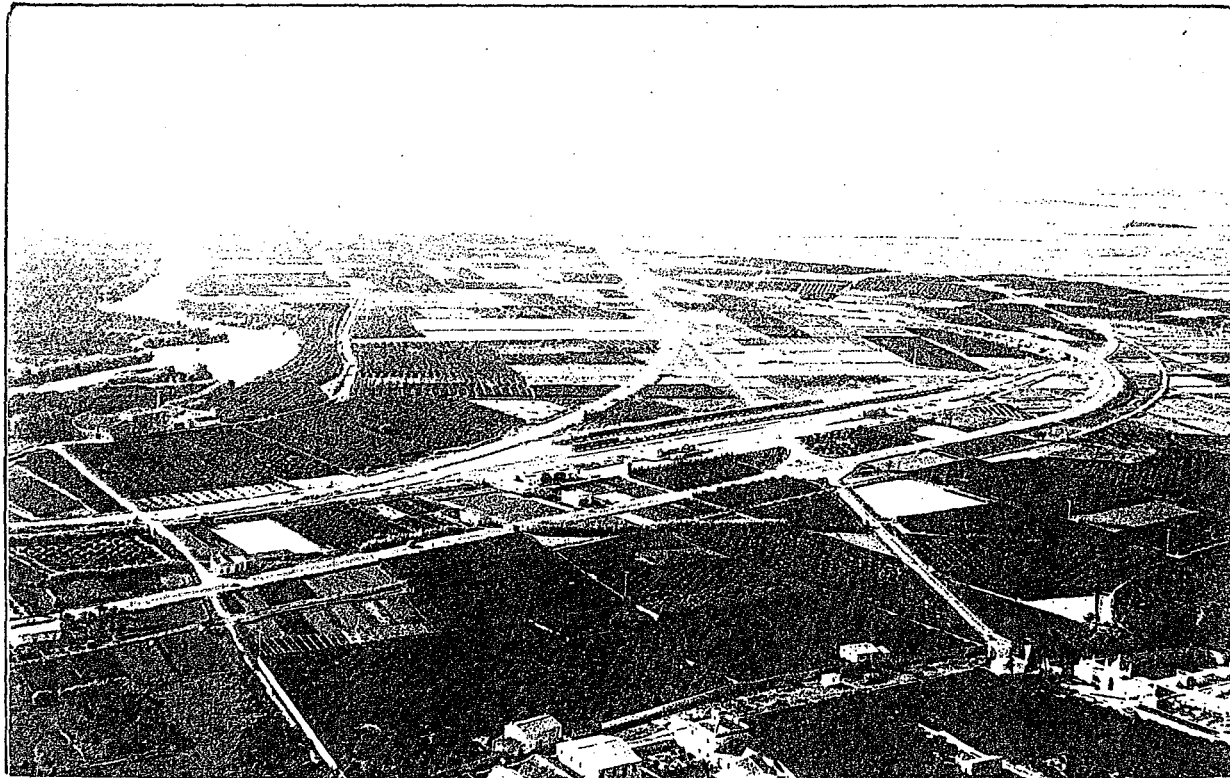


254 - MARSEILLE - Le Vieux Port - Débarquement d'Oranges

(Carte postale datée 1915, collection de l'auteur)

Photo.13: Débarquement d'oranges à Marseille au début du 20<sup>e</sup> siècle

Le port de Marseille fut pendant longtemps le principal point d'entrée des oranges valenciennes en France



(Cliché de l'auteur, Octobre 1977)

Photo.14: Le paysage agraire de la Ribera Baja du Júcar et la gare de Cullera

Les huertos et les cultures de huerta accompagnent les "levées" du Júcar, au milieu des rizières (à l'arrière plan). Au second plan, la gare de Cullera où les wagons de TRANSFESA attendent les premières agrumes à exporter.

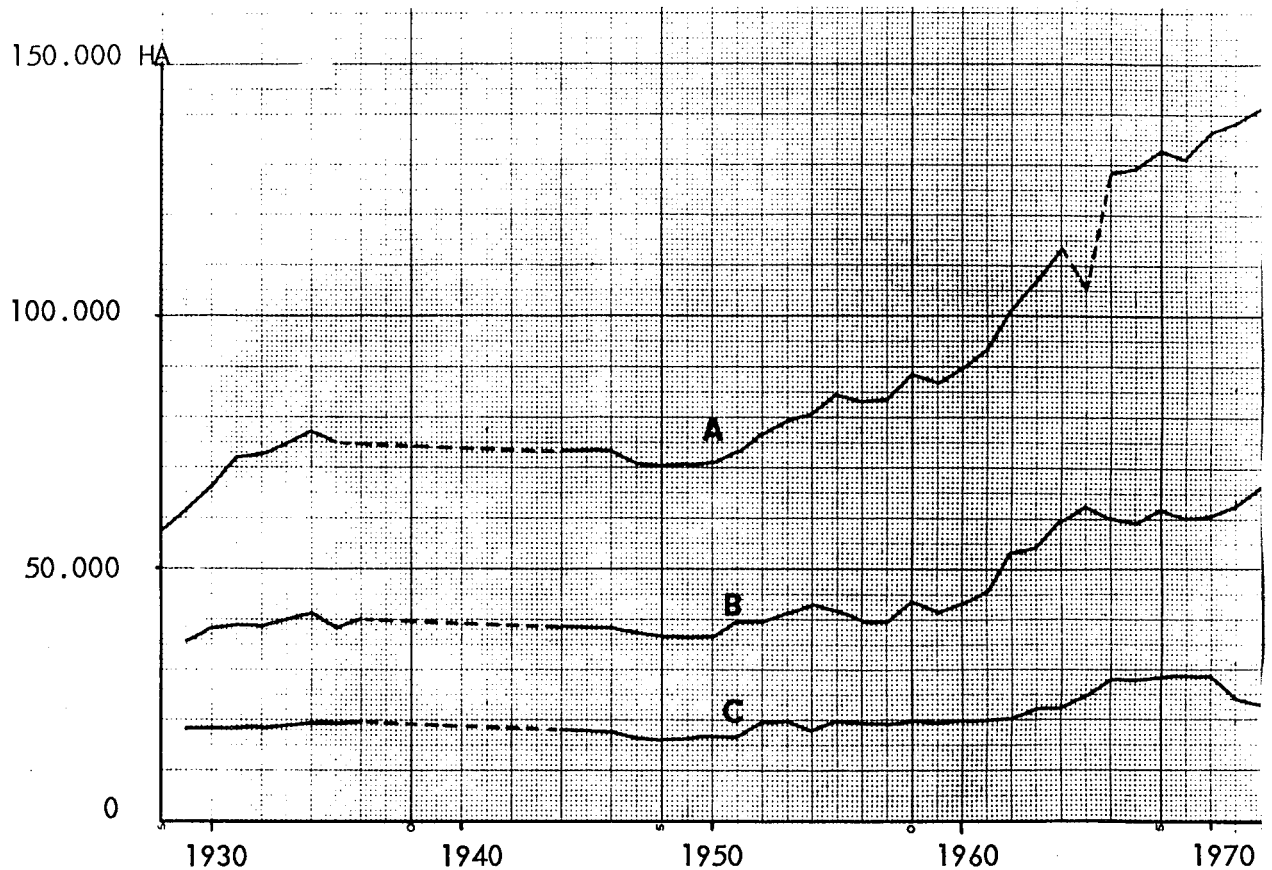


Fig.27: Evolution de la surface des orangeraias en production de 1928 à 1972 en Espagne (A) et dans les provinces de Valenciã (B) et de Castellón (C)  
Source: Ministère de l'Agriculture, Annuaire statistiques.

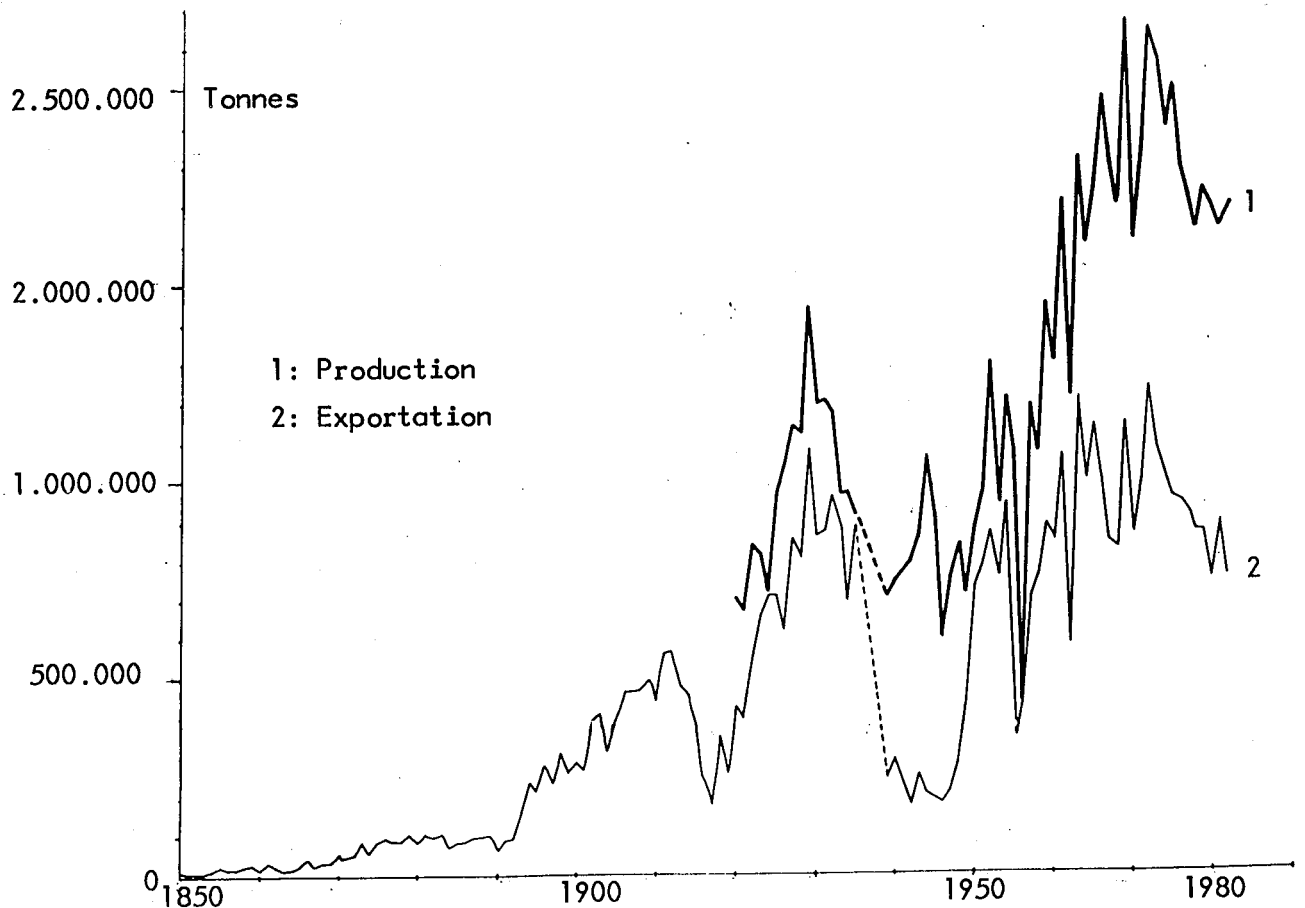
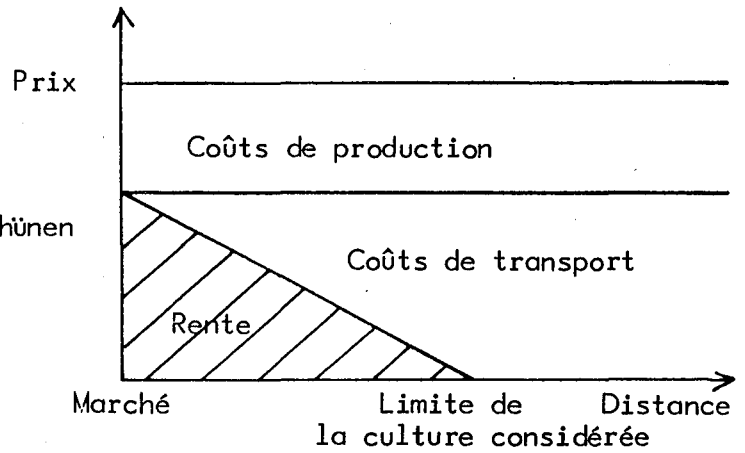
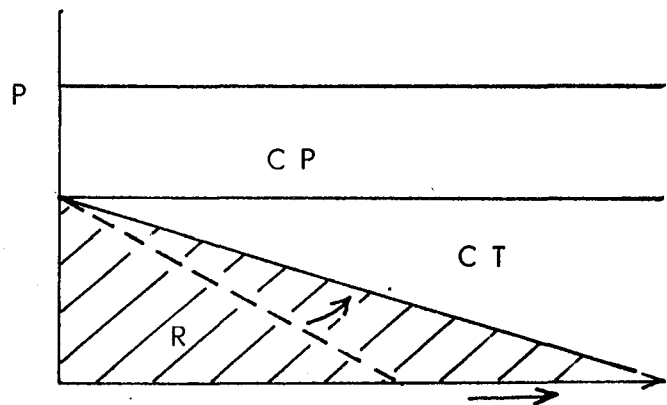


Fig.28: Production et exportation d'oranges douces en Espagne de 1850 à 1982  
Sources: Ministère de l'Agriculture, Syndicat National des Fruits et Produits Maraîchers, M.LINIGER-GOUMAZ, 1962.

A.: Schéma théorique de Von Thünen



B.: La diminution des coûts de transport: déplacement des limites de la culture considérée vers le sud.



C.: La différence des coûts de production entre le nord et le sud renverse la pente de la rente

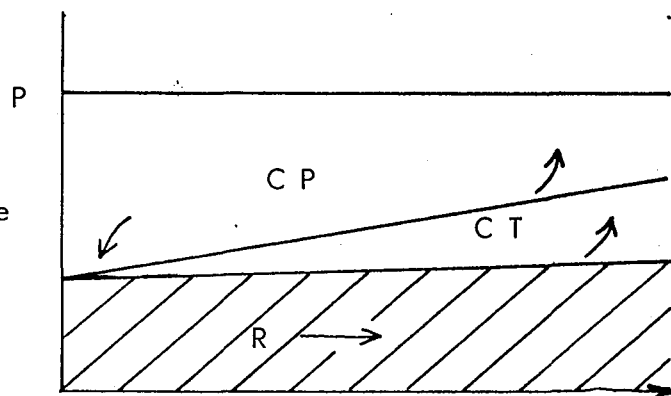


Fig.29: Les modifications du schéma de la rente foncière selon Von Thünen le long du littoral méditerranéen de l'Espagne.



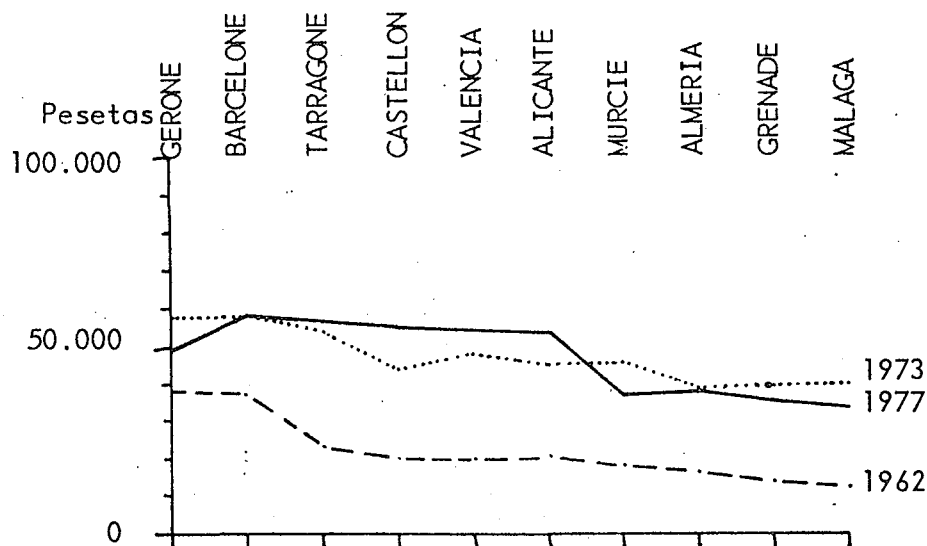


Fig.30: La rémunération du travail dans l'agriculture des provinces du littoral méditerranéen de l'Espagne de 1962 à 1977: rémunération totale par actif et par an située sur un profil nord-sud. Source: Banco de Bilbao. ( en valeur constante: pesetas 1962)

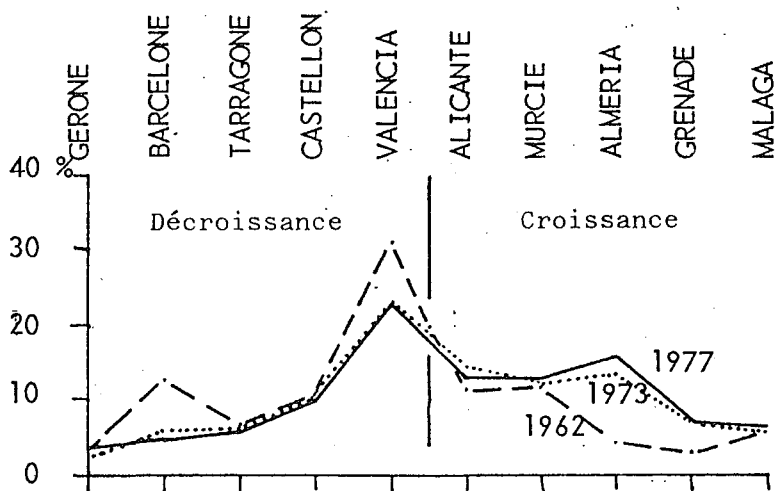


Fig.31: L'évolution de la production légumière et fruitière des provinces méditerranéennes de l'Espagne de 1962 à 1977: part de chaque province dans la production totale (en valeur) du littoral méditerranéen, selon un profil nord-sud. Source: Banco de Bilbao.

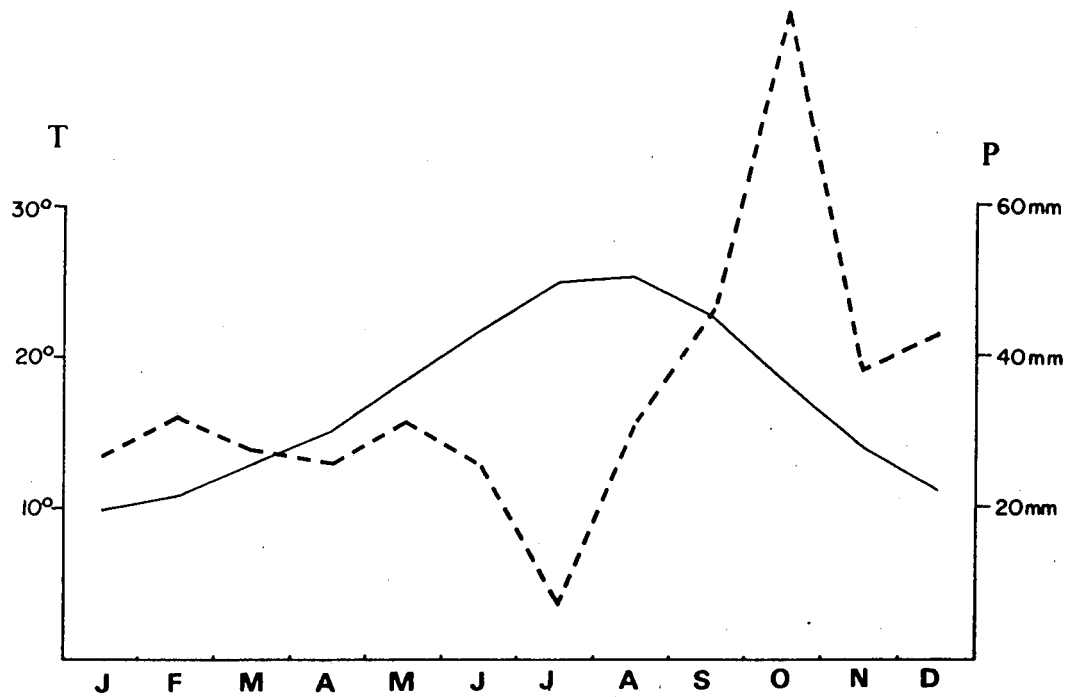


Fig.32: Diagramme ombro\_thermique de la station de Manises (aéroport de Valencia) (données climatiques 1944-1967)

Source: E.BURRIEL (1971).

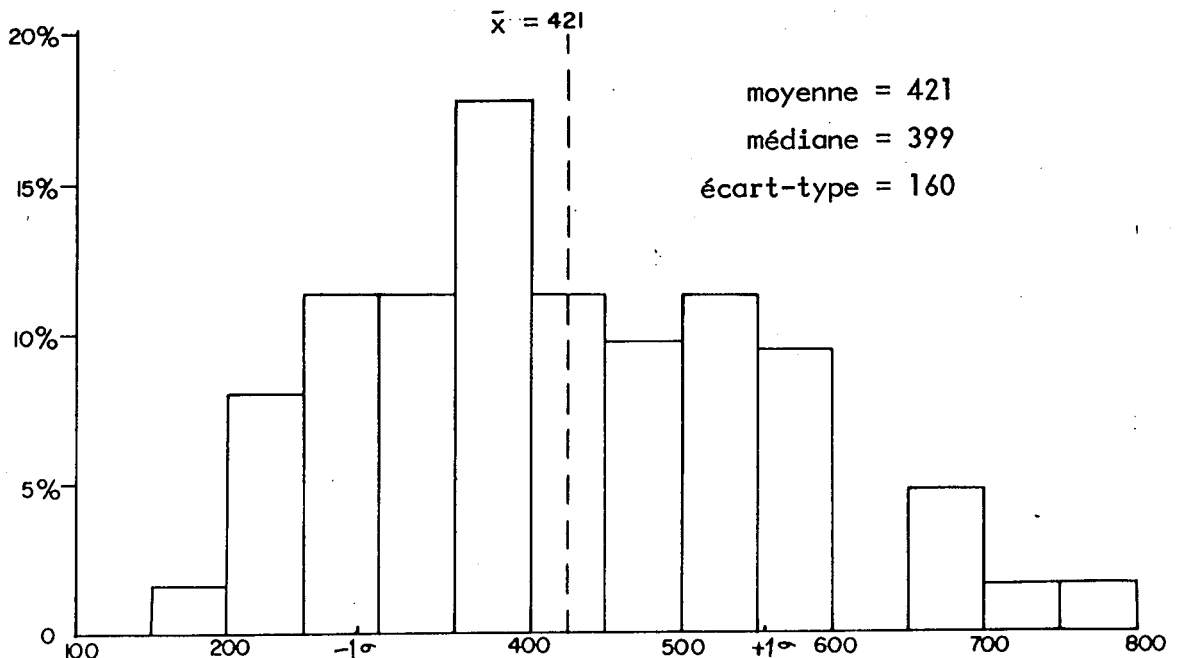


Fig.33: Histogramme de fréquence des hauteurs annuelles de précipitations à Valencia pour la période 1900-1955

Source: I.N.E.:Reseña Estadística de la Provincia de Valencia, 1957

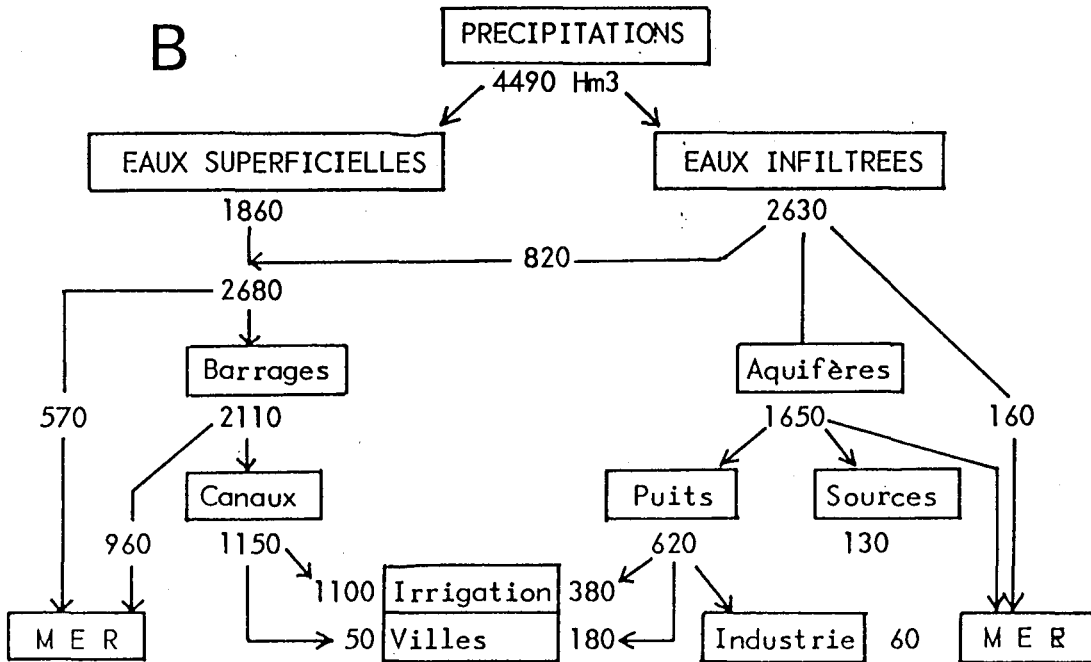
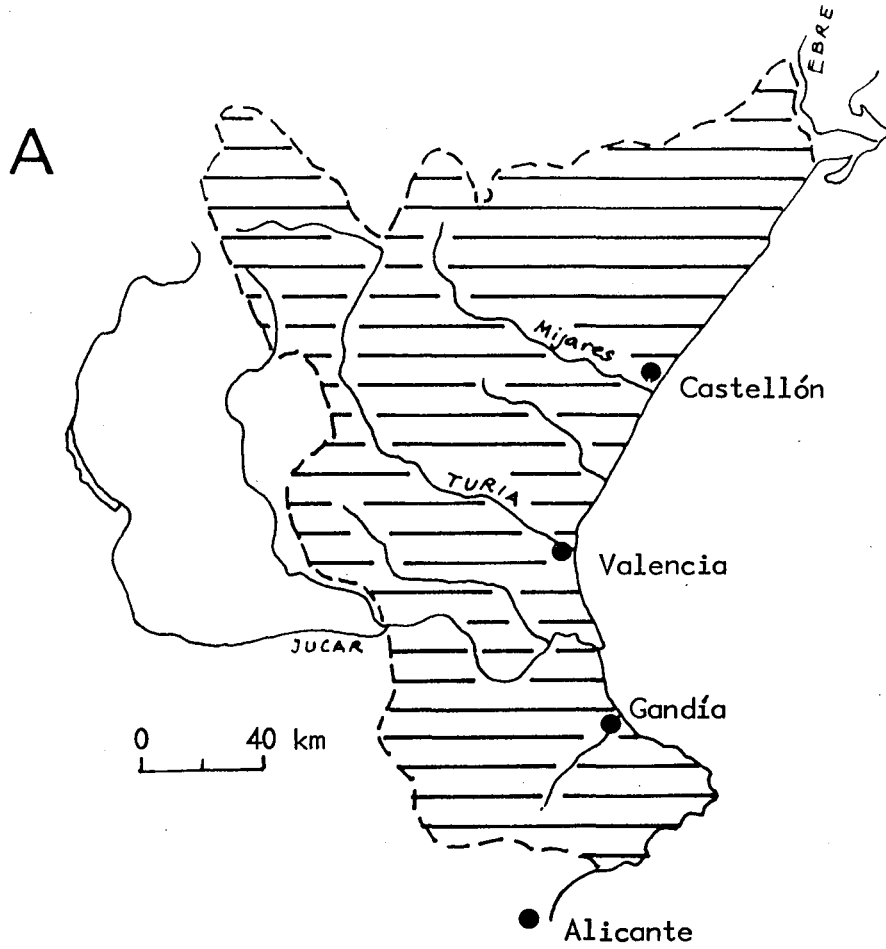


Fig.34: Bilan de l'eau dans le bassin moyen et aval du Júcar et du Turia: /

-A: espace géographique concerné

-B: organigramme du bilan hydrologique

Source: J. COMA GUILLEN, F. PERALTA TORO, N. QUANG TRAC, 1976.

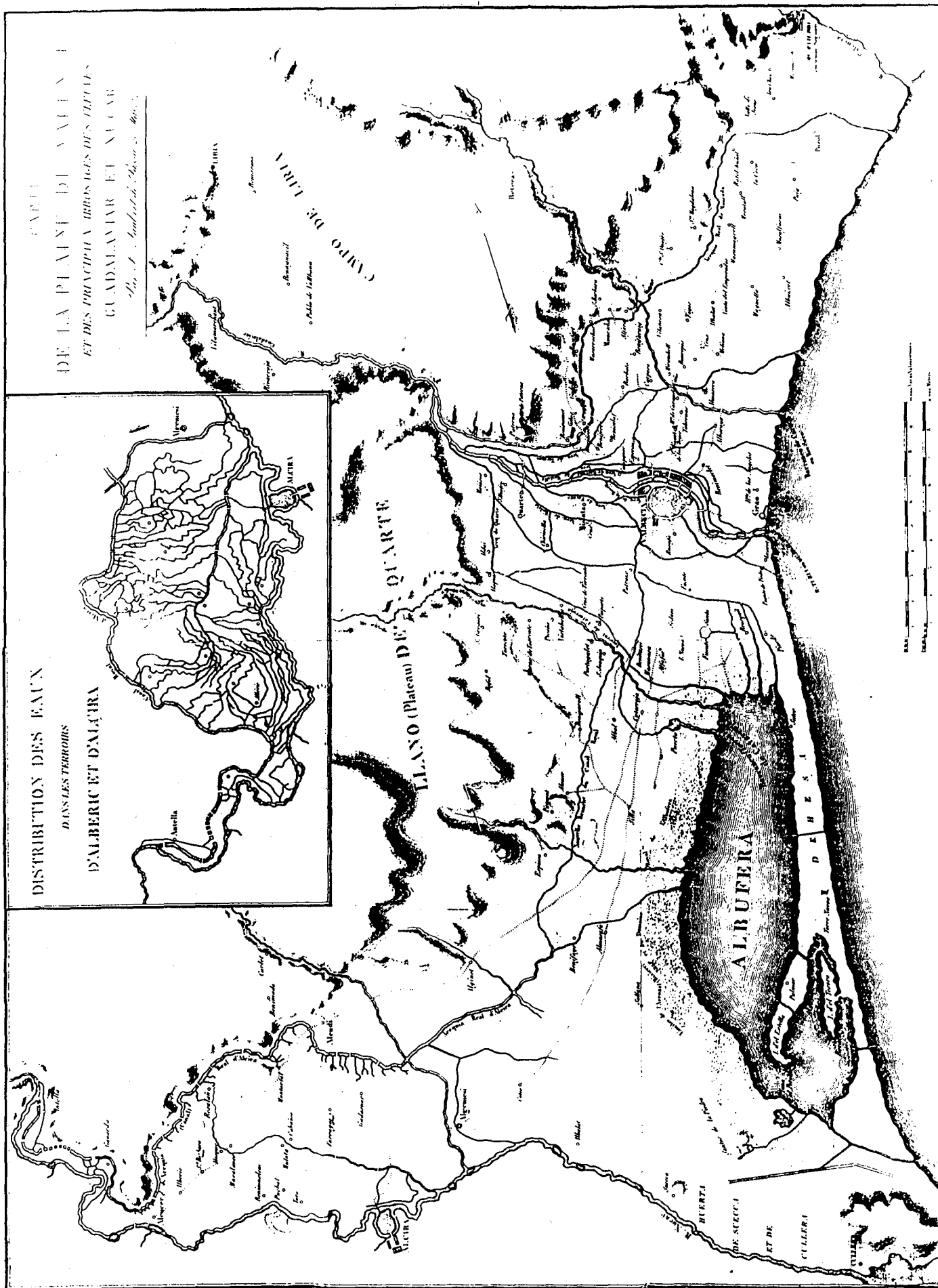


Fig.35: Les canaux d'irrigation du Turia et du Júcar au début du 19<sup>e</sup> siècle  
Reproduction de la carte réalisée par F. JAUBERT DE PASSA (Baron de) (1823)  
On notera l'éventail des acequias de la Huerta de Valencia et le détail de la  
distribution des eaux de l'Acequia Real del Júcar à Alberique et Alcira.

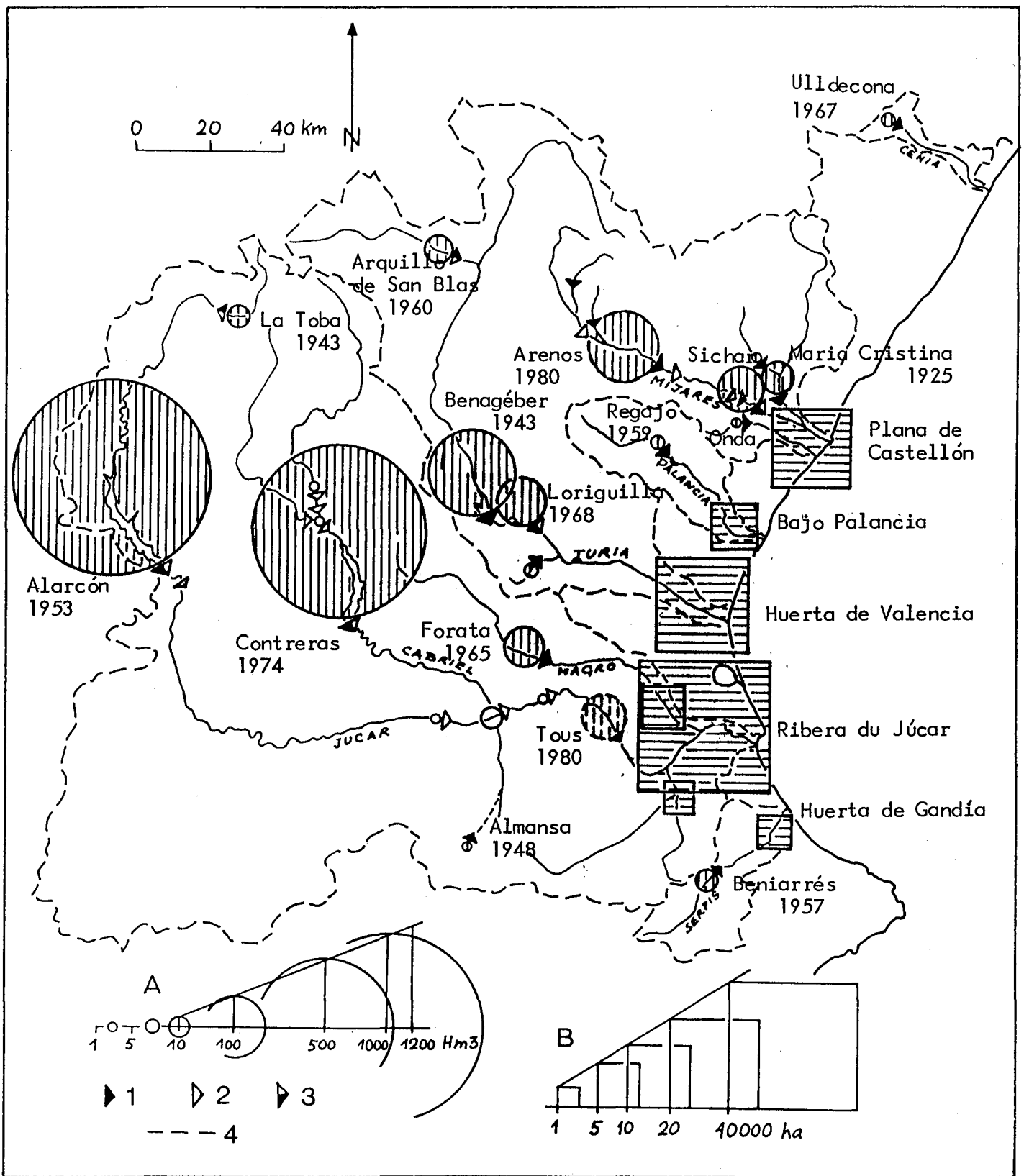


Fig.36: Barrages et périmètres irrigués par les eaux de surface dans les provinces de Valencia et de Castellón:  
 -A: volume des lacs de barrage  
 -B: surface des périmètres des communautés d'irrigation de l'aval de chaque fleuve  
 -1: barrage de régulation, -2: barrage hydro-électrique, -3: mixte  
 -4: limite de bassin versant

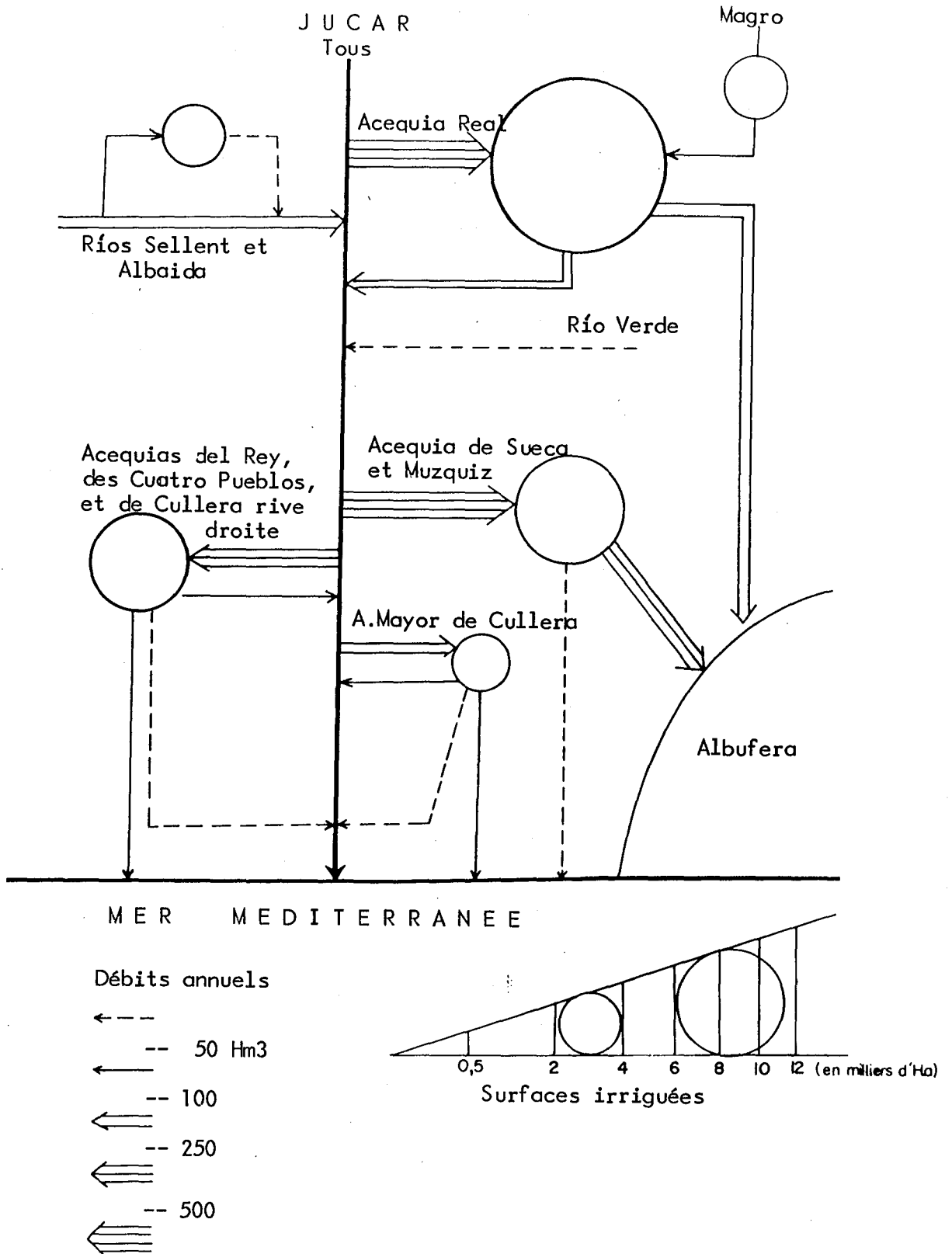


Fig.37: Le système d'irrigation gravitaire de la Ribera du Júcar

Source: "Projet de Recherche Hydrogéologique du Bassin Moyen et Inférieur du Júcar", I.G.M.E., 1975.

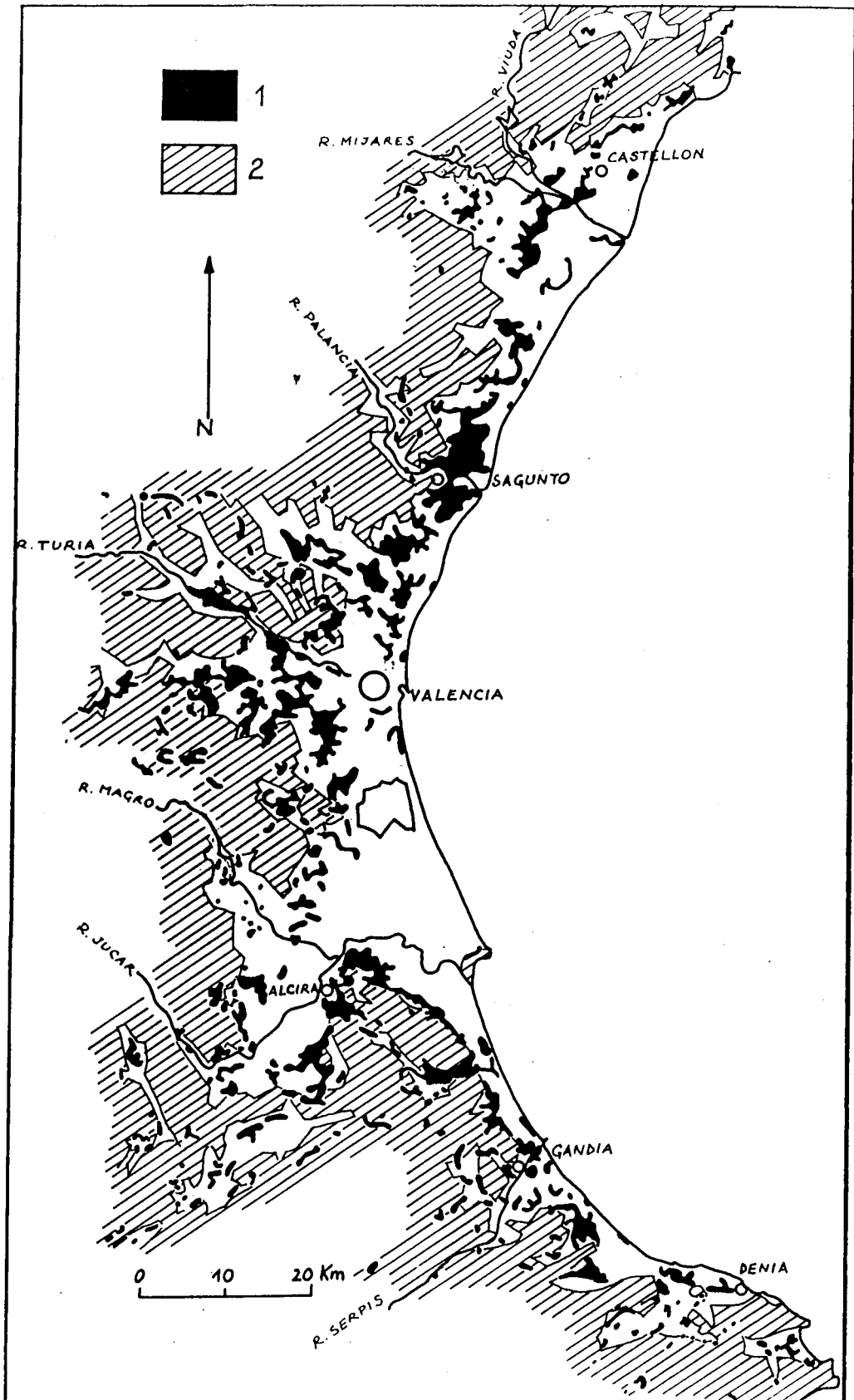


Fig.38: Carte de localisation des puits d'irrigation dans la zone littorale, de Castellón au cap de la Nao

- 1: zones de forte densité de puits
- 2: cadre collinaire et montagneux de la plaine littorale (formations géologiques pré-quaternaires)

Source: Cartes hydro-géologiques au 1/50.000°, Projet de recherche du bassin inférieur et moyen du Júcar, I.G.M.E., 1975.

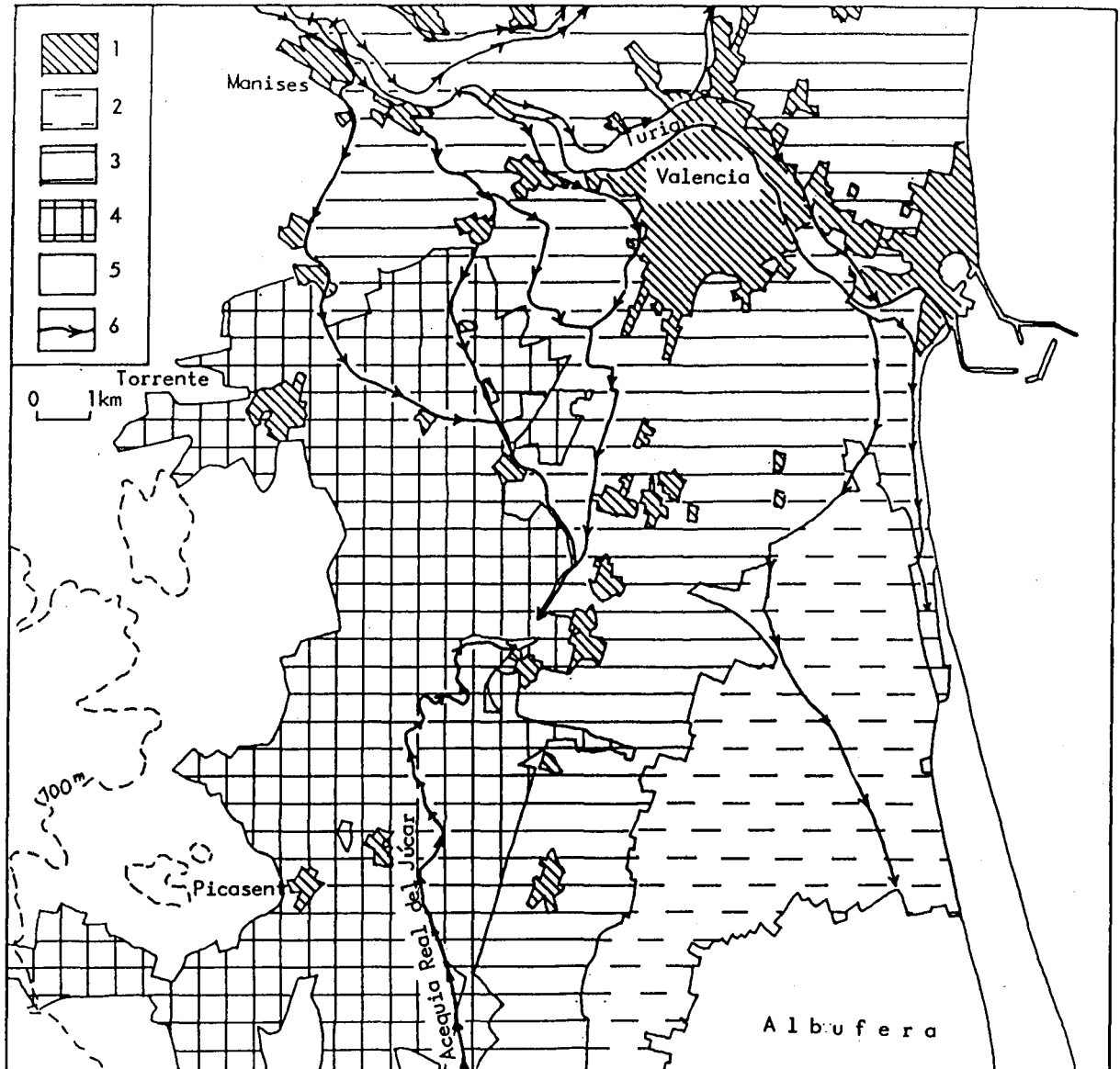


Fig.39: Occupation agricole du sol dans la plaine littorale au sud de Valencia en 1944-1947

- 1: agglomérations
- 2: rizières
- 3: cultures de huerta
- 4: agrumes
- 5: cultures sèches et végétation naturelle
- 6: principaux canaux d'irrigation

Sources: cartes 1/50.000° de l'Institut Géographique et Cadastral, feuilles de Valencia (n° 722, 1944) et Sueca (n°747, 1947)

Les vergers d'agrumes, irrigués par des puits (nombreuses indications "motor" sur la carte), sont situés sur la bordure de la plaine littorale, "au-dessus" des canaux d'irrigation gravitaire (ex: Acequia Real del Júcar). Ils commencent seulement, à la date de la carte, à envahir les périmètres irrigués de la Huerta traditionnelle.



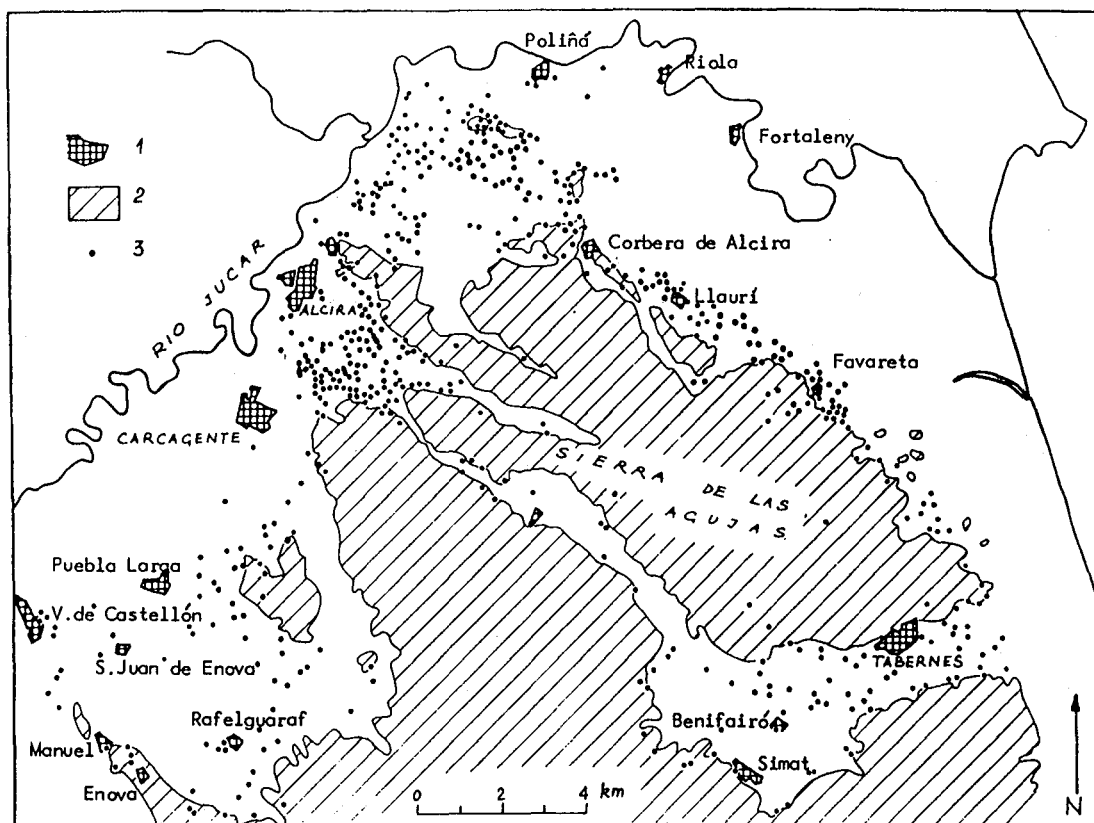


Fig.40: Les puits d'irrigation dans la Ribera du Júcar et la Valldigna

Source: Carte hydro-géologique au 1/50.000°, Sueca (n° 29-29) et Alcira (n° 29-30), I.G.M.E., 1975.

-1: agglomération, -2: cadre montagneux, -3: puits

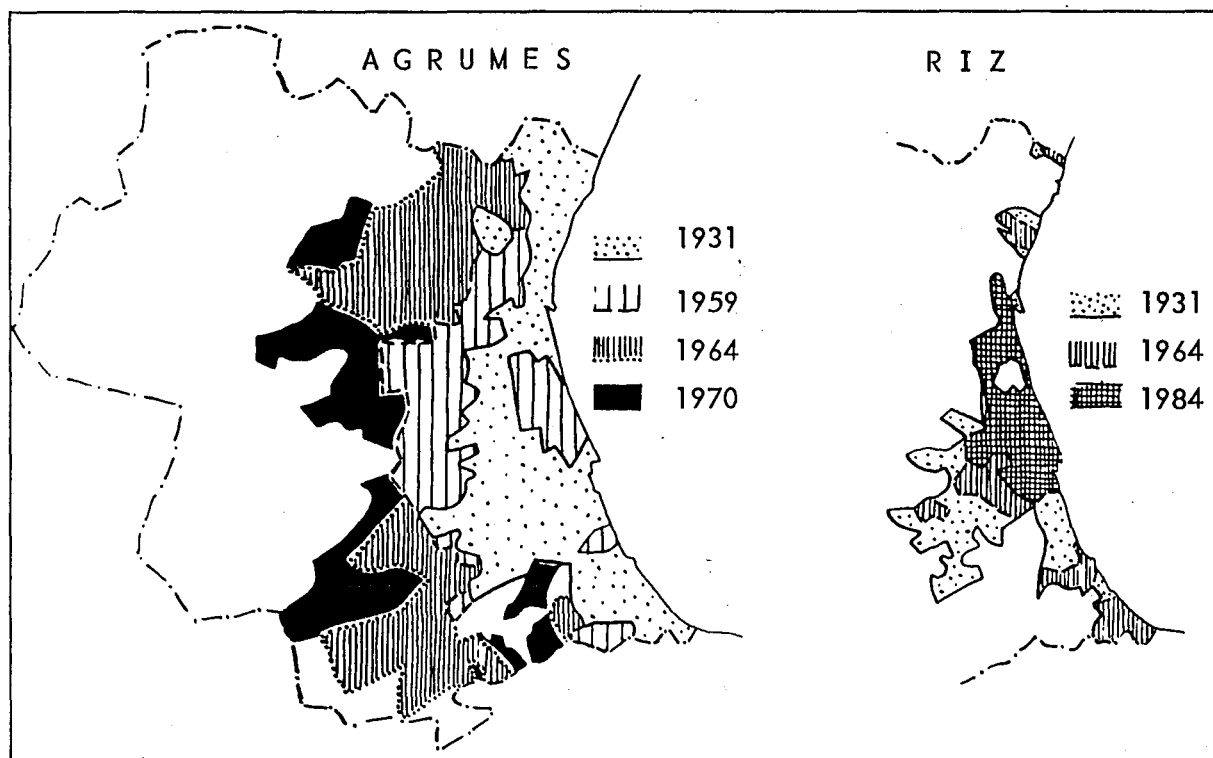


Fig.41: Evolution chronologique des aires communales de culture des agrumes et du riz dans la province de Valencia

Sources: Chambre de Commerce, Industrie et Navigation de Valencia (1931)  
Ministère de l'Agriculture (Délégation Provinciale: 1959, 1964, 1984,  
Recensement des agrumes, 1970).

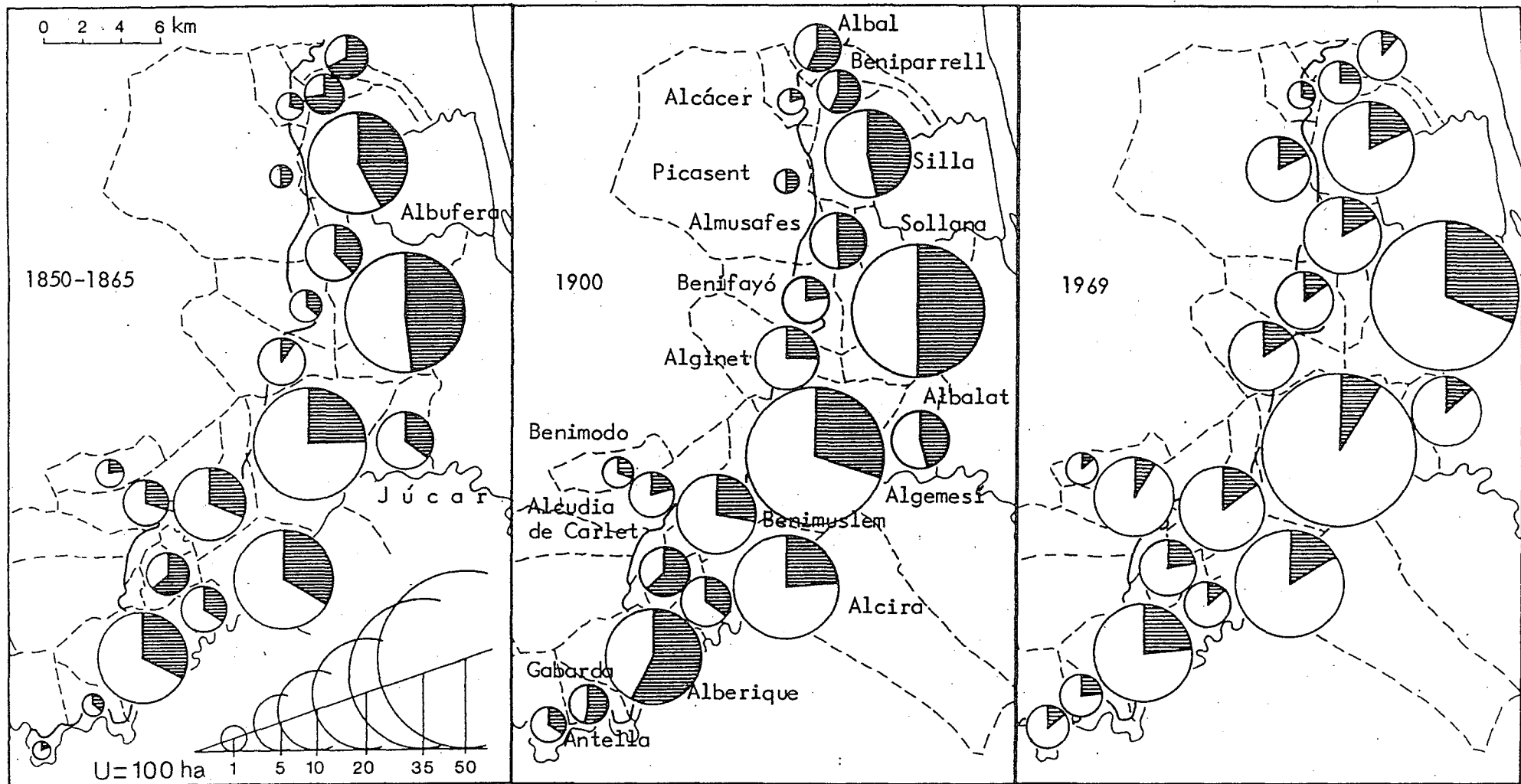


Fig.42: Les propriétaires de Valencia dans les terres irriguées par l'Acequia Real del Júcar depuis un siècle

Les cercles sont proportionnels à la surface irriguée dans chaque commune par l'Acequia Real  
Le secteur hachuré représente la part des propriétaires irrigants résidant à Valencia

Source: Archives de la Communauté.

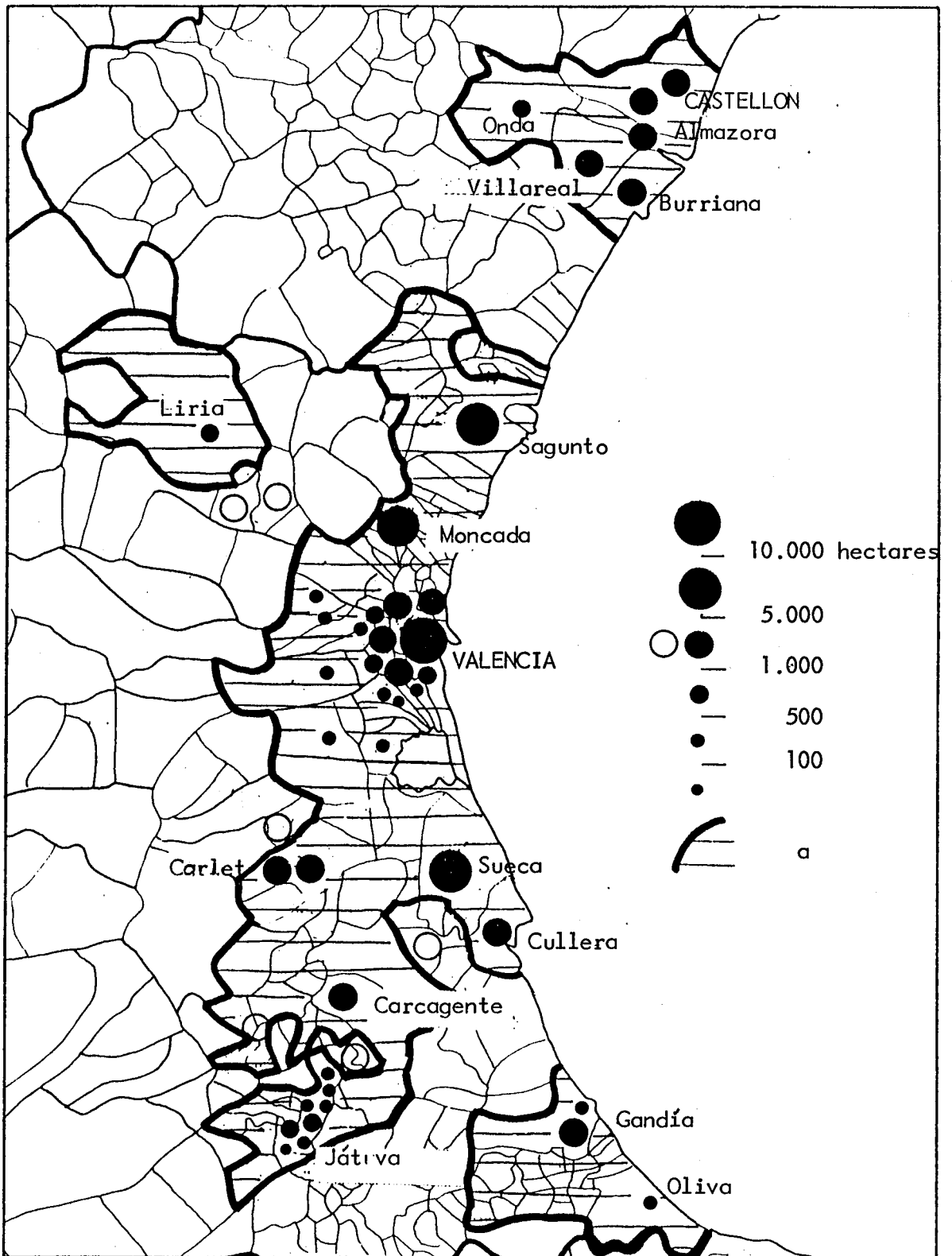


Fig.43: Les communautés d'irrigation dont le siège est dans une ville de plus de 10.000 habitants

Les cercles représentent la surface irriguée par chaque communauté (en creux, les communautés de plus de 1.000 ha situées dans des communes de moins de 10.000 hab.)

-a: communes concernées par les périmètres irrigués des communautés

Source: Catalogue des communautés d'irrigants, Ministère des Travaux Publics, 1972.

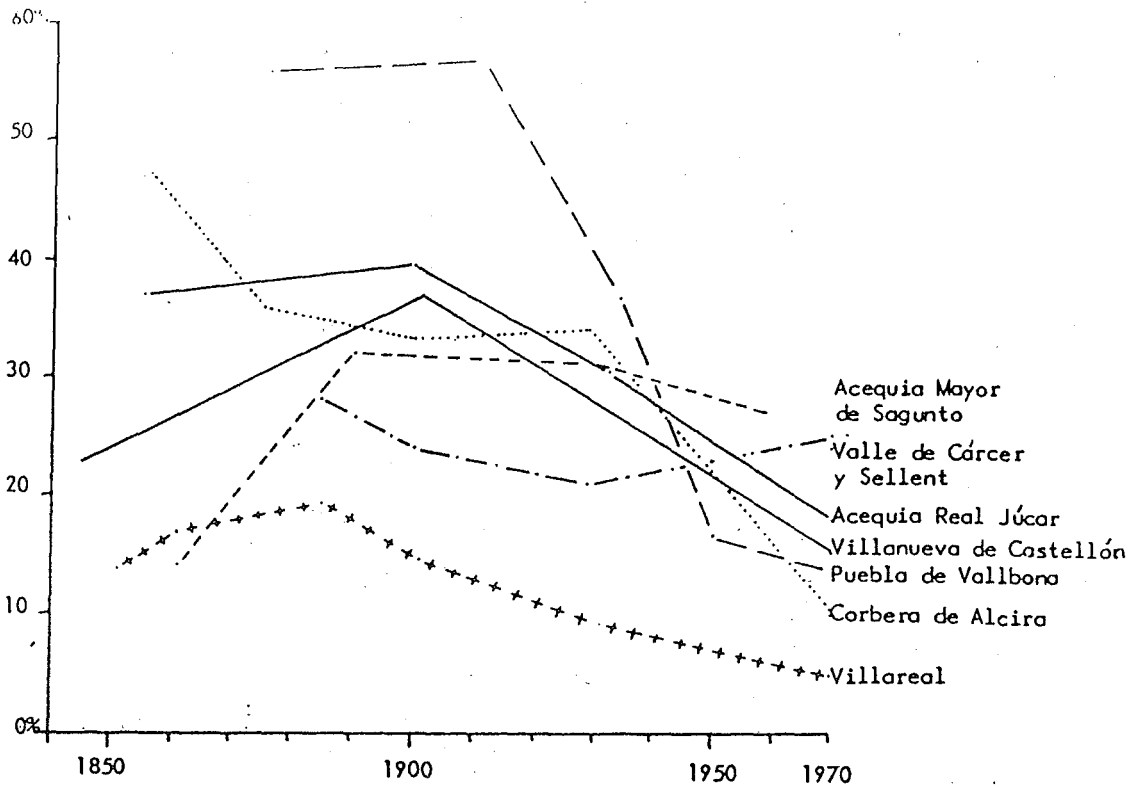


Fig.44: Les propriétaires résidant à Valencia dans 7 communautés d'irrigation depuis un siècle (en % de la surface totale irriguée par chaque communauté)

Sources: archives des différentes communautés.

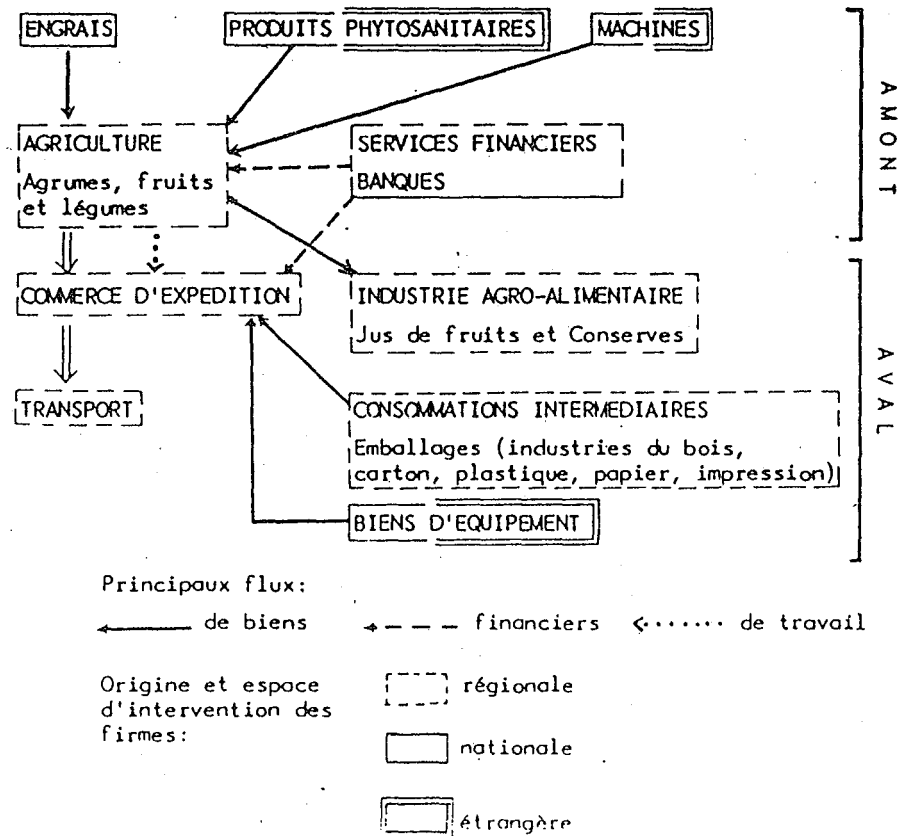


Fig. 45: Les relations intersectorielles de l'agriculture irriguée dans la Région Valencienne

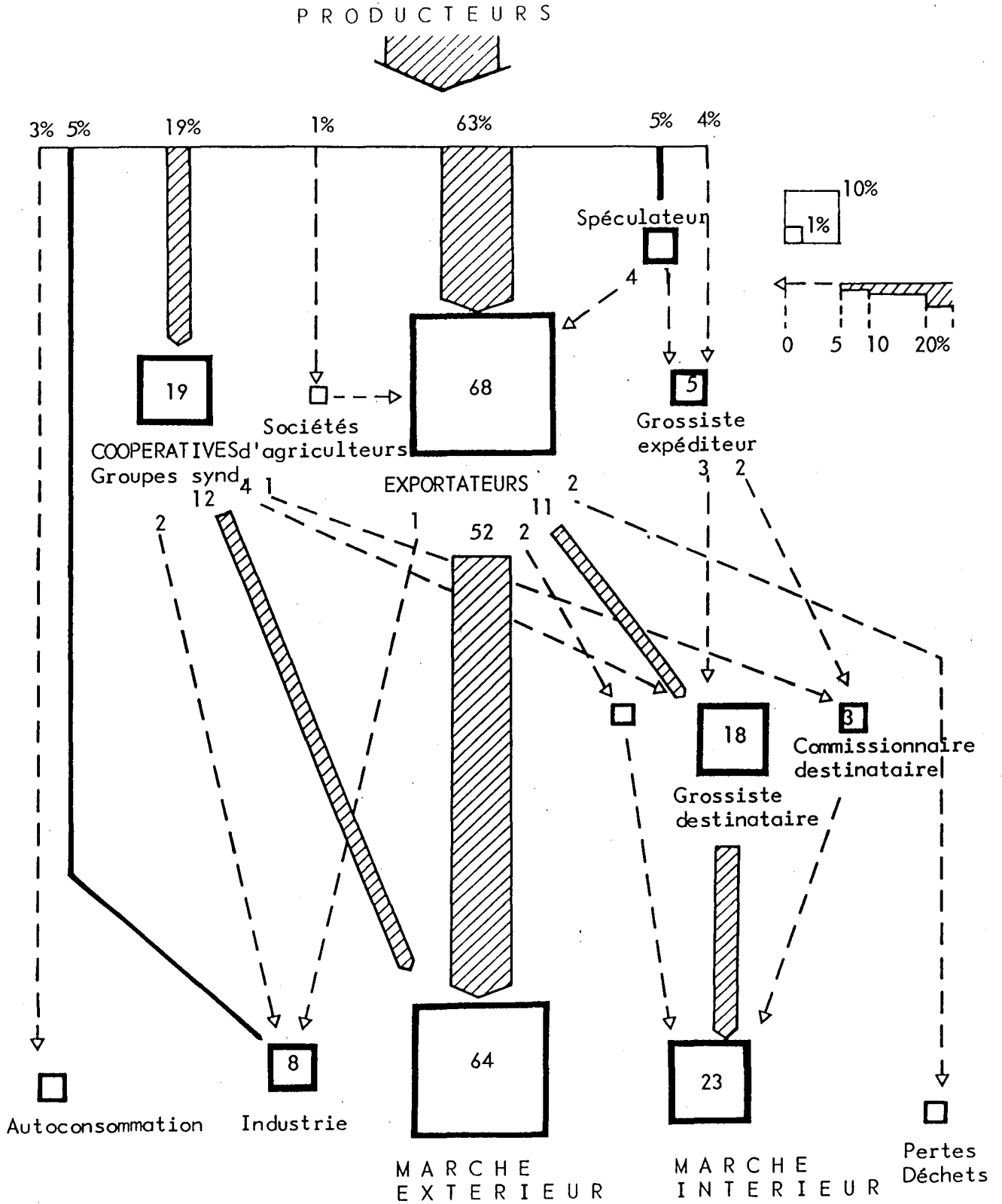


Fig.46: Les circuits de commercialisation des agrumes au début des années 1970 dans la Région de Valencia.  
(valeurs exprimées en % de la production totale)

Source: Ministère de l'Agriculture, Délégation Provinciale de Valencia.

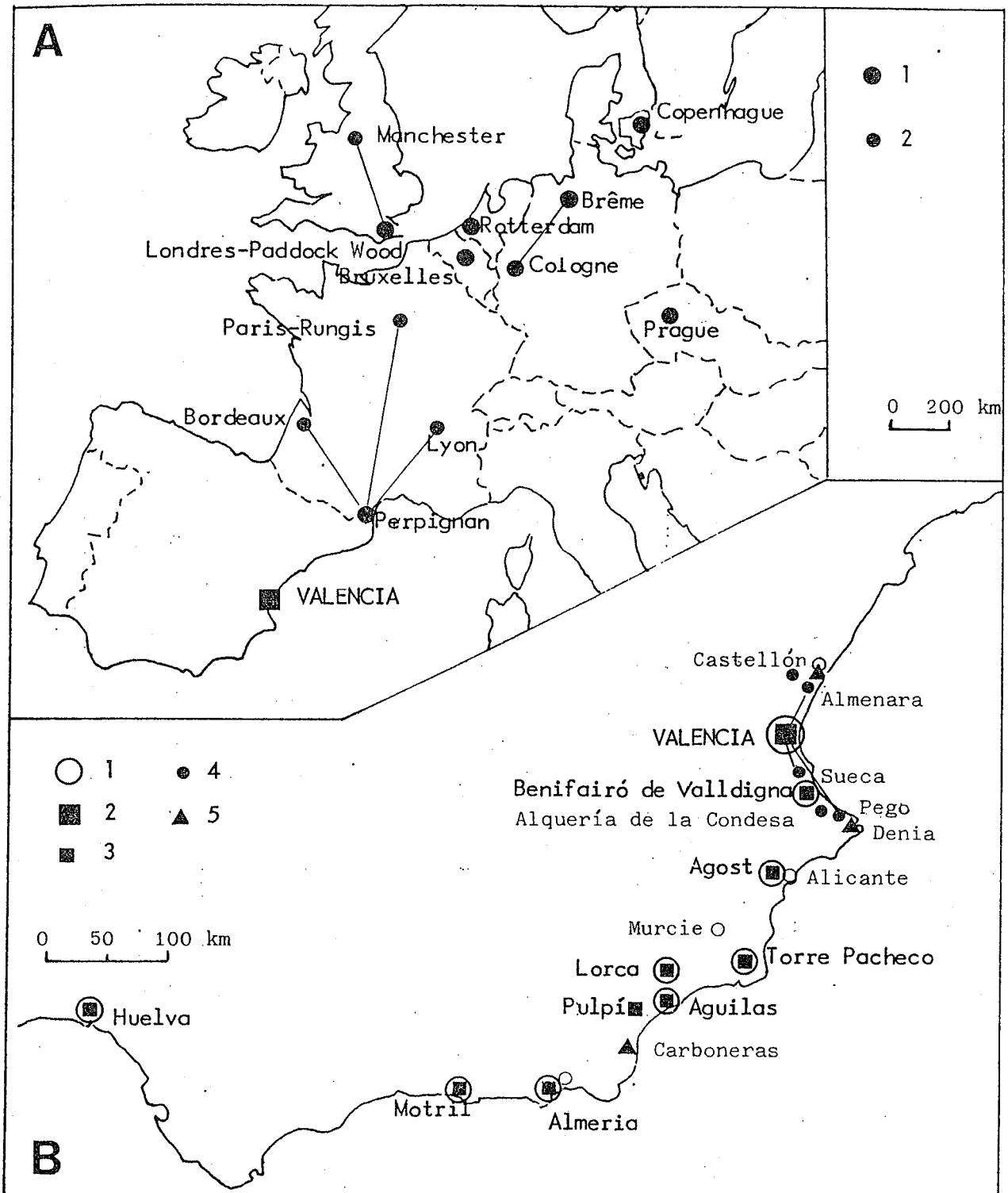


Fig. 47: Le Groupe PASCUAL en Espagne et en Europe:

A. Les sociétés de commercialisation en Europe (1) et leurs centres de distribution (2)

B. Les activités du groupe PASCUAL sur la côte méditerranéenne de l'Espagne:

- 1: sociétés de commercialisation et de production
- 2: siège de la holding
- 3: établissements de production et d'expédition
- 4: " " d'expédition
- 5: " " de production

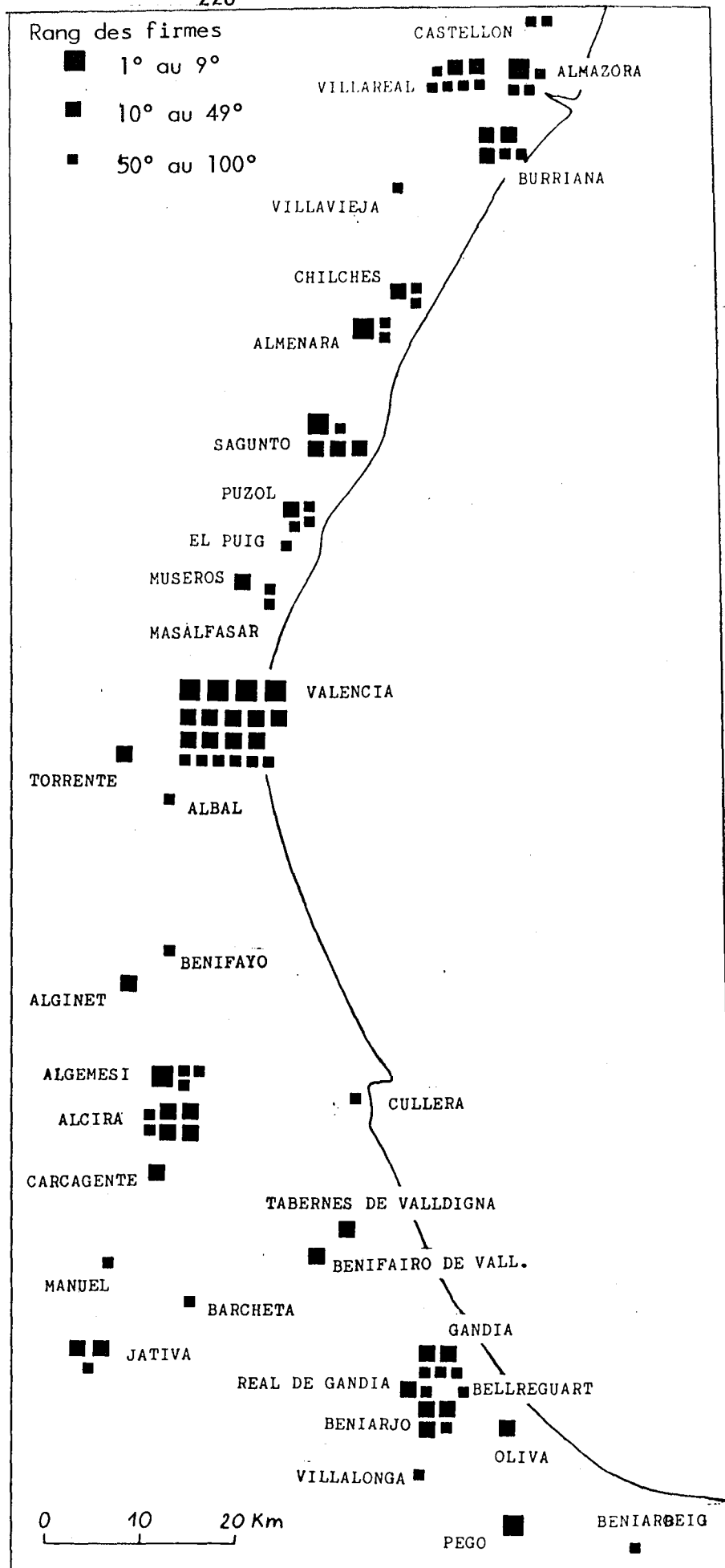


Fig.48: Localisation des exportateurs d'agrumes figurant parmi les 100 premiers d'Espagne pour la campagne 1977/78 (selon le tonnage exporté)

Source: Valencia-Fruits.

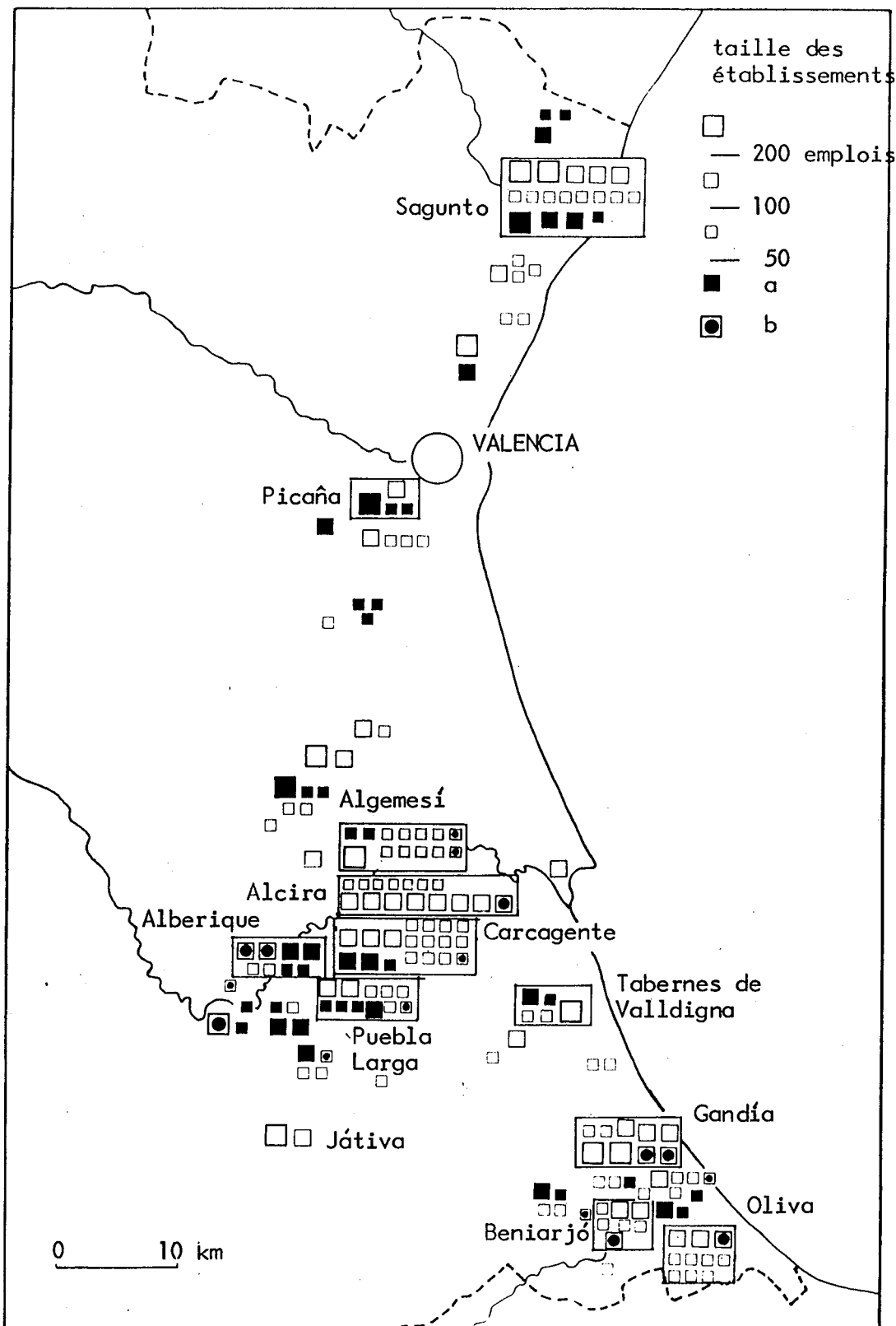


Fig.49: Les établissements d'expédition des agrumes dans la province de Valencia en 1971 (plus de 50 emplois temporaires):  
-a: établissements appartenant à des firmes dont le siège est à Valencia  
-b: établissements appartenant à des firmes extérieures à la province.  
(Les principaux centres d'expédition sont encadrés)

Source: Organización sindical, Directorio de empresas, 1971.



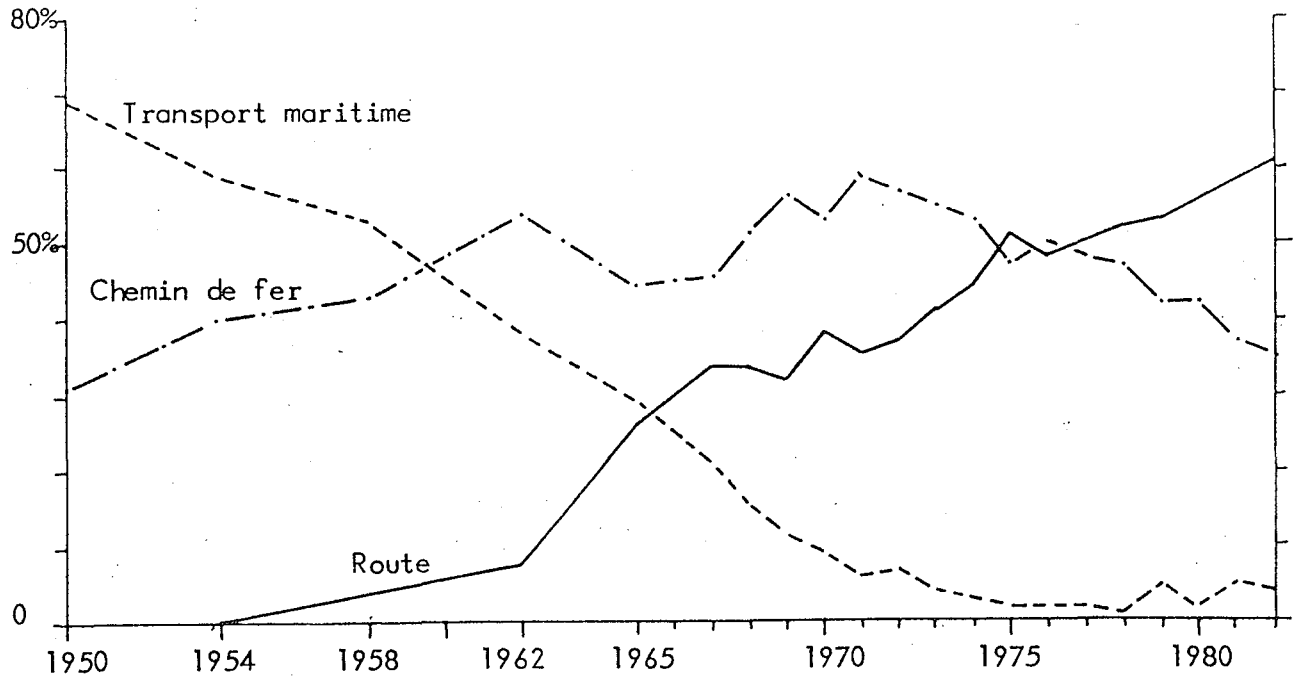


Fig.50: Evolution des moyens de transport dans l'exportation des agrumes espagnols de 1950 à 1982 (en % du tonnage total exporté)

Source: Ministère de l'Agriculture, Service d'Inspection Phytosanitaire.

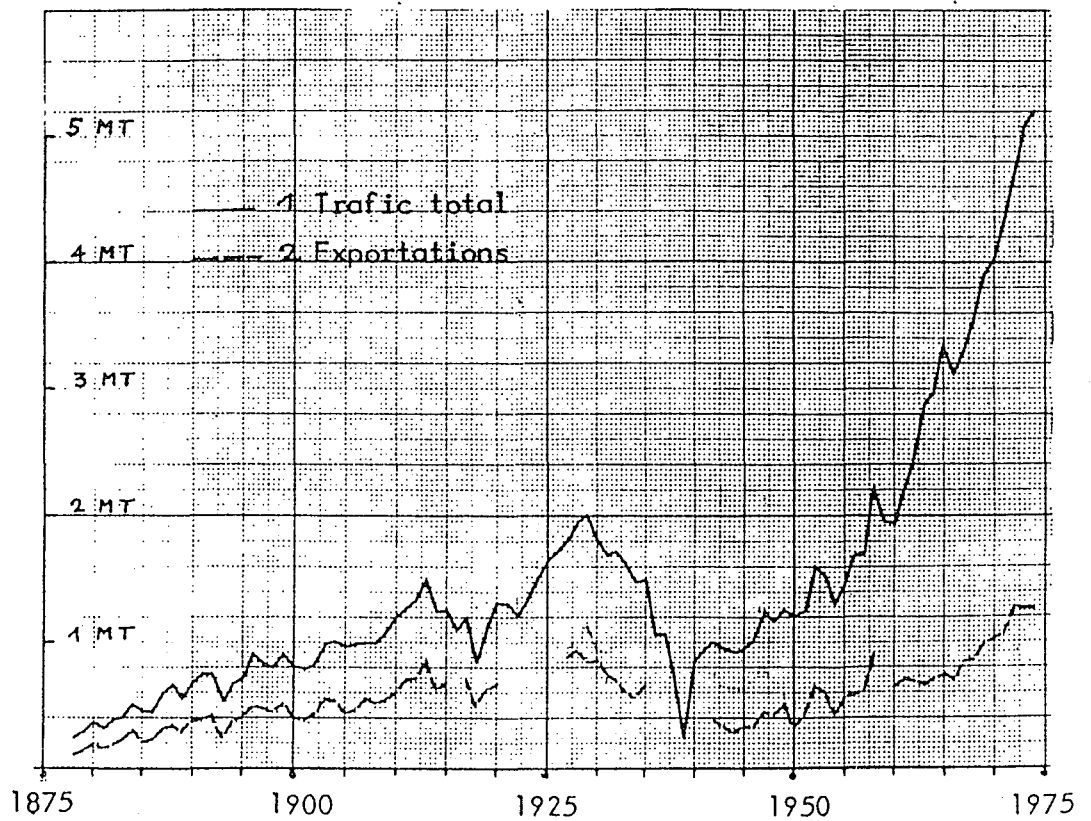


Fig.51: Le trafic du port de Valencia de 1878 à 1974.

Source: Archives du Port Autonome de Valencia.

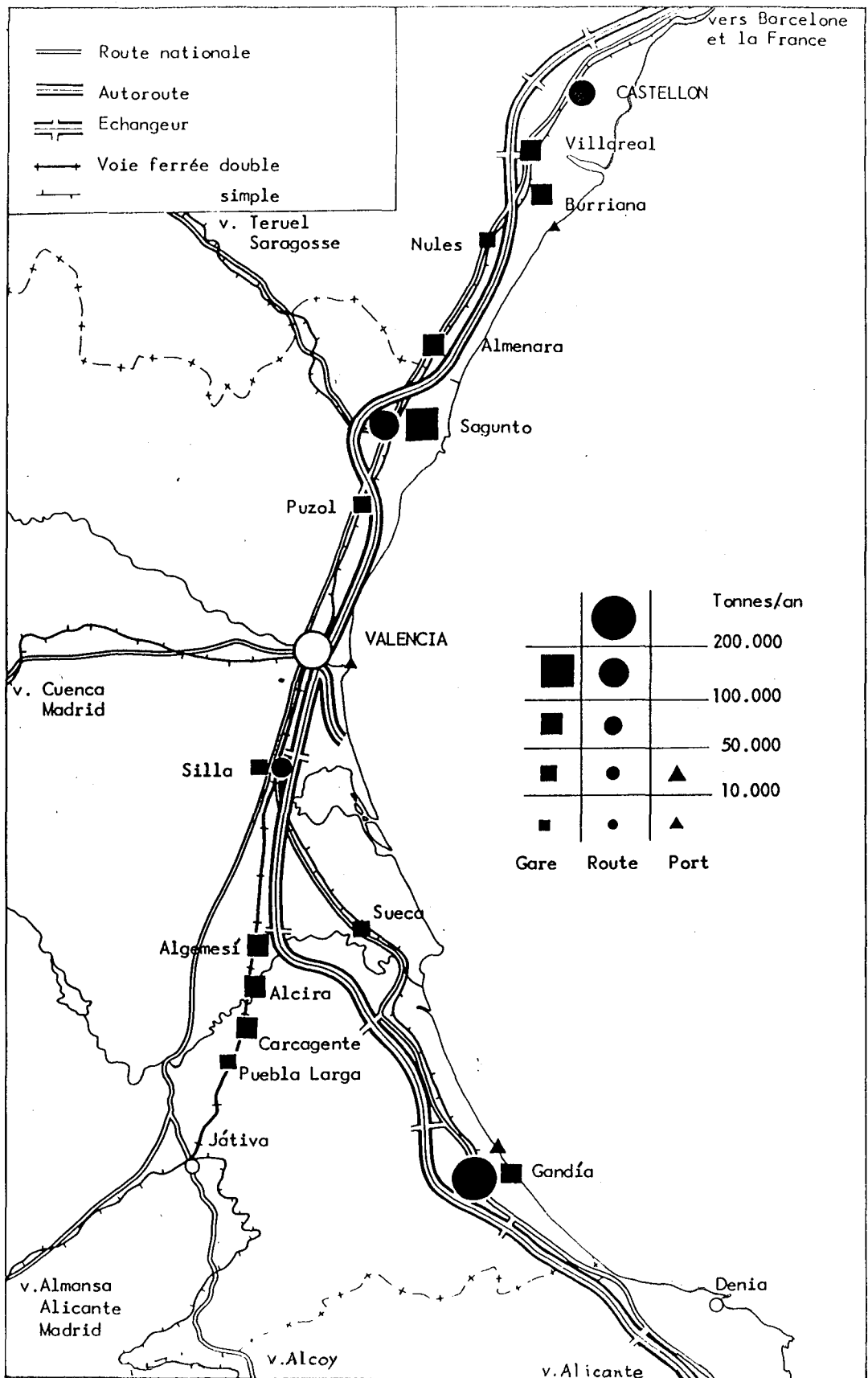


Fig.52: Le réseau de communication et les centres d'expédition des agrumes (tonnages expédiés pendant la campagne 1973/74)

Source: Syndicat des Fruits et Produits Maraîchers, Valencia.

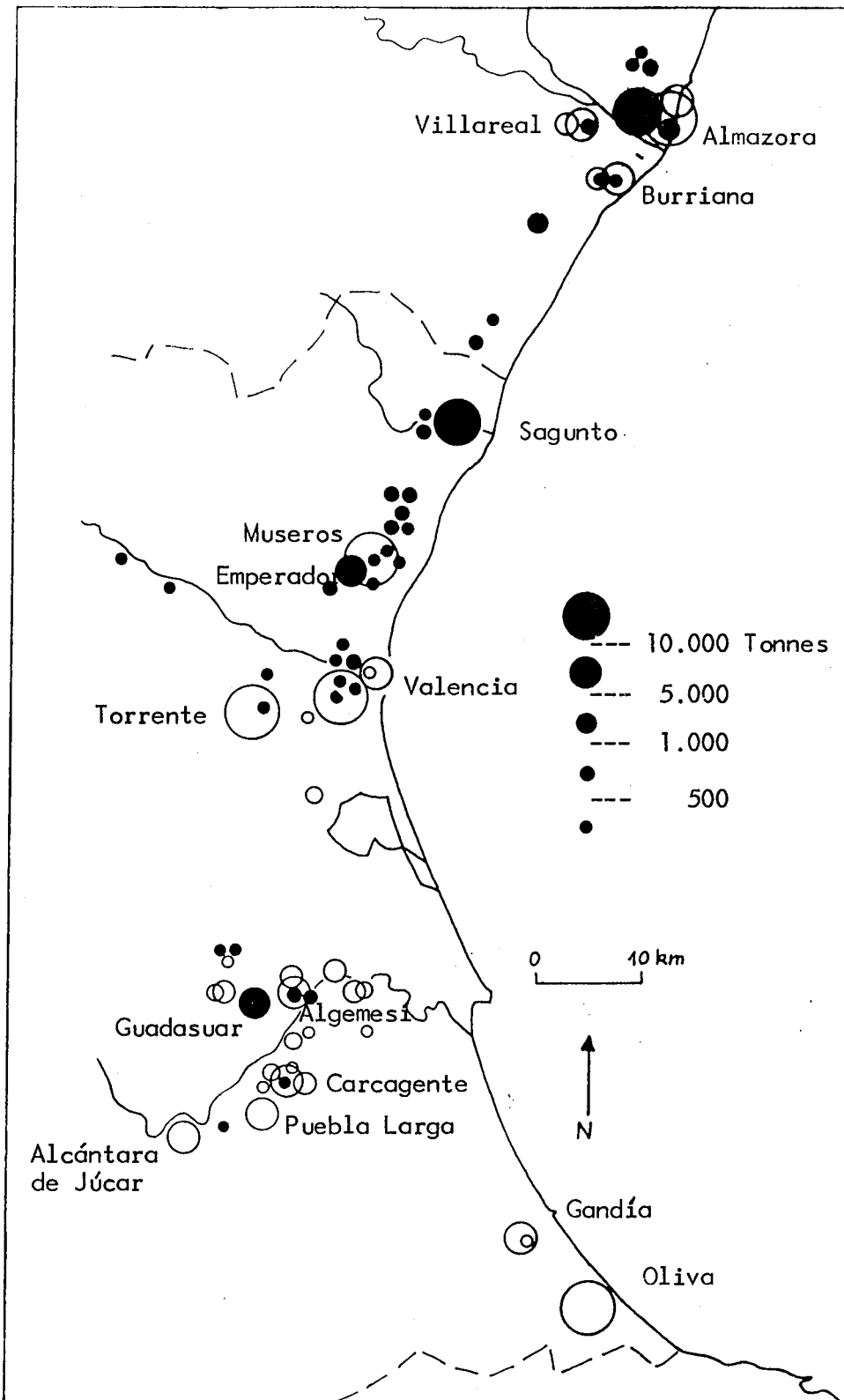


Fig.53: Conserveries de fruits et légumes et industries des jus de fruits et dérivés: carte des établissements selon le tonnage traité pendant la campagne 1972/73.

Les conserveries sont représentées par des cercles pleins, les industries des jus de fruits et dérivés (essentiellement agrumes) par des cercles creux.

Source: Registre des activités agro-alimentaires, Syndicat des Fruits et Produits Maraîchers.

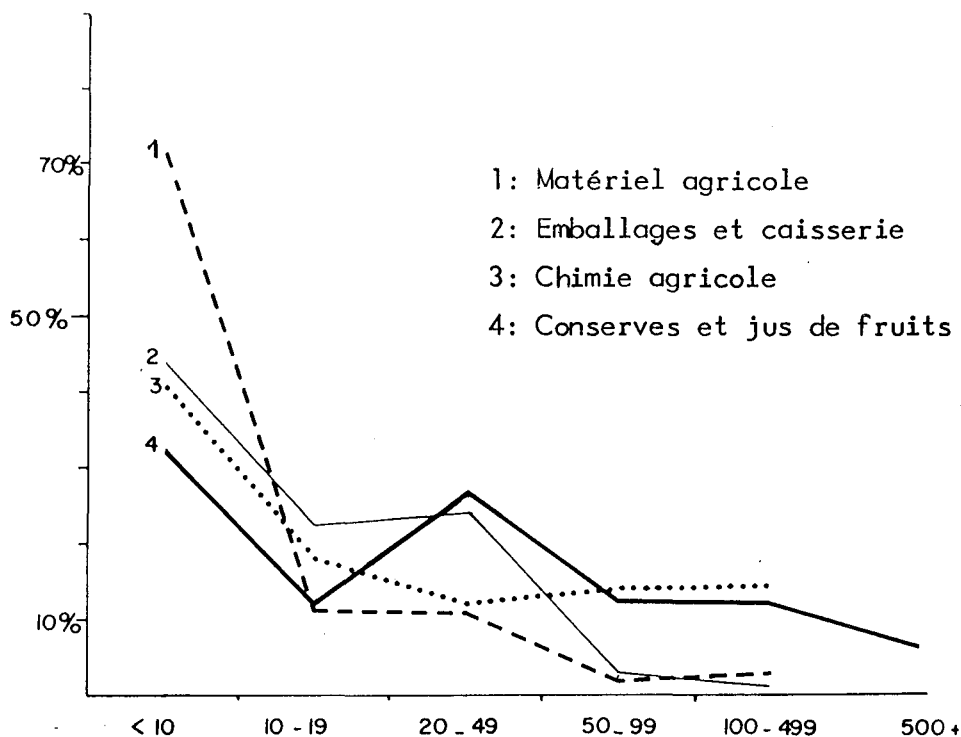


Fig.54: Profils fréquentiels de la répartition des établissements selon le nombre d'emplois dans les branches industrielles liées à l'agriculture irriguée et au commerce d'expédition dans les provinces de Valencia et Castellón (Recensement industriel, I.N.E., 1978)

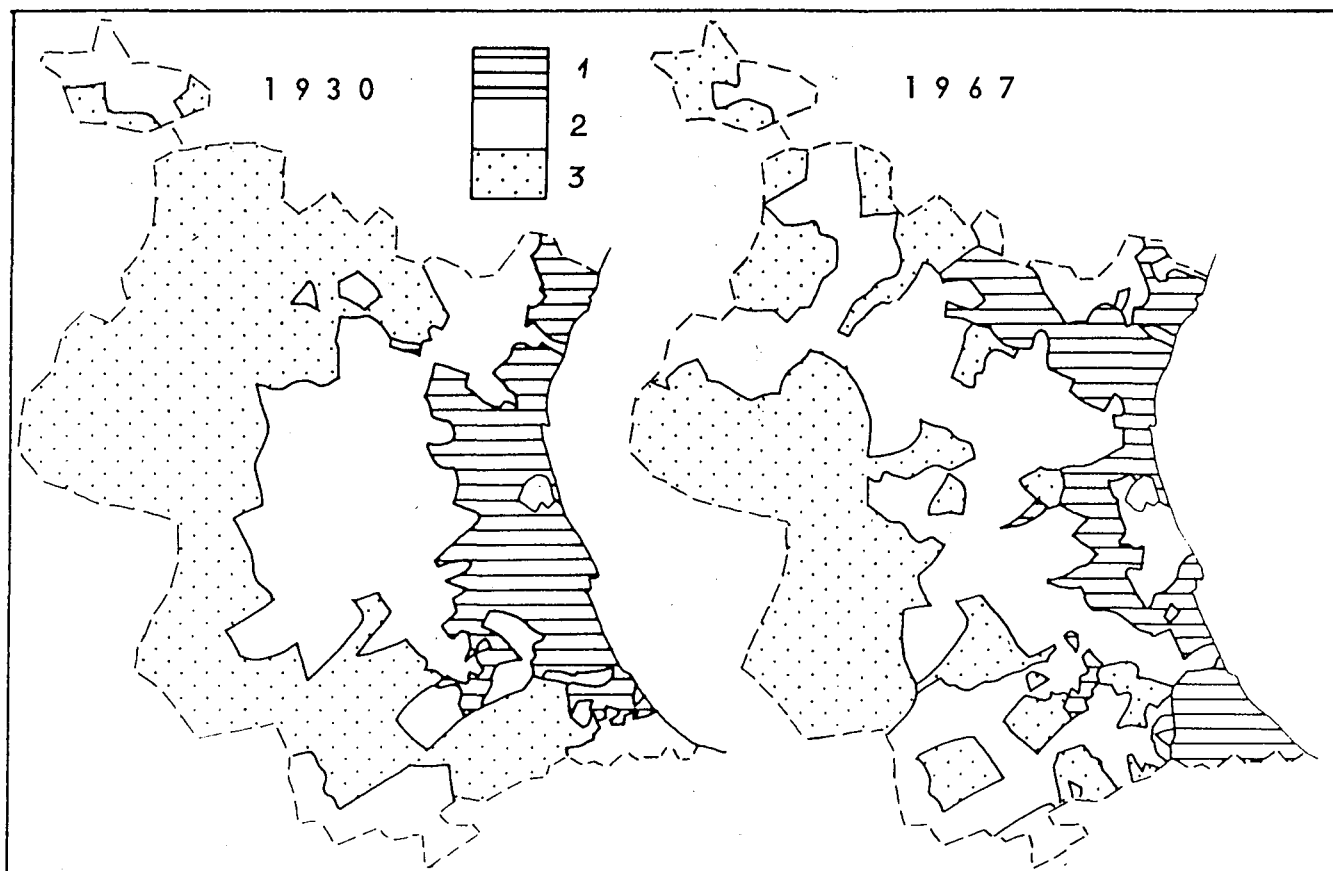


Fig.55: Salaires agricoles moyens journaliers dans la province de Valencia en 1930 et en 1967 (en pesetas courantes)

- |     |               |              |
|-----|---------------|--------------|
| -1: | 6 pts et +    | 200 pts et + |
| -2: | 4,5 à 5,5 pts | 150 à 175    |
| -3: | 4 pts et -    | - de 150     |

Sources: Chambre de Commerce et d'Industrie (1930), Chambre d'Agriculture de Valencia (1967).

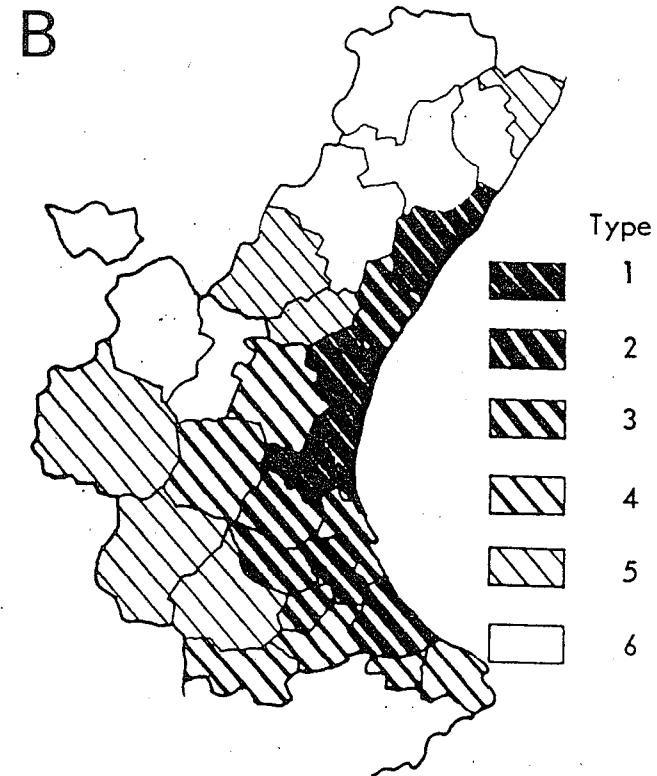
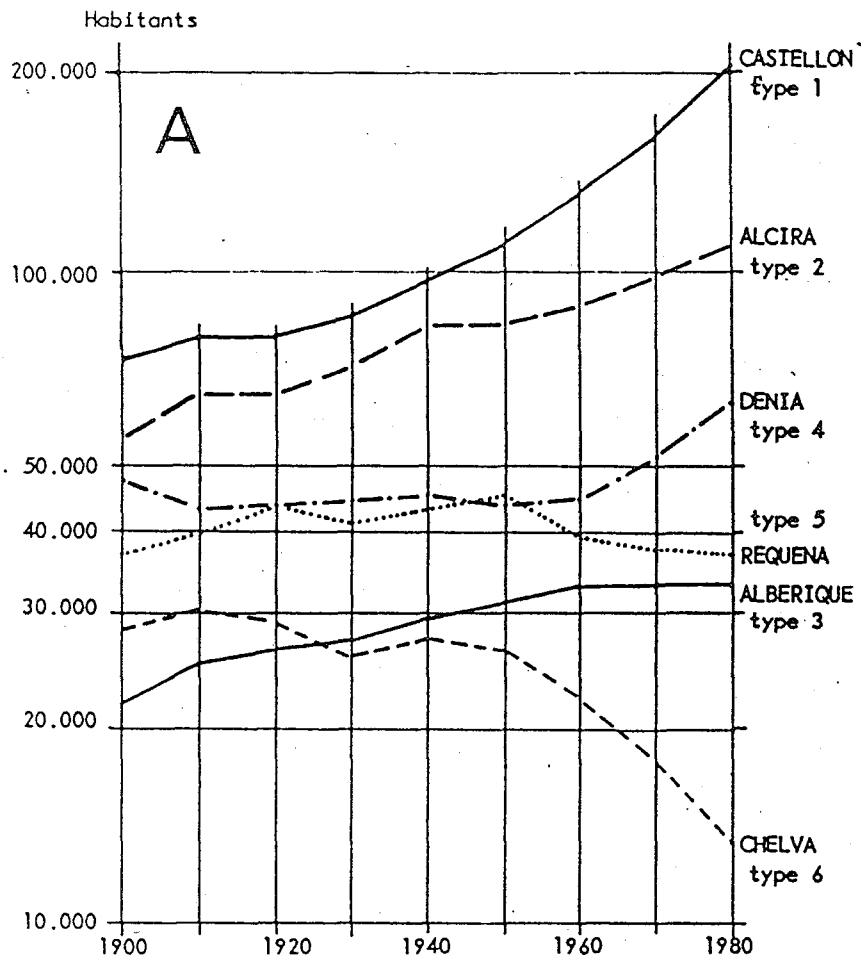


Fig. 57: Evolution de la population des partidos judiciales dans les provinces de Valencia et de Castellón de 1900 à 1980

A: Courbes chronologiques de l'évolution de la population de 6 partidos représentatifs des différents comportements démographiques.

B: Cartographie des comportements démographiques des partidos judiciales d'après l'évolution de leur population (graphique A):

- 1: croissance continue et accélérée
- 2: croissance continue mais heurtée
- 3: croissance ralentie
- 4: stagnation puis croissance accélérée
- 5: croissance lente puis décroissance
- 6: décroissance accélérée

TABLEAUX 2<sup>e</sup> PARTIE

Tab.22: Evolution des cultures irriguées dans la province de Valencia (en hectares)

	1904	%	1930	%	1971	%
Fruits dont agrumes	11.300 ?	11	35.900 35.500	29 29	89.200 78.300	51 45
Riz	28.000	28	31.800	26	18.000	10
Reste céréales	28.000	28	18.700	15	15.100	9
Légumineuses	2.800	3	4.600	4	3.200	2
Légumes	4.400	4	24.600	20	38.200	22
Pl. fourragères et industrielles	13.400	13	I		8.400	5
Oliviers	800	1	I	8.176	250	
Vignes	5.000	5	I		1.100	1
TOTAL	101.000	100	115.300	100	173.400	100

Sources: Enquête Ministère des Travaux Publics (1904), Ministère de l'Agriculture (1930), O.E.S.S., Valencia (1971).

Tab.23: Evolution des cultures irriguées dans la province de Valencia selon la valeur finale de la production, en pesetas courantes

	1904	1930	1971
Fruits dont agrumes	15 14	49 48	59 53
Riz	28	23	7
Reste céréales	22	3	2
Légumineuses	13	2	1
Légumes	13	13	28
Pl. fourragères et industrielles	6	5	2
Oliviers	0,5	1	-
Vignes	2,5	2	2
TOTAL (millions pts)	116	276	14.315

Sources: Ministère des Travaux Publics (Enquête 1904), C.O.C.I.N., Valencia (1930: 9 partidos judiciales ayant plus du 1/4 de leur surface cultivée irriguée), O.E.S.S., Valencia (1973: 6 comarcas irriguées)

Tab.24: Production et commercialisation des agrumes en Espagne

	1972-73 tonnes	%	1976-77 tonnes	%	1982-83 tonnes	%
Production	3.046.300	100	2.711.500	100	3.025.000	100
Exportation	1.913.000	63	1.615.000	60	1.780.600	59
Industrie*	320.000	10	281.900	10	190.600	6
Marché intérieur	813.300	27	814.600	30	1.053.800	35

\* estimation à partir des tonnages subventionnés par le FORPPA et des achats libres de l'industrie agro-alimentaire.

Source: Résumés de campagnes d'exportation, Ministère de l'Agriculture.

Tab.25: Situation climatique de Valencia sur la côte méditerranéenne de l'Espagne

	P (mm)	M (°)	m (°)	Q
Barcelone	601	27,8	6,4	96,7
Castellón	426	28,7	5,8	64
Valencia	423	29,3	5,5	61,1
Alicante	340	32,2	5,9	44,2
Murcie	288	33,2	4,6	34,5

P = précipitations moyennes annuelles

M = moyenne des maxima du mois le plus chaud

m = moyenne des minima du mois le plus froid

$Q = \frac{1.000 P}{M + m}$

, M et m étant exprimés en degrés absolus

$$Q = \frac{1.000 P}{M + m} \left( \frac{M - m}{2} \right)$$

Source: L. EMBERGER, 1955

Tab.26: Les principaux barrages-réservoirs dans le bassin du Júcar-Turia

Fleuve	Barrage	Date	Volume utile Hm3	Apports Hm3/an	Volume régulé Hm3/an
Rambla Viuda Mijares	María Cristina Siches	1925	28	43,7	25,6
		1960	52	275	126,4
	Arenos	1977	130	237	96,5
Palancia	Regajo	1959	6	?	12
Turia	Generalísimo	1955	228	287	198
		1967	71	400	76
Júcar	Alarcón	1955	1.112	477	420
		1978-82	53	1.649	135,4
Cabriel	Contreras	1975	872	560	367
Magro	Forata	1969	39	28,6	16,2
Serpis	Beniarrés	1971	31	33	20,3

Source: Confédération Hydrographique du Júcar, Valencia.

Tab.27: Les principales communautés d'irrigation sur le cours aval des fleuves

Fleuve	Nombre	Débit concédé	Surface irriguée
Júcar	6	69 m3/s	40.200 ha
Turia	13	18	20.800
Mijares	6	11,5	14.100
Palancia	1	5	5.700
Total (a)	26	103,5	80.700
Prov. de Valencia et Castellon (b)	233	133	133.200
% a/b	12	78	60

Source: Catalogue des Communautés d'Irrigants, Ministère des Travaux Publics, 1973.

Tab.28: Evolution des modes d'irrigation dans les provinces de Valencia et de Castellón

	1900 ha	%	1962 ha	%	% Ev. 1900-62	1971 ha	%	% Ev. 1962-71
<b>Valencia total</b>	<b>89.500</b>	<b>100</b>	<b>134.500</b>	<b>100</b>	<b>+ 50</b>	<b>150.700</b>	<b>100</b>	<b>+ 12</b>
Fleuves	79.500	89	91.600	68	+ 15	92.000	61	-
Puits	10.000	11	42.500	32	+ 325	58.700	39	+ 38
Agrumes	11.350	13	62.300	46	+ 449	45.700	57	+ 37
<b>Castellón total</b>	<b>24.700</b>	<b>100</b>	<b>45.600</b>	<b>100</b>	<b>+ 85</b>	<b>51.900</b>	<b>100</b>	<b>+ 14</b>
Fleuves	19.800	80	21.400	47	+ 8	22.000	42	-
Puits	4.900	20	24.200	53	+ 395	29.900	58	+ 23
Agrumes	12.800	52	29.000	63	+ 125	31.100	60	+ 7

Source: Ministères de l'Agriculture, des Travaux Publics, Chambres d'Agriculture de Valencia et de Castellón.

Tab.29: Le coût comparé de l'eau d'irrigation dans les provinces espagnoles

Provinces	Coût total (millions pesetas)	Surface irriguée (hectares)	Coût/hectare (pesetas)
Castellón	95,4	40.900	2.330
Alicante	160,6	92.600	1.734
Valencia	203,1	140.000	1.643
Murcie	118,7	107.700	1.102
Badajoz	83,7	87.700	950
Séville	71,7	109.100	657
<b>ESPAGNE</b>	<b>2.455,6</b>	<b>2.248.000</b>	<b>1.092</b>

Sources: coût de l'irrigation: Banco de Bilbao, 1973  
surfaces irriguées: Recensement agraire 1972, I.N.E., 1975.

Tab.30: l'origine des propriétaires dans les terres irriguées par la Real Acequia de Escalona dans la commune de Villnueva de Castellón en 1799

Résidence	Nombre	%	Surface	%	Propriété moyenne
Villanueva	132	37	218 ha	32	1,6 ha
Prop.forains	227	63	460	68	2
dont: Valencia	49	14	220	32	4,5
Játiva	32	9	122	18	3,8
Carcagente	93	26	82	12	0,9
<b>TOTAL</b>	<b>359</b>	<b>100</b>	<b>678</b>	<b>100</b>	<b>1,9</b>
Clergé	30	8	109	16	3,6
dont: Valencia	17	5	72	11	4,2
autre	13	4	37	5	2,8
Noblesse	7	2	48	7	6,8

Source: Archives de la communauté.



Tab.31: Structure de la propriété foncière dans les périmètres de la communauté de l'Acequia Real del Júcar.

Communes de l'Acequia	1855-65									1900						1969								
	TOTAL			VALENCIENS						TOTAL			VALENCIENS			TOTAL			VALENCIENS					
	N	S	$\bar{x}$	N	%	S	%	$\bar{x}$	N	S	$\bar{x}$	N	%	S	%	$\bar{x}$	N	S	$\bar{x}$	N	%	S	%	$\bar{x}$
ALBAL	209	264	1,2	64	31	178	68	2,8	297	377	1,3	60	12	215	57	3,6	898	407	0,4	41	4,5	51	12	1,2
ALBALAT RIB.	298	509	1,7	43	14	178	35	4,1	330	585	1,8	80	24	266	46	3,3	963	732	0,7	61	6	95	13	1,5
ALBERIQUE	484	1338	2,7	90	19	434	32	4,8	538	1451	2,7	163	30	833	57	5,1	1589	1579	1	163	10	354	23	2,2
ALCACER	212	91	0,4	29	14	26	29	0,9	246	110	0,9	22	9	23	21	1	349	128	0,4	25	7	39	31	1,6
ALCIRA	876	1606	1,8	117	13	543	34	4,6	1222	1685	1,4	139	11	398	24	2,9	2855	1932	0,7	134	5	314	16	2,3
ALCUDIA CAR.	400	286	0,7	50	12,5	84	29	1,6	381	328	0,8	40	10,5	68	21	1,7	1788	1039	0,6	37	2	73	7	2
ALGEMESI	1394	1911	1,3	133	9,5	465	24	3,5	1851	2982	1,6	196	11	900	30	4,6	4616	2652	0,8	190	4	295	9	1,5
ALGINET	422	359	0,8	18	4	34	9	1,8	552	668	1,2	71	13	172	26	2,4	1281	802	0,6	79	6	127	16	1,6
ALMUSAFES	543	498	0,9	31	6	190	38	6,1	619	549	0,9	109	18	270	49	2,5	1405	921	0,6	111	8	157	17	1,4
ANTELLA	75	59	0,7	6	8	12	20	2	263	211	0,8	31	12	73	35	2,4	732	294	0,4	44	6	42	14	0,9
BENIFAYO	430	192	0,4	25	6	69	36	2,7	459	335	0,7	56	12	79	24	1,4	1040	581	0,5	59	6	86	15	1,5
BENIMODO	184	150	0,8	13	7	35	23	2,6	182	155	0,8	24	13	49	31	2	306	164	0,5	12	4	22	14	1,8
BENIMUSLEM	274	344	1,2	34	12	116	34	3,4	342	372	1,1	49	14	128	34	2,6	611	392	0,6	41	7	53	13	1,3
BENIPAREU	61	213	3,5	44	72	156	73	3,5	225	286	1,3	45	20	164	57	3,6	664	306	0,5	36	5	78	25	2,1
GABARDA	146	82	0,6	29	20	57	36	1,9	171	236	1,4	35	21	128	54	3,6	443	303	0,7	48	11	71	23	1,5
GUABASUAR	797	840	1	69	9	261	31	3,7	881	913	1	81	9	208	23	2,6	1906	1111	0,6	69	4	199	15	2,9
MASALAVES	218	327	1,5	44	20	208	64	4,7	276	409	1,5	65	23	258	63	4	652	540	0,8	56	9	122	23	2,2
PICASENT	138	82	0,6	10	7	43	52,5	4,3	139	94	0,7	7	5	47	50	6,7	1152	613	0,5	55	5	109	18	2
SILLA	1332	1555	1,1	234	18	651	42	2,8	1183	1247	1	249	21	589	46	2,3	2344	1392	0,6	178	7	253	18	1,4
SOLLANA	1000	2251	2,2	198	20	1083	48	5,4	1401	2763	2	334	24	1384	50	4,1	2852	3533	1,2	543	19	1087	31	2
TOTAL	9593	13035	1,3	1282	13	4823	37	3,7	11.558	15758	1,4	1825	16	6233	39	3,4	28446	20607	0,7	2037	7	3628	18	1,8

N = nombre d'irrigants, S = surface irriguée correspondante (en hectares),  $\bar{x}$  = surface moyenne des propriétés  
 % = part des irrigants résidant à Valencia dans le total des irrigants et des surfaces irriguées

(Les propriétés pluri-communales n'ont pas été regroupées).

Tab.32: Evolution de la part respective des habitants de la commune (A) et de Valencia (B) dans différentes communautés d'irrigation

Communautés	1850-60	1870-80	1900	1930	1970
Cárcer (Rib.Altá Júcar) A	11 %	?	?	?	18
B	14	?	32	30	27
Villanueva de C. (id.) A	39	?	36	?	72
B	23	?	37	?	15
Sueca (Rib.Baja Júcar) A	49	46	57	54	58
B	27	31	29	33	25
Corbera de Alcira (id.) A	19	17	14	15	?
B	47	36	33	34	10
Puebla Vallbona (Liria) A	?	16	?	36	?
B	?	56	57	37	13
Villareal (Plana Cast.) A	55	57	60	62	64
B	14	19	14	9	5

Sources: Archives des communautés.

Tab.33: Les propriétaires résidant à Valencia dans les instances principales de l'Acequia Real del Júcar ( en % du total des membres de chaque instance)

	1845	1901	1933	1969
Assemblée Générale	33 %	24 %	45 %	34 %
Conseil	?	60	80	66

Source: Archives de la communauté.

Tab.34: Evolution de l'appropriation foncière des habitants de Valencia dans la communauté d'irrigation du Valle de Cárcer y Sellent (Ribera Alta du Júcar)

	1930		1959		1970	
	Surface	%	Sf	%	Sf	%
Acequia	169 ha	32	140	25	106	17
Tierras Altas	182	31	267	29	283	28

Source: Archives de la communauté.

Tab.35: Les firmes d'exportation d'agrumes des provinces de Valencia et de Castellón (selon le tonnage annuel exporté, en milliers de tonnes)

tonnes/an	Campagne 1973-74				Campagne 1982-83			
	Nombre	%	Tonnage	%	Nombre	%	Tonnage	%
3.000	338	74	469.000	34	279	69	306.000	22
7.000	86	19	385. "	28	87	21	398. "	29
15.000	27	6	266. "	19	23	6	215. "	15
	7	1	270. "	19	14	4	467. "	34
TOTAL	458	100	1.390. "	100	403	100	1.386. "	100
TOTAL ESPAGNE	528		1.497. "		512		1.784. "	

Source: Mémoires de Campagne, Ministère de l'Economie et du Commerce.

Tab.36: Les centres de l'exportation des agrumes d'après la localisation des firmes

Centres	Nombre de firmes	Tonnage exporté (1.000t)	Classement des firmes selon le tonnage exporté			
			1-10 <sup>a</sup>	11-50 <sup>a</sup>	51 <sup>a</sup> -100 <sup>a</sup>	101 <sup>a</sup> et +
Valencia	63	385	5	9	6	43
Burriana	66	118	-	3	2	61
Villareal	34	76	-	2	5	27
Sagunto	33	75	1	3	1	18
Algemesí	14	53	1	-	3	10
Alcira	18	49	-	4	2	12
Almazora	11	45	1	-	3	7
Gandía	16	42	-	2	3	11
Beniarjó	9	38	-	3	1	5
Almenara	6	36	1	-	2	3
Puzol	15	32	-	1	3	11
Castellón	20	31	-	-	1	19
Oliva	17	28	-	1	-	16
Carcagente	19	28	-	1	-	17
Játiva	7	20	-	2	1	4
Chilches	5	18	-	1	2	2
Nules	12	16	-	-	-	12
Cullera	9	14	-	1	-	8
Tabernes Vall.	5	13	-	1	-	4
Real Gandía	3	11	-	1	1	1
Masalfasar	4	10	-	-	2	2
Alginet	3	10	-	1	-	2
<b>TOTAL</b>	<b>495</b>	<b>1.390</b>	<b>10</b>	<b>40</b>	<b>50</b>	<b>395</b>

Source: Service d'Inspection Phytosanitaire, Valencia et Castellón.

Tab.37: Les coûts de commercialisation des agrumes pour l'exportateur (prix de revient d'1 kg d'agrumes avant expédition en 1979)

	Clémentines		Oranges "navel"	
	pesetas	%	pesetas	%
Prix d'achat	21,9	58	12,5	50
Récolte	6,2	16,6	2,4	9,7
Transport almacén	0,4	1,1	0,4	1,7
Conditionnement	2,5	6,6	2,5	8,6
Emballage	3	7,9	2,7	11
Palettisation	0,7	1,8	0,7	2,8
Frais généraux	3	7,9	3	12
<b>Total conditionnt.</b>	<b>15,9</b>	<b>42</b>	<b>12,4</b>	<b>50</b>
<b>Prix de revient</b>	<b>37,7</b>	<b>100</b>	<b>24,9</b>	<b>100</b>

Source: Ministère de l'Agriculture, Délégation Provinciale de Valencia (coûts moyens pour un exportateur de 2.000 t/an, ayant acheté à la production les clémentines à 280 pts la arroba, et les oranges à 160 pts).

Tab.38: La part des différents modes de transport dans l'exportation des agrumes et des oignons espagnols (en % du total exporté)

		1965-66	1973-74	1982-83
AGRUMES	Route	26	41	61
	Chemin de Fer	45	55	35
	Tp.Maritime	29	4	4
OIGNONS	Route	4	18	56
	Chemin de Fer	16	46	42
	Tp.Maritime	80	36	2

Source: Ministère de l'Agriculture, Service d'Inspection Phytosanitaire, 1976-77.

Tab.39: Les expéditions de fruits et légumes frais dans le trafic du port de Valencia (en milliers de tonnes)

	Total(a)	Sorties(b)	Fruits-Légumes	%/b	%/a
1912	1.343,4	710,6	412,3	58	31
1929	2.007,9	840,6	410,4	49	20
1953	1.530,7	612	293	48	19
1974	5.211,3	1.269,9	85,8	7	2

Source: Port autonome de Valencia.

Tab.40: Les établissements industriels liés à l'agriculture irriguée dans les provinces de Valencia et de Castellón

Branches	Nombre Etablissements	dont + de 100 emplois	Total emplois	% Branche concernée
Machines agricoles	100	3	1.443	3 (ind.mécanique)
Chimie agricole	35	5	1.485	20 (chimie)
Conserves et jus de fruits	69	12	6.071	20 (alimentation)
Emballages	195	2	3.183	8 (bois)
TOTAL	399	22	12.182	9,6

Source: Recensement industriel, 1977, Ministère de l'Industrie et I.N.E.

### TROISIEME PARTIE: ESPACE URBANISE ET SYSTEME AGRICOLE IRRIGUE

L'économie valencienne a connu, comme l'ensemble de l'économie espagnole, une croissance rapide dans les années 1960 et 1970, avant d'être atteinte, mais plus tardivement que le reste du pays, par le renversement de conjoncture. Les raisons de cette mutation, qui a fait de l'Espagne une puissance industrielle, sont largement connues par ailleurs: nous nous intéresserons aux faits proprement valenciens, qui en sont une traduction originale. Notre région d'étude est devenue en effet la quatrième région industrielle de l'Espagne, après la Catalogne, le Pays Basque et Madrid. La croissance du produit brut et de l'emploi industriels a été nettement supérieure à celle des autres régions espagnoles, en particulier des autres régions industrielles (tab.41, p.322). Cette industrialisation, enracinée par de nombreux aspects dans le tissu économique régional, en partie "autochtone", a été le moteur essentiel des transformations économiques et sociales et des mutations dans l'organisation de l'espace étudié. Elle a été accompagnée par un puissant processus d'urbanisation, élément essentiel de la rapide croissance démographique du littoral valencien. Cette mutation profonde de la base économique régionale bouleverse l'espace agricole irrigué, qui a été en général le lieu privilégié de ces transformations: évolution de ses systèmes de production, de ses marchés et de l'organisation régionale de l'espace, dans laquelle l'agriculture voit sa place économique diminuer fortement au profit des activités industrielles et tertiaires.

## CHAPITRE I. LE SYSTEME URBAIN ET INDUSTRIEL DOMINANT

L'économie industrielle et tertiaire valencienne était bien liée à l'activité agricole dans la première moitié du siècle, mais cette relation n'était pas exclusive. En suivant l'évolution de la constitution des sociétés commerciales et industrielles, trois économistes valenciens, J.A. MARTINEZ, E. REIG et V. SOLER (1976), ont montré que, dès cette période, une bourgeoisie financière et industrielle commence à se substituer à la bourgeoisie marchande liée à l'agriculture d'exportation. Après la première guerre mondiale, qui avait favorisé l'industrie plus que l'agriculture, la "decada dorada de los cítricos" (1920-1930) empêche cette substitution au niveau des couches dirigeantes de la société; mais la crise agricole des années trente n'entraîne pas de crise industrielle, et le Banco de Valencia, qui était né d'intérêts financiers liés au riz, passe en 1927 aux mains d'intérêts qui ne sont ni rizicoles, ni citricoles. La croissance industrielle de la seconde moitié du siècle ne se développe donc pas sur un terrain vierge: mais tout se passe comme si elle avait été retardée par la puissance du système "oranger".

### A. L'évolution industrielle de l'économie valencienne

#### 1. La population active s'accroît rapidement et change de structure.

De 1950 à 1980, la population active de la zone littorale absorbe l'essentiel de la croissance de l'emploi dans les deux provinces (+ 13% de 1955 à 1975) alors que l'intérieur se dépeuple par la crise économique de l'agriculture de secano. En même temps, la structure sectorielle de l'économie connaît une rapide mutation: la population active du secteur primaire s'effondre en valeur absolue comme en valeur relative, tandis que celle du secondaire et du tertiaire s'accroît rapidement. Tout se passe comme si la région valencienne accueillait, avec un siècle de retard, la révolution industrielle. Pendant la décennie 1960-70, les actifs du secondaire augmentent même plus rapidement que ceux du tertiaire, jusqu'à représenter 42% des actifs dans la province de Valencia (voir tableau 42, p.322). Ce n'est qu'après 1970 que le secteur tertiaire prend le pas sur le secondaire dans l'emploi, pour en atteindre la moitié en 1980, alors que le primaire n'en représente plus que 12%.

## 2. Industries de main-d'oeuvre et avantages de localisation

Cette croissance industrielle a été inégale selon les branches, mais presque toujours plus forte que la moyenne espagnole: une analyse de la croissance différentielle (analyse de "shift and share", voir Annexe 9, p.364) appliquée aux branches industrielles dans le cadre de la province de Valencia, pour la période 1962-1971, donne des résultats très éclairants:

	Evolution emploi	Valeur ajoutée brute (milliards de pesetas)
Différence totale	+ 61.200	+ 37,5
Part régionale	+ 31.000	+ 29,7
Différence nette	+ 30.200	+ 7,8
Composante de structure	+ 2.000	+ 0,5
Composante de modification	- 400	+ 0,1
Composante locale	+ 28.600	+ 7,3

Globalement l'emploi industriel s'y est développé deux fois plus vite que la moyenne nationale: la composante de localisation, c'est-à-dire celle qui traduit "les effets d'avantages plus ou moins spécifiques liés à la localisation géographique" (FISCHER, 1973, p.21), représente la moitié de la croissance de l'emploi industriel provincial. La composante de structure est positive, mais la composante de modification est légèrement négative, car ce ne sont pas les branches industrielles les plus dynamiques au plan national qui ont le mieux soutenu la croissance régionale. Mais ces deux composantes jouent peu et la composante de localisation représente 95% de la croissance différentielle de l'emploi industriel provincial.

La même analyse faite à partir de la valeur ajoutée brute des branches industrielles, dans le même cadre et pour la même période, montre aussi une différence régionale positive, mais beaucoup plus faible: cela signifie que la valeur ajoutée par emploi est ici plus faible que la moyenne nationale, et qu'il y a eu plus d'accumulation d'emploi que de capital. C'est une des caractéristiques de l'industrialisation valencienne, que souligne sa structure sectorielle.

En effet, les industries de biens de consommation (agro-alimentaire, textile, cuir, confection, bois et meuble...) représentent toujours plus de la moitié des emplois, et certaines d'entre elles ont fourni une part importante de la croissance de l'emploi en valeur absolue: elles ont fourni plus de la moitié des emplois nouveaux (bois, confection, cuir), suivies par les biens d'équipement (machines, automobiles) et la chimie. Dans la province de Castellón, le schéma est un peu différent à cause de l'importance des industries de biens intermédiaires (céramique

et chimie). Cette prédominance des industries de main-d'oeuvre dans la structure et dans la croissance se traduit par un taux d'investissement par emploi nouveau un peu plus faible que la moyenne nationale (COURTOT, 1978a), et par un type d'établissements industriels où la substitution du capital au travail ne s'est faite que lentement, par suite de l'abondance de la main-d'oeuvre disponible, élément important de la composante locale.

### **3. La composante locale**

Cette composante locale est faite d'un certain nombre de facteurs propres à la structure économique existante et aux avantages externes que fournissait l'espace régional.

#### **a. Un milieu industriel régional dynamique et entreprenant**

Il s'agit surtout de petites et moyenne entreprises qui, dans les industries de biens de consommation, ont pu se développer avec une faible capitalisation, des moyens financiers réduits (autofinancement important), et une main-d'oeuvre à bon marché, dont le réservoir a été largement alimenté par la croissance démographique régionale, les transferts d'emplois du secteur agricole et l'immigration des régions méridionales de la péninsule. Elles ont su profiter de la croissance générale de la consommation intérieure avec la hausse rapide du niveau de vie espagnol dans les années 1960 et 1970, ainsi que de l'ouverture des marchés extérieurs.

#### **b. Des économies externes considérables**

Déjà existantes grâce à l'économie agricole d'exportation, elles ont été renforcées par l'essor économique régional et l'action des pouvoirs publics. Le réseau urbain est dense et offre des services de niveau élevé aux entreprises. Le système de communications a été sans cesse développé et amélioré, surtout en ce qui concerne les ports et les autoroutes. L'économie est depuis longtemps ouverte sur l'extérieur par l'agriculture d'exportation: la province de Valencia est un des points de contact de la péninsule avec le marché mondial et ses douanes traitent un dixième des exportations nationales, après Madrid et Barcelone. Enfin la main-d'oeuvre était abondante, bon marché, et peu revendicative. Cela tenait autant à la structure politique de l'Espagne durant cette période qu'à la structure des établissements (dominante de petites et moyennes entreprises) et à l'origine rurale et semi-rurale d'une partie des ouvriers, plus ou moins liés à la terre par la double activité.

Cet ensemble d'économies externes se comprend mieux si on replace le littoral valencien dans le champ méditerranéen de la croissance économique de l'Espagne: peu



affecté par la politique officielle des pôles de développement, le littoral méditerranéen de Gérone à Alicante a été un des axes majeurs de cette croissance. C'est une des branches de l'"Y" de l'Espagne dynamique de R. TAMAMES (1976, p.39), dont l'autre branche s'étend de Tarragone au pays Basque à travers le Bassin de l'Ebre. C'est aussi la façade méditerranéenne de l'Espagne "utile" de R. FERRAS (1985, p.55), où s'est accumulée une bonne partie des investissements productifs nationaux depuis vingt ans. Pour la période 1973-75, les 6 provinces méditerranéennes concernées ont absorbé 47% de l'investissement industriel espagnol, et 9,5 % pour la seule province de Valencia, qui venait au 3° rang national derrière Tarragone et Barcelone (COURTOT, 1978a). S'appuyant sur des données de 1960 et 1970, E. JUILLARD situait schématiquement, parmi ses types d'organisation régionale en Europe occidentale, la région de Valencia dans le "modèle périphérique au stade 1": "industrialisation encore faible et réseau de transport peu modernisé... capitales régionales relativement modestes" (1976, p.116). En fait, on peut déjà lui appliquer la définition du même modèle au stade 2: "divers facteurs (industrie spécialisée, activités portuaires, tourisme) viennent créer une richesse nouvelle... la capitale voit sa population augmenter rapidement... On verra ainsi se constituer des régions de plus en plus solidement intégrées... au long des principaux axes de communication" (JUILLARD, 1976, p.116). Voilà qui convient mieux à la description de la Région Valencienne, et A. REYNAUD fait, un peu plus tard, du littoral entre l'Ebre et le Segura une "périphérie comptant sur ses propres forces en cours d'intégration" (1981, p.186). Périphérie en cours d'intégration dans un ensemble littoral méditerranéen dynamique, allant de la Catalogne à Murcie; périphérie comptant sur ses propres forces, car il y relève les caractères suivants: le rôle-clé de l'industrialisation, l'esprit d'entreprise, l'enracinement régional, la légèreté des structures, la très grande souplesse, l'ouverture sur le monde, la sécrétion et le contrôle sur place des capitaux, en même temps que l'appel à l'épargne ou aux capitaux du centre (1981, p.77 sqq.). On a vu en effet que s'y juxtaposent deux systèmes économiques industriels, l'un autochtone plus ancien, l'autre exogène plus récent (COURTOT, 1978b).

#### 4. Petites firmes et grands établissements

La répartition des établissements selon le nombre d'emplois fait apparaître une structure assez nettement dualiste de l'industrie valencienne. D'un côté, un grand nombre de petites et moyennes entreprises (moins de 500 emplois), regroupent 4/5 de l'emploi industriel; de l'autre, un petit nombre de grands établissements (26 de plus de 500 emplois dans la province de Valencia) en absorbent le 1/5 restant. Quelques-uns, de plus de 1.000 emplois, pèsent lourdement dans l'emploi régional:

- "Ford España" à Almusafes	10.264 emplois
- "Altos Hornos Del Mediterráneo" à Sagunto	5.804
- "Unión Naval De Levante" au Grao de Valencia	2.500
- MACOSA à Albuixech	1.200

La localisation des industries privilégie les aires métropolitaines de Valencia et de Castellón. La comparaison des répartitions de l'emploi industriel en 1974, des investissements et des emplois créés de 1973 à 1975 (DEL RIVERO, 1977), et des zones industrielles créées ou en projet (I.P.I., 1978), dans les comarcas des deux provinces (voir tableau 43, p.322) montre que les espaces urbains déjà industriels continuent à attirer une grande partie des nouveaux établissements: la Huerta de Valencia et la Plana de Castellón, qui abritent déjà deux tiers des emplois industriels des deux provinces en 1974, accueillent la même proportion d'investissements et d'emplois nouveaux (avant l'arrivée de "Ford" et des "Altos Hornos del Mediterráneo"). Cependant la proportion de zones industrielles nouvelles y est sensiblement moindre, car leurs périphéries, autant dans la zone littorale que dans leur arrière-pays, sont à leur tour des espaces attractifs, selon une dialectique spatiale entre le centre et la périphérie du centre. L'Alcalaten (industrie céramique autochtone d'Alcora), le Campo de Liria et la Hoya de Buñol (redéversement de l'industrie valencienne), la Ribera Baja (implantation de "Ford" à Almusafes) deviennent de nouveaux espaces industriels, où cette activité entre en compétition spatiale et sociale avec l'agriculture irriguée.

#### a. La mutation industrielle du Campo del Turia

Les travaux de J.M. JORDAN GALDUF (1977) fournissent un bon exemple du premier type de croissance industrielle, celui qui a été le fait de petites et moyennes entreprises locales ou de firmes valenciennes qui s'implantaient dans la périphérie du centre régional, selon un effet diffuseur classique autour d'un pôle de développement. Cette comarca se situe au nord-ouest de la capitale, au contact immédiat de son aire métropolitaine : elle s'étend sur le piémont sec, traversé par la moyenne vallée du Turia et par plusieurs routes qui s'éloignent en éventail de Valencia vers l'intérieur montagneux. Peuplée de gros bourgs agricoles dans les zones irriguées proches du Turia, et de petits villages dans les zones les plus sèches et les plus éloignées, cette comarca a connu une profonde mutation économique dans la période 1960-1980, sous l'effet d'une industrialisation croissante et d'une intégration progressive dans le champ de l'ex-urbanisation valencienne.

A partir de 1960, les établissements industriels s'y sont multipliés: ils passent de 60 en 1965 à 112 en 1975 (sans compter le secteur de la construction),

soit par aggrandissement d'entreprises artisanales déjà existantes, soit par investissement de firmes valenciennes qui sont sorties de l'agglomération pour plusieurs raisons:

- faible prix du sol industriel (c'est, semble-t-il, la raison principale) et absence de contraintes réglementaires quant aux rejets industriels polluants,
- présence d'une main-d'oeuvre abondante, en particulier féminine, libérée par le sous-emploi et la crise de l'agriculture de secano, et qui présente une mentalité "rurale" peu revendicatrice,
- proximité du centre régional (communications faciles par l'axe routier de la C-234).

Les établissements petits et moyens sont les plus nombreux: 95% d'entre eux ont moins de 100 employés, et les branches des industries de consommation y ont une prépondérance écrasante (65 % de l'emploi industriel). Le textile est largement en tête (la moitié de l'emploi), suivi de loin par le secteur du bois (14%), car quelques firmes valenciennes de la confection, de rang national et même international, y ont implanté d'importants établissements de production. La firme "Saez Merino", en particulier, crée en 1974 un établissement de 900 emplois à Benaguacil: c'est le deuxième groupe espagnol du secteur de la confection par le chiffre d'affaire, et le quatrième producteur mondial de "jeans" (marque "Loís").

Les communes les plus industrielles sont les plus proches de la Huerta et de l'axe principal de communication avec Valencia: au plan démographique, cette industrialisation a été, avec les migrations pendulaires vers Valencia (la majeure partie de la population de la comarca se trouve à moins de 30 km du centre de cette ville), le moteur principal d'une croissance soutenue de 1960 à 1980. La population de la comarca a augmenté de 32% en vingt ans, après une longue période de croissance lente depuis le début du siècle (+ 31% de 1900 à 1950). Les records de croissance de la période 1960-1980 se situent dans les communes les plus industrielles, qui sont aussi les plus proches du centre: la Eliana (+ 217 %), Ribarroja del Turia (+ 39%), Puebla de Vallbona (+ 44%). En 1977, IBM crée un établissement de 400 emplois pour la fabrication de composants électroniques dans une zone industrielle de cette dernière commune. C'est, sous une forme modeste, la manifestation d'un autre système industriel, que nous allons évoquer pour ses deux réalisations majeures.

#### **b. Les créations nouvelles du secteur dominant**

##### **\* Une nouvelle politique industrielle**

Jusqu'au début des années 1970, le littoral valencien comptait peu de firmes industrielles importantes et peu de grands établissements: en 1970, aucune société industrielle valencienne parmi les cent premières espagnoles, et seulement 5

établissements de plus de 1.000 emplois ("Altos Hornos de Vizcaya" à Sagunto, "Unión Naval de Levante" et MACOSA à Valencia, "Elcano" à Manises, "Segarra" à Vall d'Uxó). Comparativement aux autres régions industrielles, le capital étranger, qui a fortement participé à l'industrialisation du pays, était relativement peu représenté: J.PICO (1974) notait, à la suite d'une enquête auprès de 161 entreprises de la province de Valencia, que 19% d'entre elles présentaient une participation du capital espagnol extra-régional (à hauteur de 68 % du capital en moyenne) et 7% une participation du capital étranger (à hauteur de 33 % en moyenne). Des firmes espagnoles ou étrangères occupaient déjà des positions intéressantes dans certains secteurs-clefs des biens intermédiaires et d'équipement (chimie et machines agricoles, constructions navales, sidérurgie): à part "Segarra", firme autochtone de l'industrie de la chaussure, les établissements de plus de 1.000 emplois étaient dirigés par le capital madrilène, basque ou catalan.

A partir de 1965, le panorama change avec l'installation de plusieurs grands établissements par des firmes du secteur dominant, d'origine nationale et internationale:

- Près du Grao de Castellón, une zone industrialo-portuaire à dominante pétrochimique ("polígono industrial del Serrallo") a pour point de départ en 1967 l'installation d'une raffinerie de pétrole de 4 millions de tonnes de capacité, financée à 60% par le "Banco Español de Crédito" et à 40% par "Exxon", réunis au sein de "Petróleos del Mediterráneo" (PETROMED). Sur cette plateforme se greffent une usine de liquéfaction de gaz ("Butano SA"), une usine de produits chimiques, "Productos Químicos del Mediterráneo" (PROQUIMED: caprolactan, cyclohexane, sulfate d'ammoniaque) en 1971, et une centrale thermique au fuel de 2 x 341 MW de puissance, installée en 1972 par "Hidroeléctrica Española". Au total, sur une surface de 200 ha, plus de 20 milliards de pesetas d'investissements, et environ 600 emplois directs.

- En 1965, le gouvernement espagnol décide de créer une usine sidérurgique intégrale sur l'eau en utilisant le site existant de Sagunto, selon une opération assez semblable à celle de Fos-sur-Mer. La finalité est triple: il s'agit d'abord de rénover une vieille sidérurgie créée de 1917 à 1923 pour utiliser le minerai de fer aragonais de Ojos Negros (province de Teruel) exporté par le port de Sagunto depuis 1907. On veut en même temps créer une unité sidérurgique capable de produire 6 millions de tonnes d'acier (2 hauts-fourneaux, une aciérie et un laminoir à froid) et d'engendrer un processus de développement industriel induit susceptible de créer un véritable pôle régional. Enfin on vise l'alimentation du marché intérieur de l'acier avec un outil moderne et concurrentiel, en même temps que la pénétration du

marché extérieur, méditerranéen en particulier. Le programme prévoyait d'investir 125 milliards de pts, en 3 phases, de 1975 à 81, de créer 6.000 emplois directs et 20.000 emplois induits, et les urbanistes planifiaient la croissance de Sagunto pour 200.000 habitants à l'horizon 2.000.

- En 1971, "Ford" décide l'installation d'une usine de construction d'automobiles de tourisme, d'une capacité de 240.000 véhicules par an, afin de prendre pied sur le marché espagnol et européen de la petite voiture. La multinationale américaine porte son choix en 1973 sur la commune d'Almusafes, dans la plaine littorale, à 20 km au sud de Valencia, afin de bénéficier des avantages externes fournis par cet espace: infrastructure de communications existante, proximité de la métropole régionale et du port pour l'exportation, importance de la main-d'oeuvre existante et de l'urbanisation qui décharge l'entreprise des problèmes de personnel et de logement.

Ces opérations présentent donc un certain nombre de caractères communs:

- capital extra-régional, national ou étranger, qui enlève aux centres de décision régionaux l'essentiel de l'initiative: le pouvoir de décision procède d'une stratégie nationale ("IV planta siderúrgica integral") ou internationale ("Ford");
- énormes investissements, soutenus par l'aide publique au plus haut niveau pour le crédit et les infrastructures. Le "Banco de Crédito Industrial" a été fortement sollicité dans les cas de Sagunto et de "Ford". L'aménagement du port de Sagunto et son recreusement pour accroître le calage des navires, la création d'un quai d'embarquement des automobiles sur le port de Valencia, ont été réalisés par des crédits publics;
- importants problèmes d'insertion de ces monstres (à l'échelle valencienne) dans les structures industrielles existantes et dans l'organisation de l'espace.

#### \* Des résultats inégaux

Si les problèmes de relation physique à l'espace sont partout présents (expropriation des terres agricoles, solution des besoins en eau et du rejet des effluents), les autres aspects de ces localisations n'ont pas le même impact suivant la nature et la situation actuelle de l'établissement. La zone industrielle du Serrallo a surtout pour fonction de fournir de l'énergie et des biens intermédiaires à l'industrie chimique et à l'agriculture (engrais) de Castellón. Elle a continué à se développer dans ce sens: la centrale thermique fournit l'essentiel de l'électricité provinciale, la capacité de la raffinerie a été portée à 6 millions de tonnes en 1976 (un cracking catalytique est en projet) et le gaz de raffinage est conduit par un gazoduc à Onda et Alcora, pour y alimenter les fours de l'industrie de la céramique.

L'usine sidérurgique de Sagunto est en pleine crise: la première phase (laminoir à froid) est entrée en fonction en 1977, mais l'effondrement du marché de l'acier a complètement retourné la conjoncture espagnole. Les prévisions qui avaient conduit au lancement du projet de Sagunto tablaient sur un marché potentiel de 20 millions de tonnes d'acier en 1982: la production espagnole n'a atteint cette année-là que 8,3 millions de tonnes. Les exercices déficitaires ont remis en cause la suite du programme, sans laquelle d'ailleurs l'équilibre ne pouvait être retrouvé: faute de la réalisation d'un train de laminoir à chaud, l'acier produit par l'aciérie de Sagunto ne peut alimenter directement le laminoir à froid; les "slabs" doivent faire le détour par les laminages à chaud du Pays Basque, des Asturies, ou même de l'étranger (France ou Belgique). Cette situation a rapidement conduit les capitaux privés ("US Steel" et "Altos Hornos de Vizcaya") à se retirer des A.H.M. dès 1978 et à passer le relais à la puissance publique par l'intermédiaire de l'I.N.I. Ceci ne résout pas pour autant le problème, car le plan de restructuration de la sidérurgie, adopté par le gouvernement socialiste en 1983 (et beaucoup plus drastique que le précédent, de 1978 à 1981), prévoit la fermeture des hauts fourneaux et de l'aciérie, et la réduction de moitié du nombre d'emplois. Pour toutes ces raisons, l'emploi sur le site a atteint au maximum le chiffre de 5.500, alors qu'il était de 6.200 en 1956, et n'a cessé ensuite de décroître (4.000 en 1983). A part l'achat de tôles minces par "Ford", pour lesquelles la concurrence du marché extérieur est vive, l'usine sidérurgique n'a pas eu les effets d'entraînement attendus, et après une forte croissance pendant la période du chantier (+ 36% de 1970 à 1980), la population de Sagunto stagne et la crise engendre même un solde migratoire négatif.

L'usine "Ford" a connu un bien meilleur sort: construite rapidement, elle commence à produire à la fin de 1976 et atteint vite son niveau de croisière grâce à la bonne pénétration de son modèle "fiesta" sur le marché espagnol et européen (156.000 véhicules exportés dès 1977, plus de 10.000 emplois en 1978). La situation du marché de l'automobile entraîne un ralentissement des ventes et une légère réduction de l'emploi à partir de 1980, mais l'activité de l'établissement n'est pas mise en cause. Malgré sa taille, l'impact local a été relativement faible, sauf pour quelques communes avoisinantes qui ont vu leur population augmenter rapidement entre 1970 et 1980: Silla (+ 60%), Almusafes (+ 35%), Picasent (+ 23 %). L'aire de recrutement du personnel porte en effet sur toute la partie sud de l'aire métropolitaine valencienne. Les achats de biens intermédiaires à l'industrie régionale ne sont pas très développés, car la majeure partie des industries auxiliaires de l'automobile sont déjà fixées en Catalogne et au Pays Basque.

Cette nouvelle géographie industrielle est fortement marquée par la recherche des avantages externes fournis par l'espace régional et par la politique d'aménagement des nouvelles infrastructures: en particulier les autoroutes et les

zones industrielles. Depuis 1975, l'"Instituto de Promoción Industrial" (I.P.I.), émanation de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Valencia (avant de devenir "régional" dans le cadre du "País Valencià") a développé une politique active de création et de promotion de zones industrielles: il s'agissait d'offrir des terrains aux nouveaux établissements en dehors des espaces déjà urbanisés et de désenclaver les établissements localisés dans les centres urbains. Près de 10.000 ha ont été ainsi recensés dans les deux provinces, la plupart d'entre eux dans la Huerta de Valencia et dans la zone littorale: 1.000 ha environ étaient occupés en 1978. Notons cependant que les zones industrielles péri-urbaines de Valencia sont fortement colonisées par les activités de commerce, de services et d'entrepôt, et que les activités de production sont mieux représentées dans les zones plus éloignées de la capitale ou liées aux centres urbains secondaires.

## B. La croissance du secteur tertiaire.

### 1. La tertiarisation de l'économie régionale

Cette industrialisation s'accompagne d'une tertiarisation progressive de l'économie régionale: d'un quart de l'emploi total en 1955, le secteur tertiaire passe à la moitié en 1980 (tab.42, p.322). Cette évolution a été en partie soutenue par la croissance de la production agricole et l'essor du commerce lié à celle-ci, mais surtout par l'industrialisation, la croissance démographique et l'urbanisation, enfin par le tourisme.

Une analyse de croissance différentielle appliquée à l'ensemble des branches de l'économie de la province de Valencia montre, comme pour l'industrie, l'importance de la composante locale dans la croissance de l'emploi tertiaire (RODRIGUEZ NUNO, 1983). En même temps sa structure change: les commerces et services bancaux se développent au rythme conjugué de la croissance de la population et de son niveau de vie, tandis que le tertiaire de base prend une place nouvelle dans l'économie et l'emploi régional. D'abord lié à la production et au commerce des produits agricoles, il est de plus en plus lié à l'activité industrielle, et les services aux entreprises en particulier se développent rapidement. En même temps, la ville de Valencia devient un pôle économique majeur: ville de foires et de congrès, c'est le centre économique d'une nouvelle région industrielle et urbaine, et enfin la nouvelle capitale d'une région autonome, le "País Valencià", formé des provinces de Valencia, Castellón et Alicante, et pour laquelle se met en place une nouvelle administration régionale.

## 2. Une croissance touristique originale.

Dans la succession de "costas" qui se mettent en place sur le littoral méditerranéen de l'Espagne dans les années soixante, sous la poussée du tourisme européen, le littoral valencien tient une place un peu à part. Le tourisme s'y développe plus tardivement que dans les provinces de Barcelone ("Costa Brava"), d'Alicante ("Costa Blanca") et de Malaga ("Costa del Sol").

D'une part, la côte basse et lagunaire n'attire dans un premier temps ni les investissements ni les touristes étrangers. Elle est en outre appropriée et mise en valeur par une agriculture intensive, plus résistante aux concurrences spatiales que l'agriculture sèche des côtes rocheuses, alors en pleine crise. Les premiers pôles à se développer sont d'ailleurs "accrochés" à des sites rocheux: Denia et Jávea au sud, prolongement septentrional de la Costa Blanca alicantine, Cullera au centre, au pied de sa "muntanya", Benicasim au nord. D'autre part, c'est un tourisme essentiellement régional et national, qui se développe surtout après 1965, et même 1970, lorsque l'évolution du niveau de vie et des mentalités tourne les citoyens vers la pratique du tourisme balnéaire, et que l'épargne rurale et urbaine s'oriente vers les appartements et les villas (chalets) du bord de mer (MIRANDA MONTERO, 1985).

Il présente donc des caractères particuliers: les promoteurs ont été des firmes locales et régionales (Valencia), plus rarement nationales (Madrid et Barcelone) pour les opérations les plus importantes. Les investissements étrangers sont rares, sauf dans la province d'Alicante où c'est une constante du tourisme dans la Costa Blanca. Les constructions sont surtout des immeubles collectifs d'appartements, achetés par une clientèle locale et régionale, pour le tourisme de fin de semaine et la location estivale. A la playa de Tabernes de Valldigna, petite ville agro-industrielle de 15.000 habitants, F. ARROYO ILERA relève en 1978 qu'un tiers des acheteurs d'appartements réside dans la commune, un autre tiers à Madrid, 17% dans la Ribera Alta du Júcar (intérieur proche), et seulement 5% à l'étranger. A Benicasim, 4/5 des propriétaires d'appartements ou de villas sont originaires de Castellón (QUEREDA SALA, 1979).

Il ne s'agit pas d'une "costa" à proprement parler, mais d'une succession de "playas", qui ont été développées séparément, sans plan d'ensemble, selon les initiatives privées et les attitudes municipales. On a pu voir s'élever des blocs isolés, créations ex nihilo qui constituent une sorte de front de mer par coalescence (le cordon de l'Albufera au Sud du Perelló, voir photo. 15, p.307); des urbanizaciones accrochées à un grau, à une plage traditionnelle de chalets ou à un port, qui entassent de grands blocs d'appartements entre la plage et la marjal (photo.16, p.307); même des "marinas". L'aménagement programmé du Saler a conduit à



la disparition d'une bonne partie de la pinède naturelle (la "Dehesa" ), et à la création, par des groupes espagnols et étrangers, d'un quartier résidentiel aisé de la bourgeoisie valencienne (SORRIBES, 1985): on est à 10 minutes du centre-ville par l'autoroute tracée à travers la huerta et les rizières au nord de l'Albufera (photo.17, p.308).

Chaque agglomération portuairale de quelque importance (n'oublions pas que les agglomérations sont toutes situées en arrière du littoral) présente un appendice touristique, sa "playa": Puebla de Farnals, El Saler pour Valencia, Tabernes de Valldigna, Gandía, etc...Seule la partie sud, qui est en fait la terminaison nord de la Costa Blanca, présente des caractères propres à cette dernière: démarrage plus précoce, plus grande importance des investissements et de la clientèle étrangère, proportion plus forte d'hôtels et de lotissements pavillonnaires (COSTA MAS, 1977).

Ce tourisme plus autochtone a été aussi un des moteurs du boom de la construction. Alors qu'il représentait moins de 5% des emplois dans la province de Valencia en 1955, ce secteur d'activité arrive à en représenter près de 10% en 1975, pour retomber à 7% en 1980 avec la crise conjoncturelle. Il rejoint à ce titre la croissance urbaine.

## C. La croissance urbaine

### 1. Le troisième pôle d'attraction de la population espagnole

Depuis 1960, la croissance globale de la population des deux provinces de Valencia et de Castellón est nettement supérieure à la moyenne nationale (tab.44, p.323), grâce à un solde migratoire très fortement positif. Celui-ci est essentiellement alimenté par les migrations intérieures de la péninsule, car le solde avec l'étranger a varié: négatif dans un premier temps, puis positif avec les retours des migrants vers l'Europe à partir de 1975. La province de Valencia, avec ses deux voisines de Castellón et d'Alicante, a constitué, dans la période 1960-1980, le 3° pôle d'attraction des migrations interprovinciales en Espagne, après Madrid et Barcelone, mais avant les provinces basques. Les deux provinces de Valencia et de Castellón, qui représentaient en 1960 6% de la population espagnole, ont accueilli, de 1960 à 1970, 10% des migrants interprovinciaux dans la péninsule.

L'effet de proximité jouant, cette immigration est d'abord le fait des provinces voisines: celles qui sont limitrophes, Teruel, Cuenca, Albacete, ont fourni un tiers des arrivants. Mais elle est aussi et surtout le fait des provinces de la moitié sud de la péninsule, qui ont été les grandes pourvoyeuses de ce formidable mouvement de population qui a touché toute l'Espagne depuis 30 ans. La Nouvelle Castille et l'Andalousie sont donc, ici comme à Madrid ou Barcelone, au

premier plan, en fournissant plus de la moitié des arrivants: les plus nombreux proviennent des provinces d'Albacete, de Cuenca, de Jaen et de Ciudad Real (fig.58, p.312). Cette immigration a été rarement contrebalancée par des courants de départ, sauf vers les deux provinces de Madrid et de Barcelone, avec lesquelles les soldes migratoires sont négatifs: attraction administrative dans le premier cas, économique dans le second.

La population immigrante, attirée à Valencia par la croissance économique, est en général active, jeune et prolifique: elle a donc soutenu la croissance démographique des deux provinces, et en particulier le bilan naturel, qui reste supérieur à la moyenne nationale, en leur conservant une pyramide des âges relativement jeune. La situation globale de la province de Castellón est oblitérée par le poids des régions intérieures dépeuplées et vieilles. Car: s'il y a eu, dans la province de Valencia en particulier, une immigration de proximité dans les zones intérieures (Requena-Utiel) ou une immigration vers les communes rurales de la part des journaliers andalous et castillans, le gros des arrivants s'est dirigé vers les zones urbaines et péri-urbaines et vers les campagnes irriguées du littoral.

## 2. Les villes accaparent l'essentiel de la croissance démographique

Ce phénomène n'est pas original: les villes ont toujours crû plus rapidement que les campagnes dans l'espace irrigué, mais la différence s'est accentuée depuis 1950 (tab.45, p.323). La population des communes de plus de 10.000 habitants représente maintenant près des 4/5 de la population provinciale à Valencia, et elles se situent presque toutes dans l'espace étudié (sauf 3 sur 39). Le pôle majeur de cette urbanisation est l'aire métropolitaine de Valencia: telle qu'elle a été définie par les géographes valenciens (CUADERNOS DE GEOGRAFIA, 1981), dans des limites qui correspondent à peu près à la comarca de la Huerta, elle comprend 1.200.000 habitants en 1981, 60% de la population provinciale. De la même façon, les communes urbaines de la Plana de Castellón rassemblent plus de la moitié de la population provinciale, et la capitale le quart à elle seule.

Ces agglomérations ont été en effet le réceptacle principal de l'immigration provinciale et interrégionale. A Castellón, de 1968 à 1973, 3/4 des mouvements de population recensés à l'arrivée se sont faits vers des communes de plus de 10.000 habitants, pour la plupart dans la Plana: la seule capitale en a reçu 38%. L'étude du Département de Géographie de l'Université de Valencia sur l'immigration dans l'Aire Métropolitaine de Valencia (CUADERNOS DE GEOGRAFIA, 1981) a montré que celle-ci a absorbé la majeure partie des migrations provinciales et interprovinciales. C'est à une conclusion assez voisine que nous étions déjà parvenu par l'observation des migrations d'actifs par partidos judiciales dans la province de Valencia en 1963-1966 (COURTOT, 1968): les partidos de Valencia et Torrente, suivis de celui de

Sagunto, étaient les principaux bénéficiaires de ces migrations durant la période étudiée.

Cette immigration à forte proportion d'actifs jeunes a eu pour effet de changer la structure par âge de la population urbaine, en la rajeunissant par rapport aux campagnes, et de leur conférer le taux de croissance naturelle le plus élevé, par un renversement de tendance caractéristique de l'évolution démographique des pays développés.

En 1950, la situation n'est pas très différente de ce qu'elle était au début du siècle: la population urbaine présente un déficit de jeunes (moins de 15 ans) et de vieux (plus de 65 ans), et un excédent d'adultes par rapport à la population rurale. En 1980, la situation est tranchée différemment: la population urbaine est excédentaire pour les hommes jusqu'à 35 ans, pour les femmes jusqu'à 50 ans, déficitaire au-delà. Cette différence selon le sexe s'explique en partie par le fait que l'exode rural a plus frappé la population féminine que la population masculine: dans la province de Valencia, les communes de l'intérieur ont une population plus masculine que celle des communes littorales et irriguées, où les femmes sont plus nombreuses.

La dynamique naturelle est donc maintenant le fait des villes (tab.46, p.323): le taux de natalité y est plus fort, le taux de mortalité plus faible que dans les communes rurales. Dans la province de Valencia, le bilan naturel est deux fois plus élevé dans les premières (+ 1,1%) que dans les secondes (+ 0,7%): il est donc alimenté à 84 % par les premières. La commune de Valencia pèse lourdement dans ce bilan (elle en fournit les 2/5), mais les villes petites et moyennes ont un bilan relatif légèrement supérieur (+ 1,16%). Dans la province de Castellón, la situation est légèrement différente: c'est la capitale qui présente le bilan naturel le plus fort (+ 1,15%) alors que les communes rurales ont globalement un bilan négatif, par suite du poids des régions intérieures en crise.

### 3. Changements fonctionnels et croissance différentielle des villes

Alors que les recensements de 1950 et 1960 montraient encore une forte proportion d'agriculteurs dans les villes des espaces irrigués et une faible proportion d'actifs du secondaire, les données statistiques de l'"Instituto Nacional de Estadística" portant sur la profession des conjoints dans les communes de plus de 10.000 habitants, à partir de 1975, a permis de mettre en relief une évolution très nette de ces villes vers l'industrie et vers le tertiaire (voir Annexe 5, p.337). Deux d'entre elles seulement, Benifayó et Alginet, présentent plus de 30 % d'agriculteurs parmi les conjoints: ce sont plus des bourgs ruraux que des villes. La plupart d'entre elles présentent plus de 50 % d'ouvriers. Le secteur tertiaire (employés, etc...) est dominant dans la capitale régionale (Valencia) et dans les

centres sous-régionaux (Castellón, Gandía) ou dans les villes fortement transformées par le tourisme (Cullera, Denia, Jávea, Benicarló).

Cette mutation fonctionnelle et la situation des agglomérations ont induit des croissances et des comportements démographiques différents pour la période 1960-1980.

- Les croissances les plus fortes (+ 100 %) sont enregistrées par les communes urbaines de l'agglomération valencienne, dont certains satellites ont vu leur population multipliée par 3 ou 4 en vingt ans, et par les deux centres sous-régionaux de Castellón et de Gandía. Le processus d'aire métropolitaine se met en place et l'accumulation est très forte: elle a tendance à diminuer avec la distance au centre, mais les rythmes de croissance se déplacent avec le temps du centre vers la périphérie de l'agglomération;

- les croissances fortes (60-100 %) regroupent encore des communes de l'agglomération valencienne, plus éloignées du centre (Catarroja, Puzol, Picasent) et des villes où le phénomène touristique est dominant (Denia, Jávea);

- les croissances moyennes (40-60%) sont le fait des agglomérations industrielles isolées (céramique de Onda et Alcora, textile de Canals, chaussure de Vall d'Uxó, chimie de Vinaroz) et des villes-centres agricoles. Dans ce dernier cas, les fonctions industrielles et tertiaires induites s'y sont fortement développées dans une situation favorable (centre sous-régional ou satellite de l'aire métropolitaine de Castellón): Alcira, Villareal, Almazora.

- Les croissances faibles (20-40%) et très faibles (moins de 20%) concernent les agglomérations dont la mutation vers le système industriel et tertiaire a été moins prononcée: dans la matrice ordonnée de l'Annexe 5 (fig.77, p.339), la corrélation statistique entre la faiblesse de la croissance et l'importance des emplois agricoles est évidente. On passe ainsi de Carlet ou Alginet, où l'évolution de l'économie agricole irriguée a soutenu une croissance démographique de 37 et 35%, à Sueca ou Pego, où le caractère d'agglomération agricole reste très affirmé, dans des systèmes de production moins dynamiques (riziculture à Sueca).

L'état de la statistique espagnole ne permet de connaître les comportements démographiques communaux (bilan naturel et solde migratoire) que depuis 1975: une étude menée pour les communes urbaines de 1975 à 1980 montre que, de façon générale, le solde migratoire positif intervient d'autant plus que la croissance est plus forte. Le bilan naturel n'est donc pas un élément différenciateur important, malgré un net ralentissement des mouvements migratoires par rapport à l'ensemble de la période 1960-1980. Le tableau 47 (p.324) résume les variables démographiques pour quelques agglomérations considérées comme représentatives des catégories définies ci-dessus.

Pendant cette période, la trajectoire des différentes catégories de villes n'a

pas été uniforme: la trajectoire générale a été celle d'une croissance lente dans les années cinquante, puis rapide dans les années soixante, suivie d'un ralentissement à la fin des années soixante-dix. L'agglomération valencienne et les centres sous-régionaux suivent la tendance générale, alors que la croissance des centres industriels ralentit dans la deuxième partie de la période, et que l'effet touristique accélère le rythme de croissance des agglomérations qu'il touche.

#### D. Les conséquences spatiales pour l'agriculture irriguée

##### 1. La compétition pour le sol

###### a. Le recul des surfaces irriguées

Devant la croissance urbaine, ce recul n'a pas été aussi fort qu'on pourrait le croire au premier abord, car les foyers d'urbanisation intense, à grande échelle, sont rares en dehors des deux aires métropolitaines de Valencia et de Castellón; en outre, la croissance urbaine, devant le prix élevé des terres de regadío, s'est faite, soit sous la forme d'un urbanisme en hauteur, économe de l'espace, soit en se reportant, chaque fois que cela était possible, sur des terres de secano proches.

L'évolution des surfaces irriguées par comarcas, entre 1970 et 1980, différencie nettement trois grands types spatiaux:

- les zones de marges, de fronts pionniers, où la croissance dépasse 10% (Campo de Liria, Hoya de Buñol, Bajo Marquesado), alors que dans les secanos plus intérieurs la crise agricole et l'exode rural aboutissent à un recul des terres irriguées, d'ailleurs au départ peu étendues;
- les zones depuis longtemps irriguées, où les possibilités d'extension des surfaces sont de plus en plus réduites: l'évolution se situe entre 0 et + 10% pour la Ribera Alta du Júcar, la Costera de Játiva et la Huerta de Gandía;
- les espaces fortement péri-urbanisés, où les usages non agricoles de la terre ne cessent de se développer: Huerta de Valencia, Plana de Castellón, Bajo Palancia.

A l'échelle communale, cette cartographie dans la Huerta de Valencia et le Campo de Liria montre les relations étroites qu'entretient cette évolution avec la présence de surfaces de secano transformables (facteur positif), la proximité de la capitale et de l'axe urbain et industriel côtier (facteur négatif). Les valeurs de cette évolution se répartissent selon un double schéma (fig.59, p.313): concentrique autour de l'agglomération valencienne (selon un modèle centre-périphérie), et en bandes parallèles du littoral vers les secanos intérieurs. Autour de Castellón, la forme d'amphithéâtre de la Plana favorise plus nettement le modèle concentrique, et la relation est presque mathématique entre évolution des surfaces irriguées et distance à la mer.

### b. L'impact de la croissance urbaine

Les périphéries urbaines sont donc le domaine d'ensembles d'habitat collectif d'une densité et d'un entassement peu communs. Mais la rénovation des vieux noyaux s'est faite elle aussi par des immeubles en hauteur qui ont purement et simplement pris la place des anciens immeubles bas, sans en changer le parcellaire, avec des résultats parfois ahurissants. La "skyline" des villes-centres de huerta, a été totalement remodelée, en l'espace d'une vingtaine d'années, par l'apparition d'immeubles de grande hauteur (jusqu'à 10-12 étages), aussi bien dans le vieux noyau que sur les marges de croissance.

Le prix du sol a donc été un frein à l'étalement urbain et les villes ont accru fortement leurs densités sans s'agrandir à proportion de l'augmentation de leur population. Chaque fois que cela a été possible, la croissance a été reportée sur les terres de secano moins chères: ainsi les communes de l'agglomération valencienne qui se situent sur le rebord ouest de la Huerta se sont développées plus rapidement que celles de la plaine, surtout au nord-ouest (Paterna, Burjasot, Moncada). C'est aussi une des causes de la relative rareté de l'habitat pavillonnaire individuel: celui-ci n'a pu trouver sa place dans la périphérie immédiate des villes de huerta, et ne s'est développé que sur les terrains moins chers des collines sèches (photo.18, p.308), plus ou moins éloignées des agglomérations. Peut-être faut-il y trouver aussi la raison de la relative rareté de l'habitat précaire ("chabolisme") dans la croissance d'une agglomération millionnaire comme Valencia, par comparaison avec ce qui s'est passé à Barcelone (FERRAS,1976): celui-ci, faute de pouvoir se développer à la périphérie urbaine sur les terrains de huerta, a été remplacé, pour les immigrants pauvres du sud de l'Espagne, par l'entassement dans les quartiers les plus anciens du centre ou dans les noyaux agricoles anciens, vidés de leur substance, des villages devenus les banlieues dortoirs de la capitale.

### c. L'exemple de la Huerta de Valencia.

Le recul y est important dans la commune de Valencia et dans la première couronne périphérique, où la croissance démographique a été la plus forte, au détriment des vieux périmètres irrigués par les acequias. Au nord du Turia, l'acequia de Mestalla a perdu le tiers de sa superficie irriguée entre 1962 et 1974, celle de Moncada le cinquième. Au sud, la croissance urbaine a été plus précoce et fortement relancée par les transformations liées à la création d'un nouveau cours du Turia au sud de la ville ("Plan Sur"). Cet aménagement a consommé directement près de 400 ha de huerta et favorisé l'urbanisation dans la zone qu'il enserrait autour de la ville. Dans ce secteur, les périmètres les plus menacés sont ceux des acequias de

Rovella, Mislata et Favara (photo.19, p.309).

Les axes de sortie traditionnels de la ville, vers Barcelone au nord, Madrid à l'ouest et Alicante au sud, avaient fixé d'anciens noyaux agricoles qui se sont rapidement urbanisés: par exemple Tabernes Blanques, Chirivella ou Masanasa. Les accès routiers plus récents, créés à partir de 1963 pour décongestionner l'agglomération et faciliter le trafic de transit, ont été tracés au travers des terrains rizières, pour éviter les périmètres de huerta. Mais ils ont été rapidement mis à profit par l'urbanisation commerciale et industrielle et sont devenus les principaux axes de localisation des grandes surfaces de vente ou des nouveaux établissements industriels. Enfin les anciens hameaux agricoles de la huerta, Campanar, Castellar, Oliveral,... dont les parcelles et les réseaux d'irrigation ont été largement perturbés, ont été littéralement "phagocytés" par les constructions nouvelles (photo.20, p.310).

Cela donne lieu à des juxtapositions de parcelles de huerta et de vieilles barracas à proximité ou au milieu des quartiers nouveaux d'immeubles en hauteur (photo.21, p.310), dont les équipements et les infrastructures sont souvent déficients. Cela s'accompagne de nuisances considérables pour l'agriculteur en ce qui concerne l'air et surtout l'eau: les acequias se transforment en véritables égouts à ciel ouvert et charrient des eaux de moins en moins propres à l'irrigation.

Cette situation concerne encore plusieurs milliers d'exploitants propriétaires et de salariés agricoles, dont la situation risque de s'aggraver sans qu'il y ait de possibilité de résistance sérieuse. Les communautés d'irrigation ont bien obtenu du Ministère des Travaux Publics qu'il rétablisse, par de coûteux et complexes travaux d'hydraulique, la distribution traditionnelle des eaux du Turia, perturbée par le "Plan Sur", mais leurs périmètres sont réduits, leurs eaux sont polluées sans qu'elles puissent contrôler efficacement leur situation. Les nouveaux syndicats agricoles essaient de s'organiser, mais les plans d'occupation des sols élaborés sous le régime franquiste ont fait bon marché des sols agricoles devant l'urbanisation et se sont plus préoccupés d'accompagner cette dernière que de sauvegarder les premiers (SORRIBES, 1985). Le problème principal est qu'ici les exploitants agricoles sont intégrés dans un système agricole et des relations économiques avec la ville qu'ils risquent de pas pouvoir maintenir s'ils vont reconstituer plus loin leur exploitation: encore faut-il que les indemnités d'expropriation le leur permettent. Le sort des anciens colons est dans ce cas scellé, car les indemnités qu'ils touchent sont faibles et toute expropriation conduit à les expulser de la terre et de l'agriculture.

"Parmi les nombreux cas d'"expulsions antisociales sans aucune indemnisation", et qui touchent des membres de ce groupement (de colons) sans considérer les bénéficiaires

élevés de la spéculation sur la terre, à titre d'exemple on peut citer les cas suivants, en attente d'exécution de l'expulsion: Mr. M. à Almacera, Mr. A. dont la terre vaut 70 millions (= 4,2 millions de F), la famille San F., 160 millions pts (9,3 MF) à Alboraya, et les 4 familles de la Senda dels Platers...dont les 3 hectares dépassent, selon les offres, 450 millions de pesetas (= 26 MF, soit 8,7 MF l'hectare)".

Extrait d'une lettre remise par un groupe de colons de la Huerta de Valencia au Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, venu à Valencia à l'occasion du 20<sup>e</sup> Anniversaire de la fondation du Comité Européen de Droit Agraire, Journal "Las Provincias", 1<sup>o</sup> octobre 1977 (les parenthèses sont de notre fait).

Cette disparition progressive de la huerta a été fréquemment dénoncée par les géographes (depuis HOUSTON, 1951), comme étant une atteinte à une des bases économiques de la cité. En fait, ce n'est plus le cas aujourd'hui car dès 1973 le secteur primaire ne représentait dans la Huerta que 5% de la population active et 3% du produit économique net. L'essentiel des relations ville-campagne dépassait largement le cadre de la huerta pour s'établir au plan provincial et régional. La huerta traditionnelle est donc à terme condamnée dans le périmètre de l'agglomération valencienne. Elle ne se maintient que sous des formes traditionnelles sans lendemain, qui sont d'ailleurs, d'une certaine façon, un obstacle à l'apparition de formes modernes d'exploitation (serres, cultures délicates): celles-ci apparaissent dans une périphérie plus lointaine et moins marquée par les anciennes structures du regadío.

#### d. Les infrastructures: autoroutes et zones industrielles

Parmi les infrastructures, la plus conquérante a été certainement l'autoroute de la Méditerranée, qui court sur 235 km à travers les provinces de Valencia et de Castellón. A raison d'une emprise moyenne de 5 hectares au kilomètre (y compris les aires de service et les échangeurs), cela représente environ 1.200 ha, dont les deux tiers environ ont été pris sur des terres irriguées. Le tracé adopté a suivi le plus souvent possible la solution de facilité qui consiste à emprunter la plaine littorale: les expropriations y sont d'un coût élevé, mais les terrassements sont moins importants, et l'autoroute colle étroitement à l'accumulation côtière des hommes et des activités, susceptible de lui fournir une clientèle permanente.

Très illustratif de cette situation est le cas du dernier tronçon de l'autoroute à sa traversée de la Huerta de Gandía, pour relier le tracé valencien au tracé alicantin. Il a fallu une longue bataille entre la société concessionnaire d'un côté et les municipalités concernées, le Conseil Régional et les services du Ministère des Travaux Publics de l'autre, pour que le tracé dans la plaine littorale soit abandonné au profit d'un tracé en rocade sur le piémont de l'amphithéâtre de



collines de la Safor. Les expropriations ont quand même touché 265 ha cultivés, à des prix moyens de 4,2 millions de pesetas (240.000 F) à l'hectare, et de 6 à 7 millions (350.000 à 420.000 F) pour les agrumes (SANCHIS DEUSA, 1984). Ceci explique que le coût de construction de l'autoroute de la Méditerranée est un des plus élevés d'Espagne pour les tracés en rase campagne.

La croissance industrielle a eu pour conséquence spatiale de faire sortir les établissements industriels des périmètres urbains où ils étaient souvent enclavés, et de développer des zones industrielles dans les périphéries plus ou moins proches, même en rase campagne. Dans la mesure du possible, on a recherché des sols non irrigués, mais les cartes publiées par l'I.P.I. montrent que les industriels ont recherché avant tout des avantages de situation (proximité des agglomérations et des infrastructures de communication), le site (zone sèche ou irriguée) n'intervenant qu'en second lieu. Les grandes zones industrielles se trouvent bien dans la plaine littorale, accrochées aux ports (Serrallo à Castellón, sidérurgie à Sagunto) ou à l'autoroute et à la voie ferrée ("Polígono del Mediterráneo" dans la Huerta nord de Valencia, "Ford" à Almusafes). Dans une ville moyenne comme Alcira, les nouveaux établissements industriels s'installent entre la ville et la bretelle autoroutière, autant sur les terres irriguées que sèches (fig.79, p.343). A Valencia, les zones industrielles se développent sur le secano (Paterna), mais aussi dans la Huerta traditionnelle, en relation avec le nouveau plan d'occupation des sols issu du "Plan Sur". On peut estimer à plus de 5.000 ha les terres irriguées absorbées par la croissance industrielle dans les deux provinces: certaines communes ont pu y perdre une grande partie de leur terroir cultivé. A Beniparrell, dans la Huerta sud de Valencia, E. ARNALTE parle d'une "irruption industrielle" à partir de 1964 (1980, p.186), qui fait reculer les cultures irriguées de moitié et transforme un tiers des exploitants agricoles restants en ouvriers-paysans.

#### e. Tourisme et résidences secondaires

Les aménagements touristiques, essentiellement faits par des valenciens pour des valenciens, ont eu deux conséquences sur l'agriculture irriguée:

- Ils ont absorbé une partie de l'épargne locale et régionale: d'une certaine façon, l'investissement dans l'immobilier littoral a pris le relais de l'investissement dans les vergers d'agrumes pour les capitaux citadins à la recherche de rentabilité:

"Pressez le jus d'"oranges" très rentables: appartements Cullera Mar (Bahia de los Naranjos). Effectivement nos oranges, pardon nos appartements sont rentables par leur prix (à partir d'un million de pesetas, = 60.000 F), mais en outre vous recevez pendant cette offre publicitaire une somme appréciable de 100.000 pesetas en espèces, ou le mobilier de l'appartement totalement gratuit.

(Publicité parue dans la presse valencienne en 1977, voir photo.22, p.311).

Les immeubles de la "bahia de los naranjos" sont souvent construits à la place d'anciens vergers d'orangers, achetés à prix d'or: on cite le cas, la même année, d'un huerto vendu près de cette plage à "cuatro millones de pesetas la hanegada" (240 F le m<sup>2</sup>)

- Cette production d'espace touristique et de loisirs, accompagnée d'infrastructures importantes (routières en particulier), s'est faite dans un espace agricole ou naturel fragile, sans aucune précaution particulière. De telle sorte qu'au nord et au sud de Valencia, là où la pression touristique est la plus forte, l'espace littoral est devenu l'espace de loisir de la capitale. Les anciennes formes d'occupation du sol (agriculture) et d'utilisation de l'espace lagunaire (pêche) ont été presque totalement gommées par l'impact de la société urbaine de loisirs; les cas les plus représentatifs sont ceux des hameaux de pêcheurs riziculteurs de l'Albufera et de son cordon littoral. El Palmar, pris par V. BLASCO IBANEZ comme cadre de son roman "Cañas y Barro" ("Roseaux et Boue") publié en 1902, est devenu un hameau de restaurants où les valenciens viennent manger la traditionnelle "paella" le dimanche à midi. Les emplois urbains pour les adultes jeunes et la restauration de fin de semaine représentent maintenant les sources principales de revenus de la communauté. La riziculture et la pêche, qui étaient les deux ressources traditionnelles, ne sont plus que des appoints ou ne concernent que les personnes âgées (SAN MARTIN ARCE, 1978).

## 2. La compétition pour l'air et l'eau

Les foyers de pollution atmosphérique susceptibles de mettre en danger les cultures ne sont pas encore nombreux. Les gros établissements d'industries de biens intermédiaires sont encore rares dans le tissu industriel valencien. Les premiers cas sont en effet liés à l'installation de la plate-forme pétrochimique de la zone industrielle du Serallo, près du port de Castellón. Mais beaucoup plus importants sont les problèmes liés à l'eau.

C'est d'abord un problème de qualité: la croissance des déversements

industriels et urbains dans les acequias péri-urbaines entraîne une dégradation rapide de la qualité des eaux d'arrosage à partir des canaux transformés en égouts. Des cas de contamination chimique violente ont fait leur apparition à Picaña, où l'Acequia de Benatchar et Faitanar reçoit les rejets des industries métallurgiques et du cuir d'Alacuas. Certains agriculteurs préfèrent alors forer un puit pour obtenir une eau plus sûre.

Au plan des quantités, nous touchons là un thème polémique des huertas traditionnelles, qui n'est d'ailleurs pas propre à celles de Valencia et de Castellón. Les communautés d'irrigation refusent absolument la remise en cause des droits coutumiers qu'elles possèdent sur les eaux de surface, alors que la croissance des besoins urbains et industriels incline les autorités à détourner une partie de cette eau, qui n'est plus rare au plan agricole, au bénéfice des autres utilisateurs. Mais si les réseaux traditionnels sont, en situation moyenne, souvent suralimentés, l'incapacité des barrages-réservoirs d'amont à réguler une partie des ressources des bassins hydrographiques peut entraîner, soit des inondations catastrophiques (Júcar, 1982), soit des pénuries en période de sécheresse prolongée (1984). La faible cohérence des plans d'hydraulique décidés à l'échelon national est une autre source de gaspillage et de retard dans les infrastructures, et les agriculteurs se sont donc fermement opposés aux tentatives d'alimenter les nouveaux établissements industriels géants ("Ford" et A.H.M.) avec l'eau des canaux existants.

En fait le problème de l'eau n'est pas ici, comme dans le Sureste, une question de quantités disponibles, mais de meilleure gestion des ressources existantes: comme le montre le livre blanc récent sur le bassin du Júcar (IGME, 1975), le volume régulé des eaux superficielles n'atteint que 73% des apports naturels, et le volume effectivement utilisé par l'irrigation, la moitié des eaux dérivées. D'autant qu'on ne peut toucher à un élément du système sans modifier les autres, et en particulier le pompage dans les nappes souterraines de la plaine littorale. Dans la région de Moncófar (littoral sud de Castellón), autour des anciennes lagunes, l'irrigation par puits entraîne une salinisation accentuée de l'eau d'irrigation et des sols en été, car elle n'est pas compensée par une recharge équivalente des nappes phréatiques par les eaux de surface.

### 3. L'impact sur les mentalités paysannes

L'irruption de la société urbaine et industrielle et les mutations de l'économie agricole ont fortement transformé la société paysanne, tout en maintenant certaines valeurs traditionnelles: les anthropologues et les sociologues valenciens ont bien étudié ces phénomènes.

La hiérarchie sociale a été considérablement bouleversée: d'une structure fondée sur la propriété foncière agricole, source essentielle de revenu, on est passé

à une structure fondée sur la capacité de travail, agricole ou non, et sur la capacité d'innover, de maîtriser les nouvelles techniques et les machines. Le petit propriétaire, on l'a vu, gagne moins d'argent sur son hectare d'agrumes qu'en allant s'employer sur les propriétés d'autrui, et moins d'argent que le spécialiste de la taille ou du greffage des arbres. Le grand propriétaire foncier, qui ne vit que de la terre, a un revenu plus faible que le garagiste qui vend et entretient les machines agricoles pour tout le village. Les "rics d'abans" (les riches d'avant) sont nettement distingués, dans la conscience collective, des "rics d'avui" (les riches d'aujourd'hui) (MIRA, 1974 et CUCO, 1982). Ces derniers sont d'ailleurs moins distants du reste de la population, car la généralisation du travail salarié a entraîné un nivellement relatif des revenus dans les communautés agricoles. La structure sociale est plus simple: la distinction entre propriétaire et journalier, autrefois essentielle, est fortement atténuée à partir du moment où la majeure partie des premiers est obligée de travailler "a jornal", et où les seconds accèdent à la propriété (petite) grâce à la hausse des salaires ou aux revenus de l'émigration temporaire. Dans les villages, les familles agricoles sont donc constituées d'un petit nombre de propriétaires moyens, vivant de leur exploitation qu'ils travaillent en famille, et d'un grand nombre de salariés agricoles et para-agricoles, qui sont le plus souvent, à la fois, propriétaires et journaliers.

Les modes de vie ont été profondément transformés: on est passé d'une économie de subsistance et d'épargne à une économie de consommation. Jusqu'au début des années cinquante, la condition des travailleurs agricoles dans les huertas était rien moins que brillante, par suite des difficultés de l'agriculture d'exportation et du blocage des salaires à un niveau très bas. Les témoignages ne manquent pas d'une période où les revenus, pour beaucoup de journaliers, permettaient tout juste de subsister, à la limite du minimum vital: le prix de vente d'une arroba d'oranges équivalait alors au salaire journalier d'un travailleur agricole. Avec l'essor et les mutations de l'économie, l'agriculteur valencien n'a pas hésité à profiter de la prospérité nouvelle, à doter son exploitation et son habitation des moyens modernes d'équipement. On a déjà noté le niveau d'équipement tertiaire des petites villes en ce qui concerne les services, tant aux entreprises qu'aux particuliers. Les enquêtes sur le niveau d'équipement des ménages ont souvent montré que les actifs agricoles n'avaient rien à envier aux ouvriers ou aux employés urbains, et que de façon générale les habitants des huertas valenciennes et castellonnaises avaient des standards de vie supérieurs à ceux de la moyenne des campagnes espagnoles.

"Pourquoi les gens travaillent-ils aujourd'hui? Eh bien écoute, je vais te le dire: pour vivre mieux, pour avoir tout le confort et bien vivre. Pour avoir de tout et ne manquer de rien. La terre? zéro! rien! Et je crois qu'ils ont bien raison."

(Interview d'un vieil agriculteur du littoral castellonnais par l'anthropologue J. MIRA, 1978, p.185).

Un journalier de Cullera, qui avait passé le plus clair de son temps en migrations saisonnières, ne me disait pas autre chose en 1980: son père, avec les salaires de ses migrations, avait acheté 4 hane gadas de terre irriguée qu'il planta en orangers pour assurer sa retraite; lui, avec les mêmes salaires, n'achète plus de la terre (il la loue) mais un appartement, une voiture, des biens d'équipement ménager.

Mais cela n'empêche pas de conserver un certain nombre de valeurs traditionnelles, même si elles sont transformées. D'abord la terre n'est pas totalement dévalorisée, tant s'en faut. L'accès à la propriété ou l'extension de la terre possédée restent encore un but pour un grand nombre d'agriculteurs. Plus qu'une source de revenus, même faibles, c'est un élément de fixation dans des communautés paysannes encore fortement enracinées et liées à la terre et à l'eau par des structures de pensée et des rapports économiques bien vivants: sa valeur sociale reste donc forte dans le travail et dans la famille (dans le cas des mariages par exemple). C'est aussi un élément important d'épargne et d'investissement dans un capital qui ne peut que se valoriser par suite de l'énorme pression démographique et économique qui pèse sur le foncier dans les zones irriguées du littoral.

Le travail acquiert une dimension nouvelle. La valeur du travail bien fait avait toujours existé, mais elle peut être source de conflit, dans les équipes de journaliers, entre les salariés purs et les petits propriétaires, accusés d'être des "lècheurs" par les premiers, par suite de leur attitude à épouser systématiquement les intérêts de l'employeur (CUCO, 1982). La situation duale de nombreux agriculteurs, alternativement patrons sur leur exploitation et salariés sur celles des autres, n'a pas facilité la constitution et la tâche des syndicats agricoles libres qui se sont mis en place à partir de 1976, lors de la disparition des syndicats verticaux nés sous le régime franquiste. Le travail devient donc pour beaucoup d'agriculteurs la principale source de richesse: les familles qui ont le plus de ressources ne sont pas forcément celles qui ont le plus de terre, mais celles qui ont le plus de bras.

Par contre-coup, la hiérarchie familiale a été remise en cause dans la mesure où les jeunes, qui font des études plus longues et qui apprennent à maîtriser les

machines et les techniques nouvelles, à comprendre les mécanismes de l'économie moderne, voient leur place revalorisée dans la structure familiale et sociale des communautés rurales.

### Conclusion

Une croissance industrielle rapide a donc complètement transformé les bases de l'économie régionale valencienne, selon des processus qui rappellent à bien des égards l'industrialisation de l'Italie moyenne (COULET, 1978): un tissu de petites et moyennes entreprises relativement autochtones, qui créent de nombreux emplois nouveaux et qui se diffusent plus ou moins dans les villes et dans l'espace rural. Quelques grandes unités industrielles, issues du capital national ou international, traduisent les avantages externes que le littoral valencien offre à l'économie nouvelle dans les années 1960-1980. Une nouvelle urbanisation se met en place, fortement alimentée par les courants migratoires interrégionaux déclenchés par les mutations économiques qui touchent toute l'Espagne.

Or c'est l'espace irrigué qui est au premier chef confronté à ces bouleversements: au plan de l'emploi, au plan des terrains, au plan de l'eau, l'agriculture y est placée en position inférieure face au système urbain et industriel conquérant. On peut compléter maintenant le croquis présenté à la fin de la deuxième partie (fig.56, p.201), en y incluant l'irruption des formes d'occupation de l'espace engendrées par l'urbanisation, l'industrialisation et le développement de la société des loisirs. Des différentes zones distinguées sur cette figure, c'est certainement la bande littorale qui est la plus affectée. La plaine irriguée n'est directement menacée que par la croissance urbaine et par les infrastructures. Sur le piémont et les collines sèches, les lotissements pavillonnaires de résidences secondaires entrent en concurrence avec les nouveaux regadíos pour l'occupation du sol. Le changement de valeur des terres de secano y est considérable: après une première revalorisation par la plantation des agrumes dans les années soixante, c'est à une seconde revalorisation par l'habitat individuel et la résidence secondaire qu'on assiste dans les années soixante-dix. La première est donc "agricole", et la seconde "urbaine", mais toutes deux ont été impulsées, quant aux initiatives et aux capitaux, depuis la ville. A ces défis venus de l'extérieur s'ajoutent, pour l'agriculture irriguée, de redoutables problèmes propres.

## CHAPITRE II. LA "CRISE" AGRICOLE

Si on peut parler, sauf pour la vigne et l'amandier, de crise pour l'agriculture sèche traditionnelle, dont les productions s'effondrent, dont les exploitations et les surfaces cultivées diminuent, dont les champs retournent à la friche, et dont les agriculteurs s'en vont, dans les zones irriguées la situation est autre dans les années 1950-1980: les surfaces et les productions augmentent globalement, le nombre des exploitations s'accroît et l'emploi agricole diminue faiblement. Il n'y a rien d'étonnant à ce que, dans une agriculture déjà fortement intégrée dans l'économie générale, la baisse des revenus unitaires se traduise par une forte substitution du capital au travail, une augmentation des productions et une croissance de l'agriculture à temps partiel. Mais il est apparemment plus paradoxal que l'activité salariale se généralise dans l'agriculture irriguée et que le nombre d'exploitations augmente, toutes choses qui vont à l'encontre des schémas communément admis de l'évolution de l'agriculture dans les pays industriels.

### A. La diminution des revenus agricoles de la terre

La structure des rentes dans l'agriculture a considérablement changé, depuis une trentaine d'années, dans l'Espagne en général, mais particulièrement dans le littoral valencien: les revenus de l'exploitation (revenu de la terre et du travail de l'exploitant), qui représentaient dans la province de Valencia plus des trois quarts des rentes agricoles en 1955, n'en représentent plus que la moitié en 1975 (tab.48, p.324). Ils ont augmenté lentement en pesetas courantes, alors que les revenus salariaux progressaient très rapidement: durant cette période, les premiers ont été multipliés par 4,3 en valeur courante, et les seconds par 12,5. Cette situation s'explique par la hausse des coûts de production et par la relative stagnation des prix agricoles.

#### 1. La hausse des coûts de production

Celle-ci a porté sur tous les facteurs de production, mais plus particulièrement sur les salaires agricoles. Les courbes de la figure 60 (p.314) montrent que ces derniers sont passés de l'indice 100 en 1964 à l'indice 1407 en 1982, alors que les consommations intermédiaires n'atteignaient que l'indice 538. Les salaires, restés longtemps bloqués à un niveau faible par la politique autarcique de l'Espagne franquiste, ont été tirés vers le haut par la croissance économique, par la

hausse des prix et du niveau de vie, et par la concurrence des salaires des autres secteurs en pleine expansion. De telle sorte que, afin de limiter la part des salaires dans l'exploitation agricole, les exploitants ont substitué dans la mesure du possible le capital au travail en accroissant la mécanisation et les consommations intermédiaires.

Cette mutation des coûts de production ne s'est pas faite de façon continue, mais par étapes: la première a été celle de la mécanisation, pendant les années soixante. Mécanisation qui porte surtout sur les travaux de culture, de labours et de préparation des sols, mais aussi sur la récolte dans le cas du riz. Dans le verger d'agrumes, elle provoque un abaissement des coûts directs de production de l'ordre de 20 % par rapport à la culture non mécanisée.

La seconde étape est celle des consommations intermédiaires (produits phytosanitaires et désherbants), qui se développe surtout dans les années soixante-dix pour deux raisons essentielles:

- le développement de maladies dans les cultures irriguées et leur maîtrise de plus en plus difficile par les agriculteurs: le verger d'orangers est attaqué par la tristeza, qui obligera finalement les exploitants à substituer des pieds résistants au porte-greffe traditionnel d'oranger amer. Le verger d'agrumes est progressivement affecté du sud au nord à partir de 1956 (FONT DE MORA, 1971);

- la hausse des coûts des travaux agricoles, qui conduit les exploitants en nombre croissant à pratiquer le "semi-cultivo" et le "no cultivo", c'est-à-dire à réduire les façons culturales et à les remplacer par des traitements chimiques. Dans ce cas, les consommations intermédiaires arrivent à représenter jusqu'à 60% des coûts de production directe, comme dans l'exemple cité par C. DOMINGO PEREZ à Villavieja, dans la Plana de Castellón (1983, p.259).

La diminution du volume total de travail agricole n'a pas été aussi forte qu'on pourrait le penser, en particulier dans l'agrumiculture et le maraîchage. D'abord elle a été limitée par la structure même des exploitations, dont le minifundisme dominant limite les économies d'échelle; ensuite elle a été compensée en partie par la croissance importante des volumes de production, donc de récolte, activité dans laquelle les gains de productivité ont été faibles. Elle est toujours réalisée à la main avec peu d'esclaves mécaniques sur des parcelles petites, d'accès parfois difficile lorsqu'elles sont situées sur des pentes fortes. De même, l'emploi dans les almacenes, surtout féminin, a connu de fortes hausses de productivité avec la modernisation des chaînes de conditionnement, mais le volume de récolte traité a lui aussi fortement augmenté: il a doublé de 1958 à 1970. On comprend dans ce cas la combativité des syndicats agricoles, lors des négociations qui ont lieu tous les ans avant le début de la campagne, pour fixer avec les exportateurs les salaires de récolte et de conditionnement des agrumes, qui



représentent une part de plus plus essentielle du revenu des ménages agricoles dans les communes de l'agrumeraie. Pour un indice 100 en 1964, le salaire moyen d'un journalier agricole espagnol se situait à 869 en 1978 (le salaire minimum étant à 833) et le salaire d'un cueilleur d'agrumes de la province de Valencia était à 1260, pour une journée d'ailleurs plus courte.

Le cas du riz est un peu à part, dans la mesure où la mécanisation de la majeure partie des façons culturales et la généralisation des traitements chimiques ont conduit à une réduction drastique de l'emploi agricole, qui a été, avec la crise du riz et la réduction des surfaces cultivées, la cause principale de la crise démographique des communes rizicoles dans les années 1950-1970.

Il y a donc eu deux mouvements importants dans la mutation des systèmes de production: un mouvement de substitution du capital (surtout circulant) au travail de la part des exploitants propriétaires, et un mouvement de déplacement du revenu agricole de la rente foncière vers le salariat (développement de l'agriculture à temps partiel et de l'activité salariale des petits propriétaires), par suite de la baisse des revenus de l'exploitation. Celle-ci est à mettre en rapport avec le comportement des prix agricoles.

## 2. La stagnation des prix agricoles

Les courbes des prix à la production pour les principaux produits du regadio valencien (agrumes, cultures maraichères et fruitières, riz), exprimés en pesetas courantes, montrent une tendance assez voisine depuis le début des années cinquante: croissance lente jusqu'au début des années 1970, puis rattrapage assez rapide depuis 1975. En valeur constante, cette croissance est nettement diminuée par les dévaluations successives de la peseta et la forte inflation intérieure. Etudions plus en détail le cas des agrumes et du riz.

### a. Les agrumes

Les courbes des prix à la production des oranges et des mandarines, exprimés en pesetas courantes, sont très concordantes (fig.61, p.314): croissance moyenne de 1950 à 1960, stagnation ensuite jusqu'en 1973 (croissance lente pour les mandarines jusqu'en 1969), croissance forte de 1974 à aujourd'hui.

Cela a donc signifié, pour les exploitants, un revenu intéressant dans la première période, lorsque les prix croissants allaient de pair avec des coûts de production relativement bas, surtout grâce au blocage des salaires: un expéditeur rappelait, dans une interview au journal hebdomadaire VALENCIA-FRUIT, l'heureux temps où le prix de vente d'une arroba d'oranges était équivalent au journal d'un salarié. C'est cette période de bénéfices pour la production qui a déclenché et soutenu le mouvement de création de nouveaux vergers et d'investissement/citadins

dans la terre pendant la période 1955-1970. Mais la conjoncture économique commence à se renverser dès 1965: alors que les prix stagnent en monnaie courante, donc régressent en valeur constante, les coûts de production commencent à grimper fortement et le bénéfice devient aléatoire, nul ou même négatif. A partir de 1975 la croissance des prix vient rétablir en partie l'équilibre: les deux courbes sont à peu près parallèles. Pour un indice 100 en 1976, le prix moyen des oranges à la production est à l'indice 256 et celui des mandarines à 209 en 1982, tandis que les moyens de production courants sont à l'indice 237 et le salaire agricole journalier à 268. Cette situation est un reflet fidèle des conditions du marché européen des agrumes, sur lequel la région (et l'Espagne en général) écoule l'essentiel de son exportation et les deux tiers de sa production.

Exprimé en dollars, donc en monnaie à peu près constante, le prix des agrumes espagnols sur les principaux marchés européens de référence reste à peu près identique de 1955 à 1970, puis commence à évoluer à la hausse à partir de 1975 (fig.61). Exprimé en devises locales, il est multiplié par 1,5 sur le marché allemand de 1975 à 1982, et par 2,5 sur le marché français. On peut en effet distinguer deux périodes dans la situation de l'exportation espagnole et du marché européen.

De 1950 à 1972, on assiste à une croissance rapide de la production et de l'exportation espagnole (fig.62, p.315): reprise très nette de la demande après 1945, dans une Europe en pleine reconstruction et ensuite en plein essor économique. Mais l'Espagne n'est plus seule sur ce marché, dont elle avait le monopole avant la deuxième guerre mondiale: de nouveaux pays producteurs, le Maroc et Israël, accroissent encore plus rapidement leurs exportations. A partir de 1955-60 les parts de marché sont à peu près fixées et varieront peu ensuite: l'Espagne représente, depuis plus de 20 ans, entre 40 et 45% des exportations d'oranges et de mandarines du bassin méditerranéen (tab.49 et 50, p.324 et 325). L'exportation espagnole se heurte donc à une concurrence de plus en plus vive, souvent commercialement mieux organisée: un "citrus board" organise l'ensemble de l'exportation israélienne, face à l'individualisme des nombreux (trop nombreux) exportateurs valenciens. Celle-ci bénéficie en outre, à l'entrée dans le Marché Commun, de tarifs douaniers plus intéressants que les agrumes espagnols, taxés au prix fort. Sur un marché dont le taux de croissance ralentit dès 1960 pour stagner dans les années 1970, la situation des exportateurs se dégrade rapidement et les prix se maintiennent à un niveau relativement bas. On peut parler de crise des agrumes à partir de 1965, même si la production et l'exportation continuent de croître. Mais c'est en 1972 que la situation devient critique, lorsqu'en mars il reste encore environ 850.000 tonnes de fruits sur l'arbre dans les trois provinces de la Région Valencienne, faute de débouchés suffisants. Le gouvernement, avec l'accord de la profession, réorganise par décret, en juillet de la même année, le secteur de l'exportation des agrumes:

- normes restrictives pour l'inscription sur le Registre Spécial des Exportateurs d'Agrumes (seuil inférieur de 3.000 tonnes de fruits exportés);
- création d'un Comité de Gestion de l'Exportation des Agrumes: constitué de représentants de la profession, des pouvoirs publics et de l'organisation syndicale, il est surtout chargé de surveiller le rythme de l'exportation, afin d'empêcher la chute des cours sur les marchés étrangers et l'application de taxes compensatoires de la part des pays importateurs du Marché Commun;
- fixation de nouvelles normes de qualité pour les fruits exportés et de contrôles plus rigoureux;
- financement de la promotion et de la publicité des fruits sur les marchés extérieurs par un dégrèvement fiscal à l'exportation.

A partir de 1972, la production et l'exportation des agrumes espagnols, comme des autres pays du bassin méditerranéen, plafonne donc, alors que le marché de consommation se développe lentement: cela se traduit par une légère revalorisation des prix sur le marché extérieur, mais les prix à la production commencent à être influencés par les prix du marché intérieur, qui s'accroissent sous l'effet de l'inflation.

#### b. Le riz

Dans le cadre d'organismes nationaux successifs, chargés de réglementer le marché des céréales ("Servicio Nacional del Trigo", puis "Servicio Nacional de Cereales", enfin "Servicio Nacional de Productos Agrícolas"), le marché du riz a toujours été étroitement surveillé depuis 1940 (BELTRAN FOS, 1980).

De 1940 à 1951, l'intervention est totale: dans une situation d'autarcie et de pénurie alimentaire, l'agriculteur est obligé de livrer toute sa production pour éviter la hausse des prix et la spéculation. Ceux-ci restent donc faibles et peu rémunérateurs à la production.

A partir de 1952, avec l'essor des nouvelles zones productrices du sud et l'apparition d'excédents, le problème se déplace: comment soustraire au marché ces tonnages excédentaires afin de maintenir les prix à un niveau acceptable pour l'agriculteur. Deux formules ont été successivement employées: celle des livraisons obligatoires à un prix faible, et que l'état pouvait exporter sans difficulté (1952 à 1957, 1960 à 1965), puis celle de la liberté du commerce, assortie d'un prix minimum de garantie et d'un prix maximum d'intervention à partir duquel des importations pouvaient être faites pour peser sur le marché intérieur (1957 à 1960, et depuis 1965). Les prix de garantie ont toujours été fixés assez bas et n'ont augmenté que très lentement, afin de ne pas avoir d'effet incitateur à la hausse sur le marché intérieur, et de ne pas creuser d'écart trop importants avec le marché international lors des exportations. Ils sont restés proches des prix de revient à la production et

se sont éloignés des prix réels du marché: les agriculteurs ont donc livré de moins en moins de riz au SNPA.

En 1973, le marché a été marqué par une forte spéculation pour plusieurs raisons: offre réduite par des aléas climatiques (grêle dans la Ribera du Júcar) et faiblesse des stocks de l'administration, alors que les prix augmentaient sur le marché international. C'est le début d'un rattrapage du prix intérieur du riz à la production: pour un indice 100 en 1964, il n'était qu'à 115 en 1970, mais à 243 en 1977 et à 456 en 1982 (fig.64, p.316). Sous la pression des riziculteurs, le gouvernement a relevé les prix de garantie pour suivre plus étroitement ceux du marché, et financé la soupape des exportations.

Le marché intérieur espagnol absorbe donc actuellement environ 340.000 tonnes de riz paddy par an. En 1974, la consommation de riz blanc (élaboré) était de 5,7 kg/an/habitant, soit environ 200.000 t par an pour 34,7 millions d'habitants, ce qui correspondait alors à une récolte de 300.000 t (le rapport entre le riz blanc et le riz paddy étant d'environ 0,65). Or la production espagnole oscille autour de 400.000 tonnes: elle dépasse donc les besoins nationaux de 60 à 80.000 t et l'excédent ne peut être résorbé que par des exportations subventionnées, car les prix du marché intérieur sont supérieurs aux cours mondiaux du riz.

## B. Les conséquences

### 1. Dans les modes d'utilisation agricole du sol

#### a. Le verger d'agrumes: croissance, stabilisation et vieillissement

Durant ces trente dernières années la production du verger d'agrumes valencien décrit une courbe qui passe par trois périodes (la production étant en gros décalée de 10 ans par rapport à l'évolution des surfaces):

- croissance lente de 1945 à 1960, lorsque l'agrumiculture se relève des difficultés de la conjoncture économique internationale de la guerre, dans une ambiance économique intérieure d'autarcie;
- de 1960 à 1972, croissance rapide par suite de l'entrée en production des vergers replantés ou des nouveaux vergers gagnés sur le secano ;
- à partir de 1972, stagnation des surfaces et de la production, mais énorme transformation interne de la structure du verger.

La composition du verger valencien a en effet évolué de deux façons, qui sont d'ailleurs en partie liées (tab.51, p.325):

- les oranges, qui formaient encore l'essentiel du verger en 1959 (92% de sa surface dans la province de Valencia), perdent leur prépondérance écrasante au bénéfice des mandarines, dont les prix sont plus élevés et dont la précocité diminue fortement le

risque de gelées: celles-ci occupent maintenant plus de la moitié du verger à Castellón, et un tiers à Valencia;

-les variétés précoces (dont les mandarines) sont privilégiées au détriment de celles de milieu de saison et des tardives. Si le marché intérieur absorbe la production espagnole de façon assez régulière tout au long de la campagne, avec un maximum dans la deuxième période, de janvier à mars, l'exportation s'accumule sur la première période de la campagne, d'octobre à décembre: elle est alors pratiquement sans concurrence de la part des autres producteurs méditerranéens. La "primera temporada", qui ne représentait qu'un tiers de l'exportation en 1959, en représente plus de la moitié dès 1970, la "secunda" plus du tiers, et la "tercera" moins de 10% (fig.63, p.315).

Cette accumulation de la production et de l'exportation sur un laps de temps assez court n'est pas sans effet sur l'économie régionale. La nécessité de rentabiliser les installations de conditionnement sur un temps de travail assez court conduit à la pratique de la location des almacenes pour d'autres <sup>di/</sup> conditionnements de produits agricoles ou, dans le cas des coopératives, à l'élargissement de l'éventail de la commercialisation: elles stimulent parmi leurs sociétaires la production des autres fruits et du maraîchage. La nécessité d'une main-d'oeuvre abondante pendant des périodes courtes mais obligées pour les expéditeurs permet aux salariés d'obtenir une revalorisation des salaires journaliers, mais maintient en contrepartie, un chômage saisonnier important dans les communes agrumicoles.

L'arrêt de la croissance des surfaces à partir de 1972 (le "Censo Citrícola" de 1977 révèle même un recul des surfaces dans la province de Valencia) conduit à une troisième évolution dans la composition du verger: celle de sa structure par âge, marquée par le vieillissement. De 1971 à 1977, la part des plantations de plus de 15 ans, c'est-à-dire en pleine production, passe de 45 à 55% de la surface totale dans les provinces de Valencia et de Castellón (tab.52, p.325). Cette situation est différente selon les variétés: les mandariniers sont plus jeunes que les orangers, et les variétés précoces plus que les variétés tardives. Mais si on admet que l'âge moyen d'un verger est de quarante ans, il faut donc, pour qu'il se renouvelle, un rythme de replantation d'un quarantième du verger par an (ou 2,5% en surface). Or on est loin de cette situation: depuis 1963, le rythme moyen annuel de plantation n'a cessé de décroître, et il se situait en 1977 à 2% de la surface totale. Ce phénomène voit ses effets limités en partie par deux pratiques caractéristiques du verger valencien: les plantations intercalaires et le surgreffage.

Les plantations intercalaires représentent en effet encore un quart de la surface des vergers. Elles ont légèrement régressé par rapport à 1972 (elles en occupaient alors 27%), mais c'est le résultat de deux tendances inverses. Le

"doublage" des plantations nécessité par la tristeza a reculé en même temps que la maladie, mais le doublage pour changer rapidement de variété d'agrumes s'est accru avec l'évolution du marché. Les mandariniers sont plus souvent variété principale et les orangers variété intercalaire, les premiers prenant la place des seconds.

Le surgreffage est un moyen relativement rapide de changer la composition variétale du verger: il consiste à regreffer les branches maîtresses de chaque arbre afin d'obtenir rapidement une nouvelle production beaucoup plus importante que dans le cas d'une plantation nouvelle. C'est une pratique qui s'est développée dans les années soixante-dix, surtout dans la province de Castellón, en relation avec le succès des mandarines sur les marchés et la mise au point de nouvelles variétés commercialement intéressantes.

Les vergers de moins de 5 ans représentent donc une part à peu près identique aux deux recensements agrumicoles (10 % environ), mais cette relative stabilité des jeunes plantations est contredite en partie par la baisse actuelle du rythme des plantations: seul le verger des mandariniers continue à s'accroître. On est donc devant une situation de plafonnement du verger, qui se renouvelle tout juste et se transforme sans nouvelles extensions. Toutefois cette stagnation statistique globale ne doit pas faire perdre de vue les mutations spatiales qui l'ont affecté dans la dernière décennie. Les deux recensements des agrumes (1971 et 1977) enregistrent une stagnation ou même un recul des agrumes dans les zones traditionnelles (Huerta de Valencia, Ribera du Júcar, Plana de Castellón), où les formes d'occupation non agricoles du sol sont les plus dynamiques, et où les terrains transformables ont été à peu près totalement utilisés. Par contre, les agrumes continuent à progresser là où ils se développent aux dépens du secano, dans les zones de périmètres irrigués nouveaux dus à l'initiative publique ou privée: Campo de Liria, Hoya de Buñol, Vall d'Albaida, Canal de Navarrés, où les limitations sont souvent plus climatiques qu'économiques. Mais ce mouvement s'essoufle, comparé à la vigueur qu'il a eue dans les années 1960-1975.

#### **b. Les rizières: recul rapide et stabilisation**

La courbe des surfaces plantées en riz sur le littoral valencien est en relation directe avec celle des prix à la production (fig.64, p.316). Après un maximum lié à l'économie autarcique du régime franquiste en 1950 (27.000 ha), elle dessine un recul rapide et régulier jusqu'en 1973 (16.250 ha), pour se stabiliser ensuite entre 15 et 16.000 ha (15.800 en 1982).

Les riziculteurs valenciens sont donc confrontés au problème du marché du riz, marqué par une longue période de réduction de la valeur constante de la

production, et à celui de la concurrence des nouvelles zones productrices de la moitié sud de la péninsule. De grands aménagements hydrauliques publics (Marismas du Guadalquivir, Plan Badajoz) y ont favorisé le développement de structures agraires modernes: les exploitations y sont beaucoup plus vastes et les coûts de production moins élevés. Le littoral valencien a donc perdu la première place dans la riziculture espagnole: de plus de la moitié de la production en 1950, sa part est tombée au quart, derrière les provinces de Séville et de Tarragone.

Ce recul a frappé de façon inégale les zones de production du littoral valencien (fig.41 et 65, p.220 et 316). Les rizières de faible extension ou proches des centres urbains ont rapidement décrû jusqu'à disparaître, soit sous l'action des propriétaires eux-mêmes, soit par des plans d'aménagement concertés. Les rizières de Castellón, de la Ribera Alta du Júcar, de la Costera de Játiva et de Pego-Oliva ont pratiquement disparu dès 1970. Entre 1970 et 1980, celles de Puig-Puzol et de Tabernes de Valldigna sont drainées et remembrées par les services du Ministère de l'Agriculture. Dans la zone Albufera-Júcar, qui forme le dernier bloc de rizières, le recul a été rapide au nord, à proximité de l'agglomération de Valencia, et au sud du Júcar (CANO GARCIA, 1980). A plus ou moins brève échéance, seules subsisteront les rizières périphériques de l'Albufera: d'une part la revalorisation du prix du riz leur a redonné un intérêt économique agricole non négligeable; d'autre part elles sont intégrées dans un système hydraulique à la fois naturel et aménagé par l'homme, dont les contraintes collectives et naturelles font que la disparition des rizières mettrait en cause l'équilibre de l'ensemble.

### c. Les cultures de huerta: recul et mutations rapides

Globalement les surfaces évoluent peu car, comme pour les agrumes, on assiste à une réduction dans les vieux périmètres irrigués (urbanisation ou remplacement par les agrumes), et à une croissance dans les nouveaux périmètres irrigués (Campo de Liria) ou drainés (Huerta nord et littoral de la Valldigna).

Les productions elles-mêmes évoluent de façon cyclique, en fonction des prix du marché, mais de façon indépendante pour chaque produit: E. BURRIEL soulignait déjà en 1971, dans la Huerta de Valencia, "la désorientation complète de l'agriculteur quant aux cultures à planter à chaque saison et le fait [est] qu'actuellement l'agriculteur de la Vega ne sait quelle carte jouer" (1971a, p.528). Les surfaces de chaque produit peuvent donc varier fortement d'une année à l'autre: un prix d'achat relativement intéressant entraîne une extension des surfaces plantées, qui peut se traduire l'année suivante par un effondrement des cours, et par une réduction postérieure des surfaces. Le développement de la commercialisation des produits maraichers par les coopératives agrumicoles, et l'apparition de firmes agro-alimentaires faisant travailler les agriculteurs sous contrat <sup>onc</sup> pu favoriser

certaines productions d'écoulement plus facile.

Une double évolution coexiste dans les cultures de huerta: extensification globale du système de production et intensification d'un certain nombre d'exploitations ou même de parcelles dans une exploitation (ARNALTE ALEGRE, 1983). Considéré dans son ensemble, le rapport surface récoltée/ surface cultivée, qui mesure le rythme des rotations de culture, et d'une certaine façon l'intensité du système agricole, diminue dans les huertas valenciennes: il passe de 1,5 à 1,3 de 1970 à 1980. Mais, parallèlement, les cultures protégées se développent; elles doublent en surface de 1974 à 1982 dans la province de Valencia, qui devient la deuxième d'Espagne sur ce plan, après celle d'Almería: 5.100 ha de cultures sous plastique, 1.200 ha de tunnels et 440 ha de serres. Les productions qui profitent de ce forçage sont les grands produits maraîchers du marché national et international (poivrons, aubergines, tomates, concombres) ou les cultures délicates (fleurs et plantes en pots). Pour ce dernier marché, Valencia est la seconde région productrice d'Espagne, après la province de Barcelone, et abrite chaque année une foire nationale: "IBERFLORA".

D'un côté, et en particulier dans les zones péri-urbaines, les agriculteurs à temps partiel se tournent vers des productions annuelles (légumes de plein champ) moins coûteuses en temps et en investissement. De l'autre, les agriculteurs purs concentrent leur temps et leur argent sur une partie seulement de leur exploitation, en pratiquant aussi des cultures annuelles ou en plantant des orangers sur les autres parcelles. Cette intensification va jusqu'aux tunnels et aux serres. Ce processus n'est pas différent de celui qui a vu se répandre les serres dans les petites exploitations irriguées de la région de Chateaufort, dans le Comtat des Bouches-du-Rhône, depuis une dizaine d'années.

Exploitation maraîchère à Benifayó (septembre 1976):

L'exploitant est le premier de la commune à avoir intensifié sa production en utilisant les tunnels plastiques en 1966. En 1974 il installe 1 hectare de serres vitrées chauffées (16 millions de pesetas d'investissement, soit environ 1.120.000 F). L'eau d'irrigation est obtenue d'un puits foré pour remplacer l'eau de l'acequia communale, dont la qualité est jugée insuffisante. En employant quelques journaliers masculins et féminins, il produit exclusivement des poivrons qu'il récolte de février à juin, c'est-à-dire entre la contre-saison totale du littoral andalou (Almería) et la saison normale du Levant. Cela lui permet d'écouler sa production à la commission sur les marchés intérieurs de Barcelone, Madrid, et Murcie.

C'est pourquoi les serres se rencontrent essentiellement dans les zones de tradition maraîchère (Huerta de Valencia, arenal de Cullera, Ribera du Júcar); mais elles peuvent être détachées des regadíos traditionnels, lorsqu'il s'agit



d'investissements d'origine extra-agricole, qui préfèrent des zones "neuves", tant au plan des structures techniques de l'irrigation que des structures sociales. Elles s'installent dans les secanos transformables, sur les marges du regadío : exploitations capitalistes de Liria, fraisculteurs de la Valldigna. On est en présence d'une localisation ponctuelle, caractéristique de formes d'évolution qui refusent les contraintes d'une organisation de l'espace depuis longtemps en place.

## 2. Dans l'emploi : recul des actifs, chômage et migrations saisonnières

### a. La décroissance des actifs

Après s'être maintenue à un niveau relativement élevé jusqu'à une date tardive (début des années soixante), dans le contexte de l'économie autarcique voulue par le régime franquiste, la population active agricole du regadío, comme celle du secano, amorce une diminution qui va en s'accéléralant. Dans la province de Valencia, le recul de l'ensemble est de 16% de 1960 à 1970, et de 37% de 1970 à 1980. Mais dans le regadío, ce recul se singularise de deux façons. D'une part, il est moins rapide que dans les zones sèches, où la crise de l'économie traditionnelle entraîne un exode rural très prononcé et une véritable crise démographique: de 1960 à 1973, il n'est que de 21% dans les comarcas irriguées, contre 34% dans celles du secano de la province de Valencia. D'autre part, l'exode rural proprement dit n'est pas très important, car le changement d'activité s'est souvent accompli, dans les périmètres irrigués, sans changement de résidence: la relative diffusion de l'industrie dans la plaine littorale, la proximité des nouveaux centres d'emploi, l'essor des fonctions tertiaires et touristiques, la résidence déjà "urbaine" de nombreux agriculteurs, ont permis à un certain nombre d'entre eux (journaliers ou enfants d'agriculteurs), de changer d'activité sans se déplacer ou avec des migrations alternantes à court rayon.

Ce recul s'accompagne en outre d'une substitution progressive entre les deux catégories d'exploitants autonomes et de salariés, du moins dans les chiffres (tab.53, p.326). Tandis que la catégorie des premiers décline fortement, celle des seconds décline lentement et de ce fait représente une part relative de plus en plus grande de la population active agricole provinciale: de 35% en 1962 à 83% en 1981. Cette situation est en contradiction apparente avec le fait que, dans le même temps, le nombre des exploitations irriguées augmente fortement dans le regadío, alors qu'il diminue dans les secanos intérieurs. Ce cas n'est pas propre à la province de Valencia, puisqu'on le retrouve dans les espaces méditerranéens irrigués voisins, dans les provinces d'Alicante et de Murcie (DAUMAS, 1979). Mais il est ici

en corrélation étroite avec la croissance de l'agriculture à temps partiel et la mise en place du système de production étudié par ARNALTE (1980) et défini au quatrième chapitre de la première partie: cela signifie que les exploitants le sont de moins en moins à temps complet, et que de nombreux salariés sont en même temps exploitants.

Dans les 6 comarcas irriguées de la province de Valencia, l'évolution du nombre des exploitations, entre 1962 et 1972, était supérieure à 20%, alors qu'elle était nulle dans les secanos intermédiaires, et négative dans les secanos profonds. Même si ces chiffres peuvent être contestés pour les différences de critères de définitions retenus lors des deux recensements agraires, ils n'en indiquent pas moins des tendances bien claires. Si on considère cette évolution par catégories de taille, on constate que, dans le regadío, ce sont les exploitations de moins de 3 ha qui alimentent cette progression, alors que toutes les classes supérieures diminuent en nombre. Dans le secano, la situation est différente: les micro-exploitations (moins de 1 ha) et les très grandes (plus de 100 ha) diminuent, tandis que toutes les catégories intermédiaires augmentent, mais surtout les petites (5-10 ha) et les moyennes (20 à 50). C'est là une évolution assez classique de l'exploitation par concentration des surfaces, ce qui n'est pas le cas dans les zones irriguées: le morcellement des exploitations continue sous l'effet de l'importance prise par l'agriculture à temps partiel. S'il y a de moins en moins d'exploitants "purs" dans les statistiques de population active, et de plus en plus d'exploitations dans les recensements agricoles, c'est qu'il y a eu de plus en plus de non-agriculteurs exploitants (investissements citadins et partages successoraux) et d'agriculteurs à temps partiel (propriétaires devenant journaliers, journaliers devenant propriétaires).

#### b. Chômage et migrations saisonnières

La forte pression démographique traditionnelle sur la terre cultivée des huertas, à laquelle s'est ajoutée brutalement l'évolution des systèmes de production, a aggravé le chômage agricole dans les années soixante, et transformé une tradition d'émigration séculaire en un flux migratoire bien particulier, puisqu'il n'a pas signifié rupture d'avec le système des huertas, mais adaptation pour trouver des revenus complémentaires et s'y maintenir.

#### \* La permanence des migrations agricoles

Les migrations saisonnières existaient déjà, en particulier dans le système de production spatialement le plus spécialisé, celui du riz: dans la Ribera Baja, son calendrier de culture laissait de longs mois de chômage durant l'hiver (à l'inverse de celui des agrumes). Mais les migrations de travail qui en découlaient s'effectuaient dans le cadre national, et vers les deux autres grandes régions

rizicoles, grâce au décalage des calendriers agricoles: vers le delta de l'Ebre depuis le début du siècle, vers les Marismas du Guadalquivir, lors de leur transformation en rizières (DRAIN, 1977). D'ailleurs un certain nombre de riziculteurs valenciens se sont établis définitivement sur les terres nouvelles concédées par l'Instituto Nacional de Colonización dans la province de Séville.

En sens inverse, des andalous venaient participer à la moisson du riz dans la province de Valencia. Ces migrations ont pratiquement disparu avec la mécanisation générale de la riziculture dans les années 1965-1970. Avec l'ouverture des frontières espagnoles, le relais a été pris rapidement par les migrations internationales, et une des premières migrations fut celle des riziculteurs qui allaient s'employer en Camargue au repiquage du riz: elle devait disparaître avec la généralisation du semis direct (1960).

De façon plus générale, le littoral valencien a participé au grand mouvement d'émigration des espagnols vers l'Europe industrielle qui s'étale sur une vingtaine d'années, de 1955 à 1975. Celui-ci démarre lentement dans l'Espagne encore fermée des années cinquante, et se développe rapidement avec l'ouverture des frontières et l'appel des emplois européens à partir de 1960. Il atteint son maximum en 1970-1972, pour régresser ensuite sous l'effet de la crise européenne et de l'évolution interne de l'économie valencienne. Il est maintenant à peu près stabilisé depuis 1976, et la province de Valencia a perdu la première place qu'elle y occupait au bénéfice de la province de Grenade, dans un mouvement migratoire qui se réduit de plus en plus à des migrations saisonnières, dans lesquelles l'Andalousie a ravi la première place au Levant.

Mais il se distingue de l'émigration andalouse, car il s'est toujours agi essentiellement d'une émigration saisonnière d'agriculteurs pour des travaux agricoles, qui s'est faite avant tout vers la France. Encore actuellement (moyenne 1980-82) les provinces de Valencia et Castellón alimentent 17 % des migrations saisonnières espagnoles vers l'Europe et fournissent 19% des vendangeurs espagnols en France.

#### \* Les caractéristiques de cette émigration

L'étude par sondage de la population des migrants de la province de Valencia de 1965 à 1980 (voir Annexe 10, p.365) fait ressortir pour celle-ci des caractères principaux qui sont ceux des migrations de travail des pays méditerranéens vers l'Europe industrielle, largement étudiés dans les deux dernières décennies. Il s'agit d'actifs jeunes: la pyramide des âges s'étale de 15 à 60 ans, mais plus de la moitié ont entre 20 et 35 ans, et près des 4/5 ont moins de 40 ans. Ils ont une faible qualification: 73% d'entre eux sont manoeuvres, agriculteurs ou journaliers. Ces deux dernières catégories, qui représentent des actifs agricoles, fournissent 3

migrants sur 5.

Mais elle s'en distingue par deux caractères originaux. La destination est essentiellement la France (70% des premiers départs, et plus de 90% si on prend en compte les vendangeurs), pour des travaux agricoles ou liés à l'agriculture (industrie agro-alimentaire, coopératives, conditionnement des fruits et légumes). Deux autres pays se partagent le reste des migrants: la Suisse (15%) et la République Fédérale d'Allemagne (11%). La proportion de femmes est supérieure à la moyenne (30% environ), dont la pyramide des âges est différente de celle des hommes: plus de la moitié d'entre elles ont entre 15 et 25 ans (jeunes célibataires avant le mariage). Les classes d'âges supérieures sont régulièrement distribuées, avec une légère recrudescence après 45 ans (lorsque les charges familiales diminuent après le départ des enfants).

#### \* Emigration et systèmes spatiaux

La cartographie du phénomène migratoire selon les communes de départ fait apparaître une prépondérance écrasante de la plaine littorale dans les deux provinces: plus de 90% des migrants sont originaires des comarcas irriguées. Dans la province de Valencia, plus de la moitié viennent de la Ribera du Júcar, et plus d'1/5 de Valencia et de sa Huerta (fig.66, p.317). A Castellón, la Plana accapare plus des 4/5 des migrants de toute la province. Ce sont évidemment les zones les plus peuplées, mais le taux d'émigration, calculé en rapportant le nombre d'émigrants à la population totale des communes en 1965, est très variable: il différencie la Ribera du Júcar, où sa valeur est la plus forte (plus de 9%), des autres espaces irrigués, où elle est légèrement supérieure, ou même inférieure à la moyenne provinciale (2,5%).

Le partage des deux provinces en 15 zones (comarcas irriguées et secanos intérieurs regroupés) et l'analyse statistique de la population migrante dans ce cadre à l'aide de 11 variables tirées des fichiers, auxquelles ont été jointes 3 variables décrivant la population des zones considérées, ont permis de faire apparaître deux types d'émigration, correspondant à deux localisations spatiales différentes, c'est-à-dire à deux systèmes spatiaux différents. La méthode employée a été celle de la diagonalisation d'une matrice graphique (matrice ordonnable de J.BERTIN), complétée par la matrice des corrélations linéaires entre les variables et le graphe associé (Annexe 10, p.366 et 367)

La matrice des corrélations, que résume un graphe associé, montre effectivement deux complexes de variables échangeant entre elles des corrélations fortement positives à l'intérieur de chaque complexe et des corrélations fortement négatives avec l'autre complexe :

- le premier groupe associe le "peón" (ouvrier manoeuvre de l'industrie), souvent né dans une autre province (donc immigré à Valencia), demeurant dans une zone

de forte croissance démographique (donc urbaine et industrielle), à une émigration permanente ou temporaire à long terme (un seul départ dans le fichier); elle intéresse les autres pays européens plus que la France, c'est à dire la Suisse (pour des emplois dans la construction) et l'Allemagne (pour des emplois dans l'industrie).

- le second montre une migration de faible qualification, comportant de très nombreux agriculteurs, issus de zones à forte population active agricole en 1970, où ils sont en général nés. Elle s'oriente avant tout vers la France, et c'est dans cette direction que la part des femmes, en particulier des jeunes (moins de 25 ans), est la plus grande.

La matrice ordonnable, qui classe les variables, mais aussi les lieux (ici les zones de départ des migrants) selon leurs réponses sur ces variables, met en lumière la localisation différente des deux types d'émigration. La première est caractéristique des agglomérations capitales (Valencia et Castellón) et de leur aire métropolitaine industrialisée (Huerta, Plana industrielle) dont les réponses les plus fortes correspondent bien au premier groupe de variables. La seconde concerne les zones de regadío intensif traditionnel de la Ribera du Júcar et de la Plana de Castellón (Plana agricole), mais aussi, et sous une forme légèrement différente, l'intérieur des deux provinces, où le taux d'émigration est faible (mais compensé par de fortes migrations intraprovinciales). Les zones de regadío plus ou moins transformées par l'urbanisation et l'industrialisation présentent la juxtaposition des deux formes: elles sont à peu près équilibrées dans la Huerta de Gandía et la Costera de Játiva, mais la migration "industrielle" l'emporte sur la migration "agricole" dans le Bajo Palancia et le Campo de Liria.

Il y a donc là une relation évidente entre émigration et formes d'organisation socio-économique de l'espace dans les deux provinces. D'un côté, une émigration permanente d'actifs masculins est issue des zones urbanisées, vers les emplois industriels de l'Europe nord-occidentale. Comme ils sont parfois venus d'autres régions espagnoles, attirés par la croissance industrielle des grandes agglomérations et de leur périphérie, ceci souligne au passage les limites du pouvoir d'absorption démographique des régions de Valencia et de Castellón, qui ont fonctionné d'une certaine façon comme un relais migratoire. De l'autre, une émigration saisonnière d'hommes et de femmes affecte les zones du littoral valencien où l'agriculture irriguée continue à fournir une partie des emplois...et des chômeurs. C'est cette forme qui nous intéresse ici au premier chef, et la comparaison des données du fichier concernant la Ribera du Júcar avec celles de la Huerta de Valencia est tout à fait caractéristique (tab.54, p.326).

\* Les migrations dans la Ribera du Júcar

La prédominance écrasante des actifs peu qualifiés, du secteur primaire (85%), où les laboureurs et les journaliers sont à égalité, et le faible nombre des "peones" caractérisent bien une migration d'origine agricole. Elle a eu pour causes la crise de la petite exploitation paysanne dans les zones orangères ou rizicoles, et la présence d'un nombre encore important de journaliers agricoles, dans des huertas très peuplées et peu transformées par l'industrialisation. Elles sont donc affectées saisonnièrement par le chômage lié au calendrier agricole.

Cette migration alimente, à l'arrivée, des activités agricoles qui s'emboîtent, par le décalage des saisons entre le littoral valencien et la France méridionale, dans le calendrier de l'activité des migrants: la courbe des sorties mensuelles de migrants saisonniers présente un maximum principal en septembre-octobre pour les vendanges (3/4 des sorties totales) et un maximum secondaire beaucoup plus faible en juin-juillet pour les cultures légumières et fruitières dans le midi de la France. On a vu que les périodes d'emploi du regadío valencien se situaient en hiver avec la récolte des oranges de novembre à mars et au printemps (avril-mai) avec les travaux des cultures maraîchères.

Les régions réceptrices ont été les régions du midi français: l'ensemble de celles-ci pour les vendanges (mais le Languedoc en premier lieu), les plaines du Bas-Rhône pour les cultures maraîchères, la vallée du Rhône moyen (et secondairement les pays de la Garonne) pour les cultures fruitières. Il y avait là une tradition de migration permanente ancienne (surtout depuis la première guerre mondiale) et un certain nombre d'affinités. Affinité de langue: le valencien est une langue d'origine occitane, comme le catalan, le languedocien et le provençal. Affinité de qualification: les maraîchers valenciens ou les cueilleurs d'oranges étaient recherchés pour leur savoir-faire, et certains sont même devenus contremaîtres pour certains exploitants absentéistes dans le Bas-Rhône. C'est peut-être cette relative familiarité des itinéraires et des lieux qui explique l'importance des femmes dans cette migration (plus du tiers des départs), de même que le type de travaux proposé à l'arrivée: coupeuses dans les équipes de vendangeurs tandis que les hommes sont porteurs, conditionneuses dans les entrepôts d'expédition de fruits et de légumes quand les maris, récoltent ou cueillent; mais leur jeunesse, comme d'ailleurs la jeunesse des journaliers masculins, montre aussi que les enfants étaient intégrés dans le budget familial dans la mesure du possible, et que leur force de travail était considérée au même titre que celle des adultes (on est loin de l'émigration presque exclusivement masculine de la province de Séville décrite par M. DRAIN et E. KOLODNY, 1980)

Ces migrations ont été largement décrites avec leurs conditions souvent précaires, dont l'amélioration a été lente sous la pression des syndicats et de l'Eglise, plus que des autorités nationales (espagnoles ou françaises) concernées. "On ne voyait que les curés et les banquiers" ont coutume de dire les migrants valenciens (les premiers pour d'évidentes raisons de sacerdoce, mais aussi pour obtenir de meilleures conditions d'émigration, les seconds pour faciliter le rapatriement des revenus obtenus à l'étranger). Dans la majeure partie des cas, il s'est agi de migrations courtes dans le temps, trois semaines pour les vendanges, un à deux mois pour les autres travaux, la relative proximité facilitant les allers et retours entre Valencia et la France. Le revenu ainsi obtenu avait une fonction de complément, pouvant assurer un à deux mois du budget familial. Leur répétition a pu aboutir à des existences éclatées, partagées spatialement et alternativement entre la France et l'Espagne:

X., journalier à Cullera (Ribera Baja du Júcar) n'a jamais cessé d'émigrer de 1957 à 1979, et la liste de ses voyages est longue:

- de 1957 à 1969: repiquage du riz en Camargue en mai-juin, coupe de la lavande à Entrevennes et Thoard dans les Basses-Alpes en juillet-août, moisson du riz à la faucille à Amposta (Delta de l'Ebre) en septembre-octobre;
- de 1969 à 1979: au printemps, repiquage du riz à Alcolea, sur le Cinca (province de Saragosse), à l'automne, vendanges dans le Gard et l'Hérault, en hiver taille des orangers à Lora del Río (province de Séville);
- à partir de 1980, il ralentit le rythme des migrations: il loue 9 hanegadas de terre irriguée à Cullera, sur lesquelles il cultive des tomates ou des artichauts de plein champ, de façon peu intensive, afin de ne pas empiéter sur son emploi de journalier et de s'assurer un complément de revenu stable. Il devient conseiller municipal dans la nouvelle municipalité de Cullera issue des élections démocratiques de 1979.

Dans le cadre de la Ribera, il est difficile de séparer migration rurale et migration urbaine, car elles présentent des caractères très voisins. Les taux de migration diminuent avec l'augmentation de la taille des communes, puisque la part des agriculteurs dans la population active diminue: en même temps, on note, dans les migrants issus des villes agricoles, plus de journaliers, plus de femmes, plus de non agriculteurs, des voyages plus nombreux et une destination plus variée. Au total une émigration un peu moins liée à l'agriculture.

La migration de la Ribera Baja, à dominante rizicole, se différencie de celle de la Ribera Alta, à dominante agrumicole, par une augmentation de la part des "laboureurs" (54% contre 34% aux journaliers) et une diminution de la proportion des femmes et des jeunes: cela peut être la traduction d'un système agricole en réelle difficulté, puisque le gros des migrations est formé par des exploitants propriétaires, les saisonniers ayant déjà cherché fortune ailleurs. C'est d'ailleurs une période de crise démographique avérée pour les communes rizicoles de la Ribera.

De la même façon qu'ils sont insérés dans un système agricole de production qui les oblige à s'expatrier à intervalles réguliers, ils trouvent à l'arrivée un système de production qui n'est pas très différent du leur: il présente aussi d'importants besoins de main-d'oeuvre à des moments saisonniers très courts et pour des opérations qui représentent une part de plus en plus grande des temps de travail par hectare et des coûts de production (BERLAN, GAMBADE, 1981). De telle sorte que par son acceptation de rémunérations relativement faibles (pour le niveau français des salaires) et de travaux à forfait longs et rebutants, le saisonnier espagnol a permis à l'agriculteur méditerranéen français de limiter la hausse de ses coûts de production et de lutter contre la concurrence de ses propres produits (ceux du littoral méditerranéen espagnol) et de ceux des autres huertas méditerranéennes (Italie, Grèce) sur le marché national et dans le Marché Commun. Ce paradoxe apparent n'est pas nouveau: en même temps que les zones de production agricole se déplaçaient vers le sud des littoraux méditerranéens, les hommes se déplaçaient vers le nord, pour remplir des emplois qui concurrençaient les produits de leur région d'origine. On a pu voir au même moment des migrations de Catalans vers la France, de Valenciens vers la Catalogne, de Murciens et d'Andalous vers Valencia, selon un gradient sud-nord qui allait des économies les plus pauvres vers les économies les plus riches.

Cette embauche saisonnière présentait d'ailleurs un certain nombre de caractères communs à celle des huertas valenciennes, distance en plus. Comme le propriétaire valencien, l'agriculteur comtadin ou le viticulteur languedocien est souvent venu lui-même recruter des travailleurs, qu'il réembauchait ensuite chaque année en leur envoyant le contrat de travail nécessaire à l'obtention du passeport et à l'assistance de l'Instituto Nacional de Emigración. Ou encore il s'adressait à un espagnol de confiance, sorte de sergent recruteur, qui agissait dans sa commune pour embaucher les saisonniers nécessaires au patron français, comme le "cap de colla" recrute son équipe pour la récolte des agrumes.

X., agriculteur comtadin ayant deux exploitations, dont une de deux hectares de fraises aux Gravons, sur les bords de l'Etang de Berre, était allé lui-même, en 1957, recruter des journaliers espagnols à Picasent, dans la Huerta sud de Valencia, et leur renouveler depuis, très régulièrement, leurs contrats saisonniers.



#### \* La situation actuelle

Le mouvement migratoire "industriel" au départ du littoral valencien a pris pratiquement fin en 1974-1975, comme d'ailleurs dans le reste de l'Espagne: les pays de l'Europe industrielle ferment leur portes aux travailleurs étrangers, et seule la Suisse continue d'accueillir un petit contingent d'immigrés. A Valencia, cette forme d'immigration dite "permanente", qui n'avait jamais représenté officiellement que 20% des départs (en 1972), n'en représente plus que 2% dès 1974.

L'émigration saisonnière, affectée plus tardivement, voit ses effectifs diminuer avec l'évolution du marché du travail agricole dans la France méridionale. Les espagnols que la hausse du niveau de vie national et la bonne connaissance des droits de l'émigrant rendent moins "malléables" et moins prêts à accepter n'importe quel travail, sont de plus en plus concurrencés par d'autres immigrants moins exigeants (marocains et algériens, égyptiens même). La vendange, qui était la source principale de l'emploi saisonnier, est de plus en plus mécanisée et la situation locale de l'emploi pousse les chômeurs à chercher dans les travaux saisonniers comme la vendange un complément de ressources. Ajoutons que la hausse des salaires agricoles dans le regadío valencien, favorisée d'ailleurs par les migrations saisonnières, a pu persuader certains migrants de tenter leurs chances au pays.

Quoiqu'il en soit les migrations saisonnières valenciennes n'ont pas disparu. Elles ont diminué approximativement de moitié, mais elles ont retrouvé un nouvel équilibre, car les causes objectives de leur existence sont toujours là: permanence du sous-emploi agricole, besoin de contingents de main-d'oeuvre saisonnière dans certaines activités agricoles ou para-agricoles du midi français. Ainsi la coopérative fruitière de Loriol (Drôme), "Loricoop", continue à recruter 110 espagnols des communes de Burriana, Moncófar et Sagunto pour 2 mois, du 10 juillet au 10 septembre: les femmes travaillent au conditionnement des fruits, tandis que les hommes les récoltent. Leur savoir-faire de cueilleurs d'agrumes est apprécié pour la cueillette délicate des pêches.

#### c. Les activités de substitution

Les migrations saisonnières sont la traduction la plus visible et la forme la plus "déracinante" de cette recherche de ressources complémentaires de la part du petit agriculteur valencien. Mais il en est d'autres qui se développent au sein de la famille agricole, dont le budget s'alimente de revenus de plus en plus extra-agricoles, après s'être alimenté de revenus agricoles hors de l'exploitation.

Si les fils avant mariage sont journaliers, ou cherchent un emploi dans

l'industrie ou le secteur tertiaire, les filles et les femmes dans la huerta travaillent peu dans les champs: elles s'emploient dans les almacenes au conditionnement des fruits et des légumes, ou participent au budget familial par le travail à domicile. Ce dernier existe surtout pour le textile (tricot), et accessoirement pour le travail du plastique, de l'osier et du bois (paniers, cages, emballages délicats). C'est le "putting-out system", qui a favorisé la croissance de certaines branches de l'industrie valencienne, et que J. COSTA MAS a décrit dans le Marquesado de Denia (1977). La forme la plus fréquente en est le travail à façon dans l'industrie du tricot, sur des machines (tricoteuses) souvent louées par le donneur d'ordres, pour des firmes de Valencia, qui est un des grands centres de l'industrie de la confection en Espagne. Moins développé que dans les comarcas intérieures et montagneuses de la Région Valencienne (SANCHIS, 1984), ce travail à domicile n'en existe pas moins dans les huertas les plus touchées par le chômage rural: P. MORENO TORREGROSA (1978) signalait la présence de 300 tricoteuses en fonctionnement dans la commune de Riola (1.700 habitants, dans la Ribera Baja). On assiste même à un regain de cette forme d'économie souterraine, face aux problèmes que pose la crise économique aux industries de main-d'oeuvre de la Région Valencienne (BERNABE et al., 1984), dont le comportement est voisin de celles de l'Italie moyenne.

### Conclusion

Confrontés au problème-clé des prix agricoles, et en particulier des prix du marché extérieur sur lequel l'Espagne est en position défavorisée, l'ensemble du système agrumicole réagit de plusieurs façons. Le commerce, qui répercute les prix internationaux sur le producteur, évolue peu dans ses structures, sinon par la modernisation de ses installations et la mise en place d'un Comité de Gestion. Formé de représentants des expéditeurs, il est chargé de surveiller l'offre à l'exportation, afin d'empêcher la chute des cours des agrumes et l'application de taxes compensatoires de la part des pays importateurs du Marché Commun.

Les producteurs, qui sont donc dans une situation plus difficile, adoptent deux types de solutions: soit des solutions collectives, qui se traduisent par la généralisation des coopératives et des caisses rurales, soit des solutions individuelles, qui consistent essentiellement à rechercher des revenus en dehors de l'exploitation. Ils les trouvent dans les migrations saisonnières vers la France, dans les emplois créés par la nouvelle économie industrielle et urbaine, et sur les exploitations des propriétaires citadins. Cela conduit à une évolution des rapports de production au sein du système agricole et à favoriser le maintien de la petite exploitation, par des agriculteurs qui ne sont plus exploitants à temps complet, mais souvent encore employés dans le système agricole à temps complet. Cette nouvelle organisation du travail, ces nouveaux rapports avec les autres secteurs de l'économie entraînent de profonds changements dans la géographie des huertas.

### CHAPITRE III. ESPACE IRRIGUE ET GEOGRAPHIE REGIONALE

A la fin de la deuxième partie de cet ouvrage, les principaux indicateurs de l'économie agricole irriguée nous ont permis de tracer une partition de l'espace dont les éléments essentiels d'organisation étaient fondés sur les systèmes de production agricole. On a vu ainsi se dessiner des zones homogènes, dont l'intégration dans un ensemble plus vaste était peu liée à des phénomènes de hiérarchisation, chaque unité étant juxtaposée aux autres, la capitale provinciale dessinant la seule polarisation importante. La transformation de l'économie valencienne et de ses rapports à l'espace a eu pour effet d'accroître profondément les phénomènes de polarité, de telle sorte que les anciennes situations sont bouleversées et que la base économique agricole n'est plus le fondement essentiel de la différenciation spatiale. Celle-ci se trouve maintenant sous la dépendance de la distance aux centres urbains de croissance, de l'accessibilité par les équipements et les infrastructures nouvelles, et des facteurs de localisation des nouvelles firmes industrielles et tertiaires, qui désignent les nouvelles zones d'investissement et d'emploi.

Progrès de l'économie industrielle et urbaine, recul et adaptation de l'économie agricole irriguée se traduisent dans l'espace littoral valencien par un nouveau modèle spécifique d'organisation de l'espace, que nous allons essayer de dessiner en nous appuyant sur les "réactifs" de la dynamique spatiale de la population et des rapports villes-campagnes.

#### A. La nouvelle dynamique de la population rurale

Celle-ci est, nous l'avons vu, très fortement influencée par la croissance urbaine. Et la comparaison des cartes de l'évolution démographique communale de 1960 à 1970 et de 1970 à 1980 (fig.67, p.318) montre qu'on passe, pour les deux provinces, d'une situation marquée par l'opposition littoral/intérieur, avec un gradient d'évolution démographique très fort, à une situation de diffusion de la croissance démographique vers l'intérieur, en même temps que la croissance sur le littoral a tendance à être moins concentrée dans les aires métropolitaines et à mieux "s'égaliser". Cet étalement de la croissance se fait vers l'intérieur en suivant les pénétrantes, mais aussi vers les marges nord et sud de l'espace valencien, en suivant l'axe littoral. En même temps qu'il y a étalement de la croissance, il y a réduction du gradient démographique, autant par ralentissement de

la croissance littorale que par ralentissement de la décroissance de l'arrière-pays: soit par effet de diffusion sur les périphéries proches, soit par quasi-désertification dans les périphéries les plus profondes (voir Annexe 10, p.365).

### 1. Le modèle local des espaces irrigués

L'étude des bilans démographiques dans deux comarcas irriguées, la Ribera du Júcar et le Campo de Liria, permet de préciser, à l'échelle communale, ces nouveaux comportements: d'abord dans une région de regadío traditionnel, la Ribera, relativement éloignée du "centre" valencien, ensuite dans une région de regadío récent, sous l'emprise directe de ce dernier, le Campo de Liria, où les phénomènes de "rurbanisation" vont bon train (pour la terminologie des comportements démographiques, voir Annexe 10).

#### a. La Ribera du Júcar

Globalement, la croissance démographique moyenne (+ 6% de 1970 à 1980) est soutenue par un bilan naturel plus important (+ 4%) que le solde migratoire (+ 2%). Mais cette situation générale est loin de concerner l'ensemble des <sup>m</sup>unicipalités de la Ribera. Une première corrélation apparaît avec la taille des communes: les comportements sont plus dynamiques dans les communes les plus peuplées, et les plus petites sont souvent en crise démographique. Mais, plus que cette constatation, qui ne fait souvent que souligner le dynamisme des communes urbaines dans l'espace rural, c'est la localisation spatiale des comportements qui nous intéresse. La carte de la figure 68A (p.319) est claire: les situations démographiques sont d'autant plus dynamiques qu'on se trouve proche de l'aire métropolitaine de Valencia ou des axes de développement économique qui en sont issus. On voit clairement se dessiner sur la carte l'Y formé par l'axe Valencia-Cullera (route nationale 332) et par l'axe Valencia-Játiva (N 340 et C 3320). Certaines communes, plus à l'écart sur le piémont de la plaine littorale, peuvent être progressivement intégrées dans l'aire d'influence valencienne: c'est le cas des deux groupes de communes de la vallée moyenne du Magro (Monserrat, Montroy, Real de Montroy et Llombay, Catadau, Alfarp). Le solde migratoire l'emporte sur le bilan naturel dans les communes les plus proches du "centre", mais aussi dans celles qui ont été affectées par la croissance industrielle ("Ford" à Silla et Sollana), touristique (Cullera) ou plus rarement par les mutations de l'agriculture (Alginet).

Par contre, les zones de monoculture agrumicole et rizicole, encore peu transformées par le système urbain et industriel, ont des comportements de crise démographique, de type "réservoir en baisse": le solde migratoire y est plus négatif que le bilan naturel n'est positif. C'est le cas de la majeure partie des communes de la partie sud de la Ribera Baja, de la Valldigna, et de l'amont de la Ribera Alta. Cette situation entraîne un vieillissement et une diminution de la population qui

peuvent conduire, si elle persiste, au comportement d'abandon, lorsque le bilan naturel devient à son tour négatif. C'est le cas déjà pour Llaurí, où la crise démographique liée à la riziculture sévit depuis plus de vingt ans et où le maximum de population se situe en 1950, alors que les communes voisines, Corbera de Alcira et Favareta, n'en sont encore qu'à la situation de "réservoir en baisse". Mais c'est aussi celui de Cotes et de Cárcer, communes agrumicoles de l'amont de la Ribera, où le recul démographique est plus récent (depuis 1970). Alcántara de Júcar, au contraire, s'accroît par migration grâce à la présence, dans la commune, d'un grand entrepôt d'expédition de fruits et légumes, principal employeur local. En l'occurrence, la taille des communes ne fait rien à l'affaire, car Villanueva de Castellón (7.000 habitants) ou Puebla Larga (4.200), gros bourgs tout proches, plus ruraux qu'urbains, continuent à perdre leur population par émigration, et leurs bilans naturels inférieurs à la moyenne montrent que la situation de réservoir démographique n'y est pas nouvelle.

#### b. Le campo de Liria

Le comportement dominant est ici de croissance migratoire, essentiellement représenté par les communes situées le long de la route C 234 Valencia-Liria-Ademuz, principal axe diffuseur de l'influence métropolitaine et le long duquel se sont localisés les nouveaux établissements industriels venus de la ville (fig. 68B, p. 320).

Les routes vers Gestalgar et vers Serra ou Marines ont une "portée" beaucoup plus faible, et les comportements démographiques y sont beaucoup moins dynamiques. Les communes en bout de route (Bugarra-Gestalgar, Olocau-Marines) ont des comportements d'abandon, mais il est symptomatique de relever des comportements "absorbants" (croissance par bilan migratoire positif supérieur au bilan naturel négatif) à Serra et Villar del Arzobispo: c'est le signe, après une phase d'abandon, d'une reprise démographique par renversement du solde migratoire, alors que le bilan naturel reste négatif. Il faut y voir un effet induit de la péri-urbanisation, et en particulier de l'influence nouvelle des résidences secondaires des valenciens.

La situation démographique est donc un bon réactif de l'état du système économique local, dans ses rapports avec l'évolution des systèmes agricoles et avec le système urbain et industriel. La monoculture agrumicole, quant elle arrive à une situation de blocage (fin de l'extension du verger par suite des conditions d'espace et de marché), expulse les jeunes actifs en excédent, puis perd de la population par vieillissement s'il n'y a pas d'autres horizons d'emploi. Les jeunes s'en vont vers les aires métropolitaines régionales maintenant que les migrations internationales sont à peu près stoppées. Les comportements démographiques sont donc de moins en moins liés à l'ancienne zonation agricole, et de plus en plus à l'intégration des

zones de regadío dans le champ d'influence de la nouvelle économie régionale.

## 2. Le modèle régional de Valencia et Castellón

La situation évoquée ci-dessus a été bien mise en lumière par l'étude séquentielle de l'évolution démographique selon trois "coupes" allant du littoral vers l'intérieur: les valeurs de l'évolution de la population des communes situées sur trois pénétrantes, Valencia-Aras de Alpuente, Valencia-Villagordo del Cabriel et Castellón-Cortes de Arenoso, ont été mises en rapport, graphiquement et statistiquement, avec la distance des communes à leur capitale provinciale. La forme des courbes obtenues est très illustrative de l'évolution des rapports centre/périphérie entre les différentes périodes retenues: 1900-1910, 1920-1930, 1960-1970, 1970-1980 (voir Annexe 8, p.357). A peu près nulle au début du siècle par suite de la croissance encore généralisée, la pente "démographique" s'accélère par opposition entre le centre qui s'accroît et la périphérie qui se dépeuple. Mais après avoir touché des communes de plus en plus proches du littoral, le dépeuplement recule vers l'intérieur à partir de 1970, comme le montre la position du point d'inflexion positif/négatif sur les droites de tendance, et la pente de la droite diminue, avec le report des valeurs fortes vers les périphéries proches des centres (fig.87, 88 et 89, p.361 à 363). La comparaison des bilans démographiques par comarcas à 15 ans d'intervalle nous éclaire sur les raisons de cette évolution.

### a. Période 1960-1965

Sur la première carte de la figure 69 (p.321), tirée de PEREZ PUCHAL, (1976, p.116-118) l'opposition littoral/intérieur est clairement exprimée par la différence entre les zones croissantes et décroissantes. Dans l'intérieur, il s'agit essentiellement de réservoirs en baisse (bilan naturel positif inférieur au bilan migratoire négatif), avec quelques cas d'abandon (les deux bilans sont négatifs), qui se situent sur les périphéries les plus lointaines, dans l'intérieur ou sur le littoral: Rincón de Ademuz, Bajo Maestrazgo, Sierras de la Marina. En position intermédiaire, la Hoya de Buñol et la Costera de Játiva ont un bilan naturel plus positif que le bilan migratoire n'est négatif: ce sont des réservoirs en hausse.

Sur le littoral, la croissance est générale, mais ses valeurs fortes sont dues au bilan migratoire plus qu'au bilan naturel: ce sont les aires métropolitaines, les zones de peuplement industriel et urbain au centre, Huerta de Valencia, Plana de Castellón, ou de développement touristique et industriel sur les marges littorales, Campo de Vinaroz au nord et Bajo Marquesado au sud. Les croissances faibles s'appuient sur le bilan naturel et concernent soit les zones de regadío traditionnel (Ribera du Júcar, Huerta de Gandía), soit des marges sèches qui commencent à être transformées (Campo de Liria). La Valldigna se présente comme un

cas à part: c'est un réservoir en baisse par suite de la crise de l'agriculture en partie irriguée, dans un espace où les mutations économiques ne se sont pas encore fait sentir.

#### b. Période 1975-1980

Pour dresser les mêmes cartes en 1975-80, nous avons utilisé les statistiques du mouvement naturel de la population communale pour les années 1975-1977, dont nous avons extrapolé les résultats pour les comparer aux recensements de 1975 et 1980. P. PEREZ PUCHAL (1983) parvient à des résultats voisins en utilisant des données semblables, comparées à l'évolution démographique de 1971 à 1975. La carte obtenue (fig.69) fait apparaître un certain nombre de changements à dix ans d'intervalle.

Dans l'intérieur, et surtout dans la partie nord (massifs montagneux du Système Ibérique, province de Castellón), les anciens réservoirs en baisse sont devenus des zones d'abandon: la persistance de l'émigration a conduit à un vieillissement de la population restante tel que le bilan naturel est devenu à son tour négatif, même si le rythme de décroissance de la population a tendance à ralentir, car on touche à l'étiage démographique. C'est le cas de toutes les comarcas intérieures au nord de celle de Requena. Au sud, cette situation ne concerne que le massif du Caroig et les montagnes du Marquesado, car les autres régions connaissent un renversement de tendance, de la diminution à la croissance, soit comme réservoirs en hausse (valle de Montesa, comarca de Requena), soit comme régions "absorbantes" parce que le bilan migratoire a changé de signe (Ayora et Enguerra: effets, en particulier, du chantier de la centrale nucléaire de Cofrentes).

Sur le littoral, le bilan migratoire est remplacé par le bilan naturel comme élément dominant de la croissance, sauf dans le Bajo Marquesado. C'est une évolution classique: le rajeunissement de la population, lié à la forte immigration de jeunes actifs de la période précédente, se traduit par un maintien ou une légère croissance du bilan naturel, alors que le bilan migratoire positif diminue. Mais ce dernier diminue très fortement dans les aires métropolitaines: à Valencia, il est positif dans la Huerta, mais nul dans la commune capitale, par suite du transfert de croissance du centre vers la périphérie de l'agglomération; dans la Plana de Castellón, il est tombé de 3% (moyenne annuelle 1960-1965) à 0,7% (moyenne 1975-1980). Il peut même devenir négatif dans les communes industrielles en situation de crise économique: Sagunto, Vall d'Uxó. Par contre, il se maintient, ou même augmente légèrement dans les huertas en pleine transformation (Gandía, Ribera Baja), où il est presque à égalité avec le bilan naturel, tandis qu'il reste à peu près nul dans la Ribera Alta du Júcar. Par contre, dans l'arrière-pays de la capitale, les secanos périphériques transformés par l'irrigation et l'influence

urbano-industrielle (Liria, Buñol) voient leur solde migratoire s'accroître et devenir le principal facteur de leur croissance.

C'est la traduction spatiale d'un certain nombre de processus essentiels pour la nouvelle géographie de la région:

- la constitution d'un certain nombre de déserts intérieurs, en général montagneux, où la continuation des tendances démographiques antérieures ne fait qu'aggraver la situation. C'est une évolution de type "Préalpes du Sud" (DE REPARAZ, 1978) avec les conséquences que cela comporte: disparition de l'agriculture, développement des résidences secondaires, espace faiblement peuplé et dépendant des concentrations urbaines du littoral;

- le ralentissement du mouvement de concentration économique et démographique du littoral, dans la mesure où la nouvelle économie urbaine et industrielle est maintenant en place, et affronte d'ailleurs sa première grande crise: globalement, la croissance démographique de la province de Valencia a ralenti, et les migrations interprovinciales qui l'alimentaient ont fortement diminué. On assiste donc, sur le littoral, à un ralentissement de la croissance au centre et à une meilleure répartition de celle-ci, par égalisation des bilans migratoires et des bilans naturels, autant dans les huertas que dans l'immédiat arrière-pays.

Le schéma apparent est donc bien celui d'un redéversement, tel qu'il a été décrit pour le Bas-Languedoc (FERRAS, 1983) ou pour la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur (COURTOT, 1983), avec un décalage d'une dizaine d'années. Va-t-il se poursuivre dans l'arrière-pays jusqu'à un renversement de tendance de type Provence-Alpes du Sud, où le comportement démographique absorbant s'est généralisé dans l'arrière-pays entre 1975 et 1982? Ce qui est sûr, c'est que le modèle de la dynamique spatiale de la population combine un gradient littoral/intérieur avec un gradient centre/périphérie lui-même déformé par l'axe littoral et par les pénétrantes vers l'arrière-pays. Leurs effets induits sont fonction de la qualité économique de ce dernier: il est symptomatique que la pénétrante du Palancia vers la province de Teruel ait des effets démographiques très faibles, à l'inverse de la Nationale vers Requena (et au-delà Madrid) ou du valle de Montesa, vers Alicante et le sud de la péninsule. En outre, ce modèle spécifique a évolué historiquement dans la mesure où les deux gradients n'ont pas toujours eu le même poids l'un par rapport à l'autre: depuis le début du siècle, le gradient littoral/intérieur n'a cessé de s'affirmer. Mais dans la période 1950-70, qui est celle des mutations économiques essentielles de la région, c'est le gradient centre/périphérie qui l'emporte. Le premier reste bien affirmé sur les marges septentrionales et méridionales de notre région, c'est-à-dire dans la province de Castellón et dans le nord de celle d'Alicante, alors que dans la province de Valencia c'est le second qui domine.



## B. Une nouvelle géographie régionale des huertas

Sous l'apparente homogénéité des paysages de l'agriculture irriguée, les nuances dans l'évolution actuelle des systèmes de production du regadío sont donc liées plus aux rapports avec la société urbaine et industrielle dominante qu'aux rapports avec le milieu naturel et la mise en place historique des huertas. Il y a, en ce sens, deux échelles à considérer dans l'organisation de l'espace agricole. L'échelle globale (macro-économique) montre que les transformations économiques qui affectent l'espace étudié ont une action générale sur l'agriculture et les agriculteurs: réduction de la population active agricole, prolétarianisation des petits exploitants, développement de l'agriculture à temps partiel, formes d'intégration de plus en plus importantes par les firmes commerciales. L'échelle régionale souligne les variations de la situation de l'agriculture irriguée selon les conditions préalables et selon le poids du nouveau système d'organisation de l'espace. On verra donc se dessiner des gradients spatiaux en fonction de l'intervention plus ou moins forte de ce dernier, et une nouvelle homogénéité, qui n'est plus tant dans les paysages que dans les processus qui sous-tendent leur transformation (fig.70, p.297)

### 1. Le métamorphisme péri-urbain

C'est là, dans les aires métropolitaines, dans les "zones de peuplement industriel et urbain", que les transformations sont les plus marquées. L'urbanisation entraîne la disparition des exploitations agricoles par disparition de la terre irriguée: la terre change d'affectation au profit du système urbain dominant. Ce processus est favorisé par la faible résistance d'une agriculture encore traditionnelle, qui continue à utiliser des rentes de situation qui sont en train de lui échapper. Ceci est net en ce qui concerne les réseaux d'irrigation gravitaires, dont l'efficacité est considérablement réduite par l'abandon progressif des disciplines communautaires, l'invasion des périmètres par les constructions urbaines et la pollution des eaux par les déversements industriels et urbains incontrôlés.

Mais des influences contradictoires retardent cette évolution. Tout d'abord la force historique des droits des communautés d'irrigation et des "arrendamientos historicos" permet le maintien d'exploitations plus ou moins traditionnelles par des agriculteurs ou des fermiers (les anciens colonos), même si ceux-ci sont souvent âgés et si leurs exploitations, cernées de plus en plus par les constructions, sont condamnées à disparaître à plus ou moins brève échéance. Ensuite la présence du marché urbain et des rentes de situation qu'il induit dans sa proche périphérie favorise le développement, sur les marges de celle-ci, de formes très évoluées de

cultures irriguées, souvent sous la formes d'investissements capitalistes (serres et floriculture).

Cette situation est donc celle de l'aire métropolitaine de Valencia, qui englobe la Huerta traditionnelle et s'étend de Sagunto au nord à Sollana au sud, c'est-à-dire aux deux pôles industriels récents des "Altos Hornos del Mediterráneo" et de "Ford". Elle concerne aussi la Plana de Castellón où la croissance démographique est générale et forte, toujours supérieure à 10% entre 1970 et 1980, soutenue par un croît migratoire qui lui donne les bilans naturels les plus élevés de sa province.

## 2. Les zones agricoles irriguées traditionnelles plus ou moins transformées

On y a assisté, jusqu'à une date récente, à un maintien des actifs et des exploitations agricoles, et même dans certains cas à une augmentation de ces dernières par fragmentation et par achat de terres par les journaliers et les non agriculteurs. La société rurale reste agricole, mais elle est de moins en moins paysanne, et a subi de profondes transformations pour se maintenir. Celles-ci découlent essentiellement du développement des ressources extérieures à l'activité de production sur l'exploitation: essor de l'agriculture à temps partiel, du salariat agricole, déplacement des revenus de la terre vers le travail et développement passager des migrations saisonnières.

Dans ce cas, la croissance démographique est en fait la combinaison d'une diminution de la population agricole, donc des communes restées proprement rurales, et d'une croissance de la population des petits centres urbains ou des zones proches des aires précédentes. Les comarcas peuvent être donc classées selon le degré croissant de leur transformation: de la Costera de Játiva et de la Ribera Alta, où les systèmes agricoles sont encore souvent dominants, à la Ribera Baja et au littoral entre Sagunto et Castellón, où les effets du tourisme ou de l'industrie jouent à plein.

Le cas de la Huerta de Gandía est un peu à part. Il associe, de façon très tranchée, des caractères d'aire métropolitaine, quâ sont l'accumulation des hommes et des activités, la croissance très forte de la ville-centre, et des caractères d'espace encore agricole. La crise démographique y frappe des communes restées liées à la monoculture des agrumes, ici peu susceptible d'extension spatiale, par suite de la contrainte d'un cadre montagneux omni présent. Alors que Gandía absorbe l'essentiel de la croissance démographique de la comarca entre 1970 et 1980, les petites communes du littoral (de Piles à Daimuz) et du piémont intérieur (de Potries à Real de Gandía) stagnent ou perdent des habitants par émigration: dans plusieurs cas le bilan naturel est déjà devenu négatif. Après avoir été une zone de croissance généralisée de la population en 1960-1970, la Huerta de Gandía apparaît en 1970-1980

comme un espace un peu plus faible entre, au nord, l'axe de croissance littoral issu de Valencia, et au sud le Bajo Marquesado en pleine croissance touristique et industrielle.

### 3. Les marges du regadío

Des petites huertas de vallée y étaient entourées de grands pans de secano plus ou moins rentables. Les exploitations y diminuent rapidement, sauf quand la vigne se transforme et se constitue en vignoble bien commercialisé, ou quand les agriculteurs créent de petits élevages industriels sous la tutelle des firmes intégratrices productrices d'aliments pour le bétail. Ce dernier cas est bien illustré par la planche 33 de l'Atlas de Castellón (SANCHO COMINS, 1982): ces élevages se sont développés dans les secanos bien situés par rapport à l'axe littoral, mais peu susceptibles d'être transformés par l'irrigation.

Les exploitations irriguées ont augmenté, dans les marges proches des pôles irrigués et urbains, avec l'essor des transformations privées, souvent impulsées par les capitaux citadins, ou des interventions publiques, comme les puits et réseaux d'irrigation de l'IRYDA dans les communes de Liria et de Chestre. A cela s'ajoutent les implantations industrielles nouvelles pour expliquer qu'après une période de décroissance de la population, on assiste à un redémarrage démographique, mais le rural est ici de moins en moins agricole. On distinguera les marges intérieures (Campo de Liria, Hoya de Buñol) des marges littorales nord et sud (de Benicasim à Vinaroz, et de Pego à Jávea) par le dynamisme économique et démographique plus grand de ces dernières.

### 4. Une confirmation statistique

Cette partition a été confirmée par une analyse des corrélations entre variables décrivant les comarcas de la province de Valencia: les 18 variables retenues concernent surtout l'agriculture, la structure de la population active et l'évolution démographique (voir Annexe 11, p.369). La matrice des corrélations principales fait apparaître plusieurs groupements de variables:

- le premier, le plus important par le nombre des variables et par l'intensité des relations, décrit le système agricole irrigué. C'est là que se combinent petites exploitations et grande productivité par hectare, exploitants agés mais dont le nombre s'accroît et salariés agricoles; les évolutions du nombre des exploitations, de la population totale et de la population active non agricole y sont les plus positives, celle de la population agricole la moins négative;
- le second groupe, qui lie la population active industrielle et l'agriculture à temps partiel, est en fait fortement lié au premier puisque c'est dans les zones irriguées que se sont surtout développées l'industrie et les services, donc les

possibilités d'emplois alternants pour les agriculteurs;

- le troisième groupe ne comporte que 4 variables: il associe les exploitations moyennes et grandes, la faible densité des actifs agricoles et leur part relative importante dans la population active: c'est le système agricole des secanos, décrit en fait à contrario puisque ces variables échangent des corrélations fortement négatives avec les deux premiers groupes.

Une matrice graphique ordonnée a permis de classer les comarcas selon leurs réponses sur les trois groupes de variables:

- regadío traditionnel, où les variables du groupe 1 ont des valeurs fortes: Ribera Alta et Baja du Júcar;
- regadío transformé: les Huertas de Valencia et de Gandía, la Costera de Játiva sont caractérisées à la fois par les variables du groupe 1 et du groupe 2;
- secano transformé (groupe 2 fort, groupes 1 et 3 faibles): Campo de Liria et Hoya de Buñol;
- secano industriel (groupe 2 fort, groupe 3 faible): Valle de Albaida et Canal de Navarrés;
- secano profond (groupe 3 fort): Requena-Utiel, Valle de Ayora et Los Serranos.

Le tableau qui en résulte confirme à quelques nuances près, dues en grande partie à la date déjà ancienne de certaines variables, l'analyse spatiale précédente. Il classe effectivement les comarcas en cinq catégories selon l'état des rapports entre système agricole et organisation de l'espace.

### Conclusion

On peut donc tenter une schématisation graphique de l'organisation régionale de l'espace autour de Valencia et de Castellón, en intégrant à la fois les éléments d'homogénéité fournis par l'agriculture irriguée et les phénomènes de polarisation et de flux qui les déforment, pour donner ce que R. BRUNET (1980) appellerait "le modèle spécifique" de la région valencienne: c'est l'objet de la figure 70 (p.297).

C'est un "mapping" complexe qui doit rendre compte de la réalité actuelle des huertas de Valencia et de Castellón. A la combinaison ancienne de l'écosystème naturel et de la société agricole irriguée (ISNARD, 1978, p.85), se superpose et se combine un autre système, urbain et industriel. Leurs échelles d'intervention et leurs dynamiques ne sont pas les mêmes, et peuvent produire des phénomènes de décalage par dysharmonie entre l'espace irrigué traditionnel et le système urbano-industriel conquérant.

Les relations qui existent entre les espaces/ainsi définis pourraient être prises en compte par la terminologie que propose A. REYNAUD dans son application de la théorie "centre/périphérie" à l'analyse régionale (1981, p.17). Valencia "centre

principal", Castellón "centre secondaire", l'espace irrigué: "périphérie intégrée" ou "dominée", le secano "périphérie dominée" ou "délaissée". En fait, la figure 70 montre que les comportements périphériques ne recoupent pas les limites des systèmes agricoles, et que dans le regadío les rapports centre/périphérie sont déformés par l'importance de l'ouverture de l'économie agricole sur l'extérieur: un certain nombre de relations se sont établies, en particulier dans le cadre du commerce d'exportation, directement des centres d'expédition vers l'étranger sans passer par le relais du centre régional.

C'est là tout le dualisme de ces villes "agricoles", qui intègrent dans leur structure socio-professionnelle et dans leurs fonctions toutes les étapes de l'agriculture d'exportation. C'est aussi ce qui fait la complexité du réseau urbain valencien et des relations entrecroisées qui s'y développent. Valencia est incontestablement une métropole, dont elle a d'ailleurs tous les attributs, depuis sa consécration comme capitale de la nouvelle entité politique autonome du "País Valencià"; mais dans son orbite gravitent des villes dont le niveau de services et la portée internationale des relations sont sans rapport avec leur taille.

On constate enfin que les deux processus qui président à toute organisation géographique de l'espace, la spécialisation et la hiérarchisation (ISNARD, 1978, p.115) n'ont pas eu historiquement, semble-t-il, le même poids. La spécialisation, c'est-à-dire l'octroi par la société d'un rôle déterminé à chaque partie de l'espace, a dominé l'étape de la mise en place du système agricole actuel des huertas. La hiérarchisation a certes commencé à se développer avec les cultures d'exportation, par le rôle des centres collecteurs et expéditeurs. Mais elle triomphe avec l'évolution économique de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle: d'une part les nouvelles activités sont dominées par les phénomènes de centre et de périphérie, d'autre part on assiste à une certaine uniformisation des espaces, où les contraintes naturelles sont surmontées ou même retournées et transformées en avantages. En schématisant, on pourrait écrire que le processus de spécialisation a présidé à la mise en place des paysages agricoles depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, tandis que la hiérarchisation est la responsable principale de la "métropolisation" du centre (Valencia) et de la "rurbanisation" d'une partie de ses huertas.

Fig.70: Croquis régional des huertas de Valencia et de Castellón et de leurs marges

Légende:

a) Les villes:

- 1: ville industrielle isolée
- 2: grande unité industrielle ou complexe portuaire
- 3: ville à tendance industrielle ou touristique
- 4: centre régional et sous-régional (3 niveaux selon la taille du cercle)
- 5: centre "agricole"
- 6: petit centre de l'arrière-pays

Cette classification est reprise de la matrice ordonnée des villes de l'Annexe 5 (voir aussi figure 26, 1<sup>o</sup> partie). Vinaroz et Denia peuvent être considérés comme petits centres sur les marges nord et sud de l'espace étudié.

b) Les axes de communication:

- 7: axe principal de croissance économique et démographique au plan régional (effets structurants importants)
- 8: axe régional secondaire ou de transit interrégional
- 9: axe sans croissance
- 10: échanges portuaires avec l'extérieur

c) Typologie spatiale:

- 11: aire métropolitaine (zone d'accumulation de la population urbaine et industrielle)
- 12: espace d'agriculture irriguée continu: fortes densités rurales et agricoles de population
- 13: zone de progression des influences urbaines dans l'arrière-pays: croissance démographique, zones industrielles, nouveaux regadíos, résidences secondaires
- 14: secano intermédiaire: cultures arbustives, viticulture, dépopulation tardive et lente, possibilités de relance économique et démographique
- 15: secano profond: économie agricole attardée, communications difficiles, dépeuplement ancien et phénomènes de désertification.

Cette typologie s'inspire de la matrice ordonnée des petites régions de la province de Valencia (voir Annexe II). La région de Requena-Utiel a cependant été considérée ici comme un secano intermédiaire et non profond, car les données récentes indiquent, par rapport aux autres chiffres de la matrice d'information utilisée, une reprise démographique, liée en partie à sa bonne position sur l'axe routier Valencia-Madrid.

- 16: littoral aménagé et transformé par le tourisme

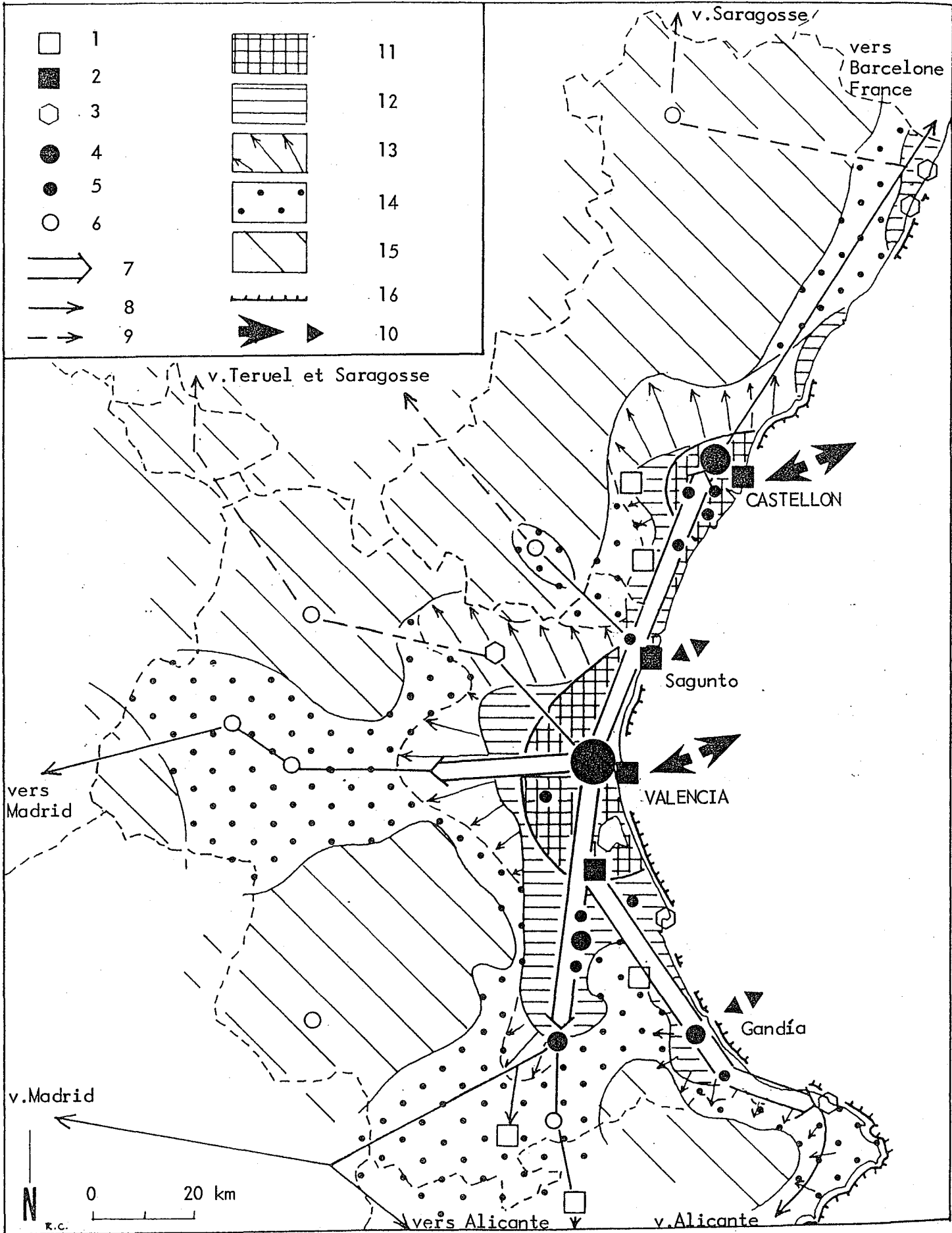


Fig.70

### CONCLUSION DE LA 3° PARTIE

Dans une comparaison intéressante de l'Andalousie méditerranéenne et des îles Baléares, où le tourisme a été la clef du développement économique, J. BISSON et CH. MIGNON opposent, à propos de l'encadrement urbain et du développement régional, " un modèle "nord-méditerranéen" évolué et un modèle "sud-méditerranéen" plus ou moins sous-développé"(1980, p.20). Peut-on rapprocher les huertas valenciennes de l'un de ces deux modèles? Dans leur cas, le tourisme n'a qu'un rôle secondaire dans l'évolution économique récente, et c'est l'"irruption" industrielle et tertiaire qui a profondément bouleversé l'environnement de l'agriculture irriguée. Mais, comme aux Baléares, on retrouve, à Valencia, une bourgeoisie régionale autochtone, qui a misé successivement sur la terre, le commerce et l'industrie pour faire des villes grandes et petites les centres hiérarchisés d'un ensemble structuré, qui trouve sa consécration politique avec la nouvelle autonomie régionale. Encore une fois, cet espace justifie sa situation "intermédiaire", et présente à la fois des caractères "nord-méditerranéens" et "sud-méditerranéens".

Au plan régional, le regadío valencien illustre bien deux des types de communautés rurales que J. MIRA retenait comme chargées d'avenir dans l'Espagne de la fin des années 1970: les "zones à agriculture intensive et modernisée", et les "zones à dominance des activités industrielles (ou de loisirs)" (1977, p.167-168). L'urbanisation concomitante de l'essor économique est à la fois chargée d'inconvénients et d'atouts pour l'avenir de ces communautés rurales, à un moment où les conditions de leurs marchés agricoles évoluent rapidement: plafonnement de l'exportation des agrumes, concurrence grandissante des zones de production plus méridionales des autres cultures d'exportation. D'un côté, la concurrence spatiale pour le sol et pour l'eau, la hausse des prix du sol, la hausse des salaires et du prix des produits intermédiaires sont autant de difficultés à surmonter pour l'agriculteur des huertas. Mais de l'autre, l'intégration de plus en plus forte dans un espace géographique développé et fortement structuré est génératrice d'économies externes considérables et stimule les facultés d'adaptation d'un milieu agricole qui n'en manque pas. En outre, cet espace valencien est emboîté dans une façade méditerranéenne espagnole dynamique, elle-même liée de plus en plus à l'économie européenne. L'intégration de l'Espagne dans le Marché Commun, effective depuis le 1°



janvier 1986, signifie à terme la disparition des droits de douane pour les produits agricoles et l'accès des valenciens aux bénéfices de la Politique Agricole Commune. Les économistes valenciens estiment que les produits de l'agriculture irriguée seront avantagés dans cette nouvelle situation (SORNI, CARLES, DIAZ BERENGUER, 1982). Pour les agrumes, la concurrence sera affaiblie et le riz comme les produits maraîchers seront placés, par leurs coûts unitaires de production plus faibles, en position de force vis-à-vis des pays plus septentrionaux. Mais cette intégration peut profiter aussi, et plus fortement encore, à l'agriculture irriguée de la partie sud de la façade méditerranéenne, dont les coûts de production, comparés à ceux des autres pays du Marché Commun, sont encore plus faibles et dont on connaît actuellement la rapide croissance. L'équilibre précaire du système agricole des huertas a cependant de grandes chances de se maintenir, car c'est un équilibre dynamique, qui repose sur de continuelles innovations et adaptations, et passe par des activités rurales de moins en moins agricoles. Mais dans le langage valencien, les agrumes ont toujours été un "negocio" (une "affaire") plus qu'une culture, et le huerto une sorte de "chèque au porteur", susceptible d'être négocié à tout moment. Les difficultés économiques de l'industrie régionale après 1975, et la perspective de l'intégration dans le Marché Commun après 1980 ont bien relancé le prix des vergers et les plantations nouvelles. On est loin du "labrador" valencien traditionnel: mais est-il encore un "laboureur"?

## CONCLUSION GENERALE

Ce long cheminement à travers l'organisation de l'espace des huertas de Valencia et de Castellón et sa mise en place nous a permis d'analyser une société "hydraulique" méditerranéenne, qui en présente à la fois les caractères spécifiques et des caractères propres que nous voudrions éclairer par deux comparaisons.

Les caractères spécifiques la rapprochent des autres huertas du littoral méditerranéen de l'Espagne et de la France. La présence de grandes communautés d'irrigation gérant des réseaux gravitaires anciens, branchés sur des fleuves relativement abondants, l'importance numérique des petits agriculteurs ("labradores") constituant encore la base d'une société "paysanne" fortement enracinée et inscrite dans le sol par ses techniques hydrauliques, l'intensité des relations intersectorielles, qui sous-tendent les relations ville-campagne et ont développé un réseau dense de petites villes à forte centralité: tout cela a déjà été dit des espaces irrigués du Bas-Rhône, en particulier de la huerta comtadine (GEORGE, 1935, BETHEMONT, 1972). La théorie de l'eau formulée par J. BETHEMONT (1972, p.593) se vérifie ici à quelques nuances près.

Ce ne sont pas tant les crises que les contraintes démographiques qui ont été la nécessité majeure du recours à l'irrigation. La destruction du vignoble des coteaux bordiers de la plaine littorale par le phylloxera a certainement facilité, au début du 20<sup>e</sup> siècle, la création de nouveaux vergers d'agrumes à sa place, et les difficultés de l'agriculture sèche ont fait progresser l'irrigation dans l'arrière-pays valencien depuis une vingtaine d'années. Mais dès le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les densités littorales sont supérieures à 100 habitants/Km<sup>2</sup> dans les provinces de Valencia et de Castellón: à partir de ce moment, elles ne cessent de croître, soutenues par une transition démographique plus précoce ici qu'ailleurs, pour atteindre, au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, des valeurs peu communes dans l'espace rural européen.

L'accès au marché international a été la condition nécessaire de l'expansion des cultures irriguées, le marché national n'intervenant que tardivement, à l'inverse de ce qui s'est produit en Vaucluse, où le marché national a toujours été le plus important. Le vecteur principal de cette expansion en a été la culture des agrumes, qui ont progressivement envahi l'espace irrigué de la fin du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos

jours, où on peut parler de monoculture pour les 4/5 de la surface étudiée. En Vaucluse, au contraire, les cultures irriguées ont toujours connu une grande diversité chronologique et spatiale. Enfin une appropriation foncière citadine ancienne et forte a participé vivement à cette croissance de l'irrigation et des agrumes: l'accumulation de rentes du commerce et de l'industrie dans un réseau de ville dynamiques a permis à la bourgeoisie de se substituer au 19<sup>e</sup> siècle à l'ancienne aristocratie foncière défailante.

Ces deux derniers points rapprochent les huertas valenciennes d'un autre espace méditerranéen français, le vignoble bas-languedocien tel qu'il a été analysé par R. DUGRAND (1963) et F. AURIAC (1983): elles partagent aussi avec lui l'importance de l'agriculture à temps partiel et du salariat saisonnier dans l'emploi, la place des coopératives dans l'économie agricole et dans la survie des petites exploitations. Partagent-elles aussi la notion de "système spatialisé" que F. AURIAC a définie à propos de ce même vignoble bas-languedocien? On peut répondre par l'affirmative, si on considère qu'il s'agit essentiellement du système agrumicole, le seul à occuper ici un vaste espace continu. Les autres éléments de l'espace irrigué, cultures diverses ou rizières, sont trop discontinus ou trop réduits: ils ne forment que des sous-systèmes.

Si les éléments actuels du système et son évolution récente ont été analysés (voir parties 2 et 3), il reste que sa mise en place (la systémo-génèse) n'est pas encore très claire. Elle est plus lente et plus complexe que celle que décrit F. AURIAC pour le Bas-Languedoc, ou J.P. CHARVET pour les pôles de production de grains des pays tempérés (1985). Ici, pas de date-charnière comme la crise de 1907 pour le vignoble bas-languedocien ou la fondation de l'Office du Blé en 1936 pour la Beauce céréalière. La crise de 1917 n'apporte pas de solution au problème de l'accès au marché européen et des prix qu'il offre aux agrumes valenciens. C'est le rétablissement de l'économie de paix qui résout momentanément le problème après 1918. On est donc plutôt tenté de voir des états successifs d'un système qui se spatialise progressivement en s'élargissant et en se complexifiant.

Le premier état se met en place progressivement dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle: il est bien installé dans les années 1920 (fig.71, p.303). Le secteur de la production est sous l'entière dépendance du secteur de la commercialisation, lui-même dominé par les firmes et les compagnies de navigation étrangères (surtout britanniques) car le marché européen est le débouché principal des agrumes valenciens. Le commerce d'expédition régional est incapable de s'organiser et fournit en son sein les agents des sociétés étrangères chargés de réunir les agrumes à embarquer: les "compradores" qu'on appelle alors "vaporistas". Dans l'agriculture, la structure sociale est diversifiée, qui juxtapose un grand nombre de petits

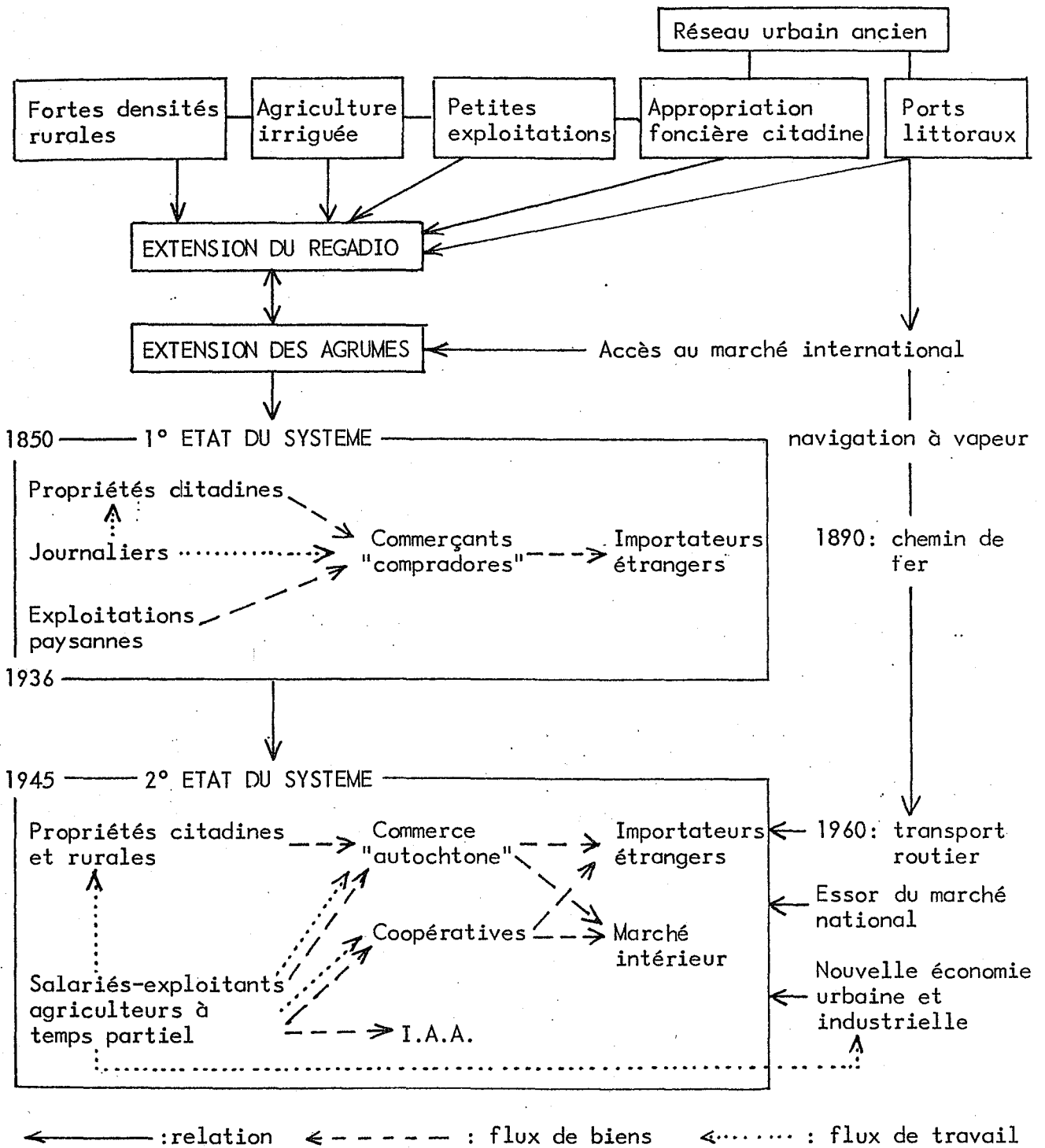


Fig.71: Les différents stades du système agrumicole valencien: essai de schématisation,

Seuls ont été figurés les flux principaux de biens et de travail (à l'intérieur du système) et les liens principaux de causalité entre les différents éléments géographiques.

agriculteurs et de journaliers sans terre, et un petit nombre de moyens et de grands propriétaires, souvent citadins. La spatialisation de ce premier système est simple: des gares d'expédition, des ports d'embarquement polarisent des aires de production qui sont autant de petits pôles agrumicoles juxtaposés. Cela rappelle le système spatial fondé sur la "pasa" de Denia, et qui a pratiquement disparu avec la disparition de ses marchés extérieurs. Cette forme d'économie tournée vers l'extérieur n'est donc pas nouvelle pour la région valencienne, puisqu'elle a existé aussi pour la viticulture. C'est ce premier état qui a été interprété par E. BONO comme celui d'une croissance extravertie. Sa dépendance étroite du marché extérieur le rendait très sensible aux fluctuations de ce dernier, qui se traduisaient par une succession de croissances et de rétractions. En fait, le problème était de savoir dans quelle mesure ce système en gestation allait véritablement s'enraciner et trouver son équilibre.

C'est ce qui s'est passé, semble-t-il, avec le deuxième état, qui se met en place après la seconde guerre mondiale (fig.71). Le commerce d'expédition est maintenant beaucoup plus autochtone, et les grandes firmes valenciennes peuvent dialoguer sur un pied d'égalité avec les firmes d'importation européennes. Le marché national est devenu un élément important des débouchés de la production, même si le marché extérieur pèse toujours très lourd dans la balance, surtout par la concurrence des autres pays producteurs et le ralentissement de son expansion.

Après une période de revenus intéressants, qui a favorisé la dynamique spatiale du système, la faible croissance des prix à la production, qui résulte du comportement des marchés extérieurs répercuté par le commerce d'expédition sur les producteurs, entraîne des réactions homéostatiques à l'intérieur du système: faute de pouvoir, comme les viticulteurs bas-languedociens, reporter au plan national le problème de la baisse des revenus, les acteurs du système agrumicole le résolvent par des ajustements internes, grâce à un environnement économique qui se modifie aussi. Cela s'appelle, au plan de la commercialisation, modernisation des almacenes, régulation de l'offre à l'exportation par le comité de gestion formé d'exportateurs. Mais c'est dans le secteur de la production que les mutations sont les plus importantes: substitution du capital au travail, généralisation de l'agriculture à temps partiel et du salariat dans les travaux agricoles, mise en place des coopératives d'expédition sont les réponses apportées jusqu'ici, et qui montrent la capacité d'adaptation des groupes sociaux vivant de la production agrumicole, alors que les interventions de l'Etat sont restées limitées. Cela rend d'autant plus lourds les coûts sociaux de ces adaptations, qui se traduisent par la permanence du sous-emploi et qui peuvent aller jusqu'à l'expatriation temporaire des migrants saisonniers, qui vont résoudre ailleurs, en Bas-Languedoc ou en Vaucluse, les problèmes d'emploi saisonnier du vignoble ou des cultures maraîchères françaises.

Comme en Bas-Languedoc, mais avec un décalage chronologique important, la rente change de sens: elle se déplace de la terre au salaire, du capital foncier au travail agricole, et la structure sociale de la société rurale se simplifie.

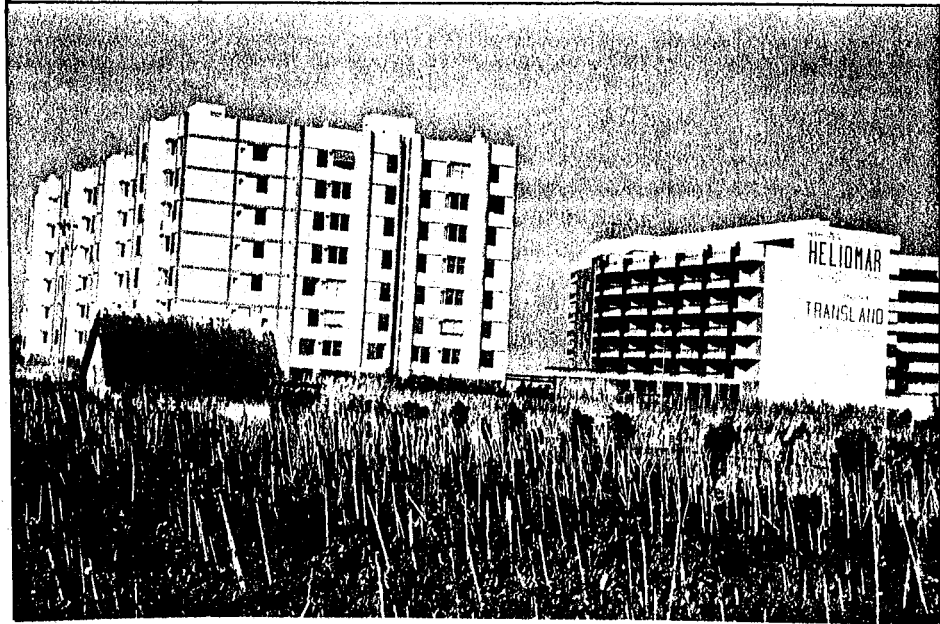
Au cours de ce deuxième état, l'évolution des structures de transport et de commercialisation des produits de l'agriculture irriguée a définitivement spatialisé le système. Ce ne sont plus des noyaux indépendants, mais un réseau complexe de relations dans un espace qui présente des pôles et des marges, et même des extensions extra-régionales: comme le pôle céréalier beauceron entraîne la croissance de la céréaliculture sur ses marges, ou comme le système maraîcher comtadin a intégré la Crau voisine dans son espace de production, des expéditeurs d'agrumes valenciens développent les vergers et les cultures maraîchères dans la partie occidentale de la province d'Alicante, à Murcie et à Almeria, où les économies externes, tant naturelles que sociales, sont plus importantes.

Mais en même temps que ce système est spatialisé, son espace est envahi par un autre système, qui transforme le contenu régional: dans une structure fondée en grande partie par et pour l'économie agricole d'exportation, s'est mise en place une économie industrielle moderne, qui entraîne actuellement des disparités grandissantes entre les vieilles zones irriguées qui s'essouffent et les agglomérations que l'accumulation des hommes et des activités met déjà au bord de la congestion. De nouvelles structures spatiales se mettent en place et les paysages urbains sont remodelés à leur tour pour s'adapter à leurs nouvelles fonctions. A Valencia, tandis que les banlieues industrielles continuent de s'étendre, le centre-ville change d'aspect: les vieux immeubles bourgeois de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, qui traduisaient la prospérité agricole et le rôle de capitale des huertas, cèdent la place aux constructions de verre, de métal et de béton des banques et des bureaux, symboles d'une autre économie et d'une autre centralité.

C'est là le signe d'un changement profond de la base économique régionale, et de la mise en place de nouvelles formes d'organisation de l'espace valencien. Par la force et la rapidité de ses mutations, celui-ci peut être considéré, depuis une trentaine d'années, comme un véritable "laboratoire" des mutations géographiques d'un espace irrigué méditerranéen "intermédiaire". Il est, à plusieurs titres, véritablement pédagogique:

- Permanence des structures agraires traditionnelles fondées sur l'eau, mais permanence aussi de l'investissement foncier citadin. Ce trait est un fait méditerranéen et espagnol, mais il est ici plus vivace qu'ailleurs: s'il s'est déplacé avec le temps et la croissance économique du nord vers le sud, il perdure dans la Région Valencienne, fortement lié au système "oranger", dans un contexte urbain et industriel dominant.

- Mutations des systèmes de production agricoles qui doivent s'adapter aux conditions des marchés et de l'environnement économique nouveau, qui tend à réorganiser l'espace à son profit. Là encore, ce processus n'est pas caractéristique de notre terrain d'étude, mais sa rapidité et son impact ont conduit à la mise en place de formes d'exploitation de la terre complexes et socialement imbriquées. L'exploitation paysanne familiale, telle qu'on la rencontre dans les régions plus septentrionales (Catalogne, Midi français), est très minoritaire. L'agriculteur salarié qui caractérise depuis une quinzaine d'années les huertas valenciennes, est une forme d'adaptation qui, dans la situation actuelle, se maintient en se renforçant. Comme le vignoble bas-languedocien, le verger d'agrumes valencien, s'il n'est plus l'élément principal de la base économique régionale, en reste un élément encore dynamique. La géographie générale rejoint ici la géographie régionale pour montrer que, lorsqu'il a atteint un niveau de complexité et d'imbrication avec l'ensemble du "système régional" suffisant, le "système" fondé sur l'activité agricole a toutes chances de perdurer.



(Cliché de l'auteur, 1967)

Photo.15: Arenal cultivé et immeubles touristiques au Perellonet, sur le cordon littoral de la Albufera de Valencia.

Cultures délicates au premier plan, selon les techniques traditionnelles, autour d'une vieille barraca; immeubles d'appartements tout récemment construits au second plan, sur le bord de mer.



(Cliché de l'auteur, 1977)

Photo.16: Cullera, la nouvelle ville touristique.

Entassement et croissance en hauteur des immeubles touristiques sur le bord de mer, entre la ville ancienne, l'embouchure du Júcar et la "muntanya".





(Cliché de l'auteur, 1977)

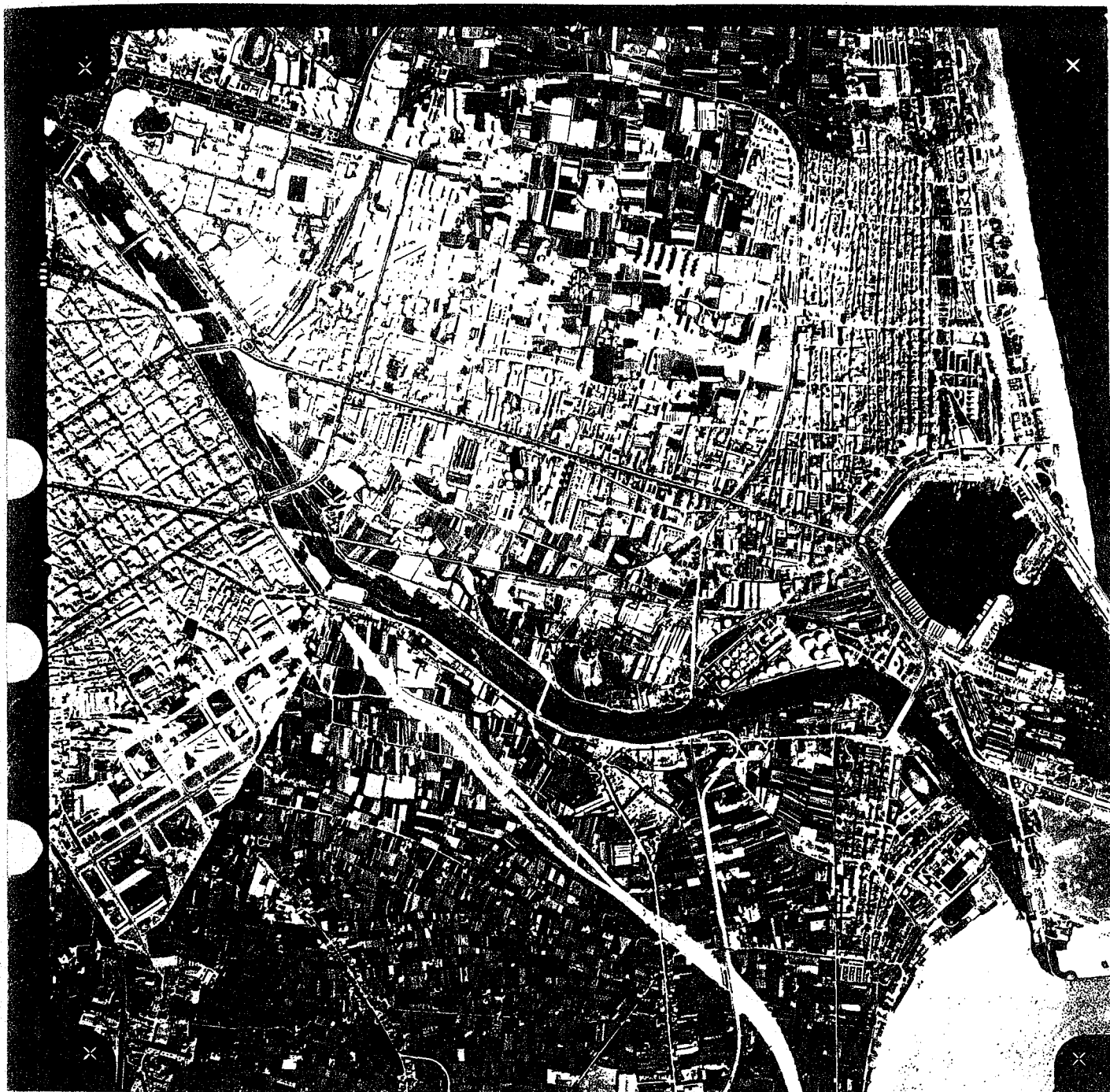
Photo.17: L'urbanisation de la dehesa, sur la plage du Saler (Valencia)



(Cliché de l'auteur, 1967)

Photo.18: Torrente: les lotissements pavillonnaires dans le secano.

Les vieux vergers de caroubiers sont une proie facile pour la promotion immobilière, qui concurrence ici la plantation de nouveaux vergers d'agrumes.



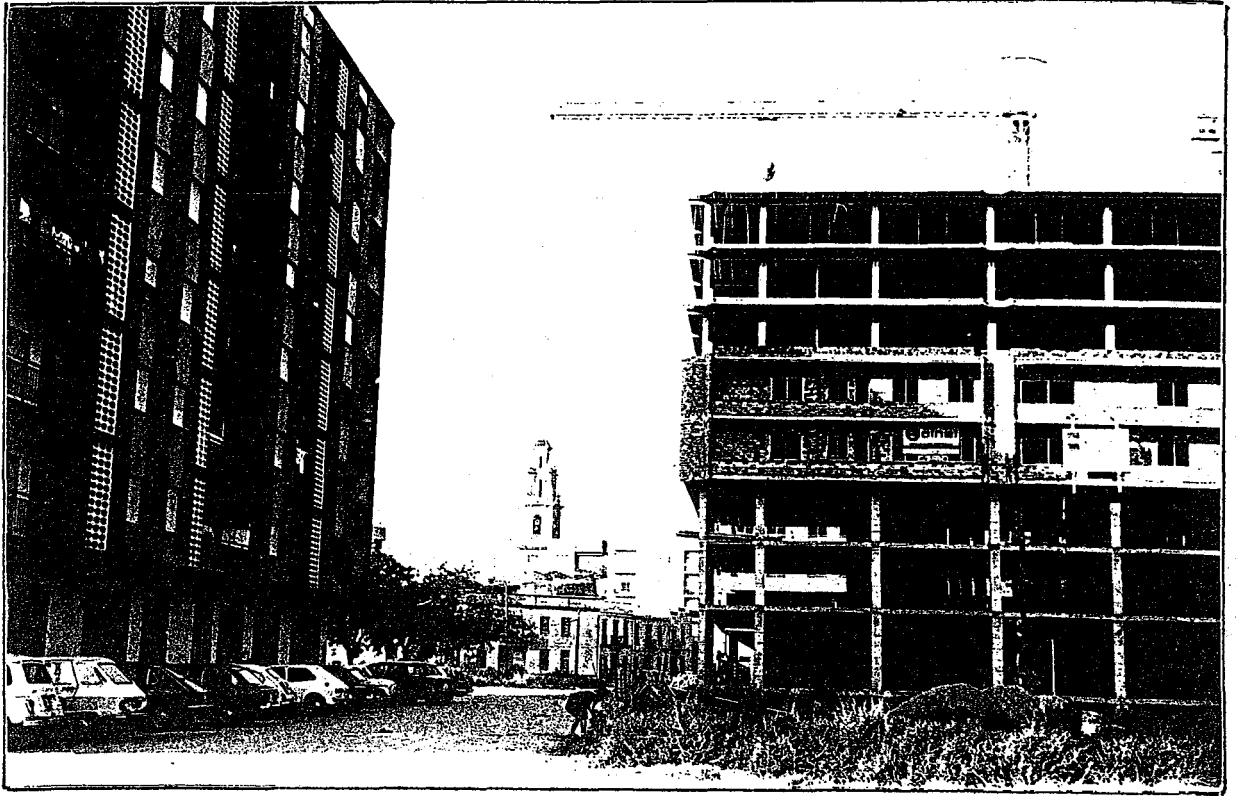
(Mission aérienne M.O.P, Avril 1972, cliché n° 8726)

0 500m

Photo.19: La croissance urbaine entre Valencia et son Grao.

Entre la ville à l'ouest, dont on distingue l'ensanche caractéristique, et le port à l'est, l'avenue du Grao a servi de support à une croissance industrielle au sud, résidentielle au nord. Cette dernière occupe rapidement l'espace agricole où on distingue encore les petites fermes isolées, et comble la zone située entre le quartier de l'Alameda à l'ouest et le Grao-Cabañal à l'est.

Au sud du Turia, l'espace agricole irrigué (micro-parcelles caractéristiques) plus longtemps préservé, est à son tour menacé. A la date de la photo, deux opérations sont en cours: une vaste opération d'urbanisme entre la ville et le petit noyau extra-urbain de la Fuente San Luis au sud, et la construction de l'autoroute du Saler, vers l'Albufera et les plages.



(Cliché de l'auteur, 1977)

Photo.20: El Campanar, ancien hameau agricole de la Huerta de Valencia.

Au nord-est de la ville, à 800 m des ponts du Turia, l'ancien hameau agricole est progressivement "phagocyté" par les immeubles collectifs de résidence populaire de la banlieue valencienne.



(Cliché de l'auteur, 1967)

Photo.21: Le "front" urbain de Valencia dans la périphérie nord de la ville

# Sáquele el jugo a unas "naranjas" muy rentables!



## Apartamentos CULLERA MAR (Bahía de los Naranjos)

Efectivamente nuestras naranjas, perdón apartamentos, son rentables por su precio (desde un millón de pesetas), pero además obtiene usted durante esta oferta un preciado líquido de 100.000 pesetas en efectivo, o el mobiliario del apartamento completamente gratis.

**Características:**

- 2 y 3 piezas
- Aire acondicionado y calefacción en todas las piezas.
- 1 ascensor (servicio).
- 2 baños (agua fría y caliente).
- Teléfono supletorio e instalado.
- Antena TV colectiva.
- Grandes terrazas.
- Alcatados hasta el techo.
- Armarios empotrados.
- Escalera principal mármol.
- Escalera servicio y escape.

### Apartamentos CULLERA MAR

O sobre información a  
PROVICAL, S. A.  
Balma, 200, 2º - S.º, Barcelona-6  
Tels. 228 45 21 y 227 85 16

NOMBRE Y APELLIDOS \_\_\_\_\_ TEL. \_\_\_\_\_  
DOMICILIO \_\_\_\_\_  
CIUDAD \_\_\_\_\_ PROV. \_\_\_\_\_

**CULLERA MAR**

Vente nuestro apartamento piloto en Pintor Ferrer o  
Cabrera, 1 (Cullera), laborables todo el día y festivos  
solo mañanas.

Promoción y venta:  
PROVICAL, S. A.  
Balma, 200-7-5.  
Tels. 228 45 23  
y 227 85 16  
BARCELONA-6  
Pintor F. Cabrera, 1  
Tel. 152 25 00  
CULLERA (Valencia)  
Caracas, 10 bajos  
Tel. 419 99 77  
MADRID-4

Photo.22: La spéculation immobilière touristique à Cullera.

"Pressez le jus d'oranges très rentables" (Publicité parue dans la presse valencienne en 1977).

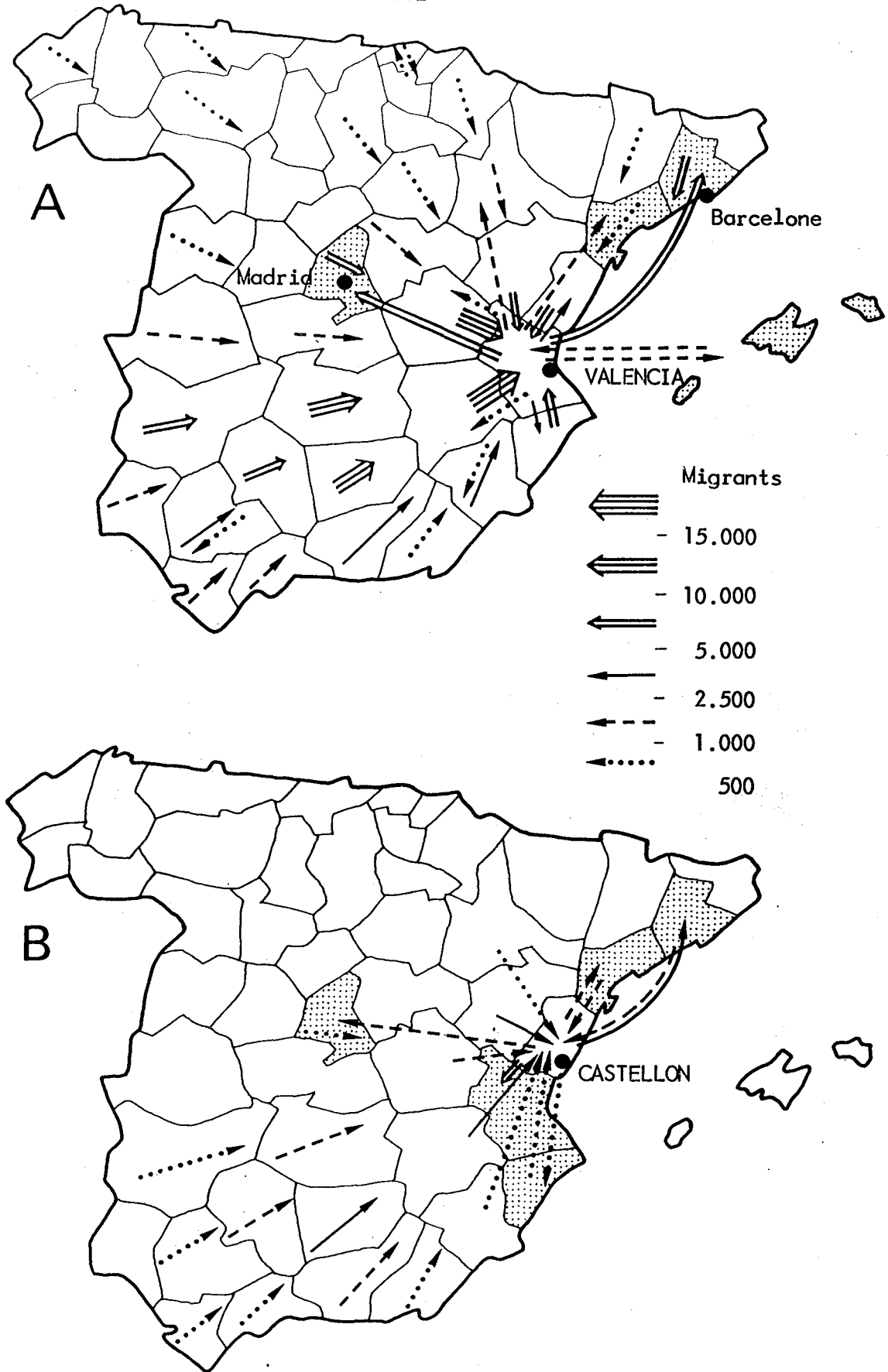


Fig.58: Les migrations interprovinciales concernant les provinces de Valencia (A) et de Castellón (B) de 1961 à 1970

(Population de plus de 10 ans ayant changé de résidence entre les recensements de 1960 et de 1970; les mouvements de moins de 500 personnes ne sont pas pris en compte)

Source: "Las migraciones interiores de España, 1961-1970", I.N.E., 1974.

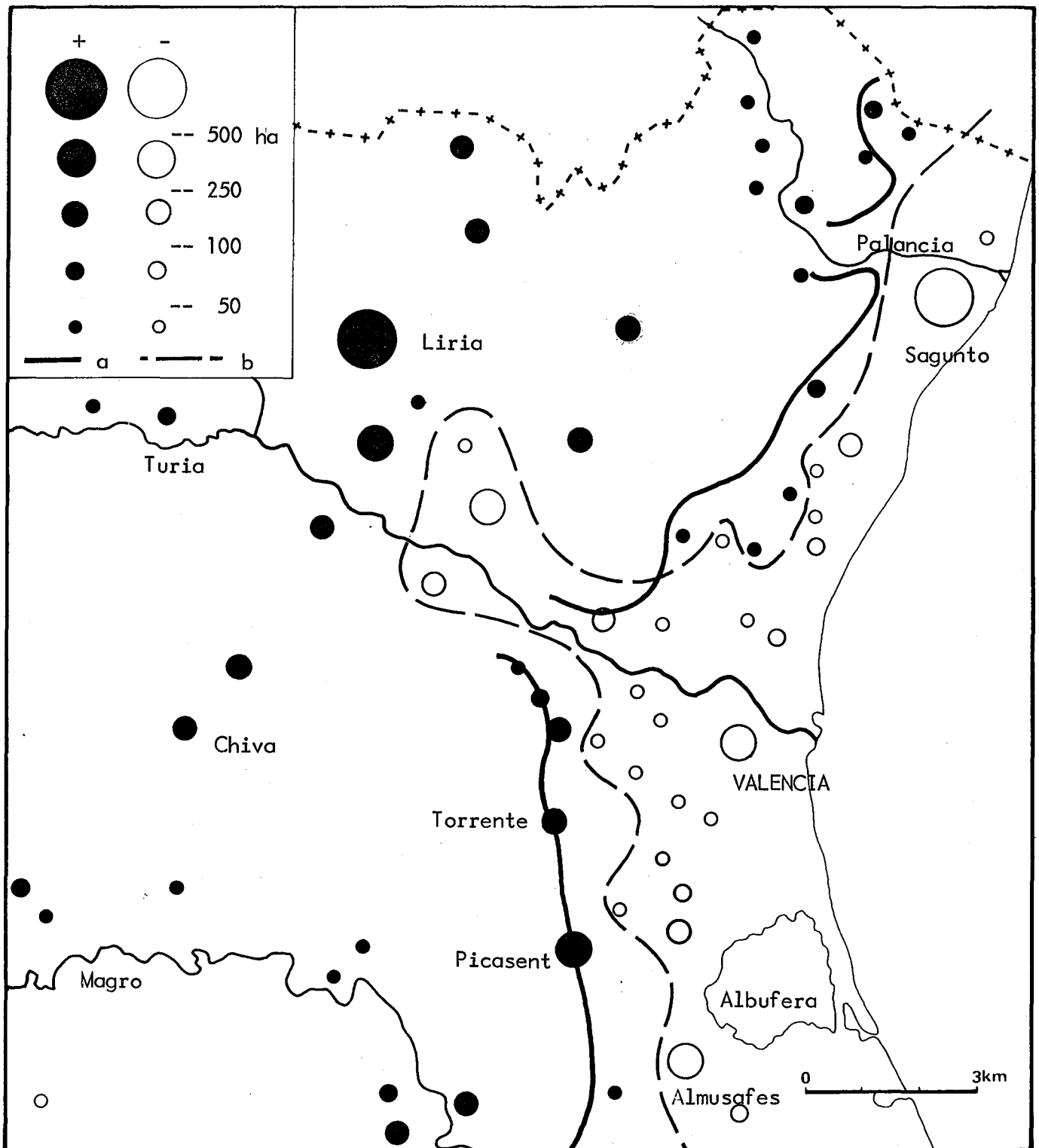


Fig.59: Evolution des surfaces irriguées dans les communes de la Huerta de Valencia et du Campo de Liria de 1970 à 1977

- a: limite topographique de la plaine littorale
- b: ligne séparant les communes de variation positive (cercles noirs) des communes de variation négative (cercles blancs)

Sources: Chambre d'Agriculture de Valencia (1970), Délégation Provinciale du Ministère de l'Agriculture (1977).

Les évolutions inférieures à 10 ha ne sont pas prises en compte

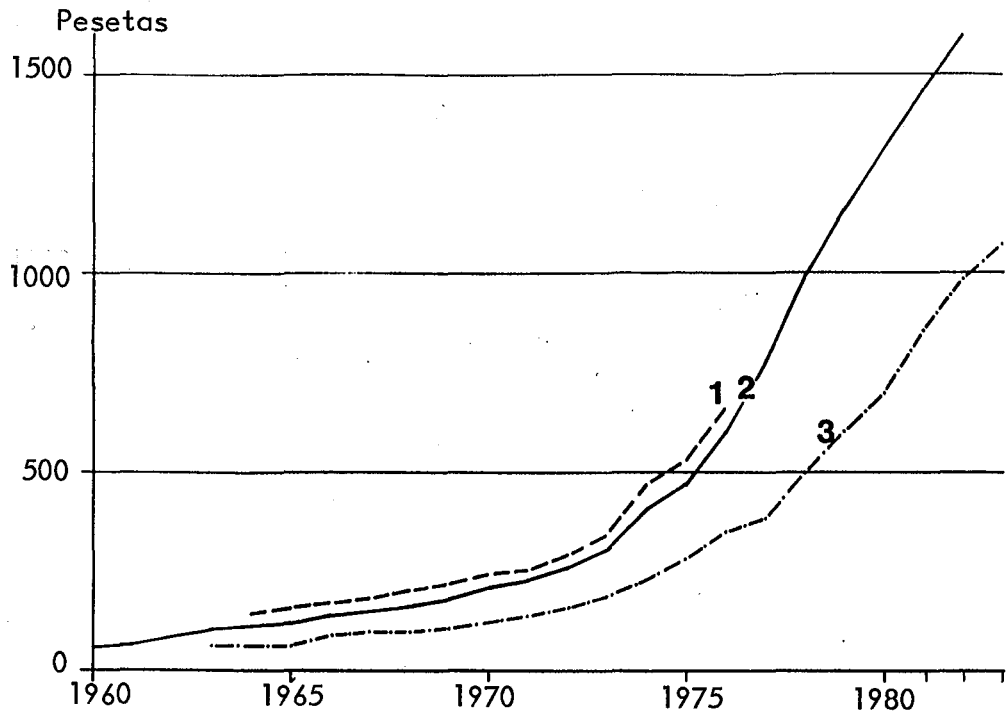


Fig.60: Evolution des salaires agricoles journaliers en Espagne de 1960 à 1983 (en pesetas courantes)  
 -1: journalier agricole ("peón eventual") Région Levante (1964-76)  
 -2: idem Espagne (1960-82)  
 -3: salaire minimum interprofessionnel Espagne (1963-83)  
 Sources: E. ARNALTE ALEGRE, 1980 et Min.Agriculture, Annuaire.

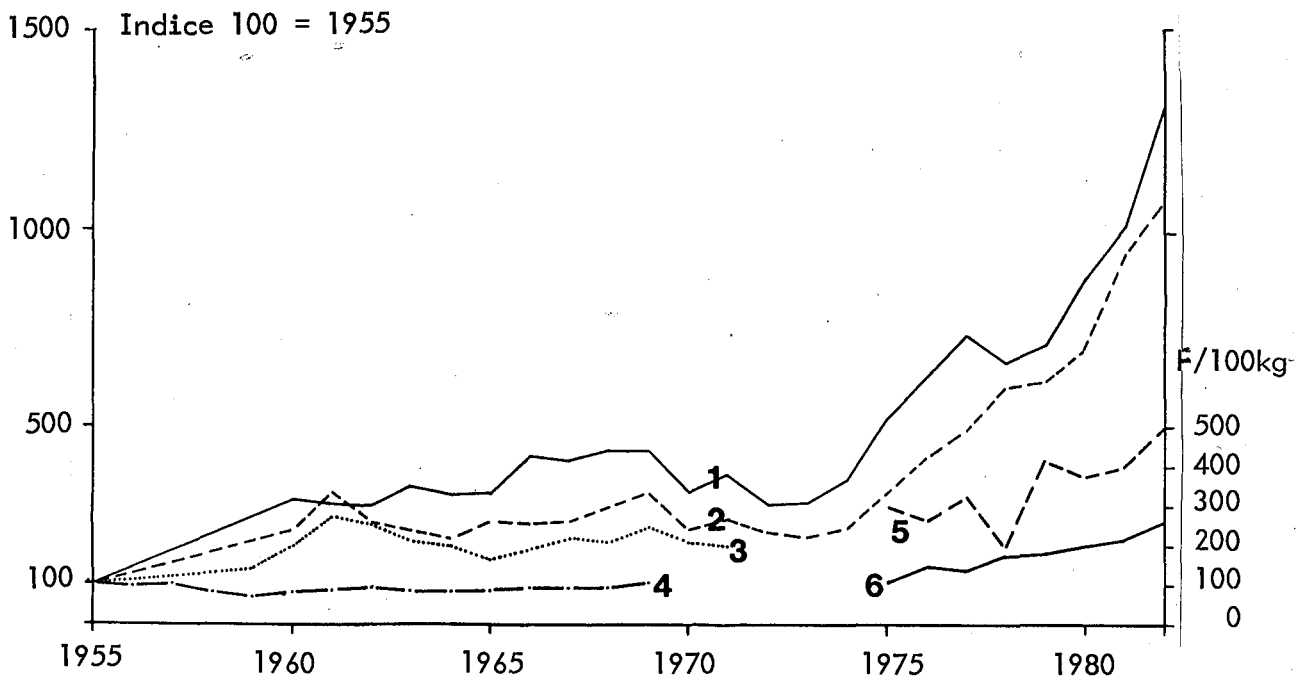


Fig.61: Les prix des agrumes espagnols à la production et sur les marchés de consommation de 1955 à 1982  
 Courbes indicées:  
 -1: prix moyen à la production des mandarines (1955-1982)  
 -2: idem oranges  
 -3: prix moyen des oranges sur les marchés de gros espagnols (1955-74)  
 -4: idem sur le marché de gros de Paris (1955-69)  
 Courbes en valeur absolue courante (francs/100 kg):  
 -5: prix moyen 1<sup>o</sup> semaine de janvier des mandarines frontière française  
 -6: idem oranges.

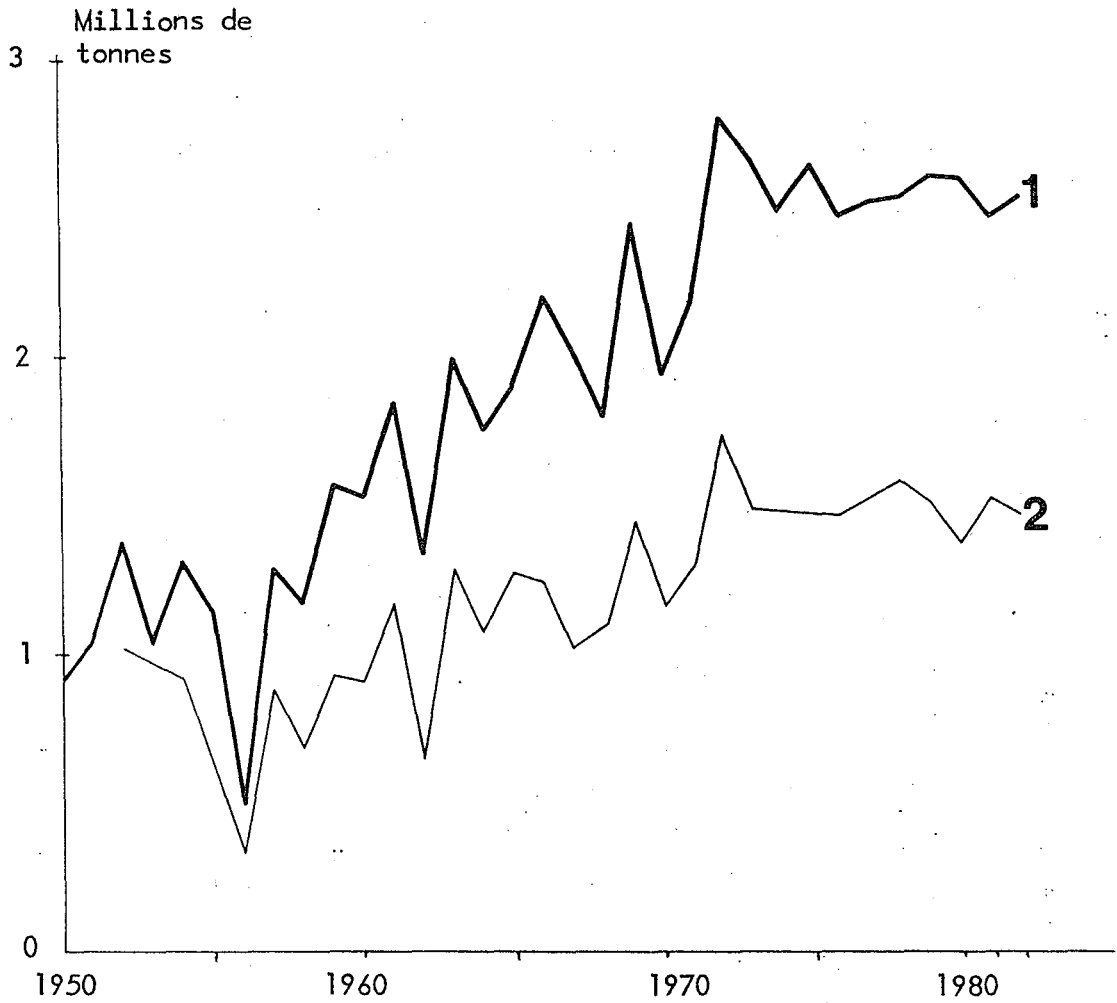


Fig.62: Production (1) et exportation (2) des agrumes espagnols (oranges et mandarines) de 1950 à 1982

Source: Ministère de l'Agriculture, Résumés de campagne, Agrumes.

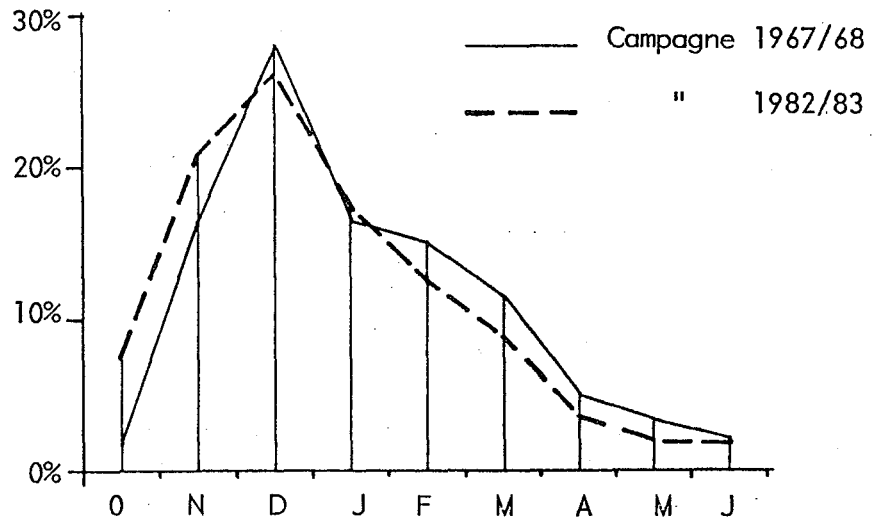


Fig.63: Rythme mensuel de l'exportation des agrumes espagnols

Source: Ministère de l'Agriculture, Service d'Inspection Phytosanitaire.



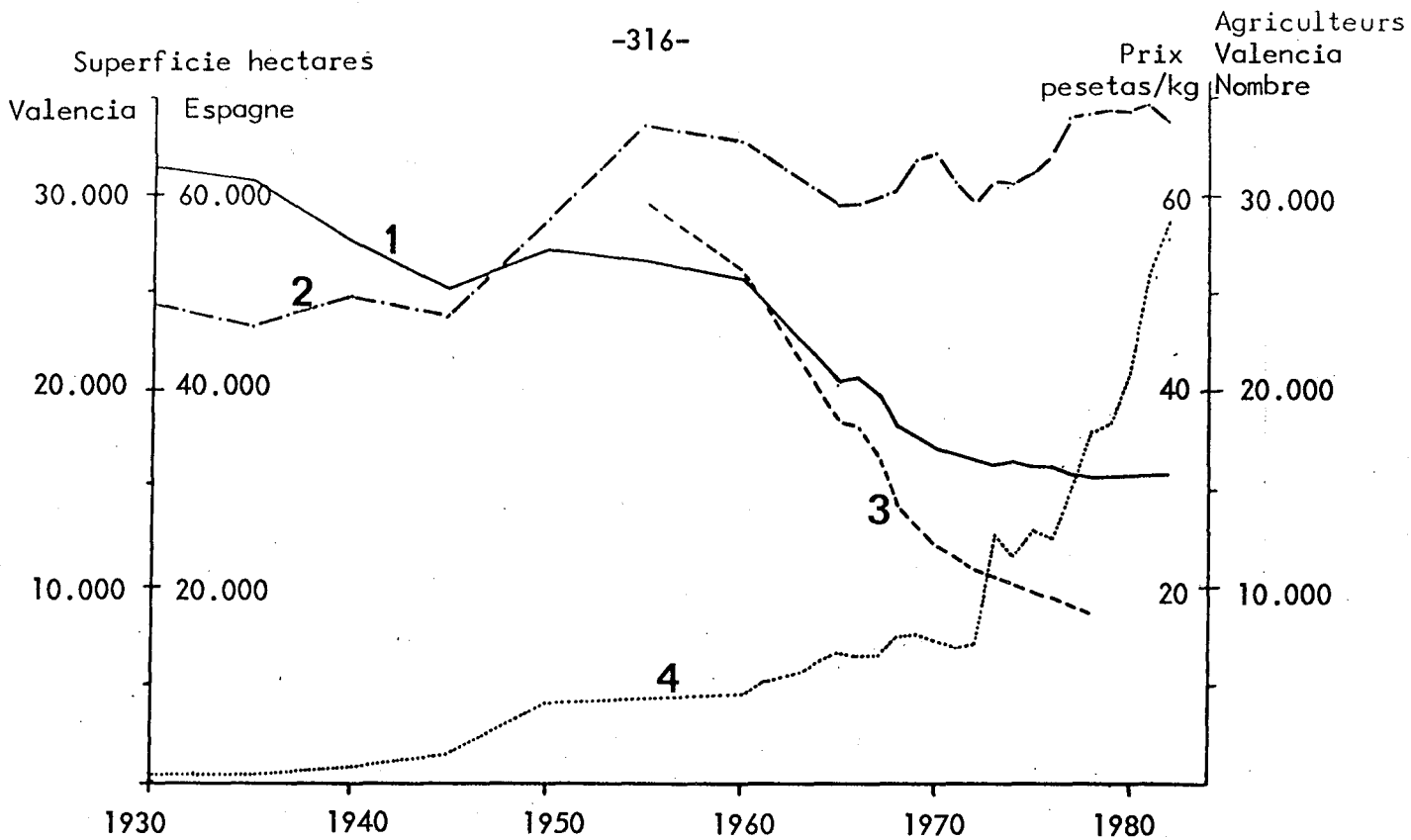


Fig.64: La riziculture valencienne de 1930 à 1982

-1: superficie des rizières en Espagne, -2: superficie des rizières dans la province de Valencia, -3: nombre de riziculteurs dans la province de Valencia, -4: prix du kg de riz à la production (pts courantes)

Sources: Syndicat des riziculteurs, Valencia, Annuaire statistique Ministère de l'Agriculture.

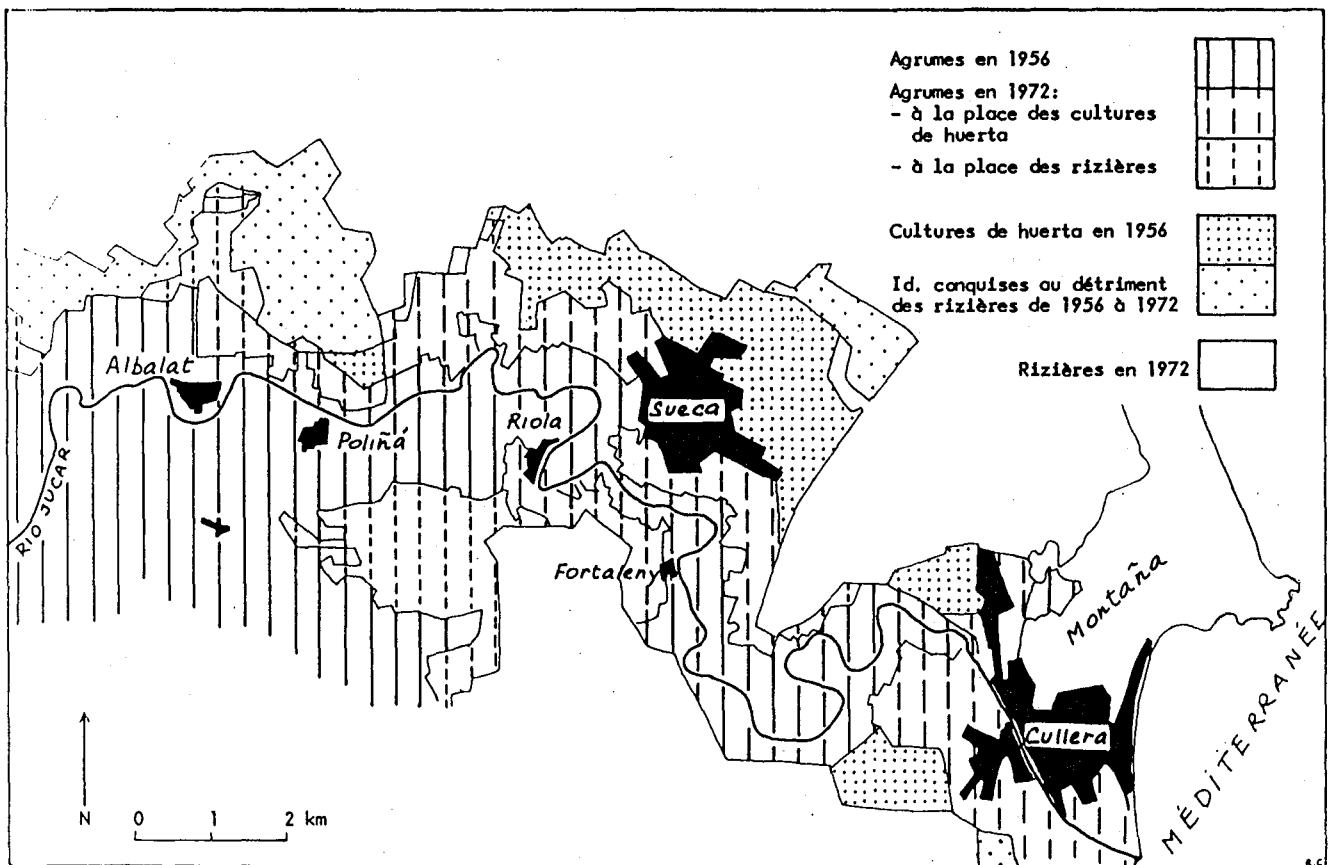
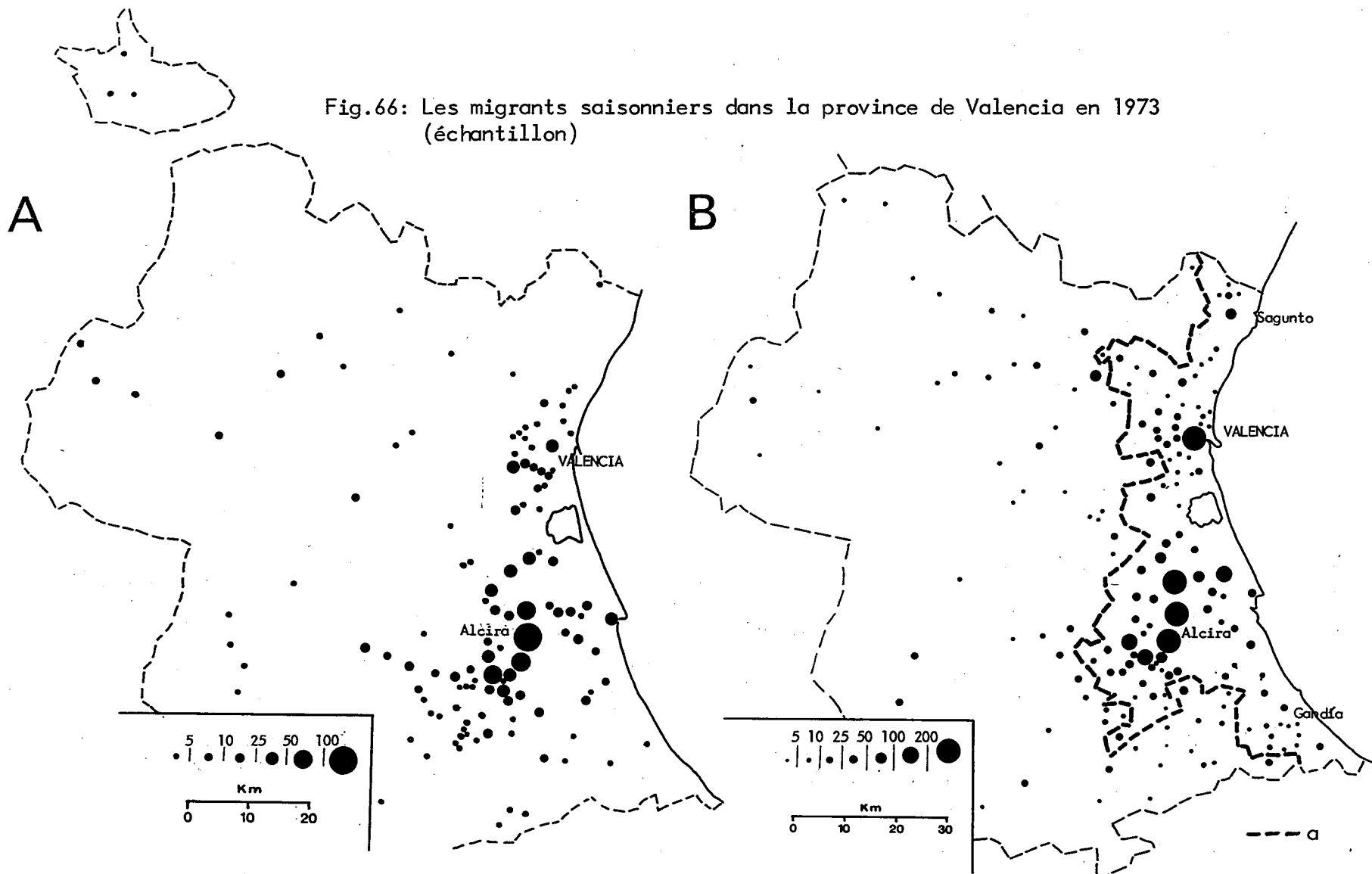


Fig.65: Les cultures irriguées dans la basse vallée du Júcar, de 1956 à 1972.

Sources: Photographies aériennes de septembre et octobre 1956, missions 242 et 293, Service Géographique de l'Armée.

Image LANDSAT 1, NASA E- 1116- 10100 du 16 novembre 1972.

Fig.66: Les migrants saisonniers dans la province de Valencia en 1973  
(échantillon)



A.: Localisation communale des demandeurs de passeport pour la vendange en France (sondage au 1/5 dans le registre des passeports contenant 5.875 demandes)

B.: Origine communale des émigrants (sondage au 1/2 dans le registre de sortie contenant 6613 cas)  
-a: limite des communes du regadío

Source: Institut Espagnol d' Emigration, Délégation Provinciale de Valencia.

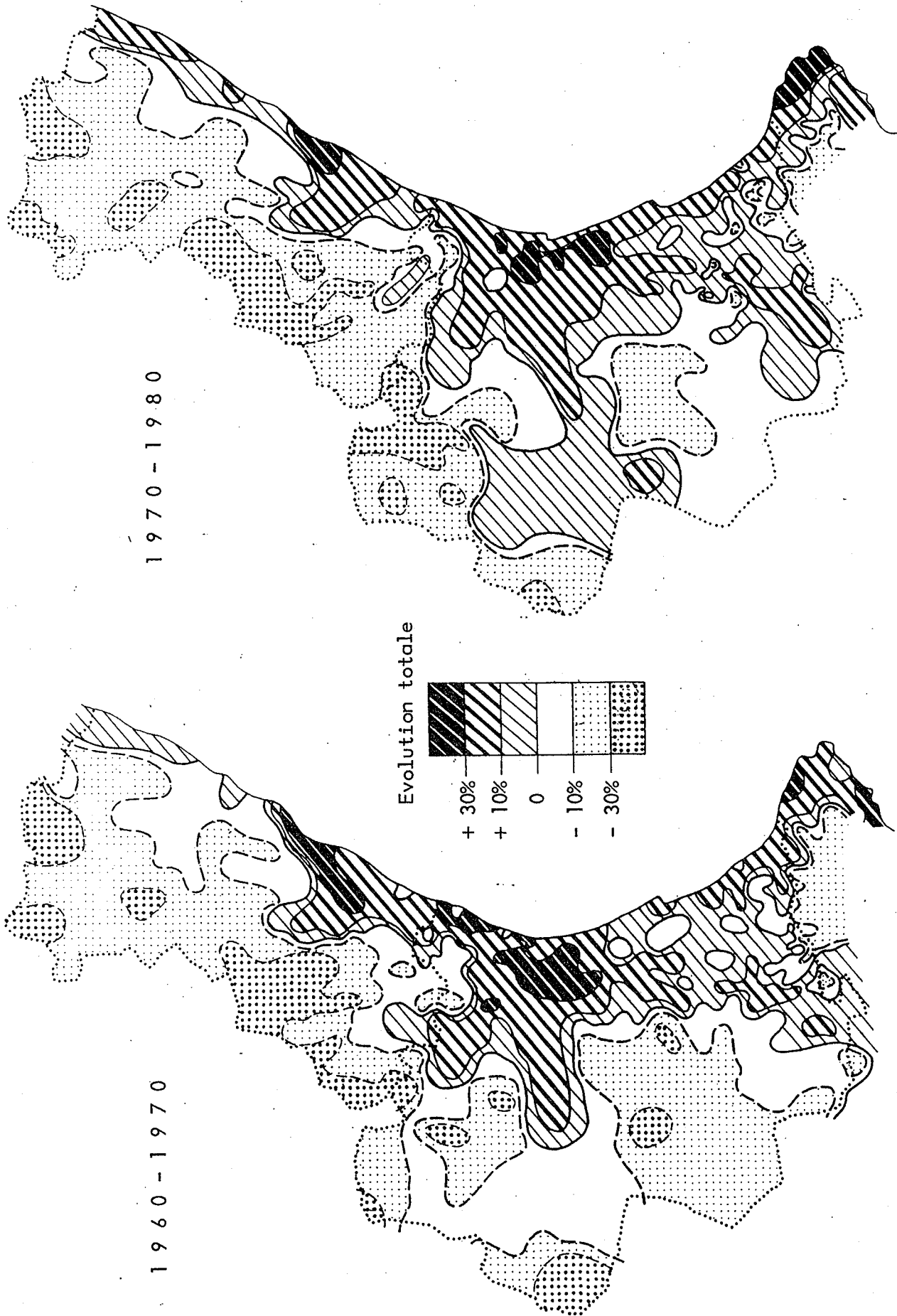


Fig.67: Evolution de la population communale dans les provinces de Valencia et de Castellón de 1960 à 1970 et de 1970 à 1980 (cartes en isolignes)

Source: I.N.E., Recensements de population

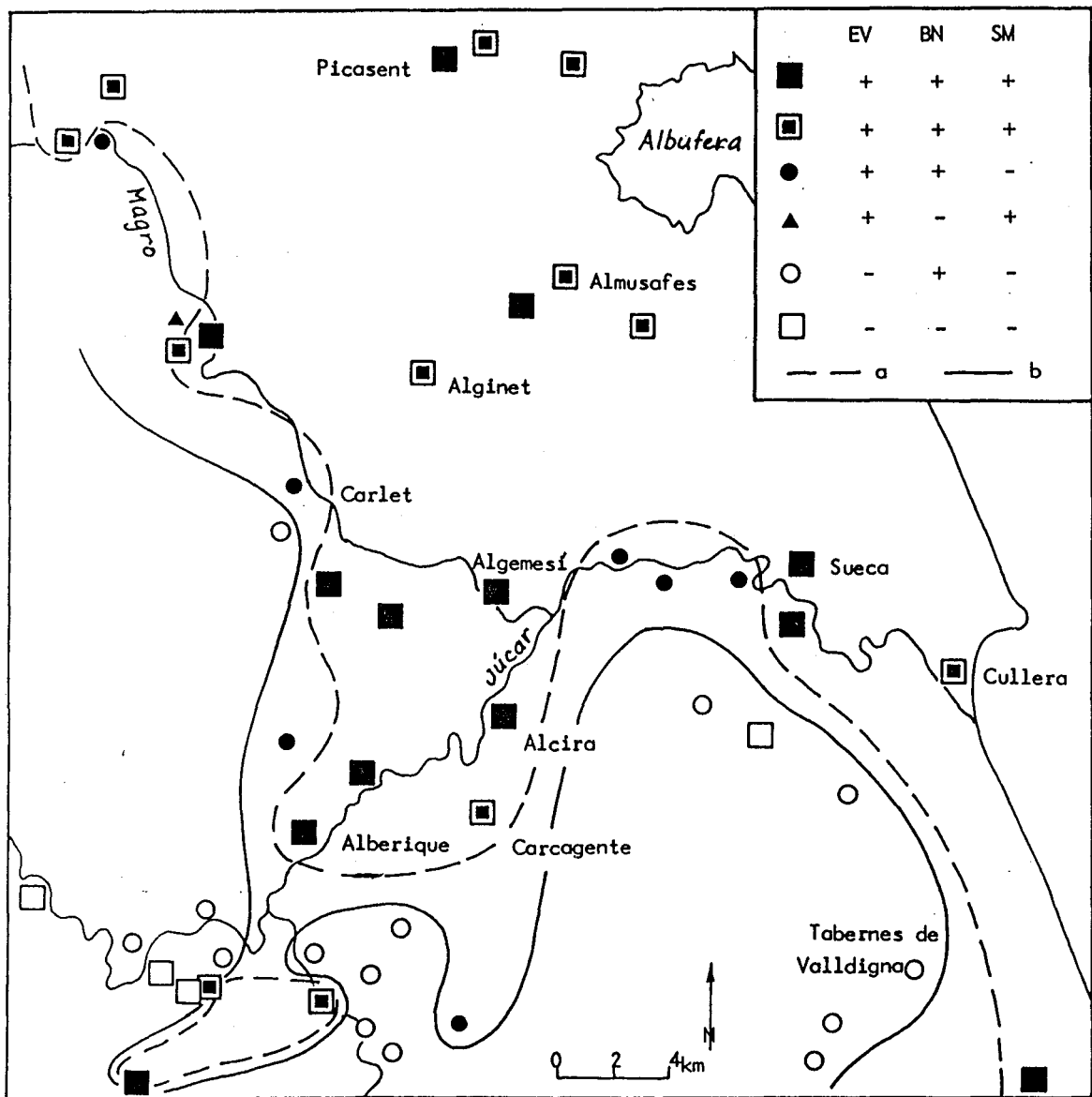


Fig.68A Comportements démographiques communaux dans la Ribera du Júcar de 1975 à 1980

EV = Evolution totale de la population, BN = Bilan naturel, SM = Solde migratoire, a = ligne séparant les soldes migratoires positifs et négatifs, b = ligne séparant les évolutions positives et négatives

Sources: I.N.E., Revision du Registre des Habitants (1975), Recensement de population (1981), Movimiento natural de la población, 1975-1977 (appliqué à la période 1975-1980)

Pour la typologie des comportements démographiques, voir Annexe 8, p.357

On notera que la croissance migratoire est liée à la proximité de l'aire métropolitaine de Valencia, et que les évolutions positives suivent l'axe littoral et l'axe Valencia-Játiva.

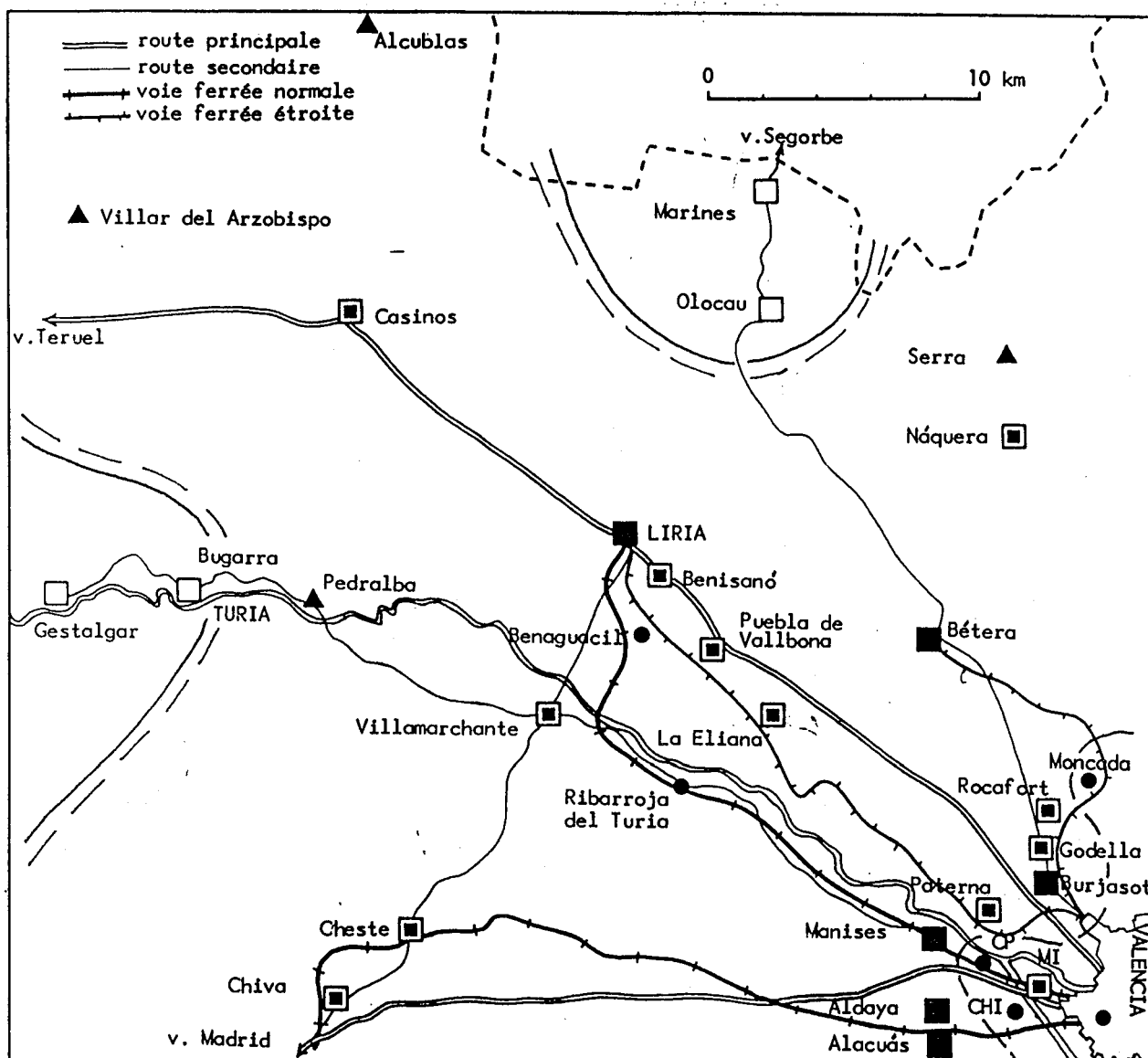


Fig. 68B Comportements démographiques communaux dans le Campo de Liria de 1975 à 1980

Même légende et même source que la figure 68A

On notera dans ce cas que, à l'inverse de la Ribera du Júcar, les comportements de croissance naturelle se situent à la périphérie immédiate de l'agglomération, tandis que la croissance migratoire se reporte plus loin.

Au centre, si les statistiques utilisées sont exactes, un solde migratoire négatif apparaît, lié au phénomène de "redéversement" de la croissance urbaine.

On note enfin des comportements "absorbants" (croissance par solde migratoire positif tandis que le bilan naturel est négatif), caractéristiques d'un phénomène de reprise démographique après une longue période de décroissance.

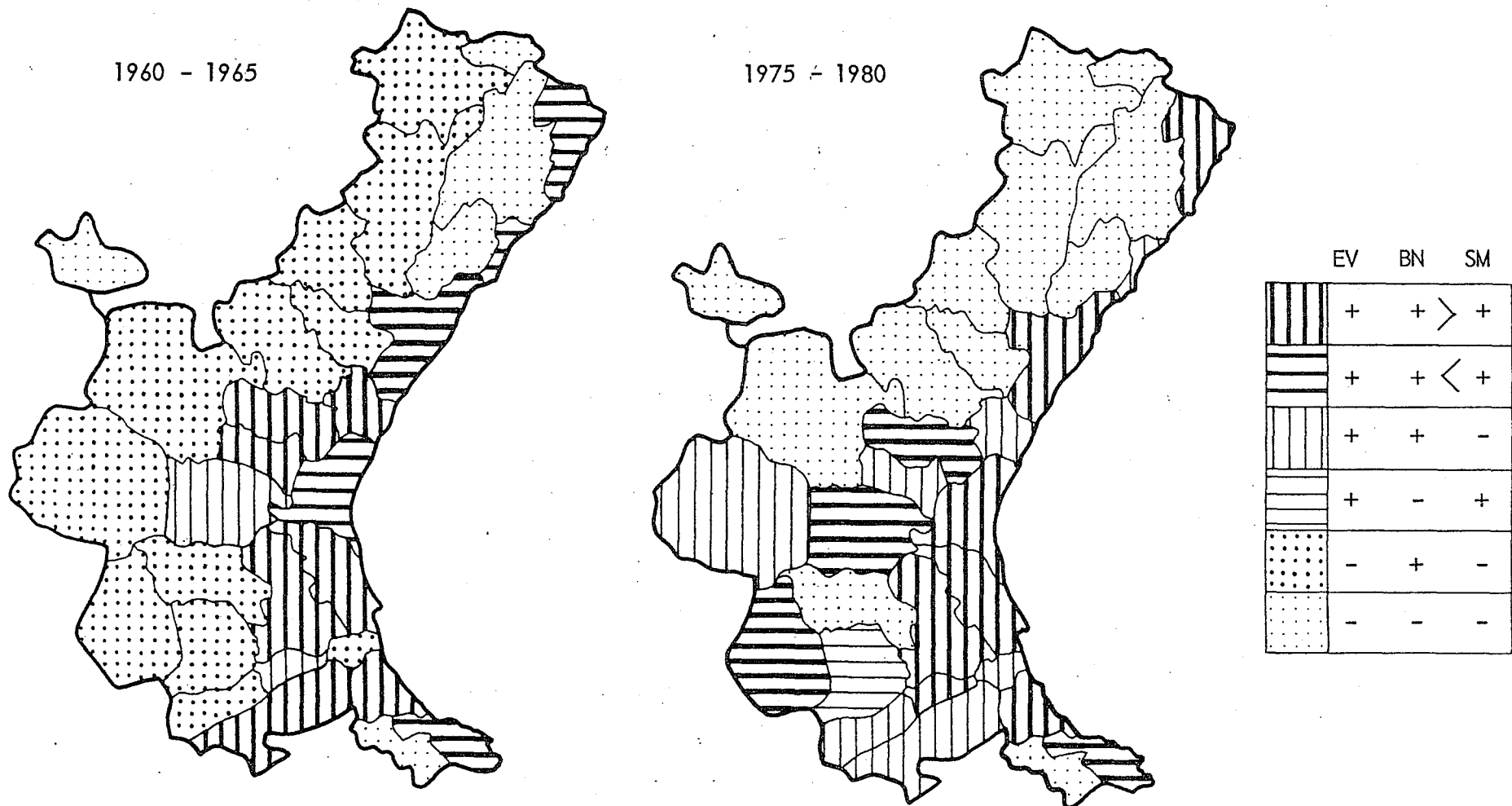


Fig.69: Comportements démographiques des comarcas des provinces de Valencia et de Castellón dans les périodes 1960-1965 et 1975-1980

EV = Evolution totale de la population, BN = Bilan naturel, SM = Solde migratoire (calculé)

Sources: P.PEREZ PUCHAL (1976) pour 1960-65 et I.N.E.: "El movimiento natural de la población española" pour 1975-1980. Voir détails et définitions dans l'Annexe 8, p.355.

TABLEAUX 3<sup>e</sup> PARTIE

Tab.41: Croissance de l'emploi et du produit industriel (valeur ajoutée brute) dans les provinces de Valencia et Castellón

Provinces	Emploi industriel		Produit industriel (pesetas courantes)	
	1962-71	1971-81	1962-71	1971-81
Valencia	+ 43 %	- 5 %	x 4,2	x 6,8
Castellón	+ 6,7	+ 6	x 4,3	x 8
Barcelone	+ 25	- 21	x 3,3	x 5,5
Madrid	+ 35	- 17	x 3,9	x 6
Vizcaya	+ 17	- 20	x 3,3	x 4
ESPAGNE	+ 20	- 15	x 3,6	x 6

Source: Banco de Bilbao (La Renta nacional de España).

Tab.42: La population active par grands secteurs d'activité dans la province de Valencia

	1960	1970	1980
Primaire	31,5 %	19 %	12 %
Secondaire	34	42	43
Tertiaire	34	39	45

Source: Recensements de population, I.N.E.

Tab.43: La dynamique spatiale de l'industrie dans la province de Valencia

	Pop. active industrielle 1975	Investissements industriels 1966-75	Zones industrielles 1978
Huerta Valencia	62 %	66 %	49 %
Littoral	23	14	25
Secanos "intermédiaires"	12	18	22
Secanos "profonds"	3	2	4
Total province	239.800	13.264 M pts	6.019 ha

Littoral = Bajo Palancia, Ribera du Júcar, Huerta de Gandía  
 Secanos "intermédiaires" = Campo de Liria, Hoya de Buñol, Valle de Albaida, Costera de Játiva  
 Secanos "profonds" = Los Serranos, Requena-Utiel, Valle de Ayora, Canal de Navarrés

Sources: Institut de Promotion Industrielle, Valencia et J.M. Del RIVERO (1978).

Tab.44: Les composantes de la croissance démographique des provinces de Valencia et de Castellón de 1950 à 1980

	Valencia			Castellón			Espagne		
	EV	BN	SM	EV	BN	SM	EV	BN	SM
1950-60	+ 6	+ 8,3	- 2,3	+ 4,3	+ 4,3	0	+ 8,7	+ 11,3	- 2,6
1960-70	+ 23	+ 11,5	+ 12,1	+ 13,7	+ 6,4	+ 7,3	+ 11,1	+ 12,8	- 1,7
1970-80	+ 16,9	+ 10,5	+ 6,4	+ 11,9	+ 6,5	+ 5,4	+ 11,2	+ 10,3	+ 1,2

EV = Evolution Totale,  
 BN = Bilan Naturel,  
 SM = Solde Migratoire (en %)  
 Source: I.N.E., Recensements de population.

Tab.45: Evolution comparée de la population selon les catégories de communes dans la province de Valencia (1950-1980)

	Pop.totale	Rurale	%	Intermédiaire	%	Urbaine	%
1950	1.347.900	244.800	18	443.400	33	659.700	49
Evol.	+ 5,3 %	- 3,7 %		- 4,6 %		+ 15,3 %	
1960	1.428.600	235.600	16,5	423.100	30	760.900	53,5
Evol.	+ 24,5	- 15,5		- 17,1		+ 60	
1970	1.767.300	199.200	11	350.600	20	1.217.600	69
Evol.	+ 17	- 36		- 2		+ 31	
1980	2.066.400	127.700	6	344.000	17	1.594.700	77

Source: Recensements de population, I.N.E.

Tab.46: Bilan naturel selon les catégories de communes dans les provinces de Valencia et de Castellón (1975)

VALENCIA	Province	Capitale	+ de 10.000 hab.*	- de 10.000 hab.
Natalité	19,2 %	19,5 %	19,7 %	17,6 %
Mortalité	9,1	8,9	8,1	11
Bilan naturel	10,1	10,6	11,6	6,6
CASTELLON				
Natalité	16,7	20,3	17,3	13,1
Mortalité	10,5	8,8	8,7	13,9
Bilan naturel	6,2	11,5	8,6	0,8

\* Capitale non comprise  
 Source: Mouvement naturel de la population espagnole, I.N.E.



Tab.47: Evolution démographique de quelques villes caractéristiques de 1960 à 1980 ( en valeur moyenne annuelle exprimée en %)

	Evolution 1960-80	Evolution 1975-80			% primaire dans pop. active 1960
		Totale	BN	SM	
Mislata	+ 5,7 %	+ 5,3 %	+ 1,7 %	+ 3,6	5 %
Gandía	+ 4,4	+ 2,9	+ 1,7	+ 1,2	15
Denia	+ 3	+ 3	+ 0,9	+ 2,1	32
Villareal	+ 2,2	+ 1,5	+ 1,1	+ 0,4	49
Onda	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,1	+ 0,3	18
Alcira	+ 1,7	+ 1,3	+ 0,9	+ 0,4	39
Sueca	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,3	60

Source: Recensements de population, Mouvement naturel de la population, I.N.E.

Le bilan naturel est extrapolé à partir des résultats des années 1975 à 1977, et le solde migratoire est calculé par différence entre l'évolution totale et le bilan naturel.

Tab.48: Comparaison de la structure du revenu agricole dans la province de Valencia et en Espagne

	Province de Valencia		Espagne	
	Salariat	Exploitants	Salariat	Exploitants
1955	25 %	75%	21 %	79 %
1962	23	77	21	79
1979	51	49	28	72
1981	40	60	30	70

Source: Banco de Bilbao (Renta nacional de España)

Tab.49: L'Espagne dans les exportations d'agrumes (oranges et mandarines) du Bassin Méditerranéen

	1952/53	1963/64	%	1972/73	%	1982/83	%
Espagne	1.010,6	1.283	47	1.742,7	44	1.462	42
Maroc	118	463,5	17	718,3	18	598	17
Israël	174	355,6	13	636	16	479	14
B.Méditerranéen	?	2.734	100	3.969,6	100	3.468	100

Source: Ministère de l'Economie et du Commerce, Délégation de Valencia.

Tab.50: Les marchés extérieurs des agrumes espagnols (oranges et mandarines, campagne 1982/83)

	Exportation Espagne		Part dans l'importation d'agrumes de chaque pays
	(1.000 T)	%	
France	499,1	33,7	63,7 %
R.F.A.	423,9	28,6	59
Royaume Uni	145,8	9,8	42
Hollande	134,3	9	54,3
Belgique	101	6,8	80
Danemark	15,8	1	49
Total C.E.E.	1.320	89	58,5
Europe Est	118,4	8	?
Pays Scandinaves	45,1	3	22
Total	1.483,5	100	

Source: Ministère de l'Economie et du Commerce, Délégation de Valencia.

Tab.51: Evolution du verger d'agrumes dans les provinces de Valencia et de Castellón

	Valencia			Castellón			Total	% Espagne
	Total	Or	Md	Total	Or	Md		
1957/58	47.900 ha	91 %	8 %	23.300 ha	85 %	15 %	71.200 ha	68
1971	85.600	74	24	31.100	64	36	116.700	60
1977	82.800	66	32	34.000	45,6	53	116.800	59

Or = oranges, Md = mandarines

Sources: Ministère de l'Agriculture, Annales statistiques et Recensements des agrumes 1971 et 1977.

Tab.52: Structure par âge du verger d'agrumes dans la province de Valencia

		0 - 4 ans	5 - 9 ans	10 - 14 ans	15 ans et +
1971	Oranges	9 %	23 %	23 %	45 %
	Mandarines	22	37	16	25
	Total	12	26	21	41
1977	Oranges	11	12	17	60
	Mandarines	16	25	25	34
	Total	13	16	20	51

Source: Ministère de l'Agriculture, Recensements des agrumes 1971 et 1977.

Tab.53: Evolution de la population active agricole dans la province de Valencia et en Espagne

	Province de Valencia			Espagne	
	Emploi agricole	dont salariés	non salariés	salariés	non salariés
1962	258.569	32 %	68 %	29 %	71 %
1973	136.789	61	39	33	67
1981	76.483	83	17	36	64

Source: Banco de Bilbao (La Renta nacional de España).

Tab.54: Caractéristiques de la population des migrants saisonniers dans la province de Valencia (1965-1980)

Caractères	Huerta de Valencia	Ribera Alta	Ribera Baja	Province de Valencia	Province de Séville
Agriculteurs(a)	28	44	59	42	} 48
Journaliers (a)	25	45	34	39	
Manoeuvres (a)	45	11	7	18	
Femmes (b)	26	39	26	31	15
dont 15-25 ans	32	56	59	40	?
France (b)	34	84	89	69	22
Autochtones (b)	28	62	79	57	65
Taux Emigration(c) 1		9,5	9	2,5	33

a: en % des migrants actifs masculins,

b: en % du total des migrants,

c: en % de la population totale de l'aire considérée.

France = migrants ayant accompli leur premier voyage vers la France

Autochtone = migrant né dans sa commune de résidence.

Source: Institut National d'Emigration, Délégation Provinciale de Valencia et M. DRAIN et E.KOLODNY (1980) pour la province de Séville

## A N N E X E S

### ANNEXE 1 : GLOSSAIRE

Le terme valencien est indiqué entre parenthèses lorsqu'il est différent du terme espagnol; son genre n'est indiqué que s'il est aussi différent.

Acequia, fem. (sequia) = Canal d'irrigation: mot d'origine arabe ("sequia"), désignant un canal dérivé d'un fleuve, et par extension la communauté d'irrigation qui le gère.

Almacén, masc. (magatzem) = entrepôt, magasin: désigne l'entrepôt de conditionnement et d'expédition des fruits et légumes, et des agrumes en particulier.

Alquerfa, f. = terme d'origine arabe qui désigne la ferme isolée, dans la plaine littorale (grande exploitation de colonisation à l'origine).

Arroba, f. = mesure de poids ancienne, équivalant à 12,8 Kg; encore employée aujourd'hui pour le poids et le prix des agrumes à la production.

Arenal, m. (areny) = terroir sablonneux des cordons littoraux (de "arena" = sable)

Arrendador, m. = terme valencien qui désigne le locataire historique de la terre dans les baux traditionnels, souvent non écrits, des huertas valenciennes: il signifie le contraire de "arrendador" castillan. Le propriétaire de la terre est l'"amo" ou le "senyoret".

Bancal, m.) = terrasse de culture sur une pente.

*Barranco, m.) = petit ravin à l'hydrologie très irrégulière*

Barraca, f.) = habitation traditionnelle de l'agriculture de la Huerta de Valencia, dispersée ou formant des hameaux, dans les périmètres irrigués, faite de murs de pisé et d'un toit de chaume (titre d'un roman populiste de V. BLASCO IBANEZ, 1898).

Casco urbano (Casc urbá) = partie centrale d'une agglomération; casco antiguo (Casc antic) = centre ancien, historique.

*cerro, m.) = bitte, colline escarpée et isolée*

Colono, m. (colon) = colon, "arrendador", voir plus haut.

Comarca, f. = petite région autour d'une ville ou d'un bourg centre, qui s'apparente au "pays" français, mais d'une dimension plus réduite (de la taille d'un arrondissement ou d'un canton).

Chalet, m. (xalet) = pavillon de plage plus ou moins sommaire, pour des vacances au bord de la mer; par extension, habitat pavillonnaire individuel des zones de résidences secondaires.

Dehesa, f. (devesa) = paysage de pacage arboré (caractéristique de l'Estremadure); sur le littoral valencien, ce terme désigne plus particulièrement le paysage de végétation naturelle plus ou moins arborée (pinède) qui occupe l'arenal non conquis par l'agriculture (cf. La Dehesa du Saler, sur le cordon de l'Albufera).

Ensanche, m. (eixampla, f.) = extension: désigne les quartiers modernes dans les villes espagnoles, souvent construits depuis le 19<sup>e</sup> siècle, sur un plan géométrique.

Finca, f. = propriété agricole d'un seul tenant; désigne parfois les exploitations isolées, les grands domaines.

Hanegada, f. = mesure ancienne de surface toujours utilisée dans les huertas valenciennes: elle correspond à 0,0831 hectare, et traduit bien le caractère morcelé des structures du regadío traditionnel (voir J.M. VIDAL Y POLO: "Tablas de reducción de las antiguas medidas, pesos y monedas de Castilla, Alicante, Castellón y Valencia, al nuevo sistema métrico-decimal", Valencia, 1862).

Huerta, f. (horta) = espace irrigué, en général; désigne plus particulièrement les périmètres irrigués de façon communautaire, que ce soit par des eaux de surface ou souterraines. Lorsque les deux modes coexistent, on parle de "huerta vieja" (traditionnelle) pour le premier et de "huerta nueva" (irrigation par pompes) pour le second.  
Les "cultures de huerta" sont saisonnières: céréales, légumes, tubercules, plantes industrielles et maraîchères.

Huerto, m. (hort) = jardin, mais à Valencia ce terme désigne le verger, et presque exclusivement le verger d'agrumes.

Jornal, m. = journée de travail agricole, par extension, salaire de cette journée ("ir a jornal", "trabajar a jornal").

Jornalero, m. (jornaler) = journalier agricole.

Marjal, m. (f. en valencien) = terroir marécageux situé en arrière du cordon littoral, avec ou sans lagune permanente (albufera, f., estany, m.); plus ou moins transformé par l'agriculture par comblements (aterraments, m.) pour les rizières (arrozal, m.) et par hortillons (bancs, m.).

Masia, m. = ferme isolée, grand domaine du "secano" (à rapprocher du "mas" méditerranéen français).

Monte, m. (munt) = "saltus" de la trilogie méditerranéenne.

Partido judicial, m. (partit judicial) = division administrative équivalant au canton français (juridiction de la première instance judiciaire, le juge de paix). Voir Annexe 2.

Peseta, f. (Pts) (pesseta) = équivaut à 0,05 francs en 1986. Mais sa dépréciation par rapport au franc depuis le début de nos recherches, par suite d'une série de dévaluations (1976, 1977, 1982), nous a amené à indiquer dans le texte les contre-valeurs approximatives des sommes exprimées en pesetas, selon la date des chiffres (avant 1974 = 8 centimes, 1976 = 7cts, 1979 = 6 cts).

Rambla, f. = ravin, lit de torrent intermittent de type "oued" (équivalents: barranco, m. río seco, m.).

Regadío, m. (regadiu) = irrigation; par extension, le paysage agraire des terres irriguées, par opposition au secano.

Riego de pie, riego de motor, m. (reg de peu, reg de motor) = arrosage gravitaire, arrosage au moteur. On distingue le "riego de pie", qui se fait par l'intermédiaire d'un réseau gravitaire dérivant des eaux de surface ou d'une source (id. "riego de acequia", = "reg de sequia"), du "riego de motor", dont l'eau est obtenue par pompage dans une rivière, un canal ou un puits (id. "riego de agua elevada", = "reg de agua elevada"). Cette distinction ne tient qu'à la forme d'extraction de l'eau, car les deux systèmes conduisent en général à une irrigation gravitaire, à la raie ou en nappe.

Secano, m. (secá) = espace occupé par les cultures sèches; par extension, paysage agraire opposé au regadío.

Tanda, f. Tandeo, m. = rythme de distribution de l'eau, intervalle entre deux arrosages dans le périmètre d'une communauté d'irrigation; particulièrement rigoureux et sujet à modifications en période de sécheresse.

Temporada, f. = désigne, pour le commerce des agrumes, les différentes périodes d'exportation: "primera" d'octobre à décembre, "secunda" de janvier à mars, "tercera" d'avril à juin.

Tristeza, f. (tristes) = maladie à virus des rutacées, véhiculée par un puceron, qui se développe dans le verger valencien à partir de 1956, plus ou moins favorisée par les conditions climatiques, et qui oblige les agrumiculteurs à adopter un autre pied-mère que l'oranger amer, trop sensible à l'infection.

Urbanización, f. (urbanizació) = urbanisation, en général, mais désigne aussi les opérations d'urbanisme particulières, et surtout les lotissements dans les zones touristiques et de résidences secondaires.

#### SIGLES

C.E.S.S.: Consejo Económico-Social Sindical (Organisme d'étude de l'ancienne organisation syndicale officielle).

C.O.C.I.N.: Camara Oficial de Comercio, Industria y Navegación.

C.O.S.A.: Camara Oficial Sindical Agraria.

F.O.R.P.P.A.: Fondo de Orientación y Regulación de Precios de Productos Agrícolas (Organisme créé en 1968 par le Ministère de l'Agriculture à l'imitation du F.O.R.M.A. français).

I.G.C.: Instituto Geográfico y Catastral (équivalent de l'Institut Géographique National français).

I.G.M.E.: Instituto Geológico y Minero de España (Ministère de l'Industrie).

I.N.C.: Instituto Nacional de Colonización (organisme créé en 1939 pour succéder à l'Institut de Réforme Agraria de la 2<sup>e</sup> République), intégré en 1971, avec le Servicio de Concentración Parcelaria y Ordenación Rural dans l'I.R.Y.D.A. (Instituto de Reforma y Desarrollo Agrarios).

I.N.E.: Instituto Nacional de Estadística.

I.N.I.: Instituto Nacional de Industria.

I.P.I.: Instituto de Promoción Industrial (créé sous l'égide de la C.O.C.I.N. de Valencia, devenu Institut "Regional" depuis le statut d'autonomie).

S.N.P.A.: Servicio Nacional de Productos Agrarios.

## ANNEXE 2 : CADRES GEOGRAPHIQUES DE L'ETUDE

La taille souvent réduite et le grand nombre des communes dans l'espace étudié (voir figure 23, p.87) nous ont obligé à recourir à l'emploi de divisions spatiales intermédiaires entre la commune et la province, qui ne recourent pas exactement les limites de notre terrain d'études (communes dont plus de 20% de la surface cultivée était irriguée en 1970, dans l'espace compris entre Benicasim et Jávea) (fig.72, p.331).

Le partido judicial est une ancienne limite administrative (fig.73, p.331), d'ailleurs réformée en 1965, et qui correspondait à peu près au canton français: nous l'avons utilisé, dans ses limites antérieures, pour l'étude chronologique de la population depuis le début du siècle, car certains résultats des recensements ont été regroupés à cette échelle par l'I.N.E. (fig.57, p.232).

A des fins d'analyse géographique et statistique, plusieurs découpages en petites régions, les comarcas, ont été proposés par des géographes et des économistes. Les critères retenus font appel à la géographie et à l'histoire: ils tiennent compte des solidarités historiques, des homogénéités et complémentarités économiques, et des aires d'influence urbaines. Les résultats sont en général très voisins, et ne diffèrent que par des nuances, pour des communes marginales qui sont intégrées tantôt dans une comarca, tantôt dans sa voisine. Cela ne gêne pas fondamentalement les comparaisons, et pour les besoins statistiques de notre étude nous en avons utilisé plusieurs:

- Le premier est celui des géographes, A. LOPEZ GOMEZ, P. PEREZ PUCHAL, V. ROSSELLO VERGER, mis en forme définitivement par P. PEREZ PUCHAL (1979) (fig.74, p.332), et que nous avons utilisé pour l'étude des bilans démographiques (fig.69, page 321).
- Le second est celui du Consejo Económico-Social Sindical (fig.75, p.332), issu du découpage des circonscriptions syndicales, et qui fournit les statistiques économiques et démographiques de la régionalisation des migrations saisonnières (Annexe 10, p.365) et de notre typologie des petites régions agricoles (Annexe 11, p.369).
- Signalons en outre le découpage de l'économiste V. SOLER, présenté dans l'"Estructura Economica del País Valencià" (sous la direction de E. LLUCH, València, 1970), et qui a été utilisé depuis dans diverses études: "La qüestió agrària al País Valencià" (J. CUCO et alt., 1978), "El paro agrícola en el País Valencià" (CONSELLERIA DE TREBALL, 1979), etc...; et la "Comarcalización agraria de España", mise au point par le Ministère de l'Agriculture à des fins opératoires et statistiques (Secretaría General Técnica, Documento de Trabajo n°8, Madrid, 1978).

Dans le cours du texte, nous employons plusieurs expressions spatiales de la façon suivante:

- les "huertas valencienas" ou le "regadío valenciano" concernent l'ensemble des espaces irrigués dans notre terrain d'étude,
- les "huertas traditionnelles" s'adressent aux périmètres gravitaires des communautés d'irrigation,
- la "Huerta de Valencia" (ou de Gandía), désigne la comarca qui porte ce nom,
- la "Région Valencienne" représente le "País Valenciano" (ou "País Valencià"), région autonome formée des trois provinces de Castellón, Valencia et Alicante.

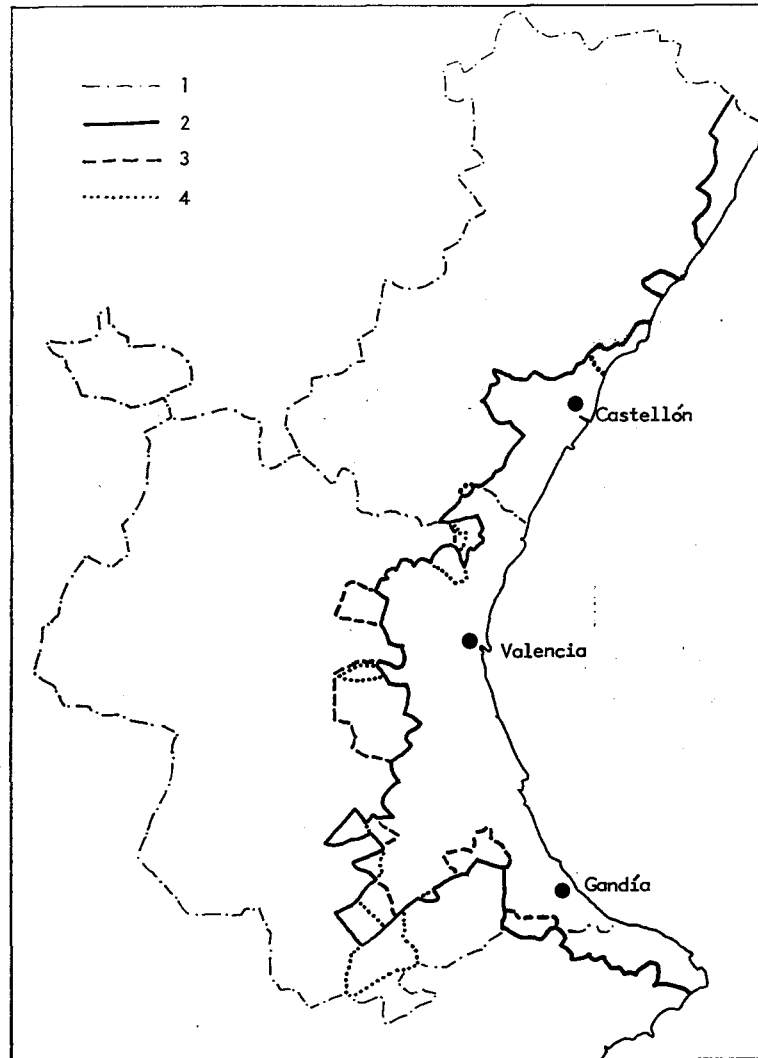


Fig.72: Les limites du terrain d'étude

- 1: limites provinciales
  - 2: limite des communes dont plus de 20% de la surface cultivée était irriguée, en 1970
  - 3: limite des communes dont la production agricole était supérieure à 3.000 pesetas par hectare de surface totale en 1971
  - 4: limite des communes dont les cultures irriguées représentaient plus de la moitié du revenu cadastral imposable en 1973
- (Les limites 3 et 4 ne sont pas figurées lorsqu'elles coïncident avec la limite 2)

Sources: C.O.S.A. de Valencia, Castellón et Alicante (1970),  
Informaciones 1974, C.A.M.P. Valencia, Cadastre 1973

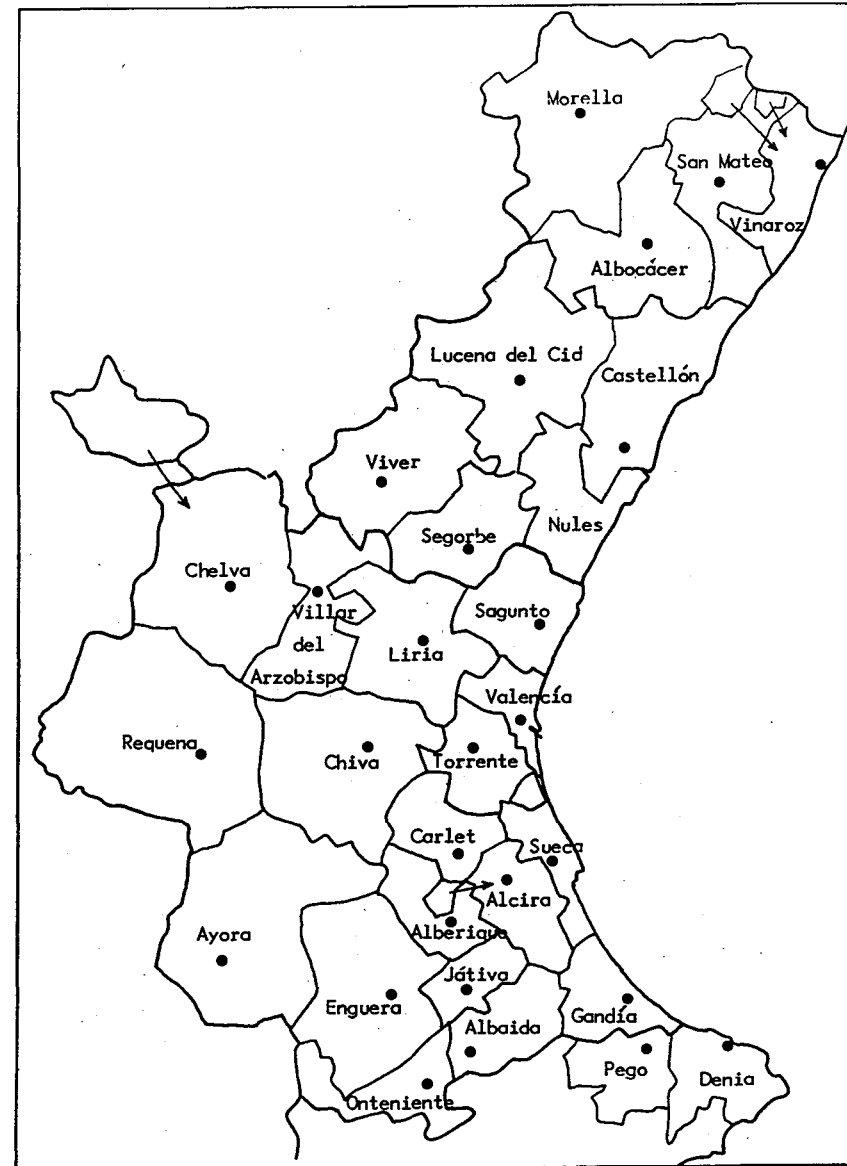


Fig.73: Carte des partidos judiciales avant la réforme de 1965



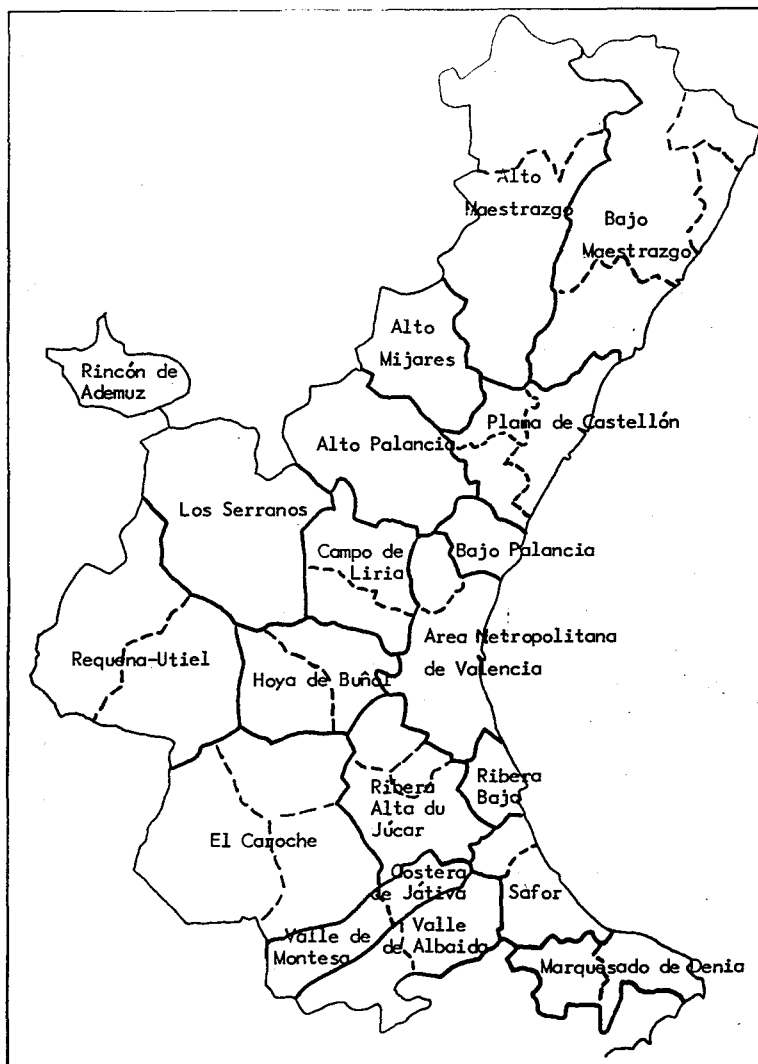


Fig.74: Les comarcas des provinces de Valencia et de Castellón (d'après P.PEREZ PUCHAL, 1979)

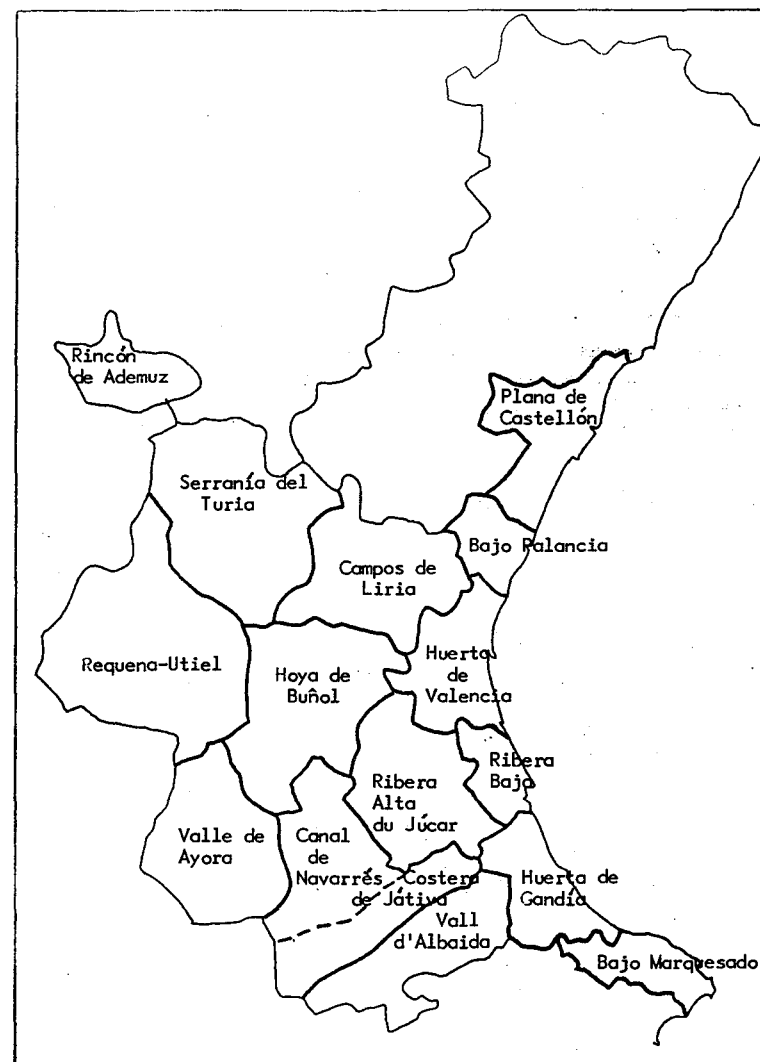


Fig.75: Les comarcas des C.E.S.S. de Valencia (1971) (Bajo Marquesado d'après J.COSTA MAS, et Plano de de Castellón d'après R.COURTOT)

### ANNEXE 3 : TELEDETECTION ET ZONES HOMOGENES

Une partition en zones homogènes des provinces de Valencia et de Castellón a été réalisée à partir d'une analyse d'images de satellite: il s'agit des scènes LANDSAT 2 n°214-32 et 214-33 du 12 mai 1979 (Echelle 1/1.000.000", origine: TELESPAZIO), dont une composition colorée des canaux 4,5 et 7 a été tirée par le Laboratoire de Télédétection de l'Institut de Géographie d'Aix-Marseille.

En s'appuyant sur la structure de l'image, sur les formes et les couleurs (c'est-à-dire sur la réponse spectrale des objets au sol, en particulier sur celle de la végétation, du sol nu, de l'eau et des constructions), on a obtenu une partition à deux niveaux, qui oppose trois grandes zones disposées du littoral vers l'intérieur (fig.2, p.70).

#### 1.Plaine littorale

- a.zone côtière humide: lagunes, marécages, rizières
- b.plaine où dominent les orangeries et les cultures irriguées

#### 2.Zone intermédiaire: piémonts et sierras littorales

- a.espaces irrigués
- b.cultures sèches
- c.collines et sierras (végétation naturelle plus ou moins dégradée et roches à nu)

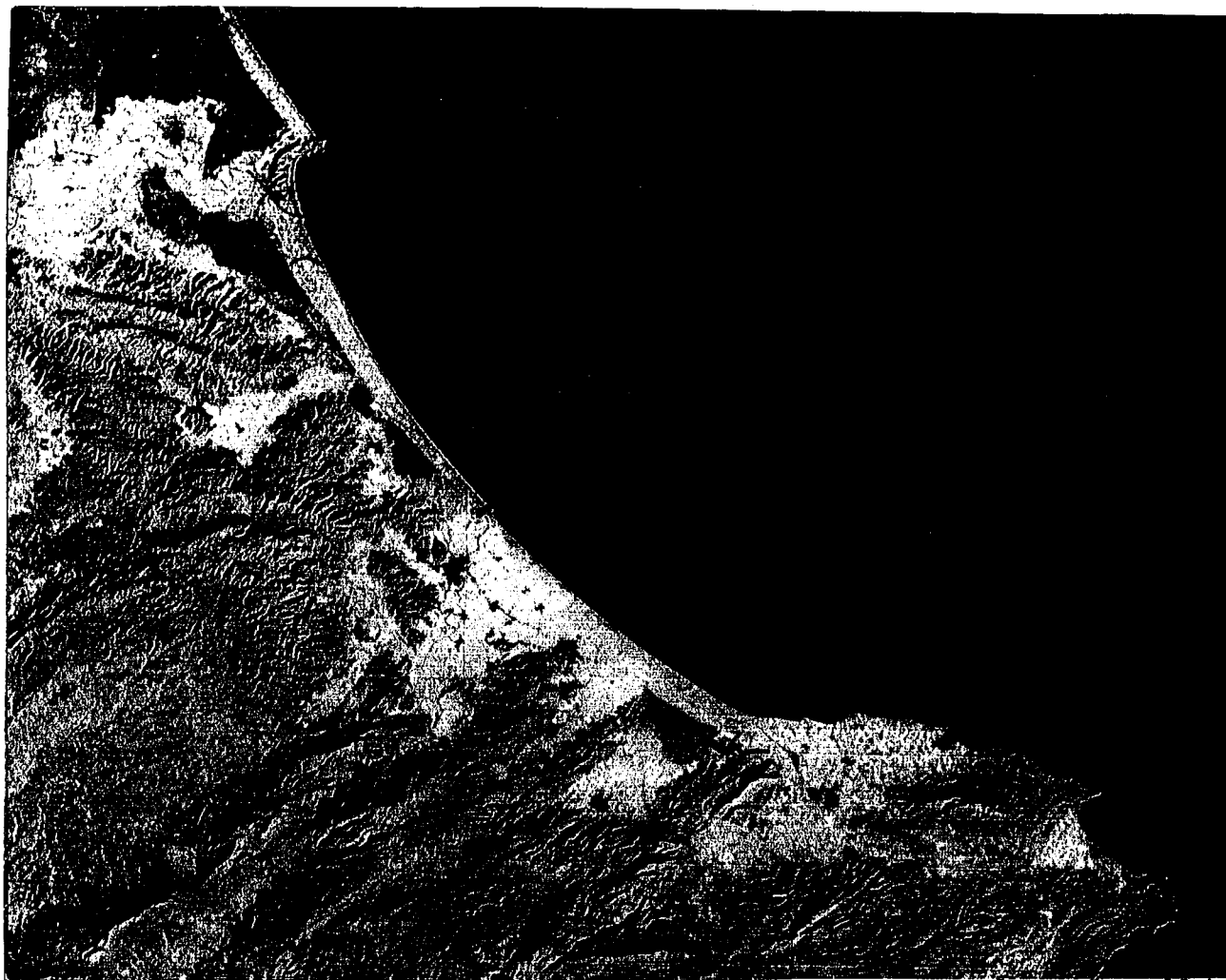
#### 3.Zones intérieures

- a.bassins et plateaux cultivés
- b.massifs montagneux boisés

Cette partition est loin d'être parfaite: il est difficile par exemple de distinguer certains rebords de la plaine littorale (1b) des piémonts intermédiaires irrigués (2a). De la même façon, certains bassins intérieurs cultivés (3a) présentent de fortes ressemblances avec les zones intermédiaires de cultures sèches (2b). Les couloirs que forment le Palancia au droit de Sagunto, et le Cañoles au droit de Játiva participent des différentes zones qu'ils traversent de l'intérieur vers la côte: ils sont donc difficilement classables.

Mais elle dégage essentiellement les unités naturelles et les régions agricoles, et elle a le mérite de faire ressortir la faible largeur de la zone proprement littorale, et la présence d'une zonation en bandes parallèles à la côte.

Bibliographie: COURTOT (1979)



(Traitement photographique de l'auteur)

0 5 10 km  
└───┬───┬───┘

Photo.23: La frange littorale irriguée de l'embouchure du Júcar au Cap de la Nao

Cette image a été obtenue à partir des imageries LANDAST-1 du 16.11.1972 (NASA, ERTS- 1116-10100): la superposition photographique de l'image positive du canal 5 et de l'image négative du canal 7, en additionnant les réponses spectrales des cultures irriguées, fait apparaître ces dernières de façon très tranchée. Les agrumes apparaissent en blanc, au milieu duquel les marjales (rizières) forment de grandes taches noires.

(voir figure 2, 1° partie, et figure 65, 3° partie).

Comparé aux photographies aériennes de 1956 (Servicio Geográfico del Ejército), ce document fait ressortir la croissance des agrumes vers le sud-est, dans le Bajo Marquesado de Denia, et vers l'intérieur, sur les pentes et dans les vallons et bassins des sierras littorales. On note aussi la réduction des rizières, sur les marges desquelles progressent les taches blanches des vergers d'agrumes.

#### ANNEXE 4 : LES SOURCES DE LA GEOGRAPHIE AGRAIRE

Les chercheurs espagnols (CABO ALONSO, 1961, LOPEZ ONTIVEROS, 1971, ROMERO GONZALEZ, 1981a) et français (PERRIN, 1967 et 1971, HERIN, 1975, DRAIN, 1977 et MIGNON, 1981) ont dressé des sources de la géographie agraire espagnole un panorama critique suffisamment explicite pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir longuement, sauf en ce qui concerne plus particulièrement la Région Valencienne et notre travail.

##### 1. Le cadastre

Eu égard à la surface et au nombre de communes étudiées, le "padrón de riqueza rústica" (registre de la richesse foncière agricole) s'est révélé l'outil d'investigation le plus pratique: les récapitulatifs communaux par tranches de base imposable permettent des comparaisons rapides et aisées des structures de propriété, dans la mesure où, plus que la surface possédée, c'est le type de production agricole, donc le revenu imposable, qui les différencient dans des communes où coexistent cultures irriguées et cultures sèches.

Les "padrones de rústica" de 1964 (avant la réforme tribulaire de 1966) nous ont fourni, pour un certain nombre de communes de la province de Valencia, l'indication du domicile des propriétaires, ce qui a permis d'étudier à cette date l'appropriation foncière des citoyens. Mais sur cette dernière, c'est le fichier des exploitations soumises à la cote proportionnelle (plus de 100.000 pesetas de base imposable), mis en place après 1966, qui nous a donné le plus d'informations, puisque chaque propriété y est décrite parcelle par parcelle, avec indication des cultures, du mode de faire-valoir et du domicile réel de l'exploitant et du propriétaire (il a été dépouillé pour les trois provinces d'Alicante, Castellón et Valencia). Dans quelques archives communales (voir Sources Documentaires et Bibliographiques, p.373), les "padrones de riqueza" anciens nous ont permis de suivre l'évolution historique de la contribution foncière: distinction y était faite entre les contributions pour les maisons, les terres cultivées, l'élevage et le colonat, mais seule la valeur imposable des terres y était indiquée, et non leur surface et la nature des cultures.

##### 2. Les communautés d'irrigation

Le nombre et l'ancienneté des communautés d'irrigation font de leurs registres et de leurs archives une source documentaire de premier plan pour l'étude du regadío et de son évolution historique. Si les cédulas de propriété irriguée, sorte de cadastre parallèle, sont peu à jour et d'un maniement difficile, les "repartos de cequiaje" (registres de la contribution d'arrosage) renseignent sur la surface irriguée et le domicile de chaque membre de la communauté. Dans la mesure où les archives ont subsisté dans les grandes communautés quelques fois depuis le 17<sup>e</sup> ou le 18<sup>e</sup> siècle, elles permettent de suivre l'évolution de la structure et de l'appropriation foncière dans les zones de regadío traditionnel.

Mais ces sources sont très dispersées, puisqu'il faut, à l'inverse du cadastre, les consulter au siège de chaque communauté, et souvent incomplètes. La structure communautaire n'empêche pas la fuite devant l'impôt de l'eau, pourtant faible aujourd'hui: comme en France, les agriculteurs ne paient pas l'eau elle-même, concédée gratuitement par l'Etat à chaque communauté, mais les frais de sa distribution et de l'entretien du réseau.

D'autre part cette forme d'irrigation, à peu près seule jusqu'à la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, n'intéresse plus aujourd'hui qu'un peu plus de la moitié des terres irriguées: les puits et les pompes ont pris depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle une importance croissante, sur laquelle les renseignements sont encore plus épars. Une

grande partie d'entre eux sont individuels, et les organismes de gestion des puits collectifs (sociétés privées ou "groupes de colonisation") ne sont pas considérés comme des communautés d'irrigation. Les demandes d'autorisation de perforation sont normalement enregistrées par la "Sección de Minas" de la délégation provinciale du Ministère de l'Industrie (pour Valencia depuis 1935); mais il a fallu attendre 1977 et la réalisation d'un "Proyecto de Investigación Hidrológica de la Cuenca Media y Baja del Júcar" par l'I.G.M.E. pour qu'un recensement et une cartographie précise des puits et sondages soient enfin dressés (fig.38 et 40, p.218 et 220).

### 3. L'organisation syndicale agraire

Jusqu'en 1975, le syndicalisme vertical, représenté par les "hermandades sindicales de labradores" à l'échelle communale et par les "camaras oficiales sindicales agrarias" à l'échelle provinciale, s'est chargé de collecter une documentation statistique agricole assez complète, bien que parfois approximative. Outre des renseignements sur l'équipement agricole (motorisation, consommation d'engrais, etc...) elle fournit trois sortes de renseignements importants pour la géographie rurale:

- un état bisannuel des surfaces cultivées (printemps-automne), qui tient compte des rotations rapides de cultures dans le regadío;
- une statistique assez précise des chefs d'exploitation et de la population active agricole (pour les élections syndicales et la sécurité sociale);
- un registre des propriétés agricoles, avec indication des cultures, de la résidence du propriétaire ou de l'exploitant, pour la perception d'un certain nombre de taxes rurales. Ce document, mieux mis à jour que le cadastre, le remplace souvent avantageusement, à condition qu'on puisse y avoir accès dans chaque commune (alors que les autres documents sont réunis à la C.O.S.A. provinciale), et les chercheurs valenciens n'ont pas manqué de l'utiliser largement (BURRIEL, ARNALTE,...). C'est sur cette base que la C.O.S.A. de Valencia avait procédé, à ma demande, à une enquête par questionnaire auprès de toutes les "hermandades" de la province, sur la part des propriétaires résidant à Valencia dans les surfaces cultivées (fig.16, p.82).

### 4. Les recensements agraires

Le caractère déjà ancien et la médiocre qualité du recensement de 1962 ne le rendaient utilisable qu'à un niveau d'agrégation déjà important, celui de la province, auquel il a d'ailleurs été publié. Mieux préparé, le recensement de 1972 n'a pas donné lieu à toutes les publications qu'on aurait pu attendre, et il manque en particulier une analyse des résultats à l'échelle des "comarcas agrícolas" (équivalent des petites régions agricoles françaises). On passe directement de la commune, pour laquelle on ne connaît que la structure des exploitations selon la taille, le faire-valoir, et deux variables concernant les chefs d'exploitation (âge et temps d'occupation), à la province dont le cadre concerne tous les résultats publiés. La publication du recensement de 1982 est intervenue trop tardivement pour que nous puissions intégrer ses résultats dans notre étude. Les statistiques à l'échelle provinciale ne sont d'ailleurs pas d'un grand secours dans des provinces où l'opposition littoral irrigué/intérieur sec est aussi tranchée.

## ANNEXE 5 : LES VILLES

### A. Typologie des agglomérations urbaines

#### 1. Structure de la population active

La comparaison des villes a été menée à l'aide de deux diagrammes triangulaires, à deux dates successives.

##### a. Les situations tranchées de 1960

La localisation de toutes les communes de plus de 10.000 habitants des provinces de Valencia et de Castellón au recensement de 1960, sur un diagramme triangulaire des 3 secteurs d'activité (fig.76A, p.338), fait apparaître des groupes de villes nettement définis:

- groupe A (plus de 50% des actifs dans le secteur secondaire): les villes industrielles isolées y voisinent avec les communes satellites de Valencia, qui abritent les actifs industriels de l'agglomération. Le cas de la commune de Sagunto est un peu à part, puisqu'elle abrite deux agglomérations différentes: un petit centre de huerta et une agglomération industrielle liée à la sidérurgie portuaire;
- groupe B (aucun secteur dominant): à part Catarroja, dans la Huerta sud de Valencia, c'est le propre des villes littorales situées sur les marges nord et sud des huertas: l'équilibre entre les trois secteurs est lié à leur situation marginale;
- groupe C (plus de 40% des actifs dans le secteur tertiaire): ce sont les villes centres des huertas;
- groupe D (plus de 50% dans le secteur primaire): toutes les villes "agricoles" s'y trouvent, qu'elles soient situées dans l'espace irrigué ou sec.

##### b. Une typologie plus complexe en 1975

Le diagramme triangulaire suivant (fig.76B, p.338) a été construit à l'aide des catégories professionnelles des hommes qui se sont mariés dans les années 1975-76, pour les communes de plus de 10.000 habitants à cette date. Cette source statistique a de quoi surprendre: elle est tirée de la publication annuelle de l'I.N.E. sur le "Movimiento natural de la población española", et c'est la seule qui fournisse des renseignements sur la structure détaillée de la population active des communes de moins de 50.000 habitants depuis 1970. Dans l'espace étudié, nous avons exclu les communes faisant partie de l'aire métropolitaine de Valencia, et retenu les mêmes communes que pour la matrice ordonnable de la figure 77 (p.339), figurées sur le diagramme avec une numérotation et des symboles correspondant aux groupes issus de cette matrice.

La source statistique n'est pas tout à fait comparable puisqu'il s'agit des catégories socio-professionnelles et non plus des catégories d'activité économique. Mais on peut noter sans difficulté un effondrement de la part des actifs agricoles, et un net renforcement de la catégorie des ouvriers, donc des actifs du secteur secondaire. De même, il existe une bonne correspondance entre les groupes issus de la matrice et ceux qui apparaissent (de façon plus confuse) sur le diagramme (les trois variables du triangle sont prises en compte dans la matrice). Nous avons conservé des lettres de groupes semblables à celles du diagramme de 1960.

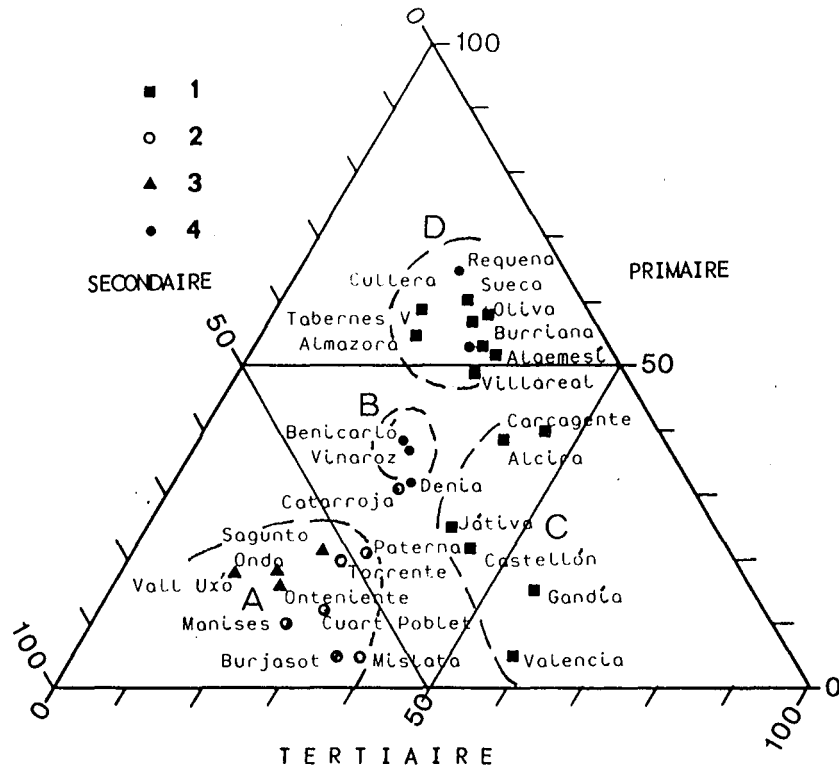


Fig.76A: Les villes des provinces de Valencia et de Castellón selon les grands secteurs d'activité en 1960 (communes de + de 10.000 hab.)  
 -1: villes des huertas, -2: communes satellites de Valencia,  
 -3: villes industrielles isolées, -4: villes des secanos et des marges (Source: I.N.E., Recensement de population, 1960)

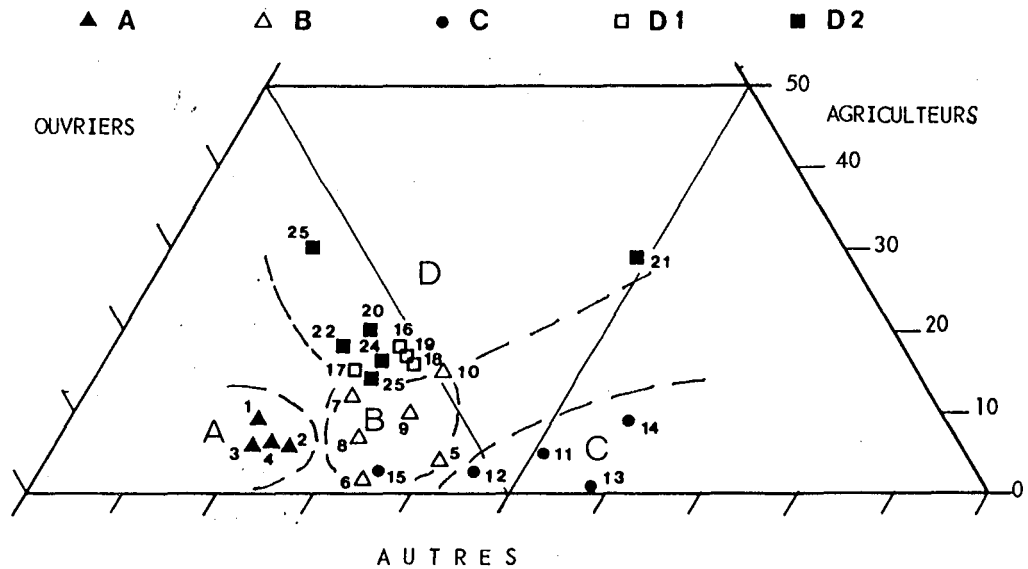
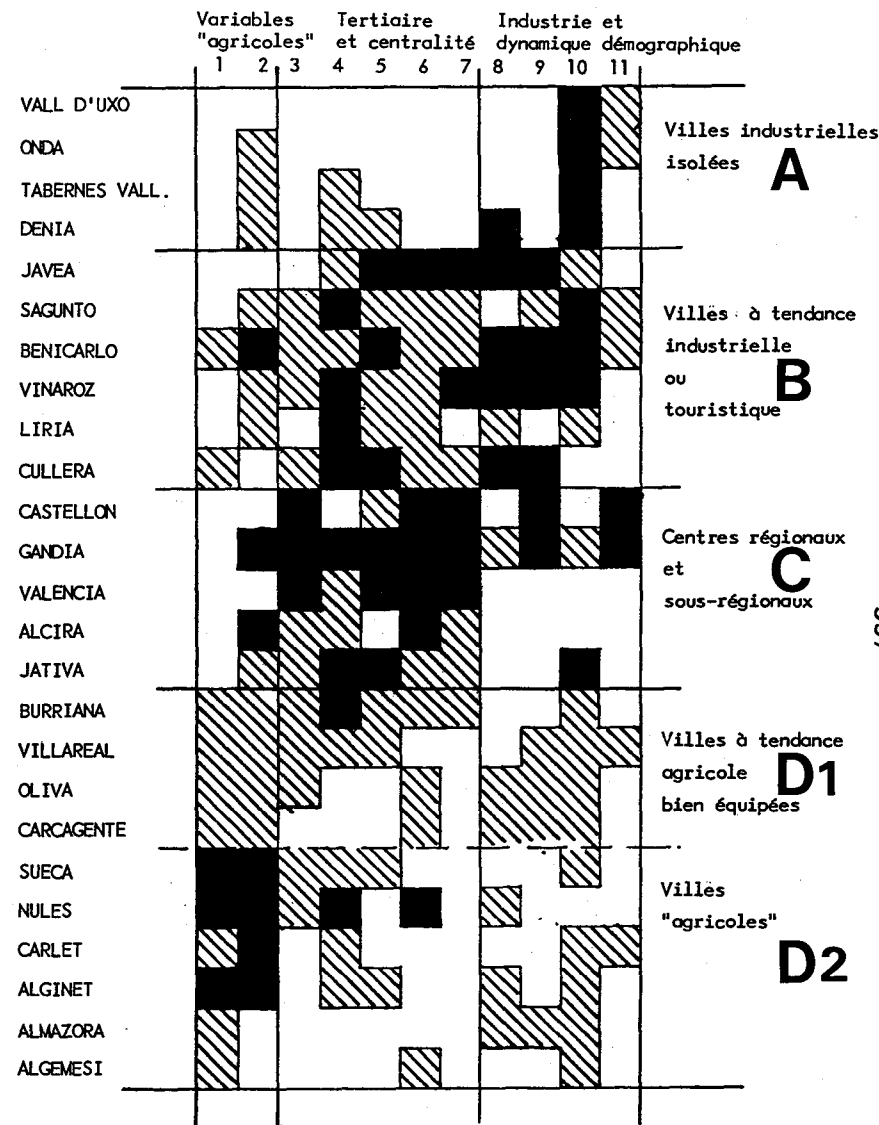


Fig.76B: Les villes des huertas de Valencia et de Castellón selon la structure professionnelle de la population active parmi les hommes qui se sont mariés en 1975-76 (communes de plus de 10.000 habitants en 1975)  
 Les figurés et les groupes des villes renvoient à la matrice ordonnée de la figure 77B

Source: I.N.E., Mouvement naturel de la population espagnole.

	Population 1981	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1 VALL D'UXO	26100	9	2.3	9	16	10	20	10	-0.4	0.8	71	1.2
2 ONDA	17400	6	3.1	6	24	10	24	12	0.3	1.4	70	1.1
3 TABERNES V.	15.600	6	2.4	4	33	10	21	13	0.4	1.1	73	0.7
4 DENIA	22.100	6	3.1	4	36	13	23	13	2.1	3	71	0.9
5 JAVEA	11.000	8	2.9	4	39	17	41	24	3.8	4.4	51	0.6
6 SAQUNTO	54700	2	3	14	40	12	34	16	0.4	1.5	64	1.1
7 BENICARLO	16600	12	4.4	11	31	16	28	15	1.6	2.6	60	1
8 VINARÓZ	47500	7	3.6	13	41	13	31	21	1.5	2.5	62	0.9
9 LIRIA	12600	10	3.6	9	49	13	35	9	0.6	1	55	0.4
10 CULLERA	20100	15	2.8	10	43	16	36	16	1.7	2.5	49	0.8
11 CASTELLON	126500	5	2.8	17	34	13	51	23	1.2	3	44	1.8
12 ÇANDIA	48500	4	4.3	16	46	15	45	29	1.2	2.9	52	1.7
13 VALENCIA	751700	1	2.4	25	37	15	58	33	0.4	1.4	41	1
14 ALCIRA	37400	9	4.4	13	31	10	58	15	0.4	1.3	33	0.9
15 JATIVA	23700	3	3.3	14	44	15	35	16	0.1	0.9	62	0.8
16 BURRIANA	25000	16	3	11	41	14	32	16	0.1	0.9	52	0.8
17 VILLAREAL	38400	15	3.6	13	33	12	27	11	0.4	1.5	58	1.1
18 OLIVA	19600	16	3.6	12	27	9	32	12	1.1	1.6	52	0.5
19 CARCAGENTE	22100	16	3	7	24	9	32	11	1.1	1.6	52	0.5
20 SUECA	24200	20	4.4	13	35	12	26	14	0.3	1.1	54	0.8
21 NULES	11000	29	4.9	14	49	11	49	14	0.5	1.3	19	0.8
22 CARLET	13100	18	4	6	31	11	24	9.6	0	1.1	58	1.1
23 ALGINET	11400	30	4.3	6	38	12	15	11	0.5	1.3	55	0.8
24 ALMAZORA	15200	16	2.4	7	20	10	29	10	0.7	1.5	55	0.8
25 ALGENESI	24500	14	2.9	8	29	11	29	11	0.3	1	57	0.7

A. Matrice d'information de 11 variables et 25 villes  
(voir texte ci-joint pour la définition des variables)



B. Matrice ordonnée: groupes de variables et types de villes (voir texte)

Fig.77: Matrice ordonnée des villes des huertas des provinces de Valencia et de Castellón



## 2. Matrice ordonnable des villes du regadío

Elle a été constituée à l'aide de 11 variables pour 25 communes. La matrice d'information est présentée selon les résultats de sa matrice ordonnée (fig.77):

- 1: % des agriculteurs dans les hommes mariés en 1975-76 \*
- 2: camions/1.000 habitants \*\*
- 3: indice de nodalité (calculé sur les axes routiers selon la méthode de O. ANDAN et J. BEAUJEU-GARNIER, Analyse de l'Espace, n°4, 1972)
- 4: établissements financiers/1.000 habitants \*\*
- 5: licences commerciales non alimentaires/1.000 habitants \*\*
- 6: % des professions autres qu'agriculteurs et ouvriers dans les hommes mariés en 1975-77 \*
- 7: téléphones/1.000 habitants \*\*
- 8: solde migratoire calculé (%/an) 1975-80 \*\*\*
- 9: évolution de la population (%/an) 1975-80 \*\*\*
- 10: % des ouvriers dans les hommes mariés en 1975-76 \*
- 11: bilan naturel (%/an) 1975-80 \*\*\*

\* même source que le diagramme de la figure 76B

\*\* "Anuario del Mercado Español", Banco Español de Crédito, 1977

\*\*\* I.N.E., "Movimiento natural de la población española", 1975 sqq.

La matrice d'information spatiale a été transformée en une matrice graphique à 3 niveaux de valeur (forte, moyenne, faible) et ordonnée selon la méthode proposée par J. BERTIN (1973, p.256). Le classement des lignes et des colonnes selon la ressemblance de leur image graphique aboutit à une diagonalisation des valeurs fortes. Le résultat de cette dernière permet donc de classer les variables et les villes.

Sur les premières, 3 groupes apparaissent:

- les variables 1 et 2 sont des variables "agricoles", la densité des camions étant liée au commerce d'expédition des produits agricoles irrigués;
- l'indice de nodalité se rapproche d'ailleurs de cette dernière variable, mais il fait partie du groupe qui décrit les fonctions tertiaires et la centralité des villes (variables 3 à 7);
- la dynamique démographique, représentée par les variables 8, 9 et 11, apparaît comme relativement indépendante des variables fonctionnelles, mais elle se rapproche surtout de la variable "industrielle" 10.

Sur les lignes de la matrice, on peut distinguer 4 groupes qui correspondent aux différents types de fonctions urbaines dans l'espace étudié. Alors que les groupes extrêmes (A par l'industrie et D2 par l'activité liée à l'agriculture) et le groupe central (C) sont bien caractérisés, les groupes intermédiaires présentent des situations plus complexes:

- dans le groupe B voisinent des villes à tendance touristique (Cullera, Jávea) et des villes à tendance industrielle (Vinaroz, Sagunto) ou des centres dans l'orbite de Valencia (Liria);
- dans le groupe D1, on rencontre des agglomérations voisines des centres régionaux ou sous-régionaux, mais bien équipées au plan des services et des activités liées à l'agriculture.

## B. Le modèle de croissance spatiale des villes agricoles de huerta

L'étude du zonage chronologique des agglomérations urbaines de notre terrain d'étude, à partir des documents disponibles (plans, photographies aériennes, bibliographie existante), permet de suivre assez fidèlement l'évolution de celles-ci. Pour ce qui nous intéresse, elle se calque étroitement sur l'évolution économique des huertas depuis plus d'un siècle.

### 1. Le modèle général

On peut schématiquement en dresser un modèle spatial, dont les composantes principales sont les suivantes (fig.78, p.343):

a. La partie ancienne (ce que les auteurs espagnols désignent par l'expression de "casco antiguo" = centre ou noyau historique)

\* Le noyau originel (médiéval) (a1)

Il peut être musulman et dans ce cas le tracé des rues est caractéristique des médinas (ruelles coudées, étroites, impasses): c'est le cas de Onda ou Oliva. S'il est né de la reconquête (création royale ou seigneuriale), il est aisément reconnaissable à son plan orthogonal (Villareal de los Infantes, Nules).

\* La zone de croissance lente de l'époque moderne (16<sup>e</sup>- 18<sup>e</sup> siècle) (a2)

Elle se situe autour des éléments principaux de la vie urbaine: l'église, la mairie ("casa consistorial" puis "ayuntamiento"), autour de la "plaza mayor", et le marché. Ces éléments sont souvent plus ou moins encastrés dans la zone précédente, ou situés au pied de la pente, si le noyau ancien s'est établi sur le versant d'un "cerro", comme à Sagunto ou à Oliva.

b. La partie contemporaine (19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle)

\* La période 1850-1950 (b1)

La croissance urbaine est liée à l'essor des cultures d'exportation dans les huertas, favorisé par la mise en place d'un système de communications ferroviaires et par le développement de la navigation à vapeur. Les éléments importants de l'espace urbain deviennent alors la gare, et éventuellement le port, vers lesquels la ville se développe ou projette un appendice (le "grao" portuaire ou le "barrio de la estación") qui s'organise autour des entrepôts de conditionnement et d'expédition des agrumes. La nouvelle bourgeoisie commerciale et rurale se déplace du casco antiguo vers les nouveaux quartiers et les petites maisons basses, serrées dans des extensions (ensanches) de plan souvent géométrique, accueillent la population croissante des agriculteurs et des journaliers.

\* La forte poussée urbaine après 1950 (b2)

Elle est due au redémarrage de l'exportation des agrumes d'abord, à la croissance industrielle et tertiaire plus ou moins marquée ensuite. Les communications routières et autoroutières jouent maintenant le rôle essentiel. Le paysage urbain se transforme:

- au centre: tandis que le noyau ancien se dégrade, des aménagements publics (places, avenues, espaces verts...) et des immeubles modernes élevés (banques, commerces, résidence aisée) sont installés dans sa proche périphérie;
- à la périphérie, l'aménagement des accès routiers (l'autoroute et ses accès deviennent des éléments structurants) oriente la localisation des nouvelles zones industrielles, tandis qu'apparaissent des ensembles collectifs subventionnés pour loger la nouvelle population d'ouvriers et d'employés, souvent immigrée.

### 2. Deux exemples

Ce modèle général, qu'on peut reconnaître dans nombre des villes étudiées, est déformé selon trois variables:

- le site initial (carrefour de plaine en général au bord d'un fleuve, ou pente d'un

"cerro"),

- la présence et la disposition des différents systèmes de communication,
- l'importance plus ou moins grande de l'évolution non agricole récente, donc de la poussée urbaine actuelle.

On peut donc confronter le modèle général, résumé par la figure 78 à la réalité de deux cas: celui d'une ville "intérieure", Alcira, et celui d'une ville "littorale", Gandía, pour lesquels les figures 79 et 80 (p.344) s'attachent à situer les différents éléments du modèle défini ci-dessus.

#### a. Alcira (fig.79)

Le site originel particulier, un méandre recoupé du Júcar, a longtemps isolé la ville ancienne, dans la mesure où il a fourni à la ville médiévale une défense, sous la forme d'un fossé naturel facilement inondé. La croissance moderne ne s'est pas faite au-delà du fleuve (danger des inondations), mais au croisement de la route de rive droite de la Ribera (Carcagente-Corbera) et de celle d'Alcira à Tabernes de Valldigna par la sierra littorale.

Le chemin de fer s'installe très tôt, puisqu'il s'agit de la ligne Valencia-Játiva (1853), mais comme il est situé sur la rive gauche du Júcar, il n'a pas déclenché de croissance urbaine autour de la gare, car celle-ci se trouvait à proximité immédiate du fleuve, dans la huerta traditionnelle. La ville et les entrepôts se sont développés sur la pente douce qui, vers l'ouest, s'élève vers la Sierra de las Agujas.

A partir de 1950, la croissance urbaine est particulièrement forte: Alcira passe de 24.900 habitants en 1950 à 37.500 en 1980 (+50%), grâce à une forte croissance du secteur industriel lié à l'agriculture (bois et papiers d'emballage, machines agricoles) ou indépendant (produits métalliques, mécanique et pièces automobiles). La ville continue d'abord à s'étendre vers l'ouest, en occupant les vergers d'orangers qui s'étaient installés il y a un demi-siècle avec l'eau des puits (chemin de circonvallation, établissements industriels AVIDESA) (photo.5, p.68). Elle s'étend jusqu'au pied des pentes, où elle rejoint des "caseros" de journaliers, installés à l'écart sur des pentes sans valeur économique (l'Alquería, la Muntanyeta). Elle se déporte ensuite:

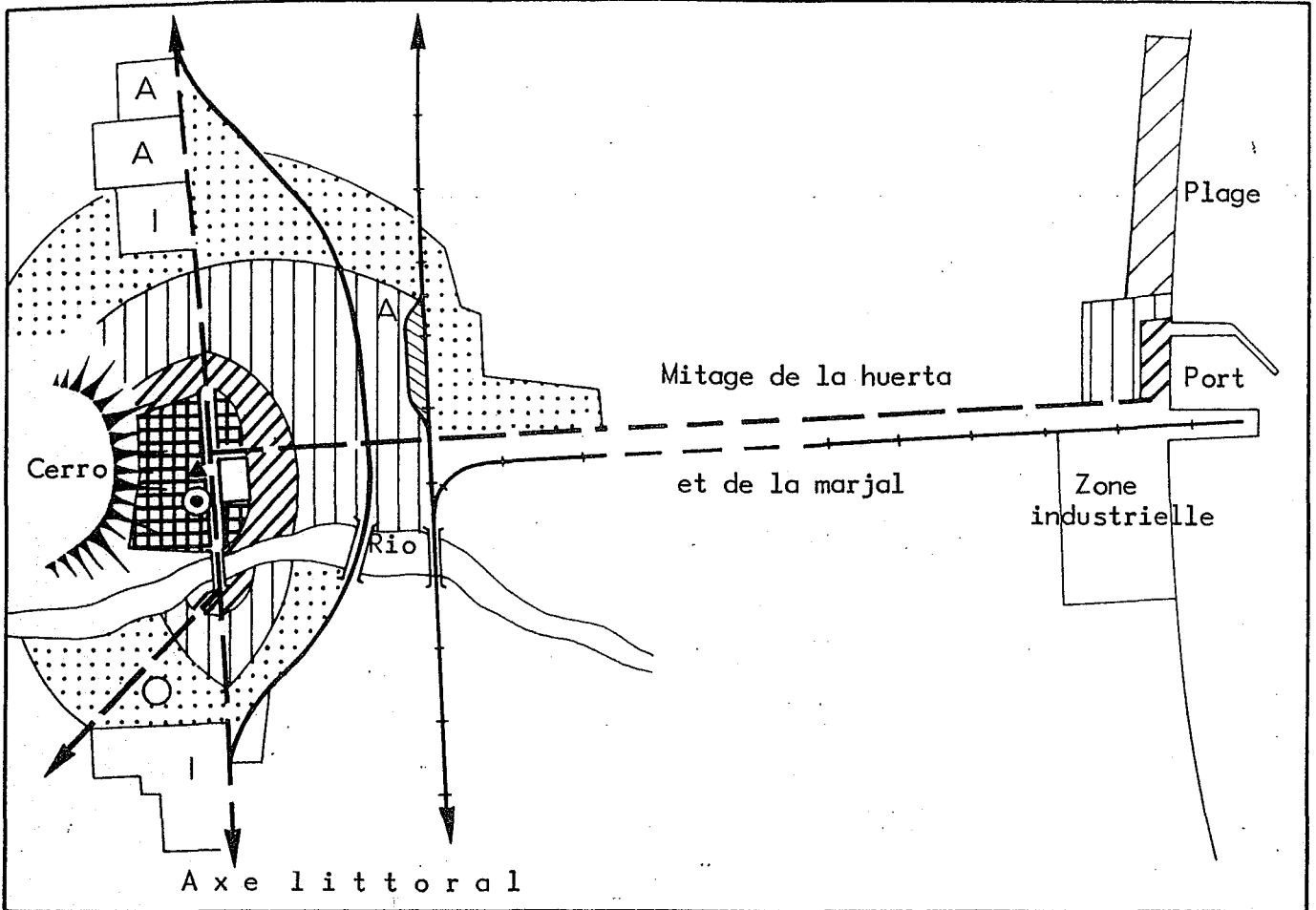
- vers le nord: des établissements industriels s'installent le long de la route d'Albalat de la Ribera, qui rejoint l'autoroute de la Méditerranée à une dizaine de kilomètres;
- vers l'ouest, de part et d'autre de la vieille ville: l'aménagement d'une digue de protection ("malecón" du Júcar) et la transformation de l'ancien lit du méandre en boulevards et en jardins publics provoquent l'urbanisation des terrains bas restés cultivés jusqu'alors entre la ville et le fleuve (ensembles collectifs récents).

#### b. Gandía (fig.80)

Le site urbain rappelle celui d'Alcira (rive de fleuve, topographie plane) mais la situation est différente puisque la ville se trouve sur la rive nord du Serpis à quelques kilomètres de son embouchure. En outre, il s'agit d'une création de la reconquête chrétienne à partir d'une alquería musulmane, à l'écart du site principal de l'occupation musulmane qui se trouvait sur la colline de Bayrent, qui ferme, à quelques kilomètres au nord, l'amphithéâtre de la huerta de Gandía.

Le vieux centre ("vila" du 14<sup>e</sup> et "vila-nova" du 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècle) a donc une structure orthogonale relativement simple, mais aussi une extension et les attributs d'une splendeur urbaine passée. C'est la ville de la Maison des BORJA, qui donna un pape à l'église romaine: elle fut jusqu'au 17<sup>e</sup> siècle un centre prospère, dont la configuration n'allait guère changer jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle.

La croissance contemporaine commence ici plus tardivement qu'à Alcira (Oliva est au 19<sup>e</sup> siècle plus peuplée que Gandía), avec l'aménagement du port (1892) et la construction des voies ferrées étroites vers Carcagente (1864), Denia (1884) et Alcoy (1893). Cela favorise l'essor de l'agriculture d'exportation et redonne à Gandía sa fonction de petite capitale sous-régionale. La ville s'étend alors vers le nord (gare






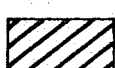


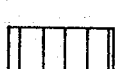
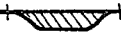

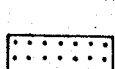


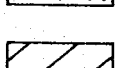
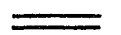


- |   |                           |   |                       |   |                   |
|---|---------------------------|---|-----------------------|---|-------------------|
|  | Noyau ancien (a1)         |  | axe routier           |  | Entrepôt Almacén  |
|  | Noyau moderne (a2)        |  | id. récemment aménagé |  | Zone industrielle |
|  | Croissance 1800-1950 (b1) |  | voie ferrée et gare   |    | église ppale      |
|  | Croissance 1950-1980 (b2) |  | mairie                |    | place ppale       |
|  | Urbanisation touristique  |  | grand'rue             |  | colline rocheuse  |
|  | Noyau villageois absorbé  |   |                       |   |                   |

Fig.78: Modèle général de la croissance spatiale d'une ville-centre de huerta et de son agglomération portuaire sur le littoral valencien.

Légende commune aux figures 79 et 80

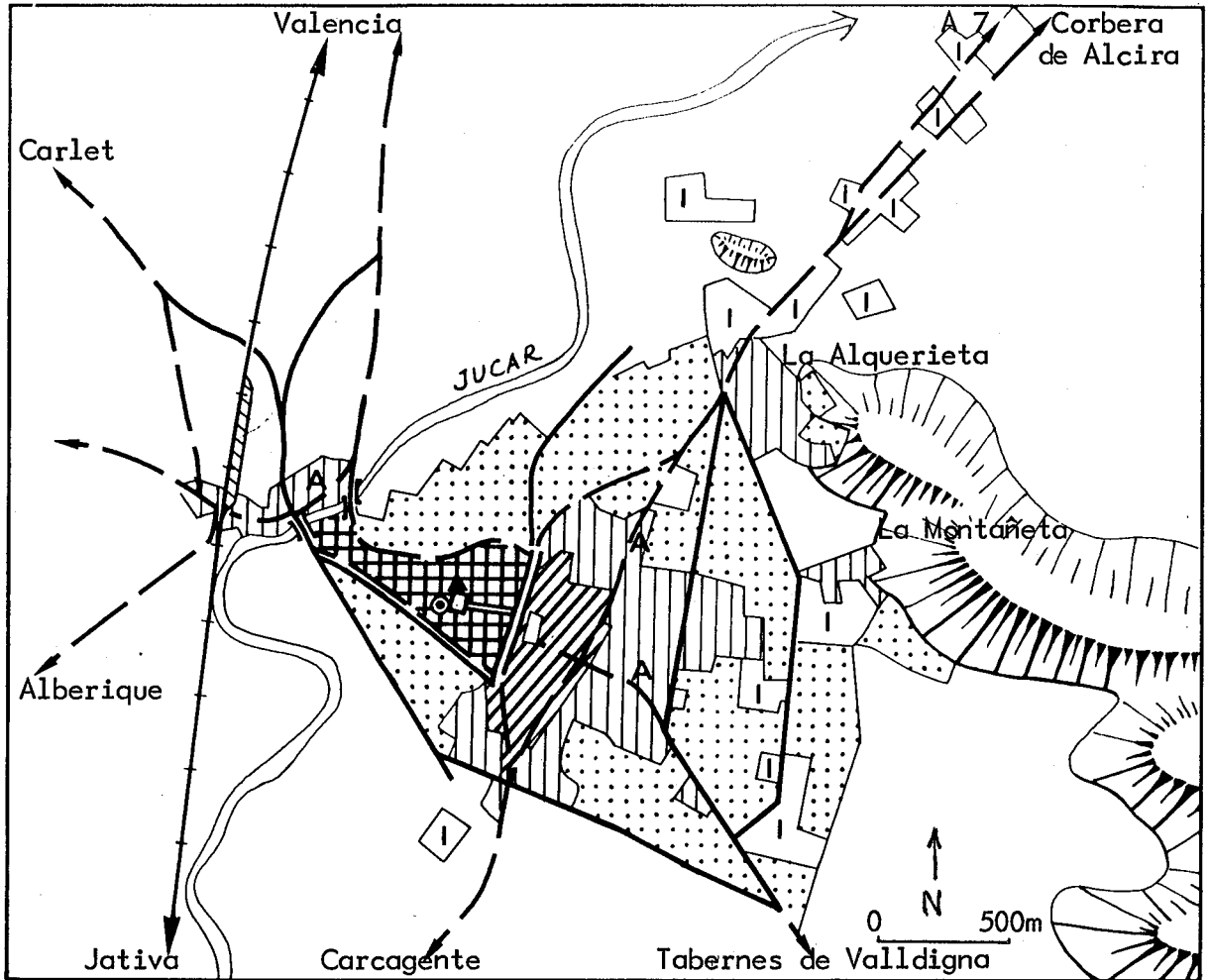


Fig.79: Morphologie urbaine d'Alcira  
(Même légende que la figure 78)

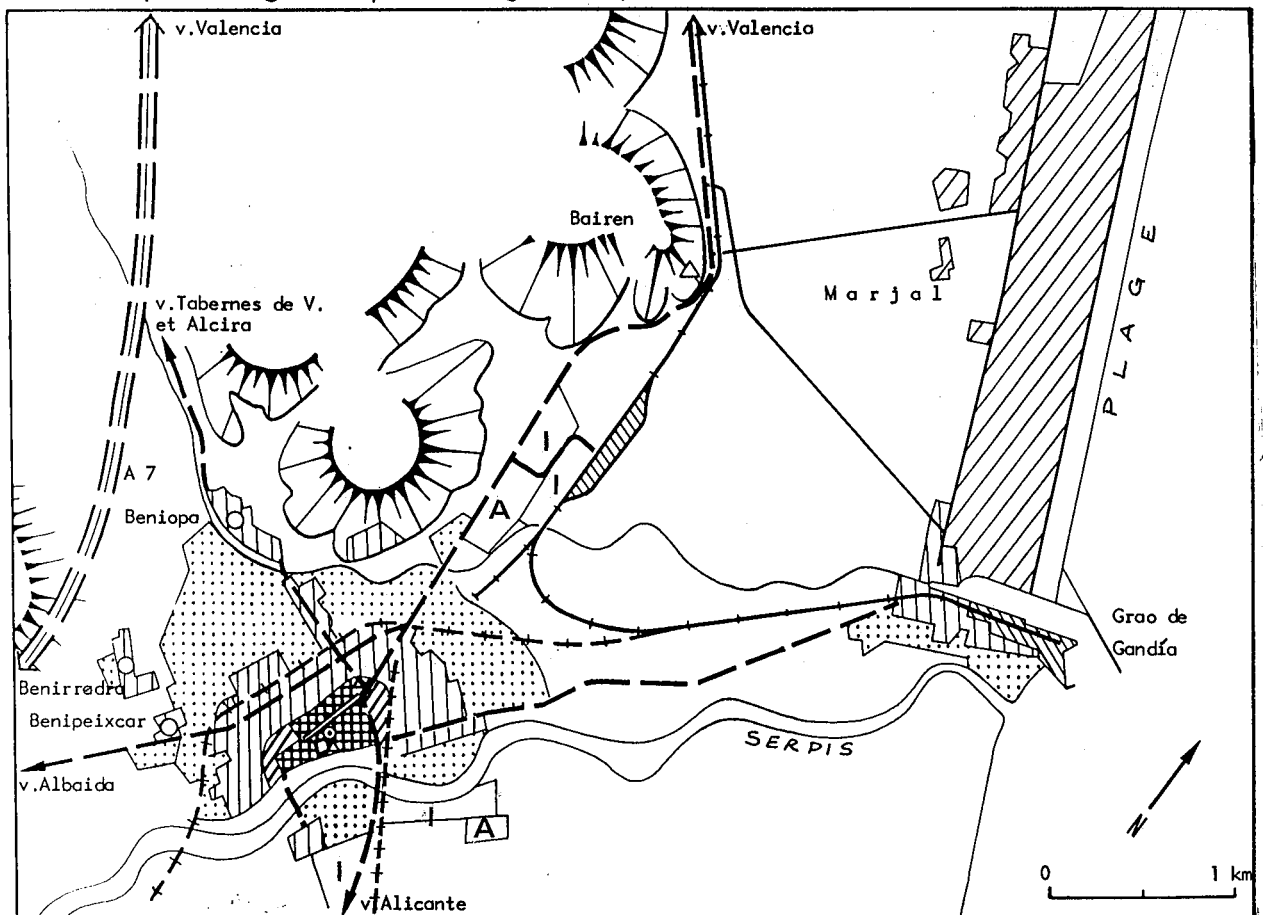


Fig.80: Morphologie urbaine de Gandía et de son Grao  
(Même légende que la figure 78)

et route de Valencia) et un quartier portuaire se développe au Grao.

- La croissance récente (+103% de 1950 à 1980) crée un organisme urbain complexe:
- la ville elle-même étend des quartiers de résidence vers l'ouest, où elle absorbe après 1960 deux communes limitrophes, Beniopa et Benipeixcar, et vers le sud après la construction d'un deuxième pont sur le Serpis. Vers le N et le NO, la création de la gare de la nouvelle ligne à voie normale Cullera-Gandía (1972) et d'une zone industrielle en bordure de la route de Valencia (N332) attire des quartiers d'activités tertiaires et d'habitat collectif;
  - l'agglomération du Grao s'agrandit et se double au nord d'une "playa" touristique qui aligne sur le cordon littoral un front d'immeubles collectifs de plusieurs kilomètres.

Bibliographie: V. FONTAVELA GONZALEZ (1952), V. ROSSELLO VERGER (1969), E. BURRIEL (1971b), M.C. BARCELO TORRES, C. DOMINGO PEREZ, M.J. TEIXIDOR DE OTTO (1984).

### C. Les propriétaires fonciers et la ville

#### 1. La résidence urbaine des grands propriétaires fonciers à Valencia

Le relevé systématique du lieu de résidence, dans la ville de Valencia, des propriétaires fonciers agricoles de la province qui avaient, en 1972, un revenu imposable supérieur à 100.000 pesetas (voir texte p.29 et 31) a permis de les situer dans le plan de la ville (fig.81, p.347). Comme on pouvait s'y attendre, cette localisation n'est pas indifférente, et la carte fait apparaître trois types de localisation dans la ville (à quelques exceptions près, on n'en trouve ni dans les faubourgs ni dans la périphérie de l'agglomération):

- Le vieux centre historique, dont les limites correspondent au tracé des anciens remparts: quelques rues, autrefois aristocratiques ou bourgeoises (Caballeros, Navellos, Mar), jalonnées d'hôtels particuliers des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, abritent des propriétaires souvent féminins, dont les biens sont formés de parcelles nombreuses et dispersées. Ce morcellement traduit des partages successifs et une longue histoire foncière, ainsi qu'un intérêt économique agricole souvent dépassé: les parcelles de huerta et de rizières y occupent une place supérieure à la moyenne, autre signe d'une forme de propriété relique, reste d'une appropriation ancienne.

- Les zones de transition entre le vieux centre et l'extension du 20<sup>e</sup> siècle (ensanche), qui forment aujourd'hui le véritable centre-ville, avec le quartier des affaires, autour de quelques grands axes aménagés tardivement dans un tissu urbain plus ancien. Dans ce cas, la domiciliation peut correspondre au lieu de travail du propriétaire, car c'est là que dominent les professions libérales, les cadres supérieurs, les commerçants, ou au cabinet de gestion qui s'occupe de la propriété. Dans l'ordre d'importance, on trouve l'avenue Barón de Cárcer, puis les rues San Vicente, Paz, Poeta Querol, María Molina, Pascual y Genis, Pintor Sorolla, etc...

- L'extension contemporaine de la ville, au sud de la rue Colón et jusqu'à l'avenue José Antonio (qui forme une coupure socio-économique assez nette dans ces quartiers plus récents), abrite près de la moitié des grands propriétaires ainsi recensés. Sept rues (dans l'ordre décroissant du nombre des propriétaires: Colón, Marqués del Turia, Sorni, José Antonio, Cirilio Amoros, Jorge Juan, Isabel la Católica) en abritent le quart à elles seules. Ce sont manifestement les plus "bourgeoises" de la ville à cette date (le transfert des classes aisées vers des quartiers plus périphériques ne fait alors que commencer). Il s'agit souvent, comme dans la zone précédente, de propriétés d'un seul tenant (masia, alquería ou huerto), où dominent les vergers d'agrumes situés dans les zones d'irrigation moderne.

Cette permanence dans la localisation des grands propriétaires fonciers dans l'ensanche montre qu'il y a un rapport étroit entre sa mise en place (lors de

l'expansion urbaine de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et du début du 20<sup>e</sup>) et la présence d'une nouvelle bourgeoisie à la fois commerciale et terrienne, liée au développement de l'agriculture d'exportation.

## 2. Architecture et image sociale de la ville

Il est intéressant de comparer, à ce titre, le processus de l'ensanche dans les villes de Valencia et de Barcelone.

- A Barcelone, le plan d'ensemble d'I. CERDA, approuvé en 1859, organise la croissance urbaine née de la révolution industrielle et de l'essor commercial de la Catalogne et de sa capitale.

- L'ensanche valencien, plus tardif (plan de ARNAU, CALVO ET FERRER, approuvé en 1887), est le reflet de la croissance commerciale et industrielle de la ville en rapport avec l'évolution de l'activité agricole des huertas.

De la même façon et à peu près au même moment (2<sup>e</sup> moitié du 19<sup>e</sup> siècle), des sources de revenus fondées sur des bases économiques un peu différentes s'investissent dans la même affirmation architecturale de la puissance financière d'une classe sociale, industrielle et commerçante à Barcelone, commerçante et terrienne à Valencia. Les architectes qui introduisent le romantisme puis le modernisme dans les nouvelles constructions s'appellent PUIG I CADAFALCH, DOMENECH I MUNTANER, OLLER ou GAUDI à Barcelone, ARNAU, LUCAS CAMARRA, RIBERS, CARBONELL... à Valencia. Les plans et les résultats architecturaux sont assez voisins, si l'échelle est différente par suite de la différence de taille et de poids économique des deux villes: en 1857, Barcelone comptait 184.0000 habitants, Valencia 100.000.

### a. Les ensanches

Ils suivent la destruction des remparts qui ceinturent encore le centre ancien au milieu du 19<sup>e</sup> siècle (celle-ci débute en 1854 à Barcelone, en 1865 à Valencia), et servent de plans directeurs à la croissance urbaine pendant près d'un siècle: même structure orthogonale de la voirie, ouverte par des diagonales, même disposition des immeubles en îlots carrés à pans coupés, même type de constructions bourgeoises, à forte affirmation sociale ségrégative.

Dans les deux cas, c'est la nouvelle croissance des années 1950-1980, véritable explosion urbaine, qui les rend caducs et inscrit une nouvelle étape dans la morphologie des agglomérations: déferlement périphérique des immeubles collectifs ou individuels, exurbanisation généralisée dans deux aires métropolitaines plus que millionnaires.

### b. Deux exemples (photo.24 et 25, p.348)

Le "castillo (ou la villa) de Ripalda", fut construit par ARNAU dans les dernières années du 19<sup>e</sup> siècle (et a disparu aujourd'hui) pour le Comte de Ripalda, grand propriétaire terrien dans la province de Valencia (le 12<sup>e</sup> -et le 225<sup>e</sup> d'Espagne- au titre de la contribution territoriale en 1875). Cette construction était situé dans le quartier de la Alameda, ensanche-parc sur la rive gauche du Turia, et présentait une architecture néo-gothique qu'on peut rapprocher de celle de la "Casa de les Punxes" (la maison des pointes), construite en 1905 dans l'ensanche barcelonais par PUIG.

Des promenades autour du Paseo de Gracia à Barcelone et autour de la rue Cirilo Amoros à Valencia engendreraient certainement d'autres comparaisons de ce genre, avec le romantisme et l'art nouveau comme fils directeurs architecturaux.

**Bibliographie:** E. SEBASTIA (1966), M. SANCHIS GUARNER (1972), T. SIMO (1973), R. FERRAS (1976), M.J. TEIXIDOR (1982), R. CONGOST (1983).

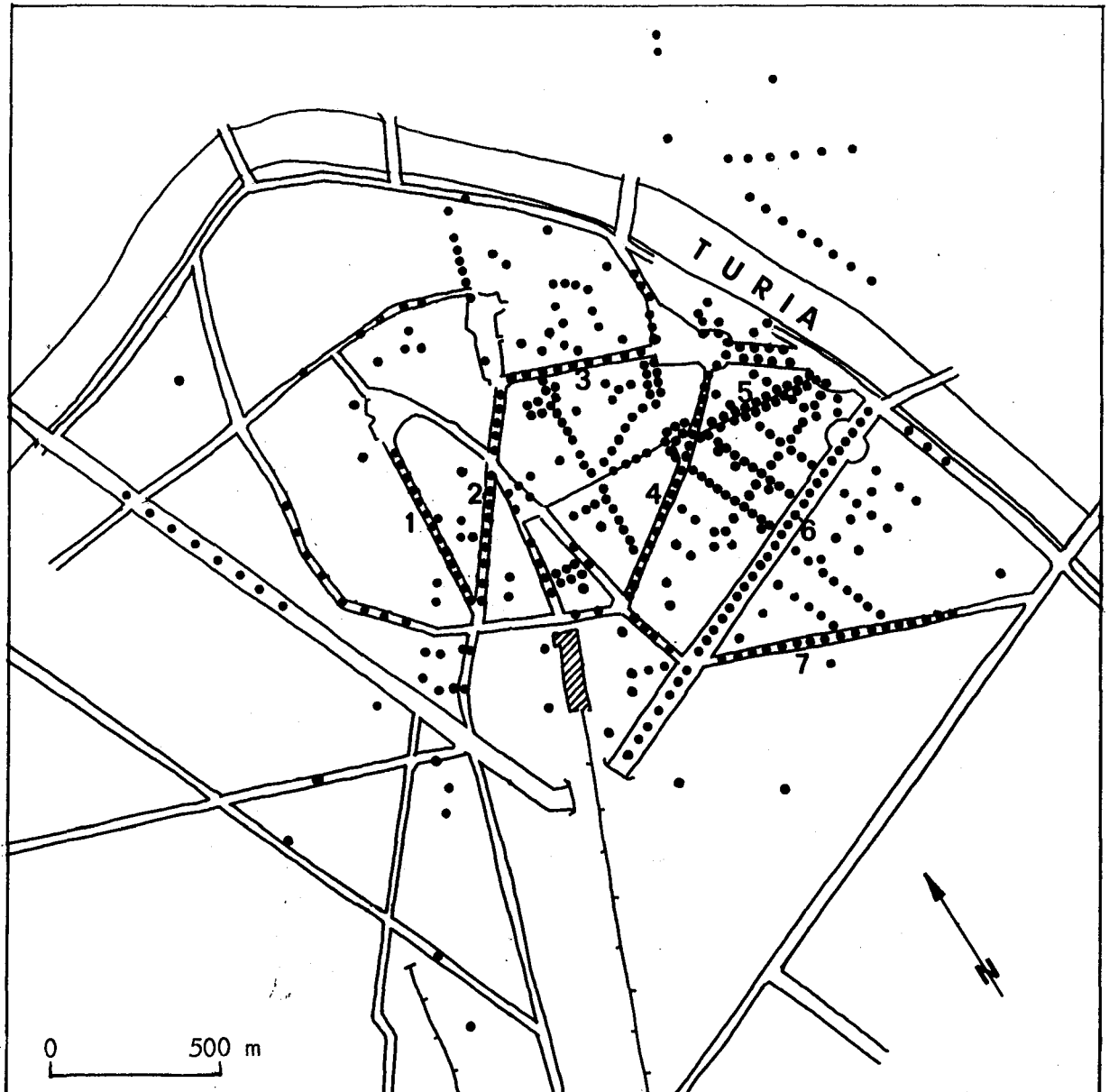


Fig.81: Résidence urbaine des exploitants ayant plus de 100.000 pesetas de revenu cadastral en 1973 à Valencia

1 point = 1 exploitant

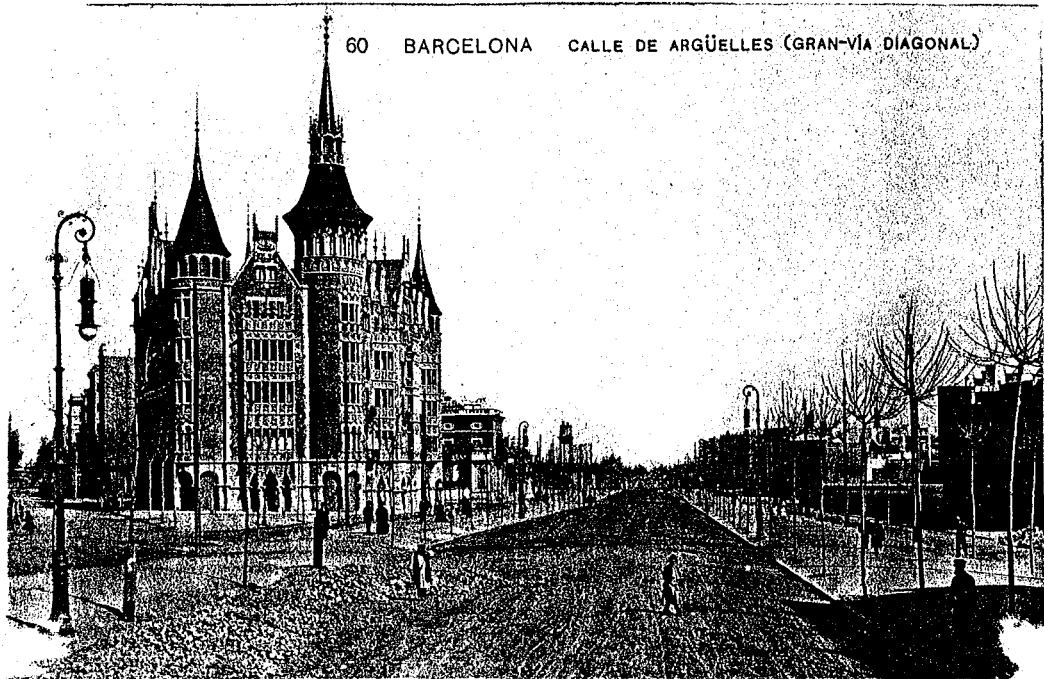
Les points ont été distribués de façon arbitraire dans les rues de résidence, dont les principales sont:

-1: Avenida Barón de Cárcer, -2: San Vicente, -3: Paz, -4: Colón, -5: Sorni, -6: Gran Vía Marqués del Turia, 7: Avenida José Antonio

Le vieux centre historique est délimité par l'ovale des rues qui dessinent les anciens remparts, et l'ensanche par les rues rectilignes qui se coupent à angle droit.

On note la concentration des propriétaires fonciers dans la partie sud-ouest du noyau historique (quartier "bourgeois" ancien et centre des affaires) et dans l'ensanche "bourgeois" qui la prolonge (historiquement le premier à se mettre en place, au-delà de la rue Colón)





(Carte postale ancienne, non datée, coll. de l'auteur)

Photo.24: La "casa de les punxes" à Barcelone, à l'angle de la rue de Rosellón et de la Diagonal, au début du siècle (aménagement en cours de la Gran-Vía Diagonal) ("la maison des pointes")



(Carte postale ancienne, datée 1907, coll. de l'auteur)

Photo.25: Le "castillo de Ripalda" à Valencia, dans le quartier de l'Alameda, sur la rive gauche du Turia. (aujourd'hui disparu).

## ANNEXE 6 : LA "RIADA" DU JÚCAR D'OCTOBRE 1982

### 1. Les faits

Une très forte crue du Júcar et de ses affluents de rive droite (ríos Albaida et Sellent) emporte le 20 Octobre 1982 au soir le barrage de Tous, situé à proximité du débouché du Júcar dans la plaine littorale, et inonde la basse vallée et la plaine de niveau de base. Le flot de crue atteint 16.000 m<sup>3</sup>/s et s'étale sur 300 km<sup>2</sup> de surface agricole irriguée, densément peuplée et urbanisée.

Le mauvais fonctionnement des vannes du barrage de Tous, capable d'emmagasiner seulement 120 Hm<sup>3</sup> d'eau, empêche leur ouverture, et entraîne la submersion de l'ouvrage puis sa rupture, créant une onde de crue qui accroît les effets de la catastrophe: les infrastructures de communications (routes, voies ferrées, ponts), nombreuses dans une zone très peuplée, créent autant d'obstacles au libre écoulement de ce flot vers la mer. L'autoroute A7, en particulier, établie en remblai selon une direction N-S, en travers de la plaine alluviale de la Ribera Baja, de Sollana à Corbera, crée un véritable barrage et un énorme lac d'inondation.

### 2. Les causes

#### a. Les précipitations

Pendant plusieurs jours, du 18 au 22 Octobre, de très fortes pluies (de 200 à 500 mm) se déversent sur le bassin-versant du Júcar, en particulier sur sa partie moyenne (région de Requena, Ayora, Játiva) (fig.82, p.351). Elles sont liées à une dépression classique: goutte froide au SO sur la Méditerranée, et advection d'air méditerranéen entre des basses pressions au sol au S et un anticyclone au N.

#### b. Les débits

La crue du Júcar présente deux phases:

- la première, le matin du 20 Octobre, causée par le gonflement des affluents de rive droite du fleuve (ríos Albaida, Cañoles, Sellent, Escalona) qui inondent la Ribera Alta;
- la seconde, dans la nuit du 20 au 21, causée par le Júcar lui-même, qui emporte le barrage de Tous et inonde l'ensemble de la Ribera.

C'est au total près de 700 Hm<sup>3</sup> d'eau qui se déversent sur la Ribera, avec des débits de pointe supérieurs à 15.000 m<sup>3</sup>/s, et des hauteurs d'eau de 5 à 10m au-dessus de la normale. La présence de l'autoroute, perpendiculaire au flot de crue, favorise la montée de l'inondation à l'amont (effet de retenue) et sa propagation vers le N et vers le S. La position géographique du Júcar, en "levées" au-dessus de sa plaine de niveau de base, favorise le déversement de la crue dans les zones de rizières qui l'encadrent, au N vers l'Albufera, au S vers Tabernes de Valldigna (fig.83, p.351).

#### c. L'absence de régulation des crues dans la partie moyenne et aval du Júcar

Les 21.478 km<sup>2</sup> du bassin-versant sont formés de trois parties en ce qui concerne l'écoulement des précipitations:

- 3.202 km<sup>2</sup> (15%) sont endoréiques ou semi-endoréiques, dans la partie SE.
- 7.241 km<sup>2</sup> (34%) sont régulés par les barrages-réservoirs de Alarcón (Júcar), Contreras (Cabriel) et Forata (Magro) dans la partie N.
- 14.237 km<sup>2</sup> (66%) correspondant au bassin moyen et inférieur ne sont pas régulés. Trois petits barrages-réservoirs (11 Hm<sup>3</sup> pour le plus grand, Embarcaderos) servent à la production d'hydro-électricité.

Le barrage de Tous, de gestation difficile et de finalité confuse, construit de 1973 à 1978, était un barrage-poids mixte, de terre et de ciment, destiné à alimenter le canal Júcar-Turia (irrigation et eau potable pour l'agglomération de Valencia). Les 13 m<sup>3</sup>/s ainsi prélevés par pompage obligeaient à maintenir 51 Hm<sup>3</sup> dans le

réservoir, qui pouvait en contenir 120 au maximum. Ses capacités à écrêter et réguler des crues centenaires, susceptibles d'écouler des débits supérieurs à 10.000 m<sup>3</sup>/s, étaient donc réduites. Elles furent réduites à néant par l'impossibilité pratique d'ouvrir les évacuateurs de crue du barrage (défaillance technique et mauvaise conception de leur fonctionnement), qui fut rapidement submergé, érodé et détruit.

### 3. Les conséquences

Elles ont été catastrophiques:

- par la violence et l'importance des débits, la hauteur de la crue, la difficulté des eaux à gagner la mer, donc la lenteur de leur retrait;
- par la densité humaine et économique des zones affectées.

Heureusement peu coûteuse en vies humaines, cette inondation a eu des conséquences économiques graves par la perte directe de production (agriculture, industrie), la destruction d'un certain nombre d'infrastructures (irrigations, communications), les dommages causés aux bâtiments et à l'habitat, enfin la paralysie induite dans l'activité et la vie quotidienne: dans la Ribera, 25 communes, 100.000 personnes, 300 km<sup>2</sup> ont été touchés.

Dans la Ribera, principale région touchée, c'est l'agriculture qui a le plus souffert (la moitié des dégâts estimés), tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Si le montant total estimé des dégâts représente 7% du produit provincial brut 1981 (BANCO DE BILBAO), les dégâts dans l'agriculture représentent 59% du produit agricole brut de la province. Sur 33 milliards de pesetas (1,8 milliard de F), 27,4 (83%) concernent les agrumes, car plus de 14.000 ha de vergers ont été submergés: nous sommes ici dans un des foyers de la culture et de l'expédition des agrumes valenciens.

La dernière conséquence, et non la moindre, est la mise en lumière d'un grave défaut de maîtrise des eaux dans le bassin du Júcar. Les grands barrages régulent les eaux de la partie amont, mais rien n'a été fait pour parer aux crues engendrées par les précipitations sur la partie moyenne et aval du bassin, qui ont ravagé à intervalles réguliers la Ribera. C'est une situation semblable à celle du bassin du Turia jusqu'à la crue de 1967, qui a dévasté Valencia et sa Huerta, a entraîné la construction du barrage de Loriguilla pour retenir les eaux à l'amont, et la mise en oeuvre du "Plan Sur" à l'aval, pour dévier le flot de crue de la ville vers la mer. Le bassin du Júcar attend donc toujours des équipements susceptibles de dompter les crues centenaires (celle de 1982 a été comparée, à juste titre, pour son ampleur, à celle de 1864): un barrage régulateur dans la partie aval du fleuve et des aménagements sur les affluents de rive droite issus des chaînons montagneux du Système Bétique.

Tab.55: Estimation des dégâts liés à la crue du Júcar (en millions de pesetas)

	Province	%	Ribera	%
Habitat	5.454	9	4.600	8
Communications	3.456	5	3.102	6
Agriculture	35.719	56	33.131	56
Industrie	18.893	30	17.570	30
Total	63.522	100	58.403	100

Bibliographie: R. COURTOT (1970), J. MATEU (1980), CUADERNOS DE GEOGRAFIA (1983) N°32/33 (l'ensemble du numéro est consacré à l'analyse de cette crue par les géographes du Département de Géographie de l'Université de Valencia), V. ROSSELLO VERGER (1983), J. MATEU (1983).

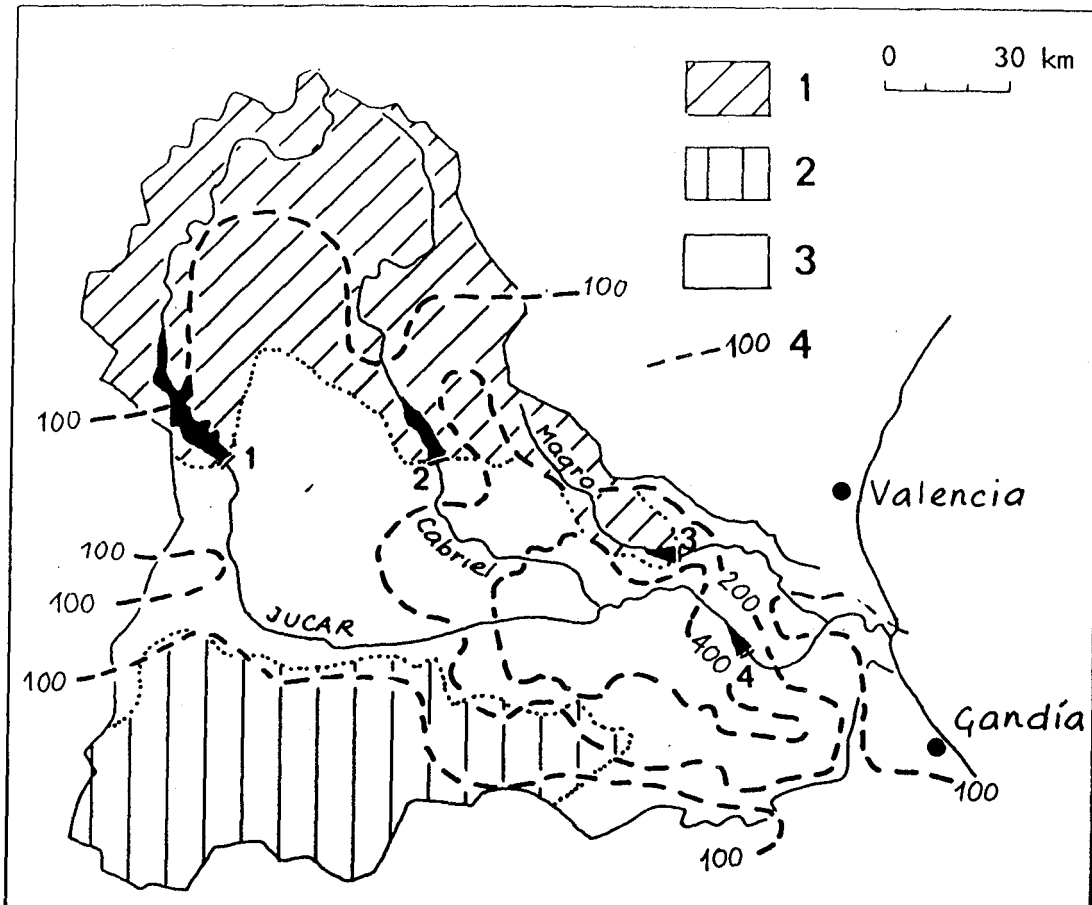


Fig.82: Bassin-versant du Júcar et précipitations du 18 au 22 .10.1982  
 -1: bassin régulé par les barrages (1: Alarcoñ, 2: Contreras, 3: Forata  
 4: Tous), -2: bassin semi-endoréique, -3: bassin non régulé, -4: isohyète en mm

Source: ROSSELLO VERGER, PEREZ CUEVA, ARMENGOT SERRANO, Cuadernos de Geografía, n° 32-33, 1983.

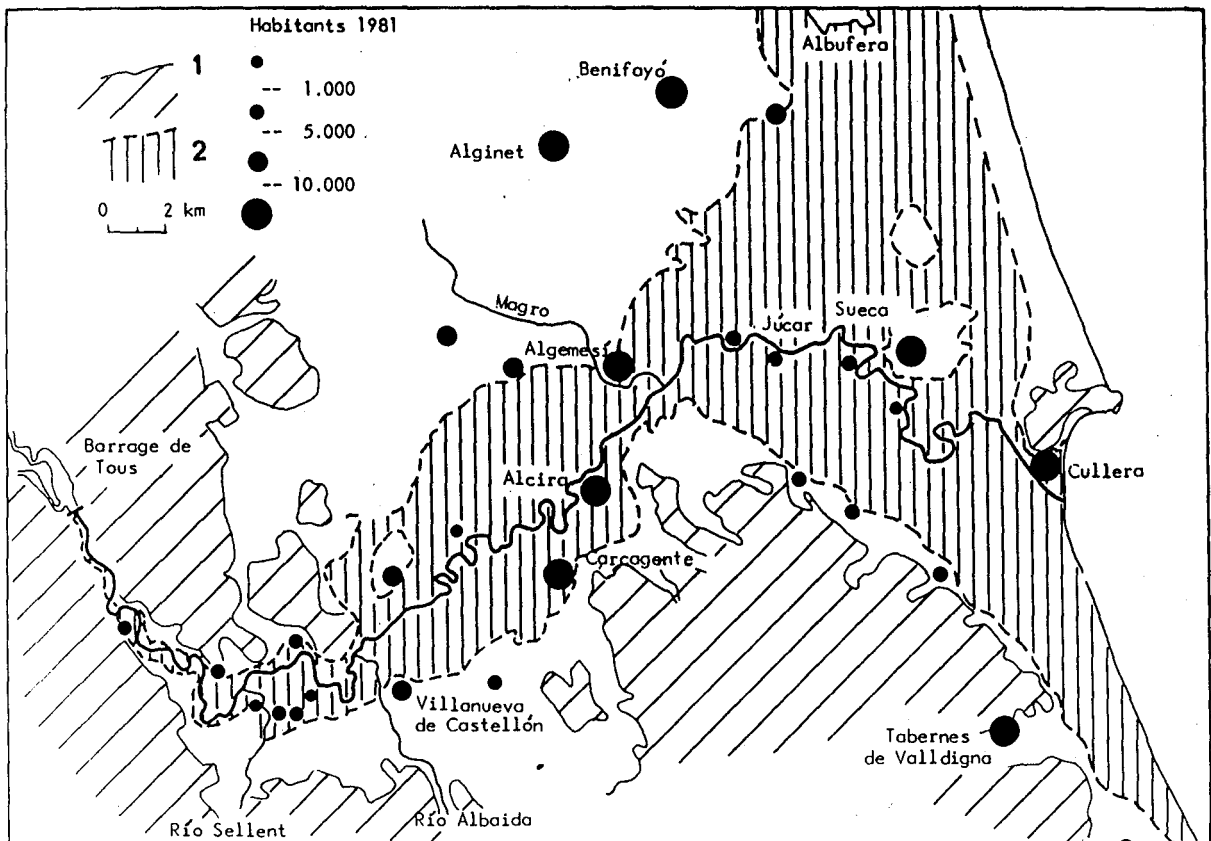


Fig.83: Extension de la crue du Júcar en octobre 1982  
 -1: cadre montagneux (courbe de niveau 100m), -2: zone inondée

Source: N. LA ROCA, P. CARMONA, Cuadernos de Geografía, N°32-33, 1983.

ANNEXE 7 : LES PAYSAGES IRRIGUES

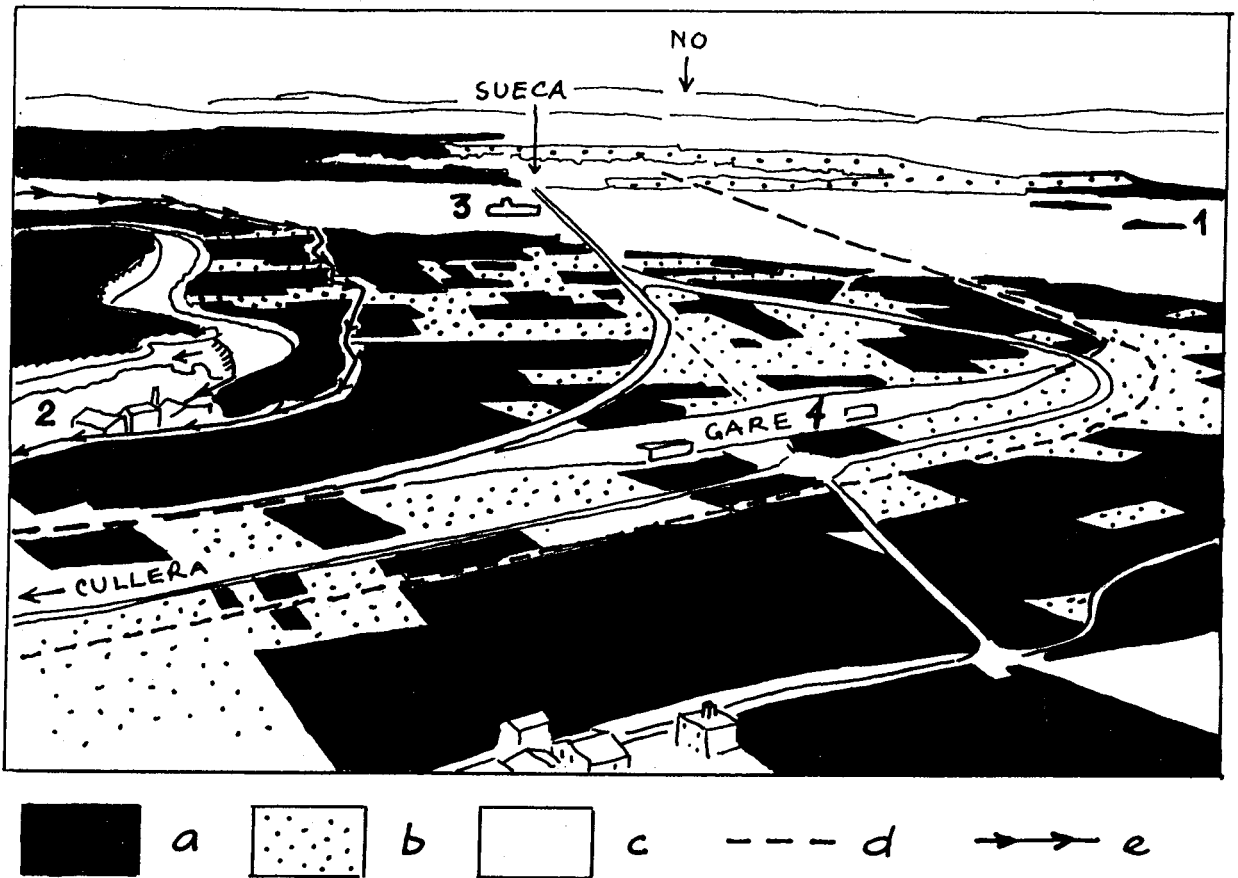


Fig.84: La Ribera Baja du Júcar vue de la Montagne de Cullera

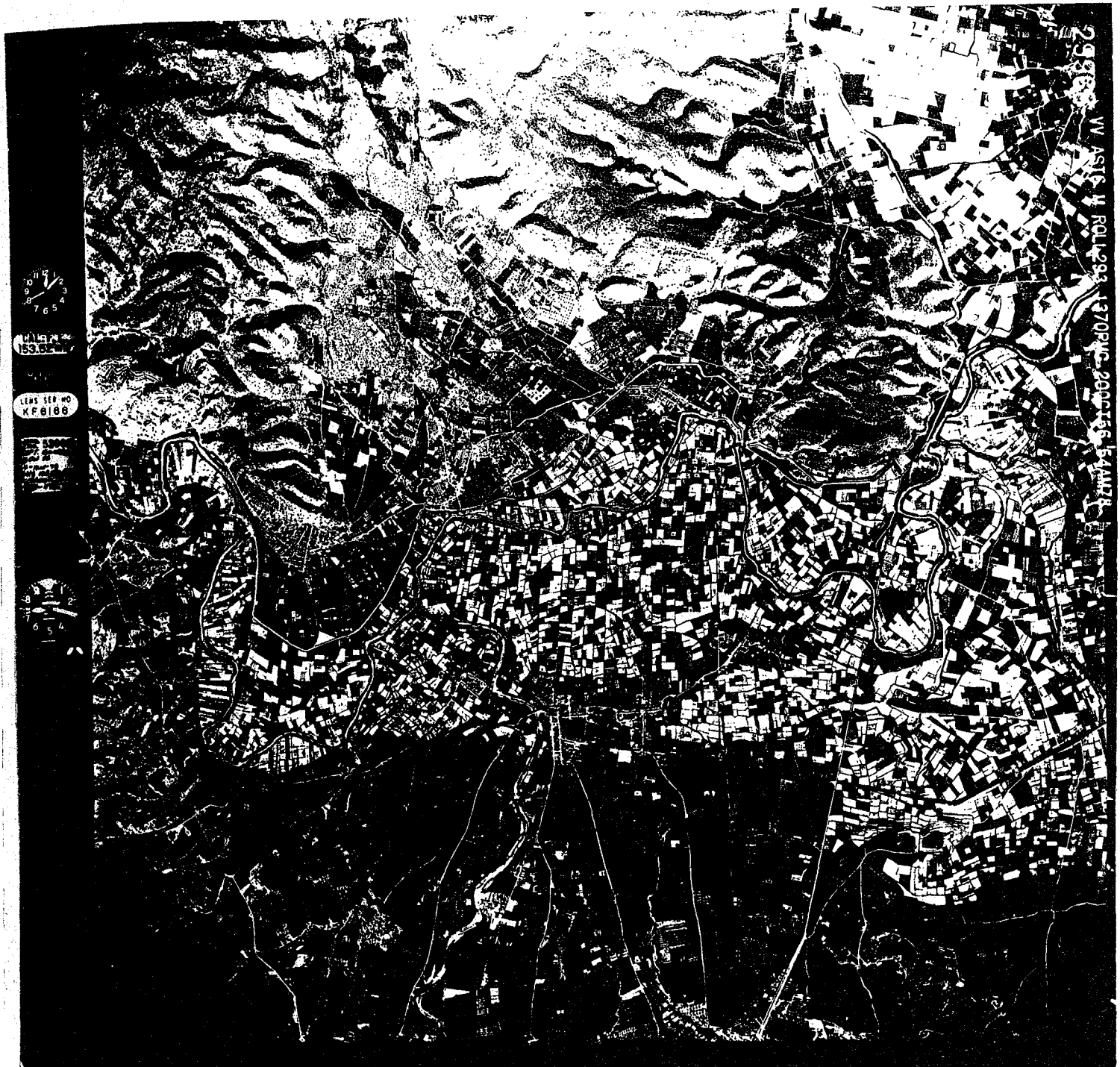
Légende: -a: vergers d'agrumes, -b: cultures de huerta, -c: rizières  
-d: voie ferrée, -e: canal d'irrigation

Cette figure est le croquis explicatif de la photo.14 (2<sup>o</sup> partie) p.209) prise en septembre 1978 du sommet de la Montagne de Cullera, vers le NO, celle-ci montre la basse vallée du Júcar entre Sueca (à l'arrière-plan) et Cullera.

- On distingue nettement les trois types de cultures (agrumes, huerta et rizières), et l'envahissement progressif des cultures de huerta par les agrumes en partant du fleuve (à gauche de l'image) et jusqu'au milieu des rizières (1).

- A gauche, la rupture de pente due au recoupement d'un méandre divagant du Júcar est le site d'un barrage de dérivation, dont le canal est utilisé par une usine anciennement installée (2). Par contre, en 3, un nouvel établissement industriel (bois) s'est installé à proximité de la route nationale, au milieu des rizières, à la sortie SE de la ville de Sueca.

- La création d'une gare d'expédition des agrumes (4), liée au prolongement de la voie ferrée Valencia-Cullera jusqu'à Gandía en 1972, a entraîné des remaniements routiers importants. Les wagons de marchandises stationnés en gare de Cullera sont des "TRANSFESA" qui attendent les premières exportations d'agrumes d'octobre.



(Service Géographique de l'Armée, Mission du 20.10.1956, 293, n°29966)

0 1 km

Photo.26: Le valle de Cárcer y Sellent (Ribera Alta du Júcar)

(voir interprétation figure 85 page suivante)

Au centre du cliché, les "tierras bajas" occupent les basses terrasses et le lit majeur de part et d'autre du fleuve (Júcar). Irriguées par les acequias (Acequia Real del Júcar en rive gauche et Canal du Valle de Cárcer et Sellent en rive droite), elles sont le domaine des rizières et de la polyculture annuelle de huerta; les parcelles sont toutes de petite taille, mais les huertas péri-villageoises se distinguent par leur micro-parcellaire.

Certaines zones commencent à être "mitées" par la progression des orangers qui sont plantés sur les terres les moins humides, en particulier les rebords, laissant les fonds aux rizières (COURTOT, 1970).

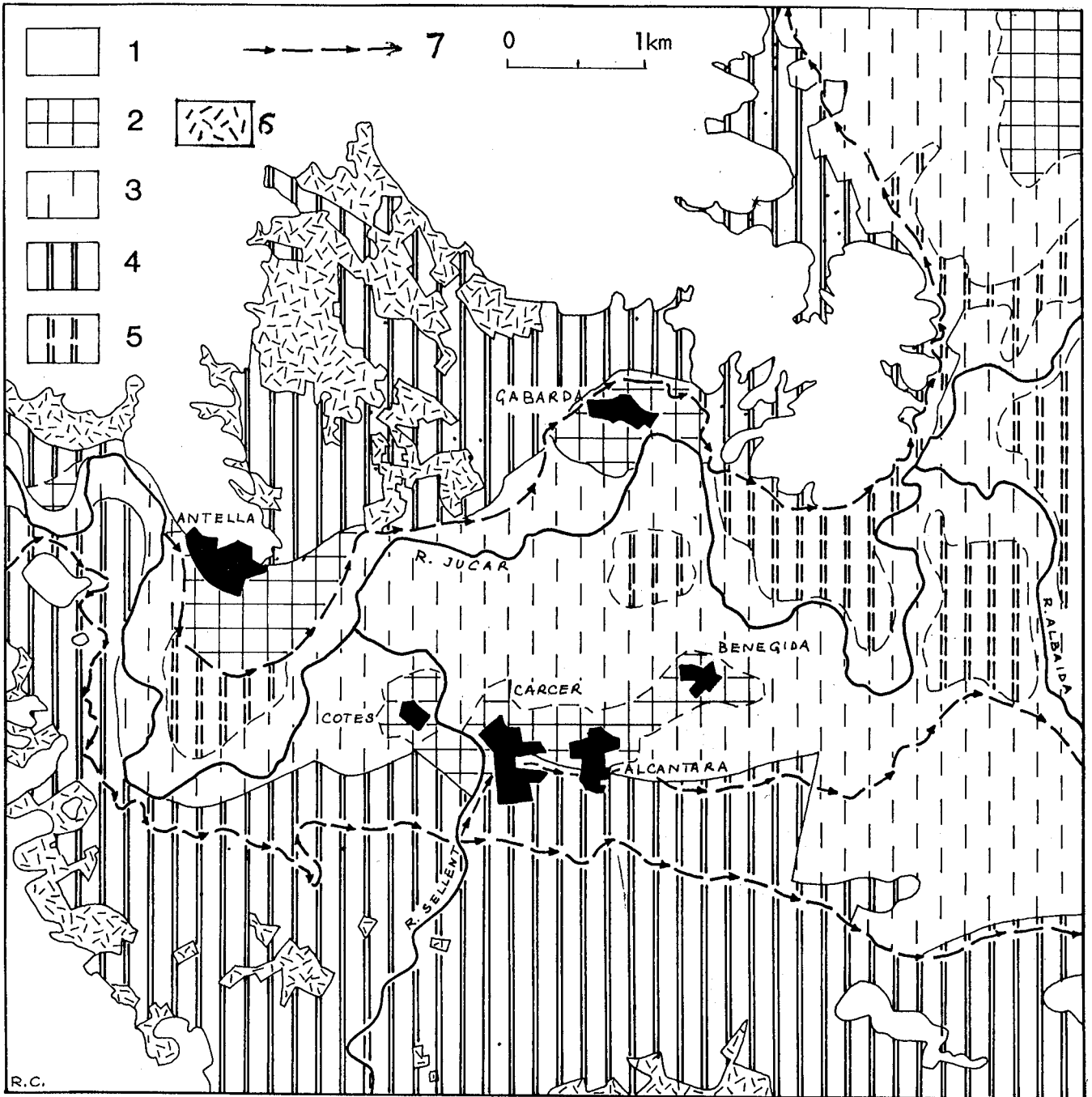


Fig.85: Le Valle de Cárcer y Sellent (photo-interprétation)

- 1: non cultivé, -2: huerta à micro-parcelles péri-villageoise (légumes),
- 3: basses terrasses (irrigation par canaux gravitaires, rizières dominantes),
- 4: hautes terrasses (agrumes en terrasses, irrigation par pompage), -5: agrumes progressant dans les basses terrasses, -6: cultures sèches (caroubiers),
- 7: principaux canaux d'irrigation.

Les "tierras altas" sont occupées au nord et au sud par les vergers d'agrumes qui escaladent les pentes et les glacis jusqu'au pied des collines calcaires rocheuses et sèches. Ils sont bien développés au sud, où l'irrigation par pompage est d'origine collective et ancienne ("Sociedad de Riegos" depuis 1926), tandis qu'au nord les transformations sont individuelles et plus récentes. Le processus de conquête des pentes par les agrumes est en cours au moment de la photo (1956) et de nombreuses parcelles de caroubiers subsistent; mais au nord de Gabarda, certains vallons sont déjà occupés par les agrumes, là où la terre arable et la présence de l'eau le permettent.

## ANNEXE 8 : LA POPULATION

### 1. Les répercussions démographiques de la crise économique de la première guerre mondiale dans l'espace irrigué

#### a. Evolution générale de la population de 1910 à 1920

L'étude de l'évolution de la population communale de 1910 à 1920 montre que la décroissance ne concerne pas que des communes de l'intérieur montagneux. Dans la province de Castellón, la crise démographique des zones internes est déjà amorcée ou s'amorce durant cette période. Dans celle de Valencia, elle touche d'abord les zones intermédiaires ( secanos les plus proches du littoral, arrière-pays de la capitale, Valle de Montesa) tandis qu'elle intervient plus tardivement pour les zones internes. Mais ce qui frappe, c'est la diminution de la population dans certaines communes du littoral et du regadío, qui intervient comme un accident dans une courbe en général croissante. Deux raisons à cela :

- une cause démographique: l'épidémie de grippe de 1918-1919,
- une cause économique: la crise de l'agriculture irriguée d'exportation lors de la quasi-fermeture du marché européen par le blocus naval allemand en 1917.

La première a eu pour conséquence une recrudescence de la mortalité, donc une diminution du bilan naturel; la seconde, une forte émigration d'actifs qui rend le solde migratoire négatif dans de nombreuses communes.

#### b. La crise de l'agriculture d'exportation

Si la conjoncture économique de la première guerre mondiale est globalement bénéfique pour les échanges de l'industrie espagnole et de l'agriculture céréalière et viticole, dont la demande et les prix augmentent, elle est néfaste à l'économie du regadío valencien, dont les produits sont moins demandés, acheminés plus difficilement, et dont les consommations intermédiaires sont moins facilement importées (ce qui favorise par ailleurs les industries de substitution). Les exportations d'agrumes vers le marché européen, surtout anglais, chutent rapidement dès 1914 (fig.28, p.210), les plantations de vergers nouveaux ralentissent, l'activité agrumicole diminue tandis que le coût de la vie augmente.

Cette crise larvée devient une crise ouverte et brutale lorsque les Allemands décident le blocus maritime total des puissances alliées en février 1917: les frets maritimes montent en flèche, et le coût de transport d'une caisse d'orange devient supérieur à celui de son prix de revient avant embarquement. Les navires viennent de moins en moins nombreux charger des oranges, qui arrivent sur le marché anglais à des prix trop élevés. Comme le chemin de fer se révèle incapable de prendre la relève (manque de wagons, manque de charbon importé), les exportations s'arrêtent: pour la campagne 1916/17, elles tombent à 175.000t, soit un tiers de ce qu'elles étaient avant la guerre. Les récoltes ne sont plus achetées, les almacenes ferment, le chômage s'installe. Tandis que les groupes économiques lancent des appels au gouvernement pour trouver des solutions à cette crise, des mouvements de protestation se développent dans les zones les plus touchées, pour culminer en juillet 1917 à Valencia avec une grève générale, des émeutes et l'instauration de l'état de siège. De nombreux journaliers et petits propriétaires sans ressources émigrent vers la Catalogne (où l'industrie est stimulée par la conjoncture économique) et vers la France, pour s'employer dans l'agriculture et l'industrie en remplacement des soldats au front.

La campagne 1917/18 est encore plus mauvaise, car la production a fortement



diminué par suite de l'absence d'engrais et la réduction des façons culturales. La situation ne se rétablit que lentement avec la fin du conflit: il faut attendre la campagne 1923/24 pour que les exportations redépassent leur niveau de 1912/13.

c. Ses conséquences démographiques

Les zones les plus touchées sont la Plana de Castellón et la Ribera du Júcar, là où l'agrumiculture s'achemine déjà vers une monoculture et où le commerce d'expédition emploie de nombreux journaliers à la récolte et de nombreuses femmes dans ses almacenes. Les gros bourgs, qui abritent un nombreux prolétariat de l'orange, sont d'ailleurs plus touchés que les villages, où les agriculteurs peuvent en dernier recours pratiquer des cultures vivrières pour échapper à la disette. Le taux d'évolution de la population communale traduit en quelque sorte la part des agrumes dans l'économie. A l'inverse, les communes rizicoles bénéficient de la pression à la hausse des céréales dans une conjoncture de guerre mondiale, et leur population continue de croître (Sueca, Algemesí).

Tab.56: Evolution de la population dans quelques communes du regadío valencien de 1910 à 1920

	Population 1910	Evolution 1910-1920 (%)
Plana de Castellón		
Almazora	7.641 habitants	- 5
Villareal	17.554	- 4,5
Burriana	14.243	- 2,5
Ribera du Júcar		
Alcira	22.657	- 8
Cullera	13.556	- 3,6
Cárcer	1.210	- 2,5
Carcagente	13.520	+ 2,3
Sueca (rizières)	17.178	+ 4,3
Algemesí "	10.877	+ 6,5

A Alcira, centre d'expédition de premier plan (100 wagons par jour en pleine campagne d'exportation), 30 almacenes font travailler plus de 2.000 hommes et 2.000 femmes: en Février 1917, toute l'économie agrumicole s'arrête et près de 8.000 personnes sont sans emploi. L'émigration y est donc très forte, et le solde migratoire apparent, de 1910 à 1920, s'élève à - 11%. Le bilan naturel, diminué par une mortalité plus forte, est de 2,6%: il est donc incapable d'empêcher la population de diminuer de 8% entre les deux dates.

Tab.57: Evolution de la population communale d'Alcira de 1900 à 1930

	Population début période	Evolution totale		Bilan naturel total		Solde migratoire total	
			%		%		%
1900-10	20.572	+ 2.085	+ 10,1	+ 1.767	+ 8,5	+ 318	+ 1,5
1910-20	22.657	- 1.818	- 8	+ 587	+ 2,6	- 2.405	- 10,6
1920-30	20.839	+ 393	+ 1,9	+ 600	+ 2,9	- 207	- 1

Sources: Registre d'Etat Civil d'Alcira, Recensements de population, I.N.E.

Bibliographie: F. ROMEU ALFARO (1964), J. LACOMBA (1968), V. ABAD GARCIA (1984).

## 2. Les comportements démographiques récents

La méthode employée pour construire les cartes des figures 68 et 69 (p.319-321) est celle des types d'évolution démographique proposée par P.CARRERE et R.DUGRAND in : "La Région Méditerranéenne", collection La France de Demain, P.U.F., Paris, 1960, p.36 .Ils considèrent les signes des variables d'évolution de la population, du bilan naturel et du solde migratoire, pour définir des comportements démographiques différents:

Comportement démographique	Variation de la population	Bilan naturel	Solde migratoire
Croissance naturelle	+	+	> +
migratoire	+	+	< +
Absorbant	+	-	< +
Réservoir en hausse	+	+	> -
Réservoir en baisse	-	+	< -
Gouffre	-	-	> +
Abandon	-	-	-

La figure 86 (p.360) donne, pour les comarcas de la figure 69 (p.321), le détail des trois éléments du comportement: évolution de la population, bilan naturel et solde migratoire. On constate bien que le bilan naturel est devenu, dans la période 1975-80, le facteur principal de la croissance démographique.

Nous avons appliqué cette méthode à l'analyse de la population rurale dans la planche A1-carte 3 du Nouvel Atlas Rural de la Région Provence-Alpes- Côte d'Azur (A. DE REPARAZ, R. COURTOT, C. DURBIANO, M. JOANNON, C. LEES, L. TIRONE, Centre d'Etudes Rurales de l'Institut de Géographie d'AIX- MARSEILLE, MEDITERRANEE, Mai 1985, tome II, cartes analytiques).

## 3. Dynamique spatiale de la population

### a. Les courbes de l'évolution spatiale de la population

Celles-ci sont obtenues en corrélant graphiquement la variable dépendante "évolution de la population communale" ("y", exprimé ici en indice par rapport au début de la période) et la variable indépendante "distance du chef-lieu à la capitale provinciale" ("x", en kilomètres) le long d'un axe de communication radiale. On peut aussi tracer plus rapidement ces courbes en faisant des "coupes" à travers les cartes en isolignes de l'évolution de la population (fig.67, p.318), comme les géomorphologues font des coupes sur les cartes topographiques à l'aide des courbes de niveau. Elles nous donnent le profil de la surface du "champ" démographique le long de la ligne choisie. L'idée de la mesure précise de ces gradients démographiques le long d'axe routiers nous est venue en lisant J.M. JORDAN GALDUFF (1977, p.25: "les routes centrifuges du Camp del Turia").

La corrélation statistique des deux variables permet d'aller plus loin dans l'analyse en donnant la tendance générale de l'évolution démographique en fonction de la distance au centre (dans le cas présent). Le tableau 58 (p.359) permet de calculer:

- le coefficient de corrélation linéaire ("r") qui lie les deux variables;
- la droite de régression d'y sur x, dont la pente est celle de la surface de tendance le long de cette coupe, c'est-à-dire le gradient de la dynamique démographique, qu'on peut ramener à l'unité (km) pour comparaison.

Si les points représentant les communes sont souvent éloignés de la courbe, un calcul des résidus de la régression permet de qualifier plus précisément la situation de chaque commune. La comparaison des coefficients de corrélation et des

droites de régression entre plusieurs périodes sur un même axe, ou entre plusieurs axes au même moment est un instrument d'analyse intéressant de la dynamique régionale de la population.

**b. Comparaison d'un même axe à des époques différentes: l'exemple de l'axe Valencia-Aras de Alpuente (route comarcal C 234)**

Les courbes et les droites de régression ont été dressées, à l'aide du tableau 58, pour les quatre périodes de 1900-10, 1920-30, 1960-70 et 1970-80 (fig.87, p.361). Les résultats en sont facilement interprétables:

- Le coefficient de corrélation, qui est nul en 1900-10, ne cesse de croître en valeur négative, pour être maximum en 1970-80, montrant ainsi que la distance à la capitale est, de plus en plus, l'élément-clé de la situation démographique.
- La droite de régression a une pente de plus en plus forte (le gradient passe de 0,4% au km à 0,9%) et son point d'inflexion positif / négatif se déplace sur la droite en s'éloignant de Valencia. Cela signifie que la différence d'évolution entre l'agglomération capitale et son hinterland va en s'accroissant (accumulation au centre, décroissance à la périphérie) mais qu'il y a diffusion de la croissance vers l'intérieur.
- L'étude détaillée des courbes (ou des résidus de la régression) montre d'ailleurs que la croissance du centre (commune de Valencia) reste plus faible que celle des communes de la périphérie de l'agglomération (Burjasot, Paterna, La Eliana) qui s'accroît et se déplace vers l'extérieur en 1970-80. Dans l'hinterland, les communes proches s'effondrent démographiquement plus tôt que les communes lointaines, puis se rétablissent ensuite alors que les dernières s'effondrent à partir de 1960.

**c. La comparaison de deux axes: Valencia-Aras de Alpuente et Valencia-Villargordo del Cabriel (fig.88)**

Le second axe, qui est la route de Madrid, présente un gradient démographique plus fort que le premier axe pour les trois premières périodes. Par contre, il est plus faible pour la dernière période (-0,57 contre -0,90): la croissance à partir du centre est plus étalée (le point d'inflexion +/- est plus éloigné de Valencia: 68 km au lieu de 50) et la décroissance en périphérie est limitée par la présence des petites villes de Requena et d'Utiel.

En utilisant aussi la courbe construite à partir de l'axe Castellón-Cortes de Arenoso, on peut donc schématiser les trois profils successifs de la surface de tendance démographique entre le littoral et l'intérieur valenciens depuis le début du siècle (fig.89, p.363).

Tab.58: Evolution de la population des communes situées le long de la route C 234 de Valencia à Aras de Alpuente, sur 4 périodes différentes

Commune	Distance	1900-10	1920-30	1960-70	1970-80
Valencia	0 km	109	127	129	115
Burjasot	4	127	131	132	153
Paterna	5	108	126	135	150
La Eliana	14	-	-	159	198
Puebla de Vall.	19	116	110	114	125
Benisanó	24	99	115	112	119
Liria	25	102	86	116	111
Casinos	38	112	95	111	101
Villar Arzobispo	49	112	88	93	95
Domeño	62	104	78	64	50
Calles	65	117	88	53	87
Chelva	69	101	76	93	69
Tuéjar	74	119	80	94	86
Titaguas	87	108	88	81	92
Aras Alpuente	100	106	95	65	71
	r	- 0,18	- 0,78	- 0,84	- 0,7
	m	- 0,04	- 0,47	- 0,78	- 0,9

Source: Recensements de population, I.N.E.

Dans chaque colonne l'évolution de la population communale a été calculée par rapport à l'indice 100 en début de période.

Tab.59: Comparaison de l'évolution de la population sur trois axes différents

		1900-10	1920-30	1960-70	1970-80
Valencia-Aras Alpuente	r	- 0,18	- 0,78	- 0,84	- 0,7
	m	- 0,04	- 0,47	- 0,78	- 0,9
Valencia-Villargordo	r	- 0,23	- 0,65	- 0,85	- 0,83
	m	- 0,07	- 0,56	- 0,87	- 0,83
Castellón-Cortes A.	r	+ 0,34	- 0,71	- 0,89	- 0,86
	m	+ 0,08	- 0,2	- 1,27	- 1,08

r = coefficient de corrélation linéaire entre la distance à la capitale provinciale et l'évolution démographique (indice 100 au début de chaque période)

m = pente de la droite de régression de l'évolution démographique sur la distance (= variation de cette évolution pour 1 km).

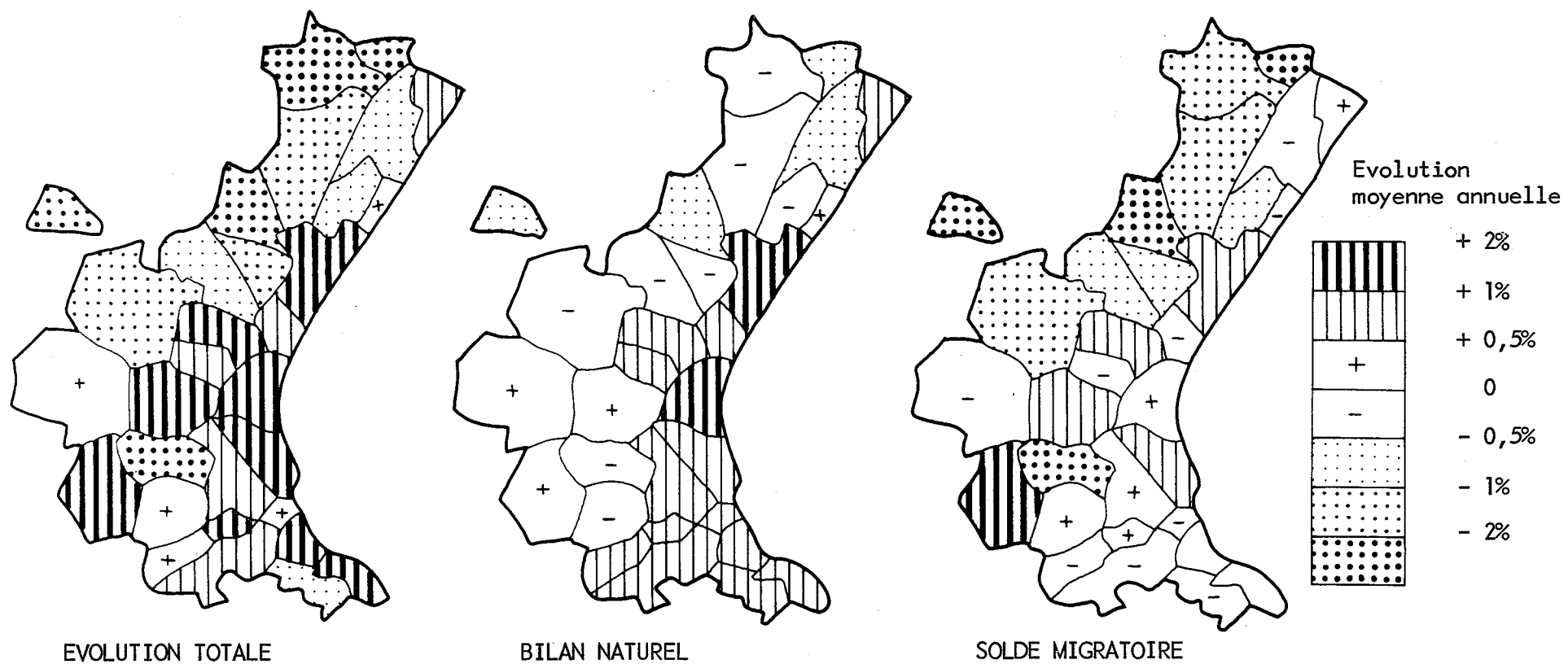
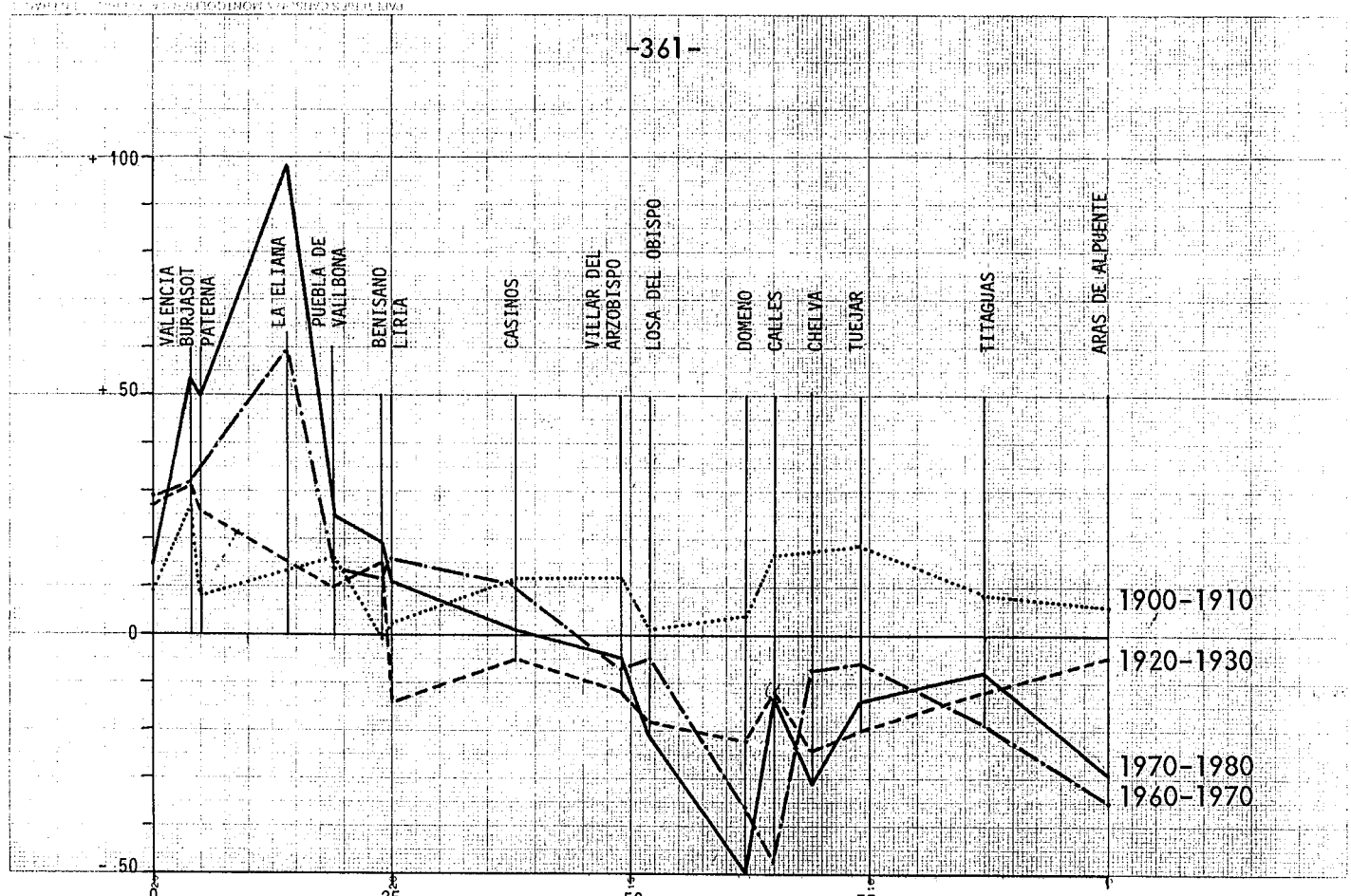
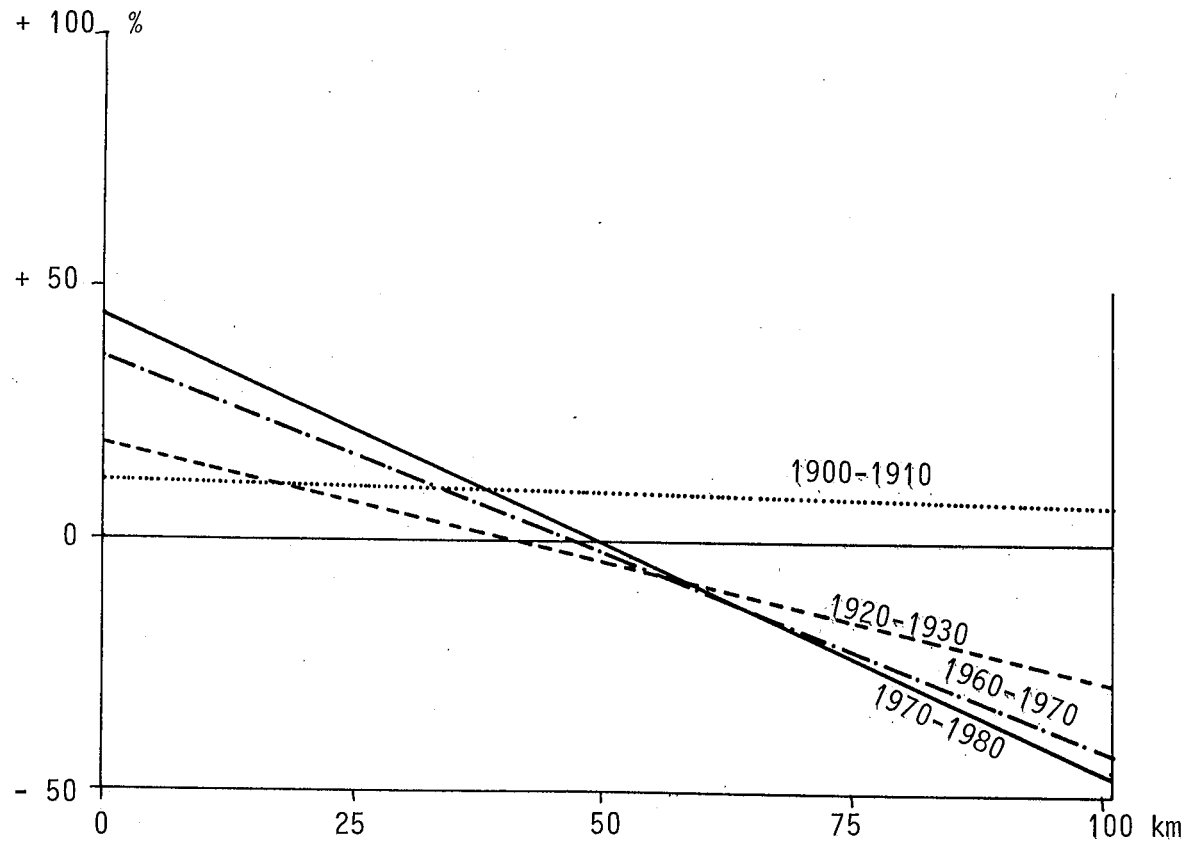


Fig.86: Evolution de la population et facteurs démographiques dans les comarcas des provinces de Valencia et de Castellón, de 1975 à 1980.

Le Bilan Naturel a été extrapolé à partir des trois années 1975-1977 (source: I.N.E., Movimiento natural de la población española) et le Solde Migratoire calculé par différence avec l'évolution totale 1975-1980 cf.Fig.70, 3<sup>o</sup> partie, p.297.



A. Profils de l'évolution démographique à 4 périodes différentes



B. Droites de régression de l'évolution de la population sur la distance à Valencia aux 4 mêmes périodes

Fig.87: Evolution de la population des communes traversées par l'axe routier Valencia-Aras de Alpuente depuis le début du siècle

Source: Tableau 58, p.359.

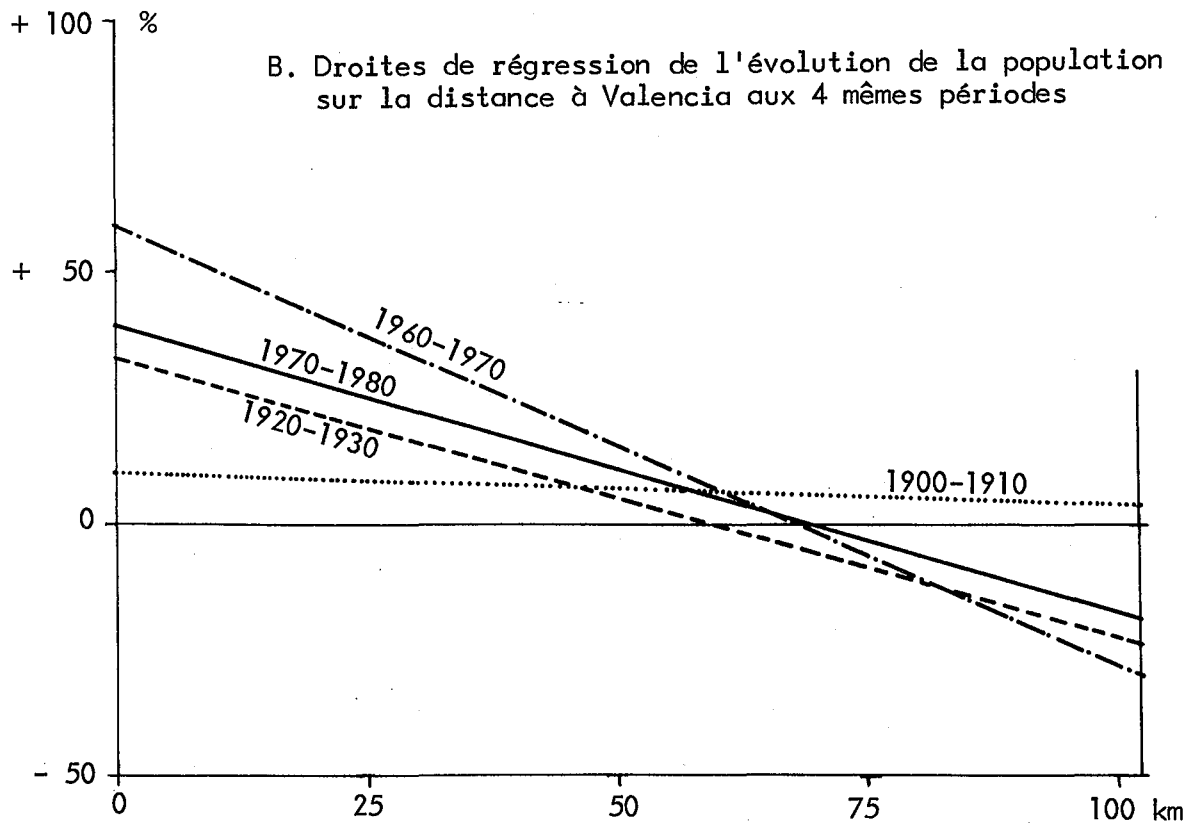
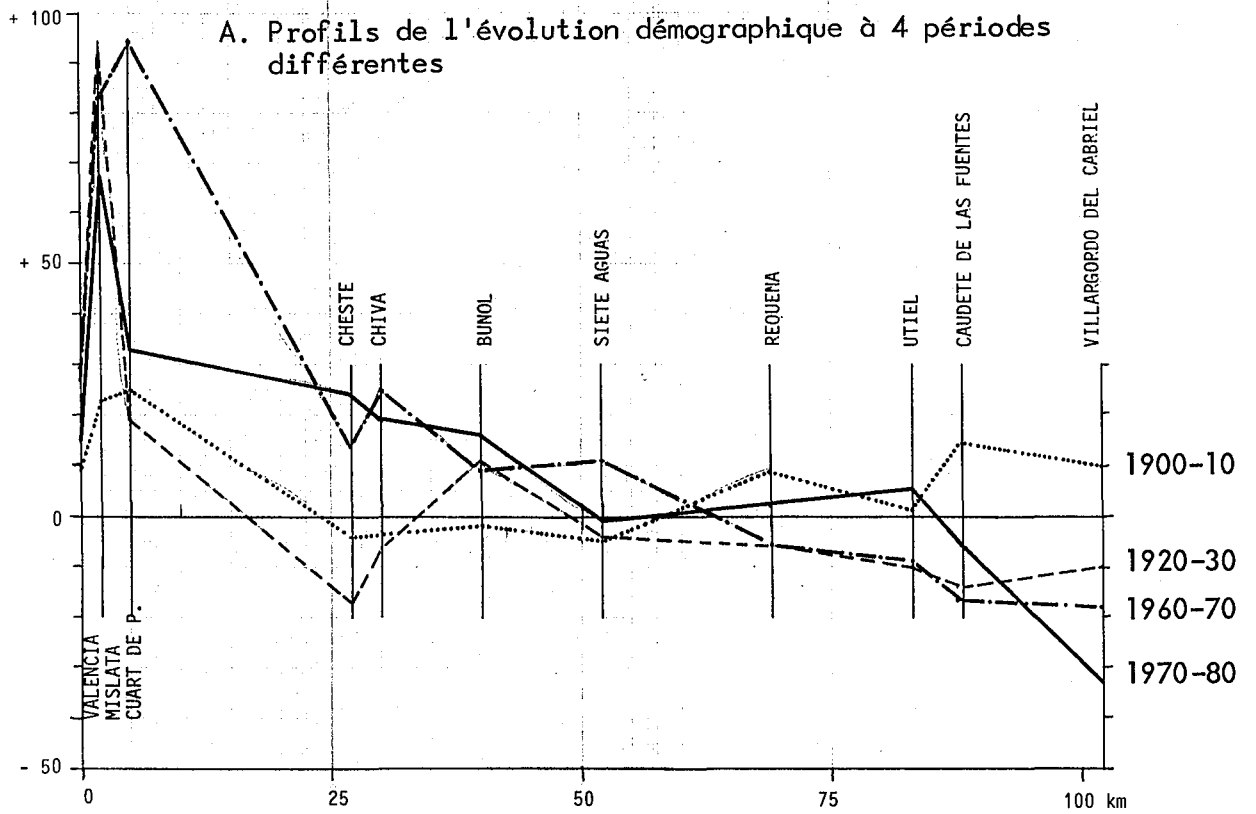


Fig.88: Evolution de la population des communes traversées par l'axe routier Valencia-Villargordo del Cabriel depuis le début du siècle

Source: I.N.E., Recensements de population.

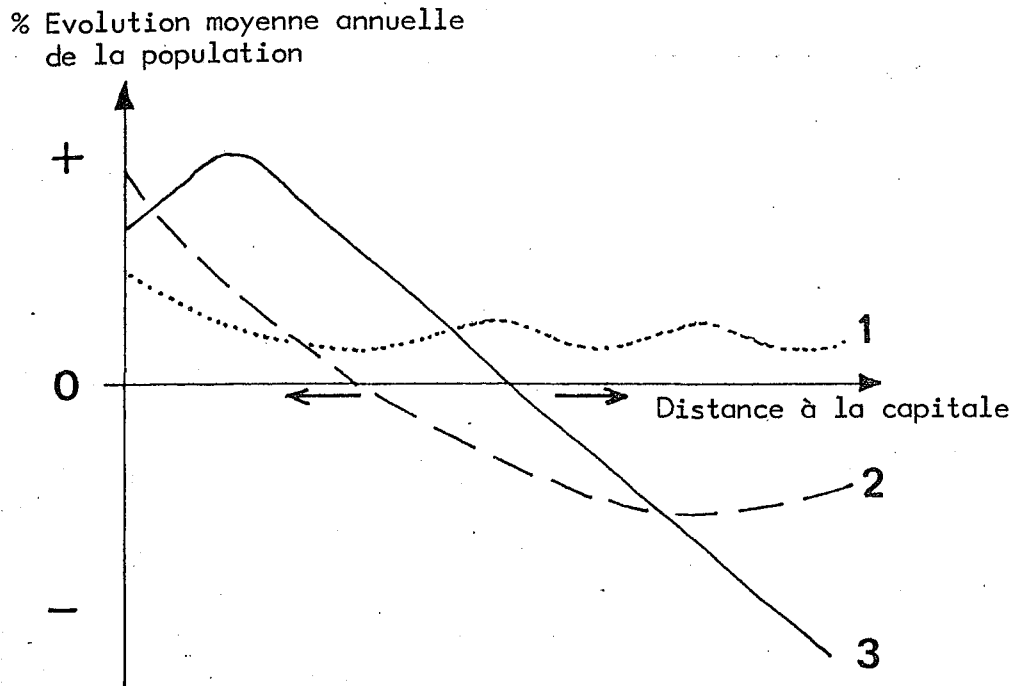


Fig.89: Schéma des états successifs de l'évolution de la population entre le centre littoral et la périphérie intérieure dans les provinces de Valencia et de Castellón depuis un siècle

-1: 1900-1910

-2: 1920-1930

-3: 1960-1980

Les flèches horizontales indiquent le sens de déplacement du point d'inflexion + / - pour l'état considéré



**ANNEXE 9 : L'ANALYSE DE LA CROISSANCE DIFFERENTIELLE**

La méthode suivie ("Shift and share analysis" de R. STILWELL) est bien exposée par A. FISCHER (1973). Elle consiste à comparer l'évolution des branches industrielles d'une région, pour une période donnée, avec l'évolution des mêmes branches à l'échelle nationale. Cette évolution régionale (Différence totale = DT) est la combinaison (positive ou négative) de ce qu'on peut appeler "l'effet national" (ou "part régionale", PR = évolution que chaque branche aurait connue si elle avait eu le même comportement que sa moyenne nationale) et de l'effet local responsable de la "croissance différentielle" (CD). Celle-ci se décompose en trois éléments, les composantes de structure, de modification, et de localisation:

- la composante de structure (CS) mesure l'influence, dans la croissance différentielle, de la présence des branches dynamiques au plan national et se calcule selon la formule:

Somme (pour toutes les branches) de l'emploi régional à t0 x (taux d'évolution national de la branche - taux d'évolution national de l'emploi industriel total)

- la composante de modification (CM) considère l'évolution de la structure régionale des branches industrielles entre le début (t0) et la fin (t1) de la période étudiée. C'est donc la somme, pour toutes les branches, du calcul suivant:

Emploi régional de la branche à t1 x [ (emploi total pays à t0 : emploi total pays à t1) - (emploi national de la branche à t0 : emploi national de la branche à t1) ] - emploi régional de la branche à t0 x [ (emploi national de la branche à t1 : emploi national de la branche à t0) - (emploi total pays à t1 : emploi total pays à t0) ]

- la composante de localisation (CL) est donc le reste de l'évolution totale des branches dans la région moins la part régionale et les composantes de structure et de modification. Elle mesure en quelque sorte l'influence des autres facteurs géographiques locaux (main-d'oeuvre, environnement urbain, infrastructures,...), en un mot toutes les économies externes que la localisation dans la région a pu procurer aux firmes industrielles.

$$\text{En résumé: } DT = PR + CD, \text{ ou } DT = PR + (CS + CM + CL)$$

En utilisant les données statistiques d'emploi et de valeur ajoutée brute des branches industrielles, publiées par le Banco de Bilbao ("La renta nacional de España y su distribución provincial") en 1962 et 1971, on obtient, pour la province de Valencia, les résultats suivants (présentés dans le texte à la page 242):

	DT	PR	CS	CM	CL
Emploi :	+ 61.200	= + 31.000	+ ( + 2.000	- 400	+ 28.600)
V.A.B. :(milliards pts)	+ 37,6	= + 29,7	+ ( + 0,5	+ 0,1	+ 7,3 )

## ANNEXE 10 : LES MIGRATIONS SAISONNIERES

Le dépouillement du fichier des migrants de la Délégation Provinciale de l'Institut National d'Emigration de Valencia (sondage au 1/25<sup>e</sup>, période 1965-1980), et du registre de sortie de la Délégation de Castellón (relevé total de l'année 1970) a permis de construire un tableau régionalisé des principales caractéristiques de la population migrante des deux provinces vers l'étranger.

Pour chaque migrant, les renseignements fournis par la source utilisée ont été les suivants:

- commune de résidence en Espagne,
- date et lieu de naissance,
- sexe et état civil,
- emploi,
- date et destination de chaque départ enregistré vers l'étranger (la destination exacte et l'emploi correspondant sont indiqués dans de nombreux cas, puisque ces migrants contrôlés ne peuvent partir qu'avec un contrat de travail).

Faute de pouvoir classer les migrants selon des catégories socio-professionnelles ou des catégories d'activités économiques bien définies, nous avons adopté la solution de M. DRAIN et Y. KOLODNY (1980), et classé les actifs en trois niveaux de qualification croissante. Les variables retenues pour décrire cette population sont donc au nombre de 11, sous forme de taux par rapport à une partie ou à l'ensemble de l'échantillon, et on y a joint une variable concernant l'évolution de la population des petites régions de 1965 à 1980. Elles sont présentées ici dans l'ordre qui a résulté du classement de la matrice graphique (fig.91A, p.367):

- 1: % agriculteurs ( labrador et jornalero ) dans la population active masculine de qualification I (AGRICULTEUR)
  - 2: % migrants nés dans la commune où ils résident (RESIDENT)
  - 3: % femmes de 15 à 25 ans dans l'ensemble des femmes (FEMMES 15-25)
  - 4: % actifs de qualification I dans l'ensemble des hommes (ACTIFS I)
  - 5: % migrants de la période dans la population totale de chaque petite région en 1965 (EMIGRATION)
  - 6: % migrants vers la France dans l'ensemble des migrants (FRANCE)
  - 7: % migrants de moins de 30 ans (JEUNES)
  - 8: % migrants femmes (FEMMES)
  - 9: % migrants mariés (MARIES)
  - 10: % ouvriers ("peón") dans la population active masculine de qualification I (PEON)
  - 11: % migrants nés en Espagne hors de la province de résidence (NES ESPAGNE)
  - 12: % évolution démographique totale de 1965 à 1980: indice 100 en 1965 (EVO DEMO)
- (Les mots entre parenthèses désignent les variables sur la matrice des corrélations et le graphé associé de la figure 90, p.366)

Les zones de départ des migrants, dans les provinces de Valencia et de Castellón, sont au nombre de 13: il s'agit essentiellement des petites régions (comarcas) irriguées. Les deux capitales sont séparées de leur comarca, et la Plana de Castellón est divisée en deux parties, selon la part de l'agriculture dans les activités communales:

- Plana "industrielle et tertiaire.": Benicasim, Onda, Vall d'Uxó, Villareal,
- Plana "agricole": Almazora, Almenara, Bechí, Burriana, Chilches, La Llosa, Moncófar, Nules, Villavieja.

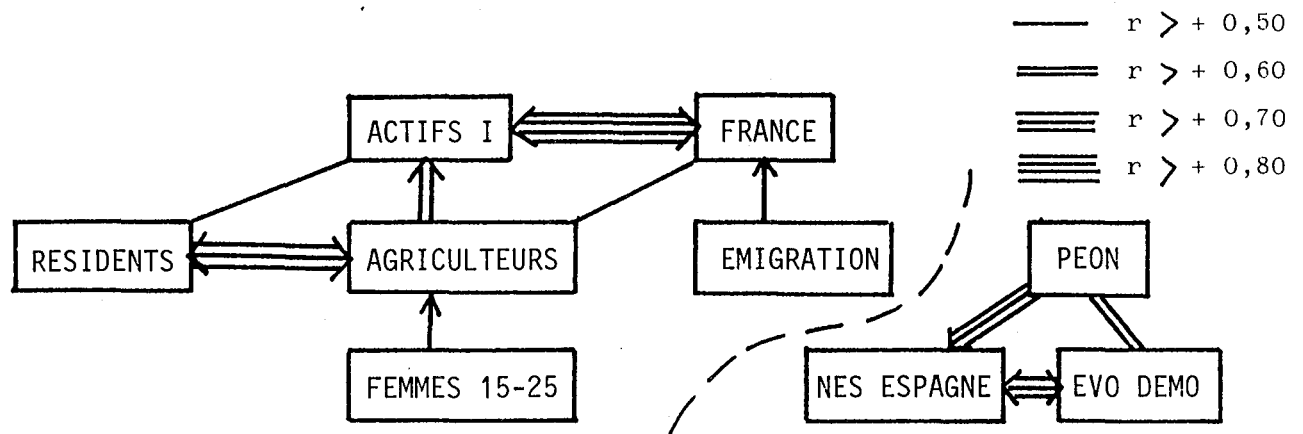
Fig.90: Les deux types de migrations dans les provinces de Valencia et de Castellón

MATRIX OF ZERO-ORDER CORRELATIONS  
LOWER TRIANGLE

	AGRI	RESID	F 15/25	ACTIFS I	ENIG	FRANCE	JEUNES	FEMMES	MARIES	PEON	NES ESPA	EVO DEMO
AGRI	1.0000											
RESID	.7904	1.0000										
F 15/25	.5032	.4663	1.0000									
ACTIFS I	.5998	.5694	.2555	1.0000								
ENIG	.4840	.4199	.4745	.4761	1.0000							
FRANCE	.5701	.3785	.3548	.0978	.5424	1.0000						
JEUNES	.4315	.0627	.4931	.0780	.0088	.1755	1.0000					
FEMMES	.1343	-.1156	.1918	.0490	.2993	.4216	-.0168	1.0000				
MARIES	-.4504	-.2369	-.7268	-.1425	-.1972	-.2754	-.0699	-.1751	1.0000			
PEON	-.9970	-.8008	-.5289	-.5713	-.4900	-.5491	-.4452	-.1446	.4813	1.0000		
NES ESPA	-.7239	-.9423	-.5860	-.5409	-.4430	-.3039	-.0302	.0185	.2949	.7398	1.0000	
EVO DEMO	-.6621	-.0351	-.3894	-.5176	-.2103	-.4031	-.3307	.1301	.4274	.6803	.7436	1.0000

A: Matrice des corrélations linéaires des variables de la matrice d'information de la figure 91A

Matrice carrée dont seul le triangle inférieur est ici reproduit (traitement statistique par logiciel IDA)



B: Graphe associé (corrélations supérieures à + 0,50)

(pour la définition des variables, voir texte ci-joint)

Variables Régions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
VALENCIA CAPITALE	35	33	33	35	0.7	21	45	26	58	60	52	141
VALENCIA HUERTA	63	23	41	58	1.4	46	54	24	56	37	57	184
CASTELLON CAPITALE	21	18	23	71	2.4	62	33	29	67	79	58	176
PLANA INDUSTRIELLE	52	26	0	74	3	67	43	24	67	48	72	142
BAJO PALANCIA	69	25	50	69	2.1	83	69	41	42	30	61	126
CAMPO DE LIRIA	77	62	28	55	2.5	36	48	25	60	23	31	124
COSTERA DE JATIVA	69	68	53	74	4.4	68	48	33	49	28	11	107
HUERTA DE ÇANDIA	77	62	35	76	2	79	37	39	66	23	25	124
PLANA AGRICOLE	82	56	37	82	4	88	46	48	56	18	28	129
RIBERA ALTA	86	62	56	81	9.5	84	53	39	53	11	21	119
RIBERA BAJA	93	79	59	90	9	89	48	24	54	7	11	112
RESTE PROV. CAST.	70	66	50	83	0.9	69	55	14	55	30	24	91
RESTE PROV. VAL.	89	77	30	89	1.6	74	54	18	53	10	12	93

Fig.91A: Matrice d'information spatiale des migrants vers l'étranger dans les provinces de Valencia et de Castellón (voir texte ci-joint pour la définition des variables et des petites régions de la Plana industrielle et de la Plana agricole)

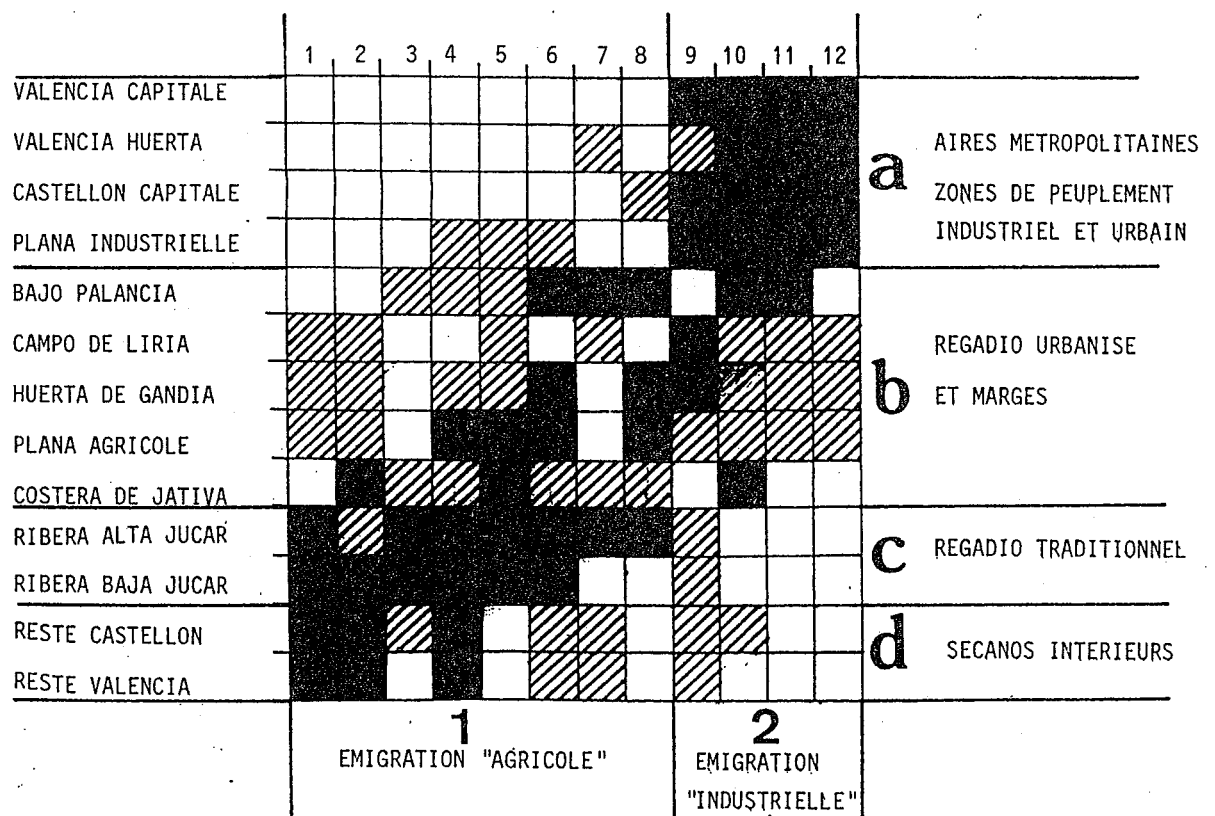


Fig.91B: Matrice graphique ordonnée par types d'émigrations et types de régions de départ

Les secanos des deux provinces ont été regroupés en 2 ensembles, d'ailleurs beaucoup moins concernés par ces migrations.

La matrice d'information spatiale ainsi obtenue (fig.91A) a été transformée en une matrice des corrélations linéaires (fig.90A), afin de faire apparaître les variables les plus pertinentes et leurs groupements qui décrivent les types de migrants. Le graphe associé (fig.90B), qui ne retient que les valeurs significatives ( $r > 0,50$ ), forme deux groupes opposés, puisqu'ils échangent entre eux de fortes corrélations négatives: l'un, formé des variables 1 à 7, l'autre formé des variables 8 à 12. La variable 8 (% des femmes dans la population migrante), sans corrélations significatives, peut être extraite de la matrice d'information.

Le tableau a été ensuite transformé en une matrice graphique ordonnée (fig.91B). Les lieux de départ des migrants se classent alors en quatre groupes distincts: les aires métropolitaines (a), les regadíos urbanisés (b), les regadíos traditionnels (c), les secanos intérieurs (d) (voir texte p.279 et 280.).

L'émigration "industrielle" (2) est presque seule dans le groupe (a), comme l'émigration "agricole" dans les groupes (c) et (d). Elles sont présentes toutes les deux dans le groupe intermédiaire (b). On notera en outre que le groupe (d) des secanos intérieurs se distingue du groupe (c) des regadíos traditionnels par une émigration "agricole" moins jeune, moins féminine, et moins orientée vers la France: sa population migrante a une structure plus proche de celle de l'émigration andalouse décrite par M. DRAIN et Y. KOLODNY (1980).

## ANNEXE 11 : TYPOLOGIE DES PETITES REGIONS

Sources: Tableau statistique concernant les 13 petites régions de la province de Valencia (dans les limites de P. PEREZ PUCHAL, 1979), décrites par 16 variables concernant les structures démographiques, économiques et agricoles (fig.93A, p.371).

Liste des variables (dans l'ordre du classement final de la matrice):

- 1: % Exploitants agricoles de plus de 55 ans (EXP>55)
- 2: % Actifs agricoles non propriétaires (NON PROP)
- 3: % Exploitations agricoles de moins de 1 ha (EXP<1HA)
- 4: % Surface agricole irriguée (IRRIG)
- 5: Produit agricole final par hectare de surface totale en 1971 (en 1.000 pesetas) (PRO/HA)
- 6: Evolution de la population active agricole de 1960 à 1970 (indice 100 = 1960) (EV PAA)
- 7: Evolution de la population active non agricole (même période, même indice) (EV PAN)
- 8: Evolution de la population totale de 1960 à 1975 (même indice) (EV PT)
- 9: Evolution du nombre des exploitations de 1962 à 1972 (indice 100=1962) (EV EXP)
- 10: % Exploitants à temps partiel en 1972 (ATP)
- 11: % Population active secteur secondaire en 1973 (PA IND)
- 12: % Population active agricole en 1973 (PAA)
- 13: % Exploitations agricoles de 1 à 3 hectares en 1972 (EXP 1-3HA)
- 14: % Exploitations agricoles de 3 à 20 hectares en 1972 (EXP 3-20HA)
- 15: Nombre d'hectares cultivés par actif agricole en 1970 (HA/PAA)
- 16: % Exploitations agricoles de plus de 20 hectares en 1972 (EXP>20HA)

Les variables 1,3,9,10,13,14,16 sont tirées des Recensements agraires de 1962 et 1972. Les variables 2,4,6,7,11,12,15 proviennent des études du Consejo económico sindical provincial ("El producto neto de Valencia y su distribución comarcal", 1960,1970,1973); la variable 5 de "Informaciones 1977" de la Caja de Ahorros y Monte de Piedad de Valencia, et la 8 des Recensements de population (I.N.E.). Les abréviations entre parenthèse définissent les variables sur le graphe associé à la matrice des corrélations (fig.92, p.370).

Méthode: Cette matrice spatiale a été transformée en matrice des corrélations linéaires et en matrice graphique ordonnée, selon les démarches exposées à l'Annexe 5.

### Résultats:

- Figure 92: matrice des corrélations et graphe associé des corrélations principales
- Figure 93: matrice ordonnée et typologie des petites régions

### Commentaire:

L'analyse des relations principales fait apparaître plusieurs combinaisons de variables:

- un système principal, qui est le système irrigué, fondé sur un produit élevé par

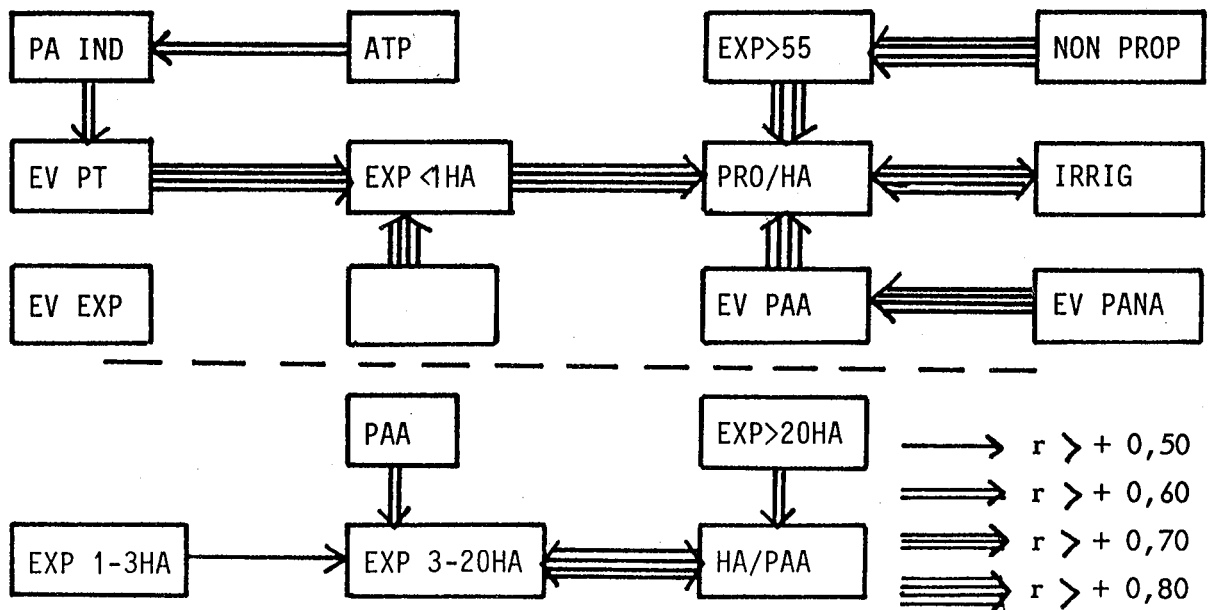
1	1																	
2	<u>0,82</u>	1																
3	0,80	0,66	1															
4	0,76	0,66	0,90	1														
5	<u>0,83</u>	0,67	<u>0,95</u>	<u>0,96</u>	1													
6	0,69	0,57	0,79	0,79	<u>0,84</u>	1												
7	0,53	0,33	0,63	0,65	0,67	<u>0,83</u>	1											
8	0,56	0,46	<u>0,82</u>	0,65	0,73	0,68	0,71	1										
9	0,69	0,65	<u>0,92</u>	0,80	0,81	0,79	0,63	0,78	1									
10	0,27	0,28	0,52	0,17	0,34	0,38	0,09	0,55	0,56	1								
11	0,07	0,04	0,24	-0,07	0,07	0,15	0,16	<u>0,62</u>	0,33	<u>0,62</u>	1							
12	-0,59	-0,51	-0,65	-0,37	-0,52	-0,43	-0,42	-0,83	-0,61	-0,63	-0,79	1						
13	-0,62	-0,41	-0,56	-0,61	-0,69	-0,74	-0,62	-0,42	-0,42	-0,19	0,12	0,25	1					
14	-0,71	-0,53	-0,96	-0,83	-0,87	-0,69	-0,57	-0,80	-0,91	-0,51	-0,27	<u>0,62</u>	<u>0,50</u>	1				
15	-0,77	-0,62	-0,91	-0,87	-0,87	-0,59	-0,42	-0,68	-0,40	-0,44	-0,12	0,52	0,34	<u>0,89</u>	1			
16	-0,47	-0,65	-0,67	-0,59	-0,63	-0,58	-0,39	-0,56	-0,69	-0,44	-0,26	0,49	0,09	0,51	<u>0,60</u>	1		
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16		

Fig.92: Les systèmes agricoles des petites régions

A: Matrice des corrélations linéaires

Les corrélations principales sont soulignées

(voir texte ci-joint pour la définition des variables)



B. Graphe associé (corrélations principales)

(voir texte ci-joint pour la signification des abréviations)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HUERTA DE VALENCIA	63	41	67	79	98	92	177	156	130	64	48	7	24	7	1,7	2
HUERTA DE GANDIA	60	32	71	81	113	92	142	124	121	79	29	40	20	8	1	1,2
BAJO PALANCIA	61	56	58	53	70	83	122	126	123	79	35	25	25	15	2,5	2
RIBERA ALTA JUCAR	57	37	59	74	78	82	142	119	126	67	24	43	27	13	1,3	1
RIBERA BAJA JUCAR	56	40	58	100	87	89	140	112	129	52	20	64	28	13	1,4	1
COSTERA DE JATIVA	60	40	55	42	56	88	131	107	135	84	40	34	29	14	2,5	2
CAMPO DE LIRIA	50	22	42	26	35	83	146	120	119	72	32	52	33	23	4	2
HOYA DE BUNOL	50	24	20	11	19	82	128	109	102	71	42	49	29	45	6	6
VALLE DE ALBAIDA	48	18	35	6	18	71	108	118	110	72	53	30	37	24	4	4,5
CANAL DE NAVARRES	49	28	23	16	24	74	104	89	102	69	31	51	35	39	5	3
REQUENA-UTIEL	47	14	16	5	11	79	133	88	100	58	25	66	24	37	8,5	13
VALLE DE AYORA	54	19	19	13	14	69	105	77	92	49	18	66	32	35	4	14
LOS SERRANOS	53	33	11	4	12	76	123	71	92	44	19	64	32	54	7,5	3
MOYENNE PROVINCE	57	33	51	34	43	84	158	136	120	67	41	24	28	11	2,9	10

Fig. 93A: Matrice d'information spatiale des comarcas de la province de Valencia

(voir texte ci-joint pour la définition des variables et des comarcas)

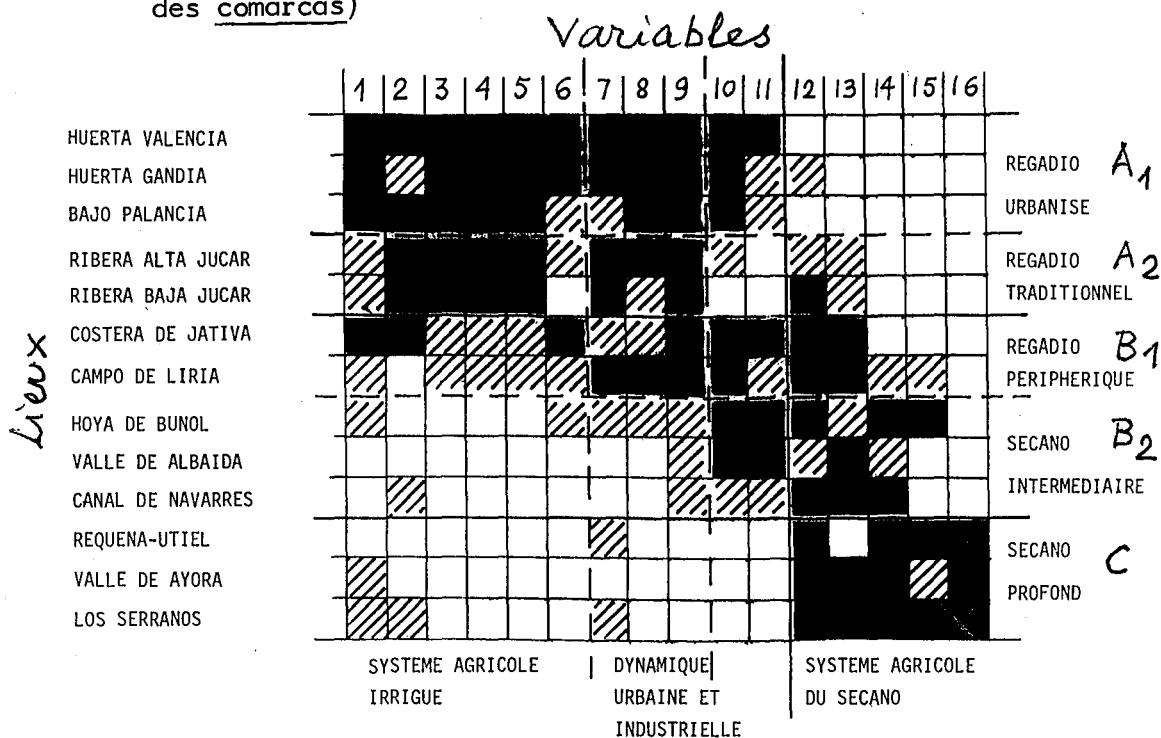


Fig. 93B: Matrice graphique ordonnée (systèmes agricoles et typologie des petites régions)



hectare et de petites exploitations. C'est là que se trouvent les agriculteurs les plus âgés, mais aussi le plus grand nombre de non propriétaires dans la population active agricole (donc de salariés, de journaliers). C'est là aussi que l'évolution du nombre des exploitations, de la population totale et de la population active non agricole est la plus positive, et que celle de la population active agricole est la moins négative.

- un système secondaire, décrit par l'agriculture à temps partiel et l'emploi industriel: la première est en effet liée en partie aux possibilités d'emploi en dehors de l'agriculture. Ces deux variables sont liées à celles du premier système par des corrélations assez fortes, puisque c'est dans les zones irriguées que s'est développée l'accumulation de population, sur la croissance de l'industrie et du tertiaire.

- un troisième groupe de variables décrit le système agricole des secanos intérieurs, fondé sur l'importance relative de la population agricole dans la population active, une taille supérieure des exploitations, une densité plus faible des actifs agricoles et une production beaucoup plus extensive. Ce groupe échange de fortes corrélations négatives avec le premier.

L'image graphique de la matrice ordonnée distingue bien 3 types de petites régions, selon leurs réponses sur les trois groupes de variables:

- dans le groupe A, qui est celui du regadío dominant, on peut distinguer entre les zones les plus dynamiques, donc les plus transformées (A1) et les plus traditionnelles, donc les plus agricoles (A2).

- dans le groupe B, la transition est progressive du plus transformé (B1, par le regadío et l'urbanisation) au moins transformé (B2): la Costera de Játiva ressemble encore au groupe A2, alors que la Canal de Navarrés se rapproche du groupe C. Ce sont des espaces intermédiaires, entre le littoral et l'intérieur.

- le groupe C est celui des petites régions intérieures, qui sont caractérisées uniquement par les variables du troisième système.

La distribution spatiale des trois groupes fait apparaître un gradient littoral/intérieur, déformé par la métropole valencienne.

## SOURCES DOCUMENTAIRES ET BIBLIOGRAPHIQUES

### I. DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES

#### 1. Cartes anciennes

Un catalogue raisonné des cartes anciennes disponibles pour la région de Valencia a été publié par I. VALLES I SANCHIS (1979). Elles renseignent en général correctement sur les lieux habités, le réseau des routes et des grands canaux d'irrigation, l'extension des lagunes littorales. Les zones irriguées et les grandes natures de culture n'y apparaissent généralement pas. Nous avons consulté pour notre part les cartes et illustrations accompagnant les oeuvres de J. CAVANILLES (1795-97) et de M. JAUBERT DE PASSA (1820).

#### 2. Cartes topographiques modernes

##### \* INSTITUTO GEOGRAFICO Y CATASTRAL

Les cartes au 1/50.000<sup>e</sup> des provinces qui nous intéressent (Valencia, Alicante et Castellón) ont été publiées pour la première fois dans les années 1940-1950 (1942-1955), et n'ont pas encore été rééditées depuis. Elles sont donc peu à jour, et les figurés de légende choisis pour les formes d'occupation du sol ne facilitent pas leur lecture: les huertas traditionnelles, les marjales et les rizières sont clairement représentées, mais le figuré adopté pour les agrumes est facilement confondu avec l'arboriculture sèche (oliviers ou caroubiers) ou même avec la végétation naturelle (monte).

##### \* SERVICIO GEOGRAFICO DEL EJERCITO

Ce service publie et commercialise des cartes au 1/50.000<sup>e</sup> plus récentes (1970-80), mais fortement inspirées des cartes de l'I.G.C. Le figuré des natures de cultures n'est pas meilleur: seule la mise à jour permet de suivre l'évolution de l'habitat et des réseaux de communication.

Les cartes à plus grande échelle (1/25.000<sup>e</sup>) sont souvent aussi anciennes et ne donnent pas plus de renseignements. Les cartes à plus petite échelle (1/400.000<sup>e</sup>) ne peuvent servir qu'à localiser les agglomérations et les réseaux de communication.

#### 3. Cartes thématiques

##### \* MINISTERIO DE AGRICULTURA

- Mapa de cultivos y aprovechamientos, clases agrológicas y ordenación productiva au 1/50.000 (Plan de evaluación de recursos agrarios, Dirección General de la Producción Agraria): les cartes publiées à ce jour intéressent essentiellement l'Andalousie, la Nouvelle et la Vieille Castille. Bien que les travaux de photo-interprétation aient commencés en 1977, aucune n'est encore parue sur les provinces qui nous intéressent, sauf celle de Sueca (n° 747), déjà ancienne (Mapa agronómico, 1954) et celle de Jávea (n° 823).

##### \* INSTITUTO GEOLOGICO Y MINERO (Ministerio de Industria)

- Mapa hidrogeológico 1/50.000<sup>e</sup>: dans le cadre du "Proyecto de investigación hidrogeológica de la Cuenca baja y media del Júcar", la Dirección General de Minas et l'Instituto Geológico ont réalisé, en collaboration avec la firme EPTISA, une couverture cartographique hydrogéologique du bassin moyen et inférieur du Júcar, sur le fond topographique I.G.C., comprenant la majeure partie des provinces de Valencia et de Castellón. Sur un fond lithologique sont portés le réseau hydrographique, les sources et les puits utilisés ou non pour l'eau agricole, industrielle et urbaine. Ce recensement cartographique des puits et le suivi statistique de leur niveau

s'accompagnent de la publication d'un annuaire de l'évolution des niveaux piézométriques dans les systèmes aquifères du bassin moyen et inférieur du Júcar, dont le premier volume a été édité en 1975.

## II. DOCUMENTS PHOTOGRAPHIQUES ET RADIOMETRIQUES (voir COURTOT, Méditerranée, 4, 1976)

### 1. Photographies aériennes

#### \* SERVICIO GEOGRAFICO DEL EJERCITO et SERVICIO CARTOGRAFICO Y FOTOGRAFICO DEL AIRE

Missions photographiques par les services américains sur l'ensemble de l'Espagne, à l'échelle du 1/30.000<sup>e</sup>, au format 24x24cm, panchromatique (1956). Commercialisées par les services ci-dessus, elles sont de bonne qualité, mais leur date déjà ancienne leur enlève toute actualité dans les zones littorales et urbaines en pleine transformation.

#### \* MINISTERIO DE OBRAS PUBLICAS

Mission photographique au 1/18.000<sup>e</sup>, format 24x24cm, sur le littoral des provinces de Valencia et de Castellón, lors des travaux préparatoires à la réalisation de l'autoroute de la Méditerranée en 1972.

#### \* MINISTERIO DE AGRICULTURA

Diverses missions réalisées en 1971, 1976-77, sur les provinces de Valencia et Castellón, lors de la réalisation du recensement des agrumes, et dans le cadre du Plan d'évaluation des ressources agraires, pour la mise au point des cartes des cultures et mises en valeur (voir plus haut), aux échelles du 1/8.000<sup>e</sup> et du 1/18.000<sup>e</sup>, format 24x24cm.

On peut acheter ces missions soit auprès des services concernés lorsqu'ils en sont propriétaires, soit auprès des firmes privées qui ont réalisé les vols, ce qui pose des problèmes de localisation des missions et des clichés. Le prix d'achat est voisin de ceux pratiqués en France, ou plus élevé.

### 2. Images Satellite

La région étudiée est concernée par les scènes 214-32 et 214-33 des satellites américains LANDSAT. Les images de bonne qualité ne manquent pas, depuis la mise en route de LANDSAT-1 en 1971. On peut s'en procurer la liste et les acheter directement auprès de TELESPAZIO ou auprès des services espagnols correspondants (INSTITUTO GEOGRAFICO Y CATASTRAL).

Les inondations du Júcar d'octobre 1982 n'ont pu être observées par satellite car la station de Fucino était arrêtée à ce moment-là.

Nous avons utilisé pour notre part les scènes suivantes:

- ERTS-1: scène 1027-10144 (214-32) du 19 août 1972 et scène 1116-10100 (214-33) du 16 novembre 1972, obtenues auprès de Eros Data Center, Sioux Falls, USA.
- LANDSAT-2: scènes 214-32 et 214-33 du 12 mai 1979, obtenues auprès de Telespazio, Italie.

Les traitements photographiques à partir des canaux 4, 5, 6 et 7 (agrandissements, équidensités colorées, superpositions, compositions colorées) ont été réalisés au Laboratoire de Télédétection de l'Institut de Géographie d'Aix-Marseille et les traitements par télévision au Laboratoire d'Audiovisuel de l'Université d'Aix-Marseille II.

### III. ORGANISMES, SERVICES ET SOURCES DOCUMENTAIRES CONSULTES

#### 1. Délégations provinciales des différents ministères et organismes publics

- Agricultura
- IRYDA (Instituto de Reforma y Desarrollo Agrario)
- Hacienda (Catastro de Rústica)
- Industria (Servicio estadístico et Sección de Minas)
- I.N.E. (Instituto Nacional de Estadística)
- Instituto Nacional de Emigración
- Delegación Provincial de Empleo (Ministerio de Trabajo)
- Confederación Hidrográfica del Júcar

#### 2. Organismes professionnels

##### a. Agriculture

- COSA (Camara Oficial Sindical Agraria) et ses organismes municipaux (Camara local, successeur de la "Hermandad sindical" de l'époque franquiste)
- Fédérations syndicales agricoles par branches (surtout celle des Fruits et produits horticoles, et du Riz)
- Unió de Llauradors y Ramaders del País Valencià (depuis 1976)
- UTECO (Unión Territorial de Cooperativas del Campo) et Cooperatives agricoles

##### b. Autres

- COCIN (Camara Oficial de Comercio, Industria y Navegación)
- IPI (Instituto de Promoción Industrial, Valencia)
- Ateneo Mercantil (Valencia)
- Instituto de Agroquímica y Tecnología de Alimentos, Valencia.

#### 3. Archives

- Communes (Corbera de Alcira, La Eliana, Puebla de Vallbona, Requena, Torrente, Turís)
- Registres d'état civil (Alcira, Benimuslem, Cárcer, Corbera, Cullera, Nules, Requena, Villareal)
- Communautés d'irrigation (Acequia Real del Júcar, de Mestalla, de Tormos, de Moncada, du Valle de Cárcer et Sellent, Mayor de Sagunto, de Villareal, de Corbera de Alcira, de Sueca, Real de Escalona à Villanueva de Castellón).

### IV. BIBLIOGRAPHIE

#### Introduction

Une longue fréquentation de la région, de ses chercheurs, de ses bibliothèques et de ses librairies nous a permis d'assister à l'évolution des connaissances et des publications scientifiques régionales, depuis près de vingt ans. Il ne s'agit pas de refaire ici toute cette démarche: elle appartient aux Valenciens, qui en ont déjà rendu compte à plusieurs reprises (cf. E.LLUCH in "La via valenciana", ou MARTINEZ SERRANO et alt., Orientacions bibliogràfiques in "Introducció a l'Economia del País Valencià"). Mais il convient d'en rappeler les principales étapes et les principaux acteurs (géographes, historiens, économistes, anthropologues, sociologues et agronomes):

- Les géographes, avec la fondation, en 1964, par A. LOPEZ GOMEZ, de la revue du département de Géographie de la Facultad de Filosofía y Letras de l'Université de Valencia, "CUADERNOS DE GEOGRAFIA" (1964), qui marque le début de l'indépendance universitaire et de l'essor scientifique de la Géographie à Valencia (comme d'ailleurs dans le reste de l'Espagne à peu près au même moment). Un énorme effort

de recherches géographiques est entrepris, qui débouche sur des thèses de doctorat et de nombreuses publications: la lecture des CUADERNOS DE GEOGRAFIA est essentielle à la connaissance de la région, à laquelle ils sont presque exclusivement consacrés.

-Les historiens, autour d'E. GIRALT, avec l'apparition de la revue "ESTUDIS D'HISTORIA CONTEMPORANEA DEL PAIS VALENCIA", dans le département universitaire du même nom, en 1979.

-Les économistes, de la Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales, fondée à Valencia en 1966, pour lesquels la publication en 1971 de l'"Estructura Económica del País Valencià" est une sorte de manifeste.

Tous, et chacun dans sa partie, défrichent la situation actuelle et l'évolution économique, sociale et politique de la Région Valencienne depuis plus d'un siècle. Ce travail intense et souvent novateur aboutit rapidement à de nombreuses publications, dans des éditions valenciennes (CLIMENT, L'ESTEL, TORRES...), en castillan d'abord, en valencien ensuite, lorsque cette effervescence intellectuelle s'accompagne d'un retour à la langue vernaculaire. L'Institut Alfons el Magnànim, de la Diputació Provincial, qui a toujours soutenu la recherche et les publications géographiques, se lance enfin, avec la nouvelle régionalisation, dans une politique systématique de publications scientifiques destinées à faire connaître leur pays aux valenciens. La dernière étape est franchie lorsque l'accumulation des travaux en profondeur permet la réalisation de manuels de qualité destinés à l'enseignement ("Geografía de les Terres Valencianes" de A. LOPEZ GOMEZ, 1977, "Introducció a l'Economia del País Valencià", de J.A. MARTINEZ SERRANO et alt., 1980, "El País Valenciano" de M.A. FERRER RIPOLLES et G. ZARAGOZA ROVIRA, 1980, etc...).

## 1. Documentation générale

### a. Publications nationales

#### \* INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA

-Anuario Estadístico de España (annuel).

-Censos de Población (1950, 1960, 1970, 1981): population communale et caractéristiques de la population (celles-ci ne concernent que les communes de plus de 10.000 habitants jusqu'en 1960, et de plus de 50.000 ensuite).

-Movimiento natural de la población (naissances et décès domiciliés et publiés par commune à partir de 1975).

-Migraciones interiores: publiées régulièrement, à l'échelle provinciale, dans l'Anuario Estadístico, elles font l'objet d'études d'ensemble par périodes (1961-1970, 1971-1975).

-Encuesta de población activa (unité: la province).

-Censo Industrial de España, 1978 (Establecimientos industriales), Serie provincial: Alicante, Castellón, Valencia (1980).

-Encuesta de fincas agrarias privadas de 500 y mas hectáreas, 1969.

-Primera encuesta sobre transporte de mercancías por carretera, 1971 (2 vol.).

-Reseñas estadísticas provinciales: Alicante (1969), Castellón (1962, 1976), Valencia (1957, 1970).

#### \* MINISTERIO DE AGRICULTURA (Servicio de Publicaciones)

- "REVISTA DE ESTUDIOS AGRO-SOCIALES"

-Revue "AGRICULTURA Y SOCIEDAD" (depuis 1976)

-El regadío en España, Resumen hecho por la Junta consultativa agronómica, Dirección General de Agricultura, Madrid, 1904.

- "Estudio del sistema de comercialización en origen de la producción hortofrutícola en la Provincia de Valencia", Dirección general de industrias y mercados en origen de productos agrarios, Madrid, multigraphié, 1974.

-Censos agrarios de 1962 et 1972 (publication des résultats à l'échelle nationale, provinciale et communale)

-Anuario de Estadística Agraria (annuel)

- Cuentas del Sector Agrario (anuel, depuis 1974)
- Resúmenes de Campañas de Exportación (cítricos, cebollas, patatas, etc...) (anuel, par le Servicio de Defensa contra Plagas y Inspección Fitopatológica).
- El cultivo de los agrios en España. Situación en 1971, Avance del censo nacional de agrios, Madrid, 1973.
- Inventario Agronómico de Agrios (1977): cahiers provinciaux et résumé national, Madrid, 1981.

\* MINISTERIO DE OBRAS PUBLICAS (Centro de Estudios Hidrográficos): Catálogo general de las comunidades de regantes, 1964 et 1972.

\* MINISTERIO DE LA VIVIENDA: Población activa por municipios, 1970, Servicio central de estadística, 1972.

\* ORGANISACION SINDICAL ESPANOLA:

- Catálogo provincial de actividades económicas, 1965-67.
- Directorio de Empresas con mas de 100 productores, 1967.
- Directorio de Empresas con mas de 50 productores, 1971.

\* BANCO DE BILBAO: La renta nacional de España y su distribución provincial (biennial depuis 1965, volume résumé 1965-1975)

\* BANCO ESPANOL DE CREDITO: El mercado español (anuel depuis 1965)

\* Revue "FOMENTO DE LA PRODUCCION": Las 1500 mayores empresas españoles (anuel)

## b. Publications régionales et provinciales

\* COCIN:

- La Provincia en 1933, Imp. Domenech, Valencia, 1933, 507 p.
- Memoria económica de Valencia (anuel), remplacé depuis 1972 par: Informe económico regional

-La Región exporta (anuel)

\* CAJA DE AHORROS: Informaciones (anuel)

\* VALENCIA-FRUIT: Anuario Hortofrutícola (anuel)

\* PROMOCIONES ECONOMICAS VALENCIANAS SA: Estudio general sobre inversiones en la economía valenciana 1968-71, Valencia, 1967, 3 tomes.

\* ORGANISACION SINDICAL:

-El producto neto de Valencia y su distribución comarcal (1960-65-70), Sección de Asuntos Económicos, Valencia, 1973.

-idem, 1973, Valencia, 1975.

\* Consejos Económico-sociales Sindicales Comarcales: Documentación básica (13 fasc.), Valencia, 1972.

\* Consejo Económico-social Sindical de la Región Valenciana:

-Contabilidad de la Región Valenciana (año 1967), Valencia, 1973.

-idem (año 1972), Valencia, 1975.

\* MINISTERIO DE COMERCIO Y TURISMO (Delegación Regional de Valencia): Memoria de la campaña de cítricos (anuel depuis 1976).

## 2. Ouvrages généraux et travaux collectifs (non cités dans le texte)

- BETHEMONT J. (1977): "L'irrigation en Espagne: essai d'évaluation et d'interprétation", R.G.P.S.O., 48, n°4, pp.357-386.

- CUADERNOS PARA EL DIALOGO (1974): "Estudios sobre el País valenciano", Colección los suplementos, n°53, Madrid.

- CUACO J., FABRA M., JUAN R., ROMERO J. (1978): "La qüestió agrària al País Valencià", Aedos, Barcelona, 135p.

- FUSTER J. (1967): "Nosotros los Valencianos", Colecciones Peninsula, Edicions 62, Barcelona, 256p.

- GRANELL PASCUAL J., PEREZ CASADO R., PEREZ MONTIEL M., PEREZ SAN FELIX E. (1974): "Los cítricos en España", Confederación Española de Cajas de Ahorros, Madrid, 2 tomes.
- KUNOW P. (1966): "El clima de Valencia y Baleares", Facultad de Filosofía y Letras, Valencia, 239p.
- INFORMACION COMERCIAL ESPANOLA (1974): "El País Valenciano", n°485, janvier.
- INDUBAN (1975): "Estudio Económico Región Valenciana", Valencia, 161p. (ouvrage collectif présenté par M. SANCHEZ AYUSO).
- LOPEZ GOMEZ A. (1977): "Geografía de les Terres Valencianes", Papers bàsics 3 i 4, E.Climent, València, 263p.
- LOPEZ GOMEZ A., ROSSELLO VERGER J.M. (1978): "Geografía de la Provincia de Alicante", Diputación Provincial de Alicante, 615p.
- LLUCH E. (dirigé par) (1970): "L'estructura economica del País Valencià", L'Estel, València, 2 volumes (324 et 336p).
- MARTINEZ SERRANO J.A., REIG MARTINEZ E., SOLER MARCO V. (1978): "Evolución de la Economía Valenciana, 1878-1978", Monografías del Centenario 1878-1978, Caja de Ahorros de Valencia, 228p.
- MARTINEZ SERRANO J.A., REIG MARTINEZ E., SOLER MARCO V., SORRIBES J. (1980): "Introducció a l'Economía del País Valencià", Papers bàsics 3 i 4, E. Climent, València, 245p.
- ORIOL RIBA et alt. (1976): "Geografía Física dels Països Catalans", Ketres, Barcelona, 226p.
- RICO A. et alt. (1982): "L'economía del País Valencià (Estratègies sectoriales)", Institució Alfons el Magnànim, Diputació Provincial de València, 2 volumes.
- ROSSELLO VERGER V. (1969): "El litoral valencià", L'Estel, València, 2 tomes, (I: El medi físic i humà, II: Aspectes econòmics).
- SARTHOU CARRERES C. (non daté): "Provincia de Valencia, Provincia de Castellón", in "Geografía General del Reino de Valencia, dirigida por F. CARRERAS CANDI, Alberto Marin, Barcelona.
- SORNI MANES J. (1980): "La política agraria en el País Valenciano (1939-1975)", AGRICULTURA Y SOCIEDAD, n°16, pp.109-154.
- TESCHENDORFF W. (1978): "Der Küstenhof von Valencia (Eine alte Agrarlandschaft im Kräftefeld moderner Wandlungen in Wirtschaft und Gesellschaft", REGENSBURGER GEOGRAPHISCHE SCHRIFTEN, Heft 10, 270p.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages et articles cités dans le texte

Abréviations employées pour les revues les plus souvent citées:

- AGE: Asociación de Geógrafos Españoles.
- BSLG: Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie, Montpellier.
- CG Valencia: Cuadernos de Geografía, Universidad de Valencia, Facultad de Geografía e Historia.
- CSIC: Consejo Superior de Investigaciones Científicas (Madrid)
- EG Madrid: Estudios Geográficos, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Instituto "Juan Sebastian Elcano", Madrid.
- RGPSO: Revue de Géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest (Toulouse)

- ABAD GARCIA V. (1984): "Historia de la Naranja.1781-1939", Comité de la Gestión de la Exportación de Frutos Cítricos, Valencia, 447p.
- ANDAN O., BEAUJEU-GARNIER J. (1972): "Transports et aires d'influence urbaine", 1<sup>re</sup> partie, texte, Cahiers du Centre de Recherche Analyse de l'Espace, n°4, pp.1-63.
- ARACIL R., GARCIA BONAFE M. (1974): "Industrializació al País Valencià (El cas d'Alcoi)", Col·lecció 3 i 4, n°16, València, 315p.
- ARNALTE ALEGRE E. (1980): "Agricultura a tiempo parcial en el País Valenciano (Naturaleza y efectos del fenómeno en el regadío litoral)", Serie Estudios, Ministerio de Agricultura, Servicio de Publicaciones Agrarias, Madrid, 378p.
- id. (1983): "Transformaciones agrarias recientes en l'Horta de Valencia", I Col·loqui d'Història Agrària, Barcelona 1978, Col·lecció Politècnica, n°11, Institució Alfons el Magnànim, Diputació Provincial de València, pp.291-307.
- ARROYO ILERA F. (1979a): "La playa de Tabernes de Valldigna (Valencia)", EG MADRID, 40, n°154, pp.75-104.
- id. (1979b): "Concentración y transformación en el marjal valenciano. El caso de Tabernes de Valldigna", EG MADRID, n°156-57, pp.341-367.
- AURIAC F. (1983): "Système économique et espace: le vignoble languedocien", Economica, Paris, 211p.
- AYMARD M. (1864): "Irrigations du Midi de l'Espagne (Etudes sur les grands travaux hydrauliques et le régime administratif des arrosages de cette contrée)", E.Lacroix, Paris, 323p.
- BAILLY A. et BEGUIN H. (1982): "Introduction à la Géographie Humaine", Collection Géographie, Masson, Paris, 185p.
- BARCELO TORRES M.C., DOMINGO PEREZ C., TEIXIDOR DE OTTO M.J. (1984): "El papel de las ciudades en la configuración del Reino de Valencia", CG VALENCIA, n°34, pp.63-80.
- BELLVER MUSTIELES J. (1933): "Esbozo de la futura economía valenciana", Camara Oficial de Comercio, Industria y Navegación, Valencia, 32p.
- BELTRAN FOS E. (1980): "La problemática del arroz en el País Valenciano", Conselleria de Trabajo del País Valenciano, Valencia, 328p.
- BERLAN J.P., GAMBARE I. (1981): "Un quignon de pain: marché du travail et conditions de vie et de travail des ouvriers agricoles en agriculture intensive", INRA-CEFI, 190p. multigraphié.
- BERNABE J.M., SALOM J., BOTELLA A. (1984): "Desarrollo industrial en la provincia de Alicante", ESTUDIOS TERRITORIALES, n°13-14, pp.13-28.
- BETHEMONT J. (1972): "Le thème de l'eau dans la vallée du Rhône. Essai sur la genèse d'un espace hydraulique", Bethemont, Saint-Etienne, 642p.
- BISSON J., MIGNON CH. (1980): "Encadrement urbain et développement régional dans l'Espagne méditerranéenne: Andalousie méditerranéenne et îles Baléares", BSLG, 14, n°1, pp.3-22
- BLASCO IBANEZ V. (1898): "La barraca", Colección Austral, Espasa-Calpe Argentina, Buenos-Aires, 1967, 144p.



- id. (1902): "Cañas y barro", Colección Austral, Espasa-Calpe Argentina, Buenos-Aires, 1965, 209p.
- BOIX FERRER M., DEL ROIG A., DE JÓDAR BONILLA D. (1982): "La sequía de 1978-1981 en tierras valencianas", CG VALENCIA, n°30, pp.25-40.
- BOND E. (1973): "El País Valenciano: un crecimiento hacia afuera", Comunicación presentada al Seminario Internacional de Economía Regional, Servicio de Estudios del Banco Urquijo, Barcelona.
- BOTELLA GOMEZ A. (1981): "La industria papelera: su localización en el País Valenciano", CG VALENCIA, n°29, pp.177-194.
- BRINES BLASCO J. (1978): "La desamortización eclesiástica en el País Valenciano durante el trienio constitucional", Universidad de Valencia, Secretariado de Publicaciones, Valencia, 252p.
- BRUNET R. (1980): "La composition des modèles dans l'analyse spatiale", L'ESPACE GEOGRAPHIQUE, 9, n°4, pp.253-265.
- BRUNET-LE ROUZIC L., G.E.E.R. PARIS VII (1979): "L'analyse comparative des structures d'exploitation", TRAVAUX DE L'INSTITUT DE GEOGRAPHIE DE REIMS, n°37, pp.45-60.
- BRUNHES J. (1904): "L'irrigation. Ses conditions géographiques, ses modes et son organisation en Espagne et dans l'Afrique du Nord", Thèse, Lettres, Paris, 580p.
- BURRIEL E. (1968): "El plan sur de Valencia", EG MADRID, 29, n°112-113, pp.723-729.
- id. (1969): "Importancia de la nobleza y la iglesia en la estructura de la Huerta de Valencia", EG MADRID, n°115, pp.307-313.
- id. (1970): "Estudio demográfico de la Huerta de Valencia, Zona Sur", EG MADRID, 31, n°121, pp.5-105.
- id. (1971a): "La Huerta de Valencia. Zona Sur (Estudio de geografía agraria)", Instituto de Geografía, Institución Alfonso el Magnánimo, Diputación Provincial y Caja de Ahorros de Valencia, 624p.
- id. (1971b): "Desarrollo urbano de Castellón de la Plana", Universidad Autónoma de Madrid, Dpto de Geografía, 111p.
- CABO ALONSO A. (1961): "Fuentes para la geografía agraria", EG MADRID, 22, n°83, pp.223-249.
- CANO GARCIA G. (1980): "La ribera del Júcar, una transformación reciente", Los Paisajes Rurales de España, AGE, Valladolid, pp.267-275.
- CARRIERE P., FERRAS R. (1968): "Les vendangeurs espagnols en Languedoc et Roussillon", ETUDES RURALES, n°32, pp.7-42.
- CASAS TORRES J.M. (1944): "La vivienda y los núcleos de población rurales en la huerta de Valencia", Instituto "Juan Sebastian Elcano", CSIC, Madrid, 321p.
- CASTELL LLACER V. (1971): "El paisaje agrario de Alghemesí", Depto de Geografía, Universidad de Valencia, 136p.
- CAVANILLES A.J. (1795-1797): "Observaciones sobre la Historia Natural, Geografía, Agricultura, Población y Frutos del REYNO DE VALENCIA", Madrid, 2 vol. (2ª edición, Zaragoza, 1958).
- CHARVET J.P. (1985): "Les greniers du monde", Collection économie agricole et agro-alimentaire, Economica, Paris, 368p.
- COMA GUILLEN J., PERALTA TORO F., NGUYEN QUANG T. (1977): "El funcionamiento de la cuenca media y baja del río Júcar", Simposio Nacional de Hidrogeología, Valencia, 25-29 oct.1976, Asoc. de Geólogos Españoles, Grupo de Trabajo de Hidrogeología y Recursos Hidráulicos, 2 vol., pp.531-538.
- CONGOST R. (1983): "Las listas de los mayores contribuyentes de 1875", AGRICULTURA Y SOCIEDAD, n°27, Documentación, pp.289-375.
- CONSELLERIA DE TREBALL DEL PAIS VALENCIA (1979): "El paro agrícola en el País Valenciano", Valencia, 94p.
- COSTA MAS J. (1977): "El Marquesado de Denia (Alicante). Estudio Geográfico", Depto de Geografía, Universidad de Valencia, 595p.
- COULET L. (1978): "La fabrique diffuse en Emilie-Romagne", MEDITERRANEE, 34, n°2, pp.13-25.

- COURTOT R. (1968): "Geografía de las migraciones de trabajadores en la Provincia de Valencia" (trad. A. LOPEZ GOMEZ), EG MADRID, n°112-113, pp.499-526.
- id. (1970): "La photographie aérienne et les paysages agraires dans la basse vallée du Júcar (province de Valencia, Espagne)", Actes du 94<sup>e</sup> Congrès National des Sociétés Savantes, section Géographie, Pau 1969, B.N., 1970, pp.67-80.
- id. (1972a): "Irrigation et propriété citadine dans l'Acequia Real del Júcar au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle", ETUDES RURALES, n°45, pp.29-47.
- id. (1972b): "La propriété foncière et son évolution dans quelques communautés d'irrigation de la Province de Valence en Espagne", Actes du Colloque de Géographie Agricole, Madrid, 1971, C.E.G.E.R.M., Institut de Géographie d'Aix-en-Provence, 1972, pp.13-21.
- id. (1972c): "Une enquête sur les transports routiers de marchandises en Espagne", note, MEDITERRANEE, n°2, pp.73-82.
- id. (1978a): "Géographie des investissements industriels récents en Espagne", note, MEDITERRANEE, n°4, pp.55-62.
- id. (1978b): "Les investissements industriels dans la province de Valence (Espagne): autonomie ou succursalisme", VILLES EN PARALLELE, Paris X-Nanterre, n°2, pp.81-89.
- id. (1979): "Télé-détection et évolution des cultures dans la Basse Vallée du Júcar (Espagne)", note, MEDITERRANEE, n°4, pp.95-102.
- CUADERNOS DE GEOGRAFIA (1977): "Inmigrados en el area metropolitana de Valencia (procedencia y distribución)", n°20, Universidad de Valencia, 137p.
- idem (1981): "Inmigrados en el area metropolitana de Valencia (nuevas aportaciones)", n°28, 124p.
- idem (1983): "La riada del Júcar (Octubre 1982)" n°32-33, 331p.
- CUCO GINER J., ROMERO GONZALES J. (1978): "La estructura de la propiedad y los cultivos en Cullera (Valencia) durante el siglo XX", EG MADRID, 39, n° 152, pp.347-362.
- CUCO J. (1982): "La tierra como motivo (Propietarios y jornaleros en dos pueblos valencianos)", Col.leció Politècnica n°4, Institució Alfons el Magnànim, Diputació Provincial de València, València, 336p.
- DAUMAS M. (1979): "L'évolution de la question agricole en Espagne", MEDITERRANEE, n°4, pp.27-40.
- DEFFONTAINES P. (1949): "Le delta du Llobregat (étude de géographie humaine)", RGPSO, 20, n°3-4, pp.137-174.
- id. (1975): "La Méditerranée Catalane", PUF, coll. "Que sais-je?", n°1.609, Paris, 1975, 126p.
- DIAZ BERENGUER E. (1982): "El sector arrocero y la entrada de España en la CEE", AGRICULTURA Y SOCIEDAD, n°22, pp.173-186.
- DOMINGO PEREZ C. (1983): "La Plana de Castellón (formación de un paisaje agrario mediterráneo)", Publicaciones del Seminario de Estudios Económicos y Sociales de la Caja de Ahorros de Castellón, 308p.
- DRAIN M. (1967): "L'Espagne", in "L'Europe Méditerranéenne", PUF, collection Europe de Demain, Paris, 270p.
- id. (1977): "Les campagnes de la Province de Séville (espace agricole et société rurale)", Thèse Paris V 1975, Université de Lille III, Lib. Honoré Champion, Paris, 1977, 2 vol, 749p.
- DRAIN M., KOLODNY Y. (1980): "L'exil pour métier. Bilan de l'émigration de la province de Séville (1960-1976)", RGPSO, 51, n°3, pp.237-266.
- DUGRAND R. (1963): "Villes et Campagnes en Bas-Languedoc (Le réseau urbain du Bas-Languedoc méditerranéen)", PUF, Paris, 638p.
- DUMONT R. (1951): "Les excédents démographiques de l'agriculture méditerranéenne. Italie et Espagne", POPULATION, 6, n°4, pp.587-600.
- EMBERGER L. (1955): "Une classification biogéographique des climats", Rec.Trav.Lab.Geol.Zool.Faculté des Sciences de Montpellier, Série botanique, 7,

pp.3-43.

- ELIAS CASTILLO F., GIMENEZ ORTIZ R. (1965): "Evapotranspiraciones potenciales y balances de agua en España", Ministerio de Agricultura, Madrid, 295p.
- EMBERGER, GAUSSEN, KASSAS, de PHILIPPIS, BAGNOULS (1962): "Carte Bioclimatique de la Région Méditerranéenne", Recherches sur la zone aride, Etude écologique de la zone méditerranéenne, UNESCO, FAO.
- FENOLLOSA FENOLLOSA J. (1981): "Los mercados espontáneos de hortalizas en l'Horta Nord", Crónica Valenciana, CG VALENCIA, n°29, pp.228-229.
- FERRAS R. (1976): "Barcelone, croissance d'une métropole", Thèse Université de Montpellier 1975, Service de reproduction des thèses, Université de Lille III, 336 et 229p.
- id. (1983): "Nouvelle distribution et dynamique spatiale de la population en Languedoc-Roussillon", MEDITERRANEE, 50, n°4, pp.11-17.
- id. (1985): "L'Espagne (écritures de géographie régionale)", Collection Reclus modes d'emploi, GIP RECLUS, Maison de la Géographie, Montpellier, 64p.
- FISCHER A. (1973): "Recherches sur la croissance industrielle régionale. La "shift and share analysis". Etude critique", ANALYSE DE L'ESPACE, n°3, pp.18-30.
- FIXOT A.M. (1973): "Les travailleurs saisonniers des exploitations agricoles du Vaucluse", Centre de Recherches sur l'évolution de la vie rurale, n°2: exploitations agricoles, Pub. de la Fac. Lettres et Sc.H. de Caen.
- FONT DE MORA R. (1938): "Comercio de los agrios españoles", Tipografía Moderna, Valencia.
- FONT DE MORA L. (1971): "Taronja i caos econòmic", Col. 3 i 4, n°5, Edicions 62, València, 250p.
- FONTAVELLA GONZALEZ V. (1952): "La huerta de Gandía", Inst. Juan Sebastian Elcano, CSIC, Zaragoza, 404p.
- GARCIA ROS L. (1922): "Los pequeños riegos en la región de Valencia", III Congreso Nacional de Riegos, 1921, Valencia, pp.99-139.
- id. (1928): "Fomento de los pequeños regadíos y las cuestiones jurídicas y económicas que plantea la moderna técnica", ponencia del tema VII, V Congreso Nacional de Riegos, Barcelona 1927, tome II, p.205.
- GARRABOU R. (1983): "Regimen señorial y reforma agraria liberal en el País Valenciano: nuevos planteamientos", Notas, AGRICULTURA Y SOCIEDAD, n°29, pp.255-269.
- GARRIDO JUAN R. (1943): "El arrendamiento consuetudinario valenciano", Aeternitas, Valencia.
- GAUSSEN H., BAGNOUL F. (1952): "L'indice xéothermique", BAGF, n°222-223, pp.10-16.
- GEORGE P. (1935): "La Région du Bas-Rhône (Etude de Géographie Régionale)", J.B. Baillièrre et Fils, Paris, 691p.
- GIL OLCINA A. (1971): "Evolución de cultivos y estructura agraria de la Canal de Navarrés", CG VALENCIA, n°8, pp.35-39.
- id. (1979): "La propiedad señorial en tierras valencianas", Del Cenja al Segura, Valencia, 276p.
- GIRALT E. (1968): "Problemas históricos de la industrialización valenciana", EG MADRID, 29, n°112-113, pp.369-395.
- id. (1971): "Introducción del guano como fertilizante agrícola en el País Valenciano y en Cataluña", III Congreso Nacional de Historia de la Medicina, Valencia 1969, Actas, vol.II, pp.441-455.
- GOZALVEZ PEREZ V. (1976): "Situación actual de la propiedad agraria en la provincia de Castellón", CG VALENCIA, n°19, pp.1-21.
- id. (1980): "Las transformaciones de las laderas en naranjal en el país valenciano", Los paisajes rurales de España, Asociación de Geógrafos Españoles, Valladolid, pp.295-302.
- id. (1981): "Las grandes explotaciones agrarias actuales en el País Valenciano", pp.213-232 in "La propiedad de la tierra en España", Depto de Geografía, Fac. de Filosofía y Letras, Universidad de Alicante, 482p.
- HALPERN E. (1934): "La huerta de Valence", ANNALES DE GEOGRAPHIE, 43, n°242, pp.146-162.

- HERIN R. (1968): "L'agrumiculture espagnole", MEDITERRANEE, 9, n°4, pp.355-383.
- id. (1975): "Le Bassin du Segura (Sud-Est de l'Espagne. Recherches de Géographie Rurale)", Thèse Université de Caen, multigraphié, 892p.
- HERNANDEZ MARCO J.L., ROMERO GONZALES J. (1980): "Feudalidad, Burguesía y Campesinado en la Huerta de Valencia", Ayuntamiento de Valencia, 147p.
- HOUSTON J.M. (1951): "Urban geography of Valencia. The regional development of a huerta city", Transactions and Papers of the Institute of British Geographers, n°15, pp.19-35. (Trad. espagnole par A. LOPEZ GOMEZ, 1957, EG MADRID, n°66, pp.151-168).
- I.G.M.E. (1975): "Proyecto de investigación hidrogeológica de la cuenca media y baja del río Júcar", Informe técnico, 11 tomes, multigraphié, Madrid.
- ISNARD H. (1978): "L'espace géographique", Le Géographe, PUF, Paris, 219p.
- JAUBERT DE PASSA M. (1823): "Voyage en Espagne dans les années 1816, 1817, 1818, 1819", Huzard, Paris, 2 vol.
- JORDAN GALDUF J.M. (1977): "Llíria i la comarca Camp de Túria: les transformacions econòmiques cap a l'interior del País Valencià", Linds, Quaderns d'Assaig, València, 57p.
- id. (1979): "Gent de Llíria (economia i societat d'un cap comarcal del País Valencià)", Conselleria de Benestar Social, Transports del País Valencià, València, 111p.
- JUILLARD E. (1961): "L'urbanisation des campagnes en Europe Occidentale", ETUDES RURALES, n°1, pp.18-33
- id. (1976): "Pour une logique des divisions régionales en Europe occidentale", REVUE DE GEOGRAPHIE DE L'EST, 16, n°3-4, pp.103-120.
- LABORDE A. (Comte de) (1834): "Itinéraire descriptif de l'Espagne", Librairie Historique, Paris, 3 vol.
- LACOMBA J. (1968): "Crisi i Revolució al País Valencià (1917)", Col·lecció Garbí, 8, València, 198p.
- LINIGER-GOUMAZ M. (1962): "L'orange d'Espagne sur les marchés européens (Le problème oranger espagnol)", Les éditions du Temps, Genève, 472p.
- LOPEZ GOMEZ A. (1951): "Riegos y cultivos en la huerta de Alicante", EG MADRID, 12, n°92, pp.701-771.
- id. (1957): "Evolución agraria de la Plana de Castellón", EG MADRID, 18, n°67-68, pp.309-360.
- id. (1966): "La huerta de Castellón", Homenaje a Amando MELON, Inst. de Estudios Pirenaicos y Inst. Elcano, CSIC, Zaragoza.
- id. (1968): "La mecanización en los regadíos valencianos", Noticias y comentarios, EG MADRID, 29, n°112-113, pp.397-422.
- id. (1978): "El veraneo tradicional en las costas valencianas" CG VALENCIA, n°22, pp.1-28.
- LOPEZ ONTIVEROS A. (1971): "Notas sobre el catastro actual como fuente geográfica", Noticias y comentarios, EG MADRID, 32, n°122, pp.119-143.
- LORENZO PARDO et alt. (1933): "Plan Nacional de Obras Hidráulicas", Ministerio de Obras Públicas, Madrid, 3 vol.
- LLUCH E. (1976): "La vía valenciana", Col. 3 i 4, n°24, E. Climent, València, 254p.
- MADDOZ P. (1846-1850): "Diccionario geográfico, estadístico, histórico de España y sus posesiones de ultramar", Madrid, 16 vol.
- MARTINEZ RODA F. (1980): "EL puerto de Valencia (estudio geográfico 1950-1978)", Depto de Geografía, Universidad de Valencia, 350p.
- MARTINEZ SERRANO J.A., REIG I MARTINEZ E., SOLER I MARCO V. (1976): "Análisis de la Economía Valenciana (1886-1972) a través del indicador de la constitución de sociedades", PANORAMA BURSATIL, Valencia, n°2, pp.27-70.
- MATEU BELLES J. (1980): "El llano de inundación del Xuquer (País valenciano): geometría y repercusiones morfológicas y paisajísticas", CG VALENCIA, n°27, pp.121-142.

- id. (1983): "La riada del Júcar y sus efectos en la Ribera", EG MADRID, 44, nº170-171, pp.187-221.
- MIGNON CH. (1974): "Un nouveau Sud en Espagne: colonisation et pionniers du campo de Dalías", ESPACE GEOGRAPHIQUE, nº4, pp.273-286.
- id. (1981): "Campagnes et paysans de l'Andalousie méditerranéenne", Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Clermont-Ferrand II, nlle série, 10, 459p.
- MIRA J.F. (1974): "Un estudi d'antropologia social al País Valencià. Vallalta i Miralcamp", Edicions 62, Barcelona, 193p.
- id. (1977): "Espagne", in "L'avenir des Campagnes en Europe Occidentale", nº Hors Série, sous la direction de H. MENDRAS, FUTURIBLES, Paris, pp.153-168.
- id. (1978): "Els Valencians i la Terra", Col·lecció 3 i 4, nº41, E.Climent, València, 194p.
- MIRANDA MONTERO M.J. (1985): "La segunda residencia en la Provincia de Valencia", Sección de Geografía, Universidad de Valencia, 260p.
- MOINDROT C. (non daté): "Le modèle agricole de J.H. von Thünen et ses applications", Cours de DEA, Université de Paris VII, multigraphié, 159p.
- MONTOLIU A. (1968): "Un ejemplo de transformación de secano en regadío: el Llano de Calabarra (Valencia)", EG MADRID, 29, nº112-113, pp.641-658.
- MORENO TORREGROSA P. (1978): "Les saisonniers espagnols dans l'agriculture française", Thèse 3<sup>e</sup> cycle, Université de Paris I, inédite, multigraphiée.
- MUNOZ J. (1970): "El poder de la Banca en España", ZYX, Madrid, 675p.
- NOSTI NAVA J., VIDAL HOSPITAL M. (1967): "Estudio sobre el coste de producción y comercialización de naranjas y mandarinas", Ministerio de Agricultura, Dirección general de economía de la producción agraria, Madrid, 181p.
- PEET R. (1969): "The spatial expansion of comercial agriculture in the XIXth century: a Von Thünen interpretation", ECONOMIC GEOGRAPHY, 45, nº4, pp.283-301.
- PENA GIMENO J.E. (1983): "Nuevos regadíos en la provincia de Valencia", VIII Coloquio de Geógrafos Españoles, Comunicaciones, AGE, Barcelona, pp.526-533.
- PEREZ CASADO R., AVELLA ROIG J. (1973): "Los precios del suelo en el País Valenciano", Sigma, Banco Industrial de Cataluña, Valencia, 168p.
- PEREZ PUCHAL P. (1966): "Estudio demográfico del Bajo Palancia", EG MADRID, 27, nº102, p.5-51.
- id. (1967): "Los embalses y el regimen de los ríos valencianos", EG MADRID, 28, nº107, pp.149-196.
- id. (1968): "El paisaje agrario del Bajo Palancia", Institución Alfonso el Magnánimo, Diputación Provincial de Valencia, 160p.
- id. (1976): "Geografía de la población valenciana", l'Estel, Serie Taronja, 16, València, 170p.
- id. (1979): "La comarcalización del territorio valenciano", EG MADRID, 40, nº154, pp.25-50.
- id. (1983): "La fecundidad como factor del crecimiento demográfico: el caso de la población valenciana", INVESTIGACIONES GEOGRAFICAS, Universidad de Alicante, nº1, pp.25-50.
- PERRIN R. (1967): "En marge de la modernisation de l'économie espagnole: la nouvelle loi tributaire", MEDITERRANEE, 8, nº1, pp.73-74.
- id. (1971): "Structures de la propriété foncière dans la partie orientale du Bassin de l'Ebre", BSLG, 5, nº3, pp.319-334.
- PESET REIG M. (1982): "Dos ensayos sobre la historia de la propiedad de la tierra", Editorial Revista de Derecho Privado, Madrid.
- PIQUERAS J. (1981): "La vid y el vino en el País Valenciano", Instituto Alfonso el Magnánimo, Valencia, 344p.
- id. (1985): "La agricultura valenciana de exportación y su formación histórica", Instituto de Estudios Agrarios, Pesqueros y Alimentarios, Serie Estudios, Madrid, 249p.

- PICO LOPEZ J. (1976): "Empresario e Industrialización", Tecnos, Madrid, 184p.
- PONSOT P. (1972): "Révolution dans les campagnes espagnoles au XIX<sup>e</sup> siècle: les désamortissements (Revue des études récentes)", Chronique scientifique, ETUDES RURALES, n°45, pp.104-123.
- QUEREDA SALA J. (1979): "Benicasim y la espectacular transformación de su paisaje", Diputación provincial de Castellón, 71p.
- de REPARAZ A. (1978): "La vie rurale dans les Préalpes de Haute-Provence", Thèse Université Aix-Marseille II, Edisud et Université de Lille III, 3 vol., 1227p.
- REYNAUD A. (1981): "Société, espace et justice", PUF, Coll. Espace et Liberté, Paris, 263p.
- del RIVERO J.M. (1978): "La industria valenciana ,hoy", Banco Industrial de Cataluña, Barcelona, 167p.
- RODENAS C. (1982): "La Banca Valenciana: una aproximación histórica", Institució Alfons el Magnànim, València.
- ROMERO GONZALES J. (1981): "Les estructures de propietat de la terra i de les unitats d'explotació al País Valencià.Mètode i fonts per al seu estudi", Economia Agrària i Història Local (I Assemblea d'Història de la Ribera), Institució Alfons el Magnànim, València, pp:161-183.
- id. (1983): "Propiedad agraria y sociedad rural en la España Mediterránea (Los casos valenciano y castellano en los siglos XIX y XX)", Serie Estudios, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, Secretaría General Técnica, Madrid, 465p.
- ROMERO VILLAFRANCA R., CARLES GENOVES J. (1973): "Ideas para una industrialización de los cítricos", in "Problemática actual de la Naranja", Joven Camara de Valencia, pp.107-118.
- ROMEU ALFARO F. (1964): "La crisis de 1917 y sus consecuencias económicas y sociales en la Región valenciana", SAITABI, Valencia, 14, pp.111-132.
- ROSSELLO VERGER V., BONO E. (1973): " La Banca al País Valencià, l'Estel, València, 181p.
- id. (1976): "Evolution récente de l'Albufera de Valencia et de ses environs", MEDITERRANEE, 27, n°4, pp.19-30.
- id. (1983): "La formación de la riada del Júcar de 1982 aguas arriba de Tous", EG MADRID, 44, n°170-171, pp.171-186.
- RUIZ TORRES P. (1981): "Señores y propietarios (Cambio social en el Sur del País Valenciano 1650-1850)", Institució Alfonso el Magnànim, Estudios universitarios, Valencia, 403p.
- SAN MARTIN ARCE R. (1978): "El cambio social en una comunidad rural (El Palmar, Valencia)", in "La problemática regional agraria en España", CSIC, Dilagro, Lerida, 460p.
- SANCHIS DEUSA C. (1984): "L'acabament de l'autopista A7 i els problemes de comunicacions pendents a la Safor", Crònica valenciana, CG VALENCIA, n°35, pp.238-240.
- SANCHIS E. (1984): "El trabajo a domicilio en el País Valenciano", Ministerio de Cultura, Instituto de la Mujer, Madrid, 256p.
- SANCHIS GUARNER M. (1972): "La ciutat de València. Síntesi d'Història i de Geografia urbana", Publicacions del Cercle de Belles Arts, València, 529p.
- SANCHO COMINS J. (1979): "La utilización agrícola del suelo en la provincia de Castellón de la Plana", Publicaciones de la Caja de Ahorros de Castellón, 260p.
- id. (1982): "Atlas de la Provincia de Castellón de la Plana", Confederación Española de Cajas de Ahorros, Madrid, 42 planches.
- SEBASTIA E. (1966): "València en les novel·les de Blasco Ibáñez. Proletariat i burgesia", l'Estel, València, 127p.
- SERRA SISTER P. (1971): "El cultivo del arroz en la Provincia de Valencia. Rentabilidad y costes de producción", Jornadas Arroceras 1970, Federación sindical de agricultores arroceros de España, Valencia, pp.370-378.
- SIMO T. (1973): "La arquitectura de la renovación urbana en Valencia", Albatros Ed., Valencia, 272p.

- SORNI MANES J., CARLES GENOVES J. (1982): "El sector cítrico español ante la adhesión a la CEE", AGRICULTURA Y SOCIEDAD, n°22, pp.187-210.
- SORRE M. (1934): "Espagne et Portugal", in Geographie Universelle sous la direction de VIDAL DE LA BLACHE et GALLOIS, Tome VII, Méditerranée, Péninsules méditerranéennes, 1° Partie, A.Colin, Paris, 234p.
- SORRIBES J. (1985): "Desarrollo capitalista y proceso de urbanización en el País Valenciano (1960-1975)" Col.lecció Politècnica, 17, Institució Alfons el Magnànim, València, 358p.
- TAMAMES R. (1976): "Introducción a la economía española", Alianza Ed., Madrid, 572p.
- TEIXIDOR M.J. (1982): "València, la construcció d'una ciutat", Col.lecció Politècnica, 2, Institució Alfons el Magnànim, Diputació de València, 144p.
- TOMAS CARPI J.A. (1977): "La economía valenciana: modelos de interpretación", Fernando Torres, Ed. Interdisciplinar 2, Valencia, 169p.
- TRULLEN J. (1961): "Un mapa de la utilización del suelo en la provincia de Castellón", Sociedad Castellonense de Cultura, Castellón, 49p.
- VALLES I SANCHIS I. (1979): "Cartografía Històrica Valenciana", Publicacions de l'Institut de Geografia de la Institució Alfons el Magnànim, n°11, València, 219p.
- VERA REBOLLO J.F. (1984): "Tradición y cambio en el campo del Bajo Segura", Instituto de Estudios Alicantinos, Serie I, n°93, Alicante, 219p.
- VICENT CORTINA V. (1954): "El puerto de Valencia", CSIC, Dpto de Geografía Aplicada del Instituto Elcano, Zaragoza, 117p.
- VIDAL Y POLO J.M. (1862): "Tablas de reducción de las antiguas medidas, pesos y monedas de Castilla, Alicante, Castellón y Valencia, al nuevo sistema métrico-decimal", Valencia.

## TABLES

### TABLE DES PHOTOGRAPHIES

#### 1<sup>e</sup> Partie: pages 66 à 68

Photo.1: La plaine littorale à Almenara (photographie aérienne).

- 2: Un huerto d'agrumes traditionnel dans la plaine littorale au nord de Valencia.
- 3: Un paysage historique: la Huerta de Valencia.
- 4: Une grande exploitation d'agrumes: la finca "Ferry", propriété d'un industriel du textile de Canals.
- 5: Alcira, l'ancien et le nouveau dans le panorama urbain.

#### 2<sup>e</sup> Partie: pages 205 à 209

Photo.6: Le réseau d'irrigation du canal de Benagéber dans le secano de Liria.

- 7: La "Casa del Rey" de l'Acequia Real del Júcar à Antella.
- 8: Les vergers d'agrumes irrigués par puits à Náquera.
- 9: Les vergers d'agrumes au milieu des cultures sèches à Monserrat.
- 10: Huerta traditionnelle et vergers de pentes à Sagunto (photographie aérienne)
- 11: L'arenal du cordon littoral au nord de la "muntanya" de Cullera.
- 12: Les rizières de la Ribera du Júcar et la "muntanya" de Cullera.
- 13: Débarquement d'oranges à Marseille au début du 20<sup>e</sup> siècle.
- 14: Le paysage agraire de la Ribera Baja du Júcar et la gare de Cullera.

#### 3<sup>e</sup> Partie: pages 307 à 311

Photo.15: Arenal cultivé et immeubles touristiques au Perellonet, sur le cordon littoral de l'Albufera de Valencia.

- 16: Cullera, la nouvelle ville touristique.
- 17: L'urbanisation de la dehesa, sur la plage du Saler (Valencia).
- 18: Torrente: les lotissements pavillonnaires dans le secano.
- 19: La croissance urbaine entre Valencia et son Grao (photographie aérienne)
- 20: El Campanar, ancien bourg agricole de la Huerta de Valencia.
- 21: Le "front" urbain de Valencia dans la périphérie nord de la ville.
- 22: La spéculation immobilière touristique à Cullera.

#### Annexes

Photo.23: La frange littorale irriguée de l'embouchure du Júcar au Cap de la Nao (imagerie satellite).p.334

- 24: La "casa de les punxes" à Barcelone.p.348
- 25: Le "castillo de Ripalda" à Valencia.p.348
- 26: Le Valle de Cárcer y Sellent (Ribera Alta du Júcar) (photographie aérienne).p.353



TABLE DES FIGURES

1<sup>e</sup> Partie: pages 69 à 89

- Fig. 1: Les surfaces irriguées et les limites du terrain d'étude (carte).
- 2: Les zones homogènes d'après les images LANDSAT 1979 (carte).
  - 3: Les cultures dominantes dans les communes irriguées (carte).
  - 4: Les agrumes dans les surfaces cultivées (1970) (carte).
  - 5: Les propriétés agricoles irriguées dans la province de Valencia d'après leur surface (A) et leur revenu cadastral (B) (graphiques).
  - 6: Les exploitations agricoles irriguées d'après leur surface (graphiques).
  - 7: Le fermage dans les zones irriguées de la province de Valencia (carte).
  - 8: Les communes prises en compte dans l'étude cadastrale de l'appropriation foncière des citoyens (carte).
  - 9: Les propriétés foncières des citoyens selon leur revenu cadastral (graphique).
  - 10: Les propriétés foncières des irrigants dans le périmètre de l'Acequia Real del Júcar (graphiques).
  - 11: Les vergers d'agrumes appartenant à des propriétaires résidant à Valencia (carte).
  - 12: La transformation du Llano de Cuart: du secano aux agrumes (carte).
  - 13: Les grandes propriétés des citoyens dans la Région Valencienne en 1972 (carte).
  - 14: Le poids foncier des villes de plus de 10.000 habitants (carte).
  - 15: Les grandes propriétés fiscales appartenant à des habitants de Valencia (carte).
  - 16: L'appropriation foncière des habitants de Valencia dans les communes de la province (carte).
  - 17: La densité de la production agraire dans la province de Valencia en 1971 (carte).
  - 18: Actifs agricoles et emploi dans une commune agrumicole: Benifairó de Valldigna (graphique).
  - 19: Statut professionnel des exploitants agricoles dans les comarcas de la province de Valencia en 1976 (diagramme triangulaire).
  - 20: Les migrations saisonnières de l'Espagne vers la France en 1972 et 1982 (cartes).
  - 21: Typologie des communes irriguées selon l'occupation professionnelle principale des exploitants agricoles résidents (matrice ordonnée).
  - 22: Densité de la population dans les provinces de Valencia et Castellón en 1970 (carte).
  - 23: Les communes selon l'importance de leur population dans les provinces de Valencia et de Castellón en 1981 (carte).
  - 24: Les agglomérations dans la Huerta de Gandía (carte).
  - 25: Les communes urbaines selon le rang et la taille dans les provinces de Valencia et de Castellón, et dans le Bajo Marquesado (graphique).
  - 26: Le réseau urbain des huertas de Valencia et de Castellón (carte).

2<sup>e</sup> Partie: pages 210 à 232

- 27: Evolution de la surface des orangeries en production de 1928 à 1972 (graphique).
- 28: Production et exportation d'oranges douces en Espagne de 1850 à 1982 (graphique).
- 29: Les modifications du schéma de la rente foncière selon Von Thünen le long du littoral méditerranéen de l'Espagne (graphiques).
- 30: La rémunération du travail dans l'agriculture des provinces du littoral méditerranéen de l'Espagne de 1962 à 1977 (graphique).
- 31: L'évolution de la production légumière et fruitière des provinces méditerranéennes de l'Espagne (graphique).

- 32: Diagramme ombrothermique de la station de Manises.
- 33: Histogramme de fréquence des hauteurs annuelles de précipitations à Valencia (graphique).
- 34: Bilan de l'eau dans le bassin moyen et aval du Júcar et du Turia (organigramme)
- 35: Les canaux d'irrigation du Turia et du Júcar au début du 19<sup>e</sup> siècle (carte ancienne).
- 36: Barrages et périmètres irrigués par les eaux de surface dans les provinces de Valencia et de Castellón (carte).
- 37: Le système d'irrigation gravitaire de la Ribera du Júcar (graphique).
- 38: Carte de localisation des puits d'irrigation dans la zone littorale de Castellón au cap de la Nao.
- 39: Occupation agricole du sol dans la plaine littorale au sud de Valencia en 1944-1947 (carte).
- 40: Les puits d'irrigation dans la Ribera du Júcar et la Valldigna (carte).
- 41: Evolution chronologique des aires communales de culture des agrumes et du riz dans la province de Valencia (cartes).
- 42: Les propriétaires de Valencia dans les terres irriguées par l'Acequia Real del Júcar depuis un siècle (cartes).
- 43: Les communautés d'irrigation dont le siège est dans une ville (carte).
- 44: Les propriétaires résidant à Valencia dans 7 communautés d'irrigation depuis un siècle (graphique).
- 45: Les relations intersectorielles de l'agriculture irriguée (organigramme).
- 46: Les circuits de commercialisation des agrumes au début des années 1970 dans la Région de Valencia (organigramme).
- 47: Le groupe PASCUAL en Espagne et en Europe (cartes).
- 48: Localisation des exportateurs d'agrumes figurant parmi les 100 premiers d'Espagne pour la campagne 1977/78 (carte).
- 49: Les établissements d'expédition des agrumes dans la province de Valencia en 1971 (carte).
- 50: Evolution des moyens de transport dans l'exportation des agrumes espagnols de 1950 à 1982 (graphique).
- 51: Le trafic du port de Valencia de 1878 à 1974 (graphique).
- 52: Le réseau de communication et les centres d'expédition des agrumes (carte).
- 53: Conserveries de fruits et légumes et industries des jus de fruits et dérivés (carte).
- 54: Profils fréquentiels de la répartition des établissements selon le nombre d'emplois dans les branches industrielles liées à l'activité agricole (graphique).
- 55: Salaires agricoles moyens journaliers dans la province de Valencia en 1930 et 1967 (cartes).
- 56: Evolution des formes d'occupation de l'espace rural dans la zone littorale des provinces de Valencia et de Castellón de 1850 à 1980 (coupes): dans le texte, p.201
- 57: Evolution de la population des partidos judiciales dans les provinces de Valencia et de Castellón, de 1900 à 1980 (graphique et carte).

3<sup>e</sup> Partie: pages 312 à 321

Fig.58: Les migrations interprovinciales concernant les provinces de Valencia et de Castellón de 1961 à 1970 (cartes).

- 59: Evolution des surfaces irriguées dans les communes de la Huerta de Valencia et du Campo de Liria de 1970 à 1977 (carte).
- 60: Evolution des salaires agricoles journaliers en Espagne de 1960 à 1983 (graphique).
- 61: Les prix des agrumes espagnols à la production et sur les marchés de consommation de 1955 à 1982 (graphique).
- 62: Production et exportation des agrumes espagnols (oranges et mandarines), de 1950 à 1982 (graphique).

- 63: Rythme mensuel de l'exportation des agrumes espagnols en 1967/68 et 1982/83 (graphique).
- 64: La riziculture valencienne de 1930 à 1982 (graphique).
- 65: Les cultures irriguées dans la basse vallée du Júcar de 1956 à 1972 (carte).
- 66: Les migrants saisonniers dans la province de Valencia en 1973 (cartes).
- 67: Evolution de la population communale dans les provinces de Valencia et de Castellón de 1960 à 1980 (cartes).
- 68: Comportements démographiques communaux de 1975 à 1980 dans la Ribera du Júcar (A) et dans le Campo de Liria (B) (cartes).
- 69: Comportements démographiques des comarcas des provinces de Valencia et de Castellón dans les périodes 1960-65 et 1975-80 (cartes).
- 70: Croquis régional des huertas de Valencia et de Castellón et de leurs marges: dans le texte, p.297.
- 71: Les différents stades du système agrumicole valencien (organigramme): dans le texte, page 303.

Annexes: pages 327 à 372

Fig.72: Les limites du terrain d'étude (carte).p.331

- 73: Carte des partidos judiciales avant la réforme de 1965.p.331
- 74: Les comarcas des provinces de Valencia et de Castellón (carte).p.332
- 75: Les comarcas des C.E.S.S. de Valencia (carte).p.332
- 76A: Les villes des provinces de Valencia et de Castellón selon les grands secteurs d'activité en 1960 (diagramme triangulaire).p.338
- 76B: Les villes des huertas de Valencia et de Castellón selon la structure professionnelle de la population active parmi les hommes qui se sont mariés en 1975-77 (diagramme triangulaire).p.338
- 77: Matrice ordonnée des villes des huertas des provinces de Valencia et de Castellón.p.339
- 78: Modèle général de la croissance spatiale d'une ville de huerta et de son agglomération portuaire sur le littoral valencien (carte).p.343
- 79: Morphologie urbaine d'Alcira (carte).p.344
- 80: Morphologie urbaine de Gandía et de son Grao (carte).p.344
- 81: Résidence urbaine des exploitants ayant plus de 100.000 pts de revenu cadastral en 1973 à Valencia (carte).p.347
- 82: Bassin versant du Júcar et précipitations du 18 au 22.10.82 (carte).p.351
- 83: Extension de la crue du Júcar en octobre 1982 (carte).p.351
- 84: La Ribera Baja du Júcar vue de la Montagne de Cullera (croquis).p.352
- 85: Le Valle de Cárcer y Sellent (croquis de photo-interprétation).p.354
- 86: Evolution de la population et facteurs démographiques dans les comarcas des provinces de Valencia et de Castellón de 1975 à 1980 (cartes).p.360
- 87: Evolution de la population des communes traversées par l'axe routier Valencia-Aras de Alpuente depuis le début du siècle: profils (A) et droites de régression (B) (diagrammes).p.361
- 88: Evolution de la population des communes traversées par l'axe routier Valencia-Villargordo del Cabriel depuis le début du siècle: profils (A) et droites de régression (B) (diagrammes).p.362
- 89: Schéma des états successifs de l'évolution de la population entre le centre littoral et la périphérie intérieure dans les provinces de Valencia et de Castellón depuis un siècle (diagramme).p.363
- 90: Les deux types de migrations dans les provinces de Valencia et de Castellón (matrice des corrélations et graphe associé).p.366
- 91: Matrice d'information spatiale (A) et matrice graphique ordonnée (B) des migrants vers l'étranger dans les provinces de Valencia et de Castellón.p.367
- 92: Les systèmes agricoles des petites régions (matrice des corrélations et graphe associé).p.370
- 93: Matrice d'information spatiale (A) et matrice graphique ordonnée (B) des comarcas de la province de Valencia .p.371

TABLE DES TABLEAUX STATISTIQUES

1<sup>o</sup> Partie: pages 90 à 99

Tab.1: Emploi et production par secteurs d'activité dans les provinces de Valencia et de Castellón en 1981.

- 2: Fréquence communale des principales cultures irriguées dans la province de Valencia.
- 3: La propriété foncière dans les communes irriguées.
- 4: La propriété dans les communautés d'irrigation.
- 5: Les propriétés foncières selon leur revenu cadastral dans 3 comarcas irriguées de la province de Valencia.
- 6: Les exploitations dans les communes irriguées de la province de Valencia.
- 7: Propriétés et exploitations dans 3 communes irriguées de la province de Valencia.
- 8: L'appropriation foncière des citoyens dans les provinces de Valencia et de Castellón d'après le Cadastre de 1964.
- 9: La propriété foncière dans la communauté d'irrigation de Villanueva de Castellón.
- 10: La propriété foncière des habitants de Valencia dans leur province d'après une enquête de la Chambre d'Agriculture.
- 11: Les grandes propriétés dans la province de Valencia, selon les cultures et le domicile des propriétaires.
- 12: Les modes de faire-valoir dans l'appropriation foncière des habitants de Valencia.
- 13: Les habitants de Valencia dans le périmètre de la communauté d'irrigation de Sueca.
- 14: Les grandes propriétés foncières des provinces de Valencia et de Castellón.
- 15: Le poids foncier des villes dans les provinces de Valencia et de Castellón.
- 16: Les consommations intermédiaires de l'agriculture dans les provinces de Valencia et de Castellón.
- 17: les coûts de production par hectare des principaux produits du regadío valencien.
- 18: Les exploitants agricoles résidents selon leur activité principale, dans 6 communes irriguées.
- 19: Résumé du tableau 18 par zones et par groupes d'activités principales.
- 20: Répartition des communes selon leur population dans la province de Valencia.
- 21: La population active agricole selon la dimension des communes dans les provinces de Valencia et de Castellón.

2<sup>o</sup> Partie: pages 233 à 239

Tab.22: Evolution des cultures irriguées dans la province de Valencia.

- 23: Evolution des cultures irriguées dans la province de Valencia selon la valeur finale de la production.
- 24: Production et commercialisation des agrumes en Espagne.
- 25: Situation climatique de Valencia sur la côte méditerranéenne de l'Espagne.
- 26: Les principaux barrages-réservoirs dans le bassin du Júcar-Turia.
- 27: Les principales communautés d'irrigation sur le cours aval des fleuves.
- 28: Evolution des modes d'irrigation dans les provinces de Valencia et de Castellón.
- 29: Le coût comparé de l'eau d'irrigation dans les provinces espagnoles.
- 30: L'origine des propriétaires dans les terres irriguées de Villanueva de Castellón en 1799.

- 31: Structure de la propriété foncière dans les périmètres de la communauté de l'Acequia Real del Júcar.
- 32: Evolution de la part respective des habitants de la commune et de Valencia dans différentes communautés d'irrigation.
- 33: Les propriétaires résidant à Valencia dans les instances principales de l'Acequia Real del Júcar.
- 34: Evolution de l'appropriation foncière des habitants de Valencia dans la communauté d'irrigation du Valle de Cárcer y Sellent.
- 35: Les firmes d'exportation d'agrumes des provinces de Valencia et Castellón.
- 36: Les centres de l'exportation des agrumes d'après la localisation des firmes.
- 37: Les coûts de commercialisation des agrumes pour l'exportateur.
- 38: La part des différents modes de transport dans l'exportation des agrumes et des oignons espagnols.
- 39: Les expéditions de fruits et de légumes frais dans le trafic du port de Valencia.
- 40: Les établissements industriels liés à l'agriculture irriguée dans les provinces de Valencia et de Castellón.

3<sup>e</sup> Partie: pages 322 à 326

Tab.41: Croissance de l'emploi et du produit industriel dans les provinces de Valencia et de Castellón.

- 42: La population active par grands secteurs d'activité dans la province de Valencia.
- 43: La dynamique spatiale de l'industrie dans la province de Valencia.
- 44: Les composantes de la croissance démographique des provinces de Valencia et de Castellón de 1950 à 1980.
- 45: Evolution comparée de la population selon les catégories de communes dans la province de Valencia (1950-1980).
- 46: Bilan naturel selon les catégories de communes dans les provinces de Valencia et de Castellón (1975).
- 47: Evolution démographique de quelques villes caractéristiques de 1960 à 1980.
- 48: Comparaison de la structure du revenu agricole dans la province de Valencia et en Espagne.
- 49: L'Espagne dans les exportations d'agrumes (oranges et mandarines) du Bassin Méditerranéen.
- 50: Les marchés extérieurs des agrumes espagnols (oranges et mandarines, campagne 1982/83).
- 51: Evolution du verger d'agrumes dans les provinces de Valencia et de Castellón.
- 52: Structure par âge du verger d'agrumes dans la province de Valencia.
- 53: Evolution de la population active agricole dans la province de Valencia et en Espagne.
- 54: Caractéristiques de la population des migrants saisonniers dans la province de Valencia (1965-1980).

Annexes:

Tab.55: Estimation des dégâts liés à la crue du Júcar d'octobre 1982.p.350

- 56: Evolution de la population dans quelques communes du regadío valencien de 1910 à 1920.p.356
- 57: Evolution de la population communale d'Alcira de 1900 à 1930.p.356
- 58: Evolution de la population des communes situées le long de la route C 234 de Valencia à Aras de Alpuente.p.359
- 59: Comparaison de l'évolution de la population sur trois axes différents.p.359

TABLE DES MATIERES

Titre: Agriculture irriguée et organisation de l'espace dans les huertas de Valencia et de Castellón (Espagne)

INTRODUCTION.....	Page 2
PREMIERE PARTIE: LES ESPACES IRRIGUES VALENCIENS.....	7
CHAPITRE I: PAYSAGES ET CULTURES.....	8
A. Le cadre géographique: un littoral méditerranéen.....	8
B. Les trois paysages irrigués.....	10
1. Les agrumes	
2. Les cultures de huerta	
3. Les rizières	
C. La dominante agrumicole.....	11
CHAPITRE II: LES STRUCTURES FONCIERES DU REGADIO.....	12
A. Propriétés et exploitations.....	13
1. Un microfundium nuancé	
a. Des propriétaires nombreux, une structure moyennement contrastée	
b. Des nuances selon les systèmes de cultures	
2. Un faire-valoir direct dominant	
3. Des exploitations calquées sur les propriétés	
4. Un parcellaire pulvérisé	
B. Une appropriation foncière citadine omniprésente.....	18
1. Une estimation malaisée	
2. La mesure de son importance	
3. Un poids économique renforcé	
a. Des propriétés plus vastes	
b. Des cultures plus spécialisées	
c. Des exploitants directs	
4. Propriétés et exploitations citadines	
a. La petite propriété	
b. La moyenne et la grande propriété	
c. Les grandes exploitations citadines	
(* Le "huerto", * Le mas de <u>secano</u> transformé, * Le grand domaine rizicole,	
* Les grandes exploitations de type capitaliste, * Les propriétaires)	
5. Les rayons fonciers et le poids des villes	
a. Propriétés et propriétaires dans l'espace régional	
b. La prépondérance valencienne	
c. Les villes petites et moyennes	
d. L'appropriation extra-régionale	
Conclusion.....	34

CHAPITRE III: LA COMPLEXITE DES SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLES.....	35
A. Des systèmes de production intensifs.....	35
1. La densité de l'occupation du sol	
2. La recherche des prix intéressants	
B. Des coûts de production élevés.....	37
1. Le gonflement des consommations intermédiaires	
a. Les engrais: un marché ancien	
b. Les produits phytosanitaires: un emploi récent et massif	
2. Une mécanisation tardive et nuancée	
a. Le rôle de la petite mécanisation et des travaux à façon	
b. Une mécanisation tardive	
c. Un impact différent selon les types de cultures	
3. Les nuances des trois systèmes de production	
C. Le travail agricole dans les huertas.....	46
1. Une demande qui reste considérable	
2. Une demande saisonnière de travail salarié	
3. Rythmes d'emploi et chômage partiel	
4. Les palliatifs	
a. Le développement de l'agriculture à temps partiel	
b. Les migrations saisonnières	
5. Une main-d'oeuvre mal cernée: les aides familiaux et les femmes	
6. Les systèmes agricoles: exploitants et salariés	
a. Les exploitations du <u>regadío</u>	
b. Une nouvelle typologie	
Conclusion.....	53
CHAPITRE IV: VILLAGES ET VILLES DES HUERTAS.....	54
A. Les formes de l'habitat.....	55
1. Une faible dispersion	
2. Les agglomérations	
B. Les gros villages.....	56
1. Un semis dense	
2. Des villages peu "campagnards"	
3. Un peuplement et des équipements plus "urbains"	
C. Les villes "agricoles".....	59
1. Un maillage urbain très serré	
2. Les villes et l'agriculture	
a. Les centres régionaux	
b. Les agglomérations à tendance agricole	
c. Les villes à dominante industrielle	
3. Un zoning marqué par l'histoire des huertas	
a. Le centre historique	
b. La périphérie ancienne	
c. La périphérie récente et actuelle	
Conclusion.....	64
CONCLUSION DE LA 1 <sup>re</sup> PARTIE.....	65
Illustrations.....	66

DEUXIEME PARTIE: LA MISE EN PLACE DU SYSTEME SPATIAL DES HUERTAS.....	100
CHAPITRE I: L'EVOLUTION GENERALE DES PRODUITS DU REGADIO VALENCIEN.....	101
A. De la polyculture aux systèmes spécialisés.....	101
B. Le rôle des marchés: l'exemple des agrumes.....	103
1. La prépondérance des exportations	
2. La croissance du marché intérieur	
3. L'essor de la concurrence sur les marchés extérieurs	
C. L'agriculture d'exportation valencienne dans l'Espagne méditerranéenne...105	
1. L'évolution du transport maritime au milieu du 19 <sup>e</sup> siècle	
2. L'intégration complète de la façade méditerranéenne dans le marché européen au milieu du 20 <sup>e</sup> siècle	
3. Les conséquences pour le <u>regadío</u> valencien	
CHAPITRE II: L'HOMME ET L'EAU.....	111
A. Les besoins en eau agricole.....	111
1. Climat et précipitations	
2. Les nuances régionales	
3. Le bilan hydrique et l'irrigation	
B. Les ressources en eau.....	114
1. Des eaux de surface irrégulières	
a. La faiblesse des débits	
b. L'irrégularité des débits	
2. Des eaux souterraines abondantes	
3. Le bilan dans le bassin moyen et aval du Júcar et du Turia	
C. Aménagements et gestion de l'eau.....	116
1. Les eaux de surface	
a. Des barrages-réservoirs tardifs	
b. La fin des étiages	
c. Les inondations: un danger toujours présent	
d. Les travaux récents et l'extension des irrigations	
2. Les communautés d'irrigation	
a. Une grande diversité de taille	
b. Le partage de l'eau	
c. La gestion des communautés	
3. Les puits: une croissance continue depuis la fin du 19 <sup>e</sup> siècle	
a. Puits individuels et collectifs	
b. La forme d'expansion la plus remarquable	
(* Les périodes de croissance, * Les zones de croissance)	
c. Des problèmes particuliers	
(* Une irrigation traditionnelle, * La surexploitation des nappes aquifères, * Le coût croissant des transformations)	
d. Les conséquences économiques	
D. Défrichements et drainages.....	131
1. L' <u>arenal</u>	
2. La <u>marjal</u>	
a. Les nuances de la <u>marjal</u>	
b. Un paysage menacé	



c. Des situations variées (* Les <u>marjales</u> anciennes presque ou totalement conquises, * Les <u>marjales</u> bonifiées ou en cours de bonification, * Les grandes <u>marjales</u> et les lagunes permanentes)	
Conclusion.....	137
CHAPITRE III: LA MISE EN PLACE DE L'APPROPRIATION FONCIERE DES CITADINS.....	138
A. La problématique générale de l'appropriation foncière et de son évolution.	138
B. La situation au début du 19 <sup>e</sup> siècle.....	139
1. La situation à Villanueva de Castellón	
2. La grande propriété locale dans les rizières de Sueca	
3. Le poids de Valencia dans sa huerta	
C. La quasi-disparition des grands propriétaires traditionnels.....	142
1. La vente des biens du clergé	
2. La lente décroissance de la propriété nobiliaire	
D. Les citadins et la terre.....	146
1. La situation au milieu du 19 <sup>e</sup> siècle	
2. L'évolution de l'appropriation citadine dans les communautés d'irrigation	
a. les conquêtes progressives de la propriété locale	
b. La fin du colonat	
c. La permanence des citadins à la tête des grandes communautés	
3. Les citadins et l'irrigation par puits	
Conclusion.....	154
CHAPITRE IV :L'ECONOMIE REGIONALE ET L'AGRICULTURE IRRIGUEE.....	157
A. Le commerce d'expédition des produits agricoles.....	157
1. Un grand nombre d'intermédiaires	
2. Produits maraîchers et légumes de plein champ	
3. L'exportation des agrumes	
a. Le système d'achat à la production	
b. Les firmes	
(* Un groupe contrasté, * Les catégories d'exportateurs, * Un cas particulier: le groupe "Pascual", * Les relations avec l'étranger, * Les coopératives)	
4. Exportation et économie régionale	
a. Firmes et centralité	
b. Firmes et emploi	
c. L' <u>almacén</u> au centre des relations intersectorielles	
B. L'évolution des systèmes de transport.....	174
1. Le déclin du transport maritime	
a. Les ports et l'économie régionale	
(* Les anciens ports de l'orange, * Un port multifonctionnel: Valencia)	
b. Agents et compagnies: les restes d'une fortune passée	
c. Un bilan mitigé	
2. La faiblesse relative du chemin de fer	
a. L'infrastructure ferroviaire	
(* Les gares d'expédition, * Les moyens de transport)	
b. Chemin de fer et économie régionale	

3. La révolution des transports routiers	
a. Trois sortes de transport ( * Un trafic provincial, * Un trafic national, * Un trafic international)	
b. Les outils ( * Camions, firmes et emploi, * Le réseau routier)	
C. Les activités industrielles liées à l'agriculture.....	187
1. La chimie agricole	
a. L'industrie des engrais ( * Le temps des importations, * Les implantations industrielles d'origine régionale)	
b. La chimie de protection	
2. Le matériel agricole	
3. Les industries agro-alimentaires	
a. Les firmes	
b. Une matière première insuffisante	
c. Un marché difficile	
d. L'évolution récente	
4. Les activités liées au commerce d'expédition	
a. Papier fin et impression	
b. L'industrie des emballages	
c. Les équipements de conditionnement des produits agricoles	
Conclusion.....	198
CONCLUSION DE LA 2 <sup>e</sup> PARTIE.....	200
Illustrations.....	205
TROISIEME PARTIE :ESPACE URBANISE ET SYSTEME AGRICOLE IRRIGUE.....	240
CHAPITRE I: LE SYSTEME INDUSTRIEL ET URBAIN DOMINANT.....	241
A. L'évolution industrielle de l'économie valencienne.....	241
1. La population active s'accroît rapidement et change de structure	
2. Industries de main-d'oeuvre et avantages de localisation	
3. La composante locale	
a. Un milieu industriel régional dynamique et entreprenant	
b. Des économies externes considérables	
4. Petites firmes et grands établissements	
a. La mutation industrielle du Campo de Liria	
b. Les créations récentes du secteur dominant ( * Une nouvelle politique industrielle, * Des résultats inégaux)	
B. La croissance du secteur tertiaire.....	250
1. La tertiarisation de l'économie régionale	
2. Une croissance touristique originale	
C. La croissance urbaine.....	252
1. Le troisième pôle d'attraction de la population espagnole	
2. Les villes accaparent l'essentiel de la croissance démographique	
3. Changements fonctionnels et croissance différentielle des villes	
D. Les conséquences spatiales pour l'agriculture irriguée.....	256
1. La compétition pour le sol	
a. Le recul des surfaces irriguées	
b. L'impact de la croissance urbaine	

c. L'exemple de la Huerta de Valencia	
d. Les infrastructures: autoroutes et zones industrielles	
e. Tourisme et résidences secondaires	
2. La compétition pour l'air et l'eau	
3. L'impact sur les mentalités paysannes	
Conclusion.....	265
CHAPITRE II: LA "CRISE" AGRICOLE.....	266
A. La diminution des revenus agricoles de la terre.....	266
1. La hausse des coûts de production	
2. La stagnation des prix agricoles	
a. Les agrumes	
b. Le riz	
B. Les conséquences.....	271
1. Dans les modes d'utilisation agricole du sol	
a. Le verger d'agrumes: croissance, stabilisation et vieillissement	
b. Les rizières: recul rapide et stabilisation	
c. Les cultures de huerta: recul et mutations rapides	
2. Dans l'emploi: recul des actifs, chômage et migrations saisonnières	
a. La décroissance des actifs	
b. Chômage et migrations saisonnières	
( * La permanence des migrations agricoles, * Les caractéristiques de cette émigration, * Emigration et systèmes spatiaux, * Les migrations dans la Ribera du Júcar, * La situation actuelle)	
c. Les activités de substitution	
Conclusion.....	285
CHAPITRE III: ESPACE IRRIGUE ET GEOGRAPHIE REGIONALE.....	286
A. La nouvelle dynamique de la population rurale.....	286
1. Le modèle local des espaces irrigués	
a. La Ribera du Júcar	
b. Le Campo de Liria	
2. Le modèle régional de Valencia et Castellón	
a. Période 1960-65	
b. Période 1975-80	
B. De nouveaux rapports spatiaux entre les villes et les huertas.....	292
1. Le métamorphisme périurbain	
2. Les zones agricoles irriguées traditionnelles plus ou moins transformées	
3. Les marges du <u>regadío</u>	
Conclusion.....	295
CONCLUSION DE LA 3 <sup>e</sup> PARTIE.....	299
CONCLUSION GENERALE.....	301
Illustrations.....	307

ANNEXES

- 1: Glossaire.....	327
- 2: Cadres géographiques de l'étude.....	330
- 3: Télédétection et zones homogènes.....	333
- 4: Les sources de la géographie agraire.....	335
- 5: Les villes.....	337
- 6: La "riada" du Júcar d'octobre 1982.....	349
- 7: Les paysages irrigués.....	352
- 8: La population.....	355
- 9: L'analyse de la croissance différentielle.....	364
-10: Les migrations saisonnières.....	365
-11: Typologie des petites régions.....	369
SOURCES DOCUMENTAIRES ET BIBLIOGRAPHIQUES.....	373
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	379
TABLE DES PHOTOGRAPHIES.....	387
TABLE DES FIGURES.....	388
TABLE DES TABLEAUX STATISTIQUES.....	391
TABLE DES MATIERES.....	393

## INDICE

Agricultura de regadío y organización del espacio en las huertas de Valencia y de Castellón (España)	
Introducción.....	2
1a Parte: El regadío valenciano.....	7
Cap.1: Paisajes y cultivos.....	8
- El marco geográfico: un litoral mediterráneo.	
- Los tres paisajes de regadío.	
- La dominante cítrica.	
Cap.2: Las estructuras de la tierra en el regadío.....	12
- Propiedades y explotaciones.	
- Una omnipresente apropiación de la tierra por los habitantes de las ciudades.	
Cap.3: La complejidad de los sistemas de producción agrícolas.....	35
- Unos sistemas de producción intensivos.	
- Unos altos costes de producción.	
- El trabajo agrícola en las huertas.	
Cap.4: Pueblos y ciudades de las huertas.....	54
- Las formas del hábitat.	
- Los grandes pueblos.	
- Las ciudades "agrícolas".	
2a Parte: El asentamiento del sistema espacial de las huertas.....	100
Cap.1: La evolución general de los productos del regadío valenciano.....	101
- Del policultivo a los sistemas especializados.	
- El papel de los mercados: el caso de los cítricos.	
- La agricultura valenciana de exportación en la España mediterránea.	
Cap.2: El hombre y el agua.....	111
- Las necesidades de agua para la agricultura.	
- Los recursos de agua.	
- Infraestructuras y administración del agua de riego.	
- Roturaciones y drenajes.	
Cap.3: La evolución de la apropiación de la tierra por los habitantes de las ciudades.....	138
- La problemática general de la apropiación y de su evolución.	
- La situación a principios del siglo XIX.	
- La casi desaparición de los grandes terratenientes tradicionales.	
- Los habitantes de las ciudades y la tierra.	
Cap.4: La economía regional y la agricultura de regadío.....	157
- El comercio de expedición de los productos agrícolas.	
- La evolución de los sistemas de transporte.	
- Las actividades industriales ligadas a la agricultura.	
3a Parte: Espacio urbanizado y sistema agrícola de regadío.....	240
Cap.1: El sistema industrial y urbano dominante.....	241
- La evolución industrial de la economía valenciana.	
- El crecimiento del sector terciario.	
- El crecimiento urbano.	
- Las consecuencias espaciales para la agricultura de regadío.	
Cap.2: La "crisis" agrícola.....	266
- El descenso de las rentas agrícolas de la tierra.	
- Las consecuencias.	
Cap.3: Regadío y geografía regional.....	286
- La nueva dinámica de la población rural.	
- Nuevas relaciones espaciales entre ciudades y huertas.	
Conclusión.....	301
Anejos.....	327
Fuentes documentales.....	373
Bibliografía.....	379
Índice (fotografías, figuras, tablas, materias).....	387

INDEX DES NOMS DE COMMUNES ET DE PETITES REGIONS (COMARCAS) CITES DANS LE TEXTE

Ademuz: 288  
Ademuz (Rincon de): 289  
Alacuas: 262  
Albaida: 202  
Albaida (comarca, valle de): 9,35,49,54,127,273,295  
Alberique: 102,159,202  
Albocacer: 202  
Alboraya: 151,259  
Albuixech: 151  
Alcantara de Jucar: 288  
Alcira: 31,32,55,57,59-61,63,68,102,112,127,128,148-150,153,160,161,169,172,179,180,182,184,195,196,198,202,203,255,260  
Alcora: 245,248,255  
Alcoy: 195  
Alcudia de Carlet: 171  
Alafafar: 11  
Alfarp: 287  
Algemesi: 25,32,59,61,148,150,166,170,179  
Alginet: 61,160,169,254,255,287  
Alicante: 31,33,34,166,179,181,186,196,199,244,258,291  
Almacera: 259  
Almansa: 179,181  
Almazora: 31,59,61,255  
Almenara: 28,32,66,112,135,167  
Almoines: 52,53  
Almusafes: 137,245,248,249,260  
Altura: 28  
Anna: 152  
Antella: 121  
Aras de Alpuente: 289  
Ayora: 202  
Ayora (comarca, valle de): 49,290,295  
  
Bajo Marquesado (Denia): 5,9,31,106,128,154,167,256,289,290,294  
Bajo Palancia: 5,11,30,49,118,127,185,194,256,280  
Bechi: 52,53,127  
Benavites: 57,116  
Benageber: 118,119,137  
Benaguacil: 119,246  
Beniarjo: 172  
Benicarlo: 4,8,40,61,255  
Benicasim: 8,10,135,251,294  
Benifairo: 57  
Benifairo de les Valls: 116  
Benifairo de Valldigna: 46,47,49,52,53  
Benifayo: 61,160,161,254,275  
Beniparrell: 11,17,52,53,260  
Betera: 25,29,30,119,153  
Bugarra: 288  
Buñol: 291  
Buñol (Hoya de): 9,127,245,256,273,289,294,295  
Burjasot: 127,257  
Burrjana: 13,14,31,32,59,61,63,106,135,169,172,178,180,195,198,203,284

Burriana (port de): 175,176,178,179

Cabañal (Valencia): 158

Campanar (Valencia): 258

Campo de Liria (ou de Turia): 5,9,10,32,35,103,119,127,160,245,256,273,274,280,287-289,294,295

Campo de Vinaroz: 289

Canal de Navarrés: 9,127,152,273,295

Canals: 29,255

Canet de Berenguer: 194

Carcagente: 31,32,55,59,61,140,148,152,169,179

Carcer: 14,173,288

Carlet: 61,62,102,127,202,255

Casinos: 119

Castellar (Valencia): 23,258

Castellon: 3,17,31,32,50,54,60,61,63,106,109,111,119,126,127,133,135,146,166,167,169,172,179,185,188-191,198,202,245,247,248,255,256,262,274,280,289,293-296,301

Castellon (Plana de): 5,9-11,15,30-32,39,42,52-54,58,106,112,117,118,124,127,167,172,175,176,185,191,202,203,245,253,256,267,273,279,280,289,190,293

Castellon (port de): 175,176,261

Catadau: 287

Catarroja: 140,153,255

Cocentaina: 195

Cofrentes: 290

Corbera de Alcira: 31,55,145,153,288

Cortes de Arenoso: 289

Cotes: 11,288

Cullera: 3,11,32,59,61,112,121,132,160,161,165,179,181,251,255,264,275,282,287

Cuart de les Valls: 57,116

Cuart de Poblet: 189

Cuartell: 57,116

Chelva: 202

Cheste: 26,294

Chilches: 173

Chirivella: 258

Chiva: 202

Daimuz: 132,293

Denia: 10,62,106,107,166,202,251,255,304

Enguerra: 202, 290

Eliana (La) :246

Faura: 57,116

Favareta: 288

Fuente San Luis (Valencia): 23

Gabarda: 128

Gandia: 31,32,54,59-61,102,106,112,127,131,132,136,146,160,161,166,169,172,179,181,184,185,196,202,203,252,255,293

Gandia (Huerta de): 5,9,11,25,30,31,39,49,52,53,57,60,127,176,191,195,256,259,280,289,290,293,295

Gandia (port de): 175,176,179

Gestalgar: 288

Guadasuar: 152

Guardamar: 132

Jaraco: 185

Jativa: 31,62,102,140,150,160,161,179,181,194,195,202,287  
Jativa (Costera de): 5,9,10,44,49,54,127,256,274,280  
Javea: 3,62,127,128,135,251,255,294  
Jeresa: 131,136

Liria: 26,61,119,128,154,159,160,202,276,288,291,294  
Loriguilla: 118  
Lucena: 202

LLauri: 288  
LLombay: 287

Manises: 31,247  
Marina d'Alicante: 54,127,289  
Marina Alta: 5  
Marines: 288  
Masalfasar: 18,53,135  
Masanasa: 258  
Masamagrell: 52,159,160  
Millares: 119  
Miramar: 132  
Moncada: 29,119,127,159,257  
Moncofar: 135,262,284  
Monserrat: 287  
Montesa: 29  
Montesa (Valle de): 9,54,290,291  
Montroy: 287  
Morella: 202  
Museros: 160

Nules: 59,202

Oliva: 44,59,61,134,135,184,194,274  
Oliveral (Valencia): 23,258  
Olocau: 288  
Onda: 53,57,59,61,127,246,255  
Onteniente: 195,202  
Orihuela: 29,31,33  
Oropesa: 8:28,135,136

Palmar (el, Valencia): 23,134,136,241  
Paterna: 119,257,260  
Peñíscola: 40,135  
Pego: 28,44,128,134,135,167,168,202,255,274,294  
Pereñó (el, Valencia): 134,136,251  
Perellonet (el, Valencia): 136  
Picaña: 31,153,262  
Picasent: 11,25,30,153,249,255,283  
Piles: 132,293  
Poliña: 11  
Potries: 293  
Puebla de Farnals: 28,136,252  
Puebla Larga: 28,288  
Puebla de Vallbona: 119,154,160,161,246  
Puig: 11,134,136,140,274  
Puzol: 61,127,128,134,140,161,180,274

Real de Gandia: 293



Real de Montroy: 287  
Requena-Utiel (comarca de): 33,49,290  
Ribera du Jucar: 14,30,32,49,50,60,61,119,152,171,182,185,271,273,275,279,280-282,287-289  
Ribera du Jucar (Baja): 5,10,11,14-17,21,22,51,52,119,127,134,141,153,160,245,277,282,285,287,290,293,295  
Ribera du Jucar (Alta) 5,11,14,15,17,20,25,32,39,49,54,119,127,128,131,140,159,160,179,191,251,256,  
274,282,287,290,293,295  
Riola: 285  
  
Safor: 5,9,106,260  
Sagunto: 3,8,9,13,14,31,32,49,57,61,102,115,119,121,124,128,135,137,149,172,180,185,194,202,245,247-249,  
254,260,284,290,293  
Saler (el, Valencia): 55,134,136,251,252  
San Mateo: 202  
Segorbe: 202  
Sellent: 13,14  
Serra: 288  
Serrallo (Poligono del, Castellon): 260,261  
Serranos (los, comarca de): 49,295  
Silla: 134,180,185,188,249,287  
Sollana: 22,149,287,293  
Sueca: 13,14,17,18,23,32,43,50,59,61,63,102,127,140,141,145,149,153,160,173,184,195,255  
Sumacarcel: 25  
  
Tabernes Blanques: 134,258  
Tabernes de Valldigna: 9,61,134,136,251,252,274  
Torreblanca: 8,9,127,133  
Torrente: 102,127,147,150,160,202,253  
Tous: 119  
Tuejar: 118  
Turis: 26,147  
  
Utiel: 30  
  
Valencia: 2,3,5,6,9,11,13,14,17-20,23-26,29-34,39,54-56,59-62,102,106,109-113,118,120,121,124,126,127,  
132,135,136,140-145,147-153,158-160,163,166-168,170,172,179-181,184,186,188,189,191,195,198,202,203,  
245-248,250,251,253,254,256,257,259,261,274,279,280,282-284,287-290,293-296,299,301,302,305  
Valencia (port de): 38,175,176,178,181,187  
Vall d'Uxo: 61,127,167,247,255,290  
Valldigna (comarca de la): 9,34,274,276,287,289  
Valles (los): 57,115  
Villalonga: 195  
Villanueva de Castellón:17,20,31,61,62,140,141,145,195,288  
Villar del Arzobispo: 119,288  
Villargordo del Cabriel: 289  
Villareal de los Infantes: 31,32,59,61,149,165,172,180,190,195,198,255  
Villavieja: 267  
Vinalesa: 52,53  
Vinaroz: 8,40,62,127,202,255,294  
Viver: 202